



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>













Y9A981J 0907MAY2

10:13

## AVIS DES ÉDITEURS

*Avec ce numéro, le Journal des Économistes entre dans sa 50<sup>e</sup> année. La collection complète, composée de 12 numéros ou 4 volumes par an, compte aujourd'hui 4 séries duodécennales complètes, ainsi divisées :*

I <sup>re</sup> série, 152 numéros, 37 volumes	déc. 1841 à déc. 1853
II <sup>e</sup> — 144 — 48 —	janv. 1854 — 1865
III <sup>e</sup> — 144 — 48 —	— 1866 — 1877
IV <sup>e</sup> — 144 — 48 —	— 1878 — 1889

En tout 584 numéros, 181 volumes.

Plus 4 volumes de la 5<sup>e</sup> série, qui a commencé en janvier 1890.

*Les noms et les articles de ce Recueil ont motivé :*

1<sup>o</sup> Une table générale, comprenant les années 1841 à 1865. (Elle résume les sept tables de cette première période).

2<sup>o</sup> Neuf tables triennales, comprenant les années 1866 à 1889.

*Depuis 1875, une table résume, en décembre, les 4 volumes de l'année.*

### PRINCIPAUX COLLABORATEURS DE LA REVUE

Rédacteur en chef : **M. G. de MOLINARI**, correspondant de l'Institut.

**BAUDRILLART** (H.), de l'Institut.

**BEAUMONT** (H. DE).

**BENOIST** (Ch.).

**BÉRARD-VARAGNAC**, m. des req. au Conseil d'Etat.

**BERNARD** (Fr.).

**BLOCK** (Maurice), de l'Institut.

**BOUCHARD** (L.), président à la Cour des Comptes.

**BRELAY** (Ern.).

**CAYLA** (Claudius).

**CHAILLEY** (Joseph).

**CHEYSSON** (Em.).

**CLAVÉ** (Jules).

**COURCELLE-SENEUIL** (J.-G.), de l'Institut, conseiller d'Etat.

**COURTOIS** (A.).

**EICHTHAL** (Eug. D').

**FAUVEAU** (P.-G.).

**FONTENAY** (R. DE).

**FOUQUET** (G.), agronome.

**FOURNIER DE FLAIX** (E.).

**FOVILLE** (A. DE), professeur au Conservatoire des Arts et Métiers.

**FRANÇOIS** (G.).

**GOMEL** (Ch.), anc. malt. des requêtes.

**GUILBAULT** (A.).

**GUYOT** (Yves), député.

**HOUDARD** (L.).

**HUBERT-VALLEROUX** (P.).

**JUGLAR** (Cl.).

**LACOMBE** (Michel).

**LAFITTE** (Pr. DE).

**LAMÉ-FLEURY** (E.), conseiller d'Etat.

**LAVOLLÉE** (René).

**LEFORT** (Jos.), avocat au Conseil d'Etat.

**LESAGE** (H.).

**LETORT** (Ch.).

**LEVASSEUR** (Em.), de l'Institut.

**LIESSE** (André)

**LIMOUSIN** (Ch.-M.).

**MANNEQUIN** (Th.).

**MARTINEAU** (E.).

**MATHIEU-BODET**, anc. ministre.

**MERCIER** (Ach.).

**MOLINARI** (Edmond DE).

**MULLER** (P.).

**NEYMARCK** (A.).

**NOEL** (O.).

**OTT** (A.).

**PARETO** (Vilfredo).

**PARMENTIER** (Ch.).

**PASCAUD** (H.).

**PASSY** (Fréd.), de l'Institut.

**PASSY** (Louis), député.

**PETIT** (Eug.).

**PUYNODE** (G. DU), correspondant de l'Institut

**RAFFALOVICH** (Arthur), correspondant de l'Institut.

**RAFFALOVICH** (Sophie).

**RATOIN** (E.).

**RENARD** (L.).

**RENAUDIN** (Edmond).

**ROCHETIN** (Eug.).

**ROQUET** (Léon).

**ROUXEL** (M.-Fr.).

**ROYER** (Clémence).

**SAY** (Léon) de l'Institut, député.

**SCHELLE** (Gustave).

**STOURM** (René).

**THEUREAU**.

**TREMBLAY** (E.).

**VAN DEN BERG**, directeur de la Banque de Java.

**WALRAS** (Léon), professeur à Lausanne.

**WEILER** (Julien).

( Voir les prix et conditions d'abonnement à la couverture, 4<sup>e</sup> page.)



















quelques îles <sup>1</sup>, les Espagnols, les Anglais, les Hollandais et les Français n'ont rien conservé des domaines dont la possession leur avait coûté tant de sang et d'argent. Nous souhaitons que cette désastreuse expérience ne se renouvelle point en Afrique, mais, en attendant, nous avons peur que l'établissement des douanes au Congo et la défense, imposée à des tribus anthropophages de vendre leurs prisonniers au lieu de les manger, ne contribuent que dans une mesure insuffisante aux progrès de la civilisation africaine.

Le bilan de l'année 1890 est donc assez maigre. Toutefois, il y a, à l'actif de ce bilan, un article qui suffit à balancer d'une manière favorable le compte de profits et pertes, c'est la conservation de la paix.

G. de M.

---

<sup>1</sup> Le Canada appartient encore nominalement à l'Angleterre, mais, en fait, c'est un état indépendant, dont le tarif protectionniste est même particulièrement dirigé contre les produits de l'industrie de la métropole.

---

---

## LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1890

---

L'année qui vient de finir nous a épargné les angoisses de la politique étrangère ; pour la première fois, depuis longtemps, le maintien de la paix a paru plus assuré, bien que les dépenses militaires ne cessent d'épuiser les contribuables. L'Orient continue à présenter des foyers dangereux, mais, grâce à la politique résolument pacifique de la Russie, le péril en est fort atténué. D'autre part, la sagesse et la modération de la France contribuent au raffermissement de la paix. L'Italie, victime de ses attaches à la triple alliance, se ruine sous le régime Crispi.

Si l'on a pu faire abstraction de la politique en 1890, les facteurs appartenant à l'ordre économique, ou plus justement à un ordre anti-économique, ont exercé une influence considérable sur la marche des affaires, et par une de ces vicissitudes habituelles, c'est d'Amérique que sont venus les éléments perturbateurs. L'Europe a subi le contre-coup des fautes commises par les législateurs de Washington et de Buenos-Ayres, qui ont cru qu'on pouvait substituer le *fiat* parlementaire au cours naturel des choses : il est vrai que le terrain était mal préparé pour résister à un choc,

A partir de 1887, nous avons eu un retour d'activité commerciale et industrielle, en dépit des entraves du protectionnisme ; la reprise s'est accentuée en 1888 et en 1889, mais avec le déchaînement de spéculation inévitable, dès la fin de 1889 les symptômes d'une liquidation nécessaire ont apparu. La crise a éclaté d'abord à Berlin (janvier 1890). La situation continuait à être bonne en apparence à Londres et à Paris, ce qui a permis de localiser le mal ; les cinq premiers mois ont donc vu la marche ascendante des cours. Le second semestre de 1890 nous a donné la révolution argentine, le Silver act, le bill Mac Kinley, la crise de New-York et la crise de Londres.

Si l'on représente par un graphique la marche des cours du Stock Exchange, en 1889 et en 1890, on voit une grande analogie dans les oscillations. De janvier à mai, la ligne monte, et le niveau atteint en 1890 est plus élevé que celui de 1889 ; à dater du mois de mai, on descend sans interruption : le maximum de la dépression se









reports le 15 décembre a été un avertissement significatif. Il est venu un peu par surprise, à la suite de la livraison inopinée de quelques millions de rente italienne qui a drainé les ressources d'un marché, que les retraits des capitaux donnés en report par les établissements de crédit avaient déjà dégarni. La liquidation de fin décembre s'est faite dans des conditions absolument anormales de cherté.

Si nous jetons un coup d'œil sur les fonds étrangers cotés à la Bourse de Paris, nous voyons

	28 déc. 1888	25 mai 89	31 déc. 1889	mai 90	31 déc. 1890
4 0/0 russe 1880..	87	92.90	93	—	97.15
4 1/2 0/0.....	95.60	100	101		101.80
Egypte Unifiée...	418	463	468		487
Turc .....	15	16.75	17.55		18.55
4 0/0 hongrois or.	87	88.10	88.15		93
Italien.....	96.40	97.20	95 20		94.30
Extérieure Esp...	73.35	76	74.25		76
3 0/0 portugais ..	65.35	63	65.25		58.40
5 0/0 argentin <sup>1</sup> ...	490	500	470		390

Si l'on compare les cours du 4 0/0 russe 1889, la hausse est de 4 1/4 0/0 ; à certains moments, il a touché le pair.

Il est intéressant de comparer non seulement les cours des principaux fonds d'Etat à différentes époques, mais encore le revenu que ces fonds rapportent. L'année qui va finir a été riche en incidents économiques, de nature à influencer sur le taux de l'intérêt et la tenue des fonds étrangers, pour quelques-uns : russes, égyptiens,

1	Valeurs	Nombre de titres	Prix d'émission	Cours du 24 mars	Cours au 31 déc. 90
	—		—		
Cordoba.....		100.000	482.50	365	155
Corrientes.....		50.000	465 »	345	175
Mendoza.....		49.603	470 »	345	175
Catamarca.....		50.000	473.75	365	155
Ch. de fer argentin.....		112.000	452.50	370	330
Foncier Santa-Fé (A).....		49.700	455 »	380	290
— — (B)....		49.700	432.50	345	265

Le paiement des coupons de janvier de Cordoba, Corrientes, Mendoza a été ajourné.

Le marché de Paris est relativement moins atteint par les embarras cruels de la République argentine que l'Angleterre et la Belgique. La haute banque cependant est créancière de 50 à 100 millions de francs pour diverses opérations de trésorerie.



La Russie ne songe pas encore à la reprise des paiements en métal jaune, l'Autriche-Hongrie a mis la question à l'ordre du jour, mais on reste encore dans la phase préparatoire des enquêtes. On est d'accord sur la nécessité de revenir à l'étalon d'or ; quant à la façon de procéder, c'est-à-dire sur le choix de la base de l'échange entre l'or et le papier monnaie, les avis sont partagés. A Vienne, on rencontre des partisans de l'échange sur le pied du cours du jour, à Budapest on demande qu'il ait lieu sur le pied des cours moyens des dix dernières années ; de cette façon, le sacrifice sera moindre pour l'État et la perturbation dans les contrats moins sensible ; les exportateurs, les industriels, les grands propriétaires se prétendent atteints par une amélioration trop brusque du change, qui est précipitée par la spéculation. L'Autriche-Hongrie a besoin d'emprunter 200 millions de florins en or, pour rétablir sa valuta. Les gens raisonnables demandent le retrait de tous les billets de l'État, ayant cours forcé actuellement. En laisser en circulation une partie, c'est compromettre dès à présent la solidité de l'opération.

Le rouble, qui a été à 2 M., 18 à la fin de 1889, est arrivé en avril à 2,30 pour s'élever par bonds rapides, en septembre, à 2 M. 64, il est retombé à 2,33 et s'est relevé à 2,39. Le florin s'est élevé de 172 à 183, pour retomber à 176 1/2.

A Paris, le rouble qui valait 2 fr. 78 au début de l'année (alors que le budget de 1890 était calculé sur le pied de 2 fr. 35) a valu 2 fr. 92 en juin, 3 fr. 04 en août, 3 fr. 15 en septembre.

Le renchérissement de l'argent a été très sensible en Allemagne durant l'année. Le taux moyen de l'escompte officiel a été de 4.100/0 en 1890, contre 3.68 0/0 en 1889, hors banque de 3.93 0/0 au lieu de 2.77. Il n'y a pas eu de période d'abondance de capitaux disponibles en 1890 ; la demande a presque toujours dépassé l'offre ; souvent même l'escompte hors banque a été égal au taux officiel. La Banque d'Allemagne a vu affluer les demandes d'avances contre nantissement dans une proportion plus forte que de coutume, les liquidations mensuelles ont presque toujours été difficiles.

Pour se rendre compte des causes de ce resserrement, il faut se rappeler qu'en 1889 l'importation a dépassé les exportations de 848 millions M. (1.060 millions de francs), alors qu'en 1888, il y avait eu encore un excédent de 85 millions M. en faveur de l'exportation. En 1890, la situation ne s'est pas améliorée ; l'exportation de quelques grandes branches industrielles s'est encore affaiblie.

L'industrie a eu besoin de plus de capitaux par suite du renchérissement de la main-d'œuvre et de la hausse des prix (houille, fer, etc) ;



beaucoup de fabriques ont été agrandies, de nouveaux établissements ont été fondés<sup>1</sup>.

La fièvre de spéculation, qui a régné en 1888 et en 1889, a eu pour conséquence de créer d'énormes engagements à la bourse, qui ont pesé sur le marché des capitaux en 1890. Les banquiers, qui avaient animé leur clientèle à acheter, tandis que la hausse battait son plein, ont passé une partie de l'année à faire liquider des positions à la hausse ; les établissements de crédit ont vu grossir leur portefeuille par suite de l'insuccès des émissions récentes et par suite de la nécessité de racheter pour soutenir les cours. Le chapitre des reports a atteint des dimensions inouïes.

La pression exercée sur les acheteurs à crédit pour les déterminer à diminuer leurs engagements a facilité les campagnes des vendeurs à découvert, qui ont été singulièrement fructueuses. *La Gazette de Francfort*, qui est l'autorité la plus compétente, est d'avis que la liquidation n'est pas encore terminée ; elle s'est faite dans des conditions défavorables pour le public, et l'on comprend que celui-ci s'abstienne.

Si l'on examine les cours des principales valeurs allemandes on voit que, dans le courant d'une année, le 3 1/2 0/0 allemand et les consolidés prussiens ont baissé de 5 pct., le 3 0/0 saxon de 7 pct. ; les rares actions de chemins non rachetés ont perdu : le Lubeck Buchen 16 pct, la Wenabahn 20 pct., tandis que les actions des chemins autrichiens sont en forte hausse ; les actions du Saint-Go-

---

<sup>1</sup> D'après la Chambre de commerce de Hambourg, pendant la première moitié de l'année, l'activité des affaires a été considérable ; c'était surtout la continuation d'opérations ou d'entreprises qu'avait fait naître le développement intense du commerce et de l'industrie en 1889. Mais déjà les derniers mois de 1889 avaient été moins bons et le ralentissement s'est accentué davantage en 1890, pour aboutir à une fin d'année beaucoup moins bonne. Les facteurs défavorables ont été la crise argentine, le Silver act, les Mac Kinley bills et les grèves. La Chambre de commerce regrette l'incertitude paralysante, qui règne sur l'avenir des relations internationales, au moment de l'échéance des traités de commerce ; elle redoute les conséquences des revendications exagérées des ouvriers.

D'autre part la conviction que les droits élevés sur les articles de première nécessité et les entraves à l'importation sont nuisibles et dangereux, semble gagner de plus en plus du terrain en Allemagne. On compare le bon marché et l'abondance des matières alimentaires dont profite l'ouvrier anglais avec les conditions moins favorables de l'ouvrier allemand. Aux mesures réactionnaires ou prohibitionnistes, il faut répondre non par des représailles, mais par des abaissements de tarifs.

L'exportation allemande, qui avait subi un si grand développement dans la période libérale, a diminué en 1889 et en 1890.





	BANQUES			SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES		
	Capital nomin.	Capital effectif	Prime d'émission	Capital nominal	Capital effectif	Prime d'émission
1883...	32	35	11.2 0/0	27.8	32.4	16.5
1884...	»	»	»	27.5	31	12.7
1885...	3.6	3.8	5.5	51.8	48.1	6.9
1886...	16.4	19.6	19.51	48.6	52	6.8
1887...	28	35	26.7	69.8	90 8	30
1888...	51.9	64.2	23.6	142.1	194.7	37
1889...	104.4	136.8	31.0	230.2	335.5	44
1890...	78	104	32.1	136.5	171.6	25

Le second semestre a été beaucoup moins actif à Berlin comme à Londres. La dernière colonne est intéressante ; elle montre la faveur croissante obtenue par les valeurs industrielles jusqu'en 1889 ; en 1890, on retombe déjà au-dessous de 1887.

Le ralentissement des émissions a eu un contre-coup dans les recettes de l'État, qui, pendant les 11 premiers mois de l'année, a encaissé en timbres sur les valeurs mobilières 9.760.000 M. en 1889, 5.650.000 M, en 1890.

C'est dans le second semestre qu'ont été émis 65.000.000 M. 3 0/0 prussien, 170.000.000 M. 3 0/0 allemand à 87 ; dans le premier semestre, 129 millions de 3 1/2 0/0 allemand. Cet emprunt 3 1/2 0/0 a été un insuccès pour le gouvernement et pour le syndicat.

Du 2 octobre 1889 au 22 février 1890, le taux officiel à la Banque d'Allemagne a été de 5 0/0, puis de 4 0/0 jusqu'au 26 septembre, lorsqu'on le haussa à 5 0/0, et le 11 octobre à 5 1/2 0/0. En dehors des besoins plus considérables à l'intérieur, la Banque d'Allemagne a dû se défendre contre le drainage d'or à destination de l'Angleterre et tenir compte des dispositions de caisse du gouvernement russe.

Un facteur de premier ordre, c'est aujourd'hui les sommes considérables que le gouvernement russe et la Banque de Russie ont à leur crédit à l'étranger, à Londres, à Berlin et à Paris. On les évalue à 500 ou 600 millions de francs, dont un tiers se trouve à Berlin. Ces sommes qui doivent être toujours liquides et disponibles, sont employées en reports, et suivant que M. de Vischnegradsky en use, il peut faire l'abondance ou la disette.

A la fin de 1890, il est cependant rentré de l'or à Berlin.

Le portefeuille de la Reichsbank, au 31 décembre, a été de 540 millions en 1885, 661 en 1886, 648 en 1887, 611 en 1888, 840 millions en 1889, 760 en 1890. On voit le mouvement graduellement ascendant jusqu'en 1889. Parallèlement la réserve des billets







Les exagérations de la spéculation au Stock Exchange, sur les valeurs aléatoires, comme les actions de chemins de fer américains, dont 61 0/0 ne paient pas de dividende, comme les actions de mines d'or, les brasseries, les sociétés financières, les titres sud-américains, ont abouti à une crise, dont nous avons rendu compte dans le numéro du 15 décembre. Nous avons fait ressortir la part de responsabilité qui incombait à la maison Baring et à une partie de la haute banque anglaise, en même temps que nous avons montré l'influence des conversions sur le public anglais; nous avons fait ressortir le rôle honorable joué par la banque d'Angleterre, le sang-froid de son gouverneur, l'assistance qu'elle a trouvée à Paris et à Saint-Petersbourg.

L'année 1889 a fini sous le régime du taux de l'escompte, inauguré le 30 décembre, après que le taux de la Banque avait été modifié huit fois. En 1890, les modifications du taux de l'escompte ont été plus fréquentes encore, puisqu'elles ont été au nombre de onze.

Comme le montre le petit tableau ci-dessous, le taux moyen de l'intérêt a été plus élevé en 1890 que dans toute la décade.

	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884	1883	1882	1881
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Taux le plus élevé.	6	6	5	5	5	5	5	5	6	5
— bas...	3	2½	2	2	2	2	2	3	3	2½
Moyenne .....	4.10	3.14	3.6	3.6	3.0	2.16	2.19	3.11	4.2	3.9
Hors banque.....	3.13	2.15	2.7	2.7	2.1	2	2.3	3	3.7	2.18

L'écart entre le taux officiel et le taux du marché libre a été moindre en 1890 que dans les années précédentes; dans le second semestre notamment, la Banque d'Angleterre a réussi à exercer un contrôle plus efficace sur le marché.

En 1890, le taux de 6 0/0 a régné jusqu'au 20 février, pendant ces sept semaines l'encaisse or a grossi de 5.130.000 livres sterling, dont seulement 1.856.000 livres fournis par l'étranger, notamment par la Russie. Au mois d'avril, on a touché le point le plus bas, 3 0/0, après que l'escompte eut été réduit à 4 1/2 le 6 mars, à 4 0/0 le 13 mars, à 3 1/2 le 10 avril. Les changes étant contraires à l'Angleterre, le 26 juin, on remonte à 4 0/0, le 31 juillet, à 5 0/0, on redescend, un mois plus tard, à 4 0/0. Le taux de 5 0/0 amène de l'or des Etats-Unis, qu'on reperd pour Lisbonne. Le 25 septembre, on revient à 5 0/0; nos lecteurs savent dans quelles circonstances, le 7 novembre, l'escompte est élevé à 6 0/0, comment la Banque d'Angleterre est amenée à escompter à 7 et 8 0/0, c'est-à-dire au dessus du taux officiel, comment il lui est prêté 3 millions de livres sterling en



or par la Banque de France et comment le gouvernement russe lui prend, contre 1.500.000 livres en or, des bons du Trésor<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Les bimétallistes ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion d'élever la voix pour tirer les conséquences de la crise financière de Londres. Ils ont comparé la fréquence dans les changements de l'escompte à Londres et la stabilité relative de l'escompte à Paris :

La Banque d'Angleterre a modifié son taux :

193 fois en 29 ans, 1844-1872.

131 fois en 18 ans, 1873-1890.

La Banque de France a modifié le sien :

77 fois en 29 ans, 1844-1872.

25 fois en 18 ans, 1873-1890.

Notamment, dans les six dernières années, l'escompte a été modifié 48 fois à Londres, 7 fois à Paris.

Il est permis de se demander s'il ne vaudrait pas mieux être dans la situation de l'Angleterre et vivre sous le régime de l'étalon d'or, que d'être, comme nous le sommes, sous le régime du cours forcé. M. Coste a eu raison d'écrire dans le *Globe* que nous sommes sous le régime du cours forcé, puisque les billets de banque qui forment le fond de la circulation ne sont, la plupart du temps, remboursés qu'en une monnaie d'argent qui n'a pas cours international et qui perd à la fonte 20 ou 25 0/0 après en avoir perdu jusqu'à 30. Grâce à ce remboursement en monnaie encombrante et dépréciée qui équivaut à une sorte de cours forcé, la Banque a immobilisé dans ses coffres près de 1.200 millions d'or, dont elle vend une très petite portion à prime dans les moments de gêne internationale et dont elle vient de prêter la seizième partie à la Banque d'Angleterre.

La différence de la politique monétaire entre les deux pays est considérable ; dans l'un, la Banque veille à la stabilité de l'étalon monétaire, dans l'autre, au prix d'une prime sur l'or et d'un excès de papier, on cherche à maintenir le taux d'escompte le plus bas possible, afin de *favoriser* les affaires.

L'Angleterre, avec une circulation monétaire évaluée à 2 milliards 1/2 ou 3 milliards au plus, ne réclame de sa banque qu'une émission à découvert de 130 millions 1/2, la France, avec une circulation monétaire de 8 milliards, réclame de sa Banque nationale, en pleine paix, presque en pleine stagnation des affaires, une circulation à découvert de 900 millions de fr. (si l'on tient compte de la dépréciation de l'encaisse argent).

On répond à la ligue bimétallique que l'escompte peut rester à 3 0/0 parce qu'on est chargé en France d'une masse d'argent considérable. Les Anglais n'ont pas célébré comme un triomphe de l'étalon d'or le fait que la crise du cuivre et la chute du Comptoir d'escompte les ont laissés presque indemnes. Le Silver bill n'a pas empêché la crise de New-York, il l'a peut-être précipitée. On comprend que la ligue bimétallique proteste aujourd'hui contre l'idée qu'elle ait considéré le Silver bill comme une victoire ; loin de là, le





---

## DE LA NATURE DE L'ÉTAT

---

Quelle est la nature de l'État? quel est son rôle? Quelles sont ses attributions? Cette triple question, si souvent débattue, semble depuis quelque temps, reprendre le premier rang dans les préoccupations et les discussions des économistes. Des ouvrages entiers ont été consacrés à cette étude et il ne faut pas moins en effet, que des volumes pour se livrer à une analyse un peu détaillée des circonstances multiples dans lesquelles l'État peut être appelé à se mêler aux choses de l'activité sociale.

Nous n'avons pas la prétention d'embrasser en quelques pages un champ aussi vaste. Nous voudrions seulement essayer d'exprimer, sous une forme synthétique et condensée, ce qu'est, au point de vue de la science sociale, la *nature essentielle* de l'État.

\*  
\* \*

L'État est un être de raison, une personne morale, représentant les intérêts solidaires de l'ensemble des membres d'une agrégation nationale. Pour constater l'existence d'un *État*, il ne suffit pas de se trouver en présence d'une agrégation d'hommes quelconque, il faut encore que les membres de cette agrégation soient unis par un lien national, qu'ils forment un corps de nation autonome et indépendant.

Les idées de *Nation* et d'*État* sont bien distinctes; la Nation est constituée par l'ensemble des individus qui la composent : l'État est la représentation des intérêts solidaires de ces individus.

Pour agir, l'État, comme toute personne morale, est obligé de s'incarner dans un organisme qu'il emprunte au milieu dont il représente les intérêts. Cet organisme s'appelle *Gouvernement*. Il importe également de ne pas confondre le gouvernement, organisme délégué, avec la personne morale qu'il incarne.

\*  
\* \*

La personne morale de l'État est douée d'attributs et de facultés. De même que l'être humain, elle est libre, et sa liberté prend le nom spécial de *souveraineté*. La souveraineté de l'État consiste dans le pouvoir de faire les choses nécessaires à sa conservation et à son développement, de marcher dans la voie de l'accomplissement de sa destinée. Comme la liberté de l'individu, la souveraineté de l'État



---

## DE LA NATURE DE L'ÉTAT

---

Quelle est la nature de l'État ? quel est son rôle ? Quelles sont ses attributions ? Cette triple question, si souvent débattue, semble depuis quelque temps, reprendre le premier rang dans les préoccupations et les discussions des économistes. Des ouvrages entiers ont été consacrés à cette étude et il ne faut pas moins en effet, que des volumes pour se livrer à une analyse un peu détaillée des circonstances multiples dans lesquelles l'État peut être appelé à se mêler aux choses de l'activité sociale.

Nous n'avons pas la prétention d'embrasser en quelques pages un champ aussi vaste. Nous voudrions seulement essayer d'exprimer, sous une forme synthétique et condensée, ce qu'est, au point de vue de la science sociale, la *nature essentielle* de l'État.

\*  
\* \*

L'État est un être de raison, une personne morale, représentant les intérêts solidaires de l'ensemble des membres d'une agrégation nationale. Pour constater l'existence d'un *État*, il ne suffit pas de se trouver en présence d'une agrégation d'hommes quelconque, il faut encore que les membres de cette agrégation soient unis par un lien national, qu'ils forment un corps de nation autonome et indépendant.

Les idées de *Nation* et d'*État* sont bien distinctes ; la Nation est constituée par l'ensemble des individus qui la composent : l'État est la représentation des intérêts solidaires de ces individus.

Pour agir, l'État, comme toute personne morale, est obligé de s'incarner dans un organisme qu'il emprunte au milieu dont il représente les intérêts. Cet organisme s'appelle *Gouvernement*. Il importe également de ne pas confondre le gouvernement, organisme délégué, avec la personne morale qu'il incarne.

\*  
\* \*

La personne morale de l'État est douée d'attributs et de facultés. De même que l'être humain, elle est libre, et sa liberté prend le nom spécial de *souveraineté*. La souveraineté de l'État consiste dans le pouvoir de faire les choses nécessaires à sa conservation et à son développement, de marcher dans la voie de l'accomplissement de sa destinée. Comme la liberté de l'individu, la souveraineté de l'État



---

## DE LA NATURE DE L'ÉTAT

---

Quelle est la nature de l'État? quel est son rôle? Quelles sont ses attributions? Cette triple question, si souvent débattue, semble depuis quelque temps, reprendre le premier rang dans les préoccupations et les discussions des économistes. Des ouvrages entiers ont été consacrés à cette étude et il ne faut pas moins en effet, que des volumes pour se livrer à une analyse un peu détaillée des circonstances multiples dans lesquelles l'État peut être appelé à se mêler aux choses de l'activité sociale.

Nous n'avons pas la prétention d'embrasser en quelques pages un champ aussi vaste. Nous voudrions seulement essayer d'exprimer, sous une forme synthétique et condensée, ce qu'est, au point de vue de la science sociale, la *nature essentielle* de l'État.

\*  
\* \*

L'État est un être de raison, une personne morale, représentant les intérêts solidaires de l'ensemble des membres d'une agrégation nationale. Pour constater l'existence d'un *État*, il ne suffit pas de se trouver en présence d'une agrégation d'hommes quelconque, il faut encore que les membres de cette agrégation soient unis par un lien national, qu'ils forment un corps de nation autonome et indépendant.

Les idées de *Nation* et d'*État* sont bien distinctes; la Nation est constituée par l'ensemble des individus qui la composent : l'État est la représentation des intérêts solidaires de ces individus.

Pour agir, l'État, comme toute personne morale, est obligé de s'incarner dans un organisme qu'il emprunte au milieu dont il représente les intérêts. Cet organisme s'appelle *Gouvernement*. Il importe également de ne pas confondre le gouvernement, organisme délégué, avec la personne morale qu'il incarne.

\*  
\* \*

La personne morale de l'État est douée d'attributs et de facultés. De même que l'être humain, elle est libre, et sa liberté prend le nom spécial de *souveraineté*. La souveraineté de l'État consiste dans le pouvoir de faire les choses nécessaires à sa conservation et à son développement, de marcher dans la voie de l'accomplissement de sa destinée. Comme la liberté de l'individu, la souveraineté de l'État









protection et la conservation du territoire, pour sauvegarder les biens qui y sont placés et les personnes qui y résident. L'action commune est nécessaire, et toutes les fois qu'elle ne peut se réaliser par un accord spontané des intéressés, il est indispensable que la loi supplée à cette abstention, soit qu'elle donne à la majorité le pouvoir de vaincre l'inertie ou la résistance de ceux qui se refuseraient à l'action commune, soit qu'elle attribue cette initiative à l'organisme gouvernemental lui-même agissant au nom de l'État. Il est bien entendu que dans l'un et l'autre cas, la loi positive devra déterminer les obligations et les droits de chacun et de tous, de l'État agissant au moyen de ses fonctionnaires, aussi bien que des particuliers.

C'est beaucoup [plus exceptionnellement encore, que la loi peut être amenée à imposer aux individus l'obligation *de faire*, à les forcer à prêter le concours de leurs personnes et de leurs facultés, lorsqu'il ne s'agit que de l'accomplissement d'une œuvre d'amélioration générale. *A fortiori*, la loi positive ne doit-elle pas en principe intervenir quand il s'agit de la réalisation d'avantages collectifs ou individuels. En tout cas, si l'on admet qu'exceptionnellement, les individus peuvent être obligés à céder ou à abandonner une partie de leurs biens matériels, au profit d'une œuvre d'intérêt public, ou à prêter le concours de leurs personnes ou de leurs ressources, ce ne peut jamais être que lorsque l'utilité publique d'un semblable empiètement aura été solennellement déclarée, après les justifications les plus complètes, et sous les garanties les plus étroites qui doivent accompagner toute *expropriation*.

\*  
\* \*

Du domaine public, nous ne dirons que quelques mots. Il est, on le sait déjà, déterminé par la loi. C'est l'organisme gouvernemental qui en assure la gestion et veille à ce qu'il soit respecté de tous et ne soit pas détourné de sa destination.

Il est impossible de déterminer *a priori* quelles sont les portions du territoire qui doivent être classées dans le domaine public. La densité de la population, le développement de l'industrie, les progrès des échanges et des moyens de transport, l'enchevêtrement des intérêts peuvent justifier un développement croissant de l'étendue de territoire maintenue ou réintégrée dans la communauté. Chez tous les peuples policés et qui sont constitués à l'état de nation, on a toujours vu, par exemple, soustraire au champ de l'action privée et de l'appropriation individuelle, la masse des eaux courantes, aussi bien que les rivages de la mer. Nous ne croyons pas avoir ici à accentuer davantage les traits de cette partie de notre esquisse.

\*  
\* \*

A la constitution et au fonctionnement de l'organisme gouvernemental se rattache une série de servitudes générales imposées aux membres de la nation auxquels sont demandés certains services personnels ou pécuniaires. C'est au gouvernement qu'incombe le soin de faire rentrer l'impôt fixé par le législateur. Pour remplir ses diverses fonctions, le gouvernement s'organise lui-même sous forme de *pouvoir législatif*, de *pouvoir exécutif* ; il s'entoure en outre d'organismes secondaires, d'*administrations* spéciales, qui sont chargées de remplir les différentes attributions qui leur sont imparties.

Nous constaterons seulement que, par la force des choses, les attributions de l'État sont empreintes d'une certaine élasticité. Ce serait faire acte de déraison que de songer à en faire entrer la définition et la nomenclature dans une formule étroite et précise. L'importance des services qui sont soustraits à l'initiative privée et prennent le caractère de services publics est, comme nous l'avons vu pour le domaine public, en fonction de l'état de civilisation de la Nation.

Tout ce que l'on peut dire *a priori*, c'est qu'il y a de graves inconvénients à ce que l'action de l'État prenne des développements excessifs, empiète sur le domaine de l'initiative privée ; qu'il est désirable, toutes les fois que la nécessité de son intervention n'est pas absolument démontrée, que l'État restreigne le cercle de ses attributions, qu'il renonce notamment à toute ingérence dans les affaires de la communauté quand les besoins auxquels il s'agit de pourvoir peuvent recevoir satisfaction par le seul jeu des forces ordinaires des entreprises privées.

La détermination des circonstances dans lesquelles l'action de l'État doit être cantonnée, varie, répétons-le, suivant les pays, les époques, les traditions, les conditions générales des milieux ambiants. C'est là au surplus un des objets les plus intéressants des recherches de l'économie politique ; nous nous défendons, encore une fois, de la prétention de le traiter ici.

\*  
\* \*

Tout ce que nous venons de dire n'est qu'un exposé synthétique de la *nature essentielle* de l'État, aussi bien de l'État *passé* ou *futur* que de l'État *moderne*. Nous n'avons donc ni à résumer ni à conclure. Nous nous bornerons à une dernière remarque. On s'est demandé si l'État devait être considéré comme une abstraction ou une réalité.





collection d'hypothèques, et elle adopta une résolution assez ingénieuse. Par contrat passé à Madrid le 30 avril 1890, la Compagnie du Nord de l'Espagne s'engagea pour parer aux insuffisances de recettes et à la dette du réseau des Asturies, à créer des bons non productifs d'intérêts de 500 fr. Ces bons de liquidation seront remboursables par tirages annuels, sur les excédents de produits nets de ce réseau et de ses embranchements après que l'on aura couvert les frais d'administration, de direction et d'exploitation, les intérêts et l'amortissement des obligations, et toutes les autres charges sans exception qui pèsent sur ces lignes.

Pour assurer le remboursement complet de ces bons dans les délais fixés par la concession des lignes en question, la Compagnie du Nord de l'Espagne a garanti le service d'une annuité minimum de 335.000 pesetas, annuité qui, à dater de l'exercice de 1894 devra être ajoutée aux charges de ces lignes, et qui cessera lorsque les 44.000 bons auront été remboursés, le premier tirage devant avoir lieu en juillet 1895. Quatorze mille de ces bons ont été distribués aux porteurs de 350.000 actions du Nord de l'Espagne au prorata de leurs titres en représentation des bénéfices du réseau du Nord pendant les exercices 1885 à 1888 qui n'ont pas été distribués aux actionnaires, et ont été mis en réserve pour faire face aux insuffisances des lignes des Asturies.

Le contrat du 30 avril 1890 a porté de 350.000 à 390.000 le nombre des actions de la Compagnie du nord de l'Espagne, les 40.000 actions de l'ancienne Compagnie des Asturies ayant été échangées contre un nombre égal d'actions de chemins de fer de la Compagnie du Nord. Il stipule toutefois que ces actions (qui portent les numéros de 350.001 à 390.000) « ne commenceront à jouir du dividende qu'à partir de celui qui correspondra aux bénéfices de la Compagnie du Nord pendant l'exercice 1893, c'est-à-dire que le premier dividende qu'elles toucheront sera celui qu'on paiera le 1<sup>er</sup> janvier 1894 comme à compte du dit exercice ».

Le réseau des Asturies n'a pas été, on le voit, sans préoccuper ses acquéreurs. On se demandera peut-être pourquoi la Compagnie du Nord de l'Espagne a ajouté ces lignes à celles qu'elle possédait déjà, si cette acquisition ne devait produire que des mécomptes.

Le but principal de la Compagnie du Nord a été d'éviter une concurrence dont les effets s'étaient déjà fait sentir pour elle, et qui aurait pu devenir plus sérieuse si les promoteurs de l'entreprise des chemins de fer des Asturies avaient réalisé leur projet primitif.

Celui-ci, en effet, consistait à relier Madrid à leur réseau principal par une ligne transversale à une voie.









de Marchena à Cordoue présente une insuffisance de recettes, encore ce déficit est-il insignifiant puisqu'il s'élève à la somme de 4.066 fr.

Les sept autres, celles de Séville, Xerès, Cadix ; d'Utrera, Moron, Osuna ; d'Osuna à la Roda, de Xerès, Sanlucar, Bonanza ; de Marchena à Cordoue ; de Cordoue à Malaga, de Campillos à Grenade, de Cordoue à Belmez ont des excédents de recettes considérables.

Le produit net du trafic, en 1889, a été de 7.642.302 fr., supérieur de 1.671.475 à celui de 1888, et les bénéfices nets de l'exercice 1889 se sont élevés à 1.738.748 fr., ce qui a permis de distribuer un dividende de 20 fr. par action et de reporter une somme de 540.013 fr. au compte de profits et pertes.

Les actions composant le fonds social sont au nombre de 60.000. Elles sont de 500 fr. entièrement libérées.

Le capital obligations comprend : 272.141 obligations chemins andalous ; 26 543 obligations (échangées ou à échanger contre des obligations Cordoue-Malaga, 3 0/0 de 475 fr.) ; 298.684 obligations 3 0/0 de 500 fr. (dont 8.019 sont amorties) ; 177.250 obligations 3 1/3 0/0 Séville, Xerès, Cadix, de 300 fr. (séries rose, grise et jaune) provenant de l'acquisition de cette ligne et capitalisées le 31 décembre 1879 à 200 fr. l'une, dont 7.509 sont amorties, et 50.000 obligations de 500 fr. chemins andalous, 2<sup>e</sup> série, émises le 30 juin 1890 pour parer aux frais de la construction de la ligne de Puente Genil à Linares.

Les charges résultant des emprunts dont le service incombé à la Compagnie sont les suivantes :

Intérêt et amortissement des obligations Séville-Xerès-Cadix : fr. 1.965.730.

Intérêt et amortissement des obligations Cordoue-Malaga : fr. 180.825.

Intérêt et amortissement des obligations 3 0/0 chemins andalous, 1<sup>re</sup> série : fr. 4.585.462.

Intérêt et amortissement des obligations 3 0/0 chemins andalous, 2<sup>e</sup> série : fr. 800.000.

Les recettes de la Compagnie sont amplement suffisantes pour faire face à de pareilles charges.

Les dividendes qu'elle a distribués à ses actionnaires ont été de 20 fr. en 1885, de 15 fr. en 1886, d'une somme égale en 1887 et 1888, de 20 fr. en 1889.

Sans être trop optimiste, on peut espérer un dividende de 25 fr., qui donnerait aux actionnaires un revenu de 5 0/0.

Les obligations de cette Compagnie ont eu longtemps un marché







au lieu de donner des moyennes quinquennales, s'est borné — dans la partie raisonnée de son mémoire — à prendre la 5<sup>e</sup> année de chaque période. Il est des cas où cette simplification est permise, mais la criminalité d'une période de 20 ans — période très courte pour une pareille matière — ne semble pas s'y prêter, car il y a trop de différence d'une année à l'autre, tantôt dans le sens de l'accroissement, tantôt dans celui de la diminution, pour que le chiffre de la 5<sup>e</sup> année indique bien la direction dans laquelle le mouvement a lieu, ainsi que la rapidité de la progression. Et, en effet, les tableaux ne montrent nullement un mouvement régulier, constant; l'auteur est obligé de commenter certains chiffres, et de montrer que l'accroissement de telle ou telle catégorie de crimes n'est qu'*apparent*, pour faire disparaître les anomalies. Les tableaux de l'*Appendice* reproduisent cependant les chiffres de chaque année, on y rencontre bien des colonnes où la diminution est incontestable, mais sans cette régularité sur laquelle l'auteur s'appuie avec une confiance trop absolue.

Prenons, à titre d'exemple, les condamnations à six mois de prison et au-dessous dans les deux périodes 1869-78 et 1879-88, année par année, en ne mettant que le chiffre annuel des condamnations et la moyenne décennale (p. 406) :

Période 1869-78 : — 69 — 85 — 69 — 125 — 95 — 126 — 147 — 147 — 183 — 153. Moyenne 120.4

Période 1879-88 : — 107 — 91 — 92 — 93 — 94 — 93 — 93 — 52 — 73 — 74. Moyenne 86.2.

On voit qu'il ne serait pas prudent de se borner à prendre la 5<sup>e</sup> année pour former une série. Plus intéressant serait de connaître les causes de la diminution, en supposant que celle-ci soit bien caractérisée. L'auteur indique les causes suivantes : 1<sup>o</sup> la police est bien renseignée sur les individus dont la vie est irrégulière, sur les maisons hantées par les classes dangereuses ou suspectes, de sorte qu'elle a des facilités pour mettre la main sur les criminels; 2<sup>o</sup> les *reformatory schools*, institutions destinées à donner aux jeunes criminels une éducation morale et à leur apprendre un métier se montrent efficaces; 3<sup>o</sup> il en est de même des *industrial schools* institutions analogues pour les enfants abandonnés, jeunes vagabonds qui ne se sont pas encore rendus coupables. Les services rendus par ces établissements sont incontestables, mais ils ne datent pas seulement de ces dernières 20 années; ils y ont peut-être été multipliés. Il est d'ailleurs des maisons d'éducation privées, œuvres philanthropiques, qui ont agi dans le même sens, quoique sur une moindre échelle; 4<sup>o</sup> les sociétés de patronage des libérés, ont, me-











brée. Or, une justice lente et chère équivaut à l'absence de toute justice, et les affaires ne manquent pas d'en souffrir. On voit par exemple ceci : un fermier de l'État A assure sa maison pour mille dollars auprès d'une compagnie ayant son siège dans l'État B. Cette maison brûle. le fermier réclame ses mille dollars ; alors la compagnie offre 250 dollars et si le fermier regimbe, on lui dit : eh bien, plaidons devant la cour fédérale. Le fermier trouvera plus avantageux de se contenter de 250 dollars et au besoin même de rien du tout. Le mal était si grand et si général, que le gouvernement fédéral a cherché à y remédier du moins pour les transports par chemin de fer, par la loi sur l'*interstate commerce*. Le droit du gouvernement central a été contesté, mais la mesure était utile, on s'est soumis. Néanmoins les abus restent possibles.

---

*State control of corporation and industry in Massachusetts.* Cela veut dire que l'État de Mss. n'a aucune confiance dans les « corporations » (compagnies) ou dans les établissements industriels existant dans le pays (sans compter qu'on n'aime que la liberté dont on jouit soi même) <sup>1</sup> et pour les empêcher de broncher il les a entourés de contrôleurs, d'inspecteurs et de surveillants qui les tiennent dans le droit chemin. L'auteur, qui est favorable à la mesure, donne quelques extraits des rapports de ces commissaires, mais ces extraits ne suffisent pas pour nous permettre de juger l'institution, il faudrait pouvoir examiner les choses de près, et attendre l'effet du temps, car aucun balais ne reste neuf. — Faute d'espace nous nous bornons à une simple mention pour : « la Taxation des corporations », par M. Seligmann ; « la Jurisprudence historique en Allemagne », par M. E. Freund ; « L'Italie et le Vatican », par M. Chauncy Langdon ; « La population de l'est de Londres selon M. Booth », par M. le prof. W.-J. Ashley. Nous voudrions seulement ajouter une observation amicale : que MM. les jeunes professeurs d'Amérique, retour d'Europe, se méfient de la qualification « historique » (école historique, méthode historique, etc.) ce mot « historique » est plein de pièges, surtout pour les *scholars* auxquels on a inspiré des préjugés contre « l'école classique ». Le principal piège peut être indiqué en peu de mots : Dans les deux écoles l'étudiant correct doit consacrer annuellement le même nombre de minutes, d'heures, de jours, de semaines et de mois à l'Histoire, seulement l'élève de l'école classique étudiera

---

<sup>1</sup> Les hommes ont deux poids et deux mesures, un pour le *moi*, et l'autre pour le *non-moi*.























nommé directeur de la caisse des invalides. Quelques-unes de ses études économiques resteront.

---

*Zur Social und Gewerbepolitik der Gegenwart* (Mémoires et discours sur la politique sociale et industrielle actuelle) par G. Schmoller (Leipzig, Duncker et Humblot, 1890). A l'exception d'un discours sur la participation aux bénéfices, tous les essais, mémoires ou discours contenus dans ce volume ont déjà été imprimés, l'auteur a fait un choix de ses travaux, surtout des écrits qui avaient un but agitateur ; il tient à constater le résultat de ses efforts, afin de monter au capitol accompagné de ses partisans pour entendre proclamer que tous les progrès sociaux réalisés depuis 15 à 20 ans leur sont dus. « Leur » s'applique à ce groupe qu'on a désigné par l'épithète de socialistes de la chaire, surnom qui leur a été donné par M. Oppenheim en réponse à l'appellation dont ce groupe avait gratifié l'école libérale : « hommes de Manchester » (libre-échangiste à tout prix, partisan de la non-intervention). Nous n'avons pas à entrer ici dans le fond de la question, constatons seulement que M. Schmoller est un homme de beaucoup de science et de talent qu'il est rempli de bonnes intentions et grand amateur d'histoire. Avec cela il laisse trop fortement influencer ses raisonnements et ses jugements par des sentiments d'une vague bienveillance et par une recherche de l'idéal, qui sont très louables en soi, mais qui ne changent pas la nature des choses. Un optimisme exagéré fait naître des espérances qu'on ne peut pas réaliser et finit par accroître le mécontentement.

Une chose est vraie, c'est que les opinions émises par les fondateurs de la Société de politique sociale (1872) ont gagné du terrain et semblent dominer dans les sphères gouvernementales et les universités ; mais les opinions changent comme les modes, après l'école rationaliste de Smith et Ricardo, l'école sentimentale, de Schmoller et autres, après celle-ci, l'autre revient à son tour pour éclairer les hommes. L'école rationaliste a généralement le tort d'oublier de gant de velours sa main de fer, ou d'orner de fleurs sentimentales, les rudes lois naturelles qu'elle constate, elle a trop dédaigné d'adoucir et d'embellir les choses ; cette raideur lui a toujours causé du préjudice, l'humanité ne demandant pas tant aux hommes d'être, que de paraître bons, et on le paraît toujours quand on exprime des sentiments bienveillants. Oui, les nouvelles « tendances » sont populaires dans un certain milieu, mais qu'en est-il résulté ? Il est écrit : c'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez... Quels en sont les fruits ? Un progrès de la science ? Un certain nombre d'adversaires plus ou









*Giornale degli economisti* (Journal des Économistes), revue mensuelle publiée à Rome. Nous signalerons dans la livraison d'octobre un travail de M. Stringher sur *le sucre et sa législation internationale*. L'impôt sur le sucre est devenu, au 19<sup>e</sup> siècle, un problème à mettre à côté de la quadrature du cercle ou du mouvement perpétuel, aucun impôt n'a été si souvent remanié (50 à 60 fois, rien qu'en France, depuis le commencement du siècle), et la question est de nouveau posée à plusieurs parlements. C'est ce sujet si compliqué que l'auteur s'efforce d'élucider en insistant plus particulièrement sur l'effet des primes avouées ou sous-entendues accordées par divers pays. C'est que le législateur voudrait satisfaire tout le monde et son père... et les électeurs aussi ; hm ! y réussira-t-il jamais ? M. Stringher résume en passant la législation des divers pays. — M. Loria continue ses études sur la valeur de la monnaie et M. Virgilli présente quelques observations intéressantes sur les théories émises dans de récents traités de statistique. Nous maintenons notre manière de voir : la statistique est plutôt un instrument de vérification qu'un instrument de découverte, car elle ne peut presque jamais dégager « isoler » les différentes causes concomitantes ; elle peut plus facilement motiver le rejet, que l'admission.

La livraison de novembre renferme un très instructif article de M. Perozzo sur la Caisse de retraite des instituteurs (fondée en 1879). Le problème à résoudre était d'assurer aux maîtres d'école une pension convenable sans imposer une charge à l'État... qui est déjà accablé et n'en peut mais. Il paraît qu'on y est parvenu en imposant à l'instituteur un versement (ou une retenue sur le traitement) de 20/0 et un autre de 10 0/0 à la commune. Un ensemble de 12 0/0 s'est montré suffisant. — M. Loria continue son étude sur la monnaie et M. Ugo Mazzola nous fait connaître la situation de la compagnie de navigation italo-britannique.

La livraison de décembre nous offre, avec quelques autres articles, une très intéressante étude de M. A.-J. de Johannis sur la dette publique italienne. Les idées de l'auteur paraissent très ingénieuses, il propose, par exemple, de prendre une mesure qui réunirait à la fois plusieurs avantages : de convertir le 5 0/0 (nominal) en un 4.34 0/0 (réel) en supprimant les 13.20 0/0 d'impôts qui grèvent la rente 5 0/0. L'impôt sur la rente a des inconvénients, entre autres celui d'empêcher les conversions ; or la situation des finances de l'Italie ne permettant pas de renoncer à ces 13,20 0/0, on prendrait le détour de donner à la rente un nom, un titre, une appellation conforme à la réalité ; de cette façon, le trésor d'une part, le créancier de l'autre reçoivent les mêmes sommes qu'auparavant, rien n'est















50 et quand 150. Nous passons les dispositions qu'on retrouve dans toutes les lois sur la matière. — Le même numéro recommande de planter des vignes dans le Sonora, bien que, pour le moment le produit laisse à désirer. Il est vrai que : « si l'on trouve le jus trop aigre, on peut ajouter du sucre, renferme-t-il trop de tannin, on peut en faire du vin blanc. S'il n'est pas bon sous cet aspect, on peut le distiller, et si la distillation présente des difficultés, le colon peut en tirer la crème de tartre ou le tartrate de potasse qui est très demandé ». On voit qu'il y a moyen de se retourner, et avec tout cela on arrive sur le marché trois semaines avant ses concurrents californiens. Est-ce tentant ?

MAURICE BLOCK.

---

LE  
**RÉGIME DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE**  
**EN FRANCE**  
**EN ALLEMAGNE ET EN ANGLETERRE**

---

Depuis dix années, le réseau de nos voies navigables a été l'objet d'améliorations et de développements considérables, et une circulation active a commencé de s'y produire. Depuis 1879, les dépenses se sont élevées à plus de 435 millions, si l'on y comprend les dépenses en travaux tant sur fonds du Trésor que sur fonds d'avances et de concours; en même temps, l'État a consacré une somme de 80 millions au remboursement des avances, et près de 10 millions à certains rachats. On a unifié les principales lignes de navigation au point de vue des dimensions diverses, et, à la place d'instruments variés ne présentant qu'un intérêt local, on a créé une œuvre d'ensemble, un instrument puissant qui est à même de rendre de grands services, si on sait l'utiliser. Depuis trente ans, le mouvement de nos voies navigables oscillait autour de deux milliards de tonnes kilométriques, ce chiffre pouvant plutôt être considéré comme un maximum rarement atteint : dès 1886 ce mouvement, favorisé d'ailleurs par la suppression des droits de navigation, montait à 2 milliards 798 millions de tonnes kilométriques, et dès 1889, atteignait 3 milliards 238 millions.

Déjà les prix du fret ont pu considérablement s'abaisser. Mais cependant nous n'en sommes pas encore à tirer de nos voies navigables tous les avantages qu'elles sont susceptibles de fournir : de grand progrès doivent encore être accomplis, et à d'autres points de vue surtout qu'à celui des travaux proprement dits.

En réalité, le rendement de l'exploitation des voies navigables est très faible, et les causes en sont multiples. Les ports de débarquement sont tout à fait insuffisants : l'État apporte peu à peu remède à cette situation, en exécutant des travaux de parachèvement, quand le budget le permet. Mais, pour ces travaux qui ont un caractère d'intérêt un peu local, il doit faire appel au concours financier des localités intéressées ; jusqu'à présent, il a été très difficile d'obtenir ce concours, il a été difficile de s'adresser à une réunion d'intéressés qui pût former un corps

présentant une existence propre et une garantie. Parmi les autres causes préjudiciables à la bonne utilisation de notre réseau navigable, une des plus importantes est assurément la défectuosité de l'outillage de manutention, de chargement, de déchargement des bateaux, outillage qui existe, à l'état plus ou moins rudimentaire, il est vrai, dans tous nos ports maritimes ; et aussi outillage de traction, qui est presque aussi rudimentaire que le premier. Sur les canaux au moins, ce halage se fait encore de la façon la plus primitive : ce sont là d'ailleurs des questions que nous ne pouvons, pour l'instant, qu'effleurer. Sur les ports, comme nous le disions, nous constatons l'insuffisance absolue de l'outillage technique et commercial : il est vrai que dans quelques ports particuliers, installés par les compagnies minières ou les grandes usines, on trouve des appareils pour faciliter l'embarquement et le débarquement rapide des marchandises ; mais cela est seulement vrai des ports particuliers, les ports publics étant à peu près totalement dépourvus de tous organes d'exploitation : pas de grues de manutention, pas de voies ferrées reliant la voie navigable avec le réseau des voies ferrées, pas de hangar pour abriter la marchandise et lui permettre d'attendre en toute sécurité le moment de l'achat ou de la vente. En un mot, pas de ports en réalité. Ajoutons à cela que les organes manquent tout autant au point de vue purement commercial : on ne trouve presque jamais de centres où des relations puissent s'établir entre l'offre et la demande, entre le batelier, l'entrepreneur de transport et le commerçant qui a besoin de leurs services. De toutes ces raisons résultent des lenteurs sans nombre, des encombrements de la voie ; de là, mauvaise utilisation des voies de communication, et tendance, de la part des commerçants, à ne plus employer ou à employer le moins possible un moyen de transport aussi imparfait, sur l'exactitude duquel on ne peut point compter, et pour lequel se présentent des difficultés sans nombre.

Comment se fait-il donc qu'on en soit encore à une aussi mauvaise utilisation de ces instruments de transport ? Est-ce la faute de l'État ? N'a-t-il donc pas fait assez, en créant les voies, et en les mettant au point où elles sont actuellement ? Que pourrait-il faire encore ? A côté de ceux qui trouvent que l'État ne fait jamais assez, qu'il devrait tout faire, il y a aussi ceux qui trouvent qu'il fait trop, qu'il ne devrait rien faire, ou du moins qu'il doit laisser agir ce puissant facteur, l'initiative privée. C'est à cette opinion qu'on se laisse en général aller aujourd'hui.

Pendant longtemps, l'organisation de nos ports de commerce maritimes a été tout à fait défectueuse : là aussi manquait l'outillage le plus élémentaire ; il n'y avait pas d'organisation rationnelle de l'exploitation. Les intéressés y étaient pourtant agglomérés, l'entente eût été facile entre eux, mais elle fut bien longtemps avant de se faire. Cependant

tous ces intéressés avaient un représentant légal, la Chambre de commerce, qui, sur l'incitation même de l'État, s'est chargée d'installer, d'exploiter, d'administrer un outillage public. Bientôt même, et par suite de difficultés financières, ces chambres ont été jusqu'à donner leur aide à l'État en lui fournissant des fonds de concours ou des avances pour l'achèvement des grands travaux entrepris par l'amélioration des ports. Enfin, tout récemment, et cédant à ce mouvement qui se produit aujourd'hui en faveur de l'initiative privée, diverses propositions de lois, présentées notamment par M. Faure, par N. Lecour, de Cazenove de Pradines etc., tendent toutes à ce « que l'entretien et l'amélioration des ports maritimes soient confiés aux villes, Chambres de commerce ou autres concessionnaires, moyennant des droits de quais et des taxes locales et sous la surveillance de l'État ». C'était l'esprit d'un vœu présenté par la Chambre de commerce de Bordeaux en 1884, et exprimant le désir que « les Chambres de commerce, dotées d'une autonomie suffisante, puissent, sous le contrôle de l'État, et avec l'aide d'ingénieurs spécialement attachés par elles à ces travaux, préparer et assurer l'exécution des modifications reconnues utiles ». Pour tout ce qui concerne les travaux d'aménagement et d'amélioration des ports, la création de bassins à flot, de formes de radoub, de quais, de voies ferrées, de docks, le corps auquel on ferait appel le plus souvent, ce serait la Chambre de commerce.

On est tout disposé à suivre cet exemple, en ce qui concerne la navigation intérieure.

On n'a pas vu intervenir l'initiative privée pour utiliser les voies de transport par eau, pour établir une organisation profitable ; les intéressés sont en général trop nombreux, trop dispersés pour qu'une entente effective puisse s'établir, si l'on ne crée pas entre eux un lien les rapprochant, les unissant. Pour l'outillage des ports, ce qui constitue une organisation isolée, on peut recourir à la Chambre de commerce locale, ou même à la commune : c'est un corps existant déjà et suffisamment apte à établir un outillage public et à l'administrer. Mais, en matière d'exploitation de canaux, il est bien des services généraux, comme l'outillage de la voie proprement dite, qui personnifient des intérêts sans localisation aucune ; une Chambre de commerce ne représente qu'une partie de ces intérêts, et cependant, ces questions doivent être traitées suivant des vues d'ensemble, et c'est dans ce but qu'aujourd'hui on propose aux Chambres la création d'établissements publics spéciaux, sous le nom de *Chambres de navigation*, constitués par les seuls intéressés, chargés de développer l'outillage public d'un réseau de voies navigables, jouant pour l'ensemble de ce réseau le rôle que joue la Chambre de commerce vis-à-vis des ports de sa circonscription.

En un mot, l'État veut faire appel aux initiatives privées, et, pour leur donner une réelle efficacité, il veut les grouper et favoriser ainsi l'action commune des intérêts analogues.

C'est, en réalité, toute une transformation qui se produirait dans le régime de notre navigation intérieure, si ce projet réussissait ; et il est intéressant de comparer le régime dont nous jouissons actuellement avec ceux dont jouissent deux pays voisins, l'Angleterre et l'Allemagne, l'initiative privée jouant dans ces deux contrées un rôle très distinct bien que d'une égale importance.

Au reste, même en France, c'est d'abord l'initiative privée, sous forme de petites associations spéciales, qui pourvoyait à l'utilisation, relative s'entend, des voies de communication par eau : partout et toujours l'association, la corporation précède l'État, la grande association, ou du moins l'émanation de l'association de tous les citoyens. Et nous pourrions même remonter à la période gallo-romaine, pour trouver la formation de collèges, de corporations composées des intéressés, s'établissant entre les bateliers circulant sur certaines rivières où le trafic devenait un peu actif, comme sur la Loire, la Seine, le Rhône et la Moselle. Un instant disparues, les corporations batelières se reconstituent afin de pourvoir à la police des rivières : l'État n'existait encore en rien, il fallait tout faire. Du reste, à cette époque, on ne songeait point encore à engager des travaux pour modifier et améliorer l'état de la navigation, on prenait les cours d'eau tels qu'ils étaient.

Quand le pouvoir royal possède une autorité réelle, les corporations en obtiennent des chartes, elles font reconnaître officiellement leur existence, régulariser leur organisation ; elles peuvent alors procéder à des travaux d'amélioration, se procurant les fonds nécessaires au moyen de cotisations et de péages. L'État se manifeste par la concession de ces chartes, mais c'est pour faire aveu de son impuissance et confier une part de son rôle à des associations particulières. Parmi ces corporations, on signale au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle la « Hanse des marchands de l'eau de Paris » : Philippe-Auguste l'autorise à construire le port de l'Ecole, et lui concède le droit de percevoir un droit sur les marchandises transportées par eau, pour se couvrir des dépenses faites. C'est là l'origine de ce qui se fait en Allemagne (comme nous le verrons avec une différence), et en France pour les ports de commerce. Aujourd'hui, ces concessions se font de la sorte pour les outillages surtout plutôt que pour le corps de la voie de transport. Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, la Garonne, le Rhône, la Saône et la Loire possèdent des corporations analogues. Suivant toujours le même procédé, en 1402, Charles VI concède à la corporation « des marchands navigateurs » de la Loire le droit de percevoir des taxes sur les bateaux et les marchandises ; c'était le *droit de boëte*. Enfin l'ordonnance de

mars 1498, étendant cette taxe à toutes les rivières du royaume, investissant les corporations du droit absolu de baliser les rivières, d'enlever les obstacles, d'établir les chemins de halage <sup>1</sup>, créait d'une façon ferme et générale le principe de l'administration et du régime de la navigation en France : entretien, exploitation, travaux, tout était aux mains des corporations, aux mains des intéressés, sans intervention du droit personnifiant l'État.

Mais bientôt la navigation, les transports par eau se développent très rapidement et cela surtout par l'invention des écluses à sas au commencement du xii<sup>e</sup> siècle ; les travaux à faire se montrent plus coûteux. Désormais, il s'agit souvent, non plus d'améliorer l'état d'une voie existante, mais d'en créer une de toutes pièces, comme quand on établit des canaux franchissant des chaînes de partage, passant d'un bassin dans un autre. Alors l'insuffisance des moyens d'action des corporations se manifesta, un peu au point de vue des ressources pécuniaires. beaucoup en ce qu'il fallait souvent empiéter sur le domaine privé : l'action publique, le gouvernement, l'État, comme on voudra l'appeler, devait intervenir pour approprier le domaine public à l'utilité commune et à l'usage général ; dès lors, nous voyons disparaître les corporations, institution sur beaucoup de points analogue aux chambres de navigation qu'on veut aujourd'hui créer, et à celles que nous trouverons en Allemagne.

La Royauté, représentée par Henri IV, tente, dès le commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, d'exécuter personnellement, comme cela se fait actuellement, les premiers travaux de navigation, le canal de Briare : le Trésor doit pourvoir à la dépense, l'armée exécuter les travaux. La tentative ne réussit point, mais elle est intéressante à noter. Bientôt d'ailleurs, le canal est terminé par Bouteroue et Guyon, moyennant concession de la voie comme fief seigneurial ; mais le pouvoir central manifeste par là même son intervention : c'est une délégation qu'il confie à ces concessionnaires, il examine les plans des travaux avant de les autoriser, et il n'abandonne plus, ainsi que par le passé, la création ou l'entretien des voies à l'entente des intéressés. Ce système se généralise durant le xvi<sup>e</sup> siècle, du moins pour l'exécution des canaux : la Royauté dirige les travaux ; tout en renonçant à une action et à une exécution personnelles, elle se confie à des entrepreneurs, leur fournissant d'ailleurs parfois des subsides ; pendant près de trois siècles, ce régime est presque exclusivement pratiqué. Quant aux voies naturelles, aux rivières, l'amélioration, l'entretien, les travaux de toutes sortes s'y poursuivent à l'aide de péages perçus désormais au profit de l'État, celui-ci fournit un

---

<sup>1</sup> On les nommait *hausserées*, du même radical que le mot encore en usage de haussière.



appoint plus considérable avec l'appui financier des localités ou des régions intéressées. Comme exemple typique, nous pourrions prendre le *canal du Languedoc* : l'État prend à sa charge, sans subside de la province du Languedoc, le paiement des indemnités et les trois quarts de la dépense ; quant au canal ainsi créé, il était érigé en fief, et la propriété du fief et du péage était déclarée pleine, perpétuelle et incommutable, sans que les héritiers de l'adjudicataire pussent jamais en être dépossédés.

En somme, c'était la transmission de tous les canaux à des compagnies (si le titre n'est pas un peu large pour ce qui n'était en général qu'une individualité) ; et, à la fin du règne de Louis XIV, on étend même ce régime à beaucoup de rivières, où l'on aliène un droit perpétuel de péage en faveur de qui se charge des travaux d'amélioration, les ressources de l'État ne pouvant plus suffire. Cette transmission des voies de navigation entre les mains de compagnies, nous la retrouverons avec certaines particularités en Angleterre.

Nous voyons ce procédé devenir à peu près unique, à l'exception de quelques voies stratégiques ; bien plus, le crédit commence à s'organiser, et nous voyons sous Louis XV, tout d'abord pour le canal de Saint-Quentin à Chauny, concédé au sieur Crozat, intervenir des sociétés de capitalistes : ce sont dès lors, vraiment des compagnies, des sociétés par actions, qui vont posséder les canaux.

Vint la Révolution, qui, par le décret du 15 janvier 1790, confisqua la plupart des canaux antérieurement concédés, et frappa d'abolition les droits de péage ; les fonds allaient manquer complètement, et les travaux furent absolument nuls jusqu'à la loi du 30 floréal an X. Ici nous entrons dans une période toute nouvelle, qui est celle de la *spécialisation des taxes*. C'était un droit de navigation intérieure sur toutes les voies, et l'emploi des sommes perçues sur chaque voie servait à l'entretien de la dite voie. L'État se chargeait de tout et se procurait aussi des fonds, fournis par les consommateurs mêmes. Quant aux travaux nouveaux, il fut décidé qu'ils seraient effectués aux frais du budget ; mais, par une bizarrerie assez curieuse, pour se procurer les ressources nécessaires aux travaux neufs, l'État vend, aliène sa possession de certains canaux existants. La spécialisation des taxes fut supprimée sous la Restauration, mais on garde toujours le principe qui règne aujourd'hui même, exécution des voies de navigation par l'État. Sous la Restauration, on les exécute au moyen d'emprunts spéciaux garantis par les droits à percevoir. Sous Louis-Philippe, c'est toujours le budget qui paye les travaux, et en 1837, nous voyons apparaître dans ce but le fonds ou budget extraordinaire ; si quelques concessions sont encore faites, du moins en général, l'État se substitue aux entreprises privées, tout en

faisant appel aux fonds de concours des régions intéressées. La seconde république n'eut pour ainsi dire le temps de rien faire. En somme, sous le second Empire, c'est toujours le même régime, travaux sur le budget extraordinaire, et appel aux fonds de concours des départements, des villes, ou des particuliers intéressés. La tendance générale est l'absorption par l'État, on procède à de nombreux rachats de concessions ; toute la voie, dans son ensemble comme dans ses détails d'installation ou d'outillage, quand il y en a, est entre les mains du pouvoir central. Et cependant c'est à cette époque que remonte la concession à une compagnie de chemin de fer du canal latéral à la Garonne. Enfin, ce sont encore les mêmes errements qui ont été suivis depuis lors et jusqu'à nos jours, dans l'exécution du grand programme des travaux publics. Tout en acceptant quelques avances, quelques fonds de concours, l'État a su prendre les ressources nécessaires sur les fonds budgétaires, a fait face à des travaux montant à plus de 450 millions, continué même le rachat des anciennes concessions, et supprimé jusqu'aux droits de navigation. Tel est donc le caractère du régime de la navigation intérieure en France. Aujourd'hui, l'État possède, construit, entretient toutes les voies d'eau ; elles font partie de son domaine exclusif ; seul il en a l'administration, seul il a la haute main sur les transports employant ces voies, ne se confiant à personne pour cette branche de l'activité nationale. Et ce principe a été si bien appliqué qu'aujourd'hui, sur un réseau navigable total de 11.855 kilomètres de fleuves et rivières et de 4.789 kilomètres de canaux, on ne compte que 916 kilomètres de voies concédées, et le gouvernement actuel n'a procédé à aucune concession.

Puisque nous avons projeté de comparer ce qui se passe en France avec ce qui se fait en Angleterre et en Allemagne, il est tout naturel d'opposer ici l'Angleterre à la France. En France, les voies navigables sont, on peut le dire, uniformément partie intégrante du domaine public ; en Angleterre ce sont les compagnies ou associations privées qui les possèdent. L'affirmation peut être générale et établir une différence absolue entre les deux pays.

Qu'arrive-t-il, par exemple, pour les cours d'eau naturels ? Ce sont des voies publiques au sens où on l'entend de l'autre côté du détroit. Nul n'est chargé de les entretenir, pas plus les localités qu'ils arrosent que l'État lui-même ; celui-ci intervient seulement pour diriger ou surveiller ; il donne l'existence aux associations, qui se chargent volontairement des services à organiser, des travaux à exécuter. Pour tout cours d'eau pouvant constituer une voie de navigation, les dépenses de toutes sortes sont acquittées par ceux-là mêmes qui en profitent, par la batellerie, au moyen de droits dont le maximum est d'ailleurs fixé par la loi. Ils sont



rendre acquéreurs <sup>1</sup>, et qui ont tout fait pour supprimer le trafic sur les voies navigables au profit des transports par voie de fer. Aussi la situation des voies navigables anglaises est-elle peu enviable, le mouvement y est en général très rare, et non seulement les compagnies sont dans un état précaire, ce qui n'affecte que des intérêts particuliers, mais encore certaines branches de l'industrie perdent ainsi un moyen de transport fort économique <sup>2</sup>. L'Angleterre semble s'être arrêtée dans une phase de transition et n'avoir point suivi la loi du progrès.

Il n'en est point de même de l'Allemagne, où le régime de la navigation se rapproche grandement de celui de la France, tout en différant beaucoup à un point de vue spécial.

Les procédés et les méthodes de l'Allemagne sont d'autant plus intéressantes que, depuis 1870, ce pays consacre tous ses efforts au développement de son réseau de navigation intérieure: il est arrivé déjà au succès, puisque, en vingt années, le mouvement de certains de ses ports du Rhin a doublé, triplé même, comme à Emmerich, à Hambourg, à Spandau. Ce qu'on peut appeler le programme général des améliorations exécutées en cours d'exécution ou décidées en principe comprend une dépense de 350 millions de francs. Or les travaux de navigation, quelle qu'en soit la nature, sont tous exécutés par l'État, directement, sur des fonds de son budget, au moyen de ses ingénieurs. Animé du même sentiment qui nous fait tous les jours racheter les concessions accordées par les gouvernements antérieurs, voulant éviter à tout prix la situation que l'Angleterre a créée à son réseau navigable, le gouvernement allemand a repoussé toutes les demandes de concession qui se sont produites, même sans garantie de l'État, et il a exprimé ses intentions dans une déclaration catégorique en 1882. Comme le dit M. Holtz, dans une étude sur la navigation intérieure en Allemagne, l'État doit fournir l'eau *frei* (gratuitement); il doit tout faire, améliorations ou créations, il se charge de tous les travaux de la voie, y compris des ports d'hivernage, qui ne sont point des ports au sens ordinaire du mot, et font partie intégrante de la dite voie. Il est vrai que parfois il accepte d'un groupe bien défini d'intéressés, une contribution à la dépense sous

---

<sup>1</sup> Les compagnies de chemin de fer possèdent un réseau de 2.446 kilomètres; on compte 402 km. de canaux et rivières canalisées qui ont été convertis en chemins de fer ou dont l'exploitation a été abandonnée.

<sup>2</sup> Les quelques canaux restés indépendants des compagnies de chemin de fer donnent de gros dividendes: tel le Canal Aire and Calder, qui paye jusqu'à 21 0/0. Au contraire, les canaux absorbés par les compagnies sont dans une situation désastreuse: de 1848 à 1868 le Leeds and Liverpool Canal, pris à bail par un syndicat de chemin de fer, a vu ses dividendes tomber de 2.160.000 fr. à 1728.000.



28 millions de francs ; on a déjà dépensé six millions à Francfort ; on va en consacrer 10 à Strasbourg. A Francfort et à Mayence, c'est la ville et la chambre de commerce qui les ont supportées. Les intéressés rentrent ensuite dans leurs déboursés, partiellement ou en totalité moyennant la perception de droits de quais, de manutention ou d'autres taxes. Remarquons, en passant, que souvent les intéressés sont simplement des compagnies de chemins de fer, qui construisent des ports de navigation intérieure, y trouvant leur intérêt. Nous passerons sans en tirer de conclusion particulière.

En somme, en Allemagne comme en France, absence complète de tout péage au profit de l'État (sauf quelques droits de statistique sur certains canaux). Les éclusiers sont entièrement payés par l'État, le batelier n'a qu'à payer les aides nécessaires pour accélérer les manœuvres. Et, quant aux taxes payées dans les ports et perçues au profit de la ville, de la chambre de commerce, de la compagnie ou association ayant construit et exploitant le port, elles constituent simplement la rémunération d'un service rendu, comme les droits de tonnage qui existent aujourd'hui dans beaucoup de nos ports maritimes.

En réalité, le régime de la navigation en Allemagne ressemble sur tous les points à celui dont la France jouira si l'on adopte la nouvelle organisation projetée ; avec cette différence toutefois que les chambres de navigation de France réuniraient en elles le rôle des *Verein* et des associations agissantes d'Allemagne, éclairant l'Administration sur les besoins commerciaux de la région, et créant, exploitant les instruments de manutention des ports. Comme seconde différence, si nos Chambres n'avaient point à construire les ports que l'État laisse à leur charge, en Allemagne, du moins elles auraient à contribuer aux dépenses d'extension ou d'amélioration du réseau navigable par des avances ou des subventions, en se remboursant au moyen de péages. Quand nous voyons en Allemagne les transports par eau tripler en vingt ans, nous sommes en droit de préférer le régime de ce pays, confiants que nous sommes dans la puissance de l'initiative privée pour mettre en œuvre l'instrument magnifique dont est dotée la France.

DANIEL BELLET.



sor, et de cette époque surtout date l'augmentation considérable du nombre et de l'importance des Banques nationales.

Malgré les restrictions de l'acte de 1872, une Banque nationale avait été établie en 1873 à Tokio, avec un capital de 2.500.000 yens divisé en 25.000 parts; une autre Banque était formée la même année à Osaka, et depuis transportée à Tokio, son capital étant de 300.000 yens; deux autres Banques étaient établies aux portes de Yokohama (capital 450.000 yens), et de Niigata (capital 300.000 yens). Aucune autre Banque ne fut fondée jusqu'à l'acte de 1876, mais à partir de ce changement, l'augmentation fut extrêmement rapide. Voici, du reste, les chiffres à partir de 1877 <sup>1</sup>.

	Banques	Succursales
1877.....	26	19
1878.....	95	38
1879.....	153	82
1880.....	152	104
1881.....	149	111
1882.....	144	121
1883.....	143	124
1884.....	142	127
1885.....	141	122
1886.....	138	125
1887.....	138	137

Ces Banques se trouvent réparties sur tout le territoire, proportionnellement à l'importance des divers districts; le Nippon central et le Nippon occidental, où se trouvent les deux importantes villes de Tokio et d'Osaka, ayant le plus grand nombre de banques.

		Répartitions fin décembre 1887	
		Banques	Succursales
Nippon.....	Tokio.....	16	39
	Central.....	42	41
	Septentrional....	20	42
	Occidental.....	31	28
		109	120
Sikokou.....		9	5
Kiou-Siou.....		19	11
Yéso.....		1	1
		138	137

Les principales opérations de ces Banques consistent en prêts, dépôts

<sup>1</sup> Pour les années 1886 et 1887, tous les chiffres cités sont dûs à l'obligeance de M. S. Ishibashi, chef du bureau général de statistique du Japon, auquel est dû l'annuaire statistique publié en 1888, d'où sont extraites la plupart des autres données.



à vue ou à date fixe ; négociations de lettres de change, billets ou autres valeurs de même nature ; vente ou achat de bons du Gouvernement, monnaies étrangères, lingots d'or, d'argent ou de cuivre ; garde et échange de monnaies, etc. Les Banques ne peuvent toutefois être exclusivement consacrées aux négociations de bons du Gouvernement, non plus que d'opérations sur terrains, maisons, etc., sauf pour ce qui leur est nécessaire pour leur établissement ; elles ne peuvent pas posséder de parts de sociétés industrielles.

Ces Banques disposent de capitaux importants, tant par leur capital propre et les fonds de réserve, que par les billets mis en circulation, l'augmentation étant surtout importante pour les deux dernières années.

		Capital	Fonds de réserve	Billets mis en circulation (1)
1877 ....	Yens	22.986.100	137.080	13.164.522
1878 ....	—	33.351.100	378.484	25.139.402
1879 ....	—	40.616.063	881.720	33.965.282
1880 ....	—	46.041.100	1.525.107	34.398.071
1881 ....	—	46.886.100	2.249.280	34.375.950
1882 ....	—	47.236.100	3.112.881	34.161.270
1883 ....	—	51.386.100	3.432.947	31.092.802
1884 ....	—	52.536.100	3.710.500	31.015.943
1885 ....	—	52.456.100	4.601.305	30.093.208
1886 ....	—	52.416.100	5.595.034	65.756.476
1887 ....	—	60.338.851	12.143.376	81.801.054

En ne tenant pas compte des dépôts ou des sommes dues en compte courant ou à d'autres titres, dont les relevés ne figurent pas aux sta-

<sup>1</sup> En dehors des billets des banques nationales, le gouvernement a émis du papier monnaie pour des sommes beaucoup plus considérables, émissions dont le résultat fut une dépréciation qui atteignit son maximum en 1880. Depuis cette époque des mesures ont été prises pour diminuer rapidement le papier monnaie en circulation. Voici du reste les chiffres jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1886.

Au 1 <sup>er</sup> juillet 1877....	Yens	94.054.731
— 1878...	—	120.927.209
— 1879...	—	113.427.992
— 1880...	—	108.683.204
— 1881...	—	105.975.734
— 1882...	—	105.635.228
— 1883...	—	98.290.350
— 1884...	—	93.432.258
— 1885...	—	89.880.526
Au 1 <sup>er</sup> avril 1886...	—	78.634.728

Il est à remarquer que ces chiffres, extraits de l'Annuaire statistique, sont sensiblement inférieurs à ceux donnés par M. Alexander del Mar dans son ouvrage *Money and civilization* (Japon, page 394).





financière des localités où on se propose de les établir ; enfin, de limiter le montant des billets pour le pays tout entier, quel que soit le montant du capital pour lequel les Banques sont autorisées à émettre proportionnellement des billets. Ces mesures sont peut-être critiquables, en ce sens qu'elles accordent au ministre un pouvoir d'appréciation un peu exagéré, mais elles peuvent se justifier par la crainte des résultats qu'une compétition irréfléchie ou trop ardente pourrait amener.

L'étude des Banques nationales montre avec quelle facilité le crédit, sous sa forme peut-être la plus délicate, a su s'implanter au Japon. C'est une preuve de plus des progrès réalisés par ce peuple qui, à l'heure actuelle, peut, sous bien des rapports, soutenir la comparaison avec les nations les mieux civilisées.

G. FRANÇOIS.

---

## LE CHAT-HUANT ÉCONOMISTE

---

Dans le premier des agréables aphorismes économiques et moraux qu'il a publiés dans le numéro de décembre, M. Block observe, à propos de la tire-lire et de la caisse d'épargne « que la raison et le raisonnement, ne sont pas toujours assez forts pour vaincre les tendances aux jouissances actuelles propres à tout être vivant, homme ou bête ». Il ajoute « que l'avantage de l'homme est qu'il a conscience de sa faiblesse et sait trouver des combinaisons ou inventer des instruments qui facilitent la réalisation de ses bonnes intentions ».

Je ne sais pas si l'homme mérite, autant que le dit mon savant confrère, et le reproche et l'éloge. Je ne sais pas surtout si, quant à ce dernier, il diffère autant que le pense M. Block de ses frères inférieurs. Il y a des animaux qui travaillent en vue de l'avenir, ne fussent que les abeilles ; et j'ai entendu parler de cachettes dans lesquelles les écureuils et certaines espèces de rats accumulent des provisions pour la mauvaise saison. On dit même qu'au Kamtchatka les habitants qui connaissent ce fait ne se gênent pas pour aller fouiller les garde-manger des rats du pays.

Mais c'est à un autre animal que j'ai involontairement pensé en lisant les réflexions de M. Block. C'est le chat-huant mis en scène par La Fontaine, qui m'est apparu comme l'inventeur de la caisse d'épargne, et il m'a semblé juste de lui rendre le tardif hommage qui lui est dû. Vous vous rappelez cet animal qui, ayant attrapé des souris et voulant en garder pour la faim à venir, les enfermait dans le creux d'un vieil arbre où il

leur donnait du grain à manger, mais après avoir pris soin de les mettre hors d'état de se sauver en leur rongant les pattes.

Voyez, dit La Fontaine en citant ce fait :

..... Voyez que d'arguments il fit :

" Quand ce peuple est pris, il s'enfuit.

Donc, il faut le manger aussitôt qu'on le happe.

Tout, il est impossible. Et puis pour le besoin

N'en faut-il pas garder ? Donc il faut avoir soin

De le nourrir sans qu'il s'échappe.

Mais, comment ? Otons-lui les pieds..."

Ne sont-ce pas exactement les mêmes raisonnements que fait l'homme en présence de son gain ? Cet argent qu'il tient dans sa main, il va lui couler entre les doigts ; s'il le met dans sa poche, il y aura un trou au fond, et s'il le garde dans un tiroir, il sera toujours tenté d'y puiser. Que fera-t-il pour l'empêcher de s'échapper ? Il fera comme le chat-huant, il lui ôtera les pieds en le déposant dans un lieu sûr, d'où il ne puisse sortir. Et pour qu'il n'y dépérisse pas, pour qu'il s'y engraisse, au contraire, et soit plus à point au jour du véritable besoin, il l'y nourrira en lui faisant produire un intérêt qui viendra s'ajouter au principal. La similitude est complète, et voilà comme quoi ce n'est pas B. De l'essert c'est le chat-huant de La Fontaine qui est l'inventeur de la caisse d'épargne. J'ajoute, à l'encontre des ennemis de l'intérêt, que c'est précisément cet intérêt qui, en leur donnant un *intérêt* à économiser, les pousse à le faire et devient ainsi l'agent de la formation des capitaux, qui deviennent à leur tour le grand réservoir du travail et du salaire. Les bêtes semblent l'avoir compris ; les hommes en sont encore, la plupart du temps, à le comprendre. Et notre ami Block prétend qu'ils sont supérieurs aux bêtes !

FREDÉRIC PASSY.

---





---

# BULLETIN

---

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(*Décembre 1890*),

1 décembre. — **Extrait** des délibérations de la commission chargée d'étudier l'emploi des explosifs et des lampes de sûreté dans les mines à grisou (page 5791).

4. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret portant modification au régime douanier du Sénégal (page 5834).

6. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret modifiant le régime douanier du Gabon et du Congo français (page 5861).

— adressé au Président de la République par le ministre du commerce, de l'Industrie et des colonies, suivi d'un décret relatif aux droits de sortie sur les produits exportés du Gabon et du Congo français (p.5862).

— **Arrêté** modifiant les épreuves de l'examen de sortie de l'école des hautes études commerciales (page 5863).

7. — **État** approximatif de la production des vins et des cidres en 1890 (page 5891).

— **Notification** au gouvernement de la République, par le conseil fédéral suisse, de l'accession du gouvernement ottoman à la convention internationale concernant l'échange des mandats-poste (page 5973).

— **Décret** portant création d'une chambre de commerce à la Rochesur-Yon (page 5974).

— **Arrêté** rapportant les dispositions autorisant l'échange, contre des timbres-poste, des enveloppes timbrées, des cartes postales, des cartes-lettres, des cartes-télégrammes et des bandes timbrées (page 5975).

— **Rapport** adressé au ministre de la marine, au nom de la commission chargée de l'étude des questions se rattachant au régime de l'inscription maritime (page 5975).

13. — **Arrêté** réglant les conditions d'attribution des bourses commerciales de séjour à l'étranger (page 5998).

16. — **Arrêté** relatif à l'importation des animaux de l'espèce ovine provenant de la Russie (page 6037).





tobre 1891, à des traitements de faveur à leur entrée en France (p. 6362).

31. — **Prorogation** de la convention postale entre la France et l'Angleterre (page 6401).

— **Décret** fixant le prix de vente du numéro du *Journal officiel* (page 6405).

— portant règlement d'administration publique sur la taxe militaire, en exécution de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (page 6405).

— portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 33 de la loi du 8 août 1890 concernant la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion où se payent des cotisations (page 6408).

---

*Loi sur le contrat de louage et sur les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies.*

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 1780 du code civil est complété comme il suit :

« Le louage de service, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

« Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.

« Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

« Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

« Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence ».

. Art. 2. — Dans le délai d'une année, les compagnies et administrations de chemins de fer devront soumettre à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours.

Fait à Paris, le 27 décembre 1890.

CARNOT.

Par le Président de la République : *Le ministre des travaux publics, Yves GUYOT.*

*Le ministre de la justice et des cultes, A. FALLIÈRES.*  
*Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, Jules ROCHE.*



Les manuscrits devront être adressés au secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique au plus tard le 31 décembre 1891. Ils ne contiendront aucun nom ou signe de nature à en faire connaître l'auteur, mais ils porteront une devise reproduite sur une enveloppe cachetée qui contiendra ce nom.

L'Assemblée adopte ensuite comme sujet de discussion la question suivante, formulée par MM. Ch.-M. Limousin et Georges Michel :

LE SYSTÈME DES DEUX TARIFS DOUANIERS PEUT-IL ÊTRE APPLIQUÉ SANS UNE ENTENTE INTERNATIONALE PRÉALABLE A LEUR ADOPTION ? SI NON, N'ÉQUIVAUT-IL PAS AU RÉGIME DES TRAITÉS DE COMMERCE ?

M. Limousin a la parole pour faire l'exposé de la question. Le gouvernement, dit-il, a déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi tendant à l'établissement d'un double tarif douanier, l'un dit : *maximum*, l'autre dit : *minimum*. Ces deux tarifs nouveaux sont destinés à remplacer les deux tarifs aujourd'hui encore existants : le tarif général et le tarif conventionnel. Une commission a été nommée et elle travaille activement, nonobstant les efforts de quelques-uns de nos amis, tels que MM. Raynal et Félix Faure, à relever les droits inscrits au tarif minimum, voire même au tarif maximum.

Il plane, d'ailleurs, une certaine incertitude sur la valeur de ces deux mots : maximum et minimum. On a dit que le maximum ne serait pas réellement maximum, et que le minimum subirait des variations.

La question est de savoir si ces tarifs ou du moins le tarif minimum destiné à remplacer le tarif conventionnel issu de la clause dite « de la nation la plus favorisée » pourra être établi sans tractation préalable avec les autres puissances ; auquel cas, il sera, sous un autre nom, l'ancien tarif conventionnel institué par les traités de commerce si décriés aujourd'hui.

Mais le tarif minimum reste-t-il un tarif général accordé à toutes ces nations qui nous auront concédé elles-mêmes le traitement le plus favorable, ou sera-t-il une base servant à indiquer l'étiage au-dessous duquel la protection ne pourra pas descendre, mais entre lequel et l'étiage maximum il sera possible d'établir toute une échelle de tarifs protecteurs intermédiaires.

Dans cette dernière hypothèse, il est évident que l'établissement de chaque tarif intermédiaire en vue d'une puissance spéciale devra être précédé de négociations avec cette puissance ; ce sera purement



duquel il sera interdit de descendre. Et s'il se trouve, dans le tarif minimum sur lequel va s'exercer l'acharnement des intérêts protectionnistes, une marchandise pour laquelle une nation amie voudra obtenir une réduction en échange de réductions faites pour des produits français? Le gouvernement français se trouvera hors d'état de concéder cette réduction : le gouvernement étranger refusera d'en faire de son côté; nous nous trouverons amenés à appliquer le tarif maximum à cette puissance amie, et à en faire une puissance ennemie. La question a été savamment exposée, il y a quelques mois, dans une série d'articles publiés par le *Journal de Genève*. Il était dit, dans ces articles, que la Suisse, qui est importatrice de blé et de vins qu'elle peut trouver dans divers pays, et qui exporte des articles d'horlogerie pour lesquels la France est un excellent marché, devait préparer un tarif maximum frappant lourdement les blés et les vins français, afin de pouvoir exiger les conditions les meilleures pour son horlogerie en échange de conditions réduites. Mais si le gouvernement français se trouve lié par un tarif minimum, dans lequel les fabricants de Besançon ou de Belfort auront fait inscrire des droits que ne voudra pas accepter la Suisse? Nous nous trouverons donc obligés, non seulement d'appliquer notre tarif maximum à ce pays, mais, — ce qui sera plus grave, — de subir le sien.

Si le système du double tarif était manié, non par des protectionnistes aveugles, mais par des hommes intelligents, il serait possible d'en faire quelque chose de supérieur à l'ancien système des traités de commerce. Ce système avait, en effet, au point de vue des partisans du régime de la « compensation », — que l'orateur n'accepte pas puisqu'il est d'avis, avec notre regretté ami, Joseph Garnier, que dans une tractation commerciale, c'est celui qui cède le plus, qui gagne le plus, mais avec lequel il faut compter puisqu'il est celui de la masse ignorante, — ce système avait l'inconvénient, par suite du « traitement de la nation la plus favorisée » d'accorder par exemple à l'Angleterre des concessions en échange desquelles elle n'avait rien concédé elle-même, lorsque l'on accordait à la Belgique ou à la Prusse des réductions de tarif sur certains produits similaires à ceux de l'Angleterre, en échange d'autres réductions. Au point de vue compensationniste, il y avait là un inconvénient grave. Le système du double tarif permettrait de supprimer cet inconvénient.

Il faudrait, pour cela, non que chaque puissance établît son tarif minimum, mais qu'une conférence, une sorte de Parlement économique international se réunît. Dans cette conférence seraient représentées toutes les puissances faisant des échanges internationaux; on y débattrait en commun les concessions à faire et à obte-



mèrent pour protester contre le nouvel état de choses et sonner le glas de l'industrie nationale. « Que le lendemain du baptême du prince impérial, écrivait on de Tourcoing, ne soit pas le premier jour d'une ère de calamités ». Roubaix déclarait que seul le régime de la prohibition absolue pouvait permettre à son industrie de vivre « sous peine de voir ses ouvriers réduits à la misère et à la mendicité ». Les représentants de l'industrie cotonnière et minière faisaient entendre les mêmes plaintes sous une forme au moins aussi accentuée. Lors du premier traité de commerce avec l'Angleterre, ces clameurs redoublèrent. Les faits ont-ils justifié d'aussi funèbres pronostics ?

D'une façon générale, nos transactions avec l'étranger ont triplé depuis 1860 ; de 3.175 millions (chiffre de 1857) elles ont atteint, en 1889, 10.023 millions. Les exportations des tissus de laines, qui étaient de 122 millions de francs, se sont élevées, en 1889, à 452 millions. La production des tissus de coton a suivi la même progression. L'industrie minière extrayait 8.304.000 tonnes en 1860 ; en 1889, elle a livré 22.952.000 tonnes. La production de la fonte a passé de 818.000 tonnes à 1.698.000 tonnes ; celle de l'acier de 29.000 tonnes à 525.000 tonnes. On pourrait multiplier indéfiniment les exemples, comparer la population industrielle de Roubaix, de Lille, de Tourcoing, de Reims, de Lyon, de Rouen, en 1860, avec la population actuelle, montrer partout les usines sortant de terre comme par enchantement et suivre la progression constante du taux des salaires et du bien-être moral et matériel des classes laborieuses.

Si, maintenant, on veut bien se rappeler que cette période de trente années a été signalée par les plus effroyables catastrophes dont l'histoire fasse mention, que la France a été éprouvée à la fois par l'invasion, la Commune, le phylloxéra et une série de mauvaises récoltes, on aura mauvaise grâce à incriminer un régime qui a permis à notre pays de réparer avec une rapidité prodigieuse des désastres accablants et atteindre un état de prospérité dont notre histoire n'offre pas d'exemple. A ce sujet, M. Clamageran émettait récemment une réflexion profondément juste en constatant que, sous la Restauration, qui était le « paradis des protectionnistes », la France s'est relevée lentement, très lentement, tandis qu'en 1871, sous le régime du libre-échange mitigé, elle a réagi avec une rapidité merveilleuse contre les effets d'une crise bien autrement grave qu'au lendemain de Waterloo.

En présence de résultats aussi palpables, aussi éclatants, il était permis de penser que l'expérience aurait porté ses fruits et que tous









tarifs, l'article 4 du projet de loi du Gouvernement lui donnerait le droit d'élever nos droits en proportion des siens.

Ces dispositions paraissent sages, mais il est désirable que les tarifs ne soient pas exagérés. S'ils restent dans des limites modérées, ils n'empêcheront pas les nations étrangères de traiter avec nous, car la plupart d'entre elles ont des droits bien supérieurs aux nôtres.

Le grand point, par exemple, est de ne pas taxer les matières premières, afin de permettre à notre industrie de produire à bon marché et de faciliter l'exportation de ses produits.

L'exportation a une importance considérable en ce qui concerne le travail national, et M. Siegfried pense que c'est là le point qui doit surtout attirer notre attention.

Au point de vue social, il convient de faire tous nos efforts pour assurer à notre pays la plus grande somme de travail possible, car de la quantité de travail qui se trouve dans un pays dépend en grande partie sa prospérité et le bien-être de ses habitants.

M. Georges Renaud dit que, quand on examine le tableau des douanes, le premier fait qui attire l'attention, c'est la prédominance du chiffre de l'exportation des produits fabriqués. Ils constituent, en définitive, la partie principale de notre commerce. Nous sommes donc, par excellence, un pays exportateur. En présence de cette constatation, que valent donc les plaintes de notre industrie et de nos industriels ? Nous sommes ruinés, l'industrie va disparaître ; il faut la protéger.

Si l'on parcourt les discussions parlementaires qui ont eu lieu depuis soixante ans, nous retrouvons à chaque page, chaque année, les mêmes craintes, les mêmes gémissements. Depuis soixante ans, l'industrie se ruine, et depuis soixante ans, cependant, elle ne cesse de s'accroître et de se développer.

On a dit que l'exportation des autres pays s'est accrue dans des proportions bien autrement considérables. Cela est possible. Mais, examinons les faits.

Presque au lendemain du traité de 1860, a éclaté la guerre du Mexique. Il est facile de se souvenir qu'à partir de ce moment-là, en France, l'insécurité économique, l'incertitude, le manque de confiance ont absolument arrêté le développement des affaires.

Puis, sont venus la guerre de 1870, le paiement de la rançon de cinq milliards. Cela n'a rien à voir avec la nécessité d'une protection à coups de tarif.

D'où provient l'augmentation de l'importation ? De la suppres-







**pour fabriquer économiquement ces modèles, à conclure des marchés importants, à envoyer des représentants, à fonder des comptoirs ou dépôts afin de se créer une clientèle. C'est un travail de plusieurs années, ce sont des essais bien pénibles, des dépenses très nombreuses, et au moment où l'on va récolter le fruit de tous ces sacrifices, arrive la cinquième année avec ses menaces de remaniements qui vont anéantir tous les résultats qu'on espérait et qu'on méritait. La sécurité, la stabilité si nécessaires à l'industrie et au commerce n'existent donc pas; la période de dix ans, relativement courte dans la vie économique d'une nation, est indispensable si l'on ne veut pas arrêter tout développement commercial, et paralyser tous les efforts et toutes les initiatives de l'industrie. On retrouve donc dans les conventions commerciales la réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée et la durée, qui sont les principaux caractères des traités de commerce.**

**Il est important de remarquer que nos exportations d'articles manufacturés étant environ trois fois supérieures aux importations de ces mêmes produits, notre pays est une nation surtout exportatrice; nous devons donc nous occuper d'ouvrir de nouveaux débouchés ou du moins d'assurer ceux qui existent.**

**L'élaboration des tarifs maximum et minimum est déjà une tâche compliquée et laborieuse, mais les véritables difficultés s'élèveront quand nos commissaires se trouveront en présence des négociants étrangers. Le tarif minimum qu'on leur offrira sera-t-il une concession sur les droits actuels, leur maintien ou, au contraire, leur élévation? Serons-nous fondés à exiger des conditions favorables, à obtenir, suivant l'expression du questionnaire, des avantages corrélatifs? La réciprocité cherchée ne se changera-t-elle pas en représailles? Aussi doit-on insister pour que les négociations soient engagées sans retard, afin que les objections puissent dès maintenant nous guider et que les difficultés appréhendées puissent être résolues sans précipitation avant la trop prochaine expiration des traités de commerce.**

**M. Limousin n'accepte pas la distinction qu'a établie M. Siegfried entre la théorie et la pratique. La Société d'économie politique est une société scientifique, et tous les hommes qui connaissent la théorie élémentaire de toutes les sciences savent que cette distinction n'est pas acceptable. La théorie et la pratique doivent toujours être d'accord: si une théorie se trouve en désaccord avec la pratique, il faut en conclure qu'elle est fausse ou incomplète, ce qui revient à être fausse. Donc, si le libre-échange est vrai en théorie, il est éga-**









gumentation de M. Limousin, le fait des inégalités en est la confirmation la plus expresse. C'est précisément parce que les autres peuples ont sur nous certaines supériorités tandis que nous en avons d'autres sur eux, qu'il importe de ne point contrarier les échanges que nous sommes disposés à faire avec eux, ces supériorités devenant pour nous un avantage et non un danger.

Pas plus que M. Limousin, M. Passy ne saurait admettre la prétendue opposition entre la théorie et la pratique. Il n'y a de théorie juste que celle qui tire de la pratique ses véritables conséquences, et il n'y a de bonne pratique que celle qui est conforme à une théorie exacte. Quand la pratique et la théorie ne sont point d'accord, c'est que l'une ou l'autre est défectueuse. Cela ne veut pas dire que, pour faire cesser ce désaccord, l'on puisse et doive toujours ramener immédiatement les faits et les lois à l'observation exacte de la théorie ; que, par exemple, bien que la liberté complète des échanges soit le régime théoriquement et pratiquement le meilleur, on puisse passer sans transition de la prohibition ou de la protection à la liberté absolue. Les erreurs de régime ont leurs conséquences pour les nations comme pour les individus. Un médecin ne remet pas du jour au lendemain un malade dans les conditions de la vie normale, bien que ce soit non seulement les meilleures, mais les seules bonnes. Un gouvernement n'est pas maître de se dégager des considérations politiques et sociales qui peuvent le contraindre à des concessions que n'avoue pas la science. Si le professeur et le savant n'ont à déterminer et à enseigner que la vérité absolue, l'administrateur, l'homme politique, est contraint de compter avec l'opinion, avec le milieu, même avec la passion et l'erreur, que l'on ne peut pas toujours heurter de front sans s'exposer et sans exposer la société à des maux plus sérieux. Est-ce que dans la vie domestique on n'est pas souvent obligé, pour conserver le bien supérieur de la paix de la famille, de faire des concessions plus ou moins importantes et à accepter pour son train de vie, pour l'éducation des enfants, pour une foule de choses parfois de la plus haute gravité, d'autres manières d'être que celles que l'on croit réellement bonnes ?

Une partie de l'argumentation de M. Siegfried qui ne paraît pas irréprochable à M. Passy, c'est celle qui concerne les matières premières. Si l'on doit exempter les matières premières, on doit tout exempter, car tout est matières premières. Si l'on doit protéger les produits fabriqués, on doit tout protéger, car tout est produit. On mène grand bruit, et l'on a raison, des conséquences fatales qu'auraient pour nos industries textiles des droits qui renchériraient le coton ou la laine. Mais la houille et le fer ne sont pas moins matières







## SOCIÉTÉ BELGE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

*(Séance du 28 décembre 1890)*

### LE TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-BELGE

Autant et plus que les questions ouvrières, la question des traités de commerce s'impose à l'attention publique. Elle a même, en ce moment, un caractère d'urgence tel que la Société belge d'Economie politique a cru devoir devancer la date habituelle de son banquet annuel, prélude convenu de ses dissertations approfondies sur les principaux sujets de ses études, afin d'arriver à temps pour donner son avis sur la dénonciation prochaine et, paraît-il, définitive par la France de nos « traités de commerce » renouvelés en 1882. Dimanche 28, à 5 heures, le banquet traditionnel a été donné à l'hôtel Mengelle, et la discussion, ouverte immédiatement après, s'est prolongée jusqu'à onze heures du soir, non sans donner lieu à de fort intéressantes observations.

M. LE HARDY DE BEAULIEU, président, ouvre la séance en rappelant que, depuis 1872, c'est la cinquième fois que la Société d'économie politique traite dans sa réunion annuelle la question des traités de commerce qui se présente cette fois dans un tout autre sens que précédemment : il s'agissait jadis du renouvellement ; aujourd'hui il s'agit de la dénonciation pure et simple de nos traités par la France, s'il faut s'en rapporter aux projets de lois présentés à la Chambre française et dont les dispositions paraissent prévaloir, bien que l'exposé des motifs du gouvernement français n'ait pas dissimulé les dangers que pourrait présenter pour la France cette déclaration d'isolement commercial.

Ces dangers mêmes nous laissent quelque espoir que les projets de lois ne seront pas radicalement adoptés et, dans tous les cas, les gouvernements visés par cette dénonciation imminente ont le devoir d'examiner la situation qui en résulte pour eux. La Belgique surtout y a le plus grand intérêt.

Devons-nous accepter la situation ? Devons-nous faire ce qu'on appelle des sacrifices pour obtenir le maintien de nos relations ?

La question sera posée d'ici au mois de février prochain, époque fixée pour la dénonciation. Et c'est pour cela que la Société d'économie politique a tenu une réunion anticipée afin de faire entendre sa voix autorisée par son désintéressement.









centimes à 1 franc par jour. A côté de la question économique se dresse ici la question de moralité publique.

M. van Oye reconnaît que les principes de liberté ont pu faire du bien, mais il veut quelque protection en vertu de la loi de l'opportunité. Il y a, ajoute-t-il, 527 mille Belges en France, le dixième de notre population. C'est peut-être un bien pour la production française, c'est un grand malheur pour la production belge, et c'est peut-être même un danger national.

En résumé, il formule son système par ce vœu : libre entrée pour les grains, petit droit sur la farine ; droit considérable sur le pain étranger.

M. DE VERGNIES s'applique à démontrer que la thèse de M. Van Oye est la conclusion adoptée par l'Union syndicale, qui comprenait des partisans de la liberté commerciale comme l'orateur et M. Sabatier : affranchissement des matières premières ; droit modéré sur les matières ouvrées ; droit *ad valorem* sur les matières complètement fabriquées.

Cette solution a été dictée, non par la théorie, mais par les situations existantes. Il y a, en effet, dans le tarif actuel, des anomalies qui consacrent des absurdités, comme celles qui frappent d'un droit faible le parapluie ou le corset confectionné, tandis que l'ensemble des éléments de fabrication subit des droits plus élevés.

M. De Vergnies assure d'ailleurs que la protection a parfois du bon... chez les autres. La protection américaine n'a pas empêché la fabrication de produits qui s'importent en Europe, comme les montres, les foyers, les serrures, les machines à coudre ; que serions-nous devenus sous l'empire d'un régime de liberté ?

Ce qui est incontestable, c'est que les pays de libre-échange sont les plus prospères et les plus riches. Exemples : l'Angleterre et la Belgique. L'orateur ne croit pas que pour aucun peuple en Europe la protection soit aussi volontaire qu'elle paraît. Au fond, c'est de la fiscalité. Les peuples répugnant à tout impôt direct, les gouvernements s'ingénient à plumer la poule sans la faire crier. Le gouvernement français demande aux douanes les ressources pour ses immenses besoins, mais il n'ira pas jusqu'à frapper des droits qui lui tariraient la source des recettes.

M. DE GEELHAND préconise l'union douanière avec les Pays-Bas. S'il est un Zollverein à recommander, c'est surtout avec ce voisin.

M. GEOFFROY proteste vivement. Ce serait un boulet au pied de la Belgique qui doit conserver soigneusement son indépendance politique et économique et, en aucun cas, ne se lier avec personne.

M. STRAUSS, après avoir insisté dans le même sens, examine la situation française qui s'est modifiée déjà depuis les élections et qui se modifiera probablement encore.

L'orateur passe en revue les arguments de M. van Oye et de l'Union







patronat, propriété bénéficiaire naissant de la libre volonté des parties, par un accord dont les conditions ont longtemps été tacites, puis l'immunité qui soustrayait, par des actes successifs, certaines propriétés des rois à la juridiction et à l'autorité des fonctionnaires royaux.

Nous croyons que la matière des immunités traitée dans ce volume est un peu sommaire et il nous semble difficile d'admettre l'opinion de l'auteur, que l'immunité des temps mérovingiens n'avait rien de commun avec l'immunité romaine. L'une et l'autre plaçaient l'homme jouissant de l'immunité en dehors et au-dessus de la condition commune : l'une et l'autre constituaient un abandon partiel des attributions de la souveraineté et c'est cet abandon pratiqué sans mesure qui a favorisé l'éclosion du régime féodal.

Quel est, en effet, le trait caractéristique de ce régime, non seulement chez nous et à une époque, mais en tout temps et partout où il a été établi ? C'est l'absence ou l'affaissement d'un pouvoir central gouvernant par des règles générales, qui oblige les hommes à chercher protection et sûreté par des combinaisons particulières aux meilleures conditions qu'ils peuvent. Il y a là une nécessité humaine de tous les temps et de tous les lieux, dont Fustel de Coulanges, dans ce volume même, reconnaît formellement l'existence. — Sur ce point, d'ailleurs, l'histoire n'a jamais hésité dans ses conclusions générales.

Le régime féodal n'est pas né d'une conquête, ni d'un acte législatif, ni d'un acte d'autorité quelconque, il est né d'arrangements successifs établis par la volonté de chacun des hommes libres, conformément aux idées et coutumes du temps, sans que personne ait semblé s'occuper de l'ensemble. Lorsqu'on songe à cette formation, on n'est pas étonné des variétés de conditions et des disparates sans nombre qui ont caractérisé le régime féodal : on s'étonne plutôt de ce que ces variétés et ces disparates n'ont pas été beaucoup plus nombreux.

L'histoire, ainsi étudiée et racontée, est vraisemblable et intelligible : mais quelle somme de travail il faut dépenser, d'abord pour l'étudier, ensuite pour l'écrire ! Prendre les diverses institutions l'une après l'autre, les suivre pendant des siècles en constatant leur persistance ou les altérations qu'elles subissent ; lire tous les témoignages, tous les textes, les interpréter en toute simplicité, sans opinion préconçue, puis, lorsqu'on a tout relevé, tout annoté, tout examiné avec réflexion, résumer en quelques pages lumineuses ces longues et pénibles études. Voilà la forte et solide méthode de Fustel de Coulanges ; mais voilà le rêve. Pour le réaliser, il faut disposer d'une vie longue pour écrire l'histoire d'un temps assez court, au prix d'un labeur soutenu et en quelque sorte infatigable. A ces conditions, on peut aspirer à la propriété sans fin dont parle Thucydide, on a découvert et montré la vérité.



Le temps à manqué à Fustel de Coulanges pour écrire un tableau aussi parfait que possible des institutions politiques de l'ancienne France. Les lectures étaient faites, les notes recueillies, les opinions presque mûries et, pour la plupart, déjà formulées dans une première rédaction; mais pour élaborer encore et consolider ses opinions en jugements définitifs, pour les élever au-dessus de toute controverse et les mettre en pleine lumière, il restait à faire un travail immense de condensation. L'auteur n'a pu accomplir ce travail que pour le premier volume. Il y avait renoncé pour les suivants, parce que, plus soucieux de la vérité historique que de sa réputation personnelle, il tenait avant tout à nous communiquer les résultats de ses découvertes et à nous donner une connaissance plus exacte de notre histoire.

Nous espérons bien que M. Jullian continuera la publication commencée par ce volume avec autant de conscience que de modestie. Les volumes publiés jusqu'à ce jour nous apprennent bien des choses sur les origines du régime féodal : ils nous en montrent les racines en quelque sorte. Reste à nous en montrer l'éclosion par l'histoire des institutions militaires, qui ont brillé de tant d'éclat sous les premiers Carolingiens et disparu en quelque sorte sous le règne des derniers. Peut-être les notes de Fustel de Coulanges porteront-elles la lumière sur ce côté, encore bien obscur, de notre ancienne histoire.

Quoi que l'on puisse faire, malheureusement l'œuvre de notre grand historien reste inachevée et nous demeurons en présence d'une construction interrompue :

*opera interrupta, minæque  
Murorum ingentes.*

Mais il y a dans cette œuvre des parties achevées, comme « la Cité antique », si vivement contestée cependant, et le premier volume des « Anciennes institutions ». Ce qui reste, plus durable encore et plus solide, c'est une méthode d'investigation historique sérieuse et vraiment scientifique enseignée par la pratique, par des exemples que les hommes ne sauraient oublier. C'est là l'œuvre méritoire et impérissable, celle qui appartient à l'avenir et nous permet d'espérer pour nos successeurs une véritable et instructive histoire qui donne à la politique une base solide. Il est vrai que cette histoire ne ressemblera guère à celle qu'on nous a enseignée et à la plupart de celles que nous avons lues.

COURCELLE SENEUIL.

QUATRE ÉCOLES D'ÉCONOMIE SOCIALE. *Conférences données à l'Aula de l'Université de Genève, sous les auspices de la Société chrétienne suisse d'Économie sociale* (1 vol., Paris, Fischbacher).

A nos remerciements, à M. Frédéric Necker, qui nous a gratifié du livre dont on vient de lire le titre, nous devons ajouter l'expression d'une vérité que l'on paraît trop oublier depuis un certain temps. Sans attaquer le moins du monde le christianisme ni aucune autre religion, nous ne comprenons pas l'utilité du mot *chrétien* annexé à un corps de doctrine qui a la prétention de représenter une science. De même, nous critiquons respectueusement le titre de « Société *catholique* d'économie politique et sociale », que vient de se donner, à Paris, un groupe d'hommes distingués dans lequel nous comptons plusieurs bons amis.

Tous, probablement, souriraient ou protesteraient s'ils entendaient parler de sociétés bouddhistes, musulmanes, israélites ou mormonnes de physique, d'astronomie ou de chimie. Ils tiendraient, en qualité de fidèles et de savants, à séparer le sacré du profane et feraient ainsi leur profit d'une leçon gratuite reçue *in partibus infidelium*.

Nos excellents genevois estiment « qu'il faut rechercher à la lumière des enseignements de l'Évangile, ce qui, dans l'État social actuel est en contradiction avec les lois de la justice, de la charité, de la solidarité; lesquelles, d'après l'ordre même de Dieu, doivent régir les rapports des hommes, etc, etc. » Heureux les enfants de l'Helvétie, qui ont une telle lanterne pour s'éclairer, reçoivent les confidences directes de Jéhovah et estiment que des règles morales, promulguées, il y a 1800 ans, en langage parabolique, sont suffisantes, à la fois, pour instruire et diriger les mortels à la fin de notre siècle !

C'est ce commode parti pris, — au fond duquel un coup de sonde agressif permettrait peut-être de trouver un certain dilettantisme dédaigneux de ce qui ne porte pas l'étiquette sacrée, — qui paraît avoir conduit la « Société chrétienne » à appeler, dans la patrie de Calvin, de Rousseau et de Sismondi, quatre conférenciers considérés comme professant des doctrines plus ou moins divergentes, et comme capables de faire jaillir la vérité du choc de leurs idées. On a supposé qu'il existait quatre écoles d'économie politique et sociale, classées à peu près ainsi : l'École Le Play; l'École collectiviste; l'École nouvelle, ainsi baptisée par M. Ch. Gide; enfin, l'École classique, que M. Frédéric Passy, avec notre plein assentiment, qualifie d'École de la liberté.

C'est M. Claudio Jannet qui a ouvert le feu au nom de la première école. Fidèle disciple d'un maître qui exerce une grande influence pos-



en revue toutes les nouveautés antiques en y appliquant un léger vernis. Les citoyens de Genève ont vu défiler successivement le *machinisme*, la *loi d'airain*, l'*unearned increment*, le *parasitisme des oisifs*, la *féodalité financière*, l'*anarchie industrielle*, la critique des *doctrines désolantes*, etc, etc. Et comme il sait que l'esprit humain a « horreur du vide », il l'a bourré ensuite, à l'instar des industriels qui emplissent les poupées de son et d'étonpe pour leur donner des formes. Tout y a passé : l'abolition de l'hérédité, l'appropriation du capital à la nation, la nécessité d'une révolution nouvelle, analogue à celle de 1789 ; l'enseignement intégral, les huit heures payables en bons de travail, et incidemment l'éloge modéré du « principe » de la *participation* complété par la béatification de feu Godin.

Le collectivisme n'est pas pour effrayer l'aimable conférencier ; il ne se croit pas obligé de le voir complété par l'anarchie, et sa péroraison est réellement touchante et chaleureuse. Sa sincérité n'est pas plus douteuse pour nous que sa naïveté, et il y aurait injustice de notre part, à lui appliquer le propos suivant tenu par deux Anglais :

« Si je comprends bien, dit l'un, les principes du socialisme conduisent à partager avec ses frères. Mais non, répond l'autre ; la véritable doctrine est celle qui persuade aux frères de partager avec nous ».

Le troisième conférencier, M. Ch. Gide, a entretenu le public d'une certaine *École nouvelle*, bien antique à notre avis, et dépourvue d'autres cheveux que ceux qu'elle a arrachés aux idées en les tirant. Nul, plus que nous, n'admire le talent littéraire et oratoire, ainsi que l'érudition et la valeur, comme critique, du professeur de Montpellier. Nous déplorons seulement l'usage qu'il fait de ces dons, mais nous ne lui reprochons rien, car il agit loyalement en se conformant au penchant de sa constitution mentale. Celle-ci a quelque analogie avec celle de Proudhon ; elle l'oblige à un mode d'examen des questions dont il ne peut résulter que le doute ; mais comme sa probité scientifique lui interdit de présenter des conclusions très fermes, il laisse ses auditeurs, à la fois, sous le charme de sa parole et dans l'état d'agacement de gens affamés, qu'on a promis de nourrir, mais auxquels on ne sert que des apéritifs et des oublies.

L'économie politique, telle qu'il l'enseigne, ne ressemble en rien à celle qu'il a apprise ; son indépendance l'a conduit à y substituer un socialisme assez vague, quelque peu parent de celui qui inspire Guillaume II et le cardinal archevêque de Westminster. Seulement, mieux que l'empereur et le prélat, il sait de quoi il parle et n'a pas l'intention de jeter de la poudre aux yeux. Si, comme le dernier, il avait fait profession de théologien, il aurait été amené à l'athéisme ; mais il ne l'eût pas recommandé tout à fait, l'impartialité lui ordonnant de rester neutre

entre le vrai et le faux ; celui-ci ayant toutes chances d'être demain la vérité.

M. Ch. Gide a parlé de l'économie politique comme un enfant séparé depuis longtemps de sa mère, et qui voulant en faire le portrait, ne produit qu'une caricature. Il n'a nullement dissimulé son penchant pour l'école socialiste, et sans rien préciser, a quelque peu secondé M. G. Stiegler. Il a fait entrevoir que « le régime compétitif sera remplacé un jour par le régime coopératif, et la lutte pour la vie par l'association pour la vie ».

Il a beaucoup parlé de solidarité, et si, de tout son discours, quelque chose se dégage, c'est cette déclaration : « Il ne faut pas se contenter d'un stérile *laisser faire*, mais recourir hardiment à l'intervention de l'État pour modifier le milieu social ». C'est donc nettement le socialisme d'État qui s'affirme, et nous pouvons dire, en qualité d'adepte fidèle de l'Économie politique classique, que l'École nouvelle ne saurait être, à nos yeux, que celle de l'arbitraire et de la révolution sociale par en haut ou par en bas.

Telle est certainement l'opinion de notre éminent ami et collaborateur, M. Frédéric Passy, chargé de la quatrième et dernière conférence. Sous le titre « l'École de la liberté », il a pris, avec la modestie qui convient à la force, une attitude défensive vis-à-vis de M. Ch. Gide et, avec autant d'esprit que d'éloquence et d'autorité, il a fait justice des accusations de son fantaisiste et brillant prédécesseur contre la mère commune. Nous n'analyserons pas ici le discours de M. Frédéric Passy ; il doit être lu en entier ainsi que les trois autres. Ceux de MM. Stiegler et Gide doivent être l'objet d'une égale attention et, de même que quelqu'un se félicitait un jour, devant nous, de ce que la Providence, pour obliger l'homme à l'activité, l'avait doté de certains ennemis intimes, nous croyons les sophistes utiles et l'antinomie indispensable.

Nous leur devons une définition de plus de la pure liberté, et après nos réserves accessoires de tout à l'heure, nous nous plaisons à remercier M. F. Necker et ses amis de nous avoir mis à même de l'entendre.

Ernest BRELAY.

LA RÉACTION ÉCONOMIQUE ET LA DÉMOCRATIE, par J.-J. CLAMAGERAN, sénateur, 1 volume. Paris, 1891, Félix Alcan.

Depuis nombre d'années, l'historien de l'Impôt en France n'avait publié aucun ouvrage. Le petit livre qu'il vient de faire paraître arrive à son heure ; c'est la protestation énergique d'un ferme esprit contre

l'étrange perturbation du sens moral, du sens juridique et du sens économique, qui fait remonter d'un demi siècle le courant de la civilisation et entraîne les politiciens, de gauche comme de droite, à sacrifier, à d'inavouables intérêts électoraux, les droits intangibles de l'homme et du citoyen.

Est-il nécessaire de dire qu'il s'agit ici du protectionnisme ? M. Clamagran le définit, une fois de plus, avec une brièveté lapidaire et montre à quel point il est contraire à ces « immortels principes de 1889 », que des gouvernants de diverses sortes ont, tour à tour, affecté d'embrasser pour les mieux étouffer.

Des principes, à quoi bon ?... La mode est aux expédients et prétendre délibérer avant d'agir, en s'appuyant sur le raisonnement scientifique, est aujourd'hui le fait d'ennuyeux pédants dont il faut couvrir la voix par des lamentations et des clameurs. L'intérêt collectif ou national n'existe plus ; il est remplacé par la cohue des intérêts corporatifs, et ceux-ci ordonnent qu'on leur sacrifie les individus. De là, un véritable chaos d'exigences, de revendications contradictoires et une mendicité éhontée. C'est à qui couvrira la voix d'autrui pour obtenir un privilège, un monopole, l'abolition ou l'atténuation d'une concurrence le sacrifice des consommateurs aux producteurs.

Ils ont raison, ces gens-là, à leur point de vue ; ils proclament le droit à l'assistance sous prétexte de garantie du droit au travail ; si on les écoute l'administration générale ne sera plus qu'un bureau de secours... non mutuels, où les plus bruyants se prévaudront de la résignation des autres.

N'existe-t-il pas, dans une langue quelconque, un proverbe se traduisant ainsi :

« L'âne qui brait ne manque pas de fourrage ! » N'essayez pas de leur faire comprendre leur injustice ; on ne persuade ni l'intérêt mal entendu ni l'égoïsme borné. Le dogmatisme est à la fois imprévoyant, féroce et myope ; par ces traits, il se rapproche de l'animalité qui ne connaît pas le lendemain et proclame *ipso facto* le règne de la force. Mais comme, après tout, il est humain par son origine, il demande tout à la loi et croit, presque de bonne foi, qu'on peut ainsi attribuer aux uns le bien des autres. L'usurpation, en effet, peut être presque sanctionnée, du moment qu'on admet, avec une certaine école, que la législation fait la propriété et peut, par conséquent, la défaire. C'est ainsi que, monarque ou peuple, après des attentats réussis, on s'intitule avec une conviction presque naïve, souverain par la grâce de Dieu et la volonté nationale. Il est vrai, que les gémonies vous attendent si l'on échoue. Mais nos protectionnistes modernes n'en ont cure ; ils n'ont rien ap-



les produits les plus nécessaires en raison inverse de leur valeur vénale. C'est la démocratie qui est atteinte, mais elle ne cherche pas à comprendre et s'acharne surtout à demander, pour elle-même, des faveurs irréalisables. L'audace enfin de la réaction, ne connaît plus de limites ; après l'industrie, c'est la pseudo agriculture, c'est-à-dire la grande propriété rurale qui veut écraser l'importation des produits du sol étranger, et créer, à son profit, la disette, non seulement des subsistances, mais encore celle des matières premières dont nous manquons. En même temps, elle entreprend une ardente campagne pour la suppression de l'impôt direct, presque unique, qu'elle paie à l'État. Elle escamote les droits sur l'alcool, puis s'embrouille dans l'arbitraire sans s'apercevoir qu'elle tire, sans profit bien certain, les marrons du feu, dans la bataille qui se livre pour la betterave contre le maïs et pour les sucriers contre le Trésor public. Quant au gouvernement français, bien que fort supérieur à la moyenne du Parlement, il donne, avec répugnance, des gages aux adversaires de la liberté, et n'a peut-être pas tort de rester en place, puisque les sectaires du brigandage légal guettent ou préparent sa chute pour le remplacer.

L'Amérique, en matière de tarifs, a donné tous les mauvais exemples et fortifié tous les préjugés ; elle a fait récemment un retour sur elle-même et tout porte à espérer que, dans peu d'années, elle adoptera, non le libre échange, mais des traités de commerce transactionnels qui la prépareront à une politique économique raisonnable.

C'est peut-être ainsi que la méthode expérimentale aidera au dégagement de la vérité ; mais, peut-on espérer que de ce côté de l'Océan, les « classes dirigeantes » ou plutôt, les conseillers blancs, rouges ou tricolores de la démocratie consentiront à envisager les choses telles qu'elles sont ?

L'affirmer serait plus que téméraire, car le socialisme et le protectionnisme, — qui ne sont pas des frères ennemis, — agissent parallèlement en faussant l'esprit public, et donnent des preuves à peu près égales d'ignorance et de perversité. Aux élections, les représentants des deux systèmes déploient une éloquence de même aloi pour égarer les citoyens ; puis ils reviennent aux assemblées, se targuent de la *vox populi* et affirment qu'ils ont reçu un mandat !...

C'est dégradant !... M. Clamageran, qui est un sincère démocrate, vise et atteint ces courtisans ; et à ces sycophantes, du haut de son inamovibilité, il manifeste avec un tact infini son aversion contre les contre-révolutionnaires les plus habilement travestis. Il a même le rare courage qui n'exclut en rien l'ardeur des convictions, de donner à entendre qu'il serait fâcheux, pour l'école économique classique, de se retrancher dans une attitude roque qui ne permettrait au bien de se dégager que de l'ex-









il est impossible de faire la moindre emplette. « Il faut entendre, dans les quartiers populeux, les cris des marchands, parfois accompagnés de cloches, de musique et de réclames sonores. Des *buy! buy!* (achetez! achetez!) retentissent partout. La nuit approche, les bouchers vendent alors à l'encan afin d'écouler plus vite leur marchandise.

Pour revenir au marché de Paris, M. Pion donne des détails curieux sur la façon dont les divers animaux s'achètent, les jours de grande affluence. Ainsi les porcs sont toujours jugés à la bascule, tandis que ce contrôle n'a pour ainsi dire jamais lieu pour les veaux et pour les moutons. Ces derniers se vendent par rang ou par troupeaux, à la pièce, c'est-à-dire à tant par tête. C'est une sorte de moyenne entre les meilleurs de la bande et les plus mauvais. On ne parle également, à la Villette, que par livre et sans dire le mot. Un normand (bœuf) de 800 livres, par exemple, pèse 800. Pour les poids, on compte encore à l'ancienne mode : on annonce qu'un craonnais pèse six-vingts ou huit-vingts, pour dire 120 ou 160 livres. Les écus (3 francs) les pistoles (10 francs) et les louis (24 francs) ont encore leur signification d'autrefois. Quand le prix est convenu (une tape réciproque dans la main en est le signe le plus souvent) le chevillard marque les animaux sur la fesse gauche au moyen d'un ou de plusieurs traits particuliers. La vente est alors faite, l'acheteur paie de suite à un receveur spécial, ou bien donne, pour payer, un chèque détaché de son carnet à souche. Il n'y a pas de crédit.

Avant la vente, c'est à qui s'ingéniera pour donner à la marchandise sur pied tout l'attrait désirable. Les porcs sont lavés, on les fait boire dans l'auge où on les livre, au préalable, à un savant barbotage; les veaux, les bœufs sont abreuvés aussi. La position de ces derniers, sur un plan montant et la tête basse, favorise l'ampleur du dos, élargit la bête et augmente son poids.

Sitôt que l'animal a franchi le pont qui sépare le marché de la Villette des abattoirs, les frais occasionnés par lui commencent à être au compte du chevillard. Un bœuf coûte d'aménagement en bandes 0 fr. 30 à 0 fr. 40, un veau 0 fr. 75 ou 1 fr., toujours en voiture; un taureau attaché derrière la voiture, par crainte d'accident, 1 fr. 50; les moutons en bande, 0 fr. 05; les porcs, 0 fr. 15. Un gros animal qu'on serait obligé de charger sur un camion coûtera 5 francs. Si les bœufs sont gardés en bouverie avant d'être tués, et pour reposer leur viande, ils ont 1 franc à 1 fr. 50 de nourriture par jour et par tête; les veaux payent 0 fr. 40, les moutons 0 fr. 20, au maximum.

Comme on le voit, l'ouvrage de M. Pion abonde en détails instructifs; ce livre sera consulté avec fruit par toutes les personnes que le sujet intéresse; par les ménagères surtout, qui y puiseront des indications

précieuses, par les chefs d'établissement, par tous ceux enfin qui ont charge de famille et qui voudront connaître le moyen d'avoir une viande saine et à bon marché.

Il est complété par deux annexes : 1° les statuts d'une Société coopérative de consommation, qui fonctionne avec succès à Paris, cela pour l'édification des groupes d'associés désireux d'en constituer une pareille ; 2° une note et une grande planche relatives à un excellent type d'abattoir de petite ville, car il serait bon, dans l'intérêt de la salubrité publique, que les établissements de ce genre se multipliasent ; sans eux, la surveillance est forcément incomplète. Enfin, une troisième annexe donne le résumé de la jurisprudence concernant les abattoirs et le texte de la loi du 22 mars 1880 relative aux syndicats des communes. Cette loi offre des facilités réelles aux localités de petite importance qui voudraient se réunir pour créer des abattoirs ruraux.

Eugène ROCHETIN.

---

NUOVI DOCUMENTI SUL LA STORIA DEL BANCO DI NAPOLI, par Eugène TORTORA  
1 vol. in-4°, Naples. Typ. de Angelis.

Il n'est pas douteux que l'économiste ne trouve un puissant intérêt dans l'étude de cette institution sans analogue. Nous-même, il y a peu de temps, en avons résumé l'histoire dans ce journal. M. Eug. Tortora qui en 1883, avait consacré deux gros volumes à nous en dire tous les détails, les complète aujourd'hui par la publication dont on vient de lire le titre.

Le lecteur français trouvera-t-il un grand attrait à ce nouvel ouvrage ? Il nous semble que l'auteur ne fait qu'ajouter des minuties à ce qu'il avait déjà dit et ce qui peut intéresser le public hors de Naples, ce sont les grandes lignes. Dans les « Nuovi documenti » nous ne trouvons rien qui n'ait été dit dans le « Banco di Napoli ».

Mais de ce que l'auteur, trop séduit par son œuvre, l'a inutilement retouchée, il ne s'ensuit pas qu'elle n'ait point une haute valeur. Les deux ouvrages font double emploi : c'est leur seul défaut.

Après avoir regretté que M. Tortora ne nous ait pas raconté la vie de l'Institut napolitain jusqu'en 1789, nous permettant ainsi d'apprécier le conflit qui a surgi entre sa direction et le gouvernement italien, nous n'aurons qu'à louer. A défaut de renseignements inédits sur son objet, les « Nouveaux documents » nous offrent une vue très curieuse dans sa précision de ce qu'étaient les monts-de-Piété et l'industrie financière en Italie avant 1789. En reproduisant les formules des récépissés, des

lettres de crédit, etc., il apporte à l'histoire financière des documents dont la valeur est incontestable.

Tout ce qui concerne le Banco Napoli a le don d'intéresser puissamment les nations du sud. La preuve en serait dans la popularité des monographies de M. Tortora. Nous en avons eu une autre dans l'émoi qu'a suscité le mot de « monstruosité économique » que notre étude du 15 août appliquait au Banco. Nous saisissons l'occasion pour déclarer que nous ne l'avions employé qu'au sens scientifique. Monstruosité, pour nous, signifiait « chose hors de la nature ». Tous ceux qui liront l'œuvre de M. Tortora conviendront que nous n'avons pas tort.

La *Revue d'Économie*, de Naples, y a vu une injure. C'est loin de notre pensée. Mais nous ne saurions, en revanche, rien effacer de ce que nous disions sur le danger qu'offrent les valeurs en souffrance. Le journal de Naples répond qu'en définitive, la Banque de France en a autant. Ce n'est pas fait pour enlever toute portée au reproche, et il est bon de ne pas oublier la règle des proportions.

V<sup>te</sup> COMBES DE LESTRADE.

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

LA RÉPUBLIQUE UTILE (*Étude de la question sociale*), par E. THIRION.  
In-16. Senlis, impr. E. Payen, 1890.

Les républicains se sont trop cantonnés dans le domaine de la politique et des abstractions. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas la *république aimable*, la *république sans épithète*, la *république conservatrice*, le peuple n'en comprend qu'une seule : celle qui diminue les impôts en égalisant les charges, la RÉPUBLIQUE UTILE. Pour diminuer les charges et les égaliser, M. Thirion soutient qu'elles ne devraient porter, autant que possible, que sur la propriété foncière.

« Au lieu de cela, qu'a-t-on vu (depuis la Révolution) ? La contradiction économique et politique la plus grossière, la plus inique et la plus dangereuse à la fois : le cens électoral reposant sur la propriété, et cette propriété qui conférait un privilège si enviable de plus en plus dégreuvée ; plus de privilèges et moins de charges ! »

Les seigneurs du moyen âge étaient du moins obligés de défendre leur propriété, et même celle des autres, de leur personne et de leurs biens ; les seigneurs que nous a donnés la déclaration des Droits de



voudra, à la plus haute situation politique en Angleterre. On apprendra à le connaître plus intimement et sous un plus grand nombre de faces en lisant les *Lettres à sa sœur*, que M. de Haye nous a traduites, car il n'y a rien de tel que les lettres pour nous montrer les hommes tels qu'ils sont en dehors de la parade, surtout lorsque, comme la plupart de celles-ci, sinon toutes, ces lettres sont écrites sans intention de les rendre publiques.

L'étude sur lord Beaconsfield et le parti tory donne aussi les renseignements les plus précis sur l'état actuel du torysme ; M. de Haye s'étant fait depuis longtemps une spécialité d'étudier la société anglaise sous toutes ses faces et ayant déjà publié plusieurs livres et brochures sur la politique et l'administration anglaises, était plus apte que tout autre à bien traiter cette question.

Ne connaissant que superficiellement le sujet que M. de Haye aborde, nous ne pouvons qu'exposer sans commentaires ce qu'il dit de son héros et des Anglais.

« Lord Beaconsfield aimait la France ; il en goûtait les mœurs, la littérature et la politesse : il l'a visitée à plusieurs reprises et lui fut reconnaissant toute sa vie de l'accueil empressé qu'il y reçut... En vingt occasions et dans une série de discours qu'il serait trop long d'énumérer, lord Beaconsfield a toujours soutenu hardiment, au risque même de compromettre sa situation, l'avantage et l'honneur d'une politique établie sur un accord de sentiments avec la France. »

Disraëli était partisan de la décentralisation, ce qui prouve que son amour de la France n'allait pas jusqu'à l'idolâtrie : « Il n'a cessé de favoriser de tout son pouvoir la décentralisation, et il l'a réclamée vivement en matière d'éducation ». Il avait bien aussi quelques idées utopiques, par exemple sur la propriété ; il était partisan de la sociologie sentimentale de l'école Le Play, qui s' imagine que, pour que la question sociale soit résolue, il suffit que les grands se montrent généreux et que les petits n'oublient pas d'être reconnaissants ; que la moralisation, de même que l'instruction, peut se couler dans l'oreille des pauvres « comme de l'eau dans un entonnoir », disait Montaigne. Mais qui d'entre nous ne caresse pas quelque idée de ce genre dans son imagination.

Lord Beaconsfield est diversement jugé par ses compatriotes : grand ministre pour les uns, aventurier politique pour les autres. M. de Haye le défend de son mieux du reproche d'immoralité politique, d'ambition égoïste, de scepticisme, etc. Qui a raison ? On aura beau faire, la politique sera toujours de la politique.

ROUXEL.





davantage pour la *lancer*, la vulgariser. Si quelques inventeurs réussissent, le nombre en est bien petit, or, l'impôt ne distingue pas. L'impôt est donc injuste. Il donnerait d'ailleurs lieu à bien des difficultés dans l'application, car il serait difficile de définir la spécialité, d'indiquer où elle commence où elle finit.

---

LES DROITS COMPENSATEURS. *Lettre à M. le comte Foucher de Careil, sénateur, président de la commission sénatoriale des Douanes, par un SALARIÉ, contribuable et consommateur.* (br. 12". Paris. P. Mouillot. 1890).

Les protectionnistes insinuent que nous regagnerons comme producteurs ce que nous perdons comme consommateurs du fait de l'application de leur système. Cela n'est même pas vrai pour les producteurs ; mais cela fût-il exact, que les salariés, les employés supporteraient toute la charge et ne participeraient en rien au profit. C'est ce que fait ressortir avec beaucoup d'esprit l'auteur de cette *lettre*, qui se dit employé et qui signe J. Fleury.

---

PARIS PORT DE MER. *Délibération de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-mer* (br. 8°. Boulogne. 1890).

Sur l'invitation du ministre des Travaux publics et du préfet du Pas-de-Calais, la Chambre de commerce de Boulogne se prononce contre l'adoption du projet de Paris port de mer, condamné déjà par le conseil général des Ponts-et-Chaussées. Paris n'est pas un centre industriel : il n'a sous la main ni la houille, ni les matières premières d'aucune industrie. Les eût-il que les prix élevés de la main-d'œuvre, du terrain, etc. ne lui permettraient pas de concurrencer les autres centres. Paris ne peut donc être qu'un centre commercial ; mais à part cette centralisation à outrance et ses conséquences, à quoi serviraient désormais les autres ports de notre littoral, qui se sont imposé de lourdes charges pour perfectionner leur outillage, et qui ont besoin d'en tirer le profit légitime pour achever les travaux commencés et amortir les emprunts contractés ? Tels sont les principaux considérants invoqués par la Chambre de commerce de Boulogne pour motiver son vœu.

---



---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Protestations contre le retour au protectionnisme. — Le système des compensations agricoles de M. Lecouteux. — La statistique protectionniste de *l'Echo agricole*. — Les mérites de la colonisation pénale. — Le rétablissement de la protection en Espagne. — La loi sur l'assurance obligatoire en Allemagne. — Une dédicace libre-échangiste. — *L'Economiste russe*. — *Le Monde économique*. — La Société catholique d'économie politique.

Des protestations commencent à s'élever de toutes parts contre le rétablissement du système prétendu protecteur de l'industrie nationale. A Lyon, un comité ouvrier vient de se constituer pour la défense du tissage et du marché des soies. Dans une conférence faite au Cercle philanthropique, un conseiller général, M. Nolot, a démontré sans peine que les droits sur les matières premières tueraient l'exportation des tissus, soit, a-t-il dit, une valeur de 300 millions de francs, représentant plus de 100 millions de salaires pour les travailleurs de 30 départements. Il a fait remarquer ensuite que la compensation offerte, c'est-à-dire le monopole du marché français réservé à nos fabricants par l'imposition de droits prohibitifs sur les soieries étrangères, équivalait à 50 millions par an, pour une perte de 300 millions, que par conséquent cette compensation n'est qu'un leurre. — A Chambéry, les ouvriers ont protesté de même contre les droits exorbitants de 30 francs sur la peau sèche brute, et de 12 francs sur la peau fraîche proposés par la Commission des douanes. — A Cambrai et Valenciennes, les fabricants de batistes et de toiles fines ont publié un mémoire dans lequel ils reproduisent leurs réclamations accoutumées contre la protection accordée à la filature, sans que celle-ci en ait tiré le moindre profit. « Les raisons données pour justifier les droits qui frappaient nos matières premières, disent-ils, étaient : que l'on voulait encourager la filature française à produire des fils fins. Il y a quarante ans que nous sommes sacrifiés à ces encouragements et le résultat est là ! La filature française n'a pas produit nos fils fins du n° 130 au n° 300 ». Enfin, à la Guadeloupe, le Conseil général proteste contre l'application aux colonies du tarif général de la métropole, en échange du dégrèvement de 50 0/0 à l'importation des produits coloniaux, proposés à titre de compensation. D'après les calculs du Conseil, le tarif général imposerait aux







avoir fait un examen raisonné de ce travail et du projet de tarif douanier français, a démontré, dit-on, à ses collègues la nécessité d'appliquer dès à présent le programme économique du parti conservateur. Eu conséquence, les projets de loi autrefois présentés aux Cortès par MM. Canovas, Villaverde et de Toreno, tendantes à relever les droits de douane sur les céréales, le riz, le bétail, les viandes et certains autres articles non compris dans les traités de commerce, seront repris sous forme de décrets que l'on compte appliquer prochainement, bien que ces projets aient été rejetés par la Chambre des Députés. La politique économique du gouvernement, libérale jusqu'à présent, va donc devenir protectionniste. On suppose que le ministère a l'intention d'exercer par ce moyen une grande influence sur une partie importante du corps électoral, et qu'il cherchera à diviser le parti libéral à la veille des élections générales. En effet, les cultivateurs mettent tout leur espoir dans la réforme douanière, et M. Gamazo et ses amis se montrent très satisfaits des tendances du gouvernement. L'ancien ministre de Ultramar a même, dans la dernière séance de l'assemblée de la Ligue agraire, recommandé aux agriculteurs de voter aux prochaines élections générales en faveur de candidats qui se seront engagés à défendre leurs intérêts et à faire voter des lois tendant à les protéger.

Les prévisions du correspondant du *Journal des Débats* n'ont pas tardé à s'accomplir. La Reine-Régente a signé un décret relevant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1891, les droits de douane sur les animaux vivants et un certain nombre de denrées alimentaires. Un autre décret institue une commission chargée d'établir le nouveau tarif général des douanes qui sera applicable le 1<sup>er</sup> février 1892.

Cependant, ajoute le correspondant, si l'on consulte la statistique, on voit que les nouvelles dispositions protectionnistes du gouvernement ne sont guère justifiées. C'est sous le régime des traités que le commerce de l'Espagne a pris un grand développement. Les importations, qui n'étaient que de 150.620.980 pesetas en 1849, se sont élevées à 716.085.479 pesetas en 1888. Elles étaient de 816.666.901 pesetas en 1882, date de l'entrée en vigueur du traité franco-espagnol. Les exportations de France en Espagne, qui se montaient à 220 millions en 1882, ont descendu à 211 millions en 1888. D'un autre côté, les exportations espagnoles en France ont monté dans la même période de 255 millions à 352 millions. Au moins en ce qui concerne la France, l'Espagne est donc mal fondée à se plaindre des effets des traités de commerce, et à prétendre qu'elle est inondée par les marchandises étrangères au détriment de la production nationale, d'autant plus que



les exportations ont atteint 763.104.389 en 1888 120.495.668 pesetas, en 1849, soit 47 millions de plus que le chiffre des importations pendant la même année.

La commission générale des douanes a conclu à la nécessité d'établir des surtaxes sur la plupart des produits étrangers. Mais M. Moret a refusé de signer le rapport de la commission et a présenté un contre-projet tendant à maintenir la politique libérale qui a donné jusqu'ici des résultats, en somme satisfaisants, et à introduire de nouveaux abaissements de droits.

La politique douanière qui vient d'être inaugurée devant nécessiter une très active surveillance afin de réprimer la contrebande qui tendra à augmenter, le bruit court que le ministre des finances prépare en ce moment un décret portant un rétablissement des zones douanières et des anciennes dispositions répressives fort sévères. Les zones douanières constitueront pour le commerce une entrave fort gênante sans empêcher la contrebande. »

\*  
\*  
\*

La loi sur l'assurance obligatoire en Allemagne est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. D'après une correspondance adressée de Berlin à *l'Indépendance belge* ce produit si vanté du socialisme d'État n'est pas accueilli avec un vif enthousiasme.

Le 1<sup>er</sup> janvier une loi entrera en vigueur qui n'a pas seulement une très grande importance pour quelque treize millions d'Allemands, qui seront assurés obligatoirement, mais qui touche chaque ménage en particulier, qui prépare dès à présent des ennuis de toute sorte à tous les ménages et qui imposera à la bureaucratie un travail d'écritures et d'autres corvées peu récréatives. Les assurés ont, relativement, le rôle le plus facile. Ils sont assurés malgré eux ; tout ce qu'ils ont à faire est de se laisser retenir, aux jours de paye, par leur patron, une partie minime de leur salaire ou de leur traitement. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent ; l'ennui du choix leur est ainsi épargné ; ils ont le droit de murmurer, parce que la somme qu'ils toucheront désormais ne représente plus leur salaire exact ; ils se consoleront bientôt en constatant qu'il faut céder à la force ; il est vrai qu'ils ont pour compensation l'espoir que le montant des retenues, augmenté d'un subside des patrons et de l'Empire, leur assurera un jour une pension d'invalidité ou de retraite.

Le patron est plus à plaindre. Il doit étudier, jusque dans leurs moindres détails les divers paragraphes d'une loi très volumineuse ; c'est sous sa responsabilité que l'ouvrier doit se procurer des quittances sur





informations nécessaires pour suivre dans leur ensemble et leurs détails les faits par lesquels s'exprime la vie économique de l'Empire.

Nos lois nouvelles, nos statistiques ne sont, pour la plupart, connues à l'étranger que par des extraits généralement trop sommaires pour avoir quelque portée, souvent inexacts et défectueux, partiels quelquefois, dans tous les cas insuffisants pour fournir des éléments certains et complets d'information et d'appréciation.

Au point de vue particulier des intérêts commerciaux, la presse occidentale ne donne que fort peu de renseignements sur la situation et les mercuriales de nos marchés intérieurs, alors qu'une large publicité des renseignements périodiques, exacts et détaillés sur les conditions des prix, la tendance de ces marchés serait, dans l'intérêt mutuel des producteurs et des acheteurs, d'une grande importance pour multiplier les relations commerciales directes.

Les conditions de ce programme, essentiellement pratique, nous paraissent remplies d'une manière aussi satisfaisante que possible dans le numéro spécimen de la publication. Nous y remarquons notamment un exposé de la situation du budget de 1890, un bilan de l'opération du rachat, des renseignements sur la situation des banques, une monographie intéressante de la production et du commerce des huiles minérales, etc., etc. Pourquoi faut-il que le protectionnisme qui fleurit en Russie doive laisser en partie stérile cette mine abondante de renseignements statistiques? Nous n'en félicitons pas moins les fondateurs de *l'Économiste russe* de l'avoir ouverte, et nous aurons fréquemment l'occasion d'y puiser.

\* \*

Nous avons sous les yeux le premier numéro du *Monde économique*, journal hebdomadaire, consacré à l'étude des questions économiques, industrielles, commerciales et financières, sous la direction de M. Paul Beauregard, professeur d'économie politique à la faculté de droit. Au nombre des membres du Comité de rédaction scientifique, nous remarquons MM. Léon Say, Bardoux, de Blignières, Levasseur, Permezel, etc. C'est assez dire que le nouvel organe présente des garanties sérieuses aux amis de la science économique. Nous regrettons toutefois que l'auteur du programme ait cru devoir rejeter, comme absurde, dangereuse même, la formule du « laisser faire, laisser passer ». Il nous semble que la formule actuellement en vogue : empêcher de faire, empêcher de passer, pourrait bien être plus absurde et dangereuse encore, même au point de vue de la pratique. Cependant, le *Monde économique*, tout en se résignant

« à des sacrifices inévitables », annonce sa ferme intention de « s'efforcer d'amener le parti protectionniste à plus de modération », Nous lui savons gré de cette bonne intention et nous nous plaisons à espérer qu'elle n'ira pas grossir le nombre de celles dont l'enfer est pavé.

\*  
\* \*

Nous annonçons enfin avec plaisir la fondation d'une « Société catholique d'économie politique », qui a pris pour programme cet excellent passage du discours de Mgr Freppel au Congrès d'Angers : « Liberté individuelle, liberté d'association avec toutes ses conséquences légitimes, intervention de l'État limitée à la protection des droits et à la répression des abus ». Autant que nous en pouvons juger, le but de la nouvelle association est de combattre le socialisme d'État préconisé par M. de Mun, le cardinal Manning et quelques-uns des orateurs du Congrès de Liège. Les noms de MM. Claudio Jannet et Hubert-Valleroux qui figurent parmi les membres du bureau, ceux de M. René Lavollée, du P. Ludovic de Besse et du M. P. Forbes nous garantissent au surplus, mieux qu'aucun programme les tendances libérales de « la Société catholique d'économie politique » ?

Paris, 14 janvier 1891.

G. de M.

---

L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN ÉCONOMIE POLITIQUE est entrée en activité dès les commencements du mois de décembre. Les questions discutées jusqu'à ce jour ont été : *La liberté de tester et ses effets économiques* et *De la méthode en Économie politique*. Pour les prochaines séances les questions suivantes sont retenues : *La doctrine de Malthus sur la population*. *Les limites des attributions de l'État et de l'activité individuelle*, enfin : *Du repos dominical obligatoire*. Les réunions ont lieu les 2<sup>e</sup> mardi et 4<sup>e</sup> mercredi de chaque mois, le soir, à l'École libre des Sciences Politiques, 27, rue Saint-Guillaume.

\*  
\* \*

*Le Livre des Fumeurs et des Priseurs*, par SPIRE BLONDEL; préface du baron de Watteville. 115 illustrations de G. Fraipont, dont 16 hors texte en couleurs. M. Spire Blondel nous présente dans cet élégant volume tous les fumeurs du monde : Européens, Asiatiques, Africains, Indiens, Yankees, Polynésiens, fumant pipes, cigares, cigarettes, narghilès, tchibouqs des

formes les plus variées, des matières les plus différentes, depuis la terre et le bois jusqu'à l'ambre et l'or. Les priseurs de tous les temps et de tous les pays défilent également devant nous. Les questions d'ethnographie, d'histoire, d'économie politique, de monopole, etc., se mêlent à l'anecdote dans ce volume, un des plus neufs et des plus curieux que nous vaille le jour de l'an (H. Laurent, éditeur. Paris).



**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE.** — *Concours pour un prix de mille francs.* — M. JOSEPH LAIR, membre de la Société d'économie politique, maire et conseiller général de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure), décédé le 25 juillet 1889, a légué par son testament une somme de mille francs à la Société d'économie politique, à charge par celle-ci de les remettre à l'auteur du meilleur mémoire qui lui sera adressé sur un sujet à déterminer par elle.

En exécution de cette volonté dernière de son regretté collègue, le Bureau de la Société d'économie politique, dans sa séance du 8 novembre 1890, s'est arrêté sur la question suivante :

*Étudier dans les différents pays les inconvénients qui sont résultés, dans le cours du siècle, de la limitation légale du taux de l'intérêt.*

Les manuscrits devront être adressés au secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique au plus tard le 31 décembre 1891. Ils ne contiendront aucun nom ou signe de nature à en faire connaître l'auteur; mais ils porteront une devise, reproduite sur une enveloppe cachetée qui contiendra ce nom.



partie en 4 1/2 et partie en 30/0, nous ne donnons ici que le prix d'émission de la partie émise en 3 0/0 afin de faciliter la comparaison.

1854	prix d'émission	65.25	par 3 fr. de rente.
1855	—	62.25	—
1855	—	61.25	—
1859	—	60.50	—
1864	—	66.30	—
1868	—	69.25	—
1870	—	60.60	—
1886	—	79.80	—
1887	—	80.10	—
1890	—	92.55	—

On voit par le tableau ci-dessus que nous ne payons pas plus aujourd'hui pour nous procurer 900 millions que le second empire n'en payait pour 600 millions. C'est bien là le meilleur mot de la fin.

R. D'A.

Paris, 12 janvier 1891.



---

## NÉCROLOGIE ÉCONOMIQUE DE 1890

---

**Ameline de la Briselaine.** — Avocat, ancien auditeur au Conseil d'État, professeur d'économie politique à l'École de commerce; secrétaire de la Commission d'enquête des classes ouvrières. Membre assidu des séances de la Société d'économie politique, où il faisait, avec une large tolérance, la défense du protectionnisme.

**Cochut** (André), né à Paris en 1807. — Avocat; deux fois nommé directeur du Mont-de-Piété, la première en 1848, sans accepter, la deuxième en 1870. Rédacteur du *National* et de la *Revue des Deux-Mondes*, depuis 1846; il fournit à cette dernière une collaboration, à peine interrompue, de cinquante ans. Il a laissé quelques livres ou brochures : *les Associations ouvrières* (1851); *Law, son système*, etc. (1853).

**Coint-Bavarrot**, né à Lyon. — S'est distingué par son ardeur à provoquer la création des chambres de commerce à l'étranger.

**Grad** (Charles), né à Colmar en 1842. — Industriel, chef d'une importante filature à Logelbach, ardent protectionniste. Depuis 1877, député protestataire de l'Alsace au Reichstag. Auteur de divers ouvrages, notamment de *l'Alsace*, grand in-4° illustré (1887).

**Le Touzé** (Charles). — Auteur très estimé de travaux sur la monnaie et les changes. Son *Traité théorique et pratique des changes, des arbitrages et des matières d'or et d'argent* a eu quatre éditions (1859-1887). De plus, avec Domingo Gildo, un *Manuel de correspondance commerciale*.

**Thorold Rogers** (James-E.), né en 1823. — Professeur d'économie politique à l'université d'Oxford, ami de Cobden et de Bright, six ans membre libéral de la Chambre des communes. Auteur d'une *Histoire de l'agriculture en Angleterre de 1259 à 1798* (7 vol.); d'une *Histoire des neuf premières années de la Banque d'Angleterre* et d'un *Manuel d'économie politique* devenu populaire.

**Vergé** (Charles), né en 1810. — Avocat, successeur de Dalloz dans la rédaction des « Codes annotés » ; rédacteur, avec Mignet, des « Séances et comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques ». Membre libre de l'Institut depuis 1857.

**Villard** (Amédée), né à Nîmes en 1825. — A publié, sous le nom de « Tourmagne » : *Histoire du servage ancien et moderne* (1879); *Histoire de l'esclavage ancien et moderne* (1880); *Histoire du prolétariat ancien et moderne* (1882).

EDMOND RENAUDIN.

---

*Le Gérant* : P. GUILLAUMIN.





























que suggère le sens commun sur le premier aspect des faits, sans théorie. Mais des gens profonds et subtils, doués d'une imagination vive, ne sauraient s'en contenter. Ils ont inventé, il n'y a guère plus de trois siècles, une théorie mille fois réfutée et si bien, qu'ils n'osent guère la présenter par son nom, mais elle est tellement entrée dans l'esprit des ignorants qu'elle semble naturelle : c'est la théorie de la « balance du commerce ». La balance dont il s'agit est celle des importations et des exportations. On dit : « Si les importations l'emportent, il faut payer la différence en or ou argent, tandis qu'on reçoit cette différence, si la balance est du côté des exportations. Dans le premier cas, la nation s'enrichit : elle s'appauvrit dans le second ». On n'ajoute pas, mais on sous-entend que la différence représente le bénéfice total du commerce. Nous avons même reçu une brochure protectionniste adressée au Président de la République, dont l'auteur considérait comme une perte le total des marchandises importé ! Mais une ignorance aussi énorme doit être considérée comme exceptionnelle et peut être négligée.

Avant d'entrer dans la discussion de la théorie protectionniste, faisons une remarque importante lorsqu'on discute avec des gens qui répondent volontiers aux faits par des chiffres ; méthode excellente pour obscurcir les questions les plus claires. Leur théorie suppose que les chiffres fournis par les tableaux de douane représentent la valeur exacte des marchandises échangées, ce qui n'est pas vrai, — que ces marchandises ont une valeur absolue, ce qui n'est pas vrai non plus ; — enfin, que toutes les marchandises importées et exportées, figurent aux tableaux de douanes, ce qui n'est pas plus vrai que le reste. — On oublie surtout que le métier du commerçant étant d'acheter les marchandises là où elles sont à bon marché pour les vendre là où elles sont chères en gagnant la différence, les marchandises exportées doivent être évaluées au plus bas et les marchandises importées au plus haut. Mais laissons là toutes ces évaluations, choses fictives, et venons aux faits que chacun connaît.

Vous avez acheté 5,000 francs de rente argentine : on peut ne pas vous payer vos coupons : en ce cas, on n'importera rien de Buenos-Aires en France et la théorie triomphera, mais vous triompherez moins parce que vous ne serez pas payé. Au contraire, si on vous paie vos coupons, ce sera sur le prix des marchandises importées et elles figureront sans aucune contre valeur sur les tableaux de la douane. La théorie en conclura que la France a perdu 5,000 francs ; vous conclurez, au contraire, qu'elle les a reçus par vos mains, sans perte ni ruine d'aucune sorte.









Une somme de monnaie représente une somme de travail abstrait, sans emploi déterminé, mais susceptible d'être échangé à tout instant contre un travail déterminé quelconque : elle est toujours disponible et recherchée. C'est cette propriété, plus que toutes les autres, qui frappe l'imagination des hommes. Ils ne prennent pas garde que cette propriété est compensée par une autre : la monnaie ne rapporte rien et, par elle-même, ne satisfait aucun besoin. Chacun comprend fort bien dans sa vie privée cette seconde propriété de la monnaie : chacun cherche à n'en conserver chez lui que la moindre somme qu'il peut. Mais lorsque l'on considère la société dans son ensemble, on ne comprend plus que ce qui est vrai dans sa maison soit encore vrai sur le marché, — ou on a plus de peine à le comprendre, quoiqu'on voie le commerce de banque travailler sans cesse à réduire la quantité de monnaie dont il se sert plus que les autres.

La somme de monnaie dont chaque marché a besoin pour ses échanges est égale à la valeur du travail effectué et vendu, mais qui n'est encore ni consommé, ni placé. Le marché n'en demande pas davantage : s'il y en a plus, la valeur de la monnaie baisse et, s'il y en a moins, sa valeur monte. La monnaie est d'ailleurs la marchandise employée chez tous les peuples pour satisfaire le même besoin, le besoin d'échanger. Sa valeur tend donc sans cesse à demeurer la même dans le monde entier. C'est là un point qui, dans la question qui nous occupe, mérite d'obtenir toute notre attention.

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur le commerce international. Nous y trouvons la concurrence, comme à l'intérieur du pays, mais point de guerre, ni rien qui y ressemble. Chacun s'occupe très exclusivement de vendre le plus cher qu'il peut la marchandise qu'il possède et d'acheter le moins cher qu'il peut celle qu'il veut acquérir. Il ne s'informe pas de la nationalité du vendeur ou de l'acheteur et ne considère que la marchandise. S'il prend des renseignements sur la personne, c'est pour savoir si elle est ou n'est pas habituée à tenir ses engagements, sans demander si elle vient d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Amérique ou de tout autre pays. Le commerce international est cosmopolite par nature : il ne devient national que lorsqu'une nation prétend s'attribuer des monopoles hors de son territoire et opprimer les autres : alors celles-ci se défendent contre elle. On a vu autrefois des guerres provoquées par des prétentions de cette espèce : on n'en voit plus aujourd'hui.

Donc chacun de ceux qui prennent part au commerce international cherchant à gagner le plus qu'il peut, sans s'occuper d'autre chose que de ses affaires, il arrive que parfois l'importation est









































toutes, la plus lourde et la plus injuste. Ceux qui la demandent veulent imposer le pain : ils voudraient imposer la chaussure par un droit à l'entrée des cuirs, imposer le vêtement et la coiffure par un droit à l'entrée des laines. Que deviendrait le pauvre, déjà tributaire, pour son linge et ses bas, non de l'étranger, mais des cotonniers normands et flamands, s'il était encore tributaire des grands propriétaires pour son pain, pour sa viande, pour sa chaussure, pour ses vêtements et sa coiffure ? Il pourrait quitter ses bas, revenir aux vêtements de toile grossière, aux sabots et au pain de son que j'ai vus dans mon enfance.

Non cela ne peut pas être et ne sera pas <sup>1</sup>.

COURCELLE-SENEUIL.

---

<sup>1</sup> Déjà on semble avoir renoncé à imposer à l'importation les cuirs et les laines.

---

---

## RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE

---

Fondée en janvier 1800, la Banque de France vécut pendant trois années sans privilège exclusif.

Ce ne fut qu'en 1803 qu'on infligea pour la première fois au pays et à elle-même une regrettable restriction au droit commun. Depuis cette époque, son monopole a été prorogé trois fois.

En 1803, le privilège de la Banque de France fut créé pour une durée de quinze années à partir du 24 septembre 1803.

La loi du 22 août 1806 le prolongea, douze ans avant son expiration, de vingt-cinq années ; il prenait donc fin le 24 septembre 1843.

La loi du 30 juin 1840 le prorogea au 31 décembre 1867, avec cette restriction cependant, qu'il pouvait prendre fin ou être modifié le 31 décembre 1855, s'il en était ainsi ordonné par une loi votée dans l'une des deux sessions précédant celle de 1855. Cette éventualité ne se réalisa pas.

La loi du 9 juin 1857 le prolongea, de nouveau, dix ans avant son expiration, de trente ans, sans clause résolutoire cette fois, quoique la Commission du Corps législatif, par l'organe de son rapporteur, M. Devinck, en ait proposé une, analogue à celle de 1840. Sa durée expirera donc le 31 décembre 1897.

Le ministre actuel des finances, l'honorable M. Rouvier, d'accord avec cette institution sous peu centenaire, propose de reculer de vingt-trois ans, la date de l'expiration de son privilège exclusif, ce qui le ferait échoir le 31 décembre 1920.

La loi de 1806 vint à la suite d'une crise qui faillit faire sombrer notre institution encore bien jeune ; nous voulons parler de l'affaire des *Négociants réunis* dont le trop fameux Ouvrard fut l'âme et que M. Mollien dans ses remarquables *Mémoires d'un ministre du trésor* a racontée avec tant de talent et d'autorité.

Le gouvernement impérial remédia à sa manière aux imperfections de la Banque de France ; il les aggrava. Il en fit une institution gouvernementale dirigée par l'État, commanditée par les particuliers. C'est ce que, dans le style administratif de cette époque, on appela mettre la banque sous le régime positif de la loi. La loi : c'était... la volonté de l'empereur.

















merce et à l'industrie et il serait ruineux pour le pays de le contraindre à subir une institution relativement rétrograde.

Quant à la reconnaissance, c'est vis-à-vis de la Banque de France un sentiment historique, mais qui ne doit pas influencer nos décisions réfléchies. Un bastion qui nous a protégé est un obstacle à la circulation utile, on le démolit, sans en faire un fétiche. De même une institution privilégiée.

Et si la Banque de France nous fait des promesses de réformes pour conserver son monopole, si elle invoque les services passés, nous lui répondrons ce que Royer-Collard disait en 1819. « On vient nous dire que c'est dans l'intérêt commun ! Ne le croyez pas. Toujours le privilège s'est présenté sous des formes bénignes ; il ne veut rien pour lui ! il n'est qu'un dévouement, un sacrifice ! Mais laissez-le grandir et vous le verrez bientôt opprimer tous les droits, parce qu'il est incorrigible ».

ALPH. COURTOIS.

---









Il est en effet une foule d'industries où rien n'oblige ni n'empêche l'ouvrier de réduire sa journée à huit heures : il travaille à la pièce et peut s'arrêter quand il veut. S'il ne le fait pas, c'est qu'il aime mieux gagner davantage. Personne ne veut se reposer à ses propres frais. Il est plus avantageux de demander au patron de payer ce repos qui ne lui profite pas ; mais est-ce juste ? Cela paraît bien difficile à démontrer.

Quant à l'espoir que l'ouvrier emploiera ses loisirs journaliers pour cultiver son esprit, etc., etc., il n'est pas permis de s'en bercer. Si, parmi les milliers de jeunes gens qui traversent les lycées et collèges et même les facultés, une minorité d'élite seulement continue de « former ou d'enrichir son intelligence » une fois que les diplômes ont été acquis, et que la majorité de ceux qui ont consacré leur jeunesse à l'étude n'ont pu être façonnés à l'amour des lettres et des sciences ; comment peut-on s'imaginer que des ouvriers manuels, si mal préparés pour les jouissances intellectuelles, une fois rentrés chez eux, fatigués comme ils le seront, prendront un livre pour s'orner l'esprit. Quant à l'élite qui court au livre, elle y courra quand même.

\* \*

*Les deshérités.* — Il n'y a, dans un pays libre, que les idiots et les infirmes incurables qui soient deshérités.

Avec une intelligence ordinaire et les vertus les plus élémentaires ; l'amour du travail et la prévoyance, on n'est jamais « deshérité. » Si l'on a des goûts simples, on peut même être heureux, car contentement passe richesse, dit le proverbe, et l'expérience prouve en effet que notre trésor est en nous-même. (Lisez la fable *le Savetier et le Financier*.)

\* \*

Le mot *deshérités* appliqué à des gens sans fortune, à des travailleurs manuels — il en est qui sont devenus millionnaires et ministres — est un terme comme en emploient la passion, l'esprit de parti, la rhétorique ; c'est une métaphore, une hyperbole, mais ce n'est pas l'expression de la réalité, d'une vérité concrète : on n'en peut donc tirer aucune conséquence.

Dans certains pays il y a le droit d'aînesse, même la liberté illimitée de tester, dans ces pays on ne devrait pas se servir du mot *deshérités*, en l'appliquant aux ouvriers : il s'appliquerait bien plus littéralement aux enfants des grands ou des riches, dépouillés de leur héritage. Mais ces enfants, s'ils ont les qualités nécessaires, se feront une position à l'aide de leurs propres efforts.

\*  
\* \*

**La cause du socialisme.** — Il est faux que la misère soit la cause du socialisme, la misère ne produit que le découragement. — La misère peut faire des esclaves, mais elle ne fait pas des rêveurs.

C'est en s'élevant un peu au-dessus de cet abrutissant dénuement, lorsque ses besoins dépassent la ligne de l'indispensable, que l'homme ressent plus péniblement les privations qu'il endure, et c'est en se comparant avec des gens plus heureux qu'il peut être atteint par l'envie... L'envie n'a jamais été considérée comme une vertu.

Dans l'homme affecté par ce sentiment malheureux, le terrain est préparé pour le socialisme. Cependant pour admettre les ineptes théories qu'on lui présente si souvent, il faut qu'il fasse violence à sa raison, à son expérience de tous les jours. Il est probable que la plupart des hommes enrôlés sous le drapeau rouge ne se sont pas donné la peine de comprendre, ils se sont bornés à apprendre quelques formules pour y incarner leurs sentiments.

La plupart des hommes sont d'ailleurs tellement crédules qu'on leur fait accepter, quand on sait s'y prendre, les croyances les plus absurdes ; qu'on pense au diable, aux sorciers, aux Thugs (dans l'Inde), aux Mormons, à certains sectaires russes qui se mutilent...

On ne saurait donc nier l'effet de la propagande sous toutes ses formes. Les socialistes vantent souvent l'efficacité de celle qu'ils organisent avec un soin extrême... quand ils contestent cet effet, c'est de la pure tactique : on prépare une surprise.

\*  
\* \*

**Le bon socialisme.** — Réhabiliter des noms flétris par l'histoire est un acte moins pernicieux que celui de donner un sens favorable à un mot employé depuis l'origine dans un sens défavorable, surtout lorsqu'on prétend conserver les deux acceptions. On ne peut que troubler ainsi les esprits. Dire qu'il y a un bon et un mauvais socialisme, c'est généralement capituler, c'est faire acte de faiblesse, c'est une manière de justifier ou d'excuser l'inertie qu'on oppose aux agressions des propagateurs de cette doctrine subversive.

Les socialistes déclarent en effet qu'ils tendent à supprimer la propriété individuelle et à organiser la production collective sous la direction de l'État.

Le socialisme n'a aucun rapport avec la charité, chrétienne ou autre. Le socialisme ne professe pas qu'il a la mission de donner, il s'attribue celle de prendre. Il déclare la guerre à ceux qu'il prétend qualifier d'exploiteurs sans qu'il ait jamais pu justifier cette préten-

tion. Ce n'est pas pour donner aux malheureux qu'il s'arme, mais pour enlever aux heureux. Quand il met en avant les souffrances trop réelles de quelques hommes ce n'est qu'un prétexte. Si ce n'était pas un prétexte, il n'aurait pas flétri ou ridiculisé l'épargne, il ne combattrait pas d'autres institutions analogues et surtout le *selfhelp*.

En résumé, ceux qui parlent du bon socialisme savent-ils de quoi ils parlent?

\*  
\* \*

*Paris sous le régime collectiviste.* — Plus de magasins privés. Le boulevard et les autres grandes artères ne seraient plus éclairés la nuit que par les becs de gaz officiels, les consommateurs se fournissant dans de grands magasins publics.

Le dimanche, jour de repos universel, verrait les cafés et les cabarets fermés; ni voiture, ni omnibus, ni chemin de fer ou bateau ne marcheront: on mangera, sur l'herbe, du pain rassis, avec du vin dans les bonnes années, et de l'eau, dans les autres. *Problème*: comment le vin viendra-t-il à Paris?

Le commerce international s'arrêtera faute de confiance, si ce n'est faute des matières nécessaires pour l'alimenter.

Que deviendront la liberté, la fantaisie, la poésie, l'art, la science?.. ces belles choses mourront avec « l'article de Paris », faute d'emploi.

(*A suivre.*)

Maurice BLOCK.



sorte, de la culture de la vigne leur unique souci. « Il est bien permis, dit M. Plauchut, d'en être quelque peu inquiet lorsqu'on sait que les plantations de cotonniers auxquelles tout fut jadis sacrifié en Algérie, n'existent plus qu'à l'état de souvenir, et que le phylloxera, dont la présence en Afrique est indéniable, peut un jour s'y développer et y exercer ses ravages ».

Il serait donc pour le moins aussi sage de planter des arbres que des arbustes ; mais il faudrait renoncer à la taxe. Là est le difficile.

Après avoir parlé des nombreuses écoles françaises qui existaient à Tunis, longtemps avant l'occupation, M. Plauchut ajoute :

« Ce qu'il y a d'admirable en tout ceci, ce qui fait le plus grand honneur aux hommes comme aux femmes d'élite qui ont assumé la lourde tâche d'instruire la jeunesse tunisienne, c'est que, avant le protectorat, aucun de leurs établissements ne recevait de subvention ni de la métropole française, ni du gouvernement local, lequel, du reste, s'est toujours désintéressé de ce qui pouvait être enseigné chez lui ».

Voilà qui devrait donner à réfléchir à nos scolarisateurs officiels. Un plus vaste sujet de réflexion encore, ce serait ce que dit M. Plauchut des confréries musulmanes. Il y a là un point noir qui pourrait bien présager une tempête.

— Avec un zèle à toute épreuve, M. Fouillée discute les questions pédagogiques dans la *Revue des Deux-Mondes*. La livraison du 1<sup>er</sup> novembre traite des *Études morales et sociales au point de vue national*.

« Au point de vue social, la principale cause de notre malaise actuel est l'antinomie d'idées ou de directions soit entre les diverses classes de la société, soit entre les divers partis politiques ; le principal remède est dans tous les enseignements qui ont pour but d'organiser les idées en vue d'une harmonie finale.

« Ce ne sont pas seulement les langues qui sont mortes, mais les idées et les sentiments. Les maîtres eux-mêmes n'ayant pas d'idées, comment les élèves en auraient-ils ?

« Entrons au cours d'histoire, tel qu'il existe trop souvent ; nous assisterons à la même opération de *cramming*, de bourrage, que nous avons déjà trouvée dans les cours de sciences ; l'idéal, ici, c'est la transformation des élèves en phonographes ».

La critique est aisée, mais elle est inutile.

Comment, en effet, éviter le bourrage, étant donné le but fixé à l'enseignement par l'État ? On a essayé diverses réformes, et l'on n'a éprouvé que des mécomptes. « Une seule ressource reste, conclut M. Fouillée : la réforme dans le sens philosophique ; c'est-à-dire la









ajusté les balances de Thémis, car M. F.-A. Hélie reproduit des plaintes analogues dans la *Nouvelle Revue* du 1<sup>er</sup> novembre.

« Les frais de justice sont devenus beaucoup plus lourds depuis un certain nombre d'années. La plainte est générale et bien fondée ». Une des principales causes réside dans le salaire des hommes de loi qui sont intermédiaires entre les juges et les justiciables. M. Hélie propose de réduire les honoraires des avocats et des avoués; d'interdire aux avocats, sous des peines disciplinaires, de recevoir aucun honoraire avant la plaidoirie ou l'issue de l'affaire; de rendre aux avoués le droit de plaider toutes les fois que le justiciable ne jugera pas nécessaire de recourir au ministère d'un avocat, etc.

Il est un peu douteux que ces remèdes guérissent le mal. Le dernier, par exemple, était en usage au temps de Selves, et fait justement l'un des principaux objets de ses critiques.

Si l'on essayait de la liberté? — Y songez-vous? Le peuple souverain est assez intelligent pour élire des législateurs, mais pour choisir un avocat, cela dépasse de beaucoup sa compétence; il faut le protéger contre lui-même.

— La propriété rurale n'est guère mieux organisée — quoique et peut-être parce qu'elle est organisée. — que l'administration judiciaire. « Nous n'avons plus, dit M. Georges Stell, dans la *Nouvelle Revue* du 15 novembre, nous n'avons plus à nous défendre contre l'arbitraire des individus(?); mais il nous faut lutter pied à pied contre l'arbitraire des lois, moins intolérable parce que c'est le niveau commun, mais plus oppressif et plus invincible parce que, exploité comme l'autre au profit d'intérêts privés, il se cache derrière un masque impersonnel ».

Cet arbitraire des lois sur la propriété consiste, entre autres choses, en ce que c'est l'ordonnance de 1667 qui règle encore la marche des plaideurs dans un labyrinthe de formalités inutiles, compliquées de mots obscurs et de frais excessifs; en ce que, depuis dix ans, le nombre des procès en matière de droits immobiliers n'a cessé de croître.

« Les jugements de résolution de vente ont passé de 1.049 en 1876, à 1.133 en 1886; ceux à propos de questions dotales, de 4.884 en 1876, à 7.867 en 1887; ceux au possessoire, qui touchent aux abonnements et à la culture, c'est-à-dire à l'intérêt immédiat des agriculteurs et des fermiers et à la paisible exploitation des terres, varient de 9.000 à 10.000 par an. Que devient le crédit agricole dans ces conditions aléatoires? »

« En ce qui concerne les prêts hypothécaires, pendant la période qui va de 1861 à 1881, il a été clos 25.850 ordres amiables ou judi-







périls : s'il sombre, il ne saurait demander à ses sujets — c'est-à-dire ses ouvriers — de lui aider à combler ses déficits. La question d'argent se présente de part et d'autre dans des conditions absolument différentes, et on conviendra bien qu'ici la question d'argent est la première en importance ».

On doit même ajouter que le parallèle établi n'a aucun fondement. Les trois formes politiques ne sont pas des phases; elles ont existé de tout temps concurremment; rien n'indique que la forme républicaine tende à prévaloir.

Il convient encore d'observer que les phases économiques n'ont pas plus de réalité que les phases politiques. De tout temps il y a eu des esclaves, des salariés et des coopérateurs, et il ne serait pas difficile de démontrer qu'il y en aura toujours.

Le bon sens dit et l'expérience prouve que les coopérations de production ne peuvent vivre que dans des cas exceptionnels, dans les industries et dans les pays où le travail a une plus grande part dans la production que le capital. C'est ainsi qu'elles réussissent mieux aux États-Unis, pays neuf, qu'en Angleterre et en France, comme le prouve M. Wuarin. Et encore, aux États-Unis même, ne prospèrent-elles que dans des industries qui se trouvent dans des conditions particulièrement favorables; telle est celle des tonneliers de Minneapolis qui, située au centre du marché au blé, fournit les barils dans lesquels on transporte cette denrée.

Que ces tonneliers viennent s'établir en France, où ils n'auront pas sous la main les chutes du Mississippi pour force motrice, et à leur porte les marchands de blé pour acheter leurs barils, et l'on verra si leur prospérité continuera, si leur déconfiture ne viendra pas s'ajouter à celles des coopératives qui participent au legs Rampal ou à toute autre subvention.

Les coopérateurs devront donc modérer leurs prétentions. Comme le dit M. Wuarin, « il est impossible au patron de vendre trop cher car il serait vite évincé du marché. Produire à bas prix et avec tout le soin possible est pour lui une loi inébranlable ». Par la même raison, il est impossible au patron de payer les ouvriers trop bon marché, car ils l'auraient vite abandonné. Les ouvriers profitent donc doublement de la concurrence : prix minimum des produits, prix maximum de leur concours. Ce sont eux qui exploitent en réalité les patrons.

---

M. Jules Simon est à coup sûr « médium écrivain », sans le savoir probablement; sa main doit aller toute seule. Quelle fécondité



























En supposant, ce qui est contestable, que ces assertions soient généralement vraies, elles expliqueraient la diminution de la natalité dans les villes, mais non dans les campagnes. Or jamais dans aucun pays ni à aucune époque, la population n'a été entretenue par la natalité citadine, ni en quantité ni en qualité. Comment se fait-il qu'on parle toujours des ouvriers à propos de cette question de la population et jamais des paysans?

Avec plus de raison M. Coste signale « certains règlements qui interdisent aux veuves des ouvriers victimes d'accidents de se remarier, sous peine de perdre leur petite pension alimentaire. » Il y a même bien d'autres veuves pensionnées à qui le mariage est interdit sans la même peine ; ce qui prouve une fois de plus que le nouveau régime a eu soin de conserver bien précieusement toutes les absurdités de l'ancien en les aggravant. Ce n'est pas la suppression de ces règlements qui relèverait beaucoup la population, mais ce serait toujours une injustice de moins.

---

Ne dirons-nous rien de la grande découverte récente — vraiment fin de siècle, celle-là — le vaccin de la phtisie? Le Dr Léon Petit, qui s'occupe spécialement de cette maladie depuis longtemps, n'a pas fait comme tant d'autres de ses célèbres collègues, qui ont fait annoncer à grand bruit leur départ pour Berlin dans les journaux mondains, afin d'attirer l'eau à leur moulin ; le Dr Petit n'a rien dit, mais il est allé, sinon adorer le nouveau-né de la science, du moins le voir, et il raconte ses impressions dans le *Journal d'hygiène* du 25 décembre.

On commence aujourd'hui à revenir de l'engouement de la première heure et à savoir à quoi s'en tenir sur les merveilleux effets de la lymphe mystérieuse, qui paraît à M. Petit être un poison du cœur. Bon moyen de guérir les poumons ! N'insistons pas, ce n'est pas ici le lieu, mais constatons un mouvement de bon augure qui se manifeste parmi les médecins sérieux contre le banquisme des professeurs et des célébrités médicales, plus ou moins bien acquises, qui regardent les malades comme leurs « justiciables ».

« Je ne veux pas faire chorus, dit M. Petit, avec les déçus, qui ayant demandé et espéré l'impossible, s'étonnent de ne pas l'avoir obtenu. Mais je tiens à protester contre l'invasion du reportage dans les hôpitaux. Je trouve odieux qu'on ose narrer les évolutions d'un loup ou les tortures d'un phtisique, comme on ferait d'une première à sensation. Nos salles d'hôpitaux sont transformées en salles de

**spectacle. C'est une honte et une cruauté. L'hôpital devrait être l'asile du recueillage. Les malheureux qu'il abrite sont sous la sauvegarde de la Charité. La Charité commande de faire le silence autour de leur douleur et de ne pas les jeter en pâture à une curiosité malsaine.**

**« Aussi je m'étonne que tous les médecins n'aient pas soigneusement fermé les portes aux indiscrets qui viennent troubler leurs recherches et tourmenter leurs malades ! Faudra-t-il leur rappeler, la loi à la main, que le secret professionnel existe aussi bien à l'hôpital qu'au chevet du riche ? »**

**Combien de fois, hélas ! avons-nous dit la même chose quoique moins bien. Nous sommes heureux de constater que l'idée fait enfin quelques progrès. M. Petit espère que ce scandale scientifico-charlatanesque va cesser, et qu'il se produira dans la Presse une réaction plus certaine que celle de la lymphe berlinoise contre la transformation des hôpitaux en champs d'expérience et en salles de spectacle. Espérons aussi, car il ne dépend que de nous, public, de remettre chacun à sa place.**

**ROUXEL.**

# ARABES ET KABYLES

## L'OCCUPATION DU SAHARA

Nous avons été pendant longtemps maîtres de l'Algérie sans connaître les races qui l'habitent. Bien des fautes commises étaient imputables à cette ignorance. Pourtant ces erreurs ne sont pas encore complètement dissipées.

D'abord pénétrons-nous bien du fait qu'il n'y a qu'une seule espèce d'Arabes, dont la vie est la même sur toute l'étendue du territoire algérien, de la mer au Sahara. Tous se meuvent dans un cercle plus ou moins restreint, suivant la force productive de la terre. Il faut sur le littoral une moyenne de trois hectares pour nourrir un bœuf, tandis que dans le Sahara il en faut vingt et même plus pour nourrir un mouton. Voilà l'idée pratique qui oblige ce peuple à promener ses tentes sur le territoire, comme font du reste les Kirghiz de l'Asie centrale, les Finnois du nord et bien d'autres peuples placés dans une situation analogue.

La fortune de l'Arabe est presque exclusivement en troupeaux qu'il n'élève pas dans le sens vrai de ce mot, mais qu'il conduit à travers l'espace. Bêtes et gens vivent à la grâce de Dieu.

Il y a cependant en Algérie une autre race bien distincte de celle des Arabes ; c'est le Kabyle, indigène du temps des Romains, refoulé par les Arabes dans les montagnes inaccessibles et parlant une langue entièrement différente.

Ce Kabyle n'est pas nomade. il bâtit sa maison, il a le régime municipal que lui ont donné les Romains ; il travaille avec soin et acharnement son petit morceau de terre, il l'entoure, le protège. Il déteste et méprise souverainement l'Arabe, dont il n'a jamais accepté la domination. On trouve les ruines des anciens villages kabyles dans toutes les broussailles et la tradition de la conquête violente des Arabes est restée vivante au milieu de ces peuplades.

Est-il possible de mettre en parallèle la tente de l'Arabe avec la petite propriété, le jardin clos du Kabyle ?

Ces deux races vivent complètement séparées l'une de l'autre par une antipathie profonde.

Lors de la conquête de l'Algérie, ces faits n'ont pas été suffisamment constatés et l'on n'en a pas tenu compte. De là des erreurs graves, des









région qui s'étend entre cette chaîne de montagnes et le Niger, laquelle figure sur nos cartes sous la dénomination, agaçante pour les explorateurs, de *pays inconnus*, ne tarderont pas à nous livrer leurs secrets, à nous dévoiler leurs mystères et à nous montrer d'autres œuvres à accomplir.

Pour cette occupation permanente, à la fois stratégique, commerciale, coloniale et scientifique, le plateau de Tadémayt présente des conditions tellement favorables et inespérées qu'il semble avoir été placé par la nature, précisément dans le but de devenir le noyau d'une grande agglomération destinée à exercer une influence prédominante sur toute l'étendue du continent saharien.

Mais, nous dira-t-on, si la France se décide à une occupation solide du Sahara central, ne seraient-ce pas plutôt les oasis existantes, déjà peuplées, jouissant d'une tradition acquise, représentant une somme d'intérêts considérables constitués, qui devraient servir de base à cette prise de possession ?

Nous pensons que quiconque envisagera la question sous ses différents aspects, en tenant compte de tous les éléments qui la composent, ne tardera pas à se convaincre que la France a tout à gagner à créer sa grande colonie du Sahara central, à côté, à portée, au grand bénéfice des anciennes localités indigènes, mais sans prendre celles-ci pour théâtre de ses opérations, car elle y rencontrerait des barrières qui compliqueraient grandement les difficultés de l'œuvre à accomplir sans présenter aucune compensation appréciable.

Laissons les ksours aux Ksouriens. Une population malheureuse y est amoncelée. Nous avons la mission de l'instruire, de lui enseigner l'art de prospérer et d'utiliser les produits économiques que le sol qu'elle détient, est capable de lui fournir.

A nous le grand espace du pays inoccupé, dans lequel nous pourrions tailler en plein drap et sans être gênés par les droits de possesseurs antérieurs, les périmètres de nos villes, de nos villages et de nos oasis.

Le plateau de Tadémayt se trouve pourvu d'avantages matériels qui rendent toute comparaison de son emplacement avec celui de n'importe quels Ksours que nous pourrions choisir comme siège de notre domination future, écrasante pour ceux-ci et triomphante pour l'opinion que nous défendons.

El-Golea est une misérable ville, tombant en ruine, n'ayant que tout juste l'eau nécessaire pour entretenir quelques maigres jardins menacés d'envahissement par d'énormes dunes, qui ont déjà englouti plusieurs parties de son territoire cultivable. D'ailleurs El-Golea appartient aux Chambet-el-Modhi. Nous ne pourrions nous emparer effectivement de cette localité sans froisser profondément ces utiles auxiliaires. El-Golea



Tademayt, tête et source de l'Oued-Mya, aussi bien que celles du Niger et du Haoussa par le Djebel-Hoghar, dont le Djebel-Tidikeit forme le dernier contrefort oriental.

De plus, le plateau du Tademayt présente l'immense, l'inappréciable avantage sur In-Çalah et les autres localités que nous venons d'énumérer, d'atteindre une altitude assez élevée pour jouir d'un climat tempéré, sain, à l'abri de toute influence paludéenne.

Cette altitude est à plusieurs centaines de mètres. Le pays est frais, boisé, vivifié chaque année par des pluies régulières et jouit du trésor inestimable dans le Sahara, de sources abondantes à fleur de terre, qui ne tarissent jamais.

Cette présence des eaux à la surface du globe est une révélation. C'est manifestement là que la France doit fonder son grand établissement colonial saharien, qui sera son premier acte de réalisation du chemin de fer transsaharien.

Vient ensuite cette considération puissante qu'au Tademayt nous sommes en Algérie, dans un pays qui ne peut être revendiqué par personne; tandis qu'In-Çalah ressort nominalement, sinon effectivement, de l'empire marocain et que son occupation ne pourrait s'accomplir sans une complication politique.

Dans le Tademayt, rien de pareil ne peut gêner notre action. Le pays entier se trouve traversé par le méridien qui passe à peu de distance d'El-Golea, de Laghouat, d'Alger et par l'observatoire de Paris, la longitude zéro.

La totalité de son périmètre est territoire dépendant de l'Algérie. Nous pourrions donc y installer notre colonie sans que qui que se soit, dans le monde, puisse en prendre ombrage.

• •

Nous parlions, tout à l'heure, du chemin de fer trans-saharien. Que d'espérances et de railleries, tout à la fois, n'a pas soulevées ce projet. Cependant depuis que nous avons vu un général russe construire en deux ou trois années de temps un chemin de fer allant des bords de la Caspienne, à travers le désert, jusqu'au cœur de l'Asie centrale (sans parler du Grand-Pacifique qui traverse les États-Unis de l'Atlantique au Pacifique), nous devrions avoir honte de dire que nous serions incapables d'en faire autant en Afrique. Disons plutôt que la ligne ne serait guère productive au début, mais si l'État faisait comme en Amérique et accordait à la Compagnie qui entreprendrait cette affaire, outre la concession de la ligne ferrée, à droite et à gauche de cette ligne dans tout son parcours, deux bandes de terre d'une vingtaine de lieues de largeur, la vente ultérieure de ces terres, à mesure que le pays se peuplerait, indem-







sait infliger un désavantage au commerce anglais pour faire à notre gouverneur général les représentations que voici :

« Chaque fois qu'un *Act* authentique du parlement canadien portant sur cette matière m'arrivera, il est bien probable que je ne pourrai faire autrement que de vous signifier l'assentiment de Sa Majesté à cette législation, malgré les objections qu'une pareille loi soulève dans notre pays ; mais je considère qu'il est de mon devoir, dans l'intérêt de la colonie comme dans celui de la métropole, de vous exprimer le regret que j'éprouve en voyant que l'expérience de l'Angleterre qui a pleinement démontré les mauvais effets du système protecteur et l'avantage qui découle de l'imposition de droits peu élevés sur les produits manufacturés, tant pour les fins du commerce que pour celles du fisc, a été perdue de vue et qu'une loi comme celle-ci a été promulguée ». M. Galt, alors ministre des finances dans le gouvernement conservateur du Canada, répondit à ce demi-désaveu par un mémoire très sérieusement élaboré dont j'extrais, en le traduisant, le passage suivant :

« D'après les expressions employées par Son Excellence, relativement à la ratification de la loi provinciale concernant les douanes, il semblerait qu'elle a entretenu l'idée du désaveu et bien que, heureusement, Sa Majesté n'ait pas été conseillée de frapper cette législation de son *veto*, la question se trouvant toutefois ainsi soulevée, et les conséquences d'une semblable mesure — si elle était jamais adoptée — étant de la plus haute importance, il devient du devoir du gouvernement provincial d'exposer distinctement quels sont, suivant lui, les droits et la situation de la législature canadienne.

« Le respect dû au gouvernement impérial doit toujours motiver le désir que nous avons de le convaincre que la politique de notre pays ne s'élabore ni hâtivement, ni inconsidérément, et qu'il est justement tenu compte des intérêts de la Métropole aussi bien que de ceux de la province. Mais le gouvernement du Canada, agissant au nom de la législature et du peuple, ne peut, malgré la déférence due aux autorités métropolitaines, restreindre en aucune manière le droit qu'a le peuple canadien de déterminer lui-même le mode et la portée de la taxation qu'il veut s'imposer. Le gouvernement provincial est toujours prêt à fournir toutes les explications désirées touchant les actes législatifs auxquels il participe ; mais, sans préjudice de son allégeance à Sa Majesté, il est responsable, envers le parlement colonial, en ce qui touche à toute question de politique générale, de la confiance de ceux dont il tient le droit d'administrer les affaires du pays. Pour ce qui est des impôts, il est si manifestement nécessaire que le gouvernement et le peuple soient d'accord, que le premier ne peut reconnaître d'autre responsabilité que









31. — **Rapport** adressé au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1868 (page 493).

---

**La Création d'un Conseil supérieur du travail. Rapport au Président de la République Française.**

Paris, le 22 janvier 1891.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 4 novembre dernier, la Chambre des députés a inscrit dans le budget de 1861, après mon acceptation, une somme de 25.000 fr. pour la création d'un conseil supérieur du travail.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'exposer à la Chambre, ce conseil supérieur, établi dans des conditions analogues à celles des autres corps consultatifs existant près de mon ministère, sera essentiellement un instrument d'études pour examiner les projets et pour préparer les solutions sur lesquelles le Parlement aura à se prononcer; il est destiné à fournir d'une manière également rapide et sûre les renseignements concernant les questions ouvrières, que l'on n'a pu obtenir jusqu'ici qu'enouvrant des enquêtes longues et coûteuses, enquêtes dont les résultats n'ont pas répondu, la plupart du temps, à l'effort déployé.

Chargé d'apporter au ministre auprès duquel il est placé toutes les lumières dues à la compétence spéciale des membres qui le composent et qui doivent représenter tous les éléments de la production industrielle, il doit demeurer pour les pouvoirs publics un appui indépendant, éclairé et impartial; il ne doit pas être l'organe exclusif des revendications ou des intérêts d'une classe particulière. L'envisager sous ce dernier aspect, ce serait infirmer d'avance toute l'autorité de ses délibérations.

D'autre part, destiné à étudier en toute connaissance de cause les différentes solutions possibles des questions qui lui seront soumises, il importe que ce conseil renferme les porte-paroles les plus autorisés des divers systèmes en présence; il importe également que des représentants des principales industries, et autant que possible des régions variées de la France, y trouvent place.

Pour répondre à ces préoccupations, j'ai pensé que le conseil supérieur du travail pourrait être composé pour un tiers de membres du Parlement et, en général; de personnes particulièrement versées dans les matières économiques et sociales; pour les deux autres tiers, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers. Pour ces derniers, le choix porterait principalement sur des membres des conseils des prud'hommes,

**secrétaires généraux de syndicats, anciens délégués, etc., c'est-à-dire sur des ouvriers déjà désignés par leurs camarades, par conséquent possédant leur confiance et pouvant, à juste titre, faire connaître leurs besoins et apprécier judicieusement les mesures propres à améliorer la situation des travailleurs.**

**Dans ces conditions, j'estime que le conseil supérieur du travail répondrait aux nécessités actuelles et serait un auxiliaire fécond et utile pour mener à bien les projets de réforme que mon ministère a mission d'étudier.**

**Si vous approuvez cette manière de voir, je vous prie, monsieur le Président, de revêtir de votre signature les deux projets de décret ci-joints.**

*Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,*

JULES ROCHE.

**Le Président de la République française,**

**Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,**

**Décrète :**

**Art. 1<sup>er</sup>. — Il est établi près du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et sous sa présidence, un conseil supérieur du travail.**

**Art. 2. — Ce conseil est composé de cinquante membres nommés par décret, sur la proposition du ministre du commerce et de l'industrie; et choisis parmi les membres du Parlement, les industriels, les ouvriers, les membres des chambres syndicales, des associations patronales ou ouvrières, des groupes corporatifs, des conseils de prud'hommes et, d'une manière générale, parmi les hommes spécialement versés dans les questions économiques et sociales.**

**Sont, en outre, membres de droit :**

**Le directeur du commerce intérieur ;**

**Le directeur de l'enseignement technique.**

**Le directeur des chemins de fer au ministère des travaux publics ;**

**Le directeur des routes, de la navigation et des mines au ministère des travaux publics ;**

**Le directeur chargé du service des sociétés de secours mutuels au ministère de l'intérieur ;**

**Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;**

**Le président du conseil municipal de Paris ;**

**Le directeur général des travaux de la ville de Paris ;**

**Le président de la chambre de commerce de Paris ;**

**Le président du tribunal de commerce de Paris.**

**Les vices-présidents et les secrétaires du conseil supérieur seront désignés par le ministre et nommés par arrêté ministériel.**

31. — **Rapport** adressé au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1888 (page 493).

---

**La Création d'un Conseil supérieur du travail. Rapport au Président de la République Française.**

Paris, le 22 janvier 1891.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 4 novembre dernier, la Chambre des députés a inscrit dans le budget de 1861, après mon acceptation, une somme de 25.000 fr. pour la création d'un conseil supérieur du travail.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'exposer à la Chambre, ce conseil supérieur, établi dans des conditions analogues à celles des autres corps consultatifs existant près de mon ministère, sera essentiellement un instrument d'études pour examiner les projets et pour préparer les solutions sur lesquelles le Parlement aura à se prononcer; il est destiné à fournir d'une manière également rapide et sûre les renseignements concernant les questions ouvrières, que l'on n'a pu obtenir jusqu'ici qu'en ouvrant des enquêtes longues et coûteuses, enquêtes dont les résultats n'ont pas répondu, la plupart du temps, à l'effort déployé.

Chargé d'apporter au ministre auprès duquel il est placé toutes les lumières dues à la compétence spéciale des membres qui le composent et qui doivent représenter tous les éléments de la production industrielle, il doit demeurer pour les pouvoirs publics un appui indépendant, éclairé et impartial; il ne doit pas être l'organe exclusif des revendications ou des intérêts d'une classe particulière. L'envisager sous ce dernier aspect, ce serait infirmer d'avance toute l'autorité de ses délibérations.

D'autre part, destiné à étudier en toute connaissance de cause les différentes solutions possibles des questions qui lui seront soumises, il importe que ce conseil renferme les porte-paroles les plus autorisés des divers systèmes en présence; il importe également que des représentants des principales industries, et autant que possible des régions variées de la France, y trouvent place.

Pour répondre à ces préoccupations, j'ai pensé que le conseil supérieur du travail pourrait être composé pour un tiers de membres du Parlement et, en général; de personnes particulièrement versées dans les matières économiques et sociales; pour les deux autres tiers, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers. Pour ces derniers, le choix porterait principalement sur des membres des conseils des prud'hommes,









**Le questionnaire relatif à la réglementation du travail.** — M. Ricard, président, a communiqué à la commission du travail les réponses reçues par cette commission au questionnaire relatif à la réglementation du travail. Ont répondu :

235 syndicats patronaux ; 410 syndicats ouvriers ; 12 syndicats mixtes ; 64 chambres de commerce ; — 32 chambres consultatives et 95 Conseils de prud'hommes.

Sur les 64 réponses des chambres de commerce, 54 sont hostiles à toute réglementation, 1 est hostile aux heures supplémentaires, 1 est favorable à la journée de dix heures avec heures supplémentaires, 1 est favorable à la journée de onze heures avec heures supplémentaires, 7 sont favorables à la journée de douze heures ou au maintien du *statu quo*, 1 n'a pas formulé d'avis précis.

Sur les 32 réponses des chambres consultatives, 25 sont hostiles à toute réglementation, 1 est favorable à la journée de dix heures avec heures supplémentaires, 5 sont favorables à la journée de douze heures avec heures supplémentaires, 1 n'a pas formulé d'avis précis.

Sur les 95 réponses des Conseils de prud'hommes, 55 sont hostiles à toute réglementation, 4 demandent la journée de huit heures sans heures supplémentaires, 2 la journée de huit heures avec heures supplémentaires, 9 la journée de dix heures sans heures supplémentaires, 13 la journée de dix heures avec heures supplémentaires, 3 la journée de onze heures avec heures supplémentaires, 1 est favorable à la journée de douze heures sans heures supplémentaires, etc.

Sur les 235 réponses des syndicats patronaux, 201 sont hostiles à toute réglementation, 2 sont favorables à la journée de huit heures sans heures supplémentaires, 1 est favorable à la journée de dix heures sans heures supplémentaires, 9 sont favorables à la journée de dix heures avec heures supplémentaires, etc.

Sur les 410 réponses des syndicats ouvriers, 38 sont hostiles à toute réglementation, 2 sont favorables à la journée de moins de huit heures sans heures supplémentaires, 186 demandent la journée de huit heures sans heures supplémentaires, 48 la journée de huit heures avec heures supplémentaires, 6 la journée de neuf heures sans heures supplémentaires, 7 la journée de neuf heures avec heures supplémentaires, 43 la journée de dix heures sans heures supplémentaires, etc.

Enfin, sur 12 réponses des syndicats mixtes, 10 sont hostiles à toute réglementation, 1 demande la journée de dix heures, 1 la journée de dix heures avec heures supplémentaires.

---



de 14 à 16 ans que 60 heures par semaine et 10 heures en 24 heures.

Les livrets d'ouvriers doivent être toujours délivrés au père ou au tuteur pour les ouvriers n'ayant pas atteint l'âge de 16 ans ; pour les ouvriers mineurs ayant dépassé cet âge, ils doivent être délivrés au père ou au tuteur s'ils le demandent. Le statut communal décide si le salaire doit être payé directement aux ouvriers mineurs ou à leurs parents ou tuteurs. Les entrepreneurs industriels qui occupent des ouvriers au-dessous de 18 ans sont tenus, dans l'installation de leurs ateliers et dans le règlement de leur exploitation, de prendre toutes les mesures relatives à la santé et à la moralité qu'impose l'âge de ces ouvriers.

En ce qui concerne le travail des femmes dans les fabriques, la commission a adopté la journée maximum de 11 heures pour les ouvrières au-dessus de 46 ans ; la veille du dimanche et des jours de fête, il ne peut être travaillé plus de 10 heures. Est interdit le travail de nuit de 8 heures 1/2 du soir à 5 heures 1/2 du matin ; le samedi, le travail des ouvrières doit cesser à 5 heures 1/2 de l'après-midi. Une heure de repos doit être accordée à midi. Les femmes en couches ne peuvent travailler pendant quatre semaines après leur accouchement et pendant les deux semaines suivantes elles ne peuvent être occupées que si une attestation de médecin le permet. La commission avait adopté en première lecture une journée maximum de 10 heures pour les femmes mariées ; mais ce système a été repoussé en seconde lecture, et le gouvernement ayant déclaré inadmissible la fixation générale de la journée maximum de 10 heures, c'est la journée de 11 heures qui a prévalu.

Des exceptions peuvent être autorisées par l'autorité administrative inférieure en raison d'accumulation extraordinaire de travail ; ces exceptions toutefois ne peuvent dépasser 10 heures du soir en ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit, ni 13 heures de travail quotidien, ni 14 jours consécutifs, ni 40 jours annuellement. L'autorité administrative supérieure peut autoriser des exceptions au-delà de ces 14 et 40 jours, mais elle a à veiller à ce que dans la moyenne de l'année la journée légale soit rétablie.

Autant que la nature de l'exploitation le permet, les sexes doivent être séparés dans les fabriques, à moins que le maintien des bonnes mœurs et de la décence ne soit assuré par l'organisation du travail. Des locaux suffisants, séparés d'après les sexes, pour changer de vêtements et se laver, doivent exister partout où la nature du travail exige un changement de vêtements et un nettoyage après le travail.

Une prescription générale pour la protection des ouvriers porte : « Les entrepreneurs sont tenus d'organiser les locaux de travail, les installations, les machines et ustensiles de telle façon que les ouvriers soient protégés contre tout danger pour la vie ou la santé, autant que la nature



**Une protestation contre le relèvement des tarifs.** M. Ernest Brelay, ancien conseiller général de la Seine, membre de la Société d'économie politique de Paris, a fait ces jours derniers, à Cannes, devant les membres de l'Association amicale des commerçants et du Syndicat des maîtres d'hôtel de cette ville, une conférence « sur le conflit de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

A la suite de cette conférence, la protestation suivante a été adressée au ministre des finances :

Cannes, le 4 février 1891.

A Son Excellence M. le ministre des finances, M. Rouvier, député de l'arrondissement de Grasse.

Monsieur le ministre,

Délégués par l'Association amicale des commerçants et par le Syndicat des maîtres d'hôtel, nous avons l'honneur de venir solliciter votre haute et puissante intervention dans une question qui intéresse par-dessus tout notre ville : la question des tarifs douaniers.

En présence des dangers auxquels le protectionnisme expose les intérêts de notre ville, déjà si éprouvée par la rupture du traité de commerce avec l'Italie, nous croyons devoir joindre nos protestations à celles qui s'élèvent de tous les points de la France.

Ici, plus qu'ailleurs peut-être, se feront durement sentir les conséquences de cette guerre de tarifs dont un avenir prochain nous menace. Cannes est, en effet, un centre important de consommation. Le séjour qu'y font les étrangers pendant l'hiver constitue son unique ressource.

Or, les droits de douane destinés à protéger l'agriculture sont pour nous un supplément d'impôts, qui vient en accroissement de nos charges, déjà fort lourdes, sans aucune compensation. Cette situation souverainement injuste peut à la longue, si l'on n'y prend garde, déterminer un tel renchérissement de tous les produits alimentaires, qu'une partie de notre clientèle finisse par chercher au-delà de la frontière des stations hivernales, où la vie soit moins chère qu'à Cannes.

Tel est le danger dont nous menace la politique protectionniste de la Chambre.

Le dévouement et le talent que vous n'avez cessé d'apporter à la défense de la liberté commerciale nous sont un sûr garant, Monsieur le ministre, de l'intérêt que vous voudrez bien témoigner en faveur de notre cause, qui est en même temps celle de tous les consommateurs.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de notre parfaite considération et de notre respectueux dévouement.

TOUCHE,

*Président du tribunal de commerce.*

V. CONTE,

*Président de l'Association  
des commerçants.*

J. BÉRENGER,  
*Secrétaire.*

SCHMIDT,  
*Président du Syndicat  
des maîtres d'hôtel.*

**La France religieuse. — Paris et la Seine.** — Un décret de septembre 1866 a donné à Paris autant de cures de 1<sup>re</sup> classe que d'arrondissements; les grands travaux alors entrepris ont porté ses églises de 49 à 69; mais, comme il y a cent ans et plus, en dépit du Concordat et de nombreuses tentatives, la discordance est toujours des plus complètes entre la division civile et la division ecclésiastique du département de la Seine et de son chef-lieu.

L'archevêché de Paris comprend :

5 évêchés suffragants : Blois, Chartres, Meaux, Orléans, Versailles.

Pour le seul diocèse de Paris :

Cures, 38 ; succursales, 104 ; vicariats, 7.

Ainsi répartis, pour les vingt arrondissements de Paris :

I. 4	VI. 3	XI. 3	XVI. 4
II. 2	VII. 4	XII. 4	XVII. 4
III. 4	VIII. 3	XIII. 3	XVIII. 4
IV. 6	IX. 4	XIV. 2	XIX. 3
V. 5	X. 3	XV. 2	XX. 2

Pour la banlieue :

Saint-Denis 3 cures, 30 succursales.

Sceaux.... 4 — 35 —

Ce qui donne, en résumé :

1 arrondissement à 6 églises. — 6 arrondissements à 3 églises.

1	—	5	4	—	2
8	—	4			

★  
★ ★

15 d'entre elles sont sous l'invocation de la Vierge ;

4	—	le vocable de S. Pierre ;
3	—	— S. Germain ;
3	—	— S. Louis ;
2	—	— S. Jean-Baptiste ;
2	—	— S. Marcel ;
2	—	— S. Nicolas ;
1	—	l'invocation de la Trinité ;

37 ont des patrons divers, dont 31 masculins.

Enfin, 48 se trouvent sur la rive droite, 21 sur la rive gauche.

∴

L'archevêché de Paris comprend, en outre :

La Chapelle, ou vœu national au Sacré-Cœur ;

Le Chapitre de Saint-Denis ;

Le Séminaire diocésain (dirigé par les Sulpiciens) ;

— des Carmes

Les petits séminaires de Notre-Dame-des-Champs et de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

L'Institut catholique de Paris.

De lui relèvent également les communautés et congrégations, aujourd'hui encore, malgré les fameux décrets de 1880, au nombre de plus de 70, dont 55 de femmes. Dans ce nombre figurent des fondations britanniques classées en 3 groupes, portant chacun le nom d'un des pays du Royaume-Uni. La seule condition qui leur soit imposée est de faire nommer ou agréer leurs directeurs par le ministre des cultes.

∴

Les cultes non catholiques ont à Paris leurs consistoires et un nombre important de temples, églises, chapelles ou synagogues. Plusieurs sont consacrés aux colonies étrangères, qui y retrouvent leurs rites et y pratiquent leurs cérémonies particulières.

∴

Il est aussi curieux que facile de dresser, à côté de ces simples chiffres, la statistique « morale » de Paris et de la Seine : le nombre des baptêmes, celui des mariages à l'Eglise comparé, comme celui des enterrements, aux cérémonies simplement civiles ; ce sera l'objet d'un prochain et non moins court aperçu.

E. R.

---



























Il faut enfin craindre la pente de la logique, particulièrement en France. L'impôt répartiteur, égalisateur, ne l'oublions pas, c'est l'État juge des fonctions, faisant acception des personnes et des classes. Or, où cela nous mènera-t-il ? Pourquoi l'État alors ne réglementerait-il pas les salaires ? Pourquoi ne se rendrait-il pas maître de la rente du sol ou ne s'y ferait-il pas une part léonine selon l'unique règle de ses appétits et suivant l'étendue de ses visées sur la répartition des richesses ? Nous voyons qu'on ne recule pas devant cette conséquence. C'est le principe dont il faut se défier. Voilà pourquoi, si, en fait, l'impôt exerce des répercussions dont on n'est pas toujours maître sur la répartition des richesses, l'impôt répartiteur volontairement pris pour moyen d'agir sur elle par le législateur serait une grosse erreur et un grave danger.

M. R. Stourm commence par définir l'impôt. L'impôt, dit-il, a pour objet exclusif de pourvoir aux dépenses publiques, voilà ce que la science économique enseigne et son enseignement aboutit à des conséquences très pratiques et très efficaces.

Le Parlement vote, en premier lieu, les dépenses publiques ; il détermine, avant toutes choses, le montant des sommes qu'il entend affecter aux services publics.

Admettons provisoirement que ces fixations soient sages, rationnelles, que l'État n'empiète pas sur l'initiative privée ; en un mot, laissons de côté la question des attributions de l'État et l'examen du budget des dépenses. Le vote du budget des recettes n'intervient qu'en second lieu, afin de bien spécifier, conformément à la définition économique donnée ci-dessus, que l'impôt a pour unique destination de pourvoir aux dépenses publiques. Le législateur déclare donc, lui-même, chaque année, par le fait de sa procédure budgétaire, que le droit de prélever une part des fortunes individuelles au profit du Trésor est un droit exorbitant, nécessairement restrictif comme tout droit exorbitant, ne devant jamais, par conséquent, être étendu au-delà de l'objet précis en vue duquel il a été limitativement autorisé. Ce serait, dès lors, un excès de pouvoir étrange que d'organiser le budget des recettes, non pas en vue de l'équilibre du budget des dépenses, mais au gré d'utopies sociales, et de faire servir l'impôt à transporter la fortune de certains citoyens dans la poche d'autres citoyens. Le droit naturel, la justice, la constitution même du pays protestent contre une telle conception de l'impôt.

Maintenant, est-il possible de réaliser exactement la maxime économique formulée au début de la discussion ? N'arrive-t-il pas forcément que toujours, plus ou moins, l'impôt le mieux assis trouble







ou même au milieu des civilisations les plus raffinées, comme on l'a vu à Florence au début de la Renaissance.

Cette idée de faire servir l'impôt à la répartition de la richesse n'est donc pas nouvelle ; dans ces derniers temps les républiques démocratiques ont essayé de lui donner une forme moderne en la dissimulant sous prétexte de récompenser les services rendus par les citoyens ou par leurs *ascendants*, ce qui peut mener loin. C'est ainsi qu'en France nous avons inscrit comme pensionnaires de l'État tous ceux qui, à un titre quelconque, ont pris part aux révolutions de 1830, de 1848, de 1851 et de 1870. Aux États-Unis on inscrit encore chaque année ceux qui ont combattu pendant la guerre de la Sécession et le total des pensions dépasse déjà cent millions.

Si ce n'est pas sous la forme de pensions qu'on répartit la fortune, c'est sous la forme de frais d'école, de bourses d'étude, que l'on élève la situation d'un grand nombre de fils ou de filles d'artisans sans savoir si l'on pourra la maintenir.

M. Léon Say répond à quelques observations des précédents orateurs.

M. Stourm, dit-il, croit que la solution de la question posée réside dans le maintien de la règle budgétaire qui veut que le total de la dépense soit établi en premier lieu. Il ne reste, suivant lui, quand on a fixé la somme que réclame la dépense publique, qu'à faire simplement une distribution équitable des charges entre les citoyens, ce qui paraît aisé. L'impôt foncier fondé sur un bon cadastre, l'impôt sur l'alcool, assis sur le produit achevé et non pas sur une matière première avec rendement légal, constituent des impôts justement établis et qui par leur mise en recouvrement entre les citoyens ne détruisent pas la distribution naturelle de la richesse. Cette solution recule la difficulté, mais ne la résout pas. En déterminant la dépense, on peut commettre l'injustice de distribuer aux uns des subventions dont les fonds sont demandés aux autres. Enfin, pourquoi l'impôt foncier assis sur un bon cadastre serait-il indemne de toute possibilité d'injustice ? Deux terres de même étendue, de même fertilité, de même situation par rapport aux débouchés, sont cultivées par deux hommes d'inégale valeur. Elles sont cotées au même taux et paient le même impôt : un des deux cultivateurs se ruine, l'autre s'enrichit ; que devient la justice appliquée à leur impôt ? Pourquoi celui qui se ruine paie-t-il la même somme que celui qui s'enrichit ?

L'impôt cadastral peut être inégal par rapport au revenu des citoyens et favoriser une culture au détriment d'une autre.

Et quant à l'impôt sur l'alcool, pourquoi prétendre *a priori* que









tant d'ignorance et d'imprévoyance, et qu'il a justement combattu ; mais ces services eux-mêmes ont coûté singulièrement cher. J'en ai dit autrefois mon sentiment dans ce *journal* et je n'en ai pas changé.

M. Thiers n'apercevait rien même du jeu des capitaux et des épargnes dans le champ de l'industrie moderne, dont il ne soupçonnait pas non plus le rôle à notre époque. Il est resté toute sa vie l'homme du passé, de l'armée et des administrations. Ce qu'il a recherché par dessus tout dans le budget pendant son pouvoir, c'est de ramener la France aux pratiques douanières qu'elle redoutait alors, venant de bénéficier démesurément des premières franchises commerciales que lui avaient valu les traités de 1860. Malgré tous ses éloges, M. Cucheval-Clarigny ne comparerait certainement pas, comme financier, M. Thiers à Pitt, à Peel ni à M. Gladstone, non plus, parmi nous, qu'au baron Louis ou à M. de Villèle. Quant à l'Assemblée nationale, c'était une réunion d'hommes très bien intentionnés, quoiqu'elle ait méconnu son mandat, mais d'hommes d'une pleine ignorance. Le budget de 1876, voté avant sa dissolution, consacrait toutefois 150 millions à l'amortissement, affectait 146 millions aux travaux publics, en sus des dépenses d'entretien, et se soldait par un excédent de 98 millions ; il importe de se le rappeler.

M. Amagat évaluait, sans nulle exagération, à 13 milliards les charges que nous ont imposées l'invasion, la révolution et la commune. M. Cucheval-Clarigny ne mentionne que les chiffres de notre indemnité, et pour montrer quelles difficultés nous a imposées le paiement, il reproduit le tableau des valeurs de toute nature qu'il nous a fallu pour cela recueillir dans l'Europe entière. Voici ce tableau :

Billets de la Banque de France.....	125.000.000
Or français.....	273.003.058 10
Argent français.....	239.291.875 75
Numéraire et billets de banque allemands...	105.039.145 18
Thalers .....	2.481.313.725 04
Florins de Francfort.....	235.128.152 79
Marco bancs de Hambourg.....	265.216.990 10
Marks de l'Empire .....	79.072.309 89
Florins de Hollande.....	250.540.821 46
Francs de Belgique.....	295.704.546 40
Livres sterling.....	637.349.832 28
	<hr/>
	4.990.660.453 29

En ajoutant la compensation établie grâce à la cession des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et aussi à une réclamation de la ville de Paris admise par la Prusse, c'est en tout 5.315.788.553 fr. 29, sans parler des

















l'esclavage et du servage, de la condition des femmes, des vieillards, des étrangers. Il termine le volume par une apologie du luxe, et de ses avantages au point de vue du progrès des beaux-arts et de la civilisation en général.

Les rapports de la religion avec la propriété qui forment le sujet du 3<sup>e</sup> volume sont traités d'une manière analogue. M. Félix nous apprend que chez les peuples primitifs la religion conduisait à une sorte de reconnaissance et aussi de destruction de la propriété; on enjoignait d'enterrer ou de brûler avec les morts les objets dont ils s'étaient servis pendant leur vie. Les offrandes et les sacrifices faits aux dieux, ainsi que la dîme des prêtres ont été les premières formes de l'impôt. Après avoir signalé diverses relations de même genre, l'auteur s'étend longuement sur la propriété ecclésiastique, surtout au moyen âge et dans les temps modernes, sur les sécularisations, la cupidité ecclésiastique, les menées des jésuites, l'inquisition, etc. La plupart de ces faits, il faut le dire, sont assez étrangers au développement de la propriété et n'offrent que peu d'intérêt au point de vue économique.

L'institution de la propriété soulève deux grands problèmes, l'un de morale et de droit, l'autre d'économie politique, qui, soit au point de vue théorique, soit au point de vue historique ont donné lieu à de nombreuses controverses. L'auteur semble ignorer ces questions ardues qui ont tant préoccupé les jurisconsultes et les économistes. Il dit dans son premier volume qu'en traitant des rapports de cette institution avec la nature, il ne distinguerait pas entre la propriété et la possession. On ne voit pas qu'il ait fait cette distinction dans les volumes suivants. L'ouvrage d'ailleurs n'est pas terminé; il manque au moins un volume relatif à l'influence des circonstances politiques sur le développement de la propriété. Peut-être l'auteur, en complétant son travail, comblera-t-il les grandes lacunes qu'il a laissées jusqu'ici et comprendra-t-il que l'histoire de la propriété ne saurait consister dans l'accumulation des faits relatifs au progrès général de la civilisation, quelque intéressants qu'ils puissent être ces faits par eux-mêmes.

A. OTT.

---

GEORGE HANSSEN, DIE DREI BEVÖLKERUNGSTUFEN (*Les trois degrés de population*). Munich, 1889, in-8°.

Si nous ne pouvons partager les vues émises dans cet ouvrage, nous devons reconnaître néanmoins qu'il contient des idées originales et sort tout à fait du cadre habituel des livres consacrés à l'exposé des conditions économiques de la société moderne. L'auteur a été inspi-



dans le rang des simples ouvriers. Tel commerçant accumule des richesses parce qu'il a su s'ouvrir de sérieux débouchés; tel industriel invente une machine et profite de la plus grande productivité du travail dont elle est l'instrument. Les grands propriétaires ruraux (en Allemagne, la noblesse) fournissent ainsi par leur excédent les fonctionnaires, les officiers de l'armée; des cultivateurs moyens sortent le clergé et les industriels. Mais cette classe moyenne est absolument instable. Les familles bourgeoises ne se maintiennent que pendant deux ou trois générations au plus. L'intelligence des fils est rarement égale à celle des pères. La famille s'éteint ou ce qui en reste passe dans le troisième degré, dans la classe des ouvriers, des prolétaires. Pour les gens de cette classe, la seule source de revenus est le travail manuel, la force corporelle. Ce revenu naturellement ne peut s'élever à celui que produit l'intelligence ou la fécondité du sol. Cette classe se propage d'ailleurs par elle-même et dans certaines circonstances elle peut donner un excédent, la tribu des vagabonds et des malfaiteurs. En vertu de la loi de Malthus, il y a tendance constante à la production de ces trois classes, la classe rurale qui est seule à l'origine, ne tarde pas à donner naissance aux deux autres; mais le mouvement offre des phases diverses. Il est tantôt ascendant, au moment où les villes se forment, où l'intelligence se déploie, où avec la bourgeoisie, la science et la littérature fleurissent; tantôt descendant, quand la stagnation arrive. L'intérêt essentiel est de maintenir en bon état la classe agricole d'où émanent toutes autres et c'est des atteintes auxquelles elle est exposée de la part des classes moyennes, que vient tout le danger.

Il s'établit, en effet, une lutte entre les classes, et la classe moyenne, la plus intelligente et la plus capable, éprouve presque toujours le besoin de dominer les autres. C'est le commerce extérieur qui lui en fournit les moyens. Quand le commerce international ne se borne plus à l'échange des marchandises fabriquées, mais qu'on tire aussi de l'étranger les produits de la terre, la classe des paysans ne trouve plus ses débouchés naturels et commence à se désorganiser. Cette désorganisation peut être due aussi à d'autres circonstances. En Allemagne, c'est la réception du droit romain qui, en établissant le partage des successions et la division des domaines adaptés à une bonne exploitation, tend à ruiner la classe rurale. Les bourgeois enrichis prêtent d'abord de l'argent aux paysans et inaugurent l'ère des dettes hypothécaires; puis ils achètent des terres, qui leur offrent un placement assuré et introduisent dans l'agriculture les méthodes scientifiques. Ils augmentent ainsi le produit net, mais le produit brut diminue et à la place de la solide classe agricole qui doit faire le fondement de tous les États bien constitués, se forme un prolétariat rural, plus misérable



verait la discussion de tous les problèmes de l'économie politique et de la sociologie. Qu'il me suffise d'appeler l'attention sur les théories de l'auteur relatives au capital et au crédit qui sont directement contraires à tous les enseignements de la science économique. Ajoutons que, pour nous, l'idéal ne saurait consister dans le retour à l'ancien régime, ni dans la division de la société en classes, toujours hostiles et finissant par se faire la guerre, comme on ne le voit que trop aujourd'hui ; mais que nous le voyons dans une démocratie largement ouverte, où la terre et le capital soient accessibles à tous et où la richesse se proportionne au mérite et au travail de chacun.

A. OTT.

---

SOCIALISME COLLECTIVISTE ET SOCIALISME LIBÉRAL, par A. NAQUET, 1 volume ; E. Dentu, éditeur, Paris.

Ce livre est une réfutation très claire des doctrines collectivistes ; aussi est-ce une œuvre de vulgarisation, quoique l'auteur ait conduit d'ailleurs très scientifiquement ses analyses. Et ce n'est pas pourtant une besogne commode que celle d'expliquer Karl Marx ! Si les théories contenues dans l'ouvrage *Das Kapital* sont développées avec méthode, elles sont de plus, longues et très compliquées. M. Naquet s'est pourtant appliqué à les résumer afin de les réfuter, et il est parvenu, malgré des difficultés réelles, à être simple et précis.

Dans son introduction, il a éclairé le lecteur sur la marche qu'il a suivie. « Il ne suffit pas, dit-il aux collectivistes, d'établir que la société « actuelle est mauvaise. Il faudrait qu'ils fissent en outre la preuve « qu'une société meilleure est susceptible d'être établie sur les ruines de « la première, et que cette société nouvelle serait moins grosse d'abus « et d'injustices que celle à laquelle on l'aurait substituée... Il y a donc « lieu, pour quiconque entend ne pas se prononcer à la légère, non « seulement de peser les objections élevées par l'école collectiviste « contre ce que cette école appelle la société capitaliste, mais encore de « rechercher ce qu'il y a de fondé dans ses espérances de réorga- « nisation ».

Ce volume est divisé en quatre parties. Dans la première se trouve l'exposition raisonnée de la doctrine collectiviste et l'étude de la critique par Karl Marx de la société dite capitaliste. La seconde partie est consacrée à la réfutation de l'argumentation critique des collectivistes en général, commentateurs de Karl Marx. La troisième contient la critique de la doctrine elle-même du collectivisme. Enfin, dans la quatrième partie, l'auteur expose ses propres idées sur les réformes à opérer.



Nous ne pouvons entrer ici dans l'analyse détaillée de ce travail très consciencieux de polémique scientifique. L'auteur y prend, un à un, les arguments de l'école socialiste en vogue, et les réfute heureusement au moyen parfois de démonstrations par l'absurde qui intéressent par leur originalité. Ainsi, après avoir démontré que le capital n'est pas, comme le prétend cette école socialiste, centralisé de plus en plus dans un nombre très réduit de caisses, qu'au contraire le capital des grosses entreprises se trouve divisé entre un nombre très grand d'individus, par le moyen des actions et des obligations, il fait le raisonnement suivant : supposons qu'à l'extrême limite le capital soit réuni dans les mains de deux ou trois grands propriétaires ; comme ces propriétaires ne dépenseraient pas pour leur entretien et celui de leur famille, même en admettant des dépenses de luxe très grandes, une somme égale à celle qui serait nécessaire au seul entretien modeste de milliers de petits capitalistes, il s'ensuit que, de ce côté, les frais d'entretien du capital se trouveraient diminués.

Beaucoup d'exemples saillants et décisifs sont contenus dans ce petit volume, et se trouvent être des démonstrations de lecture facile. L'auteur n'a pas manqué de signaler la grosse erreur de Karl Marx qui ne semble guère admettre comme travail que le travail musculaire ; il a fort bien défini, en outre, la fonction du capitaliste dans une société placée sous le régime de la liberté.

Dans la quatrième partie, celle où M. Naquet a exposé ses propres idées, il est resté en partie sur le terrain libéral. Néanmoins, bien qu'il accepte une solution qui lui vient d'un examen scientifique très rigoureux, il ne peut se défendre d'un sentiment de regret et il se déclare socialiste libéral. Ce sont deux mots qu'il est assez difficile d'associer. Ils n'en traduisent pas moins un état d'esprit assez commun aujourd'hui. Nous sommes à une époque de transition où les conditions de développement de la liberté sont loin d'être normales. Certaines conséquences qui résultent de cette situation et qu'on ne manque pas de faire dériver de la liberté elle-même, semblent parfois cruelles. Le sentiment intervient alors pour introduire des palliatifs. Ce que redoute l'auteur, c'est que, la concurrence ayant pour résultat d'abaisser de plus en plus le coût de production, les entrepreneurs ne tiennent plus compte, sous cette influence, de l'hygiène de l'ouvrier, des innovations, etc. Nous croyons bien que M. Naquet trouverait dans l'intérieur de son livre la réfutation de cette erreur. La concurrence, en effet, n'agit pas que sur un point ; elle se manifeste aussi bien à l'égard de l'offre des produits qu'à l'égard de l'offre et de la demande du travail.

Toutes les fois qu'on fait des hypothèses sur le jeu de la loi de l'offre et de la demande, il est très difficile de faire entrer en marche, dans





de production et à ne pas accorder une attention suffisante aux facteurs économiques. C'est un dogme, par exemple, pour beaucoup de théoriciens, que l'application de la science et du capital à une entreprise agricole suffit pour la rendre rémunératrice. C'est la thèse favorite de cette légion de fonctionnaires agricoles : conférenciers, professeurs, journalistes, chimistes, etc., etc., que les gouvernements ont créée depuis quelques années.

Il est pourtant évident que ni la chimie, ni la physiologie, ni la mécanique, fussent-elles soutenues par les trésors de Crésus, ne sauraient résoudre ce problème : vendre *avec bénéfice* douze hectolitres de blé sur un marché qui n'en consomme que dix. Et si, par suite de perfectionnements apportés aux moyens de production, on offre sur ce marché non plus douze, mais treize, quatorze et quinze hectolitres de blé, la situation de l'agriculture ne sera pas améliorée, mais empirée.

Un théoricien sans aucun contact avec la réalité peut accabler les agriculteurs de ses dédains et les traiter d'*ignorants*, de *routiniers*, s'ils n'accomplissent pas l'impossible ; un homme placé en face de la réalité jugera plus sainement.

M. Piret ne pense-t-il pas que les enseignements que lui a fournis l'étude directe des faits, les comparaisons qu'il a pu faire de situations agricoles diverses, que la science enfin qu'il a acquise par lui-même, lui a été au moins aussi utile que la science qu'il a puisée dans les livres, qu'il n'a pas acquise par lui-même, mais qui lui a été tout simplement transmise par d'autres qui, eux, l'avaient acquise directement au contact des faits ?

L'enseignement d'un professeur qui ne sort jamais de son cabinet, court le très grand danger de rester exégétique et littéral.

L'étude des faits, l'observation directe et l'expérience risquent fort de passer au second plan. On fait de l'érudition, on compare des textes, on commente et discute les auteurs. Si l'on a la parole facile et que l'on soit quelque peu bel esprit, on expose, on disserte, on définit, on distingue, on subtilise, on argumente, en un mot on fait de la scolastique, mais on ne fait guère de science.

Si M. Piret, au sortir de l'école, était entré directement dans la carrière professorale (ce qui est le cas pour quatre-vingt-dix-neuf professeurs sur cent) pense-t-il qu'il aurait écrit le *Traité d'économie* que nous examinons en ce moment ?

La plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude des forces motrices. L'auteur résume les études faites sur cette question par quelques savants. Nous avons regretté de ne pas voir mentionnés les récents travaux de Wolff, Müntz, Grandeau, Lavallard, etc., sur cet important sujet.



**L'EXPANSION DE LA FRANCE**, par Louis VIGNON, professeur à l'école coloniale et à l'école des hautes études commerciales. 1 vol. in-12. Guillaumin, édit.

M. Vignon a emprunté à l'historien anglais Mac-Carthy une de ses apostrophes et en a fait l'épigraphe de son livre : « Vous avez des yeux, ouvrez-les. Regardez un peu plus loin que votre arrondissement, votre club, votre coterie, votre village ».

Par là M. Vignon veut dire que les hommes politiques agiraient sagement en ne s'inspirant que des intérêts généraux du pays ; il vise incidemment ceux qui attendent pour choisir une opinion, de connaître la couleur des ministres. Mais M. Vignon ne peut, par cette apostrophe, atteindre ceux qui sincèrement ont fait des objections à certaine politique coloniale, car on peut regarder plus loin que son village et juger peu avantageux certains modes d'expansion. Sur le terrain colonial le débat n'est pas entre amis et adversaires du développement économique de la France. Il faut avouer que, parmi ceux qui ont désapprouvé, beaucoup étaient loin de se désintéresser de la grandeur commerciale de leur pays ; ils pensaient qu'il y avait lieu d'en utiliser autrement et ailleurs les forces.

La question coloniale a une face que ceux qui en traitent négligent de regarder suffisamment. C'est la face administrative. Nous commençons à être très bien renseignés sur les caps, havres, refuges, plaines, montagnes, sur les produits, sur la valeur et la couleur des habitants, sur le passé, le présent et l'avenir probable ou simplement possible de nos colonies, mais nous le sommes moins bien sur le principal obstacle que rencontre la colonisation dans les colonies françaises, à savoir, l'esprit administratif, ses tracasseries, ses minuties, ses lenteurs, etc.

Celui qui fera sauter cette banquise fera plus pour les colonies que tous ceux qui ont écrit jusqu'à ce jour. A quoi bon des colonies si on ne peut les habiter. On ne quitte pas la mère patrie pour aller se faire ennuyer par des règlements et des fonctionnaires, alors que dans la colonie voisine on est plus libre de ses mouvements. La vraie façon de combattre pour les colonies serait donc de combattre ce mal spécial qui les fait végéter. Pour le combattre il faudrait l'étudier avec soin et le bien décrire dans un livre documenté qu'on pourrait intituler : le typhus administratif aux colonies.

M. Vignon, qui est plein d'ardeur et bien placé pour être renseigné, pourrait mener à bien ce travail s'il l'entreprenait.

Le livre qu'il présente au public embrasse un assez grand nombre de questions qui ont trait à l'expansion de la France au dehors ; Politique continentale et coloniale de la France du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle,



un vaste sujet d'étude. Là, en effet, bien des thèses sont sorties des livres, sont passées dans le courant de la vie, ont créé des organismes, et vivent en produisant leurs effets sur les souffrances ou les joies d'hommes en chair et en os. C'est là qu'il faut se transporter pour étudier.

Par contre cette diversité fait le désespoir des juristes. La nature leur paraît trop touffue. Une règle unique, voilà l'idéal. Cette loi universelle sera peut-être mauvaise, elle aura peut-être de funestes effets sur l'activité des citoyens, sur la production et la distribution des richesses; cela les préoccupe peu, on la déclarera sacro-sainte, issue de principes naturels, on en fera l'apologie à l'usage des facultés de droit et des écoles primaires.

Ceux qui, comme M. Lehr, nous font connaître des œuvres législatives bien faites, nous rendent un grand service. M. Lehr a joint à sa traduction une introduction savante sur les sources actuelles de la législation civile en Suisse.

Les codes ne se lisent pas comme des articles de revues, ils sont cependant plus intéressants à lire que des articles de revue pour ceux qui aiment à les lire.

On y trouve d'abord des faits curieux : tel, le droit à un coin dans la maison (*Winkel im Hads*) de l'art. 303 du code de Zurich, celui qui a ce droit peut prétendre pour lui-même à une place répondant à sa situation et à ses besoins (?); mais si ce droit ne lui a pas été accordé en vue d'une famille, il ne lui est pas possible, en se mariant d'y faire participer une nouvelle famille.

A signaler également : la section première du livre quatrième : Les fiançailles (promesse de mariage) (art. 576) par lesquelles un homme et une femme non mariés s'engagent à s'épouser, créent entre eux une relation de famille spéciale (*sic*). Une disposition du titre des successions caractérise bien la valeur de ces fiançailles, c'est l'art. 892 : les enfants de fiancés héritent et sont hérités comme des enfants légitimes.

Dans le livre cinquième (Droits des successions) nous relevons quelques dispositions :

Art. 851. — Dans la succession du père, les fils ont le droit de prendre, par préférence aux filles, les immeubles laissés par le père avec leurs dépendances, à un prix d'estimation réduit.

Art. 852. — Le prix d'estimation réduit se détermine pour les biens ruraux et les établissements industriels en déduisant d'un sixième à un quart (*sic*) de la valeur marchande intégrale, etc.

Art. 853. — Les fils prennent par préférence aux filles, mais sans déduction sur la valeur marchande, les objets mobiliers dépendant du commerce ou de l'industrie du père dont ils ont pris la suite, tels





du congrès international du commerce et de l'industrie, sous la présidence d'honneur de M. Tirard, alors ministre du commerce et président du conseil des ministres, et celle effective de M. Poirrier, sénateur et président de la chambre de commerce de Paris.

Faisaient partie également du bureau : MM. Dietz-Monin, sénateur ; le colonel Laussedat, directeur du conservatoire des Arts-et-Métiers ; Levasseur, membre de l'Institut ; Gustave Roy, ancien président de la chambre de commerce de Paris ; Guillaumin, président du tribunal de commerce de la Seine ; Luzzatti, membre du Parlement italien ; le comte Zamoycki ; Posnanski, commissaire général de la section russe à l'Exposition ; Numa Droz, ancien président de la confédération helvétique ; Mathias Lopez, sénateur, président de la chambre de commerce de Madrid, et nombre d'autres notabilités commerciales et industrielles.

Le congrès fut divisé en trois sections : la première devait s'occuper du *régime économique du commerce et de l'industrie* ; la deuxième de l'*enseignement professionnel* ; la troisième de la *législation commerciale et industrielle*. Chaque section avait constitué son bureau et arrêté l'ordre de ses travaux.

Les questions à discuter, proposées par la commission d'organisation, étaient au nombre de onze, pour l'ensemble des sections. Les principales visaient les tarifs généraux, les tarifs conventionnels, à quelles conditions ils doivent être soumis ; les avantages et les inconvénients des droits spécifiques ou des droits *ad valorem* ; le régime douanier, les syndicats de production, l'enseignement commercial technique, la réglementation internationale du travail ; la législation sur les entrepôts, les docks, les magasins généraux ; la conséquence des institutions économiques de prévoyance, etc., etc...

Comme l'a dit avec raison, à la séance d'ouverture, M. le président Poirrier, les congrès, de nos jours, ont pris une place élevée dans la vie intellectuelle des nations ; ils sont devenus un élément puissant d'étude et de vulgarisation, un des instruments les plus féconds de progrès et de civilisation.

Aussi, les débats présentèrent-ils un réel intérêt au point de vue des améliorations à apporter au régime auquel sont soumises nos transactions au dehors et nos opérations d'échange. Les mesures propres à développer et à perfectionner l'enseignement commercial technique et professionnel ne furent pas non plus passées sous silence, dans ces réunions où des hommes de savoir et d'étude apportèrent le contingent de leurs connaissances. La commission avait invité tous les gouvernements étrangers à se faire représenter, et presque tous avaient envoyé des délégués.



d'appréciation, et que nos Chambres, en particulier, ne s'inspirent de l'esprit qui a présidé à ces assises : tolérance réciproque, entente et solidarité internationales pour l'intérêt de chacun et la prospérité générale.

Il importe, comme l'a fait remarquer M. Carnot en recevant les membres du congrès, « que le Parlement donne moins de place à la politique spéculative pour se consacrer davantage à une politique pratique qui seconde, au point de vue matériel et moral, le développement pacifique de la France ».

Eugène ROCHETIN.

---

CINQ ANNÉES DE SÉJOUR AUX CANARIES, par le D<sup>r</sup> R. VERNEAU. In-8. illustré de 42 gravures, 4 planches et une carte, Paris A. Hennuyer, 1891.

Ce n'est pas sans un sentiment de curiosité que nous avons lu ce volume où il est question des fameuses Iles fortunées, les champs Elysées des anciens. Dans une introduction historique M. Verneau soutient que les Canaries ne sont ni l'Atlantide, ni les Gorgades, ni les Hespérides, ni les champs Elysées des Grecs ; il va même jusqu'à dire que l'Atlantide n'a jamais existé ; mais les raisons invoquées pour nier cette existence nous paraissent bien faibles. — Les Athéniens, qui étaient Atlantes, ignoraient leur propre origine et l'apprirent des Égyptiens, — Il n'y a là rien de bien étonnant. Ce n'est pas chez les Boers qu'il faudrait aller aujourd'hui pour apprendre l'histoire de la Hollande, leur pays d'origine. — La grande profondeur de la mer près des Canaries ne prouve encore rien : pendant qu'une partie de l'Atlantide était submergée, la partie voisine pouvait être émergée d'autant. — A l'époque quaternaire, des blocs de roche ont été transportés sur les glaces flottantes depuis le nord de l'Europe jusque dans cet archipel. — Cela prouverait que l'Atlantide était séparé de l'Europe par un bras de mer, et voilà tout.

Nous restons donc toujours dans l'incertitude sur l'existence de l'Atlantide et sur l'antiquité des Canariens. Ce que nous pouvons dire, c'est que la description que nous fait M. Verneau des caractères physiques et moraux des Guanches, les premiers habitants de l'archipel canarien, nous indique une race de la plus haute antiquité. Quoi qu'il en soit de leur origine, il ne paraît pas que les sauvages des Canaries aient eu à se louer des rapports qu'ils ont eus avec les civilisés européens. « Certes, dit M. Verneau, dans ces rapports, le beau rôle n'a pas été joué par les gens civilisés ». Ce n'est pas la première fois et, d'après les idées grotesques que nous nous faisons de notre supériorité, il est probable que ce ne sera pas la dernière.

Si cependant nous finissions par nous décider à faire descendre nos principes d'égalité des lèvres jusqu'au cœur, nous pourrions avoir avec les Canariens des relations aussi profitables pour nous que pour eux. Car, après avoir donné des renseignements aussi curieux que peu connus sur le sol et les habitants, M. Verneau consacre un chapitre aux productions et au commerce de ce pays et montre que nos exportateurs, en quête de débouchés, pourraient y trouver le placement de beaucoup de leurs produits, pendant que, en échange, ils en rapporteraient des productions du climat qui nous manquent.

« Je ne saurais songer, dit M. Verneau, à énumérer les produits variés que les Canariens achètent en Europe ; il me faudrait citer tous les objets imaginables. Il me suffira de rappeler que les gens vivent et se vêtent à la façon des Européens ; que les campagnards portent toujours des vêtements et emploient un certain nombre d'outils qui ne sont pas fabriqués là-bas, et on comprendra la diversité des denrées commerciales que l'archipel fait venir d'Europe. »

Quant aux produits qu'on en peut tirer ce sont principalement des fruits et des légumes variés. « La traversée jusqu'au Havre se fait en une semaine, et ces produits arriveraient en bon état ; le frêt coûte peu, et ne dépasse guère 30 fr. la tonne. Nous pourrions dans ces conditions trouver à bon compte, à Paris, des bananes, des ananas, des goyaves, des mangues, des figues de Barbarie, etc. »

Il est bon de remarquer que, il y a quelques années, dit M. Verneau, à part le charbon, le commerce était presque tout entier entre les mains des Français ; il tend maintenant à passer complètement entre celles des Allemands et des Anglais.

L'auteur dit que ce changement provient de ce que nous ne possédons pas de musées commerciaux et de ce que le corps consulaire est mal organisé. Mais, « il y a quelques années », nous possédions encore moins de musées commerciaux et les consuls n'étaient pas meilleurs et pourtant « le commerce était presque tout entier entre les mains des Français ». S'il en est sorti, la cause est donc ailleurs, et si nous ne la voyons pas, c'est qu'elle nous éblouit les yeux et nous aveugle.

ROUXEL.

---

---

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

---

INDIGÈNES ET COLONS DEVANT LA FRANCE, par Henry TUBIANA. Br. in-16. Paris, Challamel, 1889.

« Les misères du peuple arabe s'aggravent chaque jour, sans espoir que le régime actuel puisse jamais remédier aux désastres qui nous menacent. Dans la Kabylie surtout, l'augmentation des impôts et la crise qui y règne, compliquent singulièrement la politique algérienne qui consiste à réclamer le refoulement des indigènes, la proscription, les pénalités rigoureuses, les lois d'exception et non l'assimilation à la France. Aujourd'hui tout se réduit à fermer les yeux et à ouvrir la main pour prendre toujours. Le temps est proche où les colères, du peuple arabe éclateront ».

D'après ce début on peut juger du reste de la brochure, qui est une critique continuelle des actes des colons, du gouvernement et de la presse.

---

RENSEIGNEMENTS POUR LE GOUVERNEMENT GLORIEUX SUR DIVERS INTÉRÊTS DE LA POPULATION MUSULMANE EN ALGÉRIE, par *Sid el Mekki ben badis*, br. 8. Constantine 1889.

Après avoir lu l'opuscule précédent et tant d'autres du même genre, je pensais en ouvrant celui-ci que le *gouvernement glorieux* était là par ironie, mais il n'en est rien. Sid el Mekki ben badis fait une apologie presque sans réserve du glorieux gouvernement, de ses bienfaits, de sa générosité, et de la reconnaissance que les musulmans lui en gardent. Il est vrai que l'auteur est chevalier de la Légion d'honneur etc. Si tout le monde était dans le même cas, peut-être personne ne se plaindrait-il.

---

CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS. *Enquête sur le projet de Paris-port-de-mer. Rapport de M. Dupont, président.* Br. 8. Beauvais, A. Schmutz, 1890.

La Chambre de Beauvais considère les intérêts de Paris, de la France, des ports de la Manche et de l'Océan, de la batellerie, et conclut à 1° l'ajournement de la déclaration d'utilité publique de Paris port de mer. 2° Dans le cas où elle serait prononcée, imposer à la société concessionnaire les obligations les plus claires et les plus précises pour que



PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE, par Charles GIDE, 3<sup>e</sup> édition, revue et augmentée (in-12. Paris, Larose et Forcel, 1891).

Nous avons rendu compte en son temps de la première édition de cet ouvrage, parue en 1884. Cette troisième édition est revue (on pourrait même dire refondue tant les changements sont nombreux), et augmentée de plusieurs chapitres d'actualité et d'un appendice sur les *finances publiques* qui manquait à la première édition.

Dans un petit *avant-propos*. M. Gide se justifie de présenter dans chaque question les différents systèmes sans se prononcer d'une façon catégorique en faveur de l'un ou de l'autre. C'est une méthode comme une autre, et même meilleure que plusieurs autres ; mais de ce qu'un auteur exprime catégoriquement son opinion, il ne s'ensuit pas que le lecteur intelligent l'adoptera sans examen et ne se fera pas une opinion ; il aura au contraire un élément de plus à combiner. Mais M. Gide ne s'abstient pas toujours d'exprimer son opinion personnelle. Nous le voyons par exemple, reprocher à l'école économique libérale « le parti pris de justifier l'ordre de choses existant ». Si cela était, ladite école serait en contradiction avec son principe : *laisser faire*, puisque l'ordre de choses existant est fort loin d'être conforme à ce principe. Il est donc plus que probable que l'école libérale ne défend l'ordre existant que contre de prétendus ordres qui seraient moins libéraux. Elle est peut-être dans son tort, mais à coup sûr dans la logique de son rôle.

---

PREMIERS ÉLÉMENTS DE LA SCIENCE DES FINANCES, par Louis COSSA, traduction par HENRI SAINT-MARC (in-16. Paris, Larose et Forcel. 1891).

L'art de « travailler le peuple en finance », comme disait Voltaire, a des prétentions de plus en plus marquées à devenir une science. Cette prétention est-elle justifiée ? Nous n'oserions l'affirmer. Quoi qu'il en soit, les *Premiers éléments*, de M. Louis Cossa, sont exposés avec beaucoup de clarté, et s'ils ne donnent pas la science ils donneront du moins l'art. L'ouvrage est divisé en quatre sections : 1. Notions préliminaires, 2. Dépenses publiques, 3. Recettes publiques, 4. Relations entre les recettes et les dépenses. Un appendice bibliographique de la science des finances très détaillé complète le volume. Nous aurions aimé à trouver dans les Notions préliminaires un chapitre sur l'État et le contribuable. Malgré cette lacune, le livre de M. Cossa sera lu avec fruit par les politiques et les financiers, et nous remercions M. Saint-Marc de nous en avoir donné la traduction.

---



**LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE**, par LÉON MARILLIER (in-12. Paris, Armand Colin et Cie, 1890).

Il y a deux ans, un philanthrope qui a voulu rester inconnu, consacrait une somme respectable à récompenser le meilleur ouvrage ayant pour objet de faire sentir et reconnaître la nécessité d'établir de plus en plus la liberté de conscience dans les institutions et dans les mœurs. Un grand nombre de mémoires (324) furent présentés à ce concours, mais, quoique plusieurs aient été récompensés, il ne paraît pas que la qualité égale la quantité, de sorte que l'on a fini, par où il aurait peut-être fallu commencer, par charger le rapporteur du concours, M. Marillier, de rédiger sous forme d'introduction à son Rapport, un petit traité sur la matière. C'est ce qu'il y a de meilleur dans le volume que nous avons sous les yeux.

Décidément les concours même libres, ne donnent guère de meilleurs résultats que les concours officiels. Le concours Pereire en avait déjà fourni une preuve. Celui-ci la confirme. Il serait facile d'en indiquer les causes, mais c'est inutile : elles sont inhérentes au système.

Puisque le concours est stérile, ne pourrait-on pas essayer autre chose ? Les donateurs ne feraient-ils pas mieux de faire leurs affaires eux-mêmes ? Ne pourraient-ils, par exemple, comme l'a jadis proposé J.-B. Say, récompenser les ouvrages parus, au lieu de récompenser les ouvrages à paraître ? Ceux-ci sont nécessairement de formation artificielle et même superficielle ; ils ont été mal conçus, insuffisamment incubés, tandis que les premiers sont ce qu'il y a de plus intime, de plus vécu dans leurs auteurs.

---

**LE MOUVEMENT COMPARÉ DE LA POPULATION A MARSEILLE, EN FRANCE ET DANS LES ÉTATS D'EUROPE**, par le Dr H. MIREUR (in-8. Paris. G. Masson 1889).

L'accroissement de la population française se ralentit. Au commencement du siècle, le nombre des habitants augmentait de 6.02 pour 1000 par an ; en 1879, cette proportion n'était plus que de 3,34 ; aujourd'hui, elle ne dépasse pas 2,42 ; et si l'on fait la part de l'immigration l'excédent des naissances sur les décès n'est que de 1,65. M. Mireur croit que ce mal est moral bien plus que physique ; et pour en découvrir les causes précises, il étudie le mouvement comparé de la population dans un de ses détails, à Marseille et dans son ensemble, en France et dans les états de l'Europe. Ce volume comprend 5 chapitres : 1. Population, (recensements depuis 1866), 2. Natalité, 3. Nuptialité, 4. Mortalité, 5. Natalité et mortalité comparées. Grande abondance de statistiques ; celles de Marseille sont particulièrement intéressantes et peu connues.

ROUXEL

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — La dénonciation des traités de commerce et l'exemption de la matière première de l'industrie de la soie. Les fabricants de soieries protégés malgré eux. — Les résolutions de la Société des agriculteurs de France. L'égalité en matière de protection. Nécessité de protéger le travail national des ouvriers. — Les compagnies de colonisation. — Le conseil supérieur du travail. — La loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures. — Le rétablissement de la protection en France, apprécié à l'étranger. Comment la Belgique se propose d'y remédier. — La protection de l'argent aux États-Unis et ses conséquences. — *Le Monde économique*, décidément libre-échangiste. — Nécrologie. Otto Michaëlis.

La Chambre des députés et la commission des douanes paraissent revenir à des sentiments de modération relative en matière de protection. La Chambre a refusé de faire la raffe complète des traités de commerce que lui demandait un protectionniste intransigeant, M. Bourgeois; elle a consenti à se contenter de la dénonciation de ceux qui contiennent des stipulations douanières; la commission des douanes, de son côté, a repoussé à la majorité de 22 voix contre 16 l'établissement d'un droit sur les soies grèges. En revanche elle a voté un droit sur les soieries, bien que M. Aynard eût refusé, au nom de ses commettants, ce présent des Artaxerxès protectionnistes :

« Mes commettants, a-t-il dit en substance, ne sont ni des héros ni des philosophes; ce sont des gens pratiques et d'honnêtes gens. Leur honnêteté leur défend de demander des sacrifices inutiles au consommateur; leur intérêt leur conseille de ne pas exaspérer à plaisir l'étranger. Ils ont, en effet, toujours été partisans des traités de commerce; ils le sont encore. Si, un jour prochain, la France qui les dénonce aujourd'hui désire en conclure de nouveaux, ils souhaitent qu'elle garde quelque chose à leur offrir en échange de ce qu'elle leur demandera. Voici, par exemple, la Suisse : vous venez de frapper la plupart des produits qu'elle nous fournit. Restent les tissus de soie : elle nous en vend, bon an mal an, pour une vingtaine de millions; souffrez qu'ils continuent à entrer librement et nous laissez la porte ouverte à un arrangement ultérieur. Ce n'est pas tout, et l'intérêt de Lyon apparaît à un autre point de vue. Il entre en France pour 60 millions de soie étrangère : 15 millions de tissus grossiers de Chine et du Japon qui viennent se faire transformer à Lyon, qui, par conséquent, sont un bénéfice pour



Cocons frais.....	fr.	0.40	le kil.
— secs.....		1.20	—
Soies grèges.....		5.00	—
— moulinées.....		6.00	—

Voici une seconde résolution qu'elle a adoptée à l'unanimité dans sa dernière séance, concernant la généralité des matières premières :

En ce qui concerne les matières improprement appelées « matières premières », considérant que la production de ces matières exige, comme toute autre production, des capitaux, du travail et de l'intelligence ; considérant que les objets qu'elles servent à fabriquer jouissent déjà ou jouiront, d'après le tarif élaboré par la commission des douanes, d'une protection douanière énergique ; considérant qu'il importe de rétablir sur ce point comme sur tous les autres, et conformément aux constantes revendications de la Société des agriculteurs de France, l'égalité de traitement entre l'agriculture et l'industrie ; considérant que, pour éviter de compromettre, par le relèvement des droits sur les matières premières, les intérêts de l'exportation, la Société des agriculteurs de France a déclaré d'avance adhérer à tout système qui serait accepté par le gouvernement et par l'industrie pour assurer à celle-ci le remboursement, à la sortie du produit fabriqué, le droit de douane acquitté à l'entrée de la matière première.

La Société des agriculteurs de France insiste pour que les laines, les peaux, les soies, les lins, les chanvres et toutes les autres matières dites « premières » soient inscrites au tarif général des douanes et frappées des droits proposés par la Société dans le projet de tarif qu'elle a voté et transmis, en juillet 1890, aux pouvoirs publics.

Franchement, nous ne pouvons donner tort à la Société des agriculteurs, lorsqu'elle réclame l'égalité dans la protection ; seulement, nous lui ferons remarquer, — et nous appelons aussi sur ce point l'attention particulière du nouveau Conseil supérieur du travail, — qu'il y a une matière première et même la plus importante de toutes, qui n'a reçu jusqu'à présent aucune part des bienfaits de la protection, c'est le travail. Tandis que les travailleurs qui alimentent toutes les branches de la production, à l'exception de la médecine, du barreau et des autres professions dites libérales, sont obligés de fournir leur travail au prix du libre-échange, ils achètent les produits agricoles et industriels au prix de la protection : personne n'ignore que la France est envahie par des centaines de milliers d'ouvriers belges, italiens, allemands, suisses, qui viennent faire aux ouvriers français une concurrence inégale, — inégale, disons-nous,

car les travailleurs sont produits en Belgique, en Italie, en Allemagne et en Suisse, à meilleur marché qu'ils ne peuvent l'être en France, où l'élévation des impôts, sans parler des droits protecteurs de l'agriculture et de l'industrie en renchérissent chaque jour davantage la production. Il serait donc juste et raisonnable d'établir sur les ouvriers étrangers un droit équivalent à la moyenne du tarif qui va grever prochainement les matières premières et les produits fabriqués, soit, autant que nous en pouvons juger d'après les chiffres déjà votés par la commission des douanes, un droit de 30 à 40 0/0 environ. La perception de ce droit ne présenterait d'ailleurs aucune difficulté. Il suffirait de soumettre chaque entrepreneur, agriculteur ou industriel, employant des ouvriers étrangers, à l'obligation de verser au fisc le montant des droits, en sus du salaire. Alors les classes ouvrières qui vivent de salaires seraient protégées à l'égal des entrepreneurs qui vivent de profits et des propriétaires qui vivent de rentes. La protection dite du « travail national » deviendrait une vérité, au lieu d'être un mensonge et un leurre pour l'immense majorité des travailleurs. Ce serait complet.

\*  
\* \*

On trouvera au Bulletin le texte du projet de loi relatif aux compagnies de colonisation, qui a été soumis au Conseil supérieur des colonies.

Nous applaudirions volontiers à cet appel fait à l'esprit d'association, si les compagnies qu'il s'agit d'instituer demeuraient soumises au droit commun. Mais, au moment où nous sommes, le droit commun a cessé décidément d'être compris dans le « bloc » de progrès que la révolution nous a légués, au dire de M. Clémenceau. Les compagnies de colonisation pourront être investies des privilèges exclusifs d'exploitation et de commerce qui étaient conférés à leurs devancières de l'ancien régime, et qui avaient provoqué leur abolition. Cela n'empêchera pas les révolutionnaires de continuer à célébrer les libertés conquises par la révolution et à la glorifier d'avoir aboli les privilèges de l'ancien régime.

\*  
\* \*

On trouvera aussi au Bulletin le texte du décret instituant un « Conseil supérieur du travail ». Dans le Rapport qui précède le décret, nous lisons que le Conseil « est destiné à fournir d'une manière également rapide et sûre les renseignements concernant les questions ouvrières, que l'on n'a pu obtenir jusqu'ici qu'en ouvrant des enquêtes longues et coûteuses, enquêtes dont les résultats n'ont

pas répondu, la plupart du temps, à l'effort déployé ». Nous souhaitons que le Conseil supérieur du travail réponde à l'effort déployé pour le fonder, et nous nous plaisons à espérer sans trop y compter, que ses enquêtes ressembleront à celle du « Conseil inférieur du travail », que Bastiat a si agréablement résumée dans ses *Sophismes économiques*.

\*  
\* \*

La Chambre des députés a voté une nouvelle loi destinée à limiter l'abus du travail des enfants et des femmes dans les manufactures. Les lois de ce genre n'ont malheureusement qu'une efficacité restreinte, et nous doutons que la réglementation tutélaire de l'État, en ce qui concerne l'exploitation du travail des individus mineurs, remédie sensiblement aux vices de la tutelle des pères de famille.

\*  
\* \*

Le rétablissement du régime protectionniste a causé naturellement une vive émotion dans tous les foyers de l'industrie étrangère, qui exportent en France une portion plus ou moins considérable de leurs produits. En Belgique surtout, où l'exportation en France s'est élevée en 1888 à 342 millions de francs contre une importation de 289 millions, on se préoccupe non sans une certaine anxiété du resserrement de cet important débouché, et on est à la recherche des moyens d'y suppléer. Nous sommes charmé de constater que c'est plutôt à une extension de la liberté commerciale qu'à un retour à la protection que l'opinion incline à demander une compensation à la diminution probable de l'exportation vers la France. Nous trouvons à cet égard quelques indications intéressantes dans un débat qui a eu lieu dernièrement à la Chambre des représentants. Dans un discours relatif à la question douanière, M. Verwilghen, après avoir passé en revue les augmentations de droits votées par la Commission des douanes, a déclaré qu'à son avis le tarif belge devait être révisé de manière à abaisser ou à supprimer les droits qui grèvent les articles qui font concurrence aux produits français, sur les autres marchés, sauf à compenser la perte que le Trésor pourra faire de ce chef en exhaussant les droits sur les articles de luxe, tels que les vins, les soieries, les articles-Paris, etc. Dans sa réponse, le chef du cabinet, M. Beernaert, sans se prononcer toutefois d'une manière explicite sur ces relèvements de droits, s'est montré résolu à maintenir la politique libérale grâce à laquelle le commerce extérieur de la Belgique a décuplé depuis un demi-siècle.

Nous reproduisons les extraits les plus significatifs du discours de M. Verwilghen et de la réponse de M. Beernaert.



échange, en supprimant tout droit sur les fils de laine et sur les bois étrangers ; en abolissant les taxes, sinon sur tous les fils de coton, au moins sur ceux qui mesurent plus de 33.000 mètres par demi-kilogramme ; en accordant la libre entrée, sinon à tous les bois, au moins aux bois en grume, et en réduisant de moitié toutes les taxes sur les bois sciés ; en réformant enfin la détestable législation imposée en 1884 aux tabacs indigènes et étrangers (*Marques d'approbation.*)

On m'objectera sans doute les intérêts du trésor public, qui ne peut s'accommoder de la suppression de tant de millions de recettes. Mais, au point de vue fiscal, il y a lieu de chercher des compensations de façon que les 30 millions actuellement fournis par les douanes ne soient pas trop entamés. Tous les articles de luxe, que l'étranger vend aux classes supérieures, à la haute et à la moyenne bourgeoisie, devraient être beaucoup plus fortement imposés à l'entrée : tels sont, pour n'en citer que quelques-uns, les vins, les soieries, les tissus, passementeries et rubans de laine, les poteries, verres et cristaux, les articles dits de Paris, tabletterie, broserie, bimbéloterie, lorgnettes, éventails et boutons, la bijouterie, l'horlogerie, les vêtements confectionnés et pièces de lingerie cousues, les ouvrages en peau ou en cuir, les modes et fleurs artificielles, les meubles et ouvrages en bois, le carton, les livres et gravures, les eaux-de-vie et liqueurs, la parfumerie, etc.

Rien de plus aisé et de plus économique, me semble-t-il, que de faire produire par ces divers articles du tarif les ressources qui seraient perdues par la suppression ou la réduction des droits sur les fils de laine et de coton, sur les bois et sur les tabacs.

M. BEERNAERT, ministre des finances.

Nous devons constater, à regret, les tendances de plus en plus protectionnistes, ou pour mieux dire prohibitives, qui règnent presque partout en Europe aussi bien qu'en Amérique. Il semblerait, comme on le disait hier, que, sur le terrain de l'industrie, chaque pays voudrait, en quelque sorte, s'entourer d'un mur de la Chine : chaque jour, on invente quelque engin, quelque formule nouvelle de protection.

Cependant, — et l'honorable M. Verwilghen le faisait remarquer avec raison, — quand on étudie les faits et les chiffres, on constate qu'ils ne sont satisfaisants que pour ceux des pays industriels qui ont eu le courage de se tenir fermement sur le terrain de la liberté commerciale.

Quatre pays seulement, en Europe, y sont demeurés fidèles : ce sont l'Angleterre, les Pays-Bas, la Suisse et nous-mêmes.

Or, Messieurs, si l'on consulte les statistiques, on constate que, de ces quatre pays, le moins favorisé au point de vue de l'activité commerciale et industrielle fait cependant, relativement au chiffre de sa popu-









*économique* dont le programme nous avait paru un peu trop opportuniste, se montre un adversaire résolu du protectionnisme. Dans un article intitulé. « Le protectionnisme et la moralité publique » il fait ressortir toute l'iniquité de ce système qui appauvrit les pauvres pour enrichir les riches.

Nous tenons pour évident que toute mesure de protection est inique, parce qu'elle a pour but d'enrichir un petit nombre d'individus aux dépens de tous les autres. En frappant le blé ou la viande à leur entrée en France, on dispense les agriculteurs de perfectionner leurs procédés de culture, mais on oblige les consommateurs à payer plus cher leurs aliments. On prend donc dans les poches de tous le profit que l'on assure à quelques-uns. Il n'y a pas de raisonnement qui permet de soutenir qu'un pareil acte n'est pas injuste.

Or, s'il en est ainsi pour toute mesure douanière restrictive, que penser quand les revendications protectionnistes s'élèvent jusqu'au degré d'âpreté qu'elles atteignent?

Tant qu'ils ont pas été les maîtres, les Protectionnistes ont seulement prié qu'on les laissât vivre. Ils ne pouvaient, disaient-ils, subsister par leurs propres forces : il fallait qu'on les secourût ! La France n'avait-elle pas avantage à renfermer en elle le cycle complet de la production, à n'être, pour ses approvisionnements, tributaire d'aucune nation. Si le sacrifice était lourd, du moins le patriotisme l'imposait !

Que voyons-nous aujourd'hui ? Le même parti, se croyant sûr de la majorité, perd toute retenue. A la prière succède la menace, bientôt suivie d'exécution. Il ne s'agit plus de vivre aux dépens des autres : il s'agit de supprimer les autres, de se débarrasser de leur concurrence, de prendre en un mot, et ce mot a été dit, *la revanche de 1860*. Comme si l'inauguration du régime de 1860 n'avait pas marqué la fin d'une ère inique d'exploitation de la masse des consommateurs par certains industriels, comme si, en proclamant la liberté commerciale, le gouvernement d'alors n'avait pas sanctionné une conséquence nécessaire des deux principes (liberté du travail et de la propriété) qui résument à l'heure actuelle nos idées de droit !

Déjà déplorable en elle-même, la réaction protectionniste sert encore d'occasion, de prétexte, à des luttes intestines où le plus fort égorge le plus faible. Telles les guerres civiles favorisant les vengeances privées !

Nous demandons quel peut-être, sur la moralité publique, l'effet d'un pareil spectacle.

Est-il admissible que l'État, se faisant distributeur des fortunes enrichisse les uns au prix de la fortune des autres ? Songe-t-on qu'à côté des entrepreneurs et capitalistes enrichis ou ruinés, des milliers d'ou-

vriers seront, ici, plongés dans la misère, là témoins, et peut-être co-participants, d'une prospérité soudaine et injuste ? Ils en conclurent qu'avec l'aide de l'État l'on peut tout, que tout ce qu'il décrète est légitime ; qu'il lui est facile et licite de procurer le bien-être à ses élus en puisant au besoin dans la bourse des autres, et, arguant de leur nombre, de leurs besoins, de leur situation précaire, ils demanderont à être ces élus. C'est la voie ouverte, au socialisme d'Etat d'abord, au socialisme sans épithète ensuite. L'habitude de tarifs douaniers modérés a pu cacher à beaucoup cette vérité depuis trente ans : elle éclate aujourd'hui en plein jour. Les socialistes ne s'y sont jamais trompés. Toujours, ils ont signalé la protection comme une application partielle, (injuste parce qu'elle se fait au profit des riches), de leur propre théorie.

Paul BEAUREGARD.

\* \*

On nous annonce la mort d'un des plus fidèles et des plus énergiques champions de la liberté commerciale en Allemagne, M. Otto Michaëlis. Né en 1826, à Lubbeke, il débuta en 1881 comme collaborateur de la *Gazette Nationale* de Berlin. Nommé député en 1861, il alla siéger à gauche ; en 1862, il fonda avec ses amis du petit groupe libre-échangiste, John Prince Smith et Julius Faucher, la *Viertel jahrschrift für Volks-Wirthschaft*, où il publia d'excellentes études sur les questions économiques à l'ordre du jour. De 1867 à 1879 il fut l'un des trois directeurs de la chancellerie de M. Delbruck. La réaction protectionniste de 1879 détermina sa mise à la retraite. Otto Michaëlis est un des rares économistes allemands qui n'aient point déserté la cause de la liberté économique pour s'embourber dans le socialisme d'État. C'est le plus bel hommage qu'on puisse rendre à sa mémoire.

G. de M.

Paris, 14 février 1891.

---

*Journal et correspondance du major E. M. Barttelot*, commandant l'arrière-colonne dans l'expédition Stanley, à la recherche et au secours d'Emin Pacha, publié par son frère W. G. BARTTELOT. L'ouvrage qui vient de paraître sous ce titre, en réponse au livre de Stanley, éclaire d'un jour nouveau certains épisodes très graves du voyage fait à la recherche et au secours d'Emin Pacha. Il met en scène sous une forme dont la vérité, la minutieuse exactitude paraissent incontestables, les pathétiques aventures de la colonne laissée en arrière par Stanley avec les chargements et les malades, pendant quatorze mois, sans porteurs, sans provisions suffisantes, puis l'assassinat du major Barttelot, dont la mémoire a été vivement attaquée par Stanley dans son célèbre récit.

Un vol. in-18 avec cartes. E. Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, éditeurs.

\* \*

*La politique française en Tunisie le protectorat et ses origines, 1854-1891*, par P. H. X. — La Tunisie est aujourd'hui à la mode. Mais on ignore généralement les origines, la conduite et les résultats de cette acquisition coloniale. Le bel ouvrage qui paraît à la librairie Plon, sous le titre : *la Politique française en Tunisie, le protectorat et ses origines, 1854-1891*, peut être considéré comme l'histoire définitive d'une conquête qui ne peut plus être discutée. Un vol. in-8°. (Chez tous les libraires.)

\* \*

Vient de paraître la première livraison du second volume du *Nouveau Dictionnaire d'économie politique* (la dixième de l'ouvrage).

Principaux articles contenus dans la dixième livraison : Impôt. Impôt foncier. Incidence de l'impôt. Individualisme. Industrie. Inscription maritime. Intérêt. Irrigation. Jachère. Jeu et loterie. Laiterie et Fruitières. Law.

---

*Le Gérant* : P. GUILLAUMIN.



giné pour refuser à l'économie politique toute espèce de principe, de loi, de règle générale. Il fallait bien venger l'économie politique de ces attaques injustifiables, montrer qu'elle procède partout par l'observation des faits — qui est la méthode universelle, commune à toutes les sciences, etc. Voilà donc une première question qui vient à la traverse — la question de la méthode. Et elle est trop importante pour qu'on puisse la laisser de côté.

Mais nous ne sommes pas au bout. Dans un système, si faux et si décousu qu'il soit, il'y a presque toujours quelques corrélations logiques ou quelques liens de famille qui rattachent les erreurs secondaires à une erreur primordiale, comme des enfants à leur mère. Et souvent une discussion se trouvera entravée par l'apparition imprévue de quelque erreur de ce genre qu'on ne pourra s'expliquer qu'en remontant jusqu'au principe faux qui en est l'origine. C'est ce qui m'est arrivé. Ainsi, dans le chapitre que j'ai dit, Marx (qui fait naître le capital des profits commerciaux) se lance dans un long et violent réquisitoire contre le *commerce*, — qu'il dénonce comme un métier de voleurs. Et quand on cherche ce qui peut motiver ces étranges récriminations, on découvre qu'elles ne s'appuient que sur une détestable définition de la *valeur*. — définition dont Marx a fait la base fondamentale de sa doctrine. J'ai donc été obligé, pour faire justice de cette grosse erreur, de traiter un peu à fond la question de la valeur : — car évidemment toute discussion économique est impossible, du moment qu'on ne s'entend pas sur cette notion fondamentale de la valeur.

Ainsi, voilà deux questions de la plus haute importance, — celle de la *méthode* et celle de la *valeur* — que j'ai été obligé de souder à la question critique du paradoxe historique. J'ai rejeté à la fin de l'article la discussion de la valeur. Mais cela n'en fait pas moins trois tronçons, — et pour dire la vérité — trois sujets assez distincts pour faire l'objet de trois études à part. C'est donc un travail assez mal fait (j'en conviens humblement) que je présente aux lecteurs du Journal. Je les avertis qu'ils peuvent, sans scrupule, laisser de côté une bonne moitié de cet article. Si quelques vieux amis ont néanmoins le courage de le parcourir, ils y rencontreront peut-être, à travers beaucoup de banalités, quelques aperçus ou plutôt quelques germes d'idées qu'on pourrait utiliser. Maintenant que j'ai fait ma confession, j'entre en matière.

## I

On sait que le chef de l'école collectiviste n'a fait, en somme, que reprendre pour son propre compte (en y joignant une définition de





pour l'usage réglée. On ne peut, dit-il, assimiler que des faits exactement semblables : et cette identité parfaite est un cas exceptionnel. Or, mais on peut se mouvoir s'approcher et comparer les faits inégaux et cette comparaison qui fait reconnaître les côtés semblables nous conduit nécessairement à découvrir la loi de série commune qui régit les faits. Le socialisme reproche aux sciences économiques de ne pas s'appuyer sur l'absolue certitude. Mais cette certitude n'est pas au pouvoir humain, et toutes nos connaissances ont bien forcées de se contenter de cette certitude approximative qui résulte d'un ensemble considérable de probabilités. Il y a même toute une branche de la science mathématique, — le calcul des probabilités — qui donne la mesure exacte du degré d'approximation qu'on peut obtenir. Approximation qui, bien souvent, équivaut normalement à la certitude même.

C'est ainsi que la répétition constante de certains phénomènes naturels dont nous ignorons les causes suffit pour nous en garantir le retour habituel : par exemple personne ne doute que le soleil se lèvera demain et sera infailliblement, parce que l'épreuve de la réapparition du soleil a été faite les millions de fois.

---

En principe général, dans toutes nos connaissances (les mathématiques exceptées, ce qu'on appelle le vrai — le vrai humain — n'est que l'explication la plus vraisemblable et la certitude humaine n'est que le dernier degré de la probabilité. Le socialisme sait cela comme tout le monde : et quand il faut même l'exiger de l'économie politique la certitude absolue, c'est tout simplement un prétexte qu'il cherche pour repousser comme insuffisant tout procédé rationnel de recherche et de vérification : sa prétendue méthode scientifique et le dernier mot de son système est le pyrrhonisme universel.

Nous voyons ainsi s'affirmer dès le début le caractère négatif du système socialiste. C'est précisément cette impuissance qui le rend si hostile à toute doctrine qui formule nettement ses principes et ses conséquences.

### III

Après ce que nous venons de dire, est-ce vraiment bien la peine de *démontrer directement* que l'économie politique est en possession de principes rationnels et de lois positives ? Voyons pourtant.

On verra bien remarquer, d'abord, qu'il y a dans la science économique une partie très importante *absolument spéculative* qui



que pour toutes. Et il n'est loisible à personne de refuser, au gré de ses sympathies ou de ses antipathies particulières, à telle ou telle science le bénéfice de cette méthode. C'est donc vainement que le socialisme prétendrait restreindre à l'économie politique la condamnation qu'il porte contre sa méthode. Il ne peut la proscrire chez cette science qu'en la proscrivant, du même coup, dans toute la série des sciences naturelles. Ce n'est pas la science économique seulement qu'il nie, c'est la *science humaine* toute entière.

Nous avons constaté l'absolue nullité de la prétendue méthode historique. Nous allons voir maintenant si l'essai d'application qu'en a fait Karl Marx modifiera la mauvaise impression que nous a laissée son système.

#### IV

- Voici le passage en question :

« La circulation des marchandises est le point de départ du capital... De la création du commerce universel et du marché universel dans le xvi<sup>e</sup> siècle, date la moderne histoire du capital ».

Il y a là à peu près autant d'erreurs que de mots.

Et d'abord une observation dont tout le monde comprendra l'importance. Marx qui fait un livre pour ou contre le capital n'a jamais dit ce qu'il entendait par ce mot. Cela n'est ni scientifique ni loyal. Le mot de capital est malheureusement un nid d'équivoques. Il a 3 à 4 sens qu'on peut à la rigueur réduire à deux. Dans le langage vulgaire il signifie vaguement un certain ensemble de richesses ; on dit du capital, des capitaux, on le confond souvent avec la monnaie. Dans son grand et son vrai sens économique, le capital désigne l'instrument de la production, c'est-à-dire une invention, un produit idéal de l'invention humaine auquel la richesse d'épargne a su donner un corps et des organes matériels. Le CAPITAL, c'est la machine, c'est l'usine, la fabrique en pleine activité de ses fonctions productives.

Ce dernier sens (instrument de la production) n'est pas seulement le vrai sens économique du mot de capital. C'est le seul et unique sens que Marx devait lui donner. L'objet unique de son étude est en effet l'instrument de production et le but final du collectivisme, est de remettre aux mains de l'ouvrier — non pas tous les capitaux, les richesses créées — mais tous les instruments producteurs et créateurs de richesses. Mais s'il avait dit cela dès le début, tout son laborieux échafaudage de sophismes tombait en poussière. En se maintenant au contraire dans l'équivoque, il s'est donné le plaisir







nomique qu'ils se tiendront imperturbablement. Nous ne connaissons qu'un procédé rationnel et correct de discussion, c'est d'admettre la sincérité absolue des erreurs que nous combattons. Telle est la ligne de franc jeu que nous suivrons dans notre polémique avec le collectivisme.

Mais comme nous n'entendons pas que cette convention nous oblige à accepter pour argent comptant l'équivoque et les faux-fuyants dont il essaierait de nous leurrer, nous croyons devoir, dès à présent, lui déclarer que nous conservons des doutes sur sa franchise vis-à-vis du public et vis-à-vis de lui-même.

Quand nous rencontrerons des erreurs trop évidentes, nous les attribuerons simplement à une grande ignorance des notions élémentaires. Qu'après cela le socialisme froissé dans son amour-propre, se décide à avouer qu'il a affecté d'ignorer ce qu'il savait, — ou que le lecteur constate lui-même le parti pris d'ignorance volontaire; nous nous empresserons de souscrire à cette explication, heureux de n'avoir pas à dénoncer nous-même ce manque de sincérité, qui est, à nos yeux, sans excuse.

## V

Après ce coup d'œil jeté sur l'ensemble du système, nous pouvons passer en revue les erreurs que présente le passage en question. Il débute d'une manière singulièrement malheureuse : « La circulation des marchandises, dit Marx, est le point de départ des richesses ». Voilà un incroyable contre sens. Un enfant de 10 ans dira à Marx qu'avant de faire circuler des produits, il faut les créer. C'est donc la production des choses fongibles, des richesses, qui est, au contraire, le point de départ de leur circulation. Remarquez qu'il faut même remonter d'un cran plus haut que la création du produit si l'on veut se rendre rigoureusement compte des phases successives de l'évolution de la richesse. C'est par l'invention réalisée de l'outil, de l'instrument de production que l'homme débute nécessairement.

Et voilà, dans l'ordre logique (et historique aussi<sup>1</sup>), la série com-

---

<sup>1</sup> Dans l'ordre historique ou préhistorique, l'homme primitif, le sauvage qui vit isolé au milieu de sa famille ignore l'échange et le commerce, mais il connaît le capital (l'instrument de production). Le premier effort de son intelligence est en effet d'imaginer et de réaliser l'outil, l'arme, de bois ou de pierre, cette membrane artificielle au moyen de laquelle il protège et renforce celles que la nature lui a données. Marx qui s'est torturé la cervelle pour découvrir ce qu'il appelle les origines du capital n'avait qu'à remonter à l'origine des temps. Il aurait retrouvé en fouillant le sol de quelque caverne



plète des phases que traverse la richesse : 1° création de l'instrument de production ; 2° au moyen de l'instrument, production des richesses fongibles ; 3° circulation plus ou moins complexe des produits fongibles ou richesses ; 4° jusqu'à ce qu'elles arrivent à leur destination finale qui est le consommateur. Nous rentrons, comme on le voit, dans la vieille série bien connue, production, circulation et consommation. Cette énorme bévue une fois constatée, nous pourrions fermer le livre de Marx. Il est évidemment impossible de nouer une discussion avec un système qui part d'un principe absurde.

Ceci du reste ne nous donne encore qu'un avant-goût des assertions fantaisistes de Marx et il est peut-être curieux de voir comment un homme certainement intelligent, mais qui, par esprit de contradiction, s'est jeté dans une fausse voie, peut se trouver engrené fatalement dans une suite d'erreurs accessoires souvent inutiles et quelquefois même nuisibles à sa thèse principale.

---

1° Remarquons d'abord que Marx voulant fixer le point de départ de la grande ère historique du capital et de la richesse moderne, lui donne pour date la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. La date est fausse (et ce n'est pas là une vaine chicane de mots ou d'années). Il fallait mettre la conquête et non la découverte de l'Amérique. La découverte de l'Amérique n'a rien à faire ici. C'est un événement important au point de vue de la géographie et de l'ethnologie ; mais ce n'est pas un fait économique. Le côté économique, le fait qui doit produire de grands changements en bien ou en mal dans la situation économique des deux continents, ce fait n'apparaît qu'au moment où l'ancien monde entre en contact avec le nouveau, c'est-à-dire lors des premières expéditions de Cortez et de Pizarre. Voilà la vérité. Il ne faut pas compromettre le nom glorieux de Christophe Colomb en le mêlant aux actes néfastes de ceux qui ont si tristement exploité sa découverte. L'invasion de l'Amérique par les Espagnols n'a été qu'un acte de brigandage. Elle a laissé une tache de sang sur ce beau siècle de la Renaissance immortalisé par la magnifique découverte de l'imprimerie.

---

Voyons quels en ont été les résultats pour l'Amérique (j'entends ce qu'on appelle l'Amérique espagnole). Pour les colonies anglaises,

---

préhistorique, l'outil, l'arme, l'amulette, l'ornement de pierre travaillée qui représente exactement le capital embryonnaire.





les entreprises de découverte et les entreprises de lointain commerce.

Dans les deux cas pareillement il faut de puissants navires, capables de supporter des voyages de plusieurs mois, de plusieurs années peut-être, pour atteindre à des distances énormes, les plages ignorées, désertes ou habitées par de misérables sauvages; il faut des approvisionnements considérables, surtout en armes et munitions de guerre (la seule espèce de monnaie qui ait cours forcé partout). Il faut des équipages d'aventuriers hardis déterminés à affronter tous les périls, à endurer toutes les déceptions et toutes les misères. Cette aventureuse poursuite de l'inconnu, cette lutte audacieuse contre les éléments, les distances et les périls de toute espèce, revêtent ces sortes d'entreprises d'un prestige d'héroïsme et de poésie grandiose qui séduit l'imagination. Mais ici la dissemblance du but va faire immédiatement disparaître ces fausses analogies. Tous ces dangers, ces obstacles qui font la grandeur et l'honneur de la navigation de découvertes, ne font plus, pour la navigation commerciale, qui doit se résoudre finalement en une question de perte ou de gain, qu'une accumulation de difficultés, une déperdition de temps et de forces, une cause enfin de désastres et de ruine.

---

Non : il n'est pas vrai que le commerce de lointaine navigation soit le grand commerce. C'est là une illusion que deux mots de gros bon sens suffiront à dissiper. Les économistes, comme les commerçants, s'accordent à penser que ce qui fait la grandeur et l'importance d'un commerce, c'est la multiplicité des échanges, la facilité des communications, la rapidité et le bon marché des moyens de transport. Ainsi, il y a entre l'Angleterre et la France, des deux côtés de la Manche, un va et vient de marchandises, incessant, régulier, quotidien qui n'emploie guère que des bâtiments de petit et de moyen tonnage. Et cette petite navigation de cabotage n'en produit pas moins au bout de l'année, en dépit des obstacles des tarifs et des douanes un très grand mouvement d'affaires et une somme très considérable de bénéfices. Supposez qu'un coup de baguette transporte brusquement les îles britanniques au-delà du détroit de Magellan : cet immense mouvement va s'arrêter net, et c'est tout au plus si la grande navigation, substituée forcément à la petite, pourra prendre à sa charge la dixième partie du trafic que celle-ci faisait couramment.

---

En somme, le commerce a pour objet de mettre en communication



pense pas qu'aucun économiste puisse contester l'immense supériorité du commerce intérieur sur le commerce extérieur.

D'après cela, il est aisé de comprendre qu'il n'y a pas de profit commercial sérieux à attendre des expositions, qui ont pour objet la conquête ou la colonisation des contrées lointaines et qu'en général ce qu'elles rapportent à la mère-patrie ne compense pas ce qu'elle leur coûte. A dire vrai, l'intérêt commercial, l'intérêt de la civilisation comme autrefois la conversion des idolâtres ne sont que des prétextes pour colorer ces aventureuses entreprises. En réalité, elles s'expliquent suffisamment par le besoin naturel d'expansion qui pousse les nations civilisées (au moins celles de la race blanche) à envahir le globe terrestre.

Aujourd'hui nous n'avons plus d'Amérique à découvrir, mais les grands espaces à peu près vides ne manqueront pas de longtemps. Nous avons les territoires australiens, les îles innombrables du Pacifique, les vastes régions de l'Afrique centrale (que nous nous partageons déjà sans les connaître), et l'humanité prend connaissance de ces domaines nouveaux, elle en a bien le droit. La vogue est aux explorateurs de tous pays. Autrefois les colonies étaient le privilège de trois ou quatre grandes nations. C'était un luxe qu'elles pouvaient se payer, comme les riches peuvent se payer des villas à la campagne. Maintenant les petits états se mettent à leur tour en quête de colonies. Ils escomptent d'avance leur fortune future de colonies. Mais savent-ils combien de temps ils attendront cette richesse problématique?

Ce qui sera plus coûteux dans leurs rapports avec ces possessions éloignées, ce n'est pas seulement la distance qui les en sépare, ces distances peuvent s'effacer assez aisément encore. La vapeur de notre temps les a singulièrement raccourcies ; on trouvera des moyens nouveaux de les abréger et alors le trajet, d'onéreux qu'il était, deviendra productif. La grande difficulté, c'est la distance historique de ces territoires nouveaux. Pour la plupart ils appartiennent par nature à des avatars inconnus. Nous n'en pouvons tirer parti qu'en leur faisant franchir un arriéré d'une centaine de siècles peut-être qui les sépare de nous. Tout y est à créer, depuis le sol, les espèces végétales et animales jusqu'aux races humaines autochtones. Nous les avons jusqu'à présent exterminées ; il serait temps cependant que nous songions à les éduquer. Il faudra y transporter les populations européennes, avec leurs animaux domestiques et leur attirail de production. Bien des générations se succéderont sans doute, avant que tous ces éléments disparates se mêlent et s'assimilent en une unité nationale.



métaphore. On le calomnie par ricochet et on lui fait expier, contre toute raison, une paternité imaginaire rêvée par un fou.

---

Comment Marx arrivera-t-il à donner à ces accusations contre le commerce une ombre de vraisemblance ? Oh ! d'une façon bien simple. Il lui suffira d'appuyer ce paradoxe monstrueux sur une définition absurde de la valeur, définition affirmée avec l'aplomb imperturbable d'un révélateur. Selon lui, *la valeur normale d'un objet quelconque est mesurée par la quantité de travail social qu'a exigée sa production*. La formule est fausse, parce qu'elle implique l'invariabilité de la valeur, parce qu'elle ne tient pas compte de l'élément principal, l'élément essentiellement variable qui est le degré de besoin que peut avoir de la marchandise le consommateur ou le milieu qui la demande. C'est en s'appuyant sur cette détestable définition <sup>1</sup> que Marx va accuser le commerce de vol. Si, en effet, la valeur est invariablement déterminée par le coût de production, — ce qui permettrait d'estampiller chaque marchandise de son prix fixe comme on l'estampille de son poids, — il est clair que le négociant qui la transporte n'a pas le droit d'ajouter à son prix de vente autre chose que le remboursement de ses frais de transport ; en d'autres termes, il ne la vendra que ce qu'elle lui coûte.

Il est certain que, dans ces conditions, le métier de commerçant n'offrant plus de gain ou de perte, serait devenu aussi impossible au fraudeur qu'à l'honnête homme. C'est-à-dire que le commerce aurait disparu s'il avait jamais existé. D'un autre côté, il n'est pas moins certain — et le témoignage de l'histoire en fait foi : — 1° que la valeur varie partout selon les rapports de l'offre et de la demande ; 2° que partout le commerce fonctionne régulièrement et honorablement, qu'il a fait la prospérité de puissantes nations et que de grandes notabilités lui doivent la célébrité et le respect qui entourent leur mémoire. La conclusion qui ressort évidemment de ces oppositions, c'est qu'il faut jeter au rancart la définition de la valeur invariable, car une définition ne peut être que l'explication synthétique d'un certain groupe de faits avérés. Eh bien, non, Marx n'en démordra pas. Telle est l'infatuation de cette personnalité étrange, le trouble de cet esprit faux par nature, qu'il prétend faire plier les faits devant sa définition arbitraire (et d'ailleurs absurde à tous les points de

---

<sup>1</sup> Je compléterai la discussion de cette formule dans une *Note sur la valeur* que je renvoie à la fin de l'article. La question vaut la peine d'être approfondie.









mention qui y est inscrite, n'est plus payé, aujourd'hui, en réalité, que 7 fr. 20. Cet impôt a été créé après la guerre de 1870<sup>1</sup> : il est le seul fragment qui ait vu le jour de tout un ensemble de législation qui devait constituer l'impôt sur le revenu et, tel qu'il nous est resté dans son isolement, il est, on doit le reconnaître, assez mal venu. Ce qu'il atteint en effet uniquement, c'est le fait de s'être réuni en société au lieu d'être seul. Si nous supposons, par exemple, deux immeubles voisins d'égale valeur, rapportant l'un et l'autre 10.000 fr., après qu'ils ont supporté toutes les taxes et tous les impôts qui leur sont communs, mais appartenant l'un à un propriétaire unique, l'autre à dix propriétaires réunis en une société immobilière ; le propriétaire unique touchera bien ses 10.000 fr. de revenu, tandis que les dix associés ne toucheront, à eux dix, que 9.600 fr. par suite de l'impôt de 4 0/0, spécial à eux. De même il a été jugé<sup>2</sup> que les divers propriétaires d'une forêt morcelée, qui s'associent dans le but d'en organiser l'aménagement d'une façon rationnelle, doivent payer l'impôt, auquel naturellement n'est pas soumis le voisin, plus fortuné, seul propriétaire d'une forêt tout entière. Et cependant le fait de s'être réuni en société n'est-il pas précisément la manifestation d'une faiblesse ? Le mot peut paraître impropre, appliqué à nos puissantes compagnies d'actionnaires, telles que nos compagnies de chemin de fer, mais la faiblesse est chose essentiellement relative ; si l'actionnaire était vraiment fort, en proportion de ce qu'il entreprend, il ferait des chemins de fer à lui tout seul, comme l'Américain Vanderbilt, et il échapperait à l'impôt. Ce qui, en matière de chemin de fer, n'est chez nous qu'une hypothèse, est une réalité dans beaucoup d'autres entreprises : ainsi en matière de banque, celui qui peut avoir sa banque, à lui, touche ses bénéfices intégralement ; mais celui qui ne peut être banquier que dans la mesure d'une action du Comptoir d'Escompte ou du Crédit Lyonnais subit un prélèvement de 4 0/0. Ainsi celui qui peut se suffire à lui-même pour mener à bien ses projets échappe à l'impôt, mais ceux dont l'union fait la force, qui ne peuvent réussir qu'en se groupant, doivent le payer. *Væ pluribus* ! telle pourrait être l'épigraphe de la loi ; et cette primitive association de l'aveugle et du paralytique, que la fable nous montre unissant leurs faiblesses pour arriver au terme du chemin, cette première manifestation de l'esprit de société, d'après les jurisconsultes<sup>3</sup>, pourrait elle-même être soumise à la

<sup>1</sup> Par la loi du 29 juin 1872 ; il vient d'être élevé de 3 0/0 à 4 0/0 par la loi du 26 décembre 1890.

<sup>2</sup> Tribunal d'Evreux, 25 mai 1883.

<sup>3</sup> Troplong : Préface au Contrat de société, p. 1.



obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ; 3° pour les parts d'intérêt et commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 0/0, du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente ». D'après la loi de 1884, « pour toutes les congrégations, communautés, et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, et toutes les sociétés ou associations dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres, le revenu est déterminé à raison de 5 0/0 de la valeur brute des biens, meubles et immeubles, possédés ou occupés par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens. Ces sociétés sont tenues de communiquer aux agents de l'enregistrement, tant au siège social que dans les succursales et agences, leurs livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépense et de comptabilité <sup>1</sup> ». On observera qu'entre ces deux manières de déterminer le revenu sur lequel l'État prélèvera 4 0/0, il y a un peu plus qu'une nuance ; d'un côté il s'agit d'un revenu réel, vraiment distribué et perçu, de l'autre il s'agit d'un revenu présumé et basé sur cette présomption que tout meuble ou immeuble rapporte 5 0/0 à celui qui le possède ou qui l'occupe. Qui l'occupe même à titre de locataire ? Oui, vraiment, c'est un tour de force économique, mais ainsi l'a jugé le tribunal de la Seine, et l'on attend, avec curiosité, la décision de la Cour de Cassation sur ce point <sup>2</sup>. Ainsi plus un asile de vieillards ou d'infirmes indigents multiplie ses secours, plus ses revenus *présumés* augmentent, puisque l'importance des bâtiments qu'il occupe est naturellement proportionnelle au nombre des malheureux qu'il abrite.

Telle est la première des mesures fiscales récemment édictées contre les congrégations religieuses.

## II

La seconde a été empruntée au jeu compliqué des droits de mutation : c'est le droit d'accroissement qui a fait beaucoup parler de lui ces temps-ci.

---

<sup>1</sup> Lois du 29 décembre 1884 (art. 9), du 21 juin 1875 (art. 7), du 23 août 1871 (art. 22).

<sup>2</sup> Discours de M. le Ministre des Finances à la Chambre des députés ; séance du 24 décembre 1890. — Le jugement a été cassé le 5 mars courant.



publics et de la société du Crédit foncier : enfin pour les transports des rentes sur l'État le Trésor ne perçoit rien <sup>1</sup>.

Ces impôts, on le comprend, pèsent sur les biens de façon fort inégale : même abstraction faite des écarts de tarif des diverses transmissions entre-vifs, écarts que la mobilité plus ou moins grande de certaine nature de biens peut expliquer et compenser, il arrive souvent qu'un immeuble, après avoir été transmis de père à fils : droit modéré de 1,25 0/0, restera 50 ans et plus dans les mêmes mains sans rien payer ; tandis que dans le même espace de temps un autre immeuble, par suite d'une existence plus mouvementée, des hasards qui l'auront fait figurer dans des successions collatérales, des caprices ou des fortunes contraires qui l'auront fait vendre plusieurs fois laissera dans les caisses de l'enregistrement des sommes supérieures à sa valeur. On peut citer un des plus beaux immeubles de Paris situé à l'entrée de la rue Royale, qui vient ainsi, par suite d'incidents divers, de payer, en un an, le quart de son prix en droits de successions de vente et de revente. Le contribuable modèle est ici celui « meurt jeune, qui vend beaucoup et qui ne laisse pas d'enfants ; peut dire de tous ceux qui s'écartent plus ou moins de ce type qui se dérobent à l'impôt.

Il est donc chimérique de parler d'égalité en pareille matière : la loi n'a pas visé à l'uniformité là où elle a établi tant de tarifs différents, et si l'on voulait s'attaquer à toutes les inégalités qui peuvent en résulter il faudrait proscrire ou surtaxer les placements de père de famille, et les valeurs de tout repos et même

---

<sup>1</sup> Lois du 22 frimaire an VII, du 23 juin 1857, du 16 septembre 1871, du 2 mai et du 29 juin 1872. — Les droits de transmission entre-vifs ne sont perçus que lorsque la cession est constatée par un acte soumis à l'enregistrement ; toutefois il n'en est pas ainsi du droit de transfert de 0,50 0/0 qui est toujours perçu, au moment même du transfert, pour le compte du trésor par les sociétés ou entreprises. Les titres au porteur ne sont pas l'objet du transfert, aussi sont-ils assujettis à une taxe annuelle de 0,20 0/0 de leur valeur au cours moyen, taxe représentative des droits de transmission entre-vifs basée sur la présomption qu'ils sont vendus tous les deux ans et demi. Les titres étrangers, pour être admis à la cote en France, sont aussi assujettis à cette taxe représentative ; elle est imposée directement aux sociétés, ou entreprises, le chiffre en est déterminé par une commission du ministère des finances d'après le nombre présumé des titres existant en France, nombre que l'on suppose jamais être inférieur à un 10<sup>e</sup> des actions et à un 5<sup>e</sup> des obligations. Un titre étranger non admis à la cote ne peut être négocié, exposé en vente ou énoncé dans des actes sans être timbré au droit de 1 0/0 du capital nominal.









sorte figée autour d'elles ; mais ici intervient le législateur qui, d'un mot, brise ce lent travail du temps et, de sa toute-puissance, donne à la question la solution qui avait été écartée d'abord comme tout à fait insoutenable : les accroissements opérés par suite de clauses de réversion, au profit des membres restants, sont assujettis aux droits de mutation par décès ou au droit de donation, comme si les membres restants étaient héritiers ou donataires et s'enrichissaient de la part des sortants.

Était-il vraiment nécessaire de sacrifier ainsi le sens commun au désir d'atteindre une égalité irréalisable ? Sans cette fiction, dit-on, les biens de ces congrégations ne payeront jamais l'impôt de mutation par décès, parce qu'elles se perpétuent indéfiniment. Mais c'est là une affirmation toute gratuite, une présomption que l'examen du passé est loin de confirmer. Si l'on regarde autour de soi, combien n'en a-t-on pas vu se désagréger et disparaître de ces congrégations religieuses que l'on dit immortelles ; et si l'on veut bien réfléchir à l'histoire de la propriété ecclésiastique, en France, depuis un siècle, on reconnaîtra que, vis-à-vis du Trésor, son compte est bon et ne constitue vraiment pas encore celui-ci en perte.

Cette fiction d'une succession s'ouvrant dans les congrégations à chaque décès au profit de chacun des survivants a été poussée par la loi de 1880 jusque dans ces dernières conséquences ; dans la forme comme dans le fond tout doit se passer comme s'il s'agissait de véritables héritiers, il en est résulté que, dans l'application, on est venu se heurter à des énormités ; elles démontrent combien la législation des successions était peu faite pour le rôle que l'on veut lui faire jouer. Ainsi cette législation prescrit que « les mutations de propriété par décès seront enregistrées au bureau de la situation des biens et que, s'il s'agit de biens meubles, la déclaration sera faite au bureau dans l'arrondissement duquel ils se seront trouvés au décès de l'auteur de la succession »<sup>1</sup> ; elle prescrit en outre que « la perception du droit proportionnel suivra les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs, inclusivement et sans fraction »<sup>2</sup>.

Autrement dit il faut faire une déclaration au bureau de chacun des cantons dans lesquels se trouvent des immeubles ou des meubles de la succession ; et, dans chaque bureau, les droits sont payés d'après la valeur déclarée élevée jusqu'à 20 francs ou jusqu'à un multiple de 20 francs : 1.005 francs payant comme 1.020 francs ; 101 francs comme 120 francs, 50 centimes comme 20 francs.

<sup>1</sup> Loi de frimaire an VII, art. 27.

<sup>2</sup> Loi du 27 ventôse an IX, art. 2.



## III

Les congrégations autorisées, parmi lesquelles figurent les plus importantes congrégations telles que celle des Sœurs de la charité et des Frères des écoles chrétiennes, avaient été assujetties par la loi de 1880 à l'impôt sur les valeurs mobilières, mais non pas à l'impôt d'accroissement, car la clause de réversion ne figure jamais dans leurs statuts. Pour que ce dernier impôt leur fût applicable il a fallu une disposition spéciale et formelle de la loi de 1884 ; il a fallu se mettre en contradiction avec ces deux axiomes réputés incontestables : nul ne peut donner que ce qu'il a ; on ne peut tirer deux moutures d'un même sac.

Nul ne peut donner que ce qu'il a : or un membre d'une congrégation autorisée n'a aucun droit de propriété sur aucune fraction des biens de sa congrégation ; c'est celle-ci qui est seule propriétaire et ses membres le sont si peu qu'en cas de dissolution ils n'auraient rien à se partager : les biens devant faire retour aux donateurs, ou bien être attribués par moitié aux établissements ecclésiastiques et aux hospices du département<sup>1</sup>. Comment donc celui qui meurt, ou qui se retire, peut-il opérer sur les autres la réversion de ce qu'il n'a pas, et accroître leurs parts qui n'existent pas davantage ? Voilà précisément pourquoi il n'est jamais question de réversion dans les statuts de ces congrégations : cette clause y serait un non-sens et le partage des biens, après chaque décès, est parfaitement évité sans elle.

On ne peut tirer deux moutures d'un même sac : or la loi du 20 février 1849 a « établi sur les biens immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes et tous établissements publics légalement autorisés, une taxe annuelle *représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès* ». Cette taxe est aujourd'hui de 87 centimes par franc d'impôt foncier et rapporte 7 millions. Comment prétendre percevoir en outre, à chaque décès de congréganistes, les droits de mutation que cette taxe représente ? Il y a là évidemment un double emploi en ce qui concerne les immeubles dont les congrégations autorisées sont propriétaires.

Il est vrai que depuis bien longtemps déjà les sociétés anonymes

---

<sup>1</sup> Loi du 24 mai 1825, art. 7.



anonymes commerciales est tout exceptionnellé et, qu'en fait, un très petit nombre d'entre elles sont assujetties à ces impôts cumulés ; la mainmorte n'atteint en effet ni les sociétés commerciales qui n'ont pas la forme anonyme, ni les sociétés anonymes qui ne sont pas commerciales, telles que les sociétés minières ; parmi les sociétés anonymes commerciales, celles qui ont pour objet exclusif l'achat et la vente d'immeubles ont été dispensées de la taxe <sup>1</sup> ; celles qui ont pour objet des entreprises de banque, de commerce, de transport, ont généralement un capital liquide et, partant, fort peu d'immeubles auxquels la taxe puisse s'appliquer ; celles qui sont concessionnaires, soit de chemins de fer, soit de canaux, ne paient pas à raison du sol occupé par la concession et ses dépendances : il n'y a donc guère que les compagnies d'assurances à primes fixes, dont l'actif se compose d'immeubles en grande partie, qui soient lourdement atteintes. Elles sont certainement victimes d'un cumul, le législateur le reconnaît, il le proclame, mais loin d'y porter remède, loin de mettre d'accord ces lois successives qui, en superposant un impôt à un autre impôt, sont en contradiction les unes avec les autres, il en tire argument pour traiter de même les congrégations religieuses. Il semble, quand il s'agit d'elles, que toutes les assimilations soient bonnes dès qu'une forte taxe doit en être la conséquence ; et, successivement, nous venons de le voir, on les assimile aux sociétés qui ont pour but de partager des bénéfices, afin de les assujettir à l'impôt de 4 0/0 sur le revenu ; aux légataires étrangers, afin de les assujettir à l'impôt de 11,25 0/0 sur la part de tout membre qui vient à décéder, enfin aux quelques sociétés anonymes commerciales qui possèdent des immeubles afin de maintenir à leur égard, abusivement on ne le conteste pas, l'impôt de mainmorte.

#### IV

Après avoir fait connaître la situation fiscale faite aux congrégations religieuses par ces divers impôts, il reste à examiner si cette situation est exceptionnelle ou si elle résulte simplement de l'application de la loi commune.

On tenait beaucoup, du moins au Sénat, à laisser à ces dispositions les apparences du droit commun, et c'est à cette tendance qu'il faut attribuer la phraséologie bizarre dont le législateur a revêtu sa pensée. L'impôt sur le revenu sera payé, dit la loi de 1880, « par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas

---

<sup>1</sup> Loi du 14 décembre 1875.









Après la loi de 1834, l'administration de l'enregistrement fait paraître une nouvelle instruction : cette fois il est sûr que les congrégations religieuses seront toujours atteintes et, dès lors, il suffit ; plus n'est besoin de tant s'embarrasser de trouver un motif spécial pour mettre hors de cause chacune des autres collectivités que la loi semble englober : « la nouvelle loi fait désormais dépendre l'exigibilité de l'impôt, en ce qui concerne les congrégations religieuses, non plus du fait de la prohibition expresse ou tacite d'une répartition individuelle des bénéfices, mais de la nature même de l'association qui les réalise. En conséquence, toute association présentant les caractères d'une communauté religieuse est passible de la taxe, sans qu'il y ait à rechercher si elle est ou non reconnue, si elle poursuit ou non un but de spéculation ou si elle se consacre à des œuvres de charité de quelque nature qu'elles soient. Il importe peu également qu'elle ait adopté l'une des formes autorisées pour les sociétés commerciales..... Pour que la taxe soit applicable à une association ne constituant pas une congrégation religieuse il faut que cette association ait le caractère prédominant de la société et que ses statuts prohibent d'une manière absolue la distribution totale ou partielle des produits réalisés ; dès lors la loi n'atteint pas les collectivités qui n'ont ni le but, ni la nature, ni les effets de la société telles que : les hospices, les bureaux de bienfaisance, les caisses d'épargne, les monts-de-piété, etc. La loi est également inapplicable aux sociétés d'assurances et de secours mutuels et à certaines entreprises scientifiques, agricoles ou littéraires, qui, si elles n'ont pas précisément pour objet la répartition de bénéfices, ne s'interdisent cependant pas d'en distribuer <sup>1</sup> ».

Nous touchons vraiment ici aux dernières limites de la subtilité, et de ces fines distinctions il résulte qu'au point de vue de l'impôt de 4 0/0 sur le revenu, il y a trois espèces de société :

1° Celles qui ont précisément pour objet la répartition de bénéfices, comme les sociétés commerciales, celles-là payent sur les bénéfices réellement distribués ;

2° Les congrégations religieuses, ou bien encore les sociétés dont les statuts prohiberaient d'une manière absolue la distribution totale ou partielle des produits réalisés ; celles-là payent sur des produits qui sont présumés être de 5 0/0 de la valeur des biens ;

3° Celles enfin qui, si elles n'ont pas précisément pour objet la

---

<sup>1</sup> Instruction de l'administration de l'enregistrement du 3 juin 1885.





bilité présumée d'après la qualité du propriétaire ; qu'elle n'ait pas un caractère personnel, alors que c'est un impôt réel qu'elle représente ; qu'elle ne soit surtout pas un impôt d'exception alors qu'elle est réclamée au nom du droit commun <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le pouvoir judiciaire a manifesté à diverses reprises, depuis quelques jours, le désir d'interpréter les lois qui viennent d'être exposées dans le sens le moins rigoureux pour les congrégations. Ainsi le tribunal d'Yvetot a jugé, le 20 février dernier, que les congrégations autorisées ne doivent pas le droit d'accroissement sur les biens qui leur appartiennent régulièrement. Cette décision contraire à l'arrêt de la Cour de Cassation du 27 novembre 1889, ne manquera pas d'être déférée à cette Cour. — Le tribunal de Reims a jugé, le 24 février, que le droit d'accroissement peut faire l'objet d'une déclaration et d'un jugement unique au bureau du domicile du déclarant ; que les déclarations multiples dont les résultats sont si exorbitants ne peuvent être exigées. Il a ainsi usé d'un droit d'interprétation que M. le ministre des finances s'était à peu près reconnu à lui-même dans la discussion qui avait eu lieu au Sénat le 23 décembre dernier. — Enfin la Cour de Cassation vient, le 5 mars courant, de casser le jugement du tribunal de la Seine, mentionné plus haut, qui avait décidé que les congrégations devaient être présumées recueillir un revenu de 5 0/0 des biens qu'elles occupent même à titre de *locataires*.

Charles PARMENTIER.

---

## RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE

---

### II <sup>1</sup>

Les discussions de principe sont généralement mal venues au moment même des réformes; elles veulent le calme, le temps, la réflexion mûrie et étudiée. Le bruit des discussions parlementaires, les nécessités de la politique militante leur nuisent, leur ôtant indépendance et désintéressement. Il faut, à ces époques d'action, des faits, des résultats. L'esprit veut procéder rapidement; on n'a pas le temps de philosopher.

A nous, qui avons pratiqué pendant près d'un demi-siècle déjà, les affaires de banque, cet état, plus actif que méditatif, n'est pas pour nous déplaire; mais tout en étant homme pratique, nous ne cessons pas d'être homme de réflexion. Un tacticien est homme de guerre aussi bien, et plus même, que celui qui sonne la charge. Il voit plus juste et plus loin.

Pour mieux juger ce que nous devons faire relativement au privilège exclusif de la Banque de France, dépassons un peu l'horizon borné de notre pays; voyons ce qui se passe au dehors. Les voyages instruisent; voyageons!

Au nord la Belgique n'a qu'une seule banque d'émission; mais, nous l'avons dit, non investie d'un monopole de droit. Née en 1850, d'un abandon volontaire des droits d'émission de la Société générale de Belgique et de la Banque de Belgique, la Banque nationale a dû, encore par voie de négociations, acquérir, en 1851, de la Banque de Flandre et en 1872, de la Banque liégeoise, leur droit d'émission de billets au porteur et à vue. L'État belge n'est pas intervenu dans ces tractations successives; il n'est donc pas engagé, et demain, si le parlement belge croit devoir autoriser une seconde banque d'émission, locale ou générale, la Banque nationale n'aura aucune réclamation à formuler. Sous l'empire de cette concurrence latente, la Banque nationale offre des différences essentielles avec la Banque de France.

---

<sup>1</sup> Voir le *Journal des Économistes* du 15 février 1891.





on capitalistes notables de la localité : puis, rendant ce groupe responsable de la bonté des valeurs prises par lui à l'escompte, l'intéresse dans les résultats de l'opération. Cela engendre une activité d'action, une sévérité de contrôle que l'on chercherait en vain en France. Les intérêts de la localité sont mieux compris et mieux servis et la Banque nationale s'en trouve bien.

Malheureusement les relations de la Banque nationale avec le trésor sont trop intimes pour que l'un et l'autre n'y perdent pas beaucoup de leur indépendance. Tout État est un client gênant pour une banque par suite de son omnipotence : en outre le trésor belge se trouverait singulièrement gêné s'il devait rompre de suite avec la Banque nationale ; il y perdrait d'abord sa participation aux bénéfices de l'institution. On peut donc dire que, toutes considérations pesées, c'est nominalement que le privilège légal n'existe pas ; en fait il est l'âme des contrats passés et c'est le public qui en souffre. Ainsi, pour ne parler que de la sécurité, les immobilisations de la Banque nationale (un État y pousse toujours, surtout lorsqu'il s'agit de placements sur ses propres fonds) sont trop considérables et si l'institution qui nous occupe les a consenties, malgré les lumières et l'expérience consommées de ses administrateurs, c'est qu'elle a l'arrière-pensée qu'en cas de crise, l'État ne pourra lui refuser la suspension du remboursement et le cours forcé de ses billets. C'est là son ancre de salut. Qu'en penserait un négociant ordinaire relativement à la bonne réputation de sa propre maison ?

Passons la Manche. Nous trouvons dans les trois royaumes, à une nuance près, la même législation bancaire, et c'est Robert Peel qui la fit adopter.

Prévenu contre le billet de banque auquel il imputait les crises financières qui ont affligé l'Angleterre dans la première moitié de ce siècle, il s'attacha à en restreindre l'action. Il s'attaquait à l'effet, tournant le dos à la cause.

Il fit voter par le Parlement trois actes, encore en vigueur, un du 19 juillet 1844 s'appliquant à l'Angleterre et au pays de Galles et deux autres datés du 21 juillet 1845 s'appliquant l'un à l'Écosse, l'autre à l'Irlande.

La circulation à découvert d'espèces fut limitée à des sommes fixes : 14 millions sterling pour la Banque d'Angleterre et la moyenne des douze semaines précédant le 27 avril 1844 pour les banques provinciales. En cas de renonciation volontaire ou involontaire de ces dernières, la Banque d'Angleterre hérite des deux tiers de leur droit d'émission, l'autre tiers devenant nul. Les banques provinciales de circulation iront donc en diminuant comme nombre, leur pouvoir











mais elles possèdent de nombreux comptoirs ou succursales; on en compte plus de 800. Chaque ville importante en possède plusieurs. Cela fait une banque ou comptoir par 4.225 habitants. En France, réunissant à la Banque centrale les 94 succursales, les 38 bureaux auxiliaires, les 20 places réunies chacune à un de ces établissements et les 105 villes rattachées, en tout 258 places bancables (Compte rendu de la Banque de France du 29 janvier 1891, page 31), on n'arrive qu'à un établissement par 160.000 habitants, et quels établissements, en les comparant comme activité, initiative et liberté à la moindre des succursales écossaises !

Arrivons en Suède, dans ce pays qui dispute à l'Angleterre l'invention du billet de banque à découvert d'espèces, Johan Palmstruch, fonda, dès 1656, une banque qui, de banque de dépôt, ne tarda pas à devenir banque d'émission. Malheureusement il ne se rendit pas assez compte, faute d'expérience, des dangers à éviter, et sa fondation périclita. L'État la reprit en 1668 et fonda l'institution qui existe encore de nos jours sous le nom de *Sveriges Riksbank*. Cette banque d'émission est une banque d'État commanditée par la nation collectivement et administrée par une commission à la nomination des chambres suédoises. Nous nous y arrêterons peu ; ce n'est pas elle que nous proposons à l'étude de nos gouvernants.

Jusqu'en 1830 la Riksbank fut la seule en Suède à émettre des billets de banque payables au porteur et à vue. Un décret royal du 14 janvier 1824 autorisait bien la constitution de banques d'émission d'une forme particulière, les actionnaires étant solidairement responsables du remboursement des billets ; mais la première banque de cette nature ne fut créée qu'en octobre 1830 à Ystad (plus tard elle transporta son siège social à Malmö) ; la seconde fut fondée en 1832, la troisième en 1835, les trois suivantes en 1837, etc. Au 31 décembre 1890 il y en avait 26, possédant environ 150 succursales. Ce qui fait à peu près 175 établissements d'émission, ou un par 25.000 habitants et ayant une circulation de 58.597.000 kronor (la krona, unité monétaire des trois royaumes scandinaves, vaut 1 fr. 39), dont 35 millions en billets de 10 kronor ou au-dessous, et au capital total de 55.226.000 kr. outre 1.000.000 kr. d'associés participants non responsables du passif à vue.

Ces institutions qui rendent de grands services au public commerçant, industriel et agricole, sont assez minutieusement réglementées par les lois générales. Le décret primitif du 14 janvier 1824, a été successivement modifié par le D. R. du 9 janvier 1846, les lois des 6 octobre 1848, 10 novembre 1855, 20 mai 1864 et enfin 12 juin 1874 qui remplace tous les décrets ou lois précédentes.



**Cette** dernière loi est particulièrement l'œuvre de deux illustres financiers suédois : l'un C. Fr. Wærn qui fut ministre des finances et l'autre A. O. Wallenberg, directeur de la Banque solidaire de Stockholm (*Stockolms Enskilda bank*) banquier du plus haut mérite, mort en 1886.

La création d'une banque solidaire (*Enskilda Bank*) doit être soumise à l'autorité supérieure et approuvée par elle. Le capital est formé par des associés solidaires, solidairement responsables, et des associés commanditaires qui ne répondent que de leur mise sociale ; mais hâtons-nous de dire que ces derniers forment une infime minorité ; deux banques seulement en possèdent et on a vu plus haut le peu d'importance (un million et demi de kronor) de leur capital. Les actions ne sont transférables qu'avec l'agrément du Conseil d'administration. Le capital-actions doit être intégralement versé et converti pour les trois cinquièmes au moins en cédules hypothécaires. La circulation se compose de coupures de 5, 10, 50, 100, 500 et 1,000 kronor ; toutes les Enskilda Bank sont tenues dans la confection de ces billets d'adopter pour chaque coupure la même dimension et la même couleur de papier, sauf à différer de ceux analogues de la Riksbank. Leur émission est limitée ; ils ne peuvent dépasser comme total : 1° les cédules hypothécaires absorbées par le capital-actions ; 2° l'importance de la réserve des actionnaires placée dans la même nature de valeurs ; 3° les avances consenties par la banque pourvu qu'elles ne dépassent pas la moitié du capital social et qu'il y ait en caisse un minimum d'espèces monnayées du dixième dudit capital. Les billets émis par les Enskilda Bank sont remboursables à vue en espèces ; jadis elles avaient la faculté de les rembourser en billets de la Riksbank, ces derniers seuls étant de droit payables en métal. Depuis 1874 tous ces billets, aussi bien ceux des Enskilda Bank que de la Riksbank, sont convertibles, au gré du porteur, en monnaie d'or ou d'argent. Défense est faite aux Enskilda Bank de posséder d'autres immeubles que ceux destinés à leurs bureaux ; elles ont d'ailleurs pour le recouvrement de leurs créances les mêmes privilèges que la Riksbank.

Aucune de ces institutions n'a jusqu'à présent fait perdre une couronne au public, deux seulement ont liquidé volontairement (*Wadslena Enskilda Bank* fondée en 1856 et *Oskarshamns Enskilda Bank* fondée en 1876) depuis la nouvelle loi.

Redescendons en Allemagne. En matière de banques d'émission, il y a eu lutte dans ce pays, comme en politique, entre la centralisation et le particularisme. En tout cas, si la Suède, l'Angleterre et peut-être l'Italie (les trois se disputent l'invention du billet de banque

émis à découvert d'espèces) n'avaient pas imaginé le billet de banque, ce n'est pas l'Allemagne qui l'aurait inventé. Limiter la circulation à découvert d'espèces d'une manière absolue comme en Angleterre depuis 1844 tel a été l'objet principal de la loi du 30 janvier 1875 qui a institué le système actuellement en vigueur. Une banque centrale, la *Reichsbank*, qui est entre les mains du gouvernement comme direction, a le plus gros morceau et est appelée à recueillir intégralement le droit d'émission des banques actuellement en possession de cette faculté et qui cessent volontairement ou involontairement d'en user.

La Reichsbank qui a succédé à la banque de Prusse créée jadis par Frédéric-le-Grand a, de par la loi de 1875, un pouvoir d'émission à découvert d'espèces de..... 250.000.000 mark  
 32 autres banques l'avaient, à cette époque, de 135.000.000 —  
 en tout..... 385.000.000 —

Mais depuis 1875, par voie de négociations ou autrement, 24 banques sur les 32 ont vu leur droit passer à la Reichsbank, de sorte que cette dernière a actuellement un droit de..... 292.117.000 mark  
 et les huit autres banques d'émission (encore en activité) de..... 92.883.000 —

Seulement, instruite par l'exemple des trois soufflets donnés en Angleterre en 1847, 1857, en 1866 à l'acte de 1844, la loi allemande de 1875 a évité de dresser par ces chiffres une barrière absolue, infranchissable. Elle s'est contentée de mettre un impôt de 5 0/0 par an au profit du Trésor public sur la circulation à découvert d'espèces, émise supplémentairement à ces sommes, pensant que pour se couvrir de cette contribution la banque de l'empire pourrait hausser le taux de son escompte suffisamment pour ne pas voir le montant de son émission s'accroître d'une manière inquiétante.

D'ailleurs la Reichsbank est tenue d'avoir constamment une encaisse espèces du tiers au moins de sa circulation.

Ces obligations sont également imposées aux autres banques d'émission. Chaque banque, autorisée quant à l'émission, doit accepter et payer à présentation les billets des autres banques sauf à se les faire rembourser par la banque qui les a émis, mais elle ne peut les remettre en circulation qu'autant qu'il s'agit de billets de la banque de l'Empire.

Les billets émis depuis 1875 sont de 100, 200, 500 et 1.000 mark. La Reichsbank a une mission que l'article 12 de la loi de janvier 1875 définit ainsi : « Régler la circulation monétaire dans tout l'empire, faciliter les moyens de paiement et rendre productifs les



autres institutions et d'accepter réciproquement leurs billets, même de les rembourser en cas de présentation. De la sorte chaque banque était libre, sauf en ce qui pouvait nuire à son crédit et le public avait les avantages de l'unité de billet de banque ; la seule énonciation de banque concordataire lui suffisait pour ne pas craindre de se trouver en possession d'un effet avili. Le bureau central établi à Zurich devait en plus remplir l'office de *clearing-house* ou de chambre de compensation. Nous ferons grâce au lecteur de tous les détails du concordat : limitation des coupures de billets à 50 fr. minimum, recouvrement d'effets, mandats de virement, etc. On sait combien l'esprit suisse est ouvert aux opérations de banque. Au 30 juin 1882 sur 36 banques d'émission, 23 avaient accédé à cet acte. Les 23 banques concordataires représentaient une circulation de 82 millions et celle des 13 banques qui n'avaient pas accédé à cet engagement ne se montait qu'à 8 millions. On peut donc dire que le succès était complet.

Ce concordat était un accord libre, on le voit ; quelques banques (et des moins importantes) préférèrent l'isolement. Cela ne regarda qu'elles ; elles eussent pu accéder à l'acte commun, en en acceptant les conditions. Elles aimèrent mieux rester en dehors ; libre à elles. La liberté des banques le voulait ainsi, mais l'esprit réglementaire couvait et l'emporta.

Une loi fédérale du 8 mars 1881, sur les billets de banque, convertit en contrainte un accord libre : « Art. 20. Toute banque d'émission est *obligée*, ainsi que ses succursales, d'accepter en tout temps en paiement, au pair, ses propres billets, *ainsi que ceux des autres banques suisses d'émission* tant que celles-ci remboursent ponctuellement leurs propres billets ».

C'est sous ce régime de contrainte que vit actuellement la Suisse. Quelques banques, et des plus importantes, préférèrent renoncer à ce moment à leur droit d'émission ; mais la plupart y accédèrent ; après tout elles n'y perdaient qu'une partie de leur liberté, plus grande qu'en 1876 sans doute, mais le sacrifice était, pour elles, encore pratiquement possible puisqu'elles conservaient, sur la majeure partie de leurs actes, leur initiative et leur responsabilité.

On ne s'étonnera donc pas que ce concordat, comprenant obligatoirement toutes les banques d'émission, ait encore, malgré ses imperfections, permis à 35 banques (circulation actuelle 150 millions) de rendre à ce pays des services peu bruyants mais signalés.

Malheureusement, il est de l'essence de l'esprit réglementaire d'être insatiable. Actuellement ce n'est pas sans une douloureuse surprise que nous apprenons que l'on tente non seulement d'établir



coupures pour toutes les banques (ils sont de 1, 2, 5, 10, 20, 50, 100, 500 et 1.000 \$; mais les coupures les plus usitées sont celles de 5, 10 ou 20 dollars). Ils sont remis aux banques avec le titre de la banque en blanc, à elle de le faire imprimer; également en blanc, la place pour la signature engageant l'association, la signature de l'État étant représentée par celle du *comptroller of the currency*, le chef suprême (sous les ordres du ministre des finances, le *secretary of treasury*) des banques nationales de toute l'Union. Le nombre des banques est illimité. Jadis la circulation totale de l'Union était limitée, d'abord (1861) à 300 millions de dollars, plus tard (1870) à 354 millions; mais depuis 1874 il n'y a plus de limites. L'encaisse des banques devait également être jadis de 25 0/0 de la circulation; depuis 1874 cette limite a été remplacée par l'obligation de déposer 5 0/0 de cette circulation dans les caisses du trésor. Par banque, la circulation est limitée à une proportion du capital; au-dessus de 500.000 \$ de capital 90 0/0 dudit capital versé, de 500.000 \$ à 1 million 80 0/0, de 1 à 3 millions, 70 0/0 et au-dessus de 3 millions 60 0/0, toujours du capital versé. Cependant, mais seulement pour les banques nationales constituées depuis la loi du 12 juillet 1870, la circulation ne peut excéder 500.000 \$ par banque, les *Gold Banks* exceptées. Ces Gold-Bank sont des banques d'émission établies en Californie (où le cours forcé n'a jamais été pratiqué) et qui doivent rembourser leurs billets en or et non en métal argent ou en papier-monnaie.

Les banques d'État varient beaucoup dans leurs conditions constitutives, chaque État ayant, de par la constitution, le droit de légiférer à sa guise à ce sujet.

On saisit de suite les côtés faibles du système américain; la solidité des banques nationales est liée à celle de l'État; certes ce n'est pas nous qui méconnaitrons la valeur du lien politique qui réunit les Yankees<sup>1</sup>; cependant il a subi, en 1863-65, une rude épreuve; il s'en est fallu de peu que leur république ait été coupée en deux. Peut-on affirmer que des raisons d'un ordre économique, le libre-échange ou la protection par exemple, n'amèneront pas de nouveau un conflit? A-t-il été prudent aux législateurs américains de lier le sort des banques à celui de l'État?

En fait, ces banques nationales n'ont pas eu jusqu'ici à le regretter. Aucune grande crise ne les a mises à l'épreuve et, en outre, les fonds qu'elles ont achetés avec leur capital versé pour les déposer dans le trésor public, ont constamment monté. En 1863, en

---

<sup>1</sup> Du mot *english*, selon la prononciation indienne.



Ce ne sont plus des fautes, ce sont des délits.

Si nous cherchons une conclusion à cet exposé un peu rapide, trop rapide même pour l'importance du sujet et l'intérêt de la question, nous remarquons d'abord que la liberté absolue n'est pratiquée nulle part. La liberté absolue est un but idéal que l'on doit ne jamais perdre de vue, quoique sans espoir de l'atteindre à aucune époque. Pour la pratiquer, il faudrait une humanité parfaite, idéale comme le but. Est-ce à dire que l'on doive renoncer à s'en rapprocher? autant dire que l'on doit renoncer à chercher à être vertueux ne pouvant atteindre la perfection. Le progrès, le progrès incessant est à l'ordre du jour; depuis Smith et Turgot il est la règle du mouvement économique; admettons la faiblesse humaine, mais ne l'érigions pas en principe dirigeant. Des concessions temporaires, soit, mais pas d'abdication en sa faveur.

Le système anglais et même, quoique dans une moindre mesure, allemand, sont ennemis du crédit. Or, le crédit c'est la meilleure répartition du capital; c'est la distribution la plus judicieuse à l'état de liberté, de ce merveilleux facteur de la production; c'est grâce à lui qu'il va au plus capable sans dépouiller son propriétaire moins habile. Donc, tout système qui le déclare hostile au développement économique est faux et par conséquent dangereux. Repoussons-le comme tel. D'ailleurs jugeons-le à sa tendance; mettre les principaux instruments de crédit entre les mains d'une seule institution qui elle-même sera la vassale de l'État, cela rappelle la tête unique que certain empereur romain souhaitait voir au genre humain, on sait dans quel but. Au moins lui ne s'en cachait pas!

Le système américain mêle le crédit de l'État au crédit privé; regrettable et dangereuse confusion. Vienne un jour néfaste et on n'a plus devant soi qu'une seule banque, et encore entre les mains de l'État, à plusieurs milliers de comptoirs. Mélange fatal des finances publiques avec les affaires particulières. Nous savons ce qu'il nous a coûté à l'époque des assignats.

Le système suédois, meilleur sans doute, est encore défectueux puisqu'il immobilise, sous ombre de sécurité, des ressources que la pratique du crédit enseigne à laisser constamment liquides. Cette rigidité des organes économiques ne vaut pas l'élasticité qui convient aux entreprises industrielles. Reste le système usité jadis dans la partie la plus prospère, la plus intelligente, la plus morale d'États-Unis, le Suffolk-system pratiqué un siècle plus tôt en Ecosse cinquante ans plus tard en Suisse: l'union volontaire de banques de circulation d'un pays, ne relevant que d'une loi générale, édictant sommairement les règles les plus importantes,



**publicité** et la répression sévère de la fraude, par exemple, **en** matière d'institution du crédit, union donnant aux populations **laborieuses** la liberté du crédit jointe à l'unité des billets.

**Ce** n'est pas que nous espérons convertir rapidement les **parti-**  
**sans** désintéressés de la perpétuité du privilège de la Banque de  
**France** aux idées qu'ont patronées les maîtres les plus illustres de  
la **science économique**; non, pour cela il faudra du temps. Mais nous  
**condamner** pour trente ans à l'immobilisme en matière de crédit,  
**lorsque** nous voyons autour de nous les systèmes les plus divers  
**témoigner** de l'importance que chacun attache à cet instrument  
**organique** de la production que l'on appelle le crédit, c'est d'avance  
**condamner** le pays à s'engager de plus en plus dans les voies d'in-  
férieurité où nos lois sur l'échange international ne l'ont déjà que trop  
**fait** entrer. Le pays, après tout, attend-il autant qu'on veut bien le  
dire après la prorogation du privilège de la Banque de France, pour  
**avoir** confiance dans cette belle et grande institution, qui n'a qu'un  
défaut sérieux, le privilège, qui l'empêche d'être appréciée à sa  
**valeur** et pour elle-même? Les billets seront-ils refusés parce que le  
privilège ne sera pas renouvelé dès aujourd'hui? et nous avons encore  
six ans de privilège! six années pendant lesquelles nos législateurs  
pourront étudier plus mûrement les systèmes pratiqués à l'étranger  
aujourd'hui et dans le passé, systèmes qu'ils connaissent peu, disons-  
le, absorbés qu'ils sont dans les interpellations politiques et les luttes  
de clocher. Comment! le public ne craint pas de confier, soit à vue  
soit à des délais plus ou moins prolongés, quatre à cinq ans parfois,  
des fonds qui se totalisent par plusieurs centaines de millions,  
presqu'un milliard pour une d'entre elles, à des banques de crédit  
diverses, et on s'effraye à l'idée de voir le même public être libre-  
ment à même d'accepter ou non un billet payable à vue; franche-  
ment on médite de son tact ou de son intelligence; son éducation  
s'est faite depuis une quarantaine d'années, et il mérite plus de con-  
fiance de la part de ceux qui, après tout, ne sont que ses mandataires,  
soit dit sans les froisser.

ALPH. COURTOIS.

---

# REVUE DE L'ACADÉMIE

## DES

### SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

(Du 15 novembre 1890 au 15 février 1891).

---

**SOMMAIRE :** Les lois de la démographie et la liberté humaine. — Les **trois** propositions fondamentales du socialisme. — La circulation sur les routes. — Les populations agricoles de l'Hérault. — L'état actuel de la **protection** de l'enfance. — Le régime sanitaire de la France envisagé au point de **vue** international. — Décès. — Nomination. — Prix décernés et Concours.

#### 1

M. Levasseur a fait une importante communication à l'Académie des sciences morales et politiques sur *les lois de la démographie et la liberté humaine*.

De ce que les phénomènes démographiques et moraux sont enfermés dans les cadres inflexibles de la fatalité, il ne s'ensuit nullement que la démographie fournisse un argument à la doctrine qui nie le libre arbitre. Les phénomènes démographiques dépendent de l'ordre naturel, de l'ordre social ou de l'ordre moral, ou principalement de l'un des trois ordres et accessoirement des deux autres. Les faits accomplis permettent de prévoir les faits de même ordre à venir, d'après les lois démographiques. Les statisticiens ont pu annoncer le nombre des crimes passés, celui des crimes à venir, mais les moralistes se demandent alors ce que devient la liberté humaine, s'il est possible de supputer par avance les actes de l'homme. La liberté subsiste néanmoins. A sa naissance, l'homme apporte les germes de qualités physiques et morales, héritage de ses ancêtres. L'éducation a pour effet de favoriser le développement des bons germes et de supprimer les mauvais. Or, la volonté intervient d'une façon constante dans ce travail; c'est toujours elle qui décide en dernier lieu, et, quoique soumis à des influences diverses qui l'assiègent de toutes parts, l'homme se détermine librement dans ses actes, comme le démontre le sentiment de la responsabilité auquel il ne saurait se soustraire.

Il n'y a point de phénomènes démographiques, quelque subordonnés qu'ils semblent à la physiologie, pour lesquels la volonté de



lure, etc. Bien évidemment, il faudra une réglementation pour que tout se fasse à la même heure et qu'en particulier, le pain soit prêt être enfourné lorsque le four sera chaud. Il en serait de la nation comme d'un régiment.

N'admettant pas l'encombrement des produits fabriqués et reprochant au système actuel de fabriquer au hasard, au delà des besoins ce qui déterminerait des crises, les socialistes déclarent ne vouloir produire que le nécessaire ; il vient immédiatement à l'esprit qu'il se heurteront à des difficultés pratiques ; en cas de maladresse, de négligence ou d'accident, on demandera ce qui se produira avec l'absence de provisions dans les magasins.

Karl Marx distingue dans les travaux des qualités différentes : 1° la qualité sociale, autrement dit le travail normal, à la hauteur des progrès réalisés, l'ouvrier possédant l'adresse, l'activité, l'éducation professionnelle nécessaires ainsi que l'outillage perfectionné. Mais chaque ouvrier sera-t-il également pourvu à tous les points de vue et ne voit-on pas que, suivant le cas, une heure de travail aura fourni plus ou moins d'objets fabriqués ? Par suite, le tarif n'est pas possible ; 2° la qualité professionnelle, en d'autres termes celle qui dépend de la nature de la profession. Ainsi par exemple une heure d'horloger vaut plusieurs heures de terrassier. Mais les difficultés réelles ne manquent point : il s'agit en effet d'apprécier la valeur relative des travaux, le coefficient qui convient à chaque nature de travail. On dit que cette réduction se fait constamment, que les proportions diverses suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail *simple* comme à leur unité de mesure s'établissent dans la société à l'insu des producteurs. Et comme conclusion, on ajoute que dans l'analyse de la valeur, il faut traiter chaque force de travail comme une force de travail simple, le médecin comme le terrassier. D'ailleurs, une fois la société actuelle détruite, il ne sera plus question de l'évaluation relative des heures. Tout sera réglé par l'État et l'on arrivera à l'égalité. C'est là le rêve d'un grand nombre qui espèrent ainsi avoir à se répartir la fortune des classes riches et sont assez ignorants pour croire que leur situation s'en trouverait améliorée.

Le régime socialiste des ateliers nationaux à production limitée conduit nécessairement à l'esclavage puisque chacun a sa profession assignée et puisque chaque atelier se voit fixer le nombre de bras qui lui faut. D'autre part, malgré les promesses, il s'en faut que chacun soit assuré de jouir du revenu total de son travail du moment qu'il y aura à prélever la part des surveillants, les frais d'entretien des machines, des améliorations, etc.

En second lieu Karl Marx a formulé une proposition intitulée : « *la plus-value* ». Il s'agit de l'exploitation de l'ouvrier par le patron ou le capitaliste ; en dehors de la matière première, de l'outillage et du travail de l'ouvrier, il n'y a rien ; le patron vit en réalité du travail d'autrui. Ainsi l'on ne compte pour rien l'achat des matières, la vente des produits, la préparation et l'entretien des machines, etc. La démonstration du fameux socialiste n'est qu'un sophisme et la négation de ce qu'apprend l'expérience. Elle ne prévaudra point contre l'axiome posé par la science économique : tout travail mérite salaire, tout salaire doit être proportionné à la durée du travail.

Enfin Lassalle a prétendu trouver « *la loi d'airain* » et établir que l'abondance, en poussant les ouvriers à se multiplier, les pousse à la misère. Rien n'est moins exact. Il est certain que l'abondance ne pousse pas à l'accroissement de la population, et en outre il est vrai que la multiplication des bras engendre la misère uniquement lorsqu'elle ne coïncide pas avec un accroissement de la production. La loi d'airain n'est pas fatale : le travailleur peut, à son gré, ne pas se marier trop jeune, il peut, à sa volonté, être aussi prévoyant qu'une autre personne. Les hommes se classent non pas par leur profession, mais bien par leurs talents, leurs vertus. Sans doute il existe des chances individuelles bonnes ou mauvaises, mais il n'y a pas de fatalité sociale et dans un pays libre, il n'y a de déshérités que les infirmes.

En présentant le onzième volume du recueil publié par le ministère des Travaux publics sous le titre d'*Album de statistique graphique*, M. Levasseur a communiqué certains chiffres intéressants. Il y a lieu de noter le comptage effectué en 1888 de la circulation sur les routes nationales. Un progrès réel s'est fait sentir à cet égard. Le nombre moyen des colliers réduits qui était de 167 en 1876, a atteint 178 en 1882 et 193 en 1888 ; en d'autres termes, en moyenne il passe chaque jour et sur chaque partie des routes nationales 193 chevaux, ou l'équivalent de 193 chevaux de roulage. La circulation est active principalement dans la banlieue des grandes villes et dans le nord de la France. Le développement des voies ferrées a déterminé le déplacement de la circulation sur les routes, et, loin de la diminuer, a contribué à l'augmenter. Les routes départementales et les chemins vicinaux ont dû bénéficier plus encore des progrès des chemins de fer et de l'accroissement de la richesse en France.

M. Boutmy a continué la lecture de son mémoire sur *Le sentiment religieux aux États-Unis*.

## II

Continuant la lecture de son rapport sur la condition des populations agricoles du sud-est de la France, M. Baudrillart a communiqué un fragment sur *Les classes rurales du département de l'Hérault*.

Il est peu de départements offrant autant d'intérêt que le département de l'Hérault, soit par sa nature spéciale, soit par l'importance de sa richesse agricole. La production principale, le vin, imposée en quelque sorte par le sol et le climat, exerce sur les habitudes et la manière de vivre des habitants une influence particulière, et l'action de l'homme sur la culture ne paraît nulle part davantage. Grâce à leur intelligence, à leur persévérance, les habitants ont réussi à triompher d'obstacles difficiles à vaincre. Si, dans une région, la culture de la vigne domine, dans une autre, où la culture trouve peu de place, les mines offrent un aliment à l'industrie; mais sur le vaste plateau des Causses on ne trouve nulle trace de culture et c'est à peine si les troupeaux y trouvent, dans des plantes chétives, une maigre nourriture. La partie comprise entre les Cévennes et la mer est un immense vignoble, où se trouvent répandus les oliviers, les mûriers, les amandiers, etc. Le sud-ouest du département est limité par une côte sablonneuse, la mer et les étangs. La population de cette région se livre aux occupations agricoles et surtout à la pêche, qui contribue pour une large part à la richesse du département. Le sol cultivable pourrait y être utilement étendu. C'est ainsi que près de Narbonne des bas fonds ont été transformés en plaines fécondes. Certains étangs pourraient et devraient être assainis par une ingénieuse circulation des eaux, opérée par l'introduction de celles de la Méditerranée; la mortalité considérable que l'on constate chez les habitants et qui est due à l'insalubrité des lieux, se trouverait ainsi amoindrie.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de la région, on remarque que les populations agricoles et industrielles ne semblent pas séparées par une ligne de démarcation tranchée. L'ouvrier, au sortir de l'atelier, va visiter son carré de vignes et le dimanche il se rend au village où se trouve le foyer domestique. La ville et la campagne ont uni leurs destinées; les troupeaux fournissent la laine à l'industrie du drap, et celle-ci a multiplié l'élevage au profit de la population rurale. Ces conditions particulières, ainsi qu'un fonds permanent d'habitudes régulières, expliquent l'établissement à Villeneuve de ce gouvernement paternel qu'on nomme *le patronat*. De père en fils, de mère en fille, ouvriers et ouvrières restent fidèles à



recherche de la paternité. Dans tous les pays où cette recherche est admise elle a répandu une crainte salutaire dont les mœurs sont les premières à profiter. En France, le séducteur peut impunément mener une vie de débauche; la société doit à la fille séduite un refuge pour y cacher sa faute, car toute femme dont le secret est dévoilé est à jamais perdue. La création des refuges sauverait, d'une part, l'honneur des familles. d'autre part, elle empêcherait fréquemment de pauvres filles de commettre un crime précisément pour cacher une faute. A la vérité l'on a objecté qu'en agissant ainsi on risquerait d'encourager la débauche et qu'il n'est pas juste de secourir les filles mères lorsqu'on ne vient pas en aide aux familles honnêtes. Mais il faut répondre que ce que l'on veut de la sorte, c'est prévenir l'avortement où l'infanticide et ouvrir une porte au repentir. Il convient de donner aux malheureuses si durement traitées une retraite nécessaire à la santé morale autant qu'à la santé physique pour conserver l'enfant et la mère. Lorsque l'enfant est nourri par la mère il a bien des chances de subsister; l'envoi en nourrice est souvent une forme de l'infanticide. Si la loi Roussel bien appliquée a sauvé l'existence de milliers d'enfants, il faut en assurer l'exécution en obtenant des conseils généraux les subsides nécessaires et aussi en obtenant des magistrats municipaux l'accomplissement de leurs devoirs d'humanité et de patriotisme. Ce n'est pas tout que de sauver le nourrisson, il faut le préserver de la variole; sur ce point la négligence en France est complète; chaque année il disparaît un grand nombre d'enfants et d'adultes qui auraient été conservés si la vaccination et la revaccination étaient obligatoires.

Devenu apprenti, l'enfant court des dangers dont le préservent des lois fort humaines et des sociétés de protection. Bien que l'on ait assaini les ateliers, diminué le nombre des accidents de machines et amélioré les conditions de l'apprentissage, il reste beaucoup à faire, notamment à améliorer le milieu où vit l'enfant; beaucoup ne trouvent dans la famille que de mauvais traitements et des exemples détestables; il serait possible d'atténuer le mal en créant des logements à bon marché qui permettraient à la famille de ne point passer la journée et la nuit dans une seule pièce.

En outre, il ne faut pas oublier que les colonies pénitentiaires réclament l'attention : elles doivent être agricoles, mais il faut que le personnel se fasse aimer et respecter à la fois, qu'il mette les détenus à même d'apprendre un métier assurant des moyens d'existence et de recevoir des conseils moralisateurs.

Enfin une loi nouvelle permet d'enlever les enfants aux parents indignes. Elle a été mise en application et l'on peut croire qu'elle













l'autre de 1.000 fr. à M. W. de Chodzko. — Le prix Ernest Thorel d'une valeur de 2.000 fr. a été partagé entre M. Th. Desdouits, professeur au lycée de Versailles, pour sa brochure *Les philosophes de l'atelier*, et M. Alfred Franklin, conservateur administrateur de la Bibliothèque Mazarine, pour son livre : *La vie privée d'autrefois : comment on devient patron*. L'Académie, sur le reliquat disponible, a attribué deux récompenses : l'une de 800 francs à M. P. Matrat, chef de bureau au Ministère de la Guerre, pour sa brochure : *Les conseils du père Vincent ou les bienfaits de l'épargne*, l'autre, de 600 francs à MM. Elie Pécaut et Charles Baude pour leur ouvrage : *L'Art*. — Sans décerner le prix Joseph Audiffred l'Académie a accordé les récompenses suivantes : 2.000 fr. à M. Emile Manceau pour son *Code-Manuel du citoyen-soldat* ; 1.500 fr. à M. Ch. Chardux, professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Grenoble pour ses trois ouvrages intitulés : *Notes et réflexions ; De l'esprit philosophique et de la liberté d'esprit ; Pensées sur l'histoire* ; 1.000 fr. à M. Eug. Plantet, attaché au Ministère des Affaires étrangères, pour son ouvrage : *Correspondance des deys d'Alger avec la Cour de France (1579-1833)* ; 500 fr. à M. G. Lamy, professeur au lycée Lakanal pour son livre : *Voyage du novice Jean Paul à travers la France d'Amérique*. — Le montant du prix Le Dissez de Penanrun (2.000 fr.) a été divisé entre M. E. Segond, professeur de philosophie au collège Stanislas, pour sa traduction de l'italien, de l'ouvrage d'Antonio Rosmini Serbati intitulé : *Psychologie* et M. A. Deloume professeur à la Faculté de droit de Toulouse, pour son livre : *les Manieures d'argent à Rome*.

Pour terminer ce compte rendu, il importe de signaler les sujets mis au concours.

*Section de Philosophie.* — L'Académie a proposé comme sujet du prix du budget pour l'année 1892 la *Philosophie de l'inconscient*. Le prix est de la valeur de 2.000 francs ; le terme du concours est le 31 décembre 1891. — Le concours Victor Cousin pour 1893 portera sur *L'histoire et l'examen critique de la philosophie atomistique*. Le programme est ainsi conçu : 1<sup>o</sup> remonter aux premières origines de la philosophie atomistique ; recueillir les documents qui nous restent sur le système de Leucippe et de Démocrite ; comparer ce système à celui des homœoméries adopté par Anaxagore ; 2<sup>o</sup> indiquer les changements introduits dans la philosophie atomistique par Epicure, Lucrèce, les Scolastiques arabes ou Motécallémin et Gassendi ; 3<sup>o</sup> comparer la philosophie des atomes à la monadologie de Leibnitz ; 4<sup>o</sup> rechercher ce qu'il y a de vrai et de faux dans la philosophie des atomes tant au point de vue métaphysique qu'au point de vue scientifique. Le prix est de la valeur de



*règles d'après lesquelles ont été exécutés les travaux publics en France depuis le règne de Henri IV jusqu'en 1789 ; signaler celles de ces règles qui ont passé dans la législation actuelle.* Le prix est de la valeur de 5.000 francs ; les concurrents ont jusqu'au 31 décembre 1892 pour adresser leurs travaux. — En 1894 (date de l'envoi des ouvrages : 31 décembre 1893) l'Académie décernera le prix Kœnigswarter, d'une valeur de 1.500 francs, au meilleur ouvrage sur l'histoire du droit publié dans les cinq années qui auront précédé la clôture du concours.

Le prix Aucoc et Picot qui sera décerné par les sections de législation et d'histoire réunies portera en 1893 sur ce sujet : *Le Parlement de Paris depuis l'avènement de Saint-Louis jusqu'à l'avènement de Louis XII.* Après avoir résumé rapidement les origines, les concurrents devront s'attacher aux premiers arrêts (*Olim*) et suivre depuis le milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle l'action du Parlement de Paris sur le développement et la constitution du droit français. Sans négliger l'influence politique du Parlement ils étudieront, surtout à l'aide des monuments inédits, les tendances de la jurisprudence, l'action exercée par les arrêts sur les personnes, sur les biens et sur les mœurs, ce que les magistrats ont emprunté au droit romain ou au droit coutumier, en quoi ils ont préparé les grandes ordonnances du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, comment ils les ont interprétées, quelle part ils ont pu prendre à l'administration et à la paix du royaume, de quelle manière enfin ils ont servi par ce travail persévérant le pouvoir royal et l'unité française. Le prix est de 6.000 francs. Les mémoires devront être remis au plus tard le 31 décembre 1892.

*Section d'Économie politique.* — L'Académie rappelle qu'elle a proposé pour l'année 1894 le sujet de concours suivant : *le Patronage*, avec le programme ci-après : Étudier, en France et à l'étranger, le patronage, c'est-à-dire les moyens employés par les patrons en vue d'améliorer la condition matérielle et morale de leurs employés et ouvriers, etc., et d'établir entre l'entrepreneur et le salarié des relations autres que celles qui résultent de l'exécution du travail par l'un, et du paiement du salaire par l'autre, et propres à créer une certaine harmonie entre les diverses catégories de collaborateurs d'un même établissement agricole, industriel et commercial. Le prêt est de la valeur de 2.000 fr. le terme du concours, le 31 décembre 1893. — Le prix Bordin pour 1893 est consacré à la question de *l'émigration et de l'immigration au XIX<sup>e</sup> siècle*. Depuis vingt-cinq ans, dit le programme rédigé par la section, l'émigration hors de l'Europe a pris un développement considérable ; les concurrents auront à étudier, en s'attachant principalement à la période contemporaine de la seconde moitié du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, l'émigration d'une localité d'un pays dans une autre localité du même





et les quantités de monnaies et mesures du temps et les traduire en monnaies et mesures actuelles.) — Enfin, l'Académie a pris pour sujet du prix Rossi de 1893 la question *des refontes de monnaies sous l'ancien régime*, avec demande instante aux concurrents de préciser l'objet de ces refontes, le sens qu'il faut attribuer à l'expression « prix du marc », le but que se proposait l'administration en ordonnant ces refontes et le résultat qu'elles ont eu sur la circulation. Le prix est de 5.000 francs. Le terme du concours est le 31 décembre 1892.

*Section d'Histoire.* — En 1892 l'Académie jugera le concours consacré à la *politique étrangère de l'abbé Dubois* : le prix est de la valeur de 2.000 francs ; le délai expire le 31 décembre 1891. — La même section a fait mettre au concours pour l'année 1891 : la *Colonisation française dans le continent de l'Amérique du Nord au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles*. Les concurrents devront indiquer les courants d'émigration française qui se sont dirigés vers l'Amérique du Nord, étudier les efforts commerciaux et militaires des colons, discerner les raisons de leurs succès et de leurs échecs, déterminer enfin dans quelle mesure l'influence française a persisté dans les lois et dans les mœurs des populations. Le prix est de 1.000 francs ; le terme du concours est fixé au 31 décembre 1893. — Le concours Bordin pour 1894 portera sur l'*exposé des institutions politiques, judiciaires et financières du règne de Philippe Auguste* ; l'Académie demande un travail original fait d'après la lecture et la critique des écrivains du temps et des chartes et diplômes publiés ou inédits de ce règne. Le prix est de 2.500 francs ; le concours sera clos le 31 décembre 1893. — L'Académie rappelle qu'elle a proposé pour le concours Aucoc et Picot de 1892 le sujet suivant : *l'Administration royale sous François 1<sup>er</sup>*. L'Académie n'attend pas des concurrents une histoire du règne. Elle exclut le récit des guerres et des négociations. Elle entend provoquer les recherches principalement sur l'administration de la justice, sur les affaires ecclésiastiques, enfin sur l'organisation financière et militaire et sur les rapports de la royauté avec les Parlements et les trois ordres de l'État. Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Les mémoires devront être remis au plus tard le 31 décembre 1891.

En 1893, l'Académie des sciences morales et politiques décernera le prix Jean Reynaud, d'une valeur de 10.000 francs, à « une œuvre originale, élevée, et ayant un caractère d'invention et de nouveauté ». le prix de Morogues, d'une valeur de 4.000 francs, au meilleur ouvrage sur l'état du paupérisme en France et le moyen d'y remédier, le prix Jules Andéoud, d'une valeur de 12.000 francs, aux ouvrages imprimés, institutions, établissements publics ou privés, travaux, œuvres ou services relatifs à l'amélioration du sort des classes ouvrières ou en



## LE RÉGIME MONÉTAIRE DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

DISCOURS DE M. GOSCHEN A LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LEEDS.

Le prêt de 75 millions en or consenti par la Banque de France à la Banque d'Angleterre au mois de novembre dernier, lors de la crise monétaire provoquée à Londres par la chute de la maison Baring Brothers, donna lieu, au moment où il fut effectué, à un échange de propos, dans la presse des deux pays, qu'il serait futile de discuter ici. Que, en France, on ait cru pouvoir tirer quelque gloire du service rendu à la puissante Banque d'Angleterre, c'est là un sentiment fort légitime, sans pourtant qu'on y puisse trouver la justification de sorties dithyrambiques, pas plus d'ailleurs que de répliques acerbes.

La transaction intervenue entre les deux grands établissements est en elle-même fort simple ; la place de Paris y avait un intérêt très évident, celui, en aidant à conjurer à Londres une crise partielle qui aurait facilement pu acquérir un caractère de grave intensité générale, de garantir le marché monétaire et financier français de répercussions dangereuses.

Ce qui donne à cette transaction un caractère d'importance très exceptionnelle, c'est qu'elle coïncide en France avec la mise en discussion du renouvellement du privilège de la Banque de France ; et qu'en Angleterre elle a obligé le monde de la Cité à reconnaître la nécessité de modifier sans plus tarder, le régime monétaire créé par le « Bank Act » de 1844.

En effet, la Banque d'Angleterre renfermée, en ce qui est de sa réserve métallique et de l'émission de ses billets, dans les conditions sans souplesse que lui imposa sir Robert Peel, ne peut pas faire face à une crise exceptionnelle par des moyens qui lui soient propres. Elle travaille sur une étroite base métallique dont elle n'a même pas la libre et entière disposition. Immédiatement avant la crise, la Banque d'Angleterre avait une encaisse métallique totale de £ 19.137.451 et de ce total ne pouvait disposer que de £ 11.104.776 ; elle ne pouvait ni toucher au reste de l'encaisse sans rentrées préalables de billets en circulation, ni émettre des billets sans rentrées préalables d'or. Or, en temps de crise, et sans que le public éprouvât même l'ombre d'une inquiétude à son endroit, il est à peine besoin de signaler qu'elle ne pouvait pas







terre en matière de retraits d'or pour l'étranger, et quelques autres, égères aussi, à l'acte de 1844, mettraient la Banque en situation de le pratiquer utilement.

M. Goschen aboutira-t-il dans les négociations qu'il mène dans ce moment pour s'assurer le concours des banques dans ses projets, c'est à voir. Il aime les parties gagnées d'avance ; mais, tandis que pour la conversion, toute grosse affaire qu'elle fût, il mettait facilement les banques de son côté, en les faisant participer aux gains de l'opération, autre chose est de leur imposer l'immobilisation de ressources dont elles tirent profit sur l'heure.

H. C.

---

## LE BANDITISME ALGÉRIEN

---

L'opinion publique en France manifeste en ce moment-ci une très grande inquiétude au sujet de ce qu'on a nommé, un peu pompeusement, le *banditisme algérien*. La discussion peu concluante au fond qui vient de se produire devant le Sénat paraît avoir accru cette inquiétude. Par l'effet sans doute d'un certain mirage, ou bien de la distance, *major e longinquo reverentia*, les malfaiteurs, d'ordre pourtant bien vulgaire, qui sont nombreux en Algérie, ont pris aux yeux de certains de nos compatriotes des proportions tout à fait épiques. On croit voir en eux les derniers champions de leur nationalité expirante ; on se les représente tels que les auteurs de notre période romantique représentaient les Kléphtes, bandits héroïques, toujours en combat contre le Turc oppresseur, ou tels que Walter Scott a représenté Robin Hood et sa bande, les derniers Saxons qui aient lutté contre l'envahisseur normand. De même, les voleurs qui font parler d'eux en Algérie, seraient les derniers vengeurs d'une population écrasée sous la puissance française. Telle est certainement l'opinion du journal le *Temps* où nous lisons, dans un article fort éloquent du reste, des phrases comme celles-ci : « Les actes de brigandage qui ont inquiété la population européenne en ces derniers temps, ne témoignent-ils pas d'un désespoir furieux toujours prêt à éclater ? » « A l'heure actuelle, les indigènes algériens ne peuvent que gémir ou se venger par des actes de violence isolée <sup>1</sup> », etc. Cette conception est fort élégante et littéraire, mais nous n'hésitons pas à affirmer qu'elle est radicalement fautive en ce qui concerne les malfaiteurs de l'Algérie.

---

<sup>1</sup> Numéro du 22 février 1891.







hommes l'enviaient, les femmes l'admiraient. La conquête fortifia l'organisation politique des musulmans et mit fin à cet état de désordres. L'administration des tribus fut généralement confiée à des hommes de grande famille et de grande importance personnelle qui, dirigés par nos officiers, imposèrent une fort bonne police. Il faut se représenter un musulman de grande race comme une sorte de patricien romain, entouré et aidé de sa *familia* et de sa clientèle ; en Algérie on comprend ces deux éléments sous le nom de *Çof*. Chacun des chefs imposés par la France, avait, à cette époque, la disposition d'un çof considérable ; avec son aide, il organisait un système de renseignements, surveillait les individus dangereux, les mâtait de force au besoin, en un mot tenait sa tribu dans la main. Tout malfaiteur était bien vite dénoncé, saisi, et livré à l'autorité française. Mais, depuis quelques années, on écarte les hommes de grande famille ; on fractionne les douars, on diminue l'étendue des commandements, et on les confie à des hommes de moindre importance qui n'ayant pas à leur disposition une clientèle suffisamment considérable, ne peuvent pas dominer leur tribu aussi bien que faisaient les autres. On espère ainsi rapprocher de plus en plus l'administration française de l'indigène et sans doute, on y parviendra. Mais en attendant, les éléments de désordre, très nombreux dans les tribus, ne sont plus comprimés avec la même vigueur, et il en résulte un accroissement de la criminalité. Le vol en bandes armées reparait à l'état d'institution, comme autrefois. Dans un pays immense, mal peuplé, montagneux, d'une topographie très difficile, il trouve toutes facilités pour s'exercer et pour échapper à la répression. C'est là un mal social très grave, d'autant plus grave qu'il tient à des instincts de race séculaires. Mais l'origine même de ce mal, la perpétuité des instincts qui le font naître, prouvent à l'évidence que le banditisme algérien n'est dû à aucune des causes élevées auxquelles on l'attribue bénévolement.

JEAN LE ROY.

---

## LES CORPORATIONS ARTISTIQUES

ET

### LA GESTION DES THÉÂTRES NATIONAUX SUBVENTIONNÉS

---

La question de l'Opéra est à l'ordre du jour. Une docte commission vient de terminer un important cahier des charges, les candidatures se posent, le directeur va être bientôt nommé.

Est-il encore temps de présenter une solution, que personne ne semble avoir envisagée et qui aurait pourtant l'avantage de sauvegarder les intérêts de l'État en dégageant l'administration des responsabilités et des embarras que lui ont créés dans le passé et lui créeront dans l'avenir l'espèce de tutelle qu'organise le système actuel ?

Le principe de cette solution est celui que le ministre des travaux publics veut appliquer aux canaux en créant des chambres de navigation ; ce système a déjà produit de bons effets pour l'amodiation des ports confiés aux chambres de commerce.

Ce principe consiste à donner des gestions d'intérêt public, dans des conditions à déterminer, à des groupes de personnes qui apparaissent comme ayant des aptitudes et des motifs de correctement accomplir ces gestions.

L'État français a de nombreuses attributions, il en a trop. Son action et sa responsabilité sont engagés en trop d'endroits. Il est de bonne politique de lui chercher des aides et des remplaçants.

Les hiérarchies de fonctionnaires : bureaucrates, directeurs, inspecteurs, ne constituent pas les seuls types d'administration publique. La force des choses en a imposé d'autres : compagnies financières, groupes locaux, chambres de commerce, chambres de navigation, etc.

C'est dans cette dernière catégorie que nous proposons de chercher un type de gestion pour les théâtres subventionnés et notamment pour l'Opéra. La solution que nous proposons est donc la création d'une sorte de chambre d'encouragement ou de protection de l'art dramatique lyrique, d'une association d'habitues, d'une corporation artistique en faveur de laquelle l'État se dessaisirait pour un temps. L'expérience mériterait d'être tentée, tout semble prouver qu'elle réussirait.

Les personnes les plus intéressées à ce que les représentations du grand Opéra soient variées et brillantes, que le répertoire ancien et le nouveau alternent, que la troupe et l'orchestre soient d'une qualité

**élevée**, ce sont ceux qui paient très cher pour assister aux représentations.

**Donnez-leur** un pouvoir de direction, et leur dilettantisme, leur amour-propre ou le souci de leurs plaisirs les conduira à réaliser précisément cet idéal que l'on cherche à faire sortir d'un savant cahier des charges.

**On** pourra continuer à stipuler certaines obligations que leur intérêt ne les porterait pas à s'imposer spontanément, celles qui sont relatives au prix des places d'une certaine catégorie, aux représentations à prix réduit, etc., l'énumération en serait courte.

**Mais** il semble qu'on peut se fier à eux pour que, suivant la formule de l'honorable ministre des Beaux-Arts, l'Opéra se distingue toujours par le choix et la variété des œuvres anciennes et modernes qui y seront représentées, par le talent des artistes comme par le goût et la valeur artistique des décorations, des costumes et de la mise en scène.

**Pareillement**, on peut leur confier le choix d'un administrateur, leur laisser établir un règlement, élire un conseil de surveillance, voire même un comité de lecteur, et régler beaucoup de choses dans leur organisation.

**Il** convient, d'ailleurs, de les intéresser à la gestion matérielle, de leur faire subir une part des pertes ou profiter d'une part des bénéfices.

**L'État** tiendrait aux abonnés le langage suivant : Voulez-vous que je vous confie la gestion de l'Académie nationale de musique ? Le voulez-vous ? Si oui, je vous demande deux choses : d'abord, de vous syndiquer ; en second lieu, de consentir un sacrifice d'argent. J'édicte, en effet, cette clause que les abonnés pourront devenir actionnaires ou membres de la corporation artistique en souscrivant pour une somme annuelle égale au tiers ou à la moitié (c'est un point à débattre) du prix de leur abonnement.

Je vous donne un avantage, celui de régler vos plaisirs. Consentez un sacrifice d'argent.

Il pourrait ajouter : s'il y a des bénéfices, et il appartiendra à vous qu'il y en ait, en constituant une bonne administration, en prenant des initiatives intelligentes, nous partagerons les bénéfices.

Je suggère à ce propos un mode de répartition des bénéfices qui serait excellent :

Un tiers aux abonnés.

Un tiers à l'État (en déduction de la subvention).

Un tiers à une caisse de réserve.

Cette caisse de réserve, où un tiers des bénéfices annuels, irait se capitaliser, que des dons et legs pourraient grossir, constituerait un fonds de dotation dont les revenus, sans cesse grossissants, seraient

appliqués aux frais de l'entreprise. Son existence permettrait d'espérer dans l'avenir la suppression de la subvention de l'État.

Par cette méthode, les abonnés, devenus membres du syndicat, de la corporation, se trouveraient doublement intéressés ; ils le seraient en raison de leur mise de fonds, ils le seraient pour la satisfaction de leur passion artistique.

Devrait-on faciliter aux habitués non abonnés, aux critiques, au personnel de l'Opéra et aux auteurs, l'accès de l'association ? Oui, sans doute. Ce sont là des détails à prévoir dans les formules.

Si l'on veut se rendre compte du concours pécuniaire qu'une telle organisation apporterait à l'Opéra, la chose est aisée.

Le grand Opéra donne 190 représentations environ. L'État, qui donne une subvention de 800.000 fr., concourt donc pour chacune d'elles pour la somme de 4.210 fr. L'abonnement fournit 9.000 fr., soit plus du double. Si donc l'abonnement fournissait une provision égale à la moitié de ce qu'il paie, il avancerait une somme de 850.000 fr. Pour bien faire, la direction aurait de la marge.

Pour qu'une telle combinaison aboutisse, il faut le concours des intéressés. Il serait intéressant de connaître leur avis.

Les abonnés de l'Opéra appartiennent à la classe la plus riche de la nation, à celle qui est accoutumée à faire grosse la part du budget de famille consacrée aux distractions, aux réunions mondaines, aux jouissances artistiques, aux satisfactions des curiosités ou des vanités.

Est-ce une illusion de croire qu'il deviendrait très rapidement de bon ton d'être de la corporation artistique, de protéger la musique, d'encourager la danse, d'être parmi les Mécènes du grand Opéra ? On y serait amené quelquefois par un goût éclairé des arts, ou le désir de coopérer à une entreprise nationale qui est un des attraits de la capitale, quelquefois aussi par simple ostentation, pour paraître de son temps, pour paraître être du grand monde.

Mais, peut-être, les objections les plus pressantes ne viendront-elles pas des abonnés.

Les défenseurs les plus tenaces d'un système sont ceux qui profitent des abus qu'il engendre.

Léon ROQUET.



pour celles-ci. Mais le phénomène qu'on observe ordinairement en pareils cas ne tarda pas à se produire. Les ateliers existants augmentèrent leur outillage, il s'en fonda de nouveaux, bref dès le commencement de 1890 les moyens de production se trouvèrent excessifs en comparaison des produits que pouvait absorber le pays. D'exporter il n'en saurait être question, car les hauts frais de protection, conséquence du système protecteur et des impôts considérables qui grèvent l'industrie, ne permettent pas à celle-ci de soutenir la concurrence étrangère hors de l'Italie. Une production trop grande devant ainsi se déverser sur un marché restreint, une crise était inévitable. Elle se déclara dès le commencement de l'année passée, et depuis lors elle a toujours été en augmentant d'intensité. Les ateliers sont obligés de renvoyer leurs ouvriers ; à Milan on en compte près de 7.000 qui se trouvent ainsi sans ouvrage, dans tous les centres industriels italiens, à San Pier d'Arena, à Livourne, à Turin, etc., le même fait se produit dans de plus ou moins grandes proportions.

Sous l'impression des souffrances de ces malheureux ouvriers on a songé, comme d'habitude, à invoquer l'intervention de l'Etat. L'on oublie que la crise actuelle a été justement produite par cette même intervention de l'Etat que l'on invoque de nouveau. Nous n'en serions pas là si nos bons législateurs avaient bien voulu employer leurs profondes connaissances économiques à quelqu'autre sujet qu'à préparer le tarif douanier de 1887, et si le gouvernement n'avait pas *protégé* de la sorte nos industries. Malgré cela, il s'est trouvé des gens ayant une foi assez robuste dans les bienfaits de la protection pour demander qu'on en octroyât une nouvelle dose aux industries mécaniques. Conçoit-on un médecin qui ayant presque tué son malade par un remède, en redouble la dose pour le guérir ? Et cela s'appelle de la pratique ; que sera donc la théorie de ces gens-là ?

On discuta longuement à la Chambre des députés pour savoir ce que devait faire le gouvernement pour soulager les souffrances des industries mécaniques. On demanda naturellement une *sage* réforme du tarif douanier pour augmenter la protection de ces industries ; mais surtout que les commandes du gouvernement et des administrations de chemins de fer fussent faites, non suivant le besoin qu'on en avait, mais suivant la convenance des ateliers ! On finit par nommer une Commission chargée d'étudier la manière de répartir ces commandes entre les divers ateliers, probablement en considération des bienfaits qu'avaient déjà apportés aux industries de constructions mécaniques les travaux d'une autre Commission : celle qui a préparé le tarif douanier de 1887.

Au milieu de ces aberrations, quelques hommes de bon sens ont pourtant fait entendre leur voix. M. l'ingénieur Cottrau, un des plus an-





comparatif en Italie et en Belgique, par tonne de travées droites en fer s'établirait comme il suit ;

DÉPENSES	Italie	Belgique
	fr.	fr.
Matières premières.....	235.00	148.50
Main d'œuvre à l'atelier.....	30.00	37.50
Droits de timbre et dépenses pour les contrats	13.20	2.20
Poste, télégraphe, commissions.....	6.60	7.20
Direction, illumination, dépenses de bureau ..	16 50	20.50
Intérêts, change, impôts sur le capital circulant (c'est à-dire sur les obligations et les emprunts.....	29.70	2.50
Total.....	331.00	218.40

Ce petit tableau est fort instructif. Nous voyons que les causes de l'infériorité de l'usine italienne, en comparaison de l'usine belge, se réduisent à trois :

1<sup>o</sup> La différence de prix des matières premières, soit 86 fr. 50 par tonne. De cette somme, 20 francs sont pour le transport des matières premières de la Belgique ou de l'Allemagne en Italie, les autres 66 fr.50 représentent les droits protecteurs sur ces matières.

2<sup>o</sup> Les droits de timbre, et autres taxes analogues, qui grèvent l'usine italienne de 11 francs de plus par tonne.

3<sup>o</sup> Les intérêts de l'argent et les taxes sur la richesse mobilière, qui constituent une différence de 24 fr. 20 par tonne, grevant l'usine italienne. La différence pour l'intérêt de l'argent ne provient pas seulement du taux plus élevé en Italie qu'en Belgique, mais surtout du fait que l'usine belge se fait payer à la livraison de la marchandise à l'usine, tandis qu'en Italie le gouvernement (qui est le principal acheteur des ponts métalliques) paye quand il veut, ou quand il peut, et souvent fort en retard.

Ces différences, excepté celles sur le prix de la matière première, sont en partie compensées par le moindre coût du montage sur place pour l'usine italienne. Et c'est ainsi que M. Cottrau a pu autrefois, ayant obtenu l'entrée en franchise des matières premières, construire pour l'étranger des ponts métalliques, en concurrence avec les usines belges.

Ce fait est la meilleure confirmation de l'exactitude de ses données. et il démontre péremptoirement que la cause principale de l'infériorité de l'usine italienne est dans la protection, qui augmente dans une mesure exorbitante le prix des matières premières.



bien loin de protéger vraiment le travail national, en est le pire ennemi et que le bien-être factice et passager qu'il procure à certaines industries, est plus que compensé par le malaise et la ruine d'autres industries dont il est la cause. Le gouvernement, s'il veut réellement protéger le travail national, n'a donc qu'une chose à faire : le laisser se porter librement vers les emplois qui, dans le pays, sont le plus rémunérateurs et surtout ne pas le surcharger d'impôts.

Nous avons l'espoir que le nouveau ministère comprendra ces vérités et qu'on nous assure qu'il diminuera au moins l'excès de protection dont nous souffrons, et il a déjà fait connaître sa bonne intention de ne pas proposer de nouveaux impôts et de rétablir l'équilibre du budget par des économies.

Y parviendra-t-il ? Oui s'il porte résolument la main sur les budgets de la guerre et de la marine. Non, si pour des raisons qu'il ne nous appartient pas de développer ici, il se trouve empêché de réaliser des économies importantes sur ces deux budgets.

Si le lecteur veut bien se reporter aux chiffres que nous avons donnés dans ce même journal (mai 1889) il y verra l'augmentation considérable des dettes créées chaque année pour équilibrer le budget. Il est insupportable, pour le moment, de s'arrêter dans cette voie, il est absolument nécessaire d'émettre de nouvelles obligations pour continuer la construction des chemins de fer commencés, et le service de la dette à l'étranger se ferait difficilement sans avoir recours à l'emprunt. L'année passée on y a pourvu en vendant de la rente 5 0/0, que l'on a reprise pour la caisse des pensions, en inscrivant de nouveau au budget l'année prochaine pour le service des pensions.

Il est vrai que tous les grands Etats du continent européen ont recours continuellement aux emprunts pour équilibrer le budget. Le danger pour l'Italie n'est donc pas là, il s'agit seulement de savoir si la dette ne croît pas plus vite que ne se développent les ressources économiques du pays.

La récolte de l'année passée n'a pas été mauvaise; malgré cette condition économique du pays ne s'améliore pas. Les recettes du budget ordinaire, depuis juillet 1890 jusqu'à la fin de janvier 1891, présentent une différence en moins de 11 millions sur les recettes de la période correspondante de 1889-1890. Le mouvement commercial avec l'étranger continue à diminuer : voici les résultats de 1890, comparés avec des années précédentes (commerce spécial) :

	1886	1887	1888	1889	1890	
Exportations....	1.021	1.002	891	950	876	millions de francs
Importations....	1.455	1.604	1.174	1.391	1.317	—
Total.....	2.476	2.606	2.075	2.341	2.193	—

Il y a lieu d'observer que la différence entre la valeur des importations et celle des exportations a été en 1890 de 441 millions de francs, tandis que de 1883 à 1886 elle avait été, en moyenne, de 326 millions. Ainsi se vérifie de nouveau l'observation, qui a été faite plusieurs fois, que la protection diminue il est vrai le chiffre des importations, mais qu'elle diminue encore plus le chiffre des exportations. Ce qui est au reste une conséquence de la loi que les produits s'échangent contre des produits.

Il ne faut pas oublier, à ce sujet, que le mouvement commercial de l'Angleterre, qui jouit du libre-échange absolu, a toujours été en augmentant dans ces dernières années. D'un total de 14.060 millions de francs en 1886 il arrive par une progression ininterrompue à 17.111 millions en 1890. Les autres pays élèvent incessamment de nouvelles barrières pour se garantir de l'invasion des produits anglais, et les exportations anglaises s'élèvent de 5.311 millions en 1886 à 6.589 en 1890, c'est-à-dire qu'elle croissent de 23,6 0/0. Tels sont les résultats des théories libres-échangistes. Pendant ce même laps de temps, l'Italie, savamment défendue par le tarif douanier de ses hommes pratiques, a vu ses exportations se réduire de 14,2 0/0.

Au reste les principaux pays de l'Europe ont eu leur commerce extérieur en augmentation, dans ces dernières années, tandis que celui de l'Italie diminuait.

Commerce spécial sans les métaux précieux.		1886	1889	Différences	
				absolues.	en 0/0 du com- merce de 1886
		millions de francs.			
Italie :	Importations.....	1.458	1.390	— 68	— 4.6
	Exportations.....	1.028	951	— 77	— 7.5
	Total.....	2.486	2.341	— 145	— 5.8
France :	Importations.....	4 208	4.317	+ 109	+ 2.6
	Exportations.....	3.249	3.704	+ 455	+ 14.0
	Total.....	7.457	8.021	+ 564	+ 7.6
Suisse :	Importations.....	759	867	+ 108	+ 14.2
	Exportations.....	638	682	+ 44	+ 6.9
	Total.....	1 397	1.549	+ 152	+ 10.9
Belgique :	Importations.....	1.335	1.450	+ 115	+ 8.6
	Exportations.....	1.182	1.230	+ 48	+ 4.1
	Total.....	2.517	2.680	+ 163	+ 6.5
Angleterre :	Importations.....	8.747	10.689	+ 1.942	+ 22.2
	Exportations.....	5.311	6.224	+ 913	+ 17.2
	Total.....	14.058	16.913	+ 2.855	+ 20.2

Les résultats du commerce anglais en 1890 sont provisoires ; nous avons de même ceux de la France pour la même année, et en les comparant aux résultats de 1886 nous trouvons que la valeur des exportations augmente de 14, 5 0/0 et celle du total du mouvement commercial augmente du 9,2 0/0. Dans quelques années il y aura lieu d'examiner si cette progression ascendante continuera ou si elle se trouvera enrayée par la recrudescence de la protection.

Les produits du trafic des chemins de fer italiens indiquent aussi que la situation économique ne tend pas à s'améliorer. Voici les produits bruts par jour — kilomètre pour les deux grandes compagnies italiennes :

	1887	1888	1889	1890
	(francs par jour — kilomètre)			
Méditerranée (Réseau principal) (4.606) <sup>1</sup> du				
1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre.....	81	82	81	76
Adriatique (réseau principal) (4.055) du				
1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre .....	67	69	68	67

La diminution pour les chemins de fer de la Méditerranée est fort considérable.

Il y a lieu de comparer ces résultats avec ceux des chemins de fer des autres pays ; nous verrons alors si le phénomène de la diminution des recettes est général, ou bien s'il est spécial à l'Italie depuis la recrudescence de la protection et l'augmentation exagérée des dépenses de l'Etat.

Voici d'abord l'Angleterre, qui est *affligée* du libre échange, la Belgique et la Suisse, qui n'ont qu'une protection des plus modérées.

		(francs par jour — kilomètre)		
		1887	1889 <sup>2</sup>	1890
<b>ANGLETERRE</b>				
<b>Great Eastern</b> <sup>1</sup> (1.643).....		155	159	162
<b>Great Northern</b> (1.593).....		168	180	184
<b>Great Western</b> (3.993).....		132	146	148
<b>Lancashire and Yorkshire</b> (844).....		338	343	352
<b>London Brighton</b> (767).....		196	209	217
<b>London North Western</b> (3.017).....		237	251	259
<b>North Eastern</b> (2 539).....		163	184	196
<b>BELGIQUE</b>				
<b>Etat</b> (3.253) 1 <sup>er</sup> janvier au 31 octobre.....		106	115	120
<b>Grand central Belge</b> (589) (1 <sup>er</sup> janvier au 30 nov..		61	63	65
<b>Liège Maestricht</b> (30) 1 <sup>er</sup> janvier au 30 novembre.		95	110	111
<b>Nord Belge</b> (169) 1 <sup>er</sup> janvier au 31 octobre.....		190	224	222
<b>SUISSE</b>				
<b>Jura Simplon</b> <sup>2</sup> (974) 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décembre....		—	64	68
<b>Suisse occidentale-Simplon</b> (603)       ».....	}	58	—	—
<b>Jura Berne</b> (222)                       ».....				
<b>Berne Lucerne</b> (95)                   ».....				
<b>Nord-Est</b> (564)                       ».....		67	76	78
<b>Central</b> (323)                       ».....		96	106	108
<b>Union Suisse</b> (278)               ».....		73	80	82
<b>Saint-Gothard</b> (266)               ».....		117	131	131

La France non plus n'est pas trop mal partagée dans cette augmentation générale du trafic, et même l'Espagne en a eu sa part, au moins jusqu'à présent qu'elle n'a pas encore augmenté son tarif douanier. L'avenir dira si elle fait sagement de changer de voie.

<sup>1</sup> Nous mettons entre parenthèses la longueur en kilomètres des lignes pour le deuxième semestre de 1890.

<sup>2</sup> Le réseau Jura-Simplon a été formé en 1889 par la fusion des lignes Jura-Berne-Lucerne avec le Brünig et de la Suisse-Occidentale-Simplon.

				(francs par jour — kilomètre)		
				1887	1889	1890
FRANCE						
Lyon (8133 (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre.....				108	117	116
Nord (3599)	—	—	.....	127	143	142
Ouest (4714)	—	—	.....	82	86	82
Orléans (6122)	—	—	.....	71	75	74
Est (4513)	—	—	.....	79	86	86
Etat français (2658)	—	—	.....	34	36	37
ESPAGNE						
Saragosse (2672) du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre...				53	55	56
Nord-Espagne (1959)	—	—	.....	80	82	81
Andalous (800)	—	—	.....	40	45	46
Asturies (741)	—	—	.....	35	38	40
Tarragone Barcelone (551)	—	—	.....	81	83	84
ALLEMAGNE						
Alsace-Lorraine (1379) 1 <sup>er</sup> avril, 31 décembre.....				112	118	122
Prusse (24880)	—	—	.....	114	124	125
Wurtemberg (1633)	—	—	.....	71	81	80
Saxe (2595)	1 <sup>er</sup> janv., 31 décembre.....			109	118	119
Bade (1449)	—	—	.....	97	108	110

Que l'on rapproche maintenant ces chiffres de ceux qui indiquent le développement du commerce international, et que l'on compare l'état économique de l'Italie *défundue* à partir de 1888 par l'élévation des droits de douane à celui des autres pays qui ne les ont pas augmentés. Partout le mouvement du commerce international et celui du trafic des chemins de fer a augmenté, en Italie seulement il a diminué ; de quel côté est l'avantage ?

On nous avait promis monts et merveilles de l'application du nouveau tarif douanier, les industries italiennes devaient fleurir, le commerce aurait pris un essor jusqu'alors inconnu. Que reste-t-il de toutes ces belles paroles de nos hommes pratiques ? Rien que la ruine de nos exportations, et la misère de nos industries ! Puisse au moins cette expérience nous servir de leçon, et amener le pays à tâcher de réparer des maux qui ne sont que trop réels.

VILFREDO PARETO.



# BULLETIN

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Février 1891).

1<sup>er</sup> février. — **Caisse des dépôts et consignations** : Relevé des capitaux employés en achats de rentes et de valeurs pendant l'année 1890. — Relevé des capitaux employés en achats de rentes pendant le mois de janvier 1891 (page 522).

4. — **Loi** modifiant l'article 17 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (page 557).

6. — **Décret** fixant les conditions de présentation à l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (page 590).

7. — **Tableaux** des ouvertures et concessions de lignes de chemins de fer français et algériens en 1890 (page 614).

8. — **Décret** portant réduction du nombre des agents de change près la Bourse de Marseille (page 630).

12. — **Décret** constituant en entrepôt réel des douanes les locaux du Palais de l'Industrie affectés à l'exposition du travail (page 682).

15. — **Loi** ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Finistère, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local (page 729).

— **Admission** des pièces d'or espagnoles de 10 et de 20 pesetas dans les caisses publiques (page 743).

18. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts suivi d'un décret rendant applicables aux écoles primaires privées les conditions réglementaires de l'âge d'admission des élèves dans les écoles primaires publiques (page 789).

— **Arrêtés** modifiant les conditions des concours régionaux agricoles en 1891 (page 790).

19. — **Répartition** des bourses d'enseignement primaire supérieur pendant l'année 1890 (page 806).

21. — **Loi** relative au régime douanier applicable aux produits helléniques à leur entrée en France (page 845).

22. — **Loi** autorisant la ville de Bordeaux (Gironde) à emprunter 6 millions de francs, pour diverses dépenses d'utilité communale (page 869).

26. — **Arrêté** relatif aux bourses dans les écoles de commerce (page 931).

— fixant le nombre des bourses commerciales à l'étranger (page 931).

28. — **Décret** réglant, pour la campagne 1891, la composition des équipages des navires armés pour la pêche à la morue à Terre-Neuve (page 974).

— autorisant l'admission temporaire en franchise du maïs en grains, destiné à être réexporté après mouture (page 974).

— autorisant l'admission temporaire des maïs destinés à la fabrication de l'amidon et des brisures de riz destinées à cette même fabrication ou à être converties en farine (page 975).

— portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 juin 1857, modifiée par celle du 3 mai 1890, sur les marques de fabrique et de commerce (page 975).

---

**La question douanière. Protestation de la Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation.** — La Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation a pris la résolution suivante à propos des nouveaux tarifs douaniers, sur la proposition d'un de ses membres, M. Julien Hayem :

La Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation, créée en 1884 sous le patronage de la chambre de commerce de Paris, se propose de faciliter le placement et l'établissement, à l'étranger ou dans nos colonies, de jeunes Français et d'assurer ainsi de nouveaux débouchés à la production nationale. Conformément à son programme, la Société d'encouragement a envoyé depuis six ans près de 400 jeunes gens dans toutes les parties du monde et a distribué en frais de voyage et en subsides plusieurs centaines de mille francs ; elle possède aujourd'hui un capital important. L'exemple excellent qu'elle a donné a suscité des admirateurs et des imitateurs dans presque tous les pays d'Europe, et surtout en Allemagne.

La Société d'encouragement peut donc se considérer comme une œuvre, presque comme une institution nationale et patriotique.

A ce titre, elle ne saurait voir sans la plus légitime émotion le mouvement de protection qui s'accuse et s'accentue chaque jour davantage et menace, si les tarifs proposés par le gouvernement et par la commission des douanes sont votés par les deux Chambres, de fermer tous les débouchés à notre production et de nous isoler dans le monde !

La Société d'encouragement est absolument convaincue que les droits excessifs, qui, d'une part, grèveront les matières premières nécessaires à presque toutes nos industries et, d'autre part, obligeront les fabri-



création d'un « Office du travail » analogue à celui qui fonctionne aux États-Unis. Voici le texte de ces résolutions :

§ 1<sup>er</sup>. — *Paiement des salaires.*

I. — Le paiement des salaires devra être effectué en monnaie ayant cours, au moins deux fois par mois.

II. — Des avances en espèces, faites par le patron, ne pourront donner lieu à son profit qu'à une retenue du dixième de la somme avancée. Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances.

III. — Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1° des outils ou instruments nécessaires au travail ; 2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage.

§ 2. — *Insaisissabilité et incessibilité des salaires.*

IV. — Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième.

Il en est de même pour la partie des traitements des employés ou commis des Sociétés civiles ou commerciales, des administrations publiques, des négociants ou autres particuliers, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.400 fr. par an.

V. — Les salaires et traitements ne pourront également être cédés à un tiers que jusqu'à concurrence du dixième.

Les dispositions qui précèdent ne concernent pas les cessions ou saisies énoncées dans les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil.

§ 3. — *Procédure de la saisie-arrêt.*

VII. — En matière de saisie-arrêt, la compétence du juge de paix sera substituée à celle du tribunal civil.

VIII. Les exploits d'huissier seront remplacés par des lettres recommandées.

IX. — Si le saisissant n'a pas de titre, il doit, dans les vingt-quatre heures de l'envoi de la lettre de saisie, faire délivrer au saisi un avertissement à comparaître devant le juge de paix qui valide ou lève la saisie. Ce jugement est notifié par simple lettre recommandée au tiers saisi.

X. — Dans les huit jours de la notification à lui faite soit de la saisie-arrêt, soit du jugement qui la valide, le tiers saisi devra faire connaître au juge de paix soit par une déclaration au greffe, soit par une lettre :



employés dans ces industries; mouvement dans la proportion des ouvriers et ouvrières employés.

Participation, institutions de prévoyance.

Salaire des hommes, femmes et enfants dans ces industries.

Durée de la journée de travail pour chaque catégorie.

Travail à la journée, aux pièces, à la tâche.

Chômages, leurs causes, leur durée.

Syndicats industriels, agricoles et autres.

Nombre d'ouvriers sans profession définie ; leurs conditions sociales.

Des rapports entre ouvriers, employés et patrons.

Cause des conflits entre patrons, employés et ouvriers.

Solutions apportées dans ces conflits : grève, arbitrage, conciliation, *lock out*.

Nombre d'orphelinats, ouvroirs, refuges, etc. des deux sexes, laïques et religieux ; nombre d'enfants ; conditions du travail, des salaires, genre d'industrie, entretien, mortalité.

Conditions de l'apprentissage dans les différentes industries, écoles professionnelles et d'apprentissage ; leur nombre par profession.

Statistique sur les accidents du travail, maladies et retraites ; sécurité et insalubrité des ateliers ou des travaux.

Durée moyenne de l'activité de l'ouvrier dans chaque profession ; mortalité.

Statistique sur le travail dans les prisons.

Centralisation des renseignements et des rapports des consulats, des légations, ambassades, chambres de commerce à l'étranger.

Législation étrangère en matière de travail.

Relations avec tous les similaires de l'étranger, Bourses du travail, etc.

Le Conseil supérieur a enfin ratifié le vœu émis par sa commission sur la proposition de M. Ricard, vœu dont voici à peu près les termes :

« La commission émet le vœu que le ministre, en constituant le Bureau du travail, lui donne tous les organes nécessaires pour assurer un bon et prompt fonctionnement. A côté des techniciens qui seront employés dans l'Office du travail, on utilisera, comme agents temporaires d'informations, des patrons et ouvriers choisis à raison de leur compétence spéciale dans les questions particulières sur lesquelles porteront les requêtes ».

Le Conseil supérieur s'est réuni de nouveau, pour s'occuper du rapport de la commission de l'arbitrage.

M. Finance a exposé les travaux de cette commission, et développé ses conclusions qui sont les suivantes :

La commission n'a pas cru qu'elle eût charge d'élaborer, article par article, un projet de loi sur l'arbitrage, mais elle a étudié les principaux





















souvent que la commande arrive à temps, sinon elle peut ne pas avoir de raison d'être. Ce serait une commande de moins et une perte sur la totalité des salaires.

Que d'ouvrières travaillent le dimanche pour exécuter une commande pressée, trop heureuses d'avoir du travail, c'est-à-dire du pain! Une fois ce travail effectué, elles resteront peut-être cinq, six, huit jours sans en avoir d'autres. Dans tous les cas, à Paris, par exemple, pour les articles de Paris, il y a un chômage régulier, forcé, vers juillet et août. Ira-t-on encore troubler et diminuer les ressources de tous ces pauvres gens en leur retranchant un septième de leur salaire?

Non, dit l'orateur, nous n'en aurions point le courage, car ce serait retirer de leur bouche et de celle de leurs enfants une trop grande partie du morceau de pain, déjà trop insuffisant, qu'ils ont à se partager.

M. Lodin de Lépinay regrette que la question n'ait été envisagée par aucun des orateurs au point de vue *physiologique*.

Pourquoi, en effet, ce « dogme » du repos hebdomadaire? Pourquoi cette période de sept jours, et non pas huit, ou dix, ou quinze? N'y aurait-il pas à examiner, dans cet ordre d'idées, quelle est la période de résistance du corps humain au travail! Qu'y a-t-il de plus important, réduire les heures de labeur quotidien ou établir un jour entier de repos de temps en temps?

Autrefois, l'ouvrier travaillait d'une façon continue, presque sans trêve. Dans les chemins de fer, l'employé a, en moyenne, un jour par quinzaine.

Il y aurait, selon l'orateur, un inconvénient sérieux à établir par une loi le repos obligatoire hebdomadaire ou à intervalles quelconques. L'Angleterre, à cet égard, peut nous montrer les abus de ce système.

Suivant les industries, les périodes de labeur varient, ainsi que les jours de repos; les marins, par exemple, n'ont pas ce repos hebdomadaire, et l'on connaît bien d'autres professions analogues.

M. Ch. Lavollée trouve qu'il ne faut pas se plaindre du mouvement d'opinion qui s'est prononcé en faveur du repos hebdomadaire; avec un roulement bien organisé, ce repos peut être assuré à tous les agents d'une industrie ou d'une entreprise, même dans les chemins de fer; à ce point de vue les mœurs suffisent pour assurer cette organisation. Les Compagnies de Lyon et d'Orléans sont déjà entrées dans cette voie.



Mais il restera toujours, quand même les populations admettraient sans contestation, et universellement, l'usage en question, il restera des professions, — celles de femme de ménage, de frotteur, de domestique, etc., — qui seront assujetties à un travail de tous les jours.

En somme, M. Lavollée est partisan du *statu quo*.

M. le marquis de Vassart d'Hozier, ingénieur des mines, qui a longtemps appartenu au contrôle des chemins de fer, a reconnu depuis longues années, spécialement dans ce genre d'exploitation, les inconvénients d'un travail continu; il a vu avec plaisir les compagnies réduire considérablement, le dimanche, le service des marchandises, pour assurer au personnel un repos régulier. Depuis quelque temps, on a reconnu, dans les chemins de fer, la nécessité pour les agents d'un repos hebdomadaire, d'une journée complète, au lieu d'un repos de quelques heures chaque jour, repos combiné, non sans de graves inconvénients, avec un travail continu de douze, quatorze, seize heures, absolument dangereux pour la sécurité même des voyageurs.

M. Lodin insiste pour répéter que, en fait, malgré tous les systèmes de roulement imaginables, le personnel actif des trains n'a nulle part de repos hebdomadaire.

M. Passy, en constatant, comme président, l'accord de tous les membres présents sur les points essentiels, ne veut ajouter que de très courtes observations. Ce qui se dégage de cette discussion, dit-il, c'est que dans cette question du repos hebdomadaire, on a fait peut-être la part trop large au sentiment. Il ne faut pas proscrire le sentiment; il ne faut pas en abuser. C'est le premier mouvement dont Talleyrand disait qu'il faut se méfier, non parce qu'il est bon, mais parce qu'il n'est pas suffisamment clairvoyant. Entre un bon et un mauvais économiste, a dit Bastiat, toute la différence est que l'un s'arrête aux premières conséquences, aux conséquences apparentes ou passagères des faits, tandis que l'autre va aux conséquences définitives. On se dit par exemple : Ces femmes seraient bien mieux à leur place et bien plus heureuses si elles étaient dans leur ménage à soigner leurs enfants. On ne se demande pas si, en les renvoyant de l'atelier, c'est à leur ménage et à leurs enfants qu'on les renverra et si l'on n'aggravera pas leur situation. On édicte des mesures générales qui paraissent bienfaisantes. On ne se demande pas si ces mesures uniformes s'appliquent aux innombrables diversités des situations et ne

deviennent pas pour la plupart une gêne et une oppression ; si, parfois même, elles ne sont pas absolument en contradiction avec des exigences de premier ordre.

Il est donc bon que le sentiment ne soit pas proscrit. Il éveille l'attention, il stimule les recherches, il dénonce les abus et met en demeure de travailler à les faire disparaître. Mais à côté de lui et derrière lui, il faut la raison, l'étude des faits, la science en un mot éclairant et dirigeant la conscience qui la requiert.

La séance est levée à onze heures moins dix.

*Le Rédacteur du Compte rendu* : CHARLES LETORT.

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS.

*La population française*, par E. LEVASSEUR. T. II. — Paris, 1890, in-8.

*Annuaire statistique de la France*, 1890. — Paris, 1890, in-4.

*Socialisme expérimental*, par ERNEST BRELAY. — Paris, Guillaumin in-folio.

*La coopération au Congrès de Marseille*, par ERNEST BRELAY. — Paris, 1890, in-folio.

*L'inspection du travail en France en 1889*, par VICTOR MATAJA. — Paris, 1889, in-8.

*Étude des coefficients de risques adoptés en Allemagne en matière d'accidents du travail*, par MAURICE BELLOM. — Paris, s. d., in-8.

*Un péril social. L'introduction de la charité légale en France*, par LÉON LALLEMAND. — Paris, 1891, in-8.

*Le problème monétaire et sa solution*, par G.-M. BOISSEVAIN. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-8.

*L'Italia nel movimento per la pace*, da ANGELO MAZZOLENI. — Milano, 1891, in 8.

*Étude sur les tribunaux industriels allemands*, par MAURICE BELLOM. — Paris, 1891, in-8.

*Verlagen aan den Koning betrekkelijk den Dienst der Posterijen, per Rijkspostspaarbank en der Telegrafen in Nederland*, 1889. Rijkspostspaarbank. — Gravenhage, 1890, in-4.

AUGUSTO CIESZKOWSKI. *Sul miglioramento dello stato dei lavoratori agricoli. Discorso tenuto al Congresso agrario di Berlino, il 17 maggio 1845, tradotto dal tedesco da M. A. C.* — Venezia, 1891, in-8.

*Note sur la Statistique des accidents dans les mines allemandes*, par MAURICE BELLOM. — Paris, 1890, in-8.

*Les suites d'une grève*, par MAURICE BLOCK. — Paris, 1891, in-8.



## COMPTES RENDUS

LA RÉPUBLIQUE AMÉRICAINE, par Auguste CARLIER. (Paris, Guillaumin, 1890, 4 vol. in-8.)

Les lecteurs du *Journal des Économistes* connaissent déjà un peu l'important ouvrage de M. Carlier par la publication d'un passage (La propriété chez les Indiens) faite en septembre dernier. Depuis, le travail entier a paru. Voici, d'ailleurs, comment l'auteur lui-même le présente au public :

« Après avoir séjourné pendant plusieurs années consécutives aux États-Unis et avoir été en communication personnelle avec les hommes les plus considérables et les mieux informés de ce pays, après avoir été admis dans les archives et les bibliothèques les plus importantes et ayant toujours depuis reçu les documents officiels propres à éclairer et fortifier mes idées sur la politique américaine, je me suis résolu à publier quelques ouvrages sur les institutions des États-Unis. C'est ainsi que j'ai fait paraître successivement une étude sur le *Mariage et la famille*, une autre sur l'*Esclavage* pendant la guerre de sécession et alors que la poudre fumait encore avant que mon encre eût séché. La troisième fut l'*Histoire du peuple américain depuis l'origine des colonies anglaises jusqu'à l'indépendance*.

« Quelques personnes et particulièrement Michel Chevalier, me pressaient de continuer cette histoire et de la conduire jusqu'à nos jours. »

Ce que M. Carlier n'ajoute pas c'est que ses premiers ouvrages avaient été appréciés non seulement en France et par de bons esprits comme était Michel Chevalier, mais, dans le pays même qu'ils avaient eu pour but de décrire. Le *Mariage aux États-Unis* a été traduit en Amérique et a eu trois éditions en un an.

Le présent travail est une étude très complète et très consciencieuse sur la situation politique et économique des États-Unis. Toutefois c'est la constitution du pays que l'auteur s'est surtout attaché à décrire. Il en fait d'abord l'historique (trop peu connu des Français qui ont souvent sur ce point de très fausses idées), puis il décrit la situation présente, le régime des États et le régime municipal aussi bien que le fédéral ; il expose le système judiciaire, la situation des Églises en ce pays qui n'a ni Concordat, ni budget des cultes, mais où la religion est respectée et tenue pour le soutien nécessaire des institutions publiques comme de la vie privée, le budget ou plutôt les budgets ; il termine en parlant de la



borner à les recommander à ceux qui travaillent et dire en finissant, avec M. Claudio Jannet dont on connaît la compétence en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique : « Le livre de M. Carlier restera une œuvre de haute portée et qui honore singulièrement la science sociale française ».

HUBERT-VALLEROUX.

---

**LE BONHEUR DE VIVRE**, par SIR JOHN LUBBOCK. Membre de la Société Royale de Londres, membre du Parlement Britannique, Président du Conseil Général de Londres, Président de la Chambre de commerce de Londres, un volume in-12, dans la Bibliothèque contemporaine, Paris, Félix Alcan, 1891.

Le livre dont je viens de donner le titre a obtenu en Angleterre un très grand nombre d'éditions. C'est sur la vingtième qu'a été faite la traduction tout à fait excellente et précédée d'une excellente préface qu'a publiée la librairie Alcan.

Il paraît qu'en Angleterre l'ouvrage du très savant président de la Chambre de commerce de Londres est considéré comme un ouvrage populaire. Je serais surpris, je le dis à regret, qu'il eût le même caractère en France. Il faut, à mon avis, pour le goûter, plus d'instruction, plus de culture littéraire surtout que n'en ont encore la plupart des lecteurs de nos bibliothèques populaires. Mais pour un certain nombre au moins, pour ceux dont le goût est épuré et qui ont une certaine habitude de la méditation philosophique et morale, ce sera assurément un régal d'une saveur peu commune.

Non que ce soit à proprement parler un ouvrage. C'est plutôt, le traducteur le dit, en se reprochant, bien à tort, de l'avoir dépaysé par la traduction, une mosaïque de sentences, une petite bible de poche, laïque et moderne, expressions qui n'impliquent pas du tout dans sa pensée un sentiment d'hostilité pour les croyances que symbolise la Bible sacrée.

On est confondu lorsqu'on parcourt ces pages, de la prodigieuse étendue et de la non moins prodigieuse variété de lectures et de connaissances que supposent chez l'auteur cette réunion et ce choix d'extraits de toute nature sur les sujets les plus dissemblables. Il y a là, à propos de tous les genres d'étude, comme de toutes les circonstances de la vie, des pages véritablement exquisés et des plus propres à ouvrir l'esprit comme à relever et à soutenir le cœur. Mais il faut peut-être, comme il arrive en général pour les recueils de pensées, les prendre à leur heure et à dose modérée. L'idée dominante, celle qui fait l'unité de cette mosaïque



reprocher de laisser les heures s'envoler les mains vides et de donner aux autres des conseils qu'il ne suit pas.

FRÉDÉRIC PASSY.

LES DROITS DE L'HUMANITÉ, par M. Charles Secrétan, professeur à l'Université de Lausanne, correspondant de l'Institut, etc. Paris, Félix Alcan, à Lausanne, chez Payot.

« A la prendre dans son ensemble, dit M. Secrétan, l'humanité n'est pas heureuse. Le plus grand nombre des individus qui la composent ne sont pas tels qu'ils devraient être, ils ne sont pas vraiment formés, mais ils peuvent se préparer à de meilleures destinées s'ils cherchent à s'en rendre dignes... Nous pouvons quelque chose pour nous-mêmes, car nous avons des devoirs..... Nous avons des devoirs, qui se résument en un seul devoir : celui de nous réaliser nous-mêmes. Connaître notre devoir ou nous connaître, c'est tout un... Ainsi l'homme a pour devoir de se constituer comme un être libre. Il doit réaliser extérieurement cette liberté en élargissant sa sphère d'action, en exerçant, en développant ses facultés, en étendant constamment son pouvoir sur la nature par une connaissance de ses lois toujours plus étendue. Intérieurement, il réalise sa liberté en acquérant une possession toujours plus complète de son propre vouloir, de telle sorte qu'il ne fasse jamais rien sans l'approuver.... L'individu physique et moral ne subsiste que par la communauté, dans la communauté, comme celle-ci ne subsiste que par les efforts concertés des individus... Liberté, solidarité, telle est la nature humaine, tel est le devoir, tel est le droit. » Je pourrais dire voilà dans son essence tout le livre de M. Secrétan, et sa façon de raisonner est toujours la même, en y mêlant souvent encore plus d'abstraction. Il montre en tout beaucoup de réflexion et, s'il m'est permis de parler de la sorte, une remarquable probité de pensée ; mais je serais étonné qu'il n'eût pas de tout temps trop vécu dans la philosophie allemande, dont le plus sûr mérite n'est pas de s'être conformée à cette parole de Malherbe : La netteté est le vernis des maîtres.

Après avoir rappelé la déclaration écrite, le 11 novembre 1620, à bord du *May-flower*, par les *pèlerins*, qui s'exilant de l'Angleterre, allaient demander au Nouveau-Monde la liberté de croire et de prier, ainsi que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de notre Assemblée constituante, M. Secrétan examine les droits qui devraient être reconnus aux femmes. Ces droits que « la loi devrait garantir suivant la justice », sont surtout aujourd'hui méconnus en France, et, chose singulière, surtout reconnus en Russie. « Au mépris des vieilles



lois et des vieilles coutumes, en dépit du code Napoléon et de la pratique universelle, nous osons penser, dit M. Secrétan, que les femmes rentrent dans l'humanité, qui sans elles n'existerait point... Les femmes ont une âme, quoi qu'en aient pu dire certains docteurs de l'église, et l'âme de la femme est essentielle à l'âme de l'humanité pour l'exercice de ses fonctions les plus élevées ». Je m'associe entièrement aux libérales conclusions qu'il tire de ces prémisses ; mais je ne crois pas du tout, malgré le vote très récent de notre Chambre des députés et malgré M. Secrétan lui-même qu'il faille refuser aux femmes leur pleine franchise, au sein de l'industrie. Là aussi il importe de reconnaître l'égalité juridique des sexes ; et comment interdire de travailler si l'on n'assure pas en même temps la nourriture, le vêtement, le logement, toutes les nécessités de la vie à ceux que l'on soumet à cette interdiction, c'est-à-dire si l'on ne recourt pas à la charité légale dans toute sa plénitude, avec tous ses périls et tous ses désastres ?

M. Secrétan divise ensuite nos divers droits en droits particuliers : liberté de pensée, d'expression, de prosélytisme, de propagande, auxquels il ne met d'autre limite que la défense des spectacles et des discours qui « parlent aux sens pour exciter à la volupté ». La vraie liberté, dit-il, consisterait à faire ce qui nous plaît et à empêcher les autres de faire ce qui nous déplaît ; mais on s'est avisé depuis Rousseau de transporter cette liberté à la majorité, et il indique ici les vices ou les abus du vote universel. Cela l'amène naturellement à étudier notre seconde espèce de droits qu'il nomme collectifs, complément et sanction des droits particuliers et qui « ne sont pas autre chose ». Dans ce sujet, à son avis, aucune règle absolue ne se justifie devant la raison. « La mesure des droits politiques est variable suivant l'état social, il est des pays où la condition mentale de la masse est telle que les lui jeter à la tête serait se condamner à des siècles d'anarchie et de confusion ».

C'est parmi les droits collectifs que M. Secrétan range et envisage la propriété, et c'est, avec la nouvelle condition à faire aux femmes, le sujet qu'il a le plus approfondi. Voici comment il justifie la propriété, suivant toujours sa manière ordinaire de raisonner : « Quant aux choses — l'esclavage étant condamné — la question de leur propriété collective n'est pas de nature à nous arrêter ; ce qui soulève des contestations et ce qu'on entend généralement sous le nom de propriété, c'est l'appropriation d'un objet par un homme en particulier, à l'exclusion perpétuelle de tous les autres. Indiquer la raison de cette pratique, c'est en tracer la juste limite.

« Pour comprendre la propriété, remontons, poursuit-il, au commencement, c'est-à-dire à la conscience. De quelque manière que soit formée la conscience ou qu'elle ait fait son apparition, la conscience existe, elle

parle avec autorité chez tous ceux à qui nous pouvons accorder le non-  
d'hommes, et nulle autorité ne saurait s'égaliser à la sienne, puisqu'  
c'est elle, en dernier ressort, qui apprécie les titres de toutes les auto-  
rités. Il n'est pas croyable que l'emploi normal de la conscience soi-  
d'abdiquer et de s'anéantir. La personne est donc naturellement san-  
maître étranger, puisqu'elle trouve en son for intérieur un maître auque-  
il lui sied d'obéir. L'homme est naturellement libre, maître de son corp-  
et de son activité... il a le droit de vivre, et comme pour vivre il faut  
travailler, il a le droit au produit de son travail... La propriété appa-  
rait distincte, rayonne à tous les yeux, lorsqu'elle se présente comme  
une suite logique de la liberté... Liberté, propriété sont des termes  
inséparables; c'est la liberté qui rend la propriété concevable, possible,  
raisonnable, réciproquement c'est la propriété qui fait passer la liberté  
dans les faits, la liberté se réalise dans la propriété et ne saurait se réa-  
liser autrement ».

Je ne citerai rien des considérations qu'émet M. Secrétan sur les droits  
des tiers en présence de la propriété privée, non plus que des différences  
qu'il signale entre la propriété foncière et la propriété mobilière. Ces  
citations devraient être trop prolongées pour être suffisamment claires  
et utiles. Il me serait aussi très difficile de le faire sans rappeler sur  
ces droits et ces différences les doctrines les plus sûres de l'économie  
politique. Je ne saurais cependant laisser passer sans protestation une  
attestation telle que celle-ci : « Partout où l'exploitation (des terres) est  
rationnelle, la grande propriété laisse un produit net très supérieur au  
produit net de la propriété plus divisée, et l'on ne voit pas pourquoi  
l'administration n'en réussirait pas aussi bien aux délégués du Trésor  
qu'aux intendants des grands seigneurs terriens. » Ce que M. Secrétan  
dit de l'hérédité, surtout à propos des testaments, et de l'assistance est  
très préférable.

Malheureusement, quand il arrive à l'examen de la présente organi-  
sation du travail, fondée pourtant sur la liberté, il retombe dans des  
distinctions et des contradictions très fâcheuses. Il ne voit dans le sala-  
riat, par exemple qu'une entière injustice, et pour le remplacer, ce qui  
ne peut être de toute certitude tant qu'il restera quelque liberté indus-  
trielle, il met tout son espoir dans la participation des ouvriers aux  
bénéfices des entreprises et dans les entreprises coopératives : systèmes  
ou de production ou de distribution qui ont été trop de fois discutés  
dans ce journal pour que j'y revienne. Chacun sait d'ailleurs qu'ils repo-  
sent bien plus sur des mots que sur des réalités; ni l'un ni l'autre n'ont  
fait disparaître le salaire ou remis aux ouvriers la direction des entre-  
prises.

Les derniers droits examinés par M. Secrétan sont les droits politiques



C'est en racontant cette vie d'ouvrier que l'auteur a tracé le tableau d'une grève, de ses préparatifs, de ses péripéties, de ses effets.

Il nous a dit les paroles préliminaires, les suggestions, les conversations, les discours, les menées, et comment les sages avertissements, les bons conseils échouaient.

Il a décrit des réunions où sont contradictoirement débattus le collectivisme, la journée de huit heures, le mécanisme de la grande et de la petite industrie et diverses autres questions sociales.

Puis la grève éclate, elle se déroule, elle a sa suite ordinaire de catastrophes, de deuils, de misères.

Au milieu de ces événements, le héros, guidé par un ferme bon sens, est toujours dans le droit chemin.

Il porte souvent la bonne parole, et s'il n'est pas toujours bien écouté, il est toujours bien inspiré. Plus tard encore, sorti de ces mauvais pas, il songera aux œuvres utiles et entrera en correspondance avec M. Ernest Brelay à propos de sociétés coopératives et avec M. G. Picot de l'Institut, à propos d'habitations ouvrières.

A la fin en effet, le bon ouvrier reçoit sa récompense. Sa situation s'est améliorée, un honorable avenir s'ouvre devant lui et le mariage souhaité se réalisera, ce sera le prix de ses efforts, un joli prix que la vie donne quelquefois aux sages et qui vaut mieux que tous ceux auxquels la vanité s'attache.

Le savant économiste nous montre que l'amour qui fait faire tant de folies peut aussi inspirer une sage conduite. Le Dieu malin gagne à aller sur les bancs écouter les économistes qui enseignent. Au sortir il sait mieux son devoir, qui est non de troubler, mais de rendre plus forts ceux qui sont bons.

Si on pouvait mettre ce petit livre de M. Block entre les mains de tous ceux auxquels il pourrait être utile, M. Block, outre une bonne action, aurait fait une bonne affaire.

LÉON ROQUET.

---

**AUX ANTIPODES. — Voyage en Australie, à la Nouvelle-Zélande aux Fidji, à la Nouvelle-Calédonie, aux Nouvelles-Hébrides et dans l'Amérique du Sud,** par M. G. VERSCHUUR, 1 vol. in-8°. Paris, Hachette,

M. Verschuur n'est pas tendre pour l'administration coloniale de la France. C'est pour cela que nous le citons; il a voyagé, il a vu, il peut dire : j'étais là-bas, telle chose m'advint. Or M. Verschuur nous apporte un témoignage en faveur de cette opinion que c'est le fonctionnarisme qui est responsable d'un certain insuccès de la France en matière de colonisation.

D'abord le goût des fonctions publiques éloigne nos jeunes gens de la colonisation. « Parcourons les colonies françaises, dit M. Verschuur, « qu'y trouve-t-on? Comme négociants sérieux, des étrangers; comme « Français, l'éternel coiffeur, la marchande de gants, l'ancien failli qui « s'est établi photographe, ou qui tient un café,... et des nuées de « fonctionnaires ».

Il dit ailleurs (p. 123): « C'est dans la réforme d'une administration « vicieuse qu'il faut commencer par trouver le remède au mal... » et encore page 125: « Tant que les colonies serviront de dépotoir aux « fonctionnaires petits ou grands, dont on juge à propos de se débar- « rasser en France, et de refuge aux pauvres d'esprit à la recherche « d'une position sociale, le mal ne sera pas extirpé, et les colonies res- « teront ce qu'elles sont ».

« La routine administrative vient s'ajouter au mécanisme vicieux. Là, « où chez nos voisins, l'administration est concentrée entre les mains « d'un nombre restreint de fonctionnaires actifs, nous trouvons dans « une colonie française, un nombre fabuleux d'employés, dont une des « principales occupations consiste à discuter des questions politiques. « Souvent ils sont correspondants de journaux et envoient des rapports « ne se basant sur aucune expérience ou étude sérieuse... il est vrai « que les vides dans les rangs se produisent constamment; les congés « sont à l'ordre du jour et ces messieurs, allant en congé ou en reve- « nant, se croisent sans relâche sur les mers ».

M. Verschuur relève aussi le défaut d'aptitude chez certains fonctionnaires coloniaux: il fallait un géomètre, ce fut un danseur qu'on nomma.

L'auteur n'est pas tendre non plus pour les consulats: il lui est arrivé de servir d'interprète au chancelier d'un consulat en pays britannique! — Il dit: « Comme situation normale dans les pays d'outre-mer, « M. le Ministre est en congé; le chargé d'affaires arrive quelques « minutes par jour; les employés fument des cigarettes, en causant « politique, et n'ont qu'une préoccupation, c'est de se débarrasser au « plus vite du gêneur qui vient les importuner... » Croit-on qu'il en va ainsi dans les légations d'autres pays?

Il nous semble que ces constatations d'un homme qui a vu, ont leur intérêt, alors même qu'on les taxerait d'exagérations.

C'est le fonctionnarisme et les maladies qu'il comporte qui battent en brèche l'esprit colonisateur des Français.

M. Verschuur dans un autre passage nous donne des renseignements sur les agréments de la villégiature que le gouvernement procure aux forçats. Il confirme ce qui a été déjà publié par M. Moncelon, l'ancien délégué de la Nouvelle-Calédonie au Conseil supérieur des Colonies.





leur heure, elles n'ont d'action que quand leurs prescriptions existent déjà, même à l'état vague, dans l'esprit public ».

On pourrait donc presque dire que les lois ne sont utiles que quand elles sont inutiles. C'est même ce qui nous semble ressortir des faits exposés par M. Palmberg.

« De tous les pays du monde civilisé, dit notre auteur, aucun n'a un Code sanitaire aussi complet et aussi précis que l'Angleterre. Ce qui, du reste, distingue cette législation de celle des autres pays, c'est que ses principales dispositions émanent du Parlement au lieu d'être de simples arrêtés administratifs... Grâce à ces lois, le taux de la mortalité s'est abaissé, la durée moyenne de la vie a augmenté, les cas de maladie ont diminué.

... Plus que toutes les autres, les lois sanitaires portent atteinte à la liberté individuelle, car, pour être efficaces, elles doivent nécessairement restreindre l'inviolabilité du domicile. Or, nulle part, l'idée de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du domicile n'est aussi fortement enracinée que chez les Anglais. Cela n'empêche pas qu'ils ne se soumettent avec empressement à des lois qui leur enlèvent une bonne partie de cette liberté ».

M. Palmberg ne tire pas expressément la conclusion de ces prémisses, mais il est facile de la deviner, d'ailleurs elle transpire assez dans le cours de son livre, et je pense qu'il ne répudiera pas celle-ci :

Donc il n'y a pas besoin de se gêner pour imposer des lois sanitaires ; il ne faut pas se laisser arrêter par des considérations de liberté individuelle, d'inviolabilité du domicile, en un mot par la résistance des populations à l'application de ces lois. Si les mœurs y sont contraires, les lois formeront les mœurs.

Il est bon d'observer que M. Palmberg a commencé par dire dans son avant-propos : « La mise en pratique de vues théoriques a souvent donné des résultats tout à fait différents de ceux sur lesquels on comptait ». Il cite plusieurs exemples à l'appui et l'on pourrait en rapporter beaucoup d'autres. Or, tout code sanitaire repose nécessairement sur quelques principes théoriques, sans quoi, de quel droit le codificateur viendrait-il nous demander le sacrifice de notre liberté individuelle, de l'inviolabilité de notre domicile ? Nous voilà donc dans le domaine des contradictions, de l'arbitraire, mais interrogeons les faits, afin de voir si les principes sus-établis sont fondés.

Le code sanitaire anglais, dit M. Palmberg, émane du Parlement et non de l'administration. C'est déjà quelque chose de moins arbitraire et qui expliquerait qu'on s'y soumette plus volontiers ; mais cela même est-il vrai ?

Ce code date de 1875, et M. Palmberg nous apprend lui-même, p. 96,





empressement », comme en Angleterre, à la direction des personnes de son choix. Mais en France on se trouve précisément dans le cas contraire. De là l'opposition.

Nous trouvons encore dans l'organisation française l'explication de la stérilité des comités d'hygiène : nommés par les ministres ou les préfets, ils ne peuvent prétendre à l'autonomie, et ils ne peuvent recevoir l'impulsion et direction que de celui qui les nomme et qui n'en a pas lui-même.

M. Palmberg a donc partiellement raison lorsqu'il nous dit :

« L'idée qu'on se fait en France de l'hygiène publique, de son importance et de ses rapports avec le bien public est bien éloignée de celle que l'on a en Angleterre.

« Les projets d'un code d'hygiène publique soumis aux Chambres de temps à autre ont toujours été rejetés sous prétexte qu'ils attentaient à la liberté.

« En France, la liberté personnelle refuse de se subordonner à la salubrité publique, tandis qu'en Angleterre le bien public est regardé comme le meilleur appui de la liberté individuelle ».

Mais il s'agit de remonter aux causes de cette diversité de manière de voir, car ce n'est pas par des lois qu'on y remédiera, au contraire.

M. Palmberg termine par quelques considérations sur les *pertes nationales résultant de l'organisation défectueuse de l'hygiène publique*.

« En examinant la question de près, dit-il, on se convaincra facilement que les dépenses occasionnées par une hygiène convenable, sont bien moins considérables que les inconvénients résultant de l'absence de cette institution ».

Par une hygiène *convenable*, soit; mais non par une hygiène *légale*. L'hygiène convenable dérive de l'expérience, comme le constate fort judicieusement l'auteur; tandis que l'hygiène légale prend son point d'appui sur des théories, ou pour mieux dire, sur des hypothèses, vérités aujourd'hui, erreurs demain, dogmes en deçà, hérésies au delà. Voilà ce qu'il importe de ne pas perdre de vue.

Toutes ces critiques n'empêchent pas le *Traité de l'hygiène publique* du Dr Palmberg d'être une mine de renseignements précieux où les hygiénistes et les économistes pourront puiser à pleines mains, et nous devons remercier M. Hamon du soin et de la clarté avec lesquels la traduction a été faite, ainsi que du fini des gravures qui ornent et complètent le texte.

ROUXEL.



celui de M. Majorana : *Les lois naturelles de l'économie politique*, dont M. Majorana s'est souvent inspiré.

Les lois de la distribution sont les plus contestées, M. Majorana les traite largement ; il soutient qu'il n'y a pas antagonisme nécessaire entre les participants à la production, c'est-à-dire entre le capital et le travail, et que la loi de distribution pourvoit au bien de tous les facteurs de la production « dans les conditions normales ». Mais dans les conditions anormales, lorsque l'État intervient entre patrons et ouvriers, en protégeant l'un contre l'autre, il y a *désharmonie de fait* ; les économistes ne le dissimulent pas, au contraire, ils sont les seuls à le proclamer et à demander la suppression de l'obstacle.

Le remède au mal social n'est donc pas dans l'élimination du profit et de la rente, que réclament certaines écoles. Si cela était possible, observe l'auteur, le mal serait aggravé. « La cause du mal n'est pas dans l'économie capitaliste, mais dans les obstacles aux lois naturelles et dans la violation de ces lois ». Le progrès des idées socialistes procède de la même cause, des obstacles que l'on oppose au cours des lois naturelles, et le seul remède à y opposer c'est d'observer pleinement lesdites lois.

Les lois naturelles de M. Majorana ne sont peut-être pas la perfection même ; la lecture de ce livre est un peu fatigante par endroits, — cela se comprend, étant donnée la nature du sujet — ; mais il y a beaucoup de profit à en tirer, et il serait à désirer que les socialistes et les économistes-réalistes prissent la peine de lire cet ouvrage, de le méditer et de le discuter sérieusement, sans passion, avec des raisons et des faits.

ROUXEL.

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON ; année 1889 (in-4. Lyon 1890).

La première partie de ce compte-rendu est l'exposé de la situation industrielle et commerciale de la ville de Lyon pendant l'exercice 1889 ; on y trouve des documents statistiques sur le marché des soies, la fabrique des soieries, l'industrie métallique et l'industrie des produits chimiques. Dans la deuxième partie sont traitées diverses questions, industrielles, commerciales et économiques. La troisième partie est consacrée aux établissements relevant de l'administration de la Chambre. Les questions de douane, la législation industrielle et com-

Commerciale, l'enseignement dans les écoles de commerce, sont traités avec un soin et une compétence particulière et appellent l'attention.

---

**ANNUAIRE DE LA BOURSE DU TRAVAIL (Annexe A.)** pour 1889 (in-8. Paris. Imprimerie du Proletariat, 1890).

Nous comptons trouver dans ce beau volume des renseignements nombreux et précis sur l'état des diverses industries et sur la demande et l'offre du travail dans chacune d'elles, au moins pour les localités où elles sont exercées sur une échelle assez importante ; mais il n'en est rien, ou si peu que ce n'est pas la peine d'en parler. Nous trouvons des comités, des commissions et des sous-commissions en abondance avec les comptes-rendus de leurs délibérations : comité général, commission exécutive, commission des quarante, commission de permanence, etc. Tous les procès-verbaux de ces assemblées sont très intéressants pour les gens qui ont du temps à perdre et qui aiment à s'occuper de ces parlotages, mais pour les ouvriers, à quoi cela peut-il servir ?

Il peut aussi être très agréable aux délégations ouvrières françaises et étrangères d'être reçues par le conseil municipal et par les comités et commissions de la Bourse du travail, avec accompagnement de soirées, visites, excursions, banquets, etc. ; mais qu'est-ce que toutes ces parades ont de commun avec le placement des vrais ouvriers ?

Nous voyons encore que la Bourse du travail a encouragé de son mieux les grèves : « La commission a fait tout son possible pour envoyer l'obole des travailleurs parisiens à leurs frères de province. Des souscriptions ont été lancées parmi les corporations parisiennes et des délégués ont été envoyés sur le théâtre même des grèves ». Mais il ressort de là que la Bourse s'occupe plus du déplacement des ouvriers que de leur placement. Est-ce dans ce but qu'elle a été instituée ?

Après cela, les potentats qui gouvernent la Bourse du travail s'étonnent et se plaignent de ce que les patrons ne s'adressent pas à eux pour avoir des ouvriers, et de ce que les ouvriers même, préfèrent recourir aux bureaux de placement en payant, que de s'adresser à la Bourse gratuitement.

L'inventeur de cette idée de la Bourse du travail, M. de Molinari, ne s'attendait guère, suivant toute apparence, que son projet allait prendre une pareille tournure entre les mains du Conseil municipal. Cette expérience prouve, une fois de plus, que les autorités, tant municipales que gouvernementales, non seulement ne savent rien inventer, mais ne savent pas même comprendre et appliquer les inventions des autres.

---

UNE LOI SUR LES HABITATIONS OUVRIÈRES (*Loi belge du 9 août 1889*),  
par M. ANTONY ROULLIET (br. 8°, Paris, impr. Chaix, 1890).

M. Roulliet fonde de grandes espérances sur la loi belge, qu'il analyse et commente. Cette loi, dit-il, fait une part considérable à l'esprit de dévouement et de charité; l'œuvre à accomplir n'est pas seulement entre les mains des pouvoirs publics, elle peut être et demeure le fait de tous. — Nous ne voulons pas décourager les pouvoirs publics ni les particuliers dans leurs efforts pour améliorer le logement du peuple; mais il nous semble qu'il n'y a nul besoin, pour atteindre ce but, que l'ouvrier soit propriétaire de son logement. Pourquoi de son logement plutôt que des outils et machines dont il se sert, ou de bien d'autres choses? A quoi lui servira d'avoir acquis la propriété de son logement s'il faut, à sa mort, le revendre à vil prix, étant donnés les frais, pour que chacun de ses enfants ait sa part et recommence à son tour à acquérir une nouvelle habitation qui aura le même destin?

---

LES HABITATIONS OUVRIÈRES EN BELGIQUE, par le baron Hippolyte DE ROYER DE DOUR (in-8°, Bruxelles, Oscar Chepein.— Paris, Guillaumin et Cie, 1890).

Cet ouvrage a été couronné par l'Académie royale de Belgique (classe des lettres), prix Adelson Castiau; il est accompagné de 17 planches et un diagramme. La première partie, divisée en 5 chapitres, traite des habitations ouvrières en Belgique; la deuxième expose l'économie de la loi du 9 août 1889 relative aux habitations ouvrières et à l'installation de comités de patronage. Il y a beaucoup à puiser dans ce grand in 8° de plus de 300 pages. La place nous étant mesurée, nous laisserons aux lecteurs le soin de remonter à la source, et nous bornerons à relever une erreur très répandue, mais qui n'en est pas moins grave.

L'auteur considère l'afflux des populations des campagnes vers les centres industriels comme une conséquence inévitable de la civilisation. S'il en était ainsi, l'extinction de la civilisation et même de l'espèce humaine ne serait qu'une affaire de temps, car on sait que les villes sont les tombeaux de la population. Mais nous croyons qu'il n'en est rien. La vraie civilisation consiste en ce que la population se répartisse entre les villes et les campagnes dans la proportion convenable pour que tous les besoins humains soient satisfaits dans l'ordre et dans la mesure de leur importance. C'est la liberté seule qui peut établir cette répartition des hommes et des choses; et réciproquement, c'est la non-liberté, protection ou persécution, qui rompt cet équilibre. Il faut donc

**dire** : L'afflux des populations des campagnes vers les centres industriels **est** une conséquence inévitable de *notre* civilisation, qui protège les **villes** au détriment des campagnes.

---

**ETUDE SUR LE RÉGIME DES IMPOTS, RÉGALES ET REDEVANCES FISCALES EN VIGUEUR DANS LE CANTON DE GENÈVE. *Projet de rénovation*, par Marc-Charles FAVRE (in-8°, Genève, impr. veuve J. Carey, 1890).**

Le Conseil d'Etat de Genève a reconnu que c'est dans la simplification **d**es services publics et la réduction des dépenses qu'il faut chercher la **s**olution de la question financière. Le comité central de l'Union des **p**ropriétaires du canton de Genève, dont M. Favre est le porte-paroles, **e**stime que cela ne suffit pas, et qu'on n'arrivera à résoudre la question financière que par une réforme complète du système fiscal. Cette **r**éno-  
**v**ation consiste dans l'impôt unique, personnel et progressif, sur le **c**api-  
**t**al mobilier, immobilier et professionnel. Dans son *Introduction*, **M.** Favre se livre à des considérations générales d'économie politique qui ne manquent pas d'originalité, quoique tout n'y soit pas parole d'évangile. Le chapitre premier : Régime actuel des impôts en vigueur dans le canton de Genève, est aussi intéressant : la critique est aisée. Le chapitre II, le clou du livre : *Projet de rénovation*, est tout à fait démocratique ; il est de la justice la plus élémentaire que l'électeur soit contribuable, et cela, directement ; qui commande, paie, dit la sagesse des nations. L'impôt professionnel est-il le meilleur pour atteindre cette fin ? M. Favre lui attribue cet avantage : « que le public aurait conscience de son individualité vis-à-vis de l'État comme de ses devoirs envers lui et envers ses concitoyens. Ce serait la solution du problème de la contribution directe et proportionnelle du citoyen dans les dépenses de l'État, principe fondamental de la démocratie directe, de laquelle nous nous réclamons. »

ROUXEL.

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Le rapport de M. Méline. — Les protestations contre les tarifs votés par la Commission des douanes. — La ruine de la distillerie française du maïs. — L'effet produit à l'étranger par le rétablissement du régime protectionniste en France. — Les discours de sir Michaël Hicks Beach et de Lord Salisbury. — La politique de dégrèvement en Belgique et en Hollande. — Les négociations en vue d'une union douanière. — Le rapport de la Commission d'enquête instituée en Angleterre. — Le triple dommage qui menace les industries d'exportation. — Une grande industrie belge en France. — La distribution des secours aux victimes du froid. — Le débat sur la question algérienne au Sénat.

Nous avons sous les yeux le Rapport général fait par M. Méline au nom de la Commission des douanes. Quoique la Commission ait au début, « par un accord tacite, écarté de la discussion toutes les controverses doctrinales, toutes les théories d'école », le rapporteur invoque a vant tout, en faveur du rétablissement du régime de la protection, la théorie de l'école de la balance du commerce. Il fait remarquer que dans la période qui a précédé les traités de commerce, conclus « avec quelle légèreté ! avec quelle coupable générosité ! » les exportations dépassaient constamment les importations, de telle sorte qu'en 1859, « la créance de la France sur l'Étranger était montée à 626 millions. » Depuis la conclusion de ces funestes traités « les importations ont été, au contraire, toujours en augmentant dans des proportions considérables pendant que les exportations s'accroissaient à peine, si bien qu'en 1888, nous trouvons le chiffre des importations à 4 milliards 107 millions, celui des exportations à 3 milliards 246 millions seulement, ce qui constitue la France débitrice pour la somme énorme de 861 millions. » Heureusement, le relèvement des droits sur les céréales et le bétail a commencé à modifier ce déplorable et ruineux état de choses. En ce qui concerne le bétail, par exemple, « c'est à 11 millions seulement que s'élève le chiffre du numéraire envoyé à l'étranger pour notre alimentation en viande, soit près de dix-huit fois moins en 1890 qu'en 1879 ». Cependant la situation n'en demeure pas moins critique. Quoique le rapporteur n'aille pas jusqu'à dire « que les traités de 1860 ont ruiné la France », il est obligé de constater avec douleur que « beaucoup d'industries se traînent péniblement, sans pouvoir prendre leur essor





au capital et au travail étrangers. C'est là une lacune regrettable que nous devons signaler dans l'œuvre de la commission des douanes et que nous l'engageons à combler sans retard.

\*  
\* \*

Les protestations contre les tarifs destructeurs des industries et du commerce d'exportation, votés par la Commission des douanes, se font entendre dans la plupart des grands foyers de la production. Nous avons reproduit celle des fabricants de soieries de Lyon qui se plaignent d'être protégés malgré eux. Le 1<sup>er</sup> mars, une nouvelle et imposante manifestation libre-échangiste, organisée par le comité des tisseurs pour la défense des matières premières de la soierie, a eu lieu sous les auspices du maire, M. Gailleton et de la municipalité. M. Gailleton, M. Cambon, secrétaire du comité ouvrier des tisseurs, M. Isaac, vice-président du conseil de défense du marché des soies, M. Burdeau député du Rhône ont prononcé d'énergiques et éloquents discours à la suite desquels l'ordre du jour suivant a été voté par acclamation :

« La réunion demande au parlement d'affranchir de tous droits d'entrée les matières premières nécessaires à l'industrie soyeuse ».

\*  
\* \*

A Paris, les représentants de la papeterie, de la librairie, de la presse française et des industries qui transforment le papier, réunis en assemblée générale le 27 février, ont protesté de même contre les droits excessifs proposés par la Commission et nommé un comité d'action composé de tous les représentants des Syndicats et chargé de défendre leurs intérêts. De son côté, le comité de défense de l'exportation française a voté par acclamation un manifeste anti-protectionniste. Dans une réunion, tenue à l'hôtel des Chambres syndicales, un fabricant de produits chimiques, M. Suillot, a appuyé ce manifeste en démontrant que les nouveaux droits équivalaient à une augmentation d'impôts, — en échange desquels le consommateur, contribuable de la protection, — ne recevra aucun service.

Prenons, si vous le voulez, a-t-il dit, un bon employé de bureau gagnant 3.000 fr., dont le quart est absorbé par son loyer. Il lui reste à dépenser 2.250 fr. L'impôt lui prend 100 fr., les menues dépenses 150 fr. ; il lui reste 2.000 fr. pour subvenir aux besoins d'une femme et de trois enfants. Ils ont tous bon appétit, Dieu merci, et mangent 1 kilog. de viande par jour qu'ils payent 1 fr. 50, augmentés de 25 0/0 de nouveaux droits, soit 0 fr. 375 par jour, et par an 137 fr. 50.



Que dans toute démocratie digne de ce nom, chaque citoyen doit être protégé par la loi dans son indépendance et dans sa liberté d'action économique, de manière à pouvoir acheter au meilleur marché et vendre le plus cher possible ;

Proteste énergiquement, au nom de la justice et de l'intérêt général, contre les taxes de soi-disant protection et demande que les droits de douane, comme tout impôt quelconque, soient calculés exclusivement dans l'intérêt du Trésor public.

Le second ordre du jour a été adressé à M. Cleveland, ex-président des États-Unis. Il est ainsi conçu :

La réunion de l'Athénée de Bordeaux, après avoir protesté énergiquement contre les tarifs du mac-kinléisme français, félicite, en la personne de l'éminent ex-président Cleveland, les libres-échangistes des États-Unis de la victoire signalée qu'ils ont remportée sur le mac-kinléisme aux dernières élections du Congrès.

\*  
\* \*

A Cannes, notre collaborateur, M. Brelay, a fait, dans une conférence *sur la réaction économique dans les démocraties*, le compte de ce que la protection dite agricole coûte déjà aux consommateurs, et montré, aux applaudissements d'un auditoire d'élite, par quel chemin le protectionnisme conduit au socialisme.

\*  
\* \*

A Marseille, la réunion des cercles républicains a voté l'ordre du jour suivant :

Les citoyens réunis au cercle Bellevue protestent de la façon la plus énergique contre le courant protectionniste qui semble devoir prévaloir au sein de la commission des douanes et au sein du Parlement même.

Ils prient instamment nos législateurs de bien se pénétrer que la protection ne rapporte qu'aux grands propriétaires terriens, au détriment des agriculteurs et des habitants des villes.

Ils rappellent que les droits de douane sur les matières premières auront pour conséquence de porter à l'étranger une grande partie de nos industries et mettront de nombreux ouvriers sur le pavé.

La réunion a nommé ensuite une commission de onze membres chargée de se mettre en rapport avec la Chambre de commerce et les syndicats en vue de la défense du travail national menacé par le protectionnisme.

\*  
\* \*

**Les fabricants de lingerie et de chemiserie dont la production dépasse 200 millions et dont un tiers est destiné à l'exportation, protestent contre les droits excessifs sur les tissus de lin blanchis, teints ou imprimés qui sont importés d'Irlande :**

Les tissus de lin, blancs, de 18 à 20 fils pesant 15 kilogr. et au-dessous les 100 mètres carrés, disent-ils, catégorie de beaucoup la plus employée, acquittent actuellement 212 fr. 50 et 325 fr. ceux de 21 à 23 fils. D'après le tarif minimum proposé, ils devraient respectivement payer 364 fr. et 520 fr. Au point de vue des droits, la matière première nous coûterait donc cinq à sept fois plus cher qu'à nos concurrents d'Allemagne et d'Autriche. Pour pouvoir lutter efficacement contre les produits de ces deux pays sur les marchés étrangers, pour maintenir le chiffre de nos exportations, et au besoin pour le ramener de 60 millions, chiffre actuel, aux 80 millions de moyenne de la période décennale de 1867 à 1876, et aux 95 millions de la décade précédente, — de 1857 à 1866, — il est nécessaire, indispensable même, de dégrever les toiles d'Irlande et de leur imposer comme en Allemagne, des droits de 75 fr. ou de 150 fr. les 100 kilog.

Nous observons en outre que l'importation des toiles de Belfast en France est peu considérable et atteint seulement de 3 à 4 millions par an. Or, ces quelques millions de toile appliqués aux produits d'exportation correspondent à un chiffre de tissus de coton dix fois supérieur.

\* \*

Les membres de la Chambre de commerce et le maire de Calais se sont rendus chez le Ministre du commerce pour lui exposer la situation désastreuse qui serait faite aux industriels calaisiens par l'élévation des droits sur les filés de coton, votés par la Commission des douanes.

\* \*

**Le Conseil Municipal de Saint-Héand, commune dans laquelle de nombreux ouvriers et ouvrières sont employés par l'industrie rubanière de Saint-Etienne a pris la délibération suivante :**

Considérant que la commune de Saint-Héand est surtout une commune « agricole », mais qu'il existe entre l'agriculture et l'industrie une solidarité telle que, si l'une était atteinte, l'autre en souffrirait cruellement.

Considérant que ce serait une grave erreur de changer le régime économique qui existe en France depuis trente ans, régime qui a donné

à notre pays une prospérité inconnue jusqu'alors; lui a permis de supporter, sans succomber, des épreuves terribles, comme la guerre de 1870 et le phylloxéra; qui l'a mis à même d'apporter en toutes circonstances ses épargnes au gouvernement et de lui offrir, dernièrement encore, un capital vingt fois plus fort que ce dont il avait besoin;

« Par ces motifs et à l'unanimité, le conseil municipal de Saint-Héand (Loire), émet le vœu qu'aucun droit ne soit mis à l'entrée des matières premières et des filés nécessaires à l'industrie textile; que les soies grèges et ouvrées, les cotons, les bourres de soie et leurs dérivés de toutes provenances puissent entrer librement sur le territoire français ».

..

Les protectionnistes ont l'habitude d'affirmer que la politique libérale inaugurée par les traités de 1860 a été ruineuse pour l'industrie française. Mais quand on les prie de préciser et de signaler les branches d'industrie qui ont été ruinées, ils demeurent muets. Dans son rapport, M. Méline élude cette question embarrassante en déclarant que « beaucoup de nos industries auraient disparu sans l'énergie et la souplesse de notre génie industriel, sans l'habileté de nos ouvriers et surtout sans notre admirable esprit d'économie ». Bref, M. Méline convient que le libre-échange n'a pas ruiné nos industries; seulement, qu'il a manqué de les ruiner. Nous n'en pouvons malheureusement dire autant de la protection. Elle vient non pas de manquer de ruiner, mais de ruiner effectivement et complètement la distillerie de maïs.

Il y a six mois, lisons-nous dans le *Journal des Débats*, la distillerie française du maïs était en pleine prospérité. Son capital représentait 40 millions de francs, elle faisait vivre des milliers de familles ouvrières et elle alimentait une des branches de l'industrie agricole : celle de l'élevage et de l'engraissement du bétail. Nous ne parlons que pour mémoire des profits qu'elle procurait, par l'exportation de ses produits, à notre marine marchande et aux ouvriers des ports. Aujourd'hui, à la suite des droits sur le maïs étranger, toutes ces industries sont ruinées. Il a suffi d'un vote inconsidéré pour anéantir le fruit de tant d'efforts et de sacrifices.

Ici, il faut préciser. A Bordeaux, les distilleries de Saint-Remi et de Monte-Cristo viennent de fermer. Dans la même région, une troisième usine, munie d'un outillage perfectionné, faisant des drèches liquides et en gâteau, termine les approvisionnements qu'elle avait commandés avant la mise des droits et arrêtera ensuite son travail, le haut prix actuel du



treindre les échanges qui font vivre 8 millions d'hommes au dedans et au dehors de nos frontières excitent les justes appréhensions aussi bien des étrangers qui importent leurs produits en France que des Français qui exportent les leurs. Sans doute, à la longue, les étrangers réussiront à remplacer, — probablement aux dépens des exportateurs français, — le débouché qu'ils trouvent aujourd'hui sur notre marché, mais, en attendant, ils auront une période de transition pénible à passer. Autrefois, ils n'auraient pas manqué de demander à leurs gouvernements d'user de représailles, et de leur fournir ainsi une compensation sur leur propre marché, en y frappant de droits prohibitifs les produits français. Mais, en Angleterre et même en Belgique, en Hollande et en Suisse on paraît avoir compris que les représailles, telles qu'on avait l'habitude de les pratiquer en cas pareil, sont des armes à deux tranchants et qu'on ne peut en faire usage sans se blesser soi-même. Au banquet de la Chambre de commerce de Londres, sir Michael Hicks-Beach a formellement déclaré que le gouvernement n'avait point l'intention d'y recourir :

Rappelez-vous, a dit le ministre du commerce d'Angleterre, que ceux qui préconisent en France la politique que j'appellerai « le protectionnisme enragé », la préconisent dans la croyance honnête et sincère qu'en excluant les produits étrangers ils feront du bien à leur pays. Donc, si nous allions leur dire qu'ils nous font du tort en excluant nos produits, loin de les décourager nous les encouragerions à persévérer dans leur œuvre. (Approbation).

Sir Michael Hicks-Beach a ensuite fait remarquer à ses auditeurs qu'il n'est guère possible au gouvernement anglais de faire des représentations au gouvernement français relativement à une question d'ordre intérieur ; mais, a-t-il ajouté, « je vous promets une chose, c'est que cette question est l'objet de notre plus vive attention, et que, si nous trouvons l'occasion de représenter au gouvernement ou au peuple français que cette politique, bien qu'elle puisse nous nuire pendant quelque temps, nuira davantage encore à la France, qu'elle privera la France des avantages qu'elle retire indubitablement de la liberté commerciale relative des quinze dernières années, qu'elle peut tendre, si par exemple elle est suivie par d'autres, à amener dans toute l'Europe une guerre commerciale qui nuirait certainement aux intérêts de la paix du monde, — si, dis-je, nous pouvons trouver une occasion avantageuse de présenter ces considérations à l'attention de la France, cette occasion, soyez-en sûrs, nous ne la laisserons pas échapper. (Applaudissements.) Nous sommes, dans ce pays, libre-échangistes, convaincus et résolus. (Ap-





tations pour réduire quelques accises qui frappent encore le sel, le savon, les bières et le vinaigre, sans parler du genièvre et des sucres. » Enfin, nous lisons dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, que le gouvernement allemand poursuit ses négociations avec l'Autriche, l'Italie, la Suisse et la Belgique, afin d'arriver à une entente qui élargisse le débouché commun, et permette à leurs industries de supplanter sur les marchés étrangers, l'industrie française dont l'augmentation des droits sur les matériaux de la vie, les matières premières, et les produits à demi-fabriqués va exhausser encore les prix de revient. Nous n'ignorons pas que les protectionnistes se préoccupent fort peu des marchés étrangers, et qu'ils promettent aux industries d'exportation dont ils travaillent à supprimer les débouchés, le monopole du marché national. Seulement, en admettant même que ce monopole soit aussi complet que possible, remplacera-t-il suffisamment le débouché étranger? Tandis que la France exporte pour 1800 millions d'articles manufacturés, par exemple, elle n'en importe que pour 600 millions. La politique protectionniste l'expose donc à perdre 3 pour gagner 1. C'est ainsi qu'elle protège le « travail national ».

\*  
\* \*

Une commission d'enquête a été instituée en Angleterre dans le but d'étudier les effets probables que pourra avoir sur le commerce anglais l'expiration prochaine des divers traités de commerce européens. La commission s'est occupée d'abord des changements qui vont être opérés dans le régime commercial de la France sous la pression des intérêts protectionnistes et elle a consigné les résultats de cet examen dans un rapport provisoire.

Le Rapport, dit le *Journal des Débats*, expose que la France a deux tarifs, le tarif général et le tarif conventionnel et que l'Angleterre jouit des avantages de ce dernier, non pas en vertu d'un traité, mais en vertu de la loi du 28 février 1882 et qu'elle continuera à en jouir jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892 à moins que d'ici là la loi de 1882 ne soit changée ou modifiée.

Passant ensuite à l'examen du projet de loi présenté au Parlement français par le gouvernement, le rapport estime que, au moyen des deux tarifs projetés (tarif général et tarif minimum), le gouvernement français, en négociant avec les pays étrangers, ne pourra leur offrir que les conditions irréductibles du tarif minimum, et que toute augmentation des droits actuels inscrits au nouveau tarif minimum sera considérée comme un acte d'hostilité commerciale et aura pour résultat de provo-



dans le dernier numéro du *Journal des Économistes* : enfin 3°. des seront atteintes par la politique de dégrèvement des industries concurrentes, que les gouvernements étrangers se disposent à opposer à notre politique protectionniste. Il y a donc grande apparence que les soieries, les lainages et la plupart des autres produits de l'industrie française seront remplacés, au moins, pour une forte part, sur le grand marché international par les produits similaires de l'Angleterre, de la Belgique, de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie. Or, quand l'industrie française aura été dépossédée de ses débouchés, lui sera-t-il bien facile de les recouvrer, en admettant même qu'elle réussisse à se débarrasser du régime « protecteur du travail étranger », que des intérêts égoïstes et à courte vue vont lui imposer.

..

Ces intérêts que la perspective d'une hausse immédiate et extraordinaire de leurs profits, provoquée par l'exclusion des produits concurrents de l'étranger, enflamme aujourd'hui d'un beau zèle, ne sont-ils pas exposés à subir quelques mécomptes ? Il est bien certain qu'en exhaussant les obstacles à l'entrée des produits agricoles et industriels de l'étranger, on provoquera une augmentation des prix des produits indigènes et, par conséquent, un accroissement des profits des industriels protégés. L'importation des fils de coton s'élève par exemple à 10.198.000 kil. représentant une valeur de 28.300.000 fr., et celle des tissus est de 6.351.000 kil. dont la valeur est de 35.632.000 fr., soit ensemble, en chiffres ronds, 64 millions. L'exhaussement des droits sur les fils et les tissus aura naturellement pour premier effet de réduire cette importation et d'accroître les bénéfices de l'industrie de la filature et du tissage, débarrassée, au moins en partie, de la concurrence étrangère. Mais l'augmentation soudaine et extraordinaire des bénéfices de l'industrie cotonnière n'aura-t-elle pas pour effet d'y faire affluer l'esprit d'entreprise et les capitaux ? Cette affluence s'arrêtera-t-elle à une juste limite et ne verra-t-on pas se produire en France le phénomène qui s'est produit aux États-Unis, sous l'influence du tarif Morrill, savoir un excès de production, une baisse des prix et une crise ? En attendant, les industriels et les capitalistes qui comptent sur les bénéfices immédiats de la protection sont-ils bien assurés d'être seuls à les accaparer ? Nous venons précisément de lire dans l'*Indépendance belge* sous ce titre « Une grande industrie belge en France » un aperçu édifiant de la fondation et de la situation d'une importante manufacture de fils et tissus de coton, établie à Saint-Étienne du Rouvray par des capitalistes belges



campagnes et qui sont venus réclamer leur part du gâteau. Des statistiques, sans aucun caractère officiel, mais établies avec soin par des spécialistes de la philanthropie, évaluent à 25 0/0 du nombre total des assistés l'apport accidentel que nous signalons. Il sera plus difficile de faire partir de Paris cette population de truands qu'il ne l'a été de l'y amener.

D'autre part, les plus grandes dépenses ont eu pour but l'ouverture d'asiles de nuit, fournissant une hospitalité provisoire qui dure encore, et une alimentation gratuite.

Quels ont été les bénéficiaires de ces asiles ? Les véritables victimes du froid, c'est-à-dire les ménages sans feu, les femmes, les enfants ? Aucunement. On a fait appel aux célibataires, aux gens qui, n'ayant à pourvoir qu'aux besoins de leur seule personne, sont évidemment moins intéressants que les chefs de famille pauvres, ayant charge d'âmes. Aussi, le premier résultat obtenu a-t-il été de vider tous les garnis des faubourgs, dont les locataires à la nuit ont trouvé infiniment plus profitable d'économiser quotidiennement les 30 centimes ou les 50 centimes que leur coûte leur lit et d'avoir par surcroît, soir et matin, une bonne soupe chaude en échange de laquelle on n'exigeait aucun travail. Comme aucune limite précise n'a été fixée pour le séjour dans les asiles, les premiers arrivants ont jugé bon de se fixer dans la place.

Au Champs-de-Mars, un de ces *anciens* disait à l'employé de la préfecture qui refusait de le recevoir : « Comment ! vous n'avez pas honte de me chicaner l'entrée, moi qui ai ouvert l'asile avec vous !... »

La situation a été jugée par les logeurs si préjudiciable à leurs intérêts que vendredi dernier ils se sont réunis en assemblée générale dans un local du quai de Montebello et ont décidé d'adresser leurs doléances au gouvernement et de réclamer la fermeture immédiate des asiles de nuit.

Quant aux secours en argent qui ont été, comme on sait, distribués par l'intermédiaire des mairies, on leur reproche d'avoir simplement doublé la rente des inscrits, des quémandeurs habituels de l'Assistance, sans qu'aucune des victimes accidentelles de l'hiver ait été véritablement soulagée. Il existait pourtant des Sociétés de philanthropie privée mieux renseignées sur les besoins des pauvres honteux, auxquelles on n'a demandé aucune indication et qui auraient pu fournir cependant des détails précieux. Mais l'administration, qui d'ailleurs dans ces circonstances n'a pas brillé par l'esprit d'initiative, semble ignorer jusqu'à l'existence même de ces Sociétés.

\*  
\* \*

Grâce à l'initiative courageuse de M. Pauliat, une intéressante



**Nouveau Dictionnaire de l'Économie politique** publié sous la direction de M. LÉON SAY et de M. JOSEPH CHAILLEY. La 11<sup>e</sup> livraison (2<sup>e</sup> livraison du second volume) vient de paraître. Articles principaux :

**Liberté des échanges**, par M. W. Graham Sumner. — **Liberté économique**, par M. André Liesse. — **List**. — **Logements ouvriers, Logements insalubres**, par M. A. Raffalovich. — **Lois somptuaires**. — **Luxe**, par M. Courcelle-Seneuil. — **Machines agricoles**, par M. D. Zolla. — **Magasins généraux**, par M. G. François. — **Les grands magasins**, par M. Georges Michel. — **Main-Morte**, par M. Hubert-Valleroux. — **Marchés à termes**, par M. Emmanuel Vidal. — **Matières premières**, par M. E. Fournier de Flaix. — **Maximum**, par M. Victor Marcé. — **Mendicité**, par M. Émile Chevallier. — **Métaux précieux**, par M. Auguste Arnauné. — **Méthode**, par M. André Liesse.

\*  
\* \*

La librairie Berger-Levrault et Cie vient de faire paraître le 3<sup>e</sup> fascicule du second volume du *Dictionnaire des finances* que publient MM. Foyot et Lanjalley, sous la haute direction de M. Léon Say.

Parmi les articles que contient ce fascicule qui porte le n<sup>o</sup> 15 de la série, il convient de citer particulièrement celui qui est consacré à l'étude de la contribution foncière, dans lequel le lecteur trouvera toute la législation française et étrangère qui régit cette nature de contribution. L'auteur de cet article, M. V. Grimorel, ancien directeur général des contributions directes, s'est efforcé, et il y a pleinement réussi, à mettre en lumière toute l'histoire de la contribution foncière, depuis sa création jusqu'à nos jours. Son travail a été complété par M. Arnoux qui a groupé et condensé avec la plus grande clarté toute la partie étrangère relative au cadastre et à la contribution foncière. Au moment où le Parlement étudie les réformes à apporter à cette nature de contribution, tous ceux que cette question intéresse trouveront dans le *Dictionnaire des finances* les renseignements les plus intéressants.

\*  
\* \*

*La Banque de France*. — En ce moment où il est question de renouveler le privilège de la Banque de France, on consultera avec intérêt la brochure publiée par M. Blouet et contenant les lois, arrêtés, ordonnances et statuts qui régissent ce grand établissement financier. Brochure grand in-4<sup>o</sup> de 10 pages. A la librairie de la Bourse de Commerce, 33, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris.

\*  
\* \*

MILLET (René) : *Souvenirs des Balkans. De Salonique à Belgrade et du Danube à l'Adriatique*. 1 vol. in-16, broché, 3 fr. 40. (Hachette et Cie). — La question d'Orient tient une grande place dans la politique européenne ; elle subsiste comme une menace perpétuelle pour la tranquillité de l'Eu-



rope. Tout le monde en parle ; on en discute beaucoup ; bien peu la connaissent. Pour bien la comprendre, il faut se placer successivement au point de vue des peuples qui y sont le plus directement intéressés.

Le livre de M. René Millet *Souvenirs de Balkans* est le guide le plus sûr dans cette étude où les détails de la route intéressent autant que le but du voyage.

---

## CHRONIQUE FINANCIÈRE

---

Le renchérissement de l'argent à Londres, les mauvaises prévisions sur la récolte prochaine et les incidents qui ont marqué le séjour à Paris de l'Impératrice d'Allemagne, avaient influé sans peine, un peu avant la liquidation de fin février, sur un marché sans affaires, et les cours s'inscrivaient tous en baisse dans d'assez fortes proportions. L'article venimeux de la *Gazette de Cologne*, suivi des mesures relatives aux passeports en Alsace, avaient particulièrement impressionné la Bourse, et l'on paraissait devoir s'attendre à des complications politiques que n'ont heureusement pas réussi à faire naître le manque de tact du jeune souverain, notre voisin, ni la dangereuse folie de nos patriotes de profession. Puis l'argent s'étant malgré tout montré très facile, on était revenu à des cours meilleurs, quand les mauvaises nouvelles de l'Amérique du Sud sont venues à leur tour peser sur le marché, par la crainte surtout qu'elles inspiraient d'embarras possibles sur la place de Londres, fortement engagé, comme l'on sait, sur les valeurs argentines.

L'horizon politique est aujourd'hui éclairci à l'extérieur ; à l'intérieur la vitalité persistante du Ministère semble devoir nous promettre encore une assez longue période de calme, et cependant le marché est toujours faible. L'argent est abondant, il est vrai, ce qui n'a rien de surprenant si l'on considère la diminution considérable des affaires en 1890, le chiffre des émissions faites dans le courant de cette année étant inférieur de près de 4 milliards à celui des émissions faites en 1889. Il y a donc une plus forte proportion de capitaux disponibles, mais l'on ne peut toujours monter sans trêve et sans raison comme l'an dernier et nous ne nous alarmons pas autrement de la faiblesse relative des cours qui n'aura d'autre effet, à notre avis, que de faciliter le classement et de consolider les prix.

Nous laissons à peu de chose près les cours de nos rentes au niveau des cours de compensation de la dernière liquidation. Le 3 0/0 nouveau continue à n'être pas très en faveur auprès des capitalistes que gêne l'impossibilité pour les porteurs de cette rente de se libérer par anticipation des versements restant à effectuer à des dates assez éloignées.

Les Fonds d'État Russes font toujours preuve d'une très grande fermeté. L'Italien n'est guère soutenu ; malgré les économies promises par le Ministère di Rudini, la confiance ne renaît pas, les réductions à prévoir sur les évaluations de recettes prévues au budget de décembre 1890 constituant d'ores et déjà un déficit probable de 38 millions et demi. Fonds Turcs et Egyptiens fermes. Portugais en hausse à l'approche de l'emprunt de consolidation. Extérieure Espagnole sans changement aux environs de 77 en attendant la conversion cubaine et l'emprunt de consolidation. Brésiliens et Argentins très faibles ; le nouvel emprunt Argentin se fait aujourd'hui et nous sommes curieux d'en connaître les résultats.

Les Établissements de Crédit ont eu le plus à souffrir de la lourdeur du marché. La Banque de France est sans changement aux environs de 4 340. On espère que la Commission parlementaire aura terminé ses travaux vers la fin du mois. La Banque de France vient de donner aujourd'hui même une nouvelle preuve de sa force en avançant à la Société des Dépôts et Comptes courants, 60 millions avec la garantie des Établissements financiers de la place. Nous sommes heureux de voir s'affirmer une fois de plus le principe de solidarité déjà mis en pratique à l'occasion de la débâcle du Comptoir d'Escompte.

La Banque de Paris et le Crédit Lyonnais sont faibles, l'une à cause de sa participation dans les affaires argentines, l'autre sur la menace d'un appel de fonds sur les actions. Nous sommes sans aucune inquiétude au sujet de ces deux établissements qui ne tarderont pas à regagner facilement le terrain perdu.

La Société des Dépôts et Comptes courants, très discutée ces jours derniers, s'est vue obligée de demander assistance ; nous reviendrons avec plus de détails sur cet établissement la prochaine fois.

Les Chemins de fer français et étrangers résistent vaillamment à la faiblesse générale. Marché en Banque peu animé. Valeurs de cuivre en baisse malgré la diminution du stock.

*Paris 12 mars 1890.*

R. d'A.



— Les mérites de la colonisation pénale. — Le rétablissement de la protection en Espagne. — La loi sur l'assurance obligatoire en Allemagne. — Une dédicace libre-échangiste. — <i>L'Économiste russe</i> . — <i>Le Monde économique</i> . — La Société catholique d'économie politique, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut .....	146
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. R. D'A .....	157
NÉCROLOGIE ÉCONOMIQUE DE 1890, par M. ED. RENAUDIN.....	159

## N° 2 — février 1891

UN LIVRE A FAIRE L'ANTI-PROTECTIONNISTE, par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut.....	161
LE RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE, par M. ALPH. COURTOIS.....	198
APHORISMES ÉCONOMIQUES ET MORAUX (suite), par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	207
REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL .....	213
ARABES ET KABYLES. L'OCCUPATION DU SAHARA, par M. LE D <sup>r</sup> MEYNERS D'ESTREY .....	236
LETTRE DU CANADA. LES TRAITÉS DE COMMERCE ET LA SITUATION COLONIALE DU DOMINION, par M. ERNEST TREMBLAY.....	244
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i> .....	248
II. La création d'un conseil supérieur du travail. Rapport au président de la République.....	250
III. Les compagnies de colonisation.....	252
IV. Le Questionnaire relatif à la réglementation du travail .....	254
V. La loi protectrice du travail en Allemagne.....	255
VI. Une protestation contre le relèvement des tarifs..	258
VII. La France religieuse. Paris et la Seine, par M. ED. RENAUDIN .....	259
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 5 février 1891</i> ). INSTALLATION de M. Fréd. Passy comme président de la Société. — NÉCROLOGIE. — DISCUSSION : L'impôt doit-il être essentiellement un moyen de répartir la richesse entre les citoyens? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	261
COMPTES RENDUS. — <i>Les finances de la France</i> , de 1870 à 1891, par M. CUCHEVAL CLARIGNY, membre de l'Institut. — <i>Études administratives et judiciaires sur Londres et l'Angleterre</i> , par G. BUGNOTTET. — Comptes rendus, par M. G. DU PUYNODE, correspondant de l'Institut.....	277
<i>Entwick lungsgeschichte des Eigenthums</i> ( <i>Histoire du développement de la propriété</i> ), par L. FELIX. — <i>Die Drei Bevölkerungsstufen</i> ( <i>Les trois degrés de la population</i> ), par GEORGES HANSEN — Comptes rendus, par M. A. OTT.....	284
<i>Socialisme collectiviste et socialisme libéral</i> , par M. A. NAQUET. — <i>La législation sur les raisins secs. Étude et commentaire</i> , par M. GASTON LISBONNE. — Comptes rendus par M. A. LIESSE... ..	
<i>Essai sur l'organisation et l'administration des entreprises agri-</i>	

<i>coles ou traité d'Economie rurale</i> , par M. J. PIRET. — <i>Compte rendu</i> , par M. A. MICHELS.....	292
<i>L'expansion de la France</i> , par M. L. VIGNON. — <i>Code civil du canton de Zurich</i> traduit et annoté par M. ERN. LEHR. — <i>Comptes rendus</i> , par M. LÉON ROQUET.....	296
<i>Le Congrès international du commerce et de l'industrie</i> . — <i>Compte rendu</i> , par M. EUG. ROCHETIN.....	299
<i>Cinq années de séjour aux Canaries</i> , par le D <sup>r</sup> VERNEAU, — <i>Compte rendu</i> , par M. ROUXEL.....	302
<i>NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES</i> , par M. ROUXEL.....	304
<i>BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE</i> . — La dénonciation des traités de commerce et l'exemption de la matière première de l'industrie de la soie. — Les fabricants de soieries protégés malgré eux. — Les résolutions de la Société des agriculteurs de France. L'égalité en matière de protection. Nécessité de protéger le travail national des ouvriers. — Les compagnies de colonisation. — Le conseil supérieur du travail. — La loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures. — Le rétablissement de la protection en France, apprécié à l'étranger. Comment la Belgique se propose d'y remédier. — La protection de l'argent aux États-Unis et ses conséquences. — <i>Le Monde économique</i> , décidément libre-échangiste. — Nécrologie : Otto Michaëlis, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	308

## N° 3. — Mars 1891.

<i>UN PARADOXE HISTORIQUE DE KARL MARX</i> , par M. ROGER DE FONTENAY	321
<i>LES IMPÔTS SUR LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES ET LE DROIT COMMUN</i> par M. CH. PARMENTIER.....	341
<i>RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE</i> par M. ALPH. COURTOIS.....	362
<i>REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES</i> (du 15 novembre 1890 au 15 février 1891) par M. J. LEFORT.....	380
<i>LE RÉGIME MONÉTAIRE DE LA BANQUE D'ANGLETERRE — UN DISCOURS DE M. GOSCHEN A LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LEEDS</i> par M. H. C.	398
<i>LE BANDITISME ALGÉRIEN</i> par M. G. LEROY.....	402
<i>LES CORPORATIONS ARTISTIQUES ET LA GESTION DES THÉÂTRES NATIONAUX SUBVENTIONNÉS</i> par M. LÉON ROQUET.....	406
<i>LETTRE D'ITALIE</i> par M. VILFREDO PARETO.....	409
<i>BULLETIN</i> . — I. Publications du <i>Journal Officiel</i> .....	419
II. La question douanière. Protestation de la Société d'encouragement pour le commerce d'exportation	420
III. La session et les résolutions du Conseil supérieur du travail.....	421
<i>SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE</i> (Réunion du 5 mars 1891) <i>NÉCROLOGIE</i> : M. RICHARD (du Cantal). <i>DISCUSSION</i> : De l'influence économique du repos du dimanche : <i>OUVRAGES PRÉSENTÉS</i> . <i>Compte rendu</i> par M. CHARLES LETORT.....	426

## COMPTES RENDUS.

<i>La République américaine</i> , par AUG. CARLIER. — Compte rendu par M. HUBERT VALLEROUX..	438
<i>Le bonheur de vivre</i> , par Sir JOHN LUBBOCK. — Compte rendu par M. F. PASSY, membre de l'Institut.....	440
<i>Les droits de l'humanité</i> , par CH. SECRÉTAN. — Compte rendu par M. G. DU PUYNODE, correspondant de l'Institut.....	442
<i>Les suites d'une grève</i> , par M. MAURICE BLOCK, de l'Institut. — <i>Aux Antipodes</i> , par M. G. VERSCHUUR. — Comptes rendus par M. L. ROQUET.....	445
<i>Mélanges scientifiques et littéraires</i> , par M. L. PASSY. — Compte rendu par M. FRANÇOIS BERNARD.....	448
<i>Traité de l'hygiène publique d'après ses applications dans différents pays d'Europe</i> , par le D <sup>r</sup> ALBERT PALMBERG. — <i>Le leggi naturali dell' economia politica</i> par GIUSEPPE MAJORANA CALATABIANO.— Comptes rendus par M. ROUXEL.....	449
<i>Notice Bibliographiques</i> , par M. ROUXEL... ..	453
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Le rapport de M. Méline. — Les protestations contre les tarifs votés par la Commission des douanes. La ruine de la distillerie française du maïs. — L'effet produit à l'étranger par le rétablissement du régime protectionniste en France. — Les discours de sir Michaël Hicks Beach et de Lord Salisbury. — La politique de dégrèvement en Belgique et en Hollande. — Les négociations en vue d'une union douanière. — Le rapport de la Commission d'enquête instituée en Angleterre. Le triple dommage qui menace les industries d'exportation. — Une grande industrie belge en France. — La distribution des secours aux victimes du froid. — Le débat sur la question algérienne au Sénat par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.	458
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. B. D'A.....	476
TABLE DU VOLUME.....	477

FIN DE LA TABLE DU TOME V.

---

 Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

**JOURNAL**  
**DES**  
**ECONOMISTES**

**REVUE MENSUELLE**  
**DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE**  
**ET**  
**DE LA STATISTIQUE**

---

**CINQUANTIÈME ANNÉE**

---

**5<sup>e</sup> SÉRIE — TOME VI**

**(AVRIL A JUIN 1891.)**

---

**PARIS**

**ADMINISTRATION ET RÉDACTION**  
**LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C<sup>ie</sup>**  
**Rue Richelieu, 14.**

**—**  
**1891**





# JOURNAL DES ÉCONOMISTES

---

## LE PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 1892 ET LES CONVENTIONS DE 1883

---

Le projet de budget de l'exercice 1892, présenté par M. Rouvier à la Chambre le 17 février, se relie d'une façon étroite aux conventions que l'État a conclues, en 1883, avec nos six grandes Compagnies de chemins de fer. « Il a pour traits caractéristiques, lit-on dans l'exposé des motifs, la réalisation du dégrèvement des transports à grande vitesse et l'incorporation d'une partie du compte spécial des garanties d'intérêts ». La première de ces mesures est une conséquence directe des conventions. La seconde s'inspire de l'esprit qui les a dictées. On ne peut étudier ces deux réformes, qui donnent au budget de 1892 une physionomie si remarquable, sans s'occuper tout à la fois de la situation de nos finances et du régime de nos chemins de fer. On voit, dès lors, quel attrait doit offrir une telle étude et quelle ampleur elle pourrait prendre. Nous voudrions simplement en retracer les lignes essentielles. Si ce travail contribue pour une part quelconque à faciliter la discussion et le vote du budget de 1892, notre ambition aura été satisfaite.

### I

#### LES CONVENTIONS DE 1883.

Les réformes que le budget de 1892 prétend accomplir, ayant, on peut le dire, leurs racines dans les conventions de 1883, il importe de rappeler tout d'abord en quoi consistèrent ces traités, quelles circonstances les amenèrent, suivant quel esprit et dans quels desseins ils furent conçus. Il est peu de pages qui semblent moins connues ou

qui soient plus oubliées que celles-là, dans l'histoire de nos finances publiques.

On sait quel retentissement avait eu le programme de grands travaux élaboré par Gambetta, de concert avec MM. de Freycinet et Léon Say, une nuit du mois de janvier de l'année 1878 <sup>1</sup>. La France était, à ce moment, tout à l'orgueil de sa prospérité renaissante. Le territoire national libéré, le cours forcé aboli, les prévisions de recettes budgétaires dépassées, des dégrèvements entrepris, le commerce et l'industrie en plein essor, une Exposition universelle près

---

<sup>1</sup> On trouve cette indication dans un discours prononcé par M. Léon Say à la Chambre des députés, le 26 juillet 1882. M. Léon Say, appréciant le plan des grands travaux publics, s'est exprimé en ces termes : « Je vous assure que mes souvenirs ne sont mêlés d'aucun regret, quand je songe aux résultats de cette conférence tenue pendant une nuit du mois de janvier 1878, dans laquelle M. de Freycinet, M. Gambetta et moi, avons posé les bases du plan de travaux publics qui devait être soumis plus tard aux Chambres ».

On aurait pu se demander, seulement, si quelque erreur typographique ne s'était pas glissée dans la reproduction des paroles de M. Léon Say. En effet le rapport de M. de Freycinet sur le programme des chemins de fer a paru au *Journal officiel* du 3 janvier 1878, et ce rapport est daté du 2 janvier. La nuit historique dont il s'agit eût-elle donc été celle du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1878 ? M. Léon Say, à qui nous avons soumis ce doute, nous a adressé la réponse suivante qui tranche définitivement ce point intéressant d'histoire.

Paris, 19 mars 1891.

« Mon cher collègue,

« C'est bien le 8 janvier à 10 heures du soir, que s'est ouverte la conversation que nous avons eue, Gambetta, Freycinet et moi, dans les bureaux de la *République française*, sur le plan Freycinet.

« Il n'y a aucune contradiction entre cette conférence du 8 et le rapport du 3 qui a pour objet la nomination des Commissions régionales de classement.

« En constituant le ministère, nous avons arrêté notre programme qui comprenait une grande extension donnée aux travaux publics, — voilà le point de départ.

« Nous avons voulu arrêter les déclarations successives faites sans plan, d'utilité publique, provoquées par les députés ; de là, les Commissions régionales et le classement, — second acte.

« Enfin il a fallu prendre un parti sur l'usage qu'on ferait du classement, — de là, la conférence du 8 qui a abouti à notre accord sur le plan de travaux en importance, en délais d'exécution, en créations de ressources.

Votre bien dévoué :

Léon SAY.





















d'environ 2 milliards. « Une dette flottante aussi exorbitante, ajoutait l'exposé, ne peut être considérée par le public que comme la préface nécessaire d'un emprunt, et cette menace pesant sur le marché des capitaux pourrait à elle seule faire naître une crise, si cette crise n'existait pas. L'inconvénient est bien plus grave, si la situation du marché est critique et si les efforts du gouvernement doivent justement s'exercer dans un sens d'apaisement, afin d'assurer le crédit par une administration sage et mesurée de la fortune publique. »

C'est alors que M. Léon Say imagina la fameuse consolidation des ressources de la dette flottante. Des dépenses extraordinaires à payer, il fit deux parts : l'une, concernant les dépenses afférentes aux exercices 1881 et 1882 ou aux exercices antérieurs ; l'autre, comprenant les travaux prévus pour l'exercice 1883. La première atteignait 1.200 millions en chiffres ronds ; la Caisse des Dépôts et Consignations était appelée à y faire face. « Créer des titres de 3 0/0 amortissable pour 1.200 millions de francs et affecter par la loi les titres en question à une consolidation intérieure, parfaitement et clairement déterminée, de manière à les retirer absolument de la circulation pour le présent et pour l'avenir, c'est non seulement faire comme si ces titres n'existaient pas, mais c'est donner l'assurance que ces titres ne fourniront pas la matière d'une émission. » Ainsi s'exprimait le ministre. La Caisse des Dépôts et Consignations constitue, en effet, un souscripteur merveilleux, qui ne lâche pas les titres après les avoir reçus. Ce client exceptionnel a, malheureusement, un point faible : il reste débiteur de capitaux. Il pourrait, sans doute, le cas échéant, obtenir des avances sur ses titres ; donc, la consolidation, à ce point de vue, n'était pas absolument nominale, mais, moins que personne, M. Léon Say devait, au fond, s'en exagérer la valeur. La vérité, c'est que, pour une pareille liquidation, le ministre des finances n'avait pas le choix des moyens. Il parvenait à sauver d'une nouvelle émission de rentes la Bourse et le crédit public. On ne pouvait lui demander davantage.

La seconde partie des dépenses extraordinaires visait l'exercice 1883. Après avoir commencé par ramener de 621 millions à 258 millions les prévisions de dépenses <sup>1</sup>, M. Léon Say eut recours à une combinaison qui ne devait pas, il est vrai, triompher immédiate-

---

<sup>1</sup> Les 363 millions restants devaient être couverts comme suit : 52 millions par le budget ordinaire ; 40 millions par l'industrie privée ; 271 millions par les reliquats des reports antérieurs.







M. Léon Say venait d'indiquer le chiffre de 8 milliards. Où en étai-on, au juste ? M. Tirard écrivit, le 11 septembre 1882, à son collègue des travaux publics, M. Hérisson, le priant de le fixer sur ce point. Le 24 octobre, M. Hérisson répondit : « L'exécution complète de l'ensemble des grands travaux publics conçu en 1879, augmenté des travaux complémentaires approuvés ou pris en considération depuis, entraîne une dépense qu'en l'état présent d'avancement des études et au taux actuel des salaires et des matériaux, j'estime, en nombre rond, à 9 milliards 150 millions : 6 milliards et demi pour les chemins de fer et 2 milliards 650 millions pour la navigation. » Ainsi de quatre milliards on passait à plus de neuf. Quelle serait la situation des budgets extraordinaire et que deviendrait le crédit public, si l'on persévérait dans la voie suivie jusqu'alors ?

M. Tirard, il faut en convenir, avait une tâche bien lourde. Il était pénétré de la nécessité de rassurer le monde des affaires sur l'éventualité de nouveaux emprunts ; il la sentait d'autant mieux qu'il avait conçu le dessein d'effectuer la conversion du 50/0, opération que les circonstances avaient contraint le gouvernement à ajourner : donc, point d'émissions de rentes : l'exposé des motifs joint au nouveau projet de budget déposé à la Chambre le 9 novembre 1882 le déclara sans ambages : « Tout d'abord, il importe de le déclarer, disait l'exposé, le Gouvernement a la conviction qu'il sera en mesure de pourvoir, en 1883, aux dépenses du budget extraordinaire sans recourir à aucune émission de titres sur le marché public ». Rien de mieux ; seulement, par quelles combinaisons M. Tirard allait-il réussir à éviter un emprunt ?

En ce qui concerne l'arriéré, le ministre des finances se bornait à reprendre le projet de consolidation des 1.200 millions de ressources de la dette flottante. L'unique modification qu'il apporta au projet de son prédécesseur fut de composer exclusivement cette somme de ressources empruntées aux fonds des caisses d'épargne. Quant au budget sur ressources extraordinaires de 1883, M. Tirard l'arrêta, comme l'avait fait M. Léon Say, au chiffre de 258 millions ; mais il abandonna la convention financière conclue avec la Compagnie d'Orléans. Ce n'est pas, toutefois, qu'il partageât les préjugés auxquels s'était heurté M. Say, et il eut le courage de s'en expliquer franchement : « Bien que la convention financière passée avec la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, dit-il, *laisse intacts tous les droits du Parlement en ce qui concerne le régime définitif des chemins de fer*, on a pu craindre qu'elle n'eût pour effet de préjuger dans une mesure quelconque cette grave question. Le gouvernement estime, dès lors, qu'il est préférable de renoncer, pour le























rendues inutiles ; l'incorporation du budget extraordinaire dans le budget ordinaire est devenue possible.

Il serait superflu d'insister sur cette grande réforme financière accomplie, l'an passé, par M. Rouvier, qui a eu ainsi, après l'honneur d'avoir contribué d'une façon si efficace aux conventions de 1883, le mérite de tirer encore des faits qui les ont amenées la conclusion pratique la plus heureuse pour le plein essor du crédit public, à savoir la disparition totale du budget des emprunts.

On va voir comment cette œuvre a été poursuivie dans le projet de budget de 1892 dont il nous reste à étudier les deux innovations principales.

*(A suivre.)*

PAUL DELOMBRE.



les prix moyens des blés des principaux marchés russes, on obtient le tableau suivant :

De 1852 à 1861 un tchetvert de blé coûtait 7,4 roubles or					
1862	1871	—	—	8,42	—
1872	1881	—	—	9,32	—
1882	1888	—	—	6,72	—

Le mouvement des prix du blé en France est représenté par les chiffres suivants :

De 1841 à 1850 un hectolitre de blé coûtait 18 fr. 74					
1851	1860	—	—	22	11
1861	1870	—	—	21	47
1871	1880	—	—	23	90
1881	1885	—	—	19	48

La baisse du prix du froment, qui, ainsi que l'on sait, constitue le produit principal du commerce international des céréales, devient surtout manifeste dans les dix dernières années, et cela malgré le protectionnisme de presque tous les états occidentaux de l'Europe.

Ce phénomène est principalement déterminé par l'accroissement de la superficie des terrains cultivés (surtout dans le nouveau monde), par les progrès de la science agronomique, par le développement des voies de communication et par les perfectionnements des modes de transport des blés. Tous ces faits et surtout les deux derniers, paraissent avoir eu une influence prédominante sur le deuxième phénomène, dont nous avons parlé plus haut, c'est-à-dire sur la tendance des prix du blé à s'égaliser dans les différents pays. Nous pouvons nous en rendre compte, en suivant les changements des prix du blé sur les principaux marchés de l'Europe et en les comparant à ceux du marché de Londres, qui peut être considéré comme centre principal du commerce international des céréales. En effet, le prix moyen d'une unité de poids de blé à Londres étant représenté par 100 pour chaque dizaine d'années, les prix relatifs, qui avaient eu cours sur les autres marchés de l'Europe seraient représentés par les chiffres suivants :

Années	Angleterre	Allemagne	France	Russie
De 1850 à 1859	100	84	95	61 (1852 à 1861)
1860 1869	100	85	96	75 (1862 à 1871)
1870 1879	100	93	103	77 (1872 à 1881)
1880 1888	100	111 (1881 à 1884)	129	78 (1882 à 1888)

Il est très probable, que la hausse relative que nous trouvons en Allemagne et en France, est un phénomène artificiel. Il pourrait, en

































**TABIEAU N° 4. — Le prix de revient du seigle.**

PAR HECTARE (en francs).	Premier groupe de gouverne- ments à step- pes du Sud.	Deuxième grou- pe de gouverne- ments à step- pes du Sud.	Gouvernements à terre noire du Centre.	Premier groupe de gouverne- ments à terre noire du Nord.	Deuxième grou- pe de gouverne- ments à terre noire du Nord.	Gouvernements du Sud-Ouest.	Gouvernements de l'Est et du Sud-Est.
1° Charroi et épandage du fu- mier.....	—	—	—	13.05	7.85	5.93	8 00
2° Labour et ensemencement..	19.82	15.04	17.88	11.00	12.42	22.98	13.76
3° Semences.....	9.44	9 96	14.44	11.47	15.53	10.78	9.55
4° Moissonnage et rentrée.....	22.00	19.11	15.29	10.48	12.15	14.55	12.12
5° Battage et vannage.....	16.65	11.55	11.60	5.68	7.64	11.49	6.31
6° Entretien, assurance et amor- tissement des bâtiments et du matériel.....	3.17	4.80	3.08	4.34	5.00	4.64	3.50
7° Administration.....	3 96	4.72	4.34	4.67	4.07	7.37	3.79
8° Impôts fonciers (pour 2 ans).	1.50	1.20	2.29	1.53	2.40	1.86	1 39
9° Intérêts du capital foncier (rente).....	20.42	15.04	25.00	25.66	31 37	23.91	18.15
TOTAL DE FRAIS.....	96.96	81.42	93.92	87 88	98.43	103.41	76.37
TOTAL DE FRAIS moins la rente.	76.54	66.38	68.92	62.22	67 06	79.50	58.22
Récolte moyenne en kilogr....	1186.10	570.96	1007.78	769.03	976.69	923.24	741.54
Prix de revient par 1000 kilogr.	81.75	142.60	93.19	114 49	100.77	105.17	102.57
Prix de revient par 1000 kil. la rente étant déduite.....	64 53	116.26	66.74	80.00	61.62	80 00	80.00

**TABEAU N° 5.**

FRAIS PAR HECTARE (en francs)	PRIX DE REVIENT DU FROMENT D'AUTOMNE				PRIX DE REVIENT DU FROMENT DE PRINTEMPS			
	Gouvernem. à steppes du Sud.	Gouvernem. à terres noires du Centre.	Gouvernem. à terres noires du Nord.	Gouvernem. du Sud-Ouest.	Gouvernem. à steppes du Sud.	Gouvernem. à terres noires du Centre.	Gouvernem. de l'Est et du Sud-Est.	Gouvernem. du Sud-Ouest.
1° Charroi et épandage du fumier	—	18.48	26.26	30.88	—	—	—	—
2° Labour et ensemencement...	21.65	22.06	45.62	26.92	17.47	17.91	16.54	17.75
3° Semences.....	17.28	17.96	23.67	19.11	14.09	16.68	20.91	22.30
4° Moissonnage et rentrée.....	22.22	16.84	14.06	19.27	19.44	15.78	16.98	14.30
5° Battage et vannage ..	12.20	12.72	9.06	13.70	13.38	12.23	8.08	10.02
6° Entretien, assurance et amortissement des bâtiments et du matériel.....	3.99	3.17	4.94	4.64	3.58	2.93	3.25	4.64
7° Administration .....	4.34	4.10	4.58	7.37	3.68	3.87	3.71	7.10
8° Impôts fonciers (pour 2 ans)...	1.34	2.35	2.40	1.86	0.68	1.20	0.52	0.90
9° Intérêts du capital foncier (rente) .....	18.59	25.25	33.80	24.38	16.79	20.91	17.69	52.17
TOTAL DE FRAIS .....	101.61	122.93	134.39	147.72	89.11	91.54	87.68	98.99
TOTAL de frais moins la rente	83.02	97.68	100.59	122.35	72.32	70.63	69.97	76.82
Récolte moyenne en kilog.....	888.94	826.57	906.83	1000.90	600.80	692.03	692.52	951.82
Prix de revient par 1.000 kil....	120.15	148.51	168.47	168.47	168.47	181.83	118.47	108.44
Prix de revient de 1.000 kilog la rente étant déduite du total de frais .....	95.11	116.84	110.13	121.80	120.15	101.79	95.11	80.09

**TABIEAU N. 6. — Prix de revient de l'avoine.**

<b>FRAIS PAR HECTARE</b> (en francs).	<b>Gouvernements à steppes du Sud.</b>	<b>Gouvernements à terre noire du Centre.</b>	<b>Premier groupe du gouv. à terre noire du Nord.</b>	<b>Deuxième groupe du gouv. à terre noire du Nord.</b>	<b>Gouvernements du Sud-Ouest.</b>	<b>Gouvernements de l'Est et du Sud-Est.</b>
1° Charroi et épandage du fumier..	—	—	—	—	—	—
2° Labour et ensemencement.....	19.25	45.29	12.15	11.30	15.42	12.58
3° Semences.....	9.66	9 17	11.55	13.08	11.82	10.75
4° Moissonnage et rentrée.....	18.82	15.37	9.15	7.56	12.15	10.65
5° Battage et vannage.....	11.52	9.96	6.85	4.30	9.04	6,44
6° Entretien, assurance et amor- tissement des bâtiments et du matériel.....	3 99	3.06	4 94	4.30	4.61	3.30
7° Administration.....	4 34	5.38	4.31	4.83	7.17	3.79
8° Impôts fonciers.....	0.65	1.20	1.23	0.96	0.93	0.57
9° Rente.....	16.11	19.38	24.44	17.64	20.01	14.11
<b>TOTAL DE FRAIS..</b> ...	83.84	77.01	77.65	63.97	81.18	62.19
<b>TOTAL DE FRAIS moins la rente..</b>	67.73	57.63	50.21	46.33	61.17	48.08
Récolte moyenne en kilogr.....	738.16	801.70	820.62	635 09	775.95	743.13
Prix de revient par 1000 kil.....	113.47	95.11	83.43	100.72	101.62	83.68
Id. la rente étant déduite du total des frais.....	91.76	71.88	61.18	72.95	78.83	64.69





nous calculons le prix moyen du fumier, employé dans les 34 propriétés allemandes, sur lesquelles nous avons les renseignements ainsi que le prix moyen de la récolte de paille, nous verrons que la différence n'est pas assez sensible pour ne pas permettre cette comparaison. Nous pouvons donc toujours compter la paille au même prix que le fumier et d'autant plus que les engrais chimiques jouent un rôle considérable dans la culture allemande. Les prix de la main-d'œuvre et du travail d'attelage indiqués par le professeur Drechsler seraient très probablement plus élevés, s'il les avait déterminés d'après les salaires locaux, qu'on paie pour chaque opération agricole séparément (comme cela se fait en Russie). En outre les propriétaires allemands défalquent du total des frais la somme des intérêts du capital d'exploitation. Ce dernier est considérable dans les propriétés allemandes, tandis que dans les propriétés russes qui se servent pour la plupart du bétail et du matériel des paysans, il n'atteint jamais de grandes proportions. Aussi ne serions-nous pas étonnés si les propriétaires russes avaient pour la plupart négligé cette quantité.

Ces réserves faites, comparons les données, que nous avons sur les deux pays.

Pour faciliter ce travail de comparaison nous avons réuni quelques colonnes en une seule et calculé quelle partie (pour 100) du total de frais constitue chaque dépense isolée. Nous avons ainsi obtenu le tableau suivant :























cher qu'ils le voudront, pendant que nos industriels, sans redouter la concurrence, se livreront aux douceurs de la routine (sûrs d'écouler quand même leurs pires productions). La protection sera pour le producteur et pour lui seul. D'ailleurs serait-elle universelle et égale pour tous qu'elle serait un non-sens ; mais il est impossible que le travail manuel et le travail intellectuel soient protégés, et ce sont eux qui payeront les bénéfices des autres.

Et le protectionnisme viendra augmenter encore l'activité de tous les facteurs de la dépopulation, facilitant les ravages de la mort, lui traçant la voie, incitant enfin le célibataire à ne point se marier, l'homme marié à ne pas avoir d'enfants, parce que l'entretien d'une famille leur serait trop onéreuse.

DANIEL BELLET.



dans les principales contrées, ainsi que sur celle du fer et de l'acier. Des relevés qu'il a réunis sur la production pendant une série d'années, l'auteur cherche à tirer des pronostics sur l'avenir, soit en notant le taux — croissant ou baissant — des progrès, soit en étudiant l'influence de la consommation du charbon sur la production de ce combustible, en passant en revue les différents modes de consommation (industrie minérale, transport, économie domestique, exportation), influence qui est elle-même actionnée par nombre de faits et de circonstances diverses. On connaît l'importance de la question du charbon en Angleterre, c'est une des principales sources de la richesse de ce pays, et il est reconnu que cette source doit tarir dans un avenir que la génération actuelle peut considérer comme éloigné, mais qui ne l'est pas assez pour ne pas prendre la forme d'un point noir menaçant la grandeur et la prospérité du pays.

M. Chisholm étudie le sujet avec calme et dans un esprit plutôt optimiste que pessimiste. C'est déjà pour lui une consolation que le combustible ne manquera pas *subitement* en Angleterre, pour ainsi dire, du jour au lendemain ; la réduction viendra peu à peu et l'on aura le temps de s'y habituer et même — si réellement les États-Unis, la Chine et d'autres contrées ont des gisements aussi considérables que l'on croit — de prendre des mesures pour éviter toute catastrophe. L'auteur présente seize tableaux, tous instructifs, ils montrent que le taux de l'accroissement varie d'un pays et d'une période à l'autre ; les deux pays qui, sur ces tableaux, paraissent dans la situation la moins satisfaisante sont la Grande-Bretagne et la France : dans l'un et l'autre le progrès continue, mais il ralentit le pas. Il faut le dire d'ailleurs, la production du fer semble s'approcher de son maximum et la construction des chemins de fer atteindre également bientôt son apogée, et il n'y aura plus qu'à entretenir ce qui existe..... jusqu'à ce que l'intérieur de la Chine et le centre de l'Afrique ouvrent de nouveaux débouchés. Nous renvoyons, pour les développements, à l'article lui-même.

M. Alf. Marshall a prononcé à la section F de la *British Association*, un discours que le *Journal* de la Société de statistique reproduit ; ce discours a pour sujet : « Quelques aspects de la concurrence » (*Some aspects of competition*). Le savant professeur commence par le coup de pied, obligatoire de nos jours, donné aux *English economists of fifty years ago*, en se glorifiant pour sa part « d'abandonner le dogme et de développer l'analyse » en accentuant cette singulière thèse que nos prédécesseurs étaient des croyants<sup>1</sup>. Toutefois,

---

<sup>1</sup> Comme M. Dietzel, M. Marshall ne semble pas distinguer la croyance de la conviction.































*Annalen*, etc. (Annales de l'Empire allemand, par G. Hirth et Max Seydel à Munich). Les n<sup>os</sup> 2 et 3 de 1891 renferment des études sur le projet de Code civil qui s'élabore en Allemagne. Ce projet est publié depuis déjà plusieurs années et a fait naître de nombreuses dissertations et toute une série de volumes. Les critiques ont été assez nombreuses, sans aucun doute il y en avait de fondées — de toute œuvre humaine on peut le soutenir à priori, — mais beaucoup de critiques ont été inspirées par des vues de parti et quelques-unes, il est à craindre, par les opinions à la mode. Quoi qu'on dise, il y a des opinions si peu fondées qu'on est étonné de les entendre professer par des gens en état de les juger et d'en reconnaître l'inanité, et qui néanmoins les défendent passionnément<sup>1</sup>. C'est la mode ! La mode fait accepter les termes techniques nouveaux, et même le jargon, ou la manière de s'exprimer, propre à des doctrines qu'on ne partage pas. C'est, par exemple, ce qui a donné cours au mot *capitalistique*, quoique dans un autre sens que celui imaginé par Karl Marx. — Il eût été intéressant de pouvoir examiner quelques-uns des *desiderata* des savants publicistes, qui s'occupent du projet de code civil, mais ce serait sortir de notre cadre. Il existe déjà toute une bibliothèque sur la matière.

Signalons, dans le n<sup>o</sup> 3, un bon travail de M. A. Mülberger relatif à « la théorie de Proudhon sur le suffrage universel », seulement, l'auteur attribue trop d'importance aux théories de ce publiciste plus brillant que solide. — M. Arndt donne quelques pages intéressantes sur les budgets au point de vue du droit public. — Mentionnons ensuite un article sur la conférence internationale de Berlin et une note sur le développement en Allemagne des brevets d'invention de 1877 à 1889.

---

*Statistische Monatschrift* (Revue mensuelle de statistique) publiée par la Commission centrale de statistique de l'Autriche (Vienne, A. Hölder). Dans le fasc. d'octobre nous trouvons un travail de M. Ernest Blaschke, qui démontre, que les tables de mortalité d'un pays ne peuvent pas servir aux sociétés d'assurance d'un autre, le taux de la mortalité des divers âges n'étant pas le même partout, notamment à cause des influences locales sur la santé ; cette démonstra-

---

<sup>1</sup> M. Tarde a raison, ce phénomène ne s'explique que par l'esprit d'imitation — si esprit il y a. En pareil cas, l'adepte parle avec mépris de ses prédécesseurs, sans les lire (c'est avoué) ; il est si agréable de se croire supérieur aux maîtres !







miques. D'abord, p. 214, où, exposant très exactement par quel procédé la production s'appuie sur le crédit et en tire grand profit, Rodbertus dit : *Dies ganze Getriebe der Production, das nicht das Werk des Scharfsinnes Eines Menschen, sondern des Instinctes und Bedurfnisses des Verkehrs selbst ist...* (Ce mécanisme de la production, qui n'est pas l'œuvre de la sagacité d'un individu, mais le résultat de l'instinct et des besoins du commerce entre les hommes...). On croirait presque que Rodbertus, seigneur de Jagetzow, est passé à l'école classique. Il veut bien accepter un des principes de cette école, mais sans en tirer des conséquences.

Passons sur p. 319, où il se met à la remorque de Lassalle prétendant démontrer la « loi d'airain » que les faits ont démentie, pour nous arrêter un moment, p. 336, à « la journée de travail normale ». La journée normale est présentée dans certains ouvrages de Rodbertus comme la solution de la question sociale, et le seigneur de Jagetzow peut avoir eu sa part, mais une très petite part, dans la création du mouvement de « la journée de huit heures ». En 1871, l'auteur traite la question dans une feuille hebdomadaire et s'élève d'abord contre la journée uniforme, la durée du travail doit varier, dit-il, selon que le travail est plus ou moins dur et fatigant, dans tel métier il sera de dix heures, dans tel autre huit heures seront très suffisantes. Mais Rodbertus a une objection bien autrement forte.

Dans la journée, telle que les ouvriers l'entendent, et c'est de celle-là qu'il vient d'être parlé, la mesure est le temps : huit heures sont le double de quatre, dix le double de cinq heures, chacune ayant soixante minutes ; mais Rodbertus ne veut pas que le temps serve de mesure, c'est l'œuvre, le résultat, la quantité produite qu'on doit employer comme mesure ; c'est ce que K. Marx appelle le *travail social* ou normal. Ainsi (p. 339) quand on aura décidé pour chaque métier, « que la journée doit être soit de six, de huit, soit de dix ou de douze heures » on devra déterminer, pour ces mêmes métiers, *das normale Arbeitswerk* la quantité normale de produits (ou : le résultat) à obtenir pendant ce temps. En d'autres termes, en supposant qu'on doive faire en une heure 6 porte-plumes et que la journée, dans ce métier, ait été fixée à neuf heures, le travail d'une journée est de  $6 \times 9 = 54$  porte-plumes. On dirait donc que le salaire de la journée normale de 54 porte-plumes est de  $x$  francs. Car, dit Rodbertus, — et les esprits les plus excentriques trouvent parfois une vérité — le salaire doit dépendre de l'efficacité du travail. Seulement, pour aboutir à ce truisme, que le père de M. de la Palisse connaissait déjà, il n'était nullement besoin d'inventer de nouveaux termes techniques. Ce n'est au fond que le travail à la













avec une sérénité d'esprit et avec une critique impartiale toutes les principales formes du socialisme moderne »,.. il en fera une série de volumes dont le 1<sup>er</sup>, *il socialismo cattolico*, est sous nos yeux. L'auteur s'occupera ensuite du socialisme anarchique, du collectivisme, du socialisme d'État, etc., tout en reconnaissant que ce n'est pas « un travail facile », appréciation que nous sommes loin de contester. Nous ajouterons que l'auteur s'acquitte de sa tâche ardue avec conscience, qu'il passe en revue tous les pays, qu'il est au courant des publications qui ont exercé une influence sur le mouvement, ou qui font connaître l'état des esprits. En somme le livre de M. Nitti est un travail de beaucoup de mérite et si le savant professeur conduit son projet jusqu'au bout, il rendra un service signalé. Je me propose d'y revenir. Je me permettrai seulement cette observation. Je me suis souvent demandé si le « Socialisme catholique » ou le « socialisme religieux » (socialisme chrétien), comme dit parfois M. Nitti avec raison pour englober certains prédicateurs protestants, bien qu'il ait de toutes autres visées, ne recrute pas des partisans pour le socialisme extrême, révolutionnaire et athée; car, comme l'a très bien fait remarquer M. G. de Molinari, le cardinal Manning parle comme M. Liebknecht. J'ignore l'influence que son Éminence peut avoir dans le ciel, mais sur terre le cardinal ne peut offrir aux ouvriers rien de plus que M. Liebknecht, il peut les agiter, les exciter, mais non les satisfaire. La question est donc de savoir si l'intervention de l'Église, ou des églises, jettera de l'eau ou de l'huile sur le feu. Quoique M. Nitti semble parfois un peu optimiste, la lecture de son livre me donne l'impression que... ce sera plutôt de l'huile. Comment, en effet, veut-on que les masses souvent ignorantes et passionnées, distinguent entre les divers socialismes, quand tant de bourgeois, même des législateurs et des savants, sont incapables de le faire ?

---

*Journal de statistique suisse*, organe de la Société de statistique helvétique (Berne, chez Schmid, Francke et C.) 1<sup>er</sup> trimestre de 1891. Le premier article est intitulé : Rapport sur le séminaire statistique de Zurich, par le directeur M. H. Greulich. La plus grande partie des 78 pages in-4° consacrées à ce rapport, se compose de tableaux par communes relatifs à l'impôt sur le revenu. Ce grand travail aurait bien mérité d'être placé sous un titre spécial. Quoi qu'il en soit — à de rares exceptions près — je crois qu'on ne devrait pas encombrer les statistiques de tableaux par communes dont peut-être personne ne se servira; le lecteur n'entre pas dans ces détails





mettre en valeur. Et à ces raisons générales, l'auteur en ajoute d'autres qui intéressent surtout les pays limitrophes. Nous voilà renseignés sur les avantages d'un chemin de fer, nous les aurions pu deviner ; mais quels sont les inconvénients ? Sur ce point on nous répond par : La suite au prochain numéro. Attendons donc ce prochain numéro.

La *Revista de Agricultura* etc. de Porto-Rico nous apprend que la Société scientifique agricole de la Louisiane a fondé à Audubon (où il y a une station expérimentale) une école de sucriers pour laquelle les membres de la Société ont réuni 50.000 doll., l'État, de son côté, ayant ajouté 25.000 doll. Cette école renferme 25 élèves qui reçoivent, après l'achèvement de leurs études, un diplôme. On croit que cette institution contribuera aux progrès de l'industrie sucrière (sucre de canne). La *Revue agricole* de Porto-Rico s'occupe aussi de la culture du tabac, elle paraît au courant de ce qui se fait ailleurs en cette partie, ce qui est d'autant plus naturel que l'île possède une plante remarquable, qui porte son nom et qu'elle a intérêt à maintenir à la hauteur de sa réputation.

MAURICE BLOCK.





























terre. Comme l'a fait remarquer M. J.-B. Martin<sup>1</sup>, cette façon de procéder pouvait donner lieu à quelques critiques ; d'une part, malgré le chiffre relativement important des monnaies examinées, on ne pouvait affirmer que ce fût un bon échantillon de la circulation, car 48.000 souverains, soit 53 0/0 du total avaient été examinés par la Bank of Scotland, dont l'encaisse est principalement fournie par la Banque d'Angleterre ; d'autre part, en prenant les années immédiatement avant et après 1863-1864, les résultats sont notablement différents : 79.000.000 de livres (pour les souverains), en prenant les années 1862-1863; 66.000.000 en prenant 1864-1865. C'est cependant sur les chiffres de Stanley Jevons que M. Inglis Palgrave a basé son estimation de la circulation anglaise à 100 millions de livres, chiffre qu'il a reproduit dans sa déposition devant la *Gold and Silver Commission* ; il estime en outre que la Banque d'Angleterre détient environ 10 millions de livres en monnaies. L'estimation de M. Ottomar Haupt est un peu plus faible, car dans le chiffre total de 110 millions de livres il comprend les lingots et monnaies étrangères se trouvant à la Banque d'Angleterre ; son calcul est basé sur le montant donné par Newmarch, 75 millions de livres, auquel il ajoute la balance des mouvements d'or, déduisant par contre 51 millions de livres pour la consommation industrielle pendant la même période. En prenant comme vrai le chiffre de Newmarch, il reste toujours à tenir compte des mouvements de métaux précieux dont la douane ne conserve pas trace, et d'un autre côté l'estimation de la consommation industrielle est au moins fort délicate.

Dans le Rapport publié en 1890<sup>2</sup>, le directeur de la monnaie de Londres donne à son tour une estimation de la monnaie d'or existant en Angleterre. En vue d'apprécier l'état réel de la monnaie d'or, toutes les monnaies de ce genre reçues le 12 janvier 1888 dans 300 des principaux bureaux de poste du Royaume-Uni furent envoyées à la Monnaie ; la quantité reçue ainsi fut de 32.854 souverains et 23.643 demi-souverains, constituant un bon échantillon de la circulation monétaire. Ces pièces furent examinées quant au poids, et les résultats obtenus sont consignés dans le rapport de M. C. W. Fremantle, mais en outre la division par périodes et par lieux de frappe fut effectuée, et c'est sur cette division qu'est basée l'estimation nouvelle.

M. C. W. Fremantle remarque tout d'abord que les pièces antérieures à 1869 sont en nombre à peu près égal à celles frappées depuis cette époque. Si donc on peut estimer le nombre de ces dernières se trouvant en circulation, il suffira d'en prendre le double pour

<sup>1</sup> Notes on some recorded movements of coin and its equivalents during recent years. (Journal de l'Institut des banquiers de Londres, avril 1888.)

<sup>2</sup> *Twentieth annual report of the deputy master of the Mint.*





























« Lyon, le 21 mars 1891.

« AUX CHAMBRES DE COMMERCE DE FRANCE.

« Monsieur le président et Messieurs les membres  
de la chambre de commerce.

« Vous n'est pas sans avoir observé le mouvement général d'opinion qui va chaque jour s'accroissant contre le nouveau régime de protection à outrance que veut inaugurer le Parlement, ou plutôt la commission des douanes, à propos de la revision de notre tarif douanier, et qui a eu pour premier résultat, inespéré au début de la campagne, d'obtenir de la commission un vote favorable pour le maintien de l'entrée en franchise des soies, des peaux et des laines.

« Lyon, par son passé industriel et commercial, occupe une situation lui permettant de tenir haut et ferme le drapeau de la liberté commerciale ; car ce n'est qu'en se réclamant de ce régime, et en l'obtenant pour son industrie, que Lyon a pu se placer au premier rang des nos industries nationales.

« A la suite de la grande manifestation qui a eu lieu à Lyon, le 1<sup>er</sup> de ce mois, et qui a eu un si grand retentissement dans le pays tout entier, le comité ouvrier des tisseurs pour l'entrée en franchise des matières premières, a reçu de différents points du territoire, avec des remerciements venant de diverses organisations patronales et ouvrières, pour avoir livré le bon combat, l'invitation de généraliser le mouvement.

« Le comité ouvrier, résolu à poursuivre par tous les moyens en son pouvoir l'établissement d'un régime économique basé sur la liberté commerciale, et à combattre avec la dernière énergie les taxes meurtrières proposées par les soi-disant protectionnistes et qui, au fond, ne sont que de dangereuses inconséquences, le comité ouvrier a pensé, Monsieur le président, que les protestations isolées, si nombreuses soient-elles, ne revêtent pas le caractère imposant indispensable pour la circonstance.

« Car vous pensez comme nous, Monsieur le président et Messieurs les membres de la Chambre, que ce n'est que par le concours de toutes les organisations patronales et ouvrières que nous pourrions attendre non seulement le but que nous poursuivons, mais que nous parviendrons à sauvegarder et même à développer nos relations dans le monde.

« Nous savons, messieurs, quels efforts vous avez déployés et combien importante est la part prise par votre chambre à cette œuvre d'intérêt général. C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir nous indiquer quelles sont les diverses organisations ouvrières qui ont pris ou qui seront à même de prendre une part active à cette œuvre, afin qu'au jour prochain où nous ferons appel à leur dévouement, elles soient prêtes à venir

affirmer, avec nous, que la population ouvrière de votre région réclame énergiquement un régime économique libéral, seul susceptible d'accroître efficacement le travail national et de maintenir à la France le rang qui lui appartient.

« En nous aidant de votre expérience et de vos renseignements, vous aurez bien mérité du pays tout entier, car alors tombera sans réplique l'objection que font nos adversaires et qui consiste à dire que le maintien d'un régime libéral, réclamé avec tant d'autorité et tant de compétence par la très grande majorité des chambres de commerce, est contraire aux vœux des ouvriers. Vous aurez ainsi, Messieurs, contribué à montrer d'une façon éclatante l'inanité de cette objection, et nous pourrons alors attendre avec confiance le jour du triomphe définitif, qui sera l'aurore d'une nouvelle ère de prospérité et de grandeur pour notre pays.

« Dans l'espoir, Monsieur le président et Messieurs les membres de la Chambre, que vous partagerez nos idées et que vous nous aiderez efficacement à l'accomplissement de notre tâche, veuillez agréer l'assurance de nos meilleurs sentiments.

« *Pour le Comité ouvrier :*

Le trésorier, GUICHERD.

Le président, VARAMBON.

Les secrétaires, C. CAMBON, DEYRAT,

Le vice-président, VILLARD.

Le comité de défense de l'exportation française a approuvé à l'unanimité les termes de la lettre suivante qui a été adressée au président de la commission supérieure du travail :

Monsieur le président,

Le comité de défense de l'exportation française, dont le but unique est de conserver à la main-d'œuvre française le travail que lui fournit la consommation étrangère, qui, disons-le hautement, permet d'entretenir *au moins* un million d'ouvriers, prend la liberté de venir vous prier de joindre vos efforts aux siens afin d'éviter que les tarifs excessifs et entièrement prohibitionnistes de la commission des douanes, présidée par M. Méline, n'arrivent pas à fermer, par représailles, les marchés étrangers aux produits de l'industrie nationale.

Si nous nous permettons d'appeler l'attention de la haute réunion que vous présidez si dignement, Monsieur, c'est que déjà, en dépit du peu de temps qui s'est écoulé depuis la mise en vigueur très restreinte encore du nouveau programme économique, nous en constatons toutes les conséquences désastreuses par la liquidation inopinée de distilleries de



commerciales que la France entretient avec les autres États, que de tous côtés des inquiétudes se manifestent.

« La Société des auteurs et compositeurs dramatiques, la Société des gens de lettres, l'Association littéraire et artistique internationale, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, le Syndicat pour la protection de la propriété littéraire et artistique, le Syndicat des éditeurs et l'Association syndicale des journalistes républicains se sont émus à la pensée de perdre tout le bénéfice des résultats si péniblement obtenus pour la garantie [de notre propriété littéraire et artistique à l'étranger et de voir disparaître les franchises dont nous jouissons aujourd'hui en matière de librairie.

« Le mécontentement de nos voisins se traduira sans doute par des mesures de représailles qui frapperont surtout notre production littéraire et artistique pour laquelle toutes les nations sont plus ou moins tributaires de la nôtre.

« Sa supériorité est universellement reconnue et elle nous assure dans tous les pays une influence dont notre politique fait son profit, dont notre patriotisme a lieu d'être fier. La Chambre sera-t-elle indifférente à des intérêts moraux et matériels aussi considérables, et sacrifiera-t-elle, au moment où ils semblaient être à l'abri de toute contestation, les droits des écrivains et des artistes français qui contribuent à l'étranger pour une si large part à notre gloire nationale ?

« Nous ne doutons pas que ces considérations ne soient appréciées par nos représentants et qu'ils ne se mettent en garde contre des mesures qui auront pour effet de compromettre ces conquêtes pacifiques de la littérature et de l'art français dans le monde entier.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

« CAMILLE DOUCET, VICTORIEN SARDOU, ERNEST  
HAMEL, JULES LERMINA, ARMAND TEMPLIER,  
VICTOR SOUCHON, ALPHONSE HUMBERT. »

---

**Les finances de la Hongrie.** — Le Rapport du ministre des finances sur les recettes et les dépenses de 1890, récemment publié, donne l'aperçu suivant des résultats financiers de l'année 1890. Les recettes ont atteint le chiffre de 365.646.667 florins, tandis que l'évaluation budgétaire n'était que de 349.105.100 florins. Les dépenses se sont élevées à 342.906.100 florins, tandis que l'évaluation les prévoyait de 349.674.000 florins. L'exercice clos le 31 décembre 1890 a donc fourni un résultat de 33.303.467 florins supérieur à l'évaluation budgétaire.

Des deux facteurs qui composent cette somme, c'est-à-dire de l'excédent en plus des recettes et de l'excédent en moins des dépenses,







les plus importantes, contribuant presque toujours, par ses improvisations claires et judicieuses, à faciliter et éclairer le débat.

Le premier en France, il fit connaître les banques populaires allemandes. De retour du Congrès des économistes tenu à Francfort-sur-le-Mein en septembre 1859, il publiait dans *la Revue Contemporaine* du 31 octobre suivant un article remarquable sur les associations de la création de Schulze-Delitzsch et traitait le même sujet à la séance du 6 novembre suivant de la Société d'économie politique. Disons de suite que lorsque Bathie fit paraître, en 1864, le mémoire sur les Banques populaires précédemment couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, il jugea utile d'obtenir de Horn de faire précéder cet ouvrage d'une introduction où ce dernier économiste exposa de nouveau avec netteté et précision les principes essentiels de cet ordre d'institutions.

Avec le concours de plusieurs publicistes financiers il publiait, dès 1859, un *Annuaire international du crédit public* qui ne vécut que trois ans, mais que l'on consulte encore avec profit.

En 1864, à la suite d'un voyage en Égypte, il publiait une brochure qui résumait les progrès économiques accomplis en ce pays depuis sa séparation de la Turquie; mais, désireux sans doute de ne pas créer d'obstacles au gouvernement, il s'abstenait, un peu trop peut-être, de critiques que les événements ultérieurs eussent justifiées.

Nous ne relaterons pas tous les nombreux travaux dus à sa plume féconde. Signalons-en deux seulement qui, par leur importance, méritent une mention toute spéciale.

L'année 1866 fut particulièrement active sous le rapport des travaux économiques sur les institutions d'émission. C'est en 1865-66 qu'eut lieu cette fameuse enquête qui, finalement, ne servit qu'à mieux enterrer la question. La Banque de Savoie avait eu son privilège racheté par la Banque de France; on s'en tint là et on donna la parole à la politique extérieure, on sait hélas! avec quel succès. Tout au moins quelques ouvrages dus à des économistes de talent durent-ils le jour à cette circonstance et, en première ligne, nous citerons *La liberté des banques*, de Horn. Ce titre dit assez la conclusion logique à laquelle arriva notre regretté confrère. Il sut y déployer ses qualités maîtresses : la clarté, la logique et la connaissance des faits. Son opinion se résume par ces mots empruntés à son ouvrage même : « La liberté aujourd'hui est de droit; c'est à la restriction de se légitimer ».

L'autre ouvrage est une étude rétrospective des plus remarquables : *Économie politique avant les physiocrates*. L'Académie des









patissant avec toutes les souffrances imméritées. (*Applaudissements unanimes.*)

M. le Président remercie M. Courtois de la communication qu'il vient de faire, et adresse à M. Horn fils, qui assiste à la séance, l'expression de la sympathie qu'éprouvait la Société d'économie politique pour celui dont elle vient d'entendre l'éloge éloquent.

Il donne ensuite la parole à M. Victor Brants, membre de la Société, professeur d'économie politique à l'Université catholique de Louvain, pour une communication sur les Conseils belges de l'industrie et du travail ayant pour objet la conciliation des intérêts des patrons et des ouvriers.

M. Brants, sur l'invitation de M. le Président, donne quelques indications sur les procédés de conciliation entre patrons et ouvriers en Belgique. On sait les heureux résultats que la conciliation a produits en divers pays, surtout en Angleterre. La Commission du travail de 1886 proposa une loi en vue de répandre cette pratique en Belgique. La loi du 16 août 1887, votée sur l'initiative de M. Frère-Orban, diffère beaucoup du projet de la Commission. Les *Conseils de l'industrie et du travail* qu'elle crée ont un but bien plus étendu que la conciliation : ils peuvent délibérer sur une foule de questions, etc. Cette extension semble avoir nui à leur efficacité. M. Brants a analysé cette loi dans *l'Annuaire de la Société de législation comparée* ; il croit donc inutile d'en reproduire les dispositions, mais il veut dire un mot de son exécution. Celle-ci a été retardée par diverses causes : difficulté de constituer les listes électorales d'ouvriers et de patrons, — défiances de certains patrons et de certaines administrations communales, — indifférence d'un grand nombre. Le gouvernement a fait son devoir en travaillant à l'exécution de la loi. Le directeur de l'industrie, qui y a pris une grande part, M. Ch. Morissaux, a fait à ce sujet un livre remarquable (*Les Conseils de l'industrie et du travail*, Bruxelles, 1890). Mais les résultats sont encore peu considérables. Il y a un peu plus de 30 Conseils constitués : le Hainaut industriel y entre pour les deux tiers. Il est fâcheux pour l'efficacité au point de vue de la conciliation, des Conseils que les socialistes qui s'y étaient préparés de longue main aient fait nommer leurs candidats en beaucoup de Conseils, leurs adversaires ayant négligé le soin de la lutte. Néanmoins quelques résultats ont été atteints, mais qui semblent peu considérables. Certains Conseils se réunissent, paraît-il, en assemblées officieuses et délibèrent en dehors des conditions légales. Dans l'ensemble, il faut



gnés dans plusieurs publications et notamment dans un volume de M. de Tourdonnet.

Je n'oserais pas dire, ajoute M. Baudrillart, que j'en ai fait une beaucoup plus modeste, mais enfin ce que j'ai vu et entendu dans mes voyages d'études sur les populations agricoles, m'a permis de me former un ensemble de convictions et aussi de me poser quelques points d'interrogation auxquels je serais heureux que mes collègues voulussent bien répondre.

Il ne s'agit pas d'instituer une comparaison théorique entre le fermage et le métayage. On a fondé la supériorité du premier sur ce que, dit-on, il représente l'esprit d'entreprise, le capital, la division des fonctions ; raisons excellentes, mais il ne suffit pas qu'un mode soit supérieur pour être toujours applicable, et même il peut se présenter des cas où cette supériorité cesse. N'y en a-t-il pas où le métayage bien entendu puisse être préféré au fermage à rente fixe ? Surtout n'y en a-t-il pas, en assez grand nombre, où il est seul possible ? Parmi les causes qui font qu'on adopte le métayage, il en est de durables, comme par exemple les causes climatiques. C'est le cas fréquent pour une partie du Midi telle que la Provence et plusieurs autres régions où le métayage se maintient depuis des siècles. N'y a-t-il pas de cette durée des motifs permanents ? Le caractère le plus général des cultures dans ces contrées, c'est leur résultat aléatoire par suite des inégalités du climat, inégalités telles qu'on est souvent placé entre des gains exorbitants et des pertes parfois ruineuses. Dans ces conditions on ne voit guère que deux modes en état de tenir tête à ces alternatives, le faire-valoir direct riche et le métayage. En effet, même dans les temps critiques, le métayer résiste et vit.

Il faudrait à un fermier une bien grande dose de fermeté d'esprit et de prévoyance et un fort capital pour savoir équilibrer les bonnes et les mauvaises années et faire face aux crises. Il y a peu de fermiers qui réuniraient ces qualités. C'était l'avis de M. de Gasparin, et M. Baudrillart l'a entendu confirmer dans le Midi par les propriétaires des régions à colonat partiaire. Il ajoute que la nature des récoltes dans les parties du Midi auxquelles il fait allusion, se prête commodément au partage.

Les fruits comme ceux de l'olivier, de l'oranger, du citronnier, de l'amandier et d'autres arbres de rapport ont notamment ce caractère. On aurait tort d'ailleurs de conclure que le climat et les productions du Midi s'accommodent seuls de ce genre d'exploitation. On le trouve en France sous toutes les latitudes. Seulement il y a des contrées où il semble s'imposer plus que dans d'autres.



mage. Ses chiffres établissent les résultats avec la dernière précision.

On a perfectionné plusieurs cultures dans la Mayenne à l'aide du même mode ; on a transformé des races d'animaux et on est parvenu assez rapidement à remplacer l'ancienne race bovine défectueuse par la race des Durham-Manceaux, vigoureusement constituée et particulièrement apte à un engraissement précoce. Enfin, dans le Limousin, M. Barral affirmait que plus de 300 fermes à métayer dont il avait pris connaissance avaient doublé leurs revenus depuis vingt-cinq ans.

Mais, dira-t-on, est-ce aux métayers qu'on doit ces beaux résultats, n'est-ce pas à l'intervention du propriétaire agissant de sa personne et par son capital ? Eh ! sans doute, c'est cette association étroite, active, du capital et du travail, que nous louons comme un procédé capable de perfectionner le métayage, association féconde entre le propriétaire ramené à la terre dont il se désintéressait et les métayers qu'il entraîne dans la voie du progrès. C'est à lui qu'il appartient de faire disparaître en grande partie les défauts des métayers, comme l'indolence et l'esprit de routine. La surveillance et l'intervention incessante ou fréquente du maître y fait obstacle.

Un des reproches les plus graves qu'on adresse aux métayers, c'est de faire passer systématiquement le produit brut avant le produit net. Cela est en effet très dommageable, parce que cette préférence entraîne le choix de cultures peu variées et parfois épuisantes. Le métayer livré à ses seules inspirations, incline à produire les plantes alimentaires, d'où il tire la nourriture de sa famille. Il ne se demandera pas si la terre, peu propice à la culture du blé, ne produirait plus avantageusement la vigne ou le fourrage. Ce choix à faire exige d'ailleurs un discernement dont il n'est pas toujours capable et plus de capital qu'il n'en possède puisqu'il n'apporte le plus souvent que ses bras et un cheptel mort ou vif insuffisant. L'influence, ou pour mieux dire, la volonté seule du propriétaire peut faire prévaloir les calculs du produit net qui en réalité mesure les progrès en agriculture. Le produit net représente, en effet, l'argent gagné, le bénéfice et l'épargne nécessaire pour permettre de nouvelles améliorations.

Bien dirigé, le métayer verra qu'en fin de compte lui-même a intérêt au produit net que représente l'argent gagné. C'est cet argent qui lui permet d'acheter quelque morceau de terre. Déjà, dans l'état actuel, la moitié des métayers de France est propriétaire. Loin de nuire à l'exploitation à moitié fruits, cette petite propriété développe et surtout développera dans le système du métayage perfec-



tionné les aptitudes du métayer pour la culture, en l'intéressant plus directement encore à en tirer un bon parti. Quel meilleur moyen d'instruction, d'ailleurs, outre l'instruction primaire et l'enseignement agricole qu'il n'avait pas et qu'il a maintenant à quelque degré, que ce contact perpétuel avec un propriétaire éclairé qui voit en lui, non pas un simple outil passif, mais un coopérateur en état de le comprendre et de se rendre un compte exact de ce qu'il fait ! Cela ne veut pas dire que tous les métayers réalisent la perfection, mais ils s'en tiendront moins éloignés, et on pourra en compter un plus grand nombre d'excellents.

M. Baudrillart pense qu'il y a encore d'autres moyens d'améliorer le métayage.

Il y en a un qui a déjà pris une certaine extension, c'est, toutes les fois que cela est possible, d'augmenter la part proportionnelle des métayers au-delà de la stricte moitié. Rien ne paraît plus conforme aux lois économiques. Le métayer représente éminemment le travail et la main-d'œuvre au moins pour une grande part. Or, la loi économique est celle-ci : tendance à l'accroissement des salaires, à l'augmentation de la part proportionnelle du travail en présence d'une part moindre de profit afférente à chaque partie du capital. Pourquoi le métayer ne bénéficierait-il pas de cette loi générale ? Cet avantage pourra varier selon les cas, mais devra tendre à prévaloir dans une certaine mesure.

Un point délicat et qui tient aux mœurs, ce sont les relations d'homme à homme. Il importe que le propriétaire s'habitue de plus en plus à voir dans le métayer un associé, déférent sans doute, mais non un valet. Assurément ce n'est plus la servilité d'autrefois, mais il en subsiste quelques traces, même dans des clauses écrites, ce qui est fâcheux. Dans quelques usages, on lit que le métayer fournira au bailleur pendant le mois de mars trois jours de travail sans autre indemnité que la nourriture. Quand le bailleur sera au domaine seul ou en compagnie, les preneurs feront la cuisine et lui serviront de domestiques. Ils seront tenus d'héberger les chevaux du bailleur et de ceux qui l'accompagnent. Enfin le bailleur réserve à lui et aux siens la faculté de chasser dans les sarrasins et dans les prairies. Ces clauses dont on cite seulement quelques exemples peuvent blesser la susceptibilité des métayers, aujourd'hui plus éveillée.

Pour terminer, M. Baudrillart appelle l'attention de ses collègues sur deux réformes possibles. L'une porte sur l'impôt que l'on appelle *colonique*. On entend par là l'impôt que le colon paye au propriétaire comme compensation de l'impôt foncier et pour représenter, selon la formule de plusieurs baux, « les charges de la propriété ».





la stabilité de leurs rapports. On comprend qu'un ouvrier quitte une usine pour une question de salaire ; un fermier, sa ferme pour une question de fermage. Le débat sur le salaire et la rente se termine souvent par un changement de personnes. Le propriétaire prendra un nouveau fermier qui paiera plus cher que son prédécesseur ; un patron remplacera par d'autres ouvriers plus accommodants ceux qui résisteraient à ses prétentions. Mais que gagnerait-on à renvoyer un métayer, si, d'autre part, on est content de lui ? Son successeur entrerait aux mêmes conditions et toucherait toujours la moitié de la récolte en nature, 50 gerbes sur 100. Dès lors, on le garde et le métayer se perpétue dans sa métairie.

Il y devient à ce point immuable qu'il finit par s'identifier avec elle. M. de Falloux, dont on rappelait tout à l'heure les beaux états de service en agriculture, parlait un jour avec une émotion communicative de ses métayers du Bourg-d'Iré, qui faisaient pour ainsi dire partie de sa famille agricole, et qui, pour désigner leur modeste exploitation, ne manquaient jamais de dire : *ma maison, ma vache, mon pré*.

Cette illusion, ou plutôt cette demi-réalité de la propriété, sur-excite le zèle du métayer, et conjure cet inconvénient si justement reproché au fermage : celui de la brièveté des baux et de ses conséquences sur l'épuisement de la terre. Sans qu'il soit besoin des expédients que l'on étudie aujourd'hui et qui sont passionnément contestés, comme celui de l'indemnité au fermier sortant, le métayage concilie pratiquement les intérêts du tenancier, du propriétaire et du sol.

Il permet aussi à la métairie d'échapper aux prises de la loi successorale, qui, comme on le sait, contribue si fâcheusement à l'instabilité des autres situations agricoles. L'héritage du propriétaire qui fait valoir sera morcelé entre ses enfants, licite s'il existe parmi eux des mineurs ou s'ils ne s'entendent pas. La ferme lègue aux héritiers des fermiers « l'embarras d'un contrat qu'ils ne pourront ni céder ni partager entre eux <sup>1</sup> ». Au contraire, à la mort du métayer, la métairie passera sans secousses et sans frais à celui de ses enfants qu'il aura désigné, de concert avec le propriétaire.

C'est ainsi que les diverses générations d'une même famille de métayer se succèdent paisiblement en contact avec les générations correspondantes de la famille de leurs propriétaires. Les fils sont rattachés par les liens qui rattachaient leurs pères et cette continuité

---

<sup>1</sup> *La Production agricole en France.* — Grandeaup, p. 82.







*merciale du Havre, Journal de la Société nationale d'horticulture de France, Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Annales du commerce extérieur, Bulletin consulaire français, Chamber of commerce Journal, Bolletino ufficiale della Camara di commercio italiano, Ministero di agricoltura, industria e commercio. Bollettino mensile, Ministero delle finanze, Bollettino di legislazione e statistica doganale e commerciale, Boletin mensual de estadística municipal de la ciudad de Buenos-Aires.*

---

## COMPTES RENDUS

---

**LE DROIT INDIVIDUEL ET L'ÉTAT.** *Introduction à l'étude du droit*, par CH. BEUDANT, professeur à la Faculté de droit de Paris. -- Un vol. in-8°, Paris, Rousseau et Guillaumin et Cie.

La lecture de ce volume m'a causé, je l'avoue, une légère déception : « Enfin, avais-je pensé, nos professeurs de droit prennent la parole pour exposer les principes de l'art (*ars boni et æqui*) qu'ils enseignent! » et j'ai lu avec empressement le dernier chapitre intitulé « Conclusion », espérant y trouver une théorie nouvelle ou rajeunie. Pas du tout. Il n'y avait qu'un exposé des circonstances qui font sentir à toutes les personnes éclairées le besoin de cette théorie. La conclusion ressemblait à une préface.

L'avant-propos nous affirme ou rappelle un fait certain, « que la Révolution de 1789, avait émancipé l'individu de l'Etat, mais qu'il s'est établi un courant d'opinion qui a une tendance contraire et tend à rattacher de nouveau l'individu aux groupes sociaux ou à l'état. » L'auteur veut chercher les origines de l'un et de l'autre mouvement dans l'histoire des idées. Nous attendions un travail théorique, on nous présente un livre historique, dans lequel l'auteur prend parti, et, à notre avis, le bon parti, celui de la liberté, en théorie générale, suivant la formule de la Révolution. Cette formule est, au témoignage autorisé de Demolombe, « celle de tous ceux qui ont exposé le code civil, » la formule du droit naturel.

Nous avons attaqué cette formule qui exprime, ce nous semble, une idée fausse, M. Beudant relève notre attaque, non sans quelque amertume, (p. 24) et y répond par des affirmations et des citations faciles à trouver, mais qui ne prouvent rien, si ce n'est qu'on parle depuis bien longtemps de droit naturel.

L'homme apporte-t-il au monde en naissant le sentiment et la con-



naissance du droit ? Rousseau l'a affirmé d'après une observation bien supercielle, déjà citée par Beaussire, celle de l'enfant qui se révolte contre un mauvais traitement de sa nourrice (p. 34). Il ne lui était pas venu à l'esprit que l'enfant se révoltait, non parce que le traitement était injuste, mais parce qu'il constituait une contrariété, un obstacle élevé contre sa volonté. Rousseau aurait pu sans peine observer des révoltes semblables devant des obstacles opposés à des volontés déraisonnables et injustes, de la part de maints enfants robustes, bien portants et faiblement élevés. Une théorie fondée sur une observation si légère repose sur une fondation peu solide. Les jurisconsultes romains ne sont pas plus concluants lorsque, comme l'un des plus grands, Ulpien, ils confondent l'accouplement, qui est un fait naturel avec le mariage, qui est une institution juridique. La nature ne nous montre que des forces. La raison fait le droit.

La doctrine du droit naturel est à peu près aussi ancienne que l'histoire. Mais M. Beudant la trouve claire dès l'origine et je la trouve incertaine et flottante jusqu'à Rousseau. Tantôt les lois naturelles viennent de l'éther, comme dit Sophocle, tantôt du consentement et de la coutume avec des jurisconsultes romains, tantôt, avec d'autres, et Cicéron entre eux, d'une sorte d'instinct juridique natif et propre à l'homme. La doctrine, dans cet état d'indécision, a été professée par tous les jurisconsultes héritiers du droit romain et particulièrement par les anciens jurisconsultes français, fatigués de la présence de plusieurs centaines de coutumes.

Avec Rousseau, la doctrine, qui jusqu'alors avait été utile pour la conservation d'un idéal juridique et absolument inoffensive, s'est précisée et est devenue populaire. Elle a été alors, non plus l'idéal, mais l'instinct juridique et impératif<sup>1</sup> qui a passionné la fin du siècle dernier, inspiré la Révolution française, dicté la déclaration des droits de l'homme et suscité cette force d'expansion qui a secoué et étonné le monde, donnant à la fois une nouvelle base au droit public et au droit civil.

Mais une fois en présence des faits, dans la pratique, on a bien vite reconnu des côtés faibles, des fissures. Un grand nombre ont pensé que, puisque l'homme était doué de l'instinct juridique, il n'avait pas besoin

---

<sup>1</sup> « Considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de corruption des gouvernements ». *Préambule de la déclaration.*

Que de haines et d'actes haineux contenus dans cette phrase adressée à un peuple habitué depuis Louis XIV à la persécution ! — D'ailleurs, si le droit est naturel, personne ne peut l'ignorer.

d'autre règle de conduite : « à quoi servaient le droit et la morale enseignés ? A rien ! » Ces hommes étaient conséquents et mettaient en action la parole du maître, que « l'homme qui raisonne est un animal dépravé. » De là Babeuf et sa suite jusqu'à nos anarchistes.

Les jurisconsultes virent l'abîme et, ne sachant le fermer, s'efforcèrent de le cacher, d'élever des barrières pour en préserver les peuples. De là, les réserves, les limitations, les hésitations de toute sorte, si remarquables chez les législateurs de la Révolution, chez les rédacteurs du Code civil et leurs successeurs. On ne croit guère aux principes de 1789, mais comme on ne croit pas du tout à autre chose, on proclame avec emphase et souvent qu'on y croit fermement, mais dans une certaine mesure... qui permet de les violer.

Voilà où nous en sommes en fait. Qu'est-ce à dire ? Qu'il y a dans l'énonciation des principes de 1789 des idées contradictoires, les unes vraies, les autres fausses, qu'il est urgent de dégager les premières et de rejeter les secondes. C'est le travail que nous essayons tous : les jurisconsultes par des restrictions et des réserves qui ne sont pas toujours faciles à comprendre, nous, en rejetant le principe, que nous considérons comme la cause de tout le mal.

C'est pour cela que nous avons proposé de substituer à cette expression dangereuse autant qu'inexacte de « droit naturel » celle de « droit rationnel », c'est-à-dire fondé sur la raison et discutable, naissant du fonds de la philosophie, comme dit Cicéron, c'est-à-dire du labeur de la raison humaine et tendant toujours à devenir meilleur. L'expression de « droit naturel » implique la connaissance d'un absolu parfait, qui n'existe pas, qui cependant s'impose par affirmation et n'admet pas la discussion, tandis que l'expression de « droit rationnel » exprime l'idée d'un droit imparfait discutable, né de la raison et perfectible chaque fois que la raison y consent.

La doctrine du droit naturel n'est pas une doctrine spécialement française, comme le dit notre auteur : elle appartient à tous les peuples qui ont hérité du droit romain et c'est justement à cause de cela que tous ces peuples ont subi la secousse de 1789. D'ailleurs qu'importe, si elle est erronée ? Les nations sont sujettes à l'erreur comme les personnes.

Si, pendant que les jurisconsultes d'autres nations ont essayé de sortir de l'erreur, les nôtres ont persisté à l'enseigner, ce n'est pas un motif suffisant pour qu'on la recommande en la qualifiant de « nationale. » Ni la vérité, ni l'erreur n'ont de patrie ; elles appartiennent à tous les hommes. Recommander une doctrine erronée, parce qu'elle serait nationale, nous semble un bien étrange procédé d'enseignement !

Ainsi je suis pleinement d'accord avec M. Beudant sur la préférence à



leurs, avec la question discutée les soupçons de M. Beudant contre moi? Qu'ont à faire, dans une discussion semblable, des personnes, fussent-elles bien plus considérables que les nôtres?

Où M. Beudant a-t-il vu dans mes écrits la négation du droit individuel, comme il me l'impute (p. 35)? Je me serais attendu plutôt à être critiqué comme un individualiste exagéré.

J'ai exprimé quelque part le vœu de voir chez nous une institution américaine que je crois excellente en elle-même, la Cour suprême des Etats-Unis; M. Beudant ajoute : « composée d'économistes », ce que je n'ai pas écrit, pour une excellente raison, c'est que j'ignore ce qu'on entend par la désignation « un économiste » ; on applique ce nom à tant de personnes différentes ! Est-il juste et convenable de m'attribuer gratuitement une sottise que je n'ai pas dite? *Suum cuique* ! Il est certain que je crois la connaissance de l'économie politique indispensable à qui veut connaître les principes du droit, notamment la raison d'être de la propriété individuelle, raison d'utilité, il est vrai, à laquelle on préfère, soit une affirmation solennelle, soit une théorie quelque peu étrange, tirée de l'occupation. Je désirerais donc que tous les légistes, grands et petits, connussent bien l'Économie politique ; mais je sais trop que c'est un vœu inutile pour le présent à joindre à tant d'autres, qu'on jette cependant à l'avenir.

Le volume de M. Beudant sera réimprimé et son auteur ne manquera pas de le revoir et de l'amender. Nous nous permettrons d'appeler son attention sur deux passages. Le premier (p. 56) donne trois sens au *jus gentium* des Romains. Le premier et le dernier sont définis autant qu'ils peuvent l'être ; mais nous ne connaissons aucun texte qui donne à ces mots le sens de « droit international ». Au contraire, Cicéron nous apprend que ce que nous appelons de ce nom, portait à Rome celui de *jus/eciale*, celui que devaient connaître et observer les Féciaux, sur lequel, je le crains, nous n'avons guère de notions précises. La désignation de *jus gentium* appliquée au droit international appartient, ce me semble, à Grotius.

Autre remarque (p. 25) sur l'origine du mot « droit ». L'auteur croit, ce qui est assez naturel, que le mot vient de *diriger*. Nous partagerions volontiers cette opinion, si un passage très explicite de Cicéron <sup>1</sup> ne suggérerait une autre étymologie. Cicéron traduit lui-même par *rectum* le terme stoïcien qui signifiait le droit absolu, redressé par la raison et nous trouvons dans Horace le mot de Cicéron entré dans la langue courante. De là, ce nous semble, viennent le *right* anglais, qui a conservé le même sens

---

<sup>1</sup> *De officiis*, l. I.

et le *recht* allemand qui a pris le sens plus restreint que les néolatin ont adopté.

Nous avons hâte de terminer cet examen sommaire. Toutefois nous devons encore présenter au lecteur et à l'auteur deux observations. Nous lisons (p. 40) : « La nature humaine est toujours et partout la même, les lois qui la régissent sont éternelles, les scènes qui se sont produites se reproduiront, quels que soient le théâtre et l'époque, tant que l'homme n'aura pas cessé d'être homme. Rien, dès lors n'a de quoi étonner, ni même surprendre le sage, à plus forte raison l'émouvoir ou le décourager ». Cette négation de l'existence du progrès dérive logiquement de la doctrine du droit naturel, mais elle n'est pas encourageante, car, si elle est fondée, à quoi sert l'enseignement. Le sage n'a pas à s'en préoccuper. Heureusement cette négation est suivie de chapitres historiques constatant des variations, considérables en théorie et en pratique, dans la connaissance du droit. N'en citons qu'une, le passage de l'esclavage à la liberté. Comment concilier la contradiction qui existe entre ce que l'auteur affirme au début et ce qu'il raconte ensuite ?

Il est certain cependant qu'il y a quelque chose dans l'homme qui ne change pas : c'est l'animal ou même la bête avec ses instincts natifs, ses appétences. Ce qui change, c'est l'homme enseigné par le long travail de l'éducation. Lorsque celui-ci entre en scène, la génération expérimentée expose le droit, la suivante l'apprend et le perfectionne. Il est vrai encore que, si l'on va jusqu'aux principes fondamentaux, on trouve qu'il faut de toute nécessité, ou que chacun dispose de sa personne, de son travail et des fruits de son travail, ou qu'un autre en dispose. C'est là une observation toujours vraie ; mais que de formes et de degrés dans l'autorité ! Et depuis quand la nécessité logique de cette alternative a-t-elle été signalée ?

M. Beudant se glorifie d'être individualiste et se met ainsi sur un terrain que nous occupions avant lui, après un certain nombre de prédécesseurs. Nous sommes heureux de le rencontrer dans nos rangs. Mais nous en serions plus heureux encore s'il voulait, lorsqu'il expose les opinions *individuelles*, les apprécier individuellement et renoncer à la vieille habitude de classer les gens par groupes et d'établir entre eux des solidarités toujours arbitraires et quelquefois injustes. Ce n'est pas lui qui a introduit cet usage, mais un individualiste ne devrait pas l'accepter. Me voici, par exemple, étiqueté par lui « positiviste », sans considération des différences de point de départ de méthode, et peut-être de conclusion !

Je ne dirai rien des idées de M. Beudant sur la sociologie en général et sur l'économie politique, qui en est une partie.

Si j'ai été trop vif dans mes anciennes controverses contre le droit

naturel, je le regrette et réclame l'indulgence en considération des douleurs de tête et des baillements dont j'ai souffert en essayant de comprendre à l'école l'exposition de ce droit. Après cinquante-neuf ans, je m'en souviens encore. Je réclame encore cette indulgence en considération de la conviction où je suis que la doctrine du droit naturel est, depuis un siècle, et surtout aujourd'hui, la plus dangereuse qui existe, parce qu'elle efface l'idée et le sentiment du droit.

En résumé, le livre de M. Beudant, écrit par un homme instruit, d'une intelligence distinguée et fort habile, se lit facilement, mais ne se recommande ni par l'originalité, ni par la profondeur : il n'élucide pas les questions délicates qui s'y trouvent discutées et les laisse à peu près où elles étaient auparavant. Toutefois nous en recommanderons la lecture, à cause de quelques passages qui peuvent suggérer d'utiles réflexions et surtout parce qu'il n'est pas d'étude plus nécessaire en ce moment et plus urgente que celle des principes du droit.

Celle de M. Beudant m'a intéressé surtout en me faisant comprendre que la doctrine du droit naturel méritait une réfutation directe, plus complète que celles qui ont été publiées jusqu'à ce jour.

COURCELLE-SENEUIL.

---

TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, par J.-G. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut (3<sup>e</sup> édition, 2 vol. — chez Guillaumin et Cie).

Il semblerait bien inutile de rendre compte parmi nous, qui lisons si peu les livres de science, d'un *Traité d'économie politique* parvenu à sa troisième édition, s'il était moins nécessaire d'aider à propager les enseignements de cette science et de convaincre de leur importance. Le succès du *Traité* de M. Courcelle-Seneuil est d'autant plus remarquable, et l'on doit d'autant plus s'efforcer de l'étendre encore, que cet auteur n'a sacrifié à nulle considération la vérité scientifique la plus rigoureuse, de même que lorsqu'il envisage les applications de l'économie politique il ne considère que les effets les plus sûrs qu'elle produit ou qu'elle peut produire. Mais aussi quelle certitude de doctrine et quelle clarté d'exposition ! Je le disais autrefois dans ce *Journal*, la science est la vérité démontrée, et je ne connais pas un savant qui justifie mieux cette définition que M. Courcelle-Seneuil. C'est l'un des plus remarquables esprits scientifiques qui existent. Quel lecteur de son dernier article, intitulé *Un livre à faire : l'anti-protectionniste*, publié ci même, me contredirait ? Aucune question économique n'a certainement été plus discutée de nos jours que celle du libre-échange et de la protection, et la rigidité des principes soutenus dans cet article, la net-



*l'état de richesse* des sociétés humaines ou plutôt de la société collective, du genre humain : elle recherche les causes générales par lesquelles l'humanité ou un groupe humain se trouve plus ou moins riche, c'est-à-dire approprie plus ou moins la matière à la satisfaction de ses besoins. Considérée comme art, l'économie politique a pour but d'augmenter la richesse du genre humain ou d'une portion du genre humain, peuples, groupes de familles ou familles ; elle recherche les procédés ou moyens généraux par lesquels on peut le mieux atteindre ce but ».

L'étude des lois et des conditions générales de la production, de la consommation des richesses, et de leurs rapports avec le chiffre de la population, forme la partie scientifique de ce *Traité*, qui se complète par l'examen des lois et des conditions générales de l'appropriation des richesses aussi. Là se trouve exposé ce qui concerne les forces naturelles productives, le travail, les diverses industries, la consommation, le mouvement de la population, la loi des débouchés, et à propos de l'appropriation des biens, l'échange, le classement des individus dans les diverses professions, les coûts de production, les oscillations de valeur des différents capitaux et de l'intérêt ; la valeur courante des salaires, l'action de la consommation sur l'industrie et la population, le régime de la concurrence et de ses limitations, l'impôt quant à ses effets sur l'appropriation des richesses.

Avec le second volume du *Traité* de M. Courcelle-Seneuil, c'est-à dire après l'exposition des lois économiques permanentes, on voit comment sont organisées les sociétés actuelles et par quels moyens les individus et les peuples peuvent acquérir le plus de richesse possible. « Nous ne cherchons plus les conditions nécessaires de ce qui est, dit M. Courcelle-Seneuil, mais les arrangements économiques les meilleurs que nous puissions concevoir ». Toute étude d'économie politique pratique suppose aussi bien la connaissance préalable de l'état de la Société à laquelle elle s'applique. Ce second volume traite des attributions si multipliées du gouvernement, puis des attributions des particuliers et enfin de la fondation de sociétés nouvelles par voie de colonisation, d'émigration ou d'immigration.

Parlant d'une troisième édition d'un pareil livre, je m'en tiens à ces très sommaires et très superficielles indications. Mais j'en rappelle de nouveau les mérites et j'engage à le beaucoup lire et à le beaucoup méditer. La jeunesse studieuse ne saurait avoir un meilleur guide, les économistes eux-mêmes y trouveront plus d'un enseignement utile ou plus d'un sujet de profitable réflexion. Le seul regret qu'il me laisse, à raison des qualités mêmes d'esprit et d'exposition de M. Courcelle-Seneuil, c'est qu'il ne contienne pas un chapitre spécial sur les lois naturelles des sciences et surtout de l'économie politique. Rien, à mon



sens, n'est plus nécessaire en ce moment que de convaincre les peuples de l'existence de ces lois et des maux qui proviennent de leur ignorance ou de leur mépris. C'aurait été, je crois, une excellente introduction à la première partie de ce Traité, que je ne saurais ni trop louer, ni trop recommander.

GUSTAVE DU PUYNODE.

---

CONCOURS POUR LE PRIX DE LA PAIX. — *Rapport de la Commission d'examen de l'Union Lombarde pour la Paix*. Modène. Imprimerie de la Société typographique, 1890.

Au mois de janvier 1888, un journaliste de grand talent et de grand cœur, M. Théodore Moneta, rédacteur en chef du grand journal italien, *Secolo*, de Milan, mettait à la disposition du Comité de l'*Union Lombarde pour la Paix*, une somme de 500 francs en la priant d'ouvrir un concours sur le sujet suivant : « Indiquer les principales causes qui ont retardé et retardent encore l'établissement d'une paix sûre et durable en Europe et les moyens les plus propres à en triompher dans le moins de temps possible. » Malgré la modicité relative du prix, qui cependant, si nous ne nous trompons, fut doublé, mais à raison de l'importance de la question et de la vivacité des préoccupations qui s'y rattachent, à raison aussi des termes remarquables dans lesquels elle avait été posée par le généreux promoteur du concours, quarante personnes répondirent à cet appel.

C'est le rapport sur les quarante mémoires que nous avons sous les yeux, traduit de l'italien, et traduit, il faut le dire, en un français du meilleur aloi.

Rien n'est plus difficile à bien faire, j'en sais quelque chose par expérience, qu'un pareil rapport. Rien non plus n'est en général plus sec et d'une lecture moins intéressante, alors surtout que, comme dans le cas présent, il a fallu condenser en un petit nombre de pages, un grand nombre d'appréciations et de jugements. Le travail présenté au nom de la Commission d'examen, par son rapporteur, M. Angelo Mazzoleni, avocat à Milan et alors député au Parlement italien, fait exception à cette règle. Dans 60 pages à peine, le reste étant consacré à la reproduction de la lettre de Moneta, à la liste des mémoires envoyés et à celle des membres de la Commission d'examen, il a trouvé moyen, non seulement de donner de chacun de ces quarante mémoires, parfois en quatre lignes, mais toujours de la façon la plus nette et la plus expressive, un aperçu qui n'a rien de banal, mais de jeter sur les divers points du problème, une foule de traits aussi vifs que spirituels. Ce n'est, à ce

qu'il semble, pour les trois quarts des ouvrages présentés, quelques-uns seulement étant l'objet de sérieux développements, qu'une sorte de table des matières, et cependant de la première page à la dernière, l'intérêt est constamment soutenu et la curiosité toujours en éveil. On comprendra que nous ne puissions pas prétendre à résumer encore un travail déjà si serré. Mais nous nous serions reproché de ne point le signaler aux lecteurs qu'intéressent les grands problèmes agités par l'*Union Lombarde pour la Paix* et par les écrivains de toutes races, de toutes langues et de toutes nations, qu'elle a eu l'art de mettre en mouvement. Citons seulement, parmi les procédés proposés par eux, le suivant, qui paraît imité, avec aggravation, de celui employé chez nos voisins d'Angleterre pour obtenir des jurés des verdicts unanimes.

« Lorsque des chefs de gouvernement, dit le mémoire n° 38, seraient en conflit, on les enfermerait dans *un cabinet construit ad hoc*, avec l'obligation de se mettre d'accord dans un délai de deux heures, sous peine de sauter en l'air grâce à l'explosion de la dynamite déposée sous le parquet ».

L'auteur est convaincu que « dans la plupart des cas la menace suffirait et que l'on ne serait pas réduit à en venir à l'*épreuve explosive* ». Nous en sommes aussi convaincu que lui ; seulement nous ne sommes pas également certain qu'une fois rendus à la liberté, ces adversaires réconciliés par la grâce de la dynamite, n'auraient pas envie de reprendre l'instance interrompue. Nous doutons même que sachant ce qui les attend dans cet aimable cabinet particulier, ils s'y laissent conduire bien facilement. C'est toujours au fond, l'histoire du grain de sel sous la queue de l'oiseau. Le moyen est infailible quand on tient l'oiseau ; le tout est de le tenir.

Heureusement, disons-le en terminant, tous les moyens proposés ne sont pas aussi naïfs que celui-là, et si aucun des mémoires, hélas, n'a encore trouvé le secret de rendre à jamais toutes les guerres impossibles, plusieurs, ceux de M. Scarabelli, notamment, de M. Alesina, de M. Montague Levenson, de M. Contuzzi ou de notre compatriote, M. Perriollat, en constatant ce qu'a déjà gagné, quoi qu'on en dise, la cause de la paix et de l'arbitrage, fournissent des indications utiles sur ce qui peut être fait encore pour obtenir de nouveaux et meilleurs résultats. Le proverbe italien est peut-être de mise ici : Le progrès se fait lentement, moins lentement qu'on ne le dit, mais il se fait, *Piano, sano*.

Le Comité de l'*Union Lombarde*, promoteur du concours, et le rapporteur y auront contribué pour leur part, et nous remplissons, en les en remerciant, un agréable devoir.

FRÉDÉRIC PASSY.



Le mobilier du cultivateur dépend naturellement de ses ressources financières, mais il est certain qu'aujourd'hui, par suite de l'aisance plus grande qui règne dans les campagnes, il possède une valeur supérieure à celle qu'on lui attribuait jadis.

En ce qui concerne le matériel agricole, M. Convert montre comment il s'est transformé en une quarantaine d'années en mettant à la disposition des cultivateurs des instruments plus parfaits, mieux adaptés au travail qu'ils doivent exécuter. Les expositions et les concours agricoles ont largement contribué à ce résultat en mettant les cultivateurs à même d'apprécier les qualités de ces outils perfectionnés.

L'auteur consacre trois chapitres de son ouvrage aux machines agricoles. Il insiste sur leur importance sans cesse croissante et il passe successivement en revue les instruments destinés à la préparation du sol et aux transports, les semoirs, les faucheuses, les moissonneuses, les machines à battre, les moteurs à vapeur et les appareils de l'industrie laitière. M. Convert aurait pu, ce nous semble, dire un mot de l'électricité dont le cultivateur pourra probablement tirer parti dans un avenir plus ou moins rapproché.

Le mobilier vivant — bétail de trait et bétail de rente — occupe naturellement une place importante dans l'étude de M. Convert. Il envisage d'abord les différentes espèces domestiques, chevaux, bœufs, etc., en se plaçant au point de vue du travail et compare les avantages et les inconvénients que chacune d'elles peut offrir suivant les circonstances. Il s'occupe ensuite de l'élevage, de l'achat et de la location des différents moteurs animés et il ne manque pas de signaler, pour la combattre, l'opinion de M. Sanson qui prétend que la méthode d'exploitation par l'emploi des animaux *adultes* doit être absolument bannie de l'agriculture où elle n'a pas sa place.

Quant au bétail de rente, il remplit un double rôle dans nos exploitations rurales : il donne du fumier et fournit des produits destinés à la vente. A quelles espèces doit-on donner la préférence ? Le choix est nécessairement subordonné aux circonstances économiques et le talent du cultivateur consiste précisément à savoir adopter ses spéculations animales au milieu où il opère, sous peine de ne retirer de son industrie que des résultats inférieurs à ceux auxquels il aurait pu prétendre si ses opérations avaient été mieux conçues.

Après le bétail, l'auteur s'occupe des engrais. Il traite successivement des engrais commerciaux dont la consommation a pris de si vastes proportions depuis une trentaine d'années ; du commerce des engrais et de la législation qui régit la matière, etc., enfin des engrais et des syndicats agricoles. Le sujet, comme on voit, est examiné avec beaucoup de soins et de développements, ce qui se justifie, d'ailleurs, par son

importance capitale ; mais, à notre avis du moins, M. Convert aurait pu réserver un paragraphe spécial aux stations agronomiques introduites en France par M. Grandeau et qui ont rendu à la science agronomique de si éminents services. M. Grandeau a fait en faveur de ces précieuses institutions et des laboratoires agricoles une ardente propagande dont on doit le remercier chaleureusement et qui n'a pas été infructueuse. Ces établissements en se multipliant ont contribué à moraliser le commerce des denrées dont l'agriculture doit s'approvisionner. Grâce à eux, le cultivateur peut aujourd'hui acheter des engrais, des aliments pour le bétail, des semences sans courir le risque d'être la victime de viles spéculations.

Le travail et les salaires occupent nécessairement dans l'ouvrage une place en rapport avec l'importance des problèmes qu'ils soulèvent. M. Convert traite successivement de la population agricole, de la loi économique des salaires, des salaires des ouvriers agricoles et de la progression des salaires. A propos de la loi des salaires, il cite les opinions de quelques réformateurs contemporains, mais il n'a garde d'accepter leurs utopies. Nourri de la lecture des maîtres en économie politique, il sait très bien que le taux des salaires est réglé par une loi naturelle que les socialistes ne parviendront pas à abolir.

M. Convert étudie ensuite le crédit hypothécaire, le crédit foncier et le crédit agricole et termine son ouvrage par un chapitre extrêmement intéressant sur le profit et son importance économique.

Comme on peut s'en convaincre par cette analyse sommaire, M. Convert a envisagé dans son livre tous les éléments du capital d'exploitation ; il les a soumis à une étude extrêmement consciencieuse accompagnée d'observations très judicieuses. Tous les entrepreneurs de culture trouveront dans cet ouvrage de précieux enseignements.

G. F.





**L'INDUSTRIE DES MINES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, ET PRINCIPALEMENT LES HOUILLIÈRES EN 1889**, par Henri COURIOT. In-8. Paris, imp. Jouandeaux. 1890.

C'est ici une conférence faite à l'Exposition universelle internationale de 1889. On y remarque de précieux renseignements sur les salaires des ouvriers des mines en divers pays, sur les libéralités des exploitants de mines en France en faveur des ouvriers; sur les bénéfices de l'industrie des mines et la part des travailleurs. M. Couriot constate que l'étranger produit le charbon à infiniment meilleur marché que ne peuvent le faire les exploitations françaises. Une des causes de cette différence provient des conditions géologiques des gisements. Il y aurait un remède bien simple à ce mal, ce serait de profiter des bas prix étrangers et d'attendre que leurs gisements soient épuisés pour exploiter les nôtres. Pendant ce temps-là nos houilleurs gratteraient la surface de la terre au lieu de fouiller dans ses entrailles et ne s'en porteraient que mieux.

---

**ANNUARIO ESTATISTICO DE PORTUGAL (1886, gr. in-8.**  
Lisboa. Imprensa nacional, 1890.

Ce fort volume de près de 900 pages est le troisième *annuaire statistique* de la série commencée en 1884, et, dans son organisation, on a obéi aux mêmes principes qui présidèrent à l'élaboration de leurs deux prédécesseurs, sauf quelques petites améliorations de détail.

---

**CODE DE COMMERCE PORTUGAIS DE 1888**, traduit et annoté par Ernest LEHR. In-8, Paris, imp. nationale, 1889.

Le code de commerce de Ferreira Borgès, qui avait régi jusqu'à présent le Portugal et ses colonies, remontait au 18 septembre 1833. Le gouvernement portugais, soucieux de maintenir la législation en harmonie avec les mœurs et les nécessités sociales, avait reconnu, depuis assez longtemps, que ce code, relativement ancien, ne répondait plus complètement ni aux besoins actuels, ni aux progrès de la science. De là la revision ou plutôt la refonte du code de commerce que M. Lehr a traduit et annoté. L'initiative de ce nouveau code est due au ministre des affaires ecclésiastiques et de la justice, M. le conseiller François-Antoine da Veiga Beirao. Le commerce étant de sa nature cosmopolite, il est moins permis, dans ce domaine-là que dans tout autre, de fermer les yeux sur les améliorations réalisées ailleurs : aussi l'auteur du code por-



tugais de 1888 s'est-il largement inspiré des législations commerciales les plus récentes et n'a-t-il pas hésité à leur emprunter leurs nouvelles conceptions juridiques, lorsqu'elles lui ont paru favorables au développement du commerce, ou à l'unification du droit commercial en Europe.

---

**LES LOIS SUCCESSORALES DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE**, par le comte de Bousies. In-8, Paris, Victor Palmé, 1890.

Le partage forcé est une des principales causes de la désorganisation familiale, et, par suite, sociale. Le comte de Bousies combat éloquemment ce régime successoral, son livre est un des plaidoyers les plus complets en faveur de la liberté testamentaire. « La liberté testamentaire, dit-il, suffisait pour constituer la famille et ainsi l'ordre social lui-même, chez les peuples primitifs et anciens, où elle régnait à l'état absolu. La civilisation grecque, la plus policée des temps anciens, la pratique. Les Romains la conservent, tant que les mœurs sont intactes, mais la repoussent lorsqu'arrive la décadence. Au moyen âge, comme dans les temps anciens, elle maintient la société par la famille, malgré l'absence d'un pouvoir central. La liste des nations soumises au partage obligatoire, mise en regard de la liste des nations qui le repoussent, nous le montre comme la loi de l'amoindrissement et c'est avec raison que nous la qualifions de loi de la décadence. Dans l'ordre économique, les chiffres prouvent qu'il équivaut à la destruction de tout ce qui lui est soumis. Le partage forcé est incompatible avec le droit naturel et avec le droit de propriété. Il annule l'initiative privée, la colonisation cesse, les populations diminuent, l'instabilité règne partout et infeste la société ». L'auteur présente des faits et des chiffres à l'appui de toutes ces assertions, puis, comptant peu sur une loi libérale, il propose deux solutions transactionnelles : 1<sup>o</sup> réserve héréditaire égale à la quotité disponible ; 2<sup>o</sup> adoption de l'article 1975 du nouveau code espagnol, qui divise la succession en trois parts.

ROUXEL.





puissance motrice, celle qui commande à toutes les autres industries, aussi doivent-ils discuter avec une grande circonspection cette grave question de la grève générale.

Personnellement, je ne représente que l'opinion d'une minorité, j'écarte donc de ce discours d'ouverture tous les points qui divisent pour ne parler que de celui sur lequel nous sommes tous d'accord : la réduction des heures de travail. On va discuter sur le choix des moyens, si, en particulier, il faut utiliser ce moyen puissant, la grève. Je le répète, n'agissons pas à la légère, car, cette grève, ce serait une véritable déclaration de guerre et il faut savoir auparavant si nous sommes à l'abri des emportements plus ou moins sages et si nous avons les munitions nécessaires. Je dis ceci, non pour les Associations anglaises qui sont absolument prêtes, mais pour d'autres pays; l'expérience a prouvé, en effet, que les grèves ont toujours échoué dans ces autres pays faute d'organisation et surtout de munitions.

Assurons donc, dans ce Congrès, à l'édifice social que nous voulons élever, de solides fondations en unissant nos efforts puisque nous tendons tous vers le même but, transformons le sentiment qui nous rapproche en une réalité, et gardons-nous de bâtir sur du sable.

Ce sont là de sages paroles, mais seront-elles toujours écoutées? En tous cas, le but que poursuivent les délégués des ouvriers et le moyen qu'ils se proposent d'employer sont également faux et désastreux. Il est superflu d'insister sur les dommages que causerait une grève internationale à l'industrie et aux ouvriers eux-mêmes. Quant à l'établissement légal et international d'une journée de huit heures, avons-nous besoin de faire remarquer qu'il n'est possible qu'à la condition de conférer à l'Etat un pouvoir discrétionnaire sur les ouvriers et, en particulier, le droit de « régler » leur multiplication. Cela ne veut pas dire que la grève générale ne sera pas décrétée quelque jour, et la journée de travail légalement limitée.

\*  
\* \*

Un autre congrès ouvrier a eu lieu le 5 avril à Bruxelles, celui-ci en vue d'obliger, toujours par la menace d'une grève générale, les représentants de la bourgeoisie à établir le suffrage universel. On voit par là que la grève est devenue un instrument à deux fins : économique et politique. Le Congrès a voté une résolution portant que la grève serait déclarée si les Chambres ne commençaient pas, dès la rentrée, la discussion de la revision constitutionnelle.

La tendance dominante de la classe ouvrière en Belgique comme

en France et en Allemagne, on pourrait même dire comme partout, se trouve résumée dans ces paroles de M. Anseele, délégué des ouvriers gantois :

Pour vivre, la classe ouvrière a besoin du secours de l'État. L'initiative privée ne peut pas résoudre la question sociale ; c'est une idée qui se répand de plus en plus et que nous devons exploiter à notre profit.

Les industriels qui réclamaient et qui n'ont pas cessé de réclamer le secours de l'État ne se doutaient probablement pas que leur protectionnisme frayait la route au socialisme des ouvriers. Ils l'apprendront un jour à leurs dépens.

.\*.\*

La Chambre a ajourné après les vacances de Pâques la discussion du tarif des douanes. En attendant, les intérêts atteints ou menacés par le retour au protectionnisme commencent à s'émouvoir et font entendre de vives protestations (voir au Bulletin). Ces protestations seront-elles écoutées ? Nous n'avons, à cet égard, que des espérances très incertaines. L'éducation économique du pays n'est pas faite, et nous avons peur que l'expérience seule ait la vertu de dissiper les illusions du protectionnisme aussi bien que celles du socialisme. Malheureusement, comme le disait Franklin, l'expérience tient une école dont les leçons coûtent cher.

.\*.\*

Une ligue populaire anti-protectionniste des Bouches-du-Rhône vient de se constituer à Marseille.

Est-ce bien en pleine démocratie, lisons-nous dans son programme, alors que tous protestent contre les monopoles déjà trop nombreux, que l'on doit en créer encore au profit des grands propriétaires et au détriment des classes laborieuses ? C'est là cependant ce que se proposent les protectionnistes. De plus, ces droits seront pour la plupart prohibitifs, et vous savez tous ce que contient de menaçant ce mot *Prohibition*. C'est la ruine de nos ports, de nos industries déjà cruellement frappés. Ne savons-nous pas, en effet, que, de Bordeaux à Marseille, des fabriques se sont fermées l'une après l'autre, ne pouvant lutter devant l'application des droits votés. Et la misère du Midi fera la richesse du Nord ?

.\*.\*

Le comité protecteur de la sériciculture persiste à réclamer l'établissement d'un droit sur les soies. Toutefois, il veut bien consentir à ce que ce droit soit restitué sous forme de drawback à la sortie















chose de théâtralement merveilleux, comme les pantomines à truc, avec leurs personnages sortant de toutes les trappes, allant, venant, disparaissant avec une prestesse et une désinvolture de *dii ex machina*, maîtres du monde et régisseurs de toute destinée. Ou plutôt *c'était*, car plus rien n'existera dans quelques jours de cette fantastique organisation. Le ministre des postes l'a frappée d'interdit, malgré toutes les protestations indignées qu'a soulevées la suppression de cette Compagnie de génies bienfaisants. Lui et ses collègues du Cabinet ont trouvé que la Société des « Messenger boys » empiétait sur le domaine du service postal, usurpait des fonctions qui sont le monopole de l'État. Et il s'est débarrassé de ce concurrent redoutable, en l'anéantissant d'un trait de plume et en lui substituant uniquement, pour apaiser les grondements de la colère publique, un service officiel de lettres et colis-express qui sera beaucoup plus lent, infiniment plus coûteux, et totalement inférieur, puisqu'il ne laissera rien subsister du petit commissionnaire à tout faire, du pompier instantané, du policeman providentiel, du Dr Miracle survenant dès la seconde même où on forme le désir de le voir.

La moralité de cette décision ministérielle, qui va bouleverser si profondément les mœurs, est qu'Herbert Spencer a cent mille fois raison de dire que l'action gouvernementale stérilise et tue, là où le libre jeu de l'initiative privée féconde et vivifie.

Il reste à savoir combien de temps durera le triomphe de M. Raikes. Il a coupé une des têtes de l'hydre de la concurrence, mais ces têtes là repoussent.



Les explosions de dynamite, lors de la débâcle des glaces, ayant fait de nombreuses victimes dans la gent aquatique de la Seine, M. le Ministre des travaux publics avait demandé au directeur de l'aquarium du Trocadéro, M. Jousset de Bellesme, de faire un semis d'alevins de saumons de la Californie. M. Jousset de Bellesme s'était empressé de satisfaire à cette demande et d'envoyer à Marly, 50,000 alevins, pour y être immergés. Mais il avait compté sans le corps des ponts et chaussées.

Quand l'employé de l'aquarium, M. Passavit, lisons-nous dans le *Journal des Débats*, arriva au pont de Bougival avec les trois récipients en tôle où les petits poissons étaient soigneusement maintenus à la température fixe qui leur est nécessaire, il trouva un conducteur des ponts et chaussées, flanqué d'un garde-pêche et d'un garde-champêtre, qui lui tint à peu près ce langage :



l'existence de la collectivité primitive, non seulement dans les textes relatifs aux temps anciens et dans de nombreux exemples plus récents, mais aussi dans l'aspect même de la division des champs cultivés dans la plupart des pays de notre continent.

La connaissance des formes primitives de la propriété peut présenter un intérêt immédiat aux colonies nouvelles qui disposent d'immenses territoires, comme l'Australie et l'Amérique.

\*  
\* \*

Nous annonçons avec plaisir la publication en Angleterre d'une nouvelle revue trimestrielle spécialement consacrée à l'économie politique. The *Economic journal* est placé sous la direction de M. F. G. Edgeworth, professeur à l'Université d'Oxford et il est l'organe de la *British Economic Association*, fondée le 20 novembre 1890 et gouvernée par un conseil sous la présidence de M. G. J. Goschen, chancelier de l'échiquier.

Le premier numéro que nous avons sous les yeux contient des articles d'un haut intérêt : *La journée de huit heures* dans la province de Victoria, par M. John Rae, *La doctrine économique en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par le Dr Cuninghame, *Le boycottage*, par M. John Burnett, *Les difficultés du socialisme*, par M. Léonard Courtney, etc., etc. The *Economic journal* est publié chez Mac Millan et Cie à Londres, au prix de 5 schillings par numéro.

---

*Le Gérant : P. GUILLAUMIN.*







à maintenir les réformes politiques introduites par M. Sagasta), entre *fusionnistes* ou *libéraux* et conservateurs, il ne peut réellement exister aujourd'hui que des divergences d'ordre économique. Si le parti fusionniste ne se décidait dans cette campagne à lever la bannière libre-échangiste devant la réaction protectionniste, ses prétentions à vouloir gouverner manqueraient de fondement raisonnable. Le suffrage universel institué, ainsi que le jury ; le mariage civil établi, quoique d'une manière insuffisante ; les gouvernants des partis monarchiques ne peuvent aller plus loin dans l'ordre des réformes politiques. Les uns et les autres offrent maintenant des réformes de caractère administratif, économique et social, qui ont pour but d'améliorer la situation du pays. Si, pour ces réformes, les partis ne se diversifient point par le criterium protectionniste et socialiste d'une part, et le criterium libéral de l'autre, en quoi le parti de Sagasta différera-t-il de celui de Canovas ? Dans la politique espagnole, autant vaudrait l'un que l'autre, et le remplacement du gouvernement conservateur par le gouvernement fusionniste ne pourrait s'expliquer et ne pourrait répondre à aucune nécessité d'un caractère politique.

En résumant nos observations sur l'état de la question douanière en Espagne, nous voyons que les réformes réalisées depuis 1869 dans le sens de la liberté du commerce, se trouvent aujourd'hui en grand danger, et qu'il y a lieu de craindre un mouvement rétrograde, qui tendrait à subordonner les grands intérêts généraux du pays aux intérêts particuliers, de certaines classes privilégiées. Les conquêtes de beaucoup d'années risquent d'être perdues en une législature, et les bases douanières, justes et scientifiques, de la loi Figuerola, seraient alors remplacées par les caprices de l'arbitraire protectionniste. Le gouvernement conservateur a dérogé d'une manière définitive à cette loi (en usant d'une autorisation législative que concédèrent imprudemment les cortès fusionnistes antérieures) ; il a dénoncé tous les traités de commerce en vigueur ; il a élevé les droits sur les céréales et sur les viandes, et il a confié la préparation du nouveau tarif douanier qui doit nous régir à partir de février 1892 à une commission de cinq fonctionnaires administratifs, dont les travaux devront se baser sur le programme, rageusement protectionniste, émis par la majorité de la commission nommée en octobre 1889, pour étudier les effets produits par la réforme de 1869 et les traités de commerce.

Au sujet de cette commission il est arrivé une chose singulière. Lorsque le gouvernement fusionniste l'a établie, elle se composait de membres distingués appartenant aux deux écoles économiques op-

posées, dont les forces se trouvaient équilibrées dans le sein de la commission, et de hauts fonctionnaires des finances et des autres ministères, qui naturellement avaient à défendre le programme du gouvernement. L'illustre ex-ministre économiste don Sigismond Moret la présidait, et il est certain que, sans l'arrivée inespérée et invraisemblable des conservateurs au pouvoir, l'avis de la commission aurait été contraire aux prétentions de la réaction protectionniste. Mais la chute du ministère Sagasta changea en partie le personnel officiel de la commission, et fait prévaloir dans celle-ci le programme proclamé par le parti conservateur durant sa campagne d'opposition ; la majorité libérale se convertit en minorité, et le but rationnel de la commission, qui avait été la revision et l'étude impartiale des faits, pour fonder sur eux la politique économique qu'il convenait d'adopter au moment de l'achèvement des travaux, se transforma en un projet préconçu de revenir à l'ancien régime protectionniste, quels que fussent les résultats de l'étude et des informations qui avaient été prescrites à la commission.

Les travaux publiés par la commission même prouvent la vérité de cette dernière affirmation ; le plus ignorant peut y constater, s'il les examine de bonne foi, les plus complètes dissonances entre les effets des réformes libérales douanières et des traités de commerce (tels qu'ils résultent de l'abondante collection de données officielles réunies, et même des informations particulières des classes industrielles qui réclamaient la protection), d'une part ; et d'autre part, les conclusions et propositions de la majorité de la commission. Toute intelligence impartiale déduit des faits qu'il convient de persévérer dans la politique économique libérale, qui a été très profitable au pays et de suivre complètement les préceptes de la loi Figuerola, qui, moyennant l'abaissement graduel des droits, convertiraient la douane en un instrument de caractère simplement fiscal, avec des tarifs modérés. La majorité de la commission, tournant le dos à la lumière, a proposé le contraire, et sans autre but que d'aider le gouvernement conservateur à tenir ses promesses réactionnaires et à satisfaire les appétits protectionnistes des classes industrielles, qui avaient une représentation importante dans la commission, a rédigé (s'écartant de l'objet pour lequel elle fut instituée), des bases pour le nouveau tarif, qui dépassent de beaucoup les exigences des protectionnistes français et le régime absurde du fameux bill Mac-Kinley.

Au verdict *ex abrupto* de la majorité de la commission, la minorité a opposé l'admirable Rapport particulier rédigé par son président M. Moret, et rigoureusement fondé sur les résultats de l'En-











Périodes	Tonneaux Moyenne annuelle
1850-54 .....	151.535
1855-59 .....	223.223
1860-64 .....	312.482
1865-69 .....	354.476
1870-74 .....	459.325
1875-79 .....	684.717
1880-84 .....	1.115.706
1885-89 .....	1.441.943

Le progrès s'accroît surtout depuis 1882, l'année du traité de commerce avec la France, et il convient d'observer que, en même temps qu'augmentait l'entrée du charbon étranger, la production des mines d'Espagne augmentait aussi, et de 500.000 tonnes qu'elle était, année moyenne, dans la période de 1865 à 1869, s'éleva à 1.050.000 tonnes par an dans la période de 1881 à 1885.

Entre les industries qui ont le plus réclamé contre les réformes libérales, figurent en premier lieu les industries textiles du coton et de la laine. L'entrée des matières premières de ces industries démontre combien elles se sont développées depuis 1850, et surtout depuis la réforme de 1860.

*Importation de :*

Périodes Moyenne annuelle	Coton brut tonneaux	Filés de coton kilogr.	Laine tonneaux
1850-54 ...	16.094	30.023	44
1855-59 ...	21.558	57.957	79
1860-64 ...	18.717	93.860	239
1865-69 ...	19.228	114.298	260
1870-74 ...	31.001	210.254	1 134
1875-79 ...	35.928	229.925	1.821
1880-84 ...	48.633	299.835	1.672
1885-89 ...	49.403	451 565	2.120

La production nationale de laine exportée a été constamment en plus grande quantité que celle importée. Dans la période de 1885-89 l'exportation annuelle a été de 7.565 tonnes.

Voici l'importation de papier, dont l'augmentation indique un progrès évident de la culture intellectuelle et des commodités de la vie.

Périodes quinquennales	Tonneaux
1855-59 ...	387
1860-64 ...	849
1865-69 ...	1.597
1870-74 ...	1.758
1875-79 ...	4.695
1880-84 ...	5.345
1885-89 ...	6.358



Cette importation n'a pas empêché le développement de la production du papier dans le pays, comme le prouve l'exportation qui se fait de cet article, et qui représente dans le dernier *quinquenio* une valeur annuelle de 4.700.000 fr. avec une augmentation notable sur tous les *quinquenios* antérieurs.

L'importation du fer blanc en feuilles, matière première de beaucoup d'importantes industries a également suivi un progrès constant.

Périodes quinquennales —	Tonnes Moy. annuelle
1850-54 ...	749
1855-59...	957
1860-64 ...	1.196
1865-69 . .	1.401
1870-74 ...	1.811
1875-79...	2.231
1880-84 ...	3.110
1885-89 ...	3.871

On observe le même résultat dans l'importation du fer et des ferrements, de l'acier, du cuivre, des machines, du bois, de la soie, des fils de chanvre et de lin, de toutes les matières, enfin, dont l'augmentation signifie évident accroissement de la production et de l'industrie du pays. Il convient d'avertir qu'en même temps les industries nationales minéralogiques et mécaniques ont considérablement augmenté, précisément pendant cette période de liberté commerciale relative, qualifiée de calamiteuse par les protectionnistes.

Il résulte également des renseignements officiels un progrès très notable dans l'emploi de la marine marchande, depuis que, en même temps qu'on abaissa les tarifs généraux en 1869, on supprima le droit différentiel de pavillon.

Le tableau suivant manifeste clairement ce progrès.

*Moyennes annuelles*

Périodes	Importations	Exportations	Totaux
1855-59 . . .	235.095	219.434	454.529
1860-64 ....	231.785	218.228	450.013
1865-69.....	261.893	249.064	510.957
1870-74 ....	295.246	382.754	678.000
1875-79.....	271.021	434.579	705.600
1880-81.....	504.711	749.273	1.253.984
1885-89 ....	745.192	968.933	1.714.125

**N**ous ne voulons pas fatiguer nos lecteurs en leur offrant toutes

les preuves que nous pourrions donner des bénéfices que l'Espagne doit aux réformes libérales douanières. Les chiffres consignés plus haut sont déjà une preuve évidente des progrès réalisés, preuve qui se confirmera : 1° par tous les faits relatifs au commerce intérieur, tant par voie ferrée que par cabotage, qui a augmenté extraordinairement dans les vingt dernières années ; 2° par les états de recouvrement des douanes qui, dans les années immédiatement antérieures à la loi Figuerola, ne s'élevaient pas au chiffre de 50 millions et qui depuis ont dépassé 100 millions, donnant de 1880 à 1889 une moyenne annuelle de 89 millions de francs ; 3° par l'incomparable développement des industries d'exportation (vins, fruits, minéraux et métaux, conserves alimentaires, bestiaux, laine et autres) développement qui est arrivé dans les principales à sextupler les valeurs des exportations antérieures à l'année 1870.

Nous appuierons seulement sur deux points qui méritent une attention spéciale, parce que ce sont ceux sur lesquels le gouvernement conservateur sur les réclamations des protectionnistes a déjà fait un pas en arrière et parce que ces articles sont indispensables pour l'alimentation de toutes les classes sociales. Il s'agit des céréales et des viandes. Par décret du 24 décembre de l'année dernière (qui, pour avoir été promulgué en un jour si solennel a été qualifié de *régal de Noël (réveillon) aux classes ouvrières*), on a élevé les droits d'entrée sur le blé et la farine aux chiffres énormes de 8 francs et 13,20 respectivement par 100 kilogrammes.

Les droits antérieurs étaient 5,70 et 8,25 francs. Une surtaxe analogue a été imposée aux viandes vives et mortes. Cette réforme injustifiable et même inexplicable dans l'ordre économique, car elle ne peut profiter à personne, est de plus un comble d'imprévoyance politique dans les circonstances actuelles. Devant l'attitude et les revendications des classes ouvrières qui préparent des manifestations et des grèves pour le 1<sup>er</sup> mai, il paraît impossible que l'idée ait pu surgir dans la tête d'hommes qui se disent hommes d'Etat, d'enchérir les aliments de ces classes, en alléguant la nécessité que les agriculteurs et les éleveurs obtiennent un prix élevé de leurs produits. En présence de cet acte intempestif, que va répondre le Gouvernement de M. Canovas del Castillo aux ouvriers qui lui demandent l'intervention de l'État dans les relations du travail et du capital pour réduire la durée du travail et élever le taux des salaires ? En quoi diffère cette protection que réclame l'ouvrier, de celle que sollicitent et obtiennent les *grands industriels* de l'agriculture et des manufactures, les seuls qui puissent recevoir quelque profit de l'élévation des tarifs douaniers, au grand détriment des intérêts des classes ouvrières



*Importation de blé*

Années	Tonnes	
1856 . . . . .	52.635	} Entrée libre à cause de l'insuffisance de la récolte.
1857 . . . . .	216.290	
1858 . . . . .	145.505	
1859 . . . . .	8.787	
1867 . . . . .	26.083	} Idem.
1868 . . . . .	439.123	
1869 . . . . .	138.237	
1870-74 . . .	34.286	} Régime de liberté relative. Dans les deux dernières périodes, récoltes médiocres.
1875-79 . . .	50.365	
1880-84 . . .	132.548	
1885-89 . . .	210.238	

L'importation maxima fut de 314.000 tonnes en 1887, et descendit rapidement en 1888 et 89. En cette dernière année, elle fut de 145.000 tonnes.

*Importation de farine de froment.*

Années	Tonnes	
1856-60 . . .	33.382	} Liberté pour insuffisance des récoltes.
1867 . . . . .	10.154	
1868 . . . . .	72.844	} Idem.
1869 . . . . .	58.213	
1870-74 . . .	7.448	} Régime de liberté relative. Disette dans les dernières périodes.
1875-79 . . .	8.731	
1880-84 . . .	9.963	
1885-89 . . .	21.403	

Il convient d'avertir que l'on exporte une certaine quantité de farines de la Péninsule à l'île de Cuba, où l'importation des farines appelées nationales (dont une bonne partie se fabrique en Catalogne avec le *blé étranger*), est énormément protégée contre l'importation anglo-américaine, au grand préjudice de la population cubaine.

Cette exportation a atteint les chiffres suivants (il est intéressant de remarquer qu'elle n'a jamais été interrompue par la rareté des récoltes et l'élévation des prix de la Péninsule) :

*Exportation de farine.*

Périodes quinquennales	Tonnes par année
1850-54 . . .	40.787
1855-60 . . .	52.191
1860-64 . . .	49.718
1865-69 . . .	42.489

Périodes quinquennales	Tonnes par années
1870-74 ....	55.079
1875-80 ....	51.314
1881-84 ....	30.582
1885-89 ....	19.777

L'élévation des droits d'entrée des viandes est également injustifiable et inexplicable. Voici les valeurs des importation et exportation de bestiaux depuis 1850.

*Bestiaux.*

Périodes quinquennales	EXPORTATION	IMPORTATION
	Moyenne annuelle francs	Id. francs
1850-54 ....	1.115.841	4.021.939
1855-59 ....	3.440.855	4.599.775
1860-64 ....	4.585.017	5.796.820
1865-69 ....	7.419.405	3.226.244
1870-74 ....	11.379.723	2.704.523
1874-79 ....	11.747.163	4.274.436
1880-84 ....	14.784.805	9.457.693
1885-89 ....	18.660.998	15.917.302

Le progrès de l'exportation date de la réforme libérale de 1869, et l'exportation moyenne des bestiaux depuis lors a été notablement supérieure à l'importation. Pourquoi donc l'élévation des droits d'entrée, qui a pour effet de rendre beaucoup plus difficile au consommateur l'accès de cet aliment, dans un pays où cette consommation est déjà très restreinte par suite de la rareté et de la cherté de l'article ?

Nous concluons cet exposé par un exemple choisi entre beaucoup d'autres que nous offre le programme protectionniste de la majorité de la *Commission des traités*.

Depuis 1870 l'industrie *nationale* des conserves alimentaires a pris un grand développement qui est démontré par l'accroissement des exportations de cet article.

Dans la période de 1865 à 1869, on a exporté annuellement pour une valeur de 1.647.500 francs. Dans les quatre périodes quinquennales postérieures à la réforme libérale de 1869, on a exporté les quantités suivantes :

Années	francs par an
1870-74.. ..	2.933.923
1875-79 ....	4.607.956
1880-84 ....	7.066.811
1885-89 ....	7.005.256

L'exportation a plus que quadruplé, en même temps que la consommation de cet article a augmenté à l'intérieur.

On emploie pour les conserves une quantité considérable de feuilles de fer blanc dont l'importation a suivi depuis 1870 la marche progressive indiquée par les chiffres du tableau reproduit ci-dessus. En Espagne, il n'existe pas de fabrique de fer battu, pas plus que chez plusieurs autres grandes nations. Eh bien, les fabricants de conserves ont demandé récemment qu'on leur concède l'entrée gratuite du fer en feuilles employé pour les conserves qu'ils exportent, conformément à une loi en vigueur qui autorise l'entrée libre des matières premières destinées à être manufacturées pour l'exportation. Mais au moment où les fabricants de conserves émettaient leur prétention, il se fondait en une certaine province d'Espagne une fabrique de fer battu (unique) qui réclamait la protection du gouvernement. La demande des fabricants de conserves a été rejetée et la Commission des traités a proposé que le droit sur le fer blanc, qui est actuellement de 13 fr. 85 par 100 kilogrammes, soit élevé à 16 dans le nouveau tarif, avec lequel si l'on ne ruine pas l'industrie des conserves on fera à l'heureux et unique fabricant espagnol de fer battu un présent de quelques centaines de mille francs qui sortiront de la bourse des producteurs ou des consommateurs de conserves ou des uns et des autres à la fois.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres cas semblables, et, en présence de pareils faits et de l'attitude actuelle du protectionnisme espagnol, il nous paraît juste de conclure cette lettre par la phrase de notre grand écrivain Larra, quand on annonçait de son temps certaines réformes politiques : « Dieu nous aide ! »

GABRIEL RODRIGUEZ.



impartial pourra dire si l'heure serait bien choisie pour des aventures financières ou pour une aggravation des responsabilités déjà si lourdes de l'Etat.

## I.

Le dégrèvement de la grande vitesse a son origine première dans les conventions de 1883. Vu les charges qu'elles avaient imposées aux Compagnies, il avait semblé difficile de stipuler que de notables réductions de tarifs auraient lieu. Il parut cependant, que, à la condition d'en subordonner la réalisation aux circonstances, des dégrèvements pourraient être admis en principe, et que, si l'État s'engageait à combiner ses efforts avec ceux des Compagnies, on ménagerait de la sorte au public des avantages assez sensibles pour provoquer un développement des transports et, par suite, une atténuation des risques de l'État, garant des insuffisances. Les conventions comportèrent, en conséquence, un article ainsi conçu :

« Dans le cas où l'État supprimerait la surtaxe ajoutée par la loi du 16 septembre 1871 aux impôts de grande vitesse sur les chemins de fer, la Compagnie s'engage à réduire les taxes applicables aux voyageurs à plein tarif de 10 0/0 pour la deuxième classe, et de 20 0/0 pour la troisième classe ou suivant toute autre formule équivalente arrêtée d'accord entre les parties contractantes.

« En cas de rachat dans une période de cinq années, après cette réduction, on ajoutera au montant de l'annuité de rachat la perte résultant de cette mesure en prenant pour bases les recettes nettes de voyageurs de l'année qui a précédé la réforme.

« Si l'État fait ultérieurement de nouvelles réductions sur l'impôt, la Compagnie s'engage, en outre, à faire une réduction équivalente sur les taxes des voyageurs. Elle ne sera tenue, toutefois, à ce nouveau sacrifice, qu'après qu'elle aura retrouvé, pour les voyageurs circulant sur le réseau actuellement exploité, les recettes nettes acquises avant la première réduction.

« La Compagnie ne serait pas tenue de maintenir ces réductions si l'État, après avoir réduit les impôts de grande vitesse, venait à les rétablir sous une forme quelconque, en totalité ou en partie ».

L'exposé des motifs du budget de 1892 a apprécié cet article en des termes qu'il ne saurait être inutile de rappeler : « L'une des clauses essentielles des conventions de 1883, dit M. Rouvier, vise le dégrèvement de la grande vitesse. Non pas, certes, qu'on eût songé, dans les circonstances que l'on traversait, à diminuer immédiatement les recettes budgétaires ; mais, confiant à juste titre dans le relèvement de la fortune publique, le gouvernement s'était dit



















































pondante est parvenue, réseau de l'État compris, à 65 0/0. Ces chiffres montrent combien l'extension de la clause des conventions était désirable. Par suite du nouvel accord intervenu entre le gouvernement et les grandes Compagnies, les billets d'aller et retour seront établis sur les bases suivantes :

	1 <sup>re</sup> classe. c. —	2 <sup>e</sup> classe. c. —	3 <sup>e</sup> classe. c. —
Tarif actuel par double kil..	18 48	13 86	10 17.
Tarif nouveau.....	18 48	12 48	8 13
Diminution.....	»	1 38	2 04
Réduction 0/0.....	»	10 0/0	20 0/0

Pour les billets à demi-tarif accordés aux indigents, aux enfants, etc., ainsi que pour les cartes d'abonnement, les tarifs sont réduits à la moitié du nouveau tarif plein, et celui-ci est amendé de la manière suivante :

	1 <sup>re</sup> classe. c. —	2 <sup>e</sup> classe. c. —	3 <sup>e</sup> classe. c. —
Tarif actuel par kilomètre.	12 32	9 24	6 78
Tarif nouveau.....	11 20	7 56	4 928
Diminution.....	1 12	1 68	1 852
Réduction 0/0.....	9 09 0/0	18 18 0/0	27 27 0/0

La 3<sup>e</sup> classe est, on le voit, la plus favorisée. L'avantage qui lui est fait ne répond pas seulement à ce sentiment démocratique dont nos lois s'inspirent de plus en plus, il se justifie, en outre, par des considérations économiques. Les transports constituent une marchandise au même titre que le blé, le sucre ou le café. Le prix en doit être payé par ceux qui en font usage, mais il varie en raison de l'importance plus ou moins grande de la demande. L'acheteur d'un kilogramme de café ou de sucre subit le prix du détail ; si les ordres portent sur des quintaux ou des tonnes, l'acheteur bénéficiera du prix du gros. Pour les chemins de fer, c'est à la 3<sup>e</sup> classe qu'est due l'affluence des demandes ; c'est d'elle que vient la majeure partie des produits des voyageurs. Sur une recette brute totale de 392.202.200 fr., y compris l'impôt, réalisée pendant l'année 1888, sur les lignes des six grandes Compagnies et sur celles du réseau de l'État, la 1<sup>re</sup> classe a donné 84.154.400 fr. ; la 2<sup>e</sup> classe, 98.161.500 fr., et la 3<sup>e</sup> classe, 209.976.300 fr., c'est-à-dire 27.660.400 fr. de plus que

le produit des deux autres classes réunies. On conçoit quelle sollicitude, quelles faveurs, un tel client mérite. Au point de vue strictement économique, il a droit à des tarifs réduits.

En faisant porter de préférence les abaissements sur la 3<sup>e</sup> classe, on hâte, d'autre part, le moment où les voies ferrées seraient devenues accessibles à de nouvelles couches de consommateurs. Certes, par le simple essor de la richesse publique, la foule des voyageurs augmenterait : des tarifs, même immuables, pèseraient d'un poids de moins en moins lourd sur un pays florissant. Mais si, au lieu d'attendre de la seule marche du temps cette clientèle grandissante, ils peuvent aller au-devant d'elle ; si, par une habile et souple adaptation, ils se proportionnent au degré d'aisance des diverses parties de la population, ils auront, on l'aperçoit sans peine, devancé en quelque sorte l'œuvre du progrès naturel ; la bienfaisante influence du chemin de fer se sera propagée jusqu'à des masses pour lesquelles elle risquait de demeurer longtemps encore ignorée ; elle les aura, au grand profit de la société tout entière, appelées au mouvement, à la vie, à la civilisation, au sentiment profond de la solidarité nationale. Pour la solution pacifique des graves questions qui tourmentent obscurément le monde du travail, la facile et prompt circulation des hommes n'importe pas moins que le libre-échange des produits.

Un fervent de la cause libérale comme M. Yves Guyot ne pouvait manquer d'élargir le plus possible le dégrèvement des transports à grande vitesse. On n'avait pu songer, en ce qui concerne les voyageurs, à abolir la totalité de l'impôt ; il avait fallu se contenter de la suppression partielle prévue en 1883. En revanche, pour les autres transports à grande vitesse, à l'exception des bagages, le ministre des travaux publics proposa de supprimer, non seulement la surtaxe établie en 1871, mais aussi l'impôt antérieur. Les Compagnies se montrèrent disposées à des sacrifices équivalents. Si l'on combine le dégrèvement consenti par l'État avec les réductions qu'elles ont, de leur côté, admises, on constate que, la réforme effectuée, les messageries jouiront d'une réduction variant de 27 0/0 à 45 0/0 ; les denrées, d'un allègement de 22 0/0 à 42 0/0 ; enfin, les animaux vivants et les voitures, d'une réduction de 35 0/0 <sup>1</sup>.

Ce peut être toute une révolution. Des cultures ou des industries agricoles que la cherté des transports rapides rendait impossibles ou

---

<sup>1</sup> Rapport de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, à l'assemblée du 28 mars 1891, page 33.









En 1889, elles se sont réduites à 24.050.328 francs.

Un mouvement semblable s'observe-t-il sur les lignes algériennes ? Il n'en est rien, malheureusement. Les insuffisances, qui étaient de 11.384.032 francs en 1884, et de 10.989.336 fr. en 1885, ont monté à 14.129.773 fr. en 1886 ; à 17.779.389 francs, en 1887 ; à 21.434.061 francs, en 1888 ; à 24.718.326 fr., en 1889. Ce n'est pas, on veut le croire, que l'esprit d'économie soit moins grand que sur les lignes françaises ; mais, si la cause de ces différences tient à la nature même des choses, il n'en est que plus nécessaire de ne les point regarder avec insouciance. A des positions si distinctes, un même régime budgétaire ne peut convenir.

Il consiste actuellement à représenter toutes ces créances du Trésor par des obligations à court terme qui, négociées par les soins de la direction du Mouvement des fonds, subviennent aux avances que l'État doit faire. M. Rouvier propose qu'une distinction soit établie entre celles-ci. Celles qui sont effectuées en faveur des lignes françaises ont chance de s'atténuer assez rapidement, grâce, non seulement à la réduction des insuffisances, mais, en outre, aux remboursements de telle ou telle Compagnie. La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée a remboursé ainsi 1.003.583 francs en 1888 ; et 4.147.019 francs en 1889. Par contre, puisque les paiements aux lignes algériennes semblent devoir se prolonger, ils tombent logiquement sous la règle qui a présidé à l'unification budgétaire : toute dépense qui paraît permanente doit être couverte par des recettes permanentes elles-mêmes, c'est-à-dire par l'impôt et non point par l'emprunt.

En conséquence, le projet de budget de 1892 a compris, parmi les dépenses ordinaires de cet exercice, les avances auxquelles on doit s'attendre en 1891 pour les lignes algériennes, tandis qu'il a conservé à l'État, pour les lignes françaises, la ressource des obligations à court terme. Le budget de 1892 est grevé, de ce chef, d'une somme de 23 millions. La recette qui était disponible ressortant exactement, on l'a vu, à 23.162.530 fr., il est resté un solde de 162.530 fr. Par suite, au lieu de présenter, comme le budget de 1891, un excédent de recettes de 416.078 fr., le budget de 1892 offre un excédent de 578.608 fr., ainsi que le fait ressortir le tableau suivant :













riennes ? Ne faut-il pas prévoir l'incorporation de cette dépense au budget ? M. Rouvier a cru devoir signaler au Parlement cette éventualité : « La fermeture anticipée des comptes d'exploitation partielle, lit-on dans l'Exposé des motifs du budget de 1892, peut avoir des conséquences qu'il est prudent de prévoir ». Le ministre des finances ajoute : « On concevrait fort bien que, si des excédents de recettes le permettaient, on accomplit la réintégration totale des garanties, ce qui équivaldrait à accroître les amortissements divers du budget et, en second lieu, à préparer à celui-ci des rentrées qui, sans cette incorporation, viendraient plus tard en atténuation de la dette flottante. Mais la réforme que nous vous proposons ne saurait être étendue davantage, pour l'exercice 1892, en raison de l'état de nos disponibilités présentes ».

Malgré les ressources nouvelles qui semblent promises à l'exercice 1893, la situation exige donc une extrême circonspection. Le budget de 1892 a besoin de toutes les recettes que M. Rouvier lui a ménagées ; on n'en saurait rien distraire sans exposer à des risques inadmissibles la prospérité renaissante de nos finances.

Et l'on arrive à cette conclusion pressante, impérieuse : c'est que la Chambre doit s'appliquer avec un soin jaloux à préserver de toute aventure les revenus publics. Elle est en proie à d'ardentes sollicitations ; elle aura, sans doute, à subir de rudes assauts. Les uns lui demanderont de plus larges dégrèvements : quel impôt ne peut être l'objet de justes critiques ? D'autres réclameront des augmentations de dépenses : tant de services sont à l'étroit ! D'autres, — et ceux-là ne sont pas les moins redoutables — sembleront offrir un surcroît de ressources : que n'élève-t-on davantage, diront-ils, les tarifs de douane ? Si la Chambre se laissait aller aux séductions qu'on essaiera sur elle, c'en serait vite fait de l'équilibre du budget. Par des dégrèvements hâtifs ou des remaniements de taxes précipités, par de malencontreuses libéralités budgétaires, par l'adoption d'une politique douanière rétrograde, par une téméraire extension des attributions et des responsabilités de l'Etat, elle ébranlerait, pour longtemps peut-être, l'œuvre de restauration financière si magistralement inaugurée en 1883 et poursuivie, depuis lors, avec tant de persévérance et de bonheur.

Qu'elle se garde des improvisations ! On la convie en ce moment à faire intervenir l'Etat dans l'administration même des Compagnies de chemins de fer ; la séparation si réfléchie et si heureuse que la France a su opérer entre la gestion directe et le contrôle de ces grandes entreprises disparaîtrait ; les Sociétés ne seraient plus que le prête-nom de l'Etat. En une heure d'entraînement, sous le coup

d'une émotion politique, l'autonomie des Compagnies serait brisée, le régime des chemins de fer français serait détruit.

Que la Chambre ne commette pas une telle faute ; les conséquences en seraient incalculables pour le budget. Une administration d'État, des tarifs d'État, la rigidité des réglementations officielles, voilà les dangers qu'il faut éviter absolument, si l'on veut ménager, en même temps que les intérêts du commerce, ceux des finances. Un peu plus de confiance dans les ressources de l'industrie privée et dans les forces de la liberté, voilà quel devrait être le mot d'ordre de tous les citoyens soucieux de la puissance nationale.

La Commission du budget peut beaucoup pour consolider les résultats déjà conquis et prévenir des entraînements qui, malgré la pureté des intentions, seraient sans excuse. Qu'elle donne l'exemple de la prudence, de la sagesse, de la vigilance. Certes, il peut lui en coûter de sembler résister à des innovations qui ont, parfois, pour complice, l'opinion : si on allait l'accuser de timidité ! Il faut un rare courage pour oser ne défendre que les intérêts généraux du pays et pour ne vouloir, par ce temps de protectionnisme à outrance, protéger que le bien public. La Commission du budget a ce devoir supérieur, de donner à tous une leçon d'abnégation et de patriotisme. Qu'elle fasse triompher, d'accord avec le gouvernement, le projet de M. Rouvier : elle aura affermi le crédit de l'État, base essentielle de la sécurité nationale ; elle aura servi utilement la France et la République.

PAUL DELOMBRE.

## REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES

### EN LANGUE FRANÇAISE

**SOMMAIRE :** *Revue des Deux-Mondes* : Le tarif des douanes. Le socialisme allemand. — *Le Correspondant* : Un complot contre la dignité humaine. Le crédit agricole. — *La Nouvelle Revue* : La propriété féodale. Dépopulation et prostitution. — *Revue britannique* : L'assimilation des Musulmans. — *Bibliothèque universelle et Revue suisse* : Dans l'Afrique centrale : L'Ouganda. — *Revue de famille* : L'assistance à Lyon. — *L'Association catholique* : Programme d'action. Quelques mots d'explication. — *La Réforme sociale* : Le repos dominical. — *La science sociale* : L'extinction des Peaux-Rouges. — *Annales économiques* : La protection agricole, — *Revue d'Économie politique* : L'extension des attributions de l'Etat. — *Revue socialiste* : Le socialisme épiscopal. Le ministère du travail. — *Journal d'Agriculture pratique* : A chacun selon ses besoins. — *Revue économique de Bordeaux* : La campagne agricole. — *L'homme* : Les corporations gauloises. Libre-échange et protection. — *Les coopérateurs belges* : Qui paie l'impôt?

Si le ciel ne nous vient pas en aide malgré nous, si les protectionnistes ne se tournent pas les uns contre les autres avant d'aboutir, je ne sais pas jusqu'où nous irons. Avec quelle mollesse on défend le libéralisme économique, si violemment attaqué ! L'économie politique est pourtant enseignée dans les écoles à tous les degrés, et l'on devrait la savoir si elle s'apprenait dans les livres. Avec quel air de pitié vous regardent les directeurs de *Revues* quand vous leur parlez de libre-échange ! Ils croient pourtant diriger l'opinion, du moins ils le disent. Combien sont rares les publicistes qui osent encore soutenir la liberté commerciale, même relative !

Il en reste cependant encore quelques-uns et M. C. Lavollée est du nombre. Dans un article très étudié (*Revue des Deux-Mondes* du 1<sup>er</sup> mars), après avoir montré que le nouveau tarif atteint tout à la fois le pain, la viande et le vin (même de raisin sec), c'est-à-dire les trois aliments les plus nécessaires, M. Lavollée ajoute :

« Nous sommes en pleine démocratie, nos lois, d'accord avec nos mœurs, s'attachent à rechercher tout ce qui peut faire le bien du plus grand nombre : les moralistes gémissent sur le chiffre stationnaire de la population française, les politiques s'en inquiètent pour l'avenir du pays. Et la réforme douanière de 1891 consiste à res-



se comprend : Plus l'État est riche et puissant, plus il suscite l'ambition de ceux qui préfèrent s'en servir que de le servir, et ils ne sont pas rares.

Les milliards de la France, les spéculations financières et la politique industrialiste qui en furent les conséquences, ont été un second facteur, une cause d'exaltation des cupidités, d'émigration des campagnes pour aller prendre part à la pluie d'or, aux salaires élevés que donna l'industrie dans ses premiers débuts. « Chaque jour, écrivait Rudolph Meyer, va se gonflant une armée de prolétaires dont le silence, la patience et la décision ont quelque chose d'effrayant ».

Comme rien n'est perdurable ici-bas, les milliards épuisés, il fallut recourir à des expédients pour y suppléer. De là de nouveaux impôts indirects, des privilèges accordés aux grands propriétaires, aux éleveurs, aux raffineurs, aux bouilleurs de cru, etc. Mais de là aussi le renchérissement de toutes choses nécessaires à la vie.

On comprend d'après cela, et M. Bourdeau le remarque avec raison, que « le poids des impôts, la cherté des vivres, la médiocrité des traitements ont amené au parti des recrues de plus en plus nombreuses » ; que « le parti socialiste sert de centre de ralliement à toutes les exigences populaires, extension des droits politiques, réforme de l'école, allègement des impôts, du service et des charges de l'armée » ; mais qu'on doit considérer ce mouvement dans son ensemble et dans les votes qui en sont la conséquence, « moins comme une adhésion expresse et raisonnée à une doctrine et à un programme, que comme la formule populaire la plus énergique du mécontentement des basses classes ».

Il n'y a donc pas à en douter, le mouvement socialiste est la conséquence de la centralisation et du déclassement qui s'en suit. C'est pas esprit d'opposition que l'on vote de plus en plus pour les candidats socialistes et non par amour de leur programme ou par conviction pour leurs prétendues doctrines plus ou moins historiques. Après la victoire, ce sera fatalement le gâchis, on ne s'entendra pas plus que jadis à Babel.

Y a-t-il moyen d'enrayer le mouvement ? On a déjà essayé par la rigueur et par la douceur. On en connaît les résultats. M. Bourdeau constate que les concessions faites aux socialistes ne font qu'attiser le feu. Le parti socialiste se vante de les avoir imposées à l'attention du parlement et à la sollicitude du pouvoir. C'est donc aux socialistes et non aux étatistes que le peuple doit de la reconnaissance s'il y a lieu. Si le gouvernement se fait socialiste « nous sommes les maîtres, dit Bebel, et lui est l'écopier ». Les trois assurances, bien loin d'apaiser les prétendus ouvriers, leur ont démontré



dignité, ne demanderait pas de droits protecteurs de l'industrie, de l'agriculture, du travail, etc. Alors, à quoi serviraient les gouvernements ?

Au contraire, supposez un peuple dépourvu du sentiment de sa dignité, ne croyant pas à la liberté : il agit sans réfléchir, inconsciemment, suivant les occasions, faisant le bien ou le mal « au hasard de la fourchette », dès lors on voit non-seulement l'utilité mais la nécessité d'un gouvernement avec des attributions les plus étendues qu'il soit possible.

Il est vrai qu'il faut une certaine dose de naïveté pour croire que le gouvernement, composé d'hommes sans conscience, sans dignité, sans liberté, de leur propre aveu, pourra diriger d'autres animaux de même espèce ; mais on n'y regarde pas de si près ; tout cela se fait inconsciemment. L'inconscient est le Dieu du matérialisme, le souverain seigneur de toutes choses.

M. Bouillier tire des principes anthropologiques des conséquences qui ne seraient pas peu embarrassantes pour ceux qui les professent à nos dépens dans les écoles de l'État s'ils étaient conscients.

« Puisqu'il y a des signes auxquels on reconnaît à l'avance les criminels, pourquoi attendre qu'ils aient volé ou assassiné ? Le plus sage et le plus sûr n'est-il pas de s'en débarrasser à l'avance ? L'auteur d'un mémoire considérable, récemment présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, n'a pas craint de pousser jusqu'à la logique des principes de l'école anthropologique. Pour couper court à cet atavisme fatal qui perpétue, au milieu de nous, une race maudite, il est d'avis de les sarcler, c'est son expression, dès leur naissance, comme on sarcle la mauvaise herbe des champs. Il va plus loin, ce ne sont pas seulement les criminels nés qu'il veut exterminer, mais les criminels à naître, en les éteignant dans le germe, par des pratiques dont il n'est pas permis de donner ici le détail ».

Voilà pourtant où conduisent les centaines de millions dont l'État soulage notre bourse pour répandre les lumières. Et il ne peut pas en être autrement. Les bonnes idées n'ont pas besoin d'être enseignées avec le secours de l'État : elles se répandent d'elles-mêmes, il n'y a qu'à les laisser libres, elles sont à la portée de tout le monde. Tandis que les systèmes soit-disant scientifiques, en réalité, purement hypothétiques, ne peuvent faire de prosélytes que parmi des gens ou intéressés, ou ignorants, ou abrutis par l'étude. Car il y a étude et étude.

C'est pour cette raison, et plusieurs autres du même genre, que j'ai toujours combattu l'enseignement d'État sous quelque forme qu'il se présente. Mais, non seulement on parle dans le désert quand





déprotéger les industries qui sont protégées injustement. Or, rien ne serait plus facile en régime de suffrage universel, puisque les agriculteurs sont la grande majorité. Puisqu'ils ne marchent pas dans cette direction, c'est donc qu'eux aussi veulent vivre de l'injustice. Dès lors, ils ne sont pas plus intéressants que leurs adversaires.

---

M. Fergus nous donne, dans la *Nouvelle Revue* du 1<sup>er</sup> février, un mélange de vérités, d'erreurs et d'assertions gratuites sur la *propriété féodale*, qu'il serait long de discuter point par point, mais dont nous allons indiquer les plus importantes.

La propriété féodale, suivant l'auteur, est dérivée de la propriété collective, s'est agrandie à ses dépens et, après une série de transformations séculaires, a abouti à la propriété bourgeoise, la vraie forme de la propriété individuelle.

Nous avons dit maintes fois qu'il n'est ni prouvé ni probable que la propriété primitive ait été collective; il y a même contradiction dans les termes. Quoi qu'il en soit, il est exact de dire que « la féodalité est dans son essence un contrat bilatéral de services réciproques : le baron féodal ne possède des terres et des droits sur le travail et les récoltes de ses serfs et vassaux qu'à la condition de rendre des services à son supérieur et à ses inférieurs ». Mais il suit de là que si la propriété primitive était collective, elle était féodale, car on ne conçoit pas une collectivité acéphale, ni une tête sans réciprocité avec des membres.

« La noblesse féodale une fois constituée, dit M. Fergus, devint à son tour une cause de troubles dans le pays qu'elle était chargée de défendre. Les barons, pour agrandir leurs terres et étendre leur domination, se firent entre eux une guerre intestine et perpétuelle, à peine interrompue par des trêves de courte durée, pour permettre les travaux des champs. Cette guerre des barons entre eux peut être assimilée à la concurrence industrielle et commerciale des temps modernes. »

Cette assimilation est aussi fausse que le fait sur lequel on la fonde. On ne voit pas comment le baron aurait pu violer le contrat bilatéral sans être rappelé à l'ordre par ses inférieurs, à défaut de ses supérieurs; et l'histoire nous prouve que ce point était rigoureusement réglé. La violation du contrat n'a donc pu venir que d'une cause extérieure. Et cette cause, c'est la même qui, aujourd'hui encore, engendre la concurrence industrielle.

La concurrence industrielle, pas plus que la concurrence féodale, n'est point un mal par elle-même; au contraire, elle est la source



sorte de mystique démocratique, toujours en vogue, l'auteur croit que la prostitution a sa cause dans l'inégalité faite à la femme relativement à l'homme par la démocratie moderne.

« La démocratie, dit-il, a eu un côté positif et de libération : mais elle a eu un côté négatif et d'asservissement. L'égalité a été appliquée à tous les hommes, mais elle a été refusée à toutes les femmes. Cela posé, il n'y a pas beaucoup à appuyer sur le remède qui est à appliquer. A la démocratie masculine, il faut substituer la démocratie sans épithète ».

On voit que finalement M. Giraud retombe dans le défaut qu'il reproche aux autres de tout demander aux institutions.

Si ces institutions étaient efficaces, il n'y aurait pas de mal à cela. Mais, voyons, où est cette égalité démocratique parmi les hommes ? Quelle égalité y a-t-il entre les électeurs qui règnent un jour tous les quatre ans, et les élus, qui promettent tout ce qu'on veut, mais qui ne se compromettent jamais, puisqu'ils ne tiennent rien ?

De ce que les femmes ne votent pas, s'ensuit-il qu'elles n'ont aucune influence ? Ne sont-elles pas aussi responsables que les hommes, peut-être plus, de l'institution de l'art. 340 et même de la police des mœurs ! Quand les a-t-on entendues réclamer contre les « rafles » et le « panier à salade » ? Ne seraient-elles pas aussi bien entendues de cette façon qu'en déposant un bulletin dans une boîte tous les quatre ans ?

La liberté ne se donne pas, elle se prend, elle se conquiert, les femmes doivent le savoir mieux que tous autres. Ce n'est pas par un article de loi ou de constitution qu'on la leur donnera, pas plus qu'on ne l'a donnée aux hommes. Les femmes seraient électrices que la police des mœurs n'en serait pas moins maintenue, peut-être renforcée, avec tous les inconvénients que M. Giraud en fait dériver, non sans raison, et avec beaucoup d'autres conséquences physiques morales et sociales, dont il ne parle pas.

Coloniser, c'est 1° s'installer dans un pays désert ; 2° ou en exterminer ou expulser les habitants s'il y en a ; 3° ou se les assimiler ; 4° ou en détruire ou expulser une partie et s'assimiler le reste. S'assimiler aux indigènes, leur laisser le rôle actif et se borner au rôle passif, ce ne serait plus coloniser, mais être colonisé soi-même. C'est ce que font périodiquement les Tartares en Chine.

De tous les peuples d'Europe, lesquels remplissent mieux la fonction de colonisateurs ? D'après M. G. d'Orcet (*Revue britannique de 1883*), ce seraient les Turcs jadis et les Russes aujourd'hui.



Tout en laissant au lecteur la faculté de croire dans la mesure qu'il jugera convenable à la véracité des voyageurs, nous allons signaler quelques renseignements curieux sur l'*Ouganda*, le plus grand empire de l'Afrique Centrale, que nous puisons dans la *Bibliothèque Universelle et Revue Suisse*.

« Les indigènes ont dans la discussion une façon étrange d'appuyer leurs arguments. Ils brisent une baguette en plusieurs morceaux, et à la fin de chaque argument donnent un de ces morceaux à leur interlocuteur.

« Quand celui qui parle a achevé sa démonstration, il lève en manière de conclusion ses deux mains, la paume en dehors, comme pour dire : Voilà ! je vous ai donné mes raisons ».

On devrait bien soumettre nos protectionnistes à ce mode d'argumentation. Il serait curieux de voir le nombre et la couleur de leurs baguettes. Peut-être s'apercevrait-on plus facilement par ce moyen que leurs raisons ne sont que des moines.

On attache beaucoup d'importance dans l'Ouganda à la beauté corporelle. « Après l'échange habituel des présents, Mtésa (l'empereur) pria M. Ashe de se tourner de côté pour qu'il pût mieux l'examiner ; puis de l'autre côté, et il voulut bien déclarer que le nouveau missionnaire était bel homme ; ce à quoi les courtisans s'empresèrent de donner leur assentiment. » Quant au révérend Walker, l'empereur lui parla avec bienveillance, fit plusieurs remarques sur sa physionomie et déclara qu'il n'était pas aussi bel homme que Gordon.

Cela rappelle et confirme la remarque d'Aristote, que les peuples primitifs choisirent pour rois les plus beaux hommes.

C'est aussi une indication pour les entrepreneurs de missions civilisatrices, qui devront choisir de beaux hommes pour missionnaires s'ils veulent avoir quelques chances de succès ; d'autant que les femmes ne sont pas moins sensibles que les hommes à la beauté des blancs et elles ne se privent pas de le dire.

Si l'homme est un animal raisonnable, ce qui est en question depuis longtemps, il est encore plus, semble-t-il, un animal militaire. L'empereur de l'Ouganda a une armée de 150 à 200.000 hommes, commandée en chef par le Kati Kiro, qui a sous ses ordres 12 généraux, — les 12 chevaliers de la table ronde, les 12 pairs de Charlemagne ! — et 250 colonels.

Les missionnaires rapportent beaucoup d'exemples de cruauté de l'empereur. Mais le révérend Ashe les attribue à l'éducation des princes plus qu'à la nature. On peut y ajouter la lâcheté du peuple : tel peuple, tel gouvernement.



que l'intervention de l'Église n'est pas plus nécessaire à la bonne gestion des institutions philanthropiques que celle de l'État. Faites la contre-épreuve. Remettez la direction des établissements lyonnais entre les mains des prêtres ou des fonctionnaires publics, et au bout de quelques années, vous m'en direz des nouvelles.

Il convient d'ajouter que si l'administration libre est laïque, elle n'est pas sectaire. « Les hospices sont desservis, de temps immémorial, par des religieux et des religieuses. Les religieuses aujourd'hui sont au nombre de 800. Chacune d'elles est fixée dans un hôpital où elle réside ; elles ne peuvent être envoyées d'un hôpital à un autre.

« Vous me demandez à présent à quel ordre elles appartiennent. Elle n'appartiennent à aucun ordre, ou si vous l'aimez mieux, elles appartiennent à cet ordre-là. Ce sont des religieuses laïques, et des religieux laïques aussi, car le règlement est le même pour les deux sexes. Elles ne prononcent pas de vœux, et n'ont ni supérieure générale, ni supérieure locale. Elles promettent simplement de se conformer à tous les règlements, et d'obéir au directeur de l'hôpital... Et ce qui est extrêmement remarquable, c'est que les promesses sont tenues avec la plus grande fidélité. Il n'y a pas de communauté qui marche mieux, et où la discipline soit plus exacte ».

Ce sont, on le voit, des religieux et religieuses convers comme au bon vieux temps, et comme on en rencontre encore beaucoup en Bretagne. Avec de tels auxiliaires on n'éprouve jamais le besoin de laïciser. Faites intervenir l'une ou l'autre des deux puissances contraignantes, statale ou cléricale, ou les deux à la fois, et nous verrons si la discipline se maintiendra.

*L'Association catholique* entre cette année dans une nouvelle phase de son évolution ; « elle cesse d'être uniquement l'organe des études de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, pour devenir en outre et surtout celui des vœux formulés par les assemblées provinciales et par les délégations réunies au centenaire de la Révolution de 1789 ».

Le but que l'on se propose d'atteindre est la décentralisation administrative et politique ; la restitution plus ou moins complète de leur autonomie aux provinces, aux communes, et surtout aux corporations professionnelles :

« Signaler et promouvoir les lois, les institutions et les œuvres qui apportent aux maux du corps social des remèdes organiques



préventifs, en s'inspirant de l'idée professionnelle pour aboutir au régime corporatif ;

« Montrer dans ce régime, étendu aux diverses conditions sociales, la base du système représentatif, seul capable de restaurer les libertés publiques, en restituant aux provinces leur autonomie, leurs franchises aux communes et leurs droits aux corps professionnels ».

Nous prenons acte de ces bonnes intentions ; mais nous devons observer que l'*Association catholique* pose en principe ce qui est en question : « La base de la réorganisation sociale est dans la formation de corps professionnels réunissant, sans les confondre, tous les éléments de la profession... Que les commissions d'étude ne cherchent pas en dehors du régime corporatif la solution des problèmes économiques et politiques ».

Et si le régime corporatif a été précisément la source de la désorganisation sociale, comme il serait facile de le prouver (et comme les commissions d'étude pourront bien s'en apercevoir si elles remplissent leur rôle : étudier, au lieu de croire), devront-elles chercher quand même dans ce régime la solution des problèmes économiques et politiques ?

M. le marquis de La-Tour-du-Pin, dans un *programme d'action*, nous annonce que « la représentation effective des intérêts, disons mieux, des droits professionnels, ne tardera pas à se généraliser et entrera finalement en conflit avec la représentation des partis, demeurée depuis la Révolution la forme légale, mais mensongère de la représentation du pays ».

En conflit, nous avons souligné le mot. Et que résultera-t-il de ce conflit ? De la décentralisation administrative ou politique ? Ce serait nouveau, mais c'est peu probable. Le passé nous est, à cet égard, un garant de l'avenir.

— A côté du *Programme d'action*, nous trouvons les *Quelques mots d'explication*, où M. de Mun réédite et résume, avec beaucoup de talent, d'ailleurs, les idées, ou plutôt les assertions plus ou moins gratuites soutenues par l'*Association catholique* depuis sa naissance jusqu'à ce jour.

Tous les maux actuels dérivent de la Révolution, cette pelée, cette galeuse qui a institué la centralisation d'une part et l'individualisme de l'autre. L'individualisme, la liberté du travail, a donné naissance à l'antagonisme entre patrons et ouvriers. De là, les grèves, les révoltes, le socialisme, etc... maux auxquels l'*Association catholique* se propose de remédier par le rétablissement du régime corporatif.

La vérité sur ces assertions est que la Révolution n'est qu'une





que les Peaux-Rouges sont chez eux, forment un corps ; tandis que les Nègres sont transplantés et disséminés. Or, il est bien plus difficile, peut-être impossible à toute une nation, ne fut-ce qu'une horde, de se transformer, qu'à des individus isolés. Les exemples fourmillent, même dans les pays civilisés, de gens qui, tombés dans la misère ou seulement descendus au-dessous du rang qu'ils ont tenu, ne peuvent se relever s'ils restent dans leur pays, parce qu'ils ne sauraient se résoudre, aux yeux de tous ceux qui les connaissent, à embrasser une profession inférieure à leur condition passée, profession qu'ils considèrent comme méprisable et avilissante pour eux encore plus que la pauvreté. Qu'ils s'en aillent dans une autre localité où ils ne sont pas connus, ils n'hésiteront plus à se faire épicier, décrotteur, s'il le faut, et ils se tireront d'affaire.

Les Peaux-Rouges et beaucoup d'autres sauvages, sans en excepter les Nègres dans leur pays, sont dans un cas analogue. Pour chacun d'eux et pour tous ce serait une honte, une lâcheté que de servir les Blancs ou de se livrer à tout autre travail. Il faudrait donc les transplanter et les disséminer, comme fit Charlemagne des Saxons, pour les déterminer graduellement, n'étant plus retenus les uns par les autres, à se livrer au travail. Mais c'est là une tâche délicate, qui n'est point à la portée des Anglais, ni même d'aucun peuple civilisé.

---

M. Ernest Brelay, l'un des trop rares soutiens du libre-échange, et non des moins résolus, défend sa bourse et la nôtre, dans les *Annales économiques*, contre les prétentions des « agriculteurs de France » et autres promoteurs du socialisme d'en haut, qui veulent nous soutirer 1.057 millions, rien que sur les céréales, les viandes et les vins.

Les protecteurs de l'agriculture disent que la population agricole étant de 25 millions, peut tout exiger à titre de majorité. « D'abord, observe M. Brelay, ce chiffre est caduc, il faut, d'après le recensement de 1886, le réduire à 17.700 000. Mais fût-il de 19 millions et au-delà, il n'y aurait aucune raison pour que la moitié plus un de nos compatriotes eût acquis le droit d'opprimer l'autre moitié ».

Comme nous le disions plus haut, la question douanière n'est donc pas une question de justice, de raison, c'est une question de moines.

Et même à ce point de vue, elle est encore mal entendue. Les propriétaires fonciers ne peuvent pas espérer que les propriétaires industriels désarmeront devant eux : ils ont trouvé le moyen jusqu'ici

d'obtenir la protection; cette protection était injuste, mais vous la justifiez en la demandant pour vous-mêmes.

« Si les agriculteurs de France étaient quelque peu raisonnables, conclut M. Brelay, ils renonceraient à une tactique dont il n'est possible d'attendre que des profits éphémères, se joindraient à la poignée d'hommes impartiaux qui luttent pour le droit commun, et concentreraient leurs efforts en une campagne d'abolition des droits sur les produits fabriqués. Ceux-ci, est-il besoin de le faire ressortir, atteignent le peuple cultivateur — aussi bien que l'ouvrier et l'employé — en diminuant le pouvoir d'achat de tous les salaires et revenus ».

M. Brelay reproche avec raison aux socialistes — sans en excepter les socialistes catholiques, sans doute, — de rester indifférents à cette question capitale, et, au lieu de cela, de perdre leur temps à planer dans les nuages ou à barboter dans les marécages.

« Qu'en pense la démocratie? Elle a des yeux pour ne pas voir ou elle se les laisse emplir de poudre socialiste et court après des chimères, pendant que des insensés tâchent de lui subtiliser une partie des fruits de son travail au moyen de l'impôt à la tire ».

Ce n'est pourtant pas une petite somme que ce supplément d'impôt qu'on lui demande, — que dis-je. on ne le lui demande pas, on le prend tranquillement. pendant qu'elle (la démocratie) est hypnotisée par la nationalisation du sol et du capital — M. Brelay, se basant sur le relevé officiel des consommations de Paris en 1887, et se limitant aux principales denrées, démontre que cette aumône de la démocratie à la féodalité terrienne s'élève à 51 fr. 04 par tête et par an, soit, en chiffres ronds, 200 fr. pour un ménage de quatre personnes.

Mais cela touche peu la démocratie parisienne. N'a-t-elle pas en perspective la nationalisation de la terre, qu'elle ne sait et ne veut pas cultiver, et la collectivisation des usines et manufactures, qu'elle obtiendra peut-être quand cela lui sera inutile, les débouchés lui ayant été fermés par la protection?

---

Il y a déjà longtemps que les professeurs modernes d'économie politique soutiennent, contrairement à leurs prédécesseurs, que les attributions de l'État doivent croître et se multiplier parallèlement aux progrès de la civilisation. Mais je crois que cette thèse n'avait pas encore été soutenue aussi ouvertement et avec autant de talent qu'elle l'est par M. Hamilton, professeur d'économie politique et de droit administratif à l'Université de Lund (Suède), dans la *Revue*









de cela. Aujourd'hui vous devez être adulte, et il est temps de vous sevrer. Si vous êtes en état de vivre, vivez, nous ne demandons pas mieux, au contraire, mais vivez de vos propres ressources, de votre travail, et non à nos dépens, comme vous l'avez fait jusqu'à ce jour. Si vous n'êtes pas capable de vous suffire, si vous ne pouvez pas encore soutenir la concurrence étrangère, c'est que vous n'êtes pas viable, et, à notre profond regret, nous vous abandonnons à votre sort pour pratiquer la charité bien ordonnée ».

Il n'y avait que cela à dire pour faire tomber le faux libre-échange. Est-il encore temps de le dire ? Si non, espérons que les agriculteurs profiteront de la leçon et se souviendront de notre bout de harangue anti-protectionniste à la prochaine occasion.

---

La *Revue économique de Bordeaux* se plaignait naguère des tendances protectionnistes manifestées par le *Petit Journal* ; nous disions qu'il ne fallait pas s'émouvoir pour si peu, car les journaux dirigent l'opinion comme les chevaux dirigent le cavalier, et que le *Petit Journal* aussi bien que les autres, sinon mieux, reviendrait au libre-échange dès que ses lecteurs l'y ramèneraient. La prédiction n'a pas mis longtemps à s'accomplir, M. Lescarret nous apprend dans la livraison de mars de la même *Revue*, que « le *Petit Journal*, abjurant ses erreurs passées, signale le danger de ce système d'isolement, qu'il avait préconisé jusqu'ici avec un artifice de raisonnements et de chiffres de nature à égarer l'opinion publique ».

Et, après avoir cité les textes à l'appui de son dire, M. Lescarret ajoute : « Que cet aveu a dû coûter au rédacteur de ces lignes ! » Il ne lui a rien coûté, au contraire, il a dû lui rapporter beaucoup. Le *Petit Journal* avait évidemment oublié qu'il était acheté, par conséquent dirigé par les ménagères. Or, les ménagères connaissent l'économie politique sur le bout du doigt, sans l'avoir apprise, comme M. Jourdain connaissait la prose. Elles ont fait sentir au *Petit Journal*, qui croit les diriger, qu'il s'était fourvoyé en se faisant l'apôtre du pain, de la viande et du vin chers. Il n'en a pas fallu davantage pour que le directeur de l'opinion publique s'aperçût que le protectionnisme faisait baisser son tirage.

Dans ce même article, la campagne agricole, M. Lescarret combat avec zèle et talent la doctrine, qui n'est pas une doctrine puisqu'elle reproche aux autres de l'être, et qui n'est en effet qu'une — comment dire ? — une *ignorantine*, puisque, indépendamment de son propre aveu, elle « méconnaît tous les faits, heurte directement ou indirectement tous les intérêts et ferme les yeux sur les

répercussions inévitables qui découlent de ce régime économique », qui serait mieux appelé *inéconomique*, puisque l'*économie* est loi, le mot le dit, et par conséquent doctrine.

---

*L'homme* est un titre bien vague que porte un jeune *journal philosophique et médical* mensuel, dans lequel les questions économiques tiennent une large place, comme le prouvent ces têtes d'articles : *Les corporations ; Libre-échange et protection ; Manifestations ouvrières, etc.* L'étude sur les corporations, par M. P. Bossard, mérite une attention particulière. L'auteur y traite des associations gauloises. Malheureusement, comme presque tout le monde, il confond ensemble les associations libres, les confréries et les corporations.

Si tout cela n'est qu'une même chose, n'employons qu'un mot ; mais il n'en est rien. Les associations sont naturelles, spontanées, antérieures aux corporations, dépourvues de monopoles. Les confréries sont des associations, libres ou privilégiées, mais de caractère principalement sinon uniquement religieux. Et les corporations sont des associations religieuses (congrégations), commerciales, industrielles ou autres, jouissant d'un monopole quelconque ou tout au moins de privilèges qui émanent d'un pouvoir supérieur à elles : l'État.

Ces distinctions établies, M. Bossard prouve bien qu'il existait des associations en Gaule, mais il ne montre pas si elles étaient libres ou privilégiées, si c'étaient de simples associations ou des corporations légales. C'est pourtant là un point capital, car, les réorganiseurs du régime corporatif ne manqueront pas de s'emparer de ces faits et de dire : « Vous voyez bien que les corporations ont existé de tous temps, qu'elles sont un rouage indispensable dans la Société, que, par conséquent, de gré ou de force, il faut les réorganiser sous peine de mort ».

Il faut pouvoir leur répondre : les associations, *concedo* ; les corporations, *nego*. Et pour cela, il faut établir la distinction entre association libre et corporation, c'est-à-dire association privilégiée.

L'article *libre-échange et protection* est bien superficiel, unilatéral, pour ne pas dire plus ; mais il faut tenir compte de ce que *L'homme* n'est encore qu'un *enfant*, et en lui souhaitant de longs jours, nous souhaitons aussi qu'il comprenne cette vérité bien simple et toujours oubliée : qu'il n'y a pas d'importation d'un produit sans exportation correspondante d'un autre produit quelconque et *vice versa*, et que les calculs établis sur des prix moyens sont fallacieux.



paient bien véritablement un impôt dont leurs concurrents sont plus ou moins exempts et sont fatalement destinés à fermer boutique avant ou après faillite. Les coopérateurs, si fervents partisans de l'égalité, devraient comprendre cela.

Bien entendu qu'en tout ceci je suppose fondée l'assertion des boutiquiers : que les grands magasins ne sont pas aussi imposés qu'eux proportionnellement. C'est là une question à part que je n'ai pas à résoudre ; mais l'hypothèse admise, il est certain qu'ils paient bel et bien l'impôt auquel leurs concurrents échappent plus ou moins. C'est ce qu'il importe d'établir pour l'édification de ceux qui prétendent que les intermédiaires ne sont que des parasites, et qu'ils rejettent à volonté sur les consommateurs les impôts dont on les charge.

ROUXEL.

---

## LETTRE D'ANGLETERRE

---

### LE BUDGET DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE EN 1891.

Lorsque M. Goschen présenta son premier budget en 1887, il s'excusa de ne pouvoir soumettre à la Chambre qu'un exposé terre à terre ; il héritait, disait-il, d'une situation dont la responsabilité incombait à ses prédécesseurs qui venaient de quitter le pouvoir, et il n'avait pu songer à donner au budget un caractère qui lui fût propre, à lui, nouveau chancelier de l'Échiquier. On fut généralement d'accord que M. Goschen avait quelque peu fait le modeste. Mais on constata, aussi, que si le budget n'était pas terre à terre, il faisait tant soit peu l'effet d'une boîte à surprises et que l'ingénuité y avait plus de place que les principes fort simples, mais fondamentaux, qui régissaient d'ordinaire les finances anglaises.

Aujourd'hui que M. Goschen en est à son cinquième budget, et quoiqu'il ait à son avoir le prestige indéniable de la grande opération de conversion de la dette publique, les idées ne se sont pas sensiblement modifiées sur ses procédés budgétaires, envisagés à la lumière des premiers. Ce n'est donc pas sans un certain désappointement qu'on s'est trouvé en présence, cette année-ci, d'un budget où il n'y a aucun déploiement d'ingénuité et qui est indubitablement terre à terre.

On s'attendait, il y a quelques mois, à ce que M. Goschen eût à sa disposition un surplus fort important : la marche des recettes fiscales semblait le présager. L'événement a trompé l'attente, quant à l'importance du surplus prévu. Les recettes budgétaires de l'exercice 1890-92 se sont élevées à £ 89.894.000 et les dépenses à £ 87.773.000 ; c'est un excédent de recettes de £ 1.756.000. Les prévisions de recettes de l'exercice 1891-92 figurent, dans l'exposé du chancelier de l'Échiquier, pour £ 90.430.000, les dépenses pour £ 88.319.000, ce qui donnerait un surplus de £ 2.111.000, dont il faut déduire £ 125.000 destinées à un supplément de subside, à distribuer, en Irlande, aux victimes de la disette de pommes de terre.

Sur le surplus net de £ 1.986.000, M. Goschen n'a échafaudé aucun feu d'artifice financier. Il n'a pas non plus songé à réduire d'un penny le taux de perception de « l'income-tax », bien qu'il ne lui eût pas été difficile, sans doute, de remanier les chiffres de son budget de façon à pouvoir disposer des £ 2.300.000 nécessaires pour cette réduction. La destination donnée au surplus a été dictée à M. Goschen par des raisons

de politique intérieure. Le cabinet Salisbury fera-t-il, ou ne fera-t-il pas, les élections cette année-ci ? Depuis que le chancelier de l'Échiquier a annoncé que le gouvernement avait décidé de prélever, sur l'excédent anticipé du budget 1891-92, la somme nécessaire à l'introduction de l'éducation gratuite, chacun a compris, que, sauf événement encore imprévu, la dissolution de la Chambre actuelle en automne était décidée en principe. L'éducation populaire gratuite, voilà le nouveau bâton que les conservateurs viennent de lancer dans les jambes du parti libéral, déjà désarçonné par les luttes intestines des membres irlandais. Il serait hors de propos d'expliquer ici les tenants et les aboutissants de cette question. Revenons au budget. Un million sterling à déduire de £ 1.986.000 — c'est à peu près ce que l'éducation gratuite absorbera cette année-ci, vu que le projet de loi qui l'édicterait est encore à faire, et que, même la Chambre l'adoptât-elle sans des discussions trop prolongées, ce n'est pas avant le mois de septembre qu'il prendrait effet ; il reste donc £ 986.000 dont M. Goschen consacre £ 500.000 à un chapitre extraordinaire du budget de la guerre, et £ 400.000 au retrait des monnaies d'or légères. Il n'a donné aucun détail sur le système qu'il se propose de suivre pour opérer ce retrait ; là encore, sans doute, il ne s'agit que d'une dépense préliminaire, car on est généralement d'accord que £ 400.000 ne suffiront pas à renouveler les monnaies usées.

Les douanes ont produit, en 1890-91 £ 19.480.000, elles entrent dans les prévisions de l'exercice 1891-92 pour £ 19.700.000 ; l'« accise » a donné £ 24.788.000, on l'estime à £ 25.300.000 ; le timbre a rapporté £ 13.460.000, on l'estime à £ 13.450.000 ; l'« income-tax » a rapporté £ 13.250.000, on l'estime à £ 13.775.000 ; les postes et télégraphes ont rapporté £ 12.260.000, on les estime à £ 12.600.000 (recettes brutes).

Quels sont, d'autre part, les chapitres qui ont fourni le surplus effectif réalisé pendant l'exercice 1890-91 ? L'impôt sur les boissons alcooliques (droits de douane sur les spiritueux étrangers, impôt d'« accise » sur les spiritueux indigènes) en a fourni à lui seul la moitié, £ 900.000. Là-dessus, comme d'habitude, quelques lamentations amusantes, pour ne pas dire hypocrites, sur le fait que ce soit à la boisson que l'ouvrier consacre les gages supplémentaires que l'état prospère des affaires lui a procurés. S'il est naturel que les « teetotallers » se livrent à cet exercice philosophique inoffensif, il est plus surprenant de voir les gens sérieux faire *chorus* avec eux. Il est acquis, pour quiconque n'apporte à l'examen de la question ni fanatisme, ni marotte, que l'augmentation de consommation des boissons alcooliques en temps d'activité industrielle et commerciale est un fait naturel qui n'a rien à voir avec une prétendue augmentation du vice de l'ivrognerie. Lorsque les affaires vont mal, ce sont précisément les gens sobres qui sont les premiers à



---

## LETTRE DU CANADA

---

**Les élections générales. — Le gouvernement protectionniste est maintenu, mais le courant de l'opinion est favorable à la liberté commerciale.**

Les événements se sont précipités au Canada depuis ma dernière *Lettre* datée du 10 janvier dernier. J'avais bien prévu, avec tous ceux qui portent attention aux affaires publiques, que les élections auraient lieu avant l'expiration naturelle du Parlement. Cependant cette éventualité n'était pas sans offrir quelques difficultés aux politiciens ; mais il n'y a guère de difficulté que les politiciens ministériels de notre pays ne puissent surmonter, et il n'y a pas d'obstacle que sir John Macdonald, le chef du Cabinet conservateur, ne puisse prestement escamoter.

La Chambre a été dissoute le 4 février. Elle avait été élue le 22 février 1887 et devait, aux termes de la constitution, rester en exercice durant cinq ans et prendre fin en 1892. La même constitution autorise le chef de l'Exécutif — qui est ici le gouverneur général que nous envoie l'Angleterre — à dissoudre le Parlement quand bon lui semble. Ce privilège s'appelle une « *prérogative royale* ». Généralement cette prérogative n'est exercée par le souverain constitutionnel que sur l'avis de ses ministres, comme elle l'a été dans le cas actuel. Ces derniers, ai-je besoin de le dire, ne prennent conseil que de leurs intérêts propres pour fixer l'époque de la consultation des contribuables. Pour le gouvernement, le choix de cette époque n'est pas indifférent. S'il a raison de craindre que la réponse de l'électorat lui soit défavorable l'an prochain, il se hâte de le consulter immédiatement, quitte à gouverner pendant cinq longues années un peuple qui n'approuve point la politique ministérielle. C'est ce que nous nommons le régime représentatif. Il est surtout représentatif de l'industrialisme politique.

Pour ceux qui croient à l'efficacité des garanties offertes par notre système politique, trois raisons principales, d'ordre public et de probité administrative, militaient contre cet appel intempestif au jugement de la nation. En premier lieu, comme la députation est élue pour cinq ans et que c'est à peu près le temps jugé nécessaire pour familiariser les nouveaux arrivés dans l'arène parlementaire et les nouveaux promus aux postes administratifs avec les devoirs qu'ils sont censés remplir, cette brusque interruption de l'œuvre commune ne peut qu'être préjudiciable aux intérêts de l'État. Sans compter que la répétition des agitations





Que demandait l'intérêt public ? C'était d'être consulté avec franchise et sincérité, afin que le Parlement sorti des urnes le représentât tel qu'il est. Quel était l'intérêt particulier des individus formant l'Administration ? C'était de consulter l'électorat avant qu'il fût au complet, afin de surprendre son approbation sans qu'il eût le temps de prendre connaissance de la réalité de la situation. C'est pour cela que les collèges électoraux sont convoqués au cœur de l'hiver, alors que la rigueur du climat rend presque impossible toute discussion publique en plein air, — suivant les mœurs du pays — qui aurait pu faire connaître à la population à quelle impasse nous étions acculés. Et, vraiment, les détenteurs du pouvoir ne pouvaient guère tenir à ce que cette impasse fût signalée ! Ils ne pouvaient guère tenir, non plus, à ce que le recensement vint, avant les élections, établir quel a été le mouvement réel de la population au cours des dix années de protectionnisme, de monopole, d'exactions et de corruption administrative qui viennent de s'écouler. Nos campagnes se sont dépeuplées, ravagées par le fléau de l'émigration.

Et que dit le gouvernement pour essayer de justifier cet appel au peuple dans une saison si défavorable ? Il dit qu'il veut entrer en négociation avec les États-Unis en vue d'établir un traité de commerce, traité dont il a toujours repoussé l'idée et qu'il n'a cessé de représenter comme déloyal envers l'Angleterre, en ce qu'il favoriserait le commerce américain au détriment de celui de la métropole. Mais ce traité — le premier ministre l'explique dans un manifeste — ne devra affecter en rien les privilèges de ceux que le protectionnisme tient en serre chaude ! C'est la *réciprocité limitée*, c'est-à-dire l'échange libre des matières premières, des produits de l'agriculture (*natural products*) que le gouvernement propose d'offrir aux Américains de l'Union. Mais si, comme je l'ai déjà dit, le secrétaire d'État s'est montré favorable à un tel traité et même à la *réciprocité illimitée*, dans une élection isolée qui a eu lieu quelques mois avant l'élection générale, le président du conseil des ministres — qu'il ne faut pas confondre avec le chef du Cabinet — s'est prononcé vigoureusement contre tout échange libre des produits agricoles. Cela ne l'empêchera point de rester dans le gouvernement qui veut que les industriels vendent leurs produits à des prix exorbitants, mais non pas les agriculteurs qui, eux, devront se soumettre aux prix de la concurrence. Qui ne reconnaît là les procédés ordinaires des protectionnistes ? Ils ne veulent de la protection que pour eux-mêmes, jamais pour autrui. Et c'est ici, comme partout, au nom du patriotisme, que l'on prêche de pareilles doctrines.

Au fond, par cette tactique, le gouvernement ne cherchait à donner qu'un semblant de satisfaction au mouvement libre-échangiste par



racine, ne s'est plus manifestée que sous une seule forme : la mendicité des faveurs administratives. Nous avons ici en pleine floraison ce que M. Courcelle-Seneuil appelle si justement la concurrence de sollicitation pour remplacer la concurrence de production. Il n'y a plus guère d'émulation que dans l'abaissement des caractères.

De tous les côtés on est venu demander des subventions à l'État, qui pour un canal, qui pour un chemin de fer, qui pour une autre entreprise. Puis, l'on cherchait à se débarrasser de l'exécution de ces entreprises généralement montées en vue de la spéculation et pour capter les faveurs populaires. Mais on gardait par devers soi le subside, non pas entier, puisqu'il en fallait verser une bonne part dans la caisse électorale de ce généreux gouvernement pour être employée à l'achat des consciences des contribuables spoliés.

Pour faire un fonds à toutes les concussions, pour remplir tous les pots de vin, il fallait bien exagérer la valeur des travaux à exécuter, faire estimer à 2 millions, par des fonctionnaires dont les mêmes procédés assuraient la complaisance, des œuvres qui auraient été chèrement payées au prix d'un million. Toutefois la compétition dans la mendicité ne va pas sans créer des froissements. Malgré la bonne volonté des gouvernements, il faut de toute nécessité que certains appétits restent inassouvis. De là guerre intestine chez les accapareurs, délations et dénonciations réciproques qui ont amené au jour une série de scandales administratifs dont l'énumération serait interminable. Qu'il me suffise de dire que tous portaient le même cachet de vénalité chez les uns et de corruption chez les autres que produit naturellement toute politique de privilège. La crainte chez le gouvernement d'être appelé à ouvrir des enquêtes sur ces prévarications, n'a pas peu contribué à précipiter la dissolution des Chambres.

On a vu apparaître dans cette lutte un puissant facteur dont l'action ne s'était jamais fait sentir avec autant de force. Dans les provinces de Québec, d'Ontario et de la Nouvelle-Écosse, les gouvernements locaux ont pris part au combat en leur qualité officielle et se sont déclarés contre le gouvernement fédéral. La raison de cette intervention systématique des gouvernements des grandes provinces contre celui d'Ottawa, c'est que, naturellement, celui-ci a toujours tendu, conformément au principe de sa politique, à tout absorber et à tout centraliser. Le protectionnisme implique accaparement, et le gouvernement fédéral a empiété si souvent sur les droits et les privilèges des provinces, que celles-ci se sont soulevées pour se donner des gouvernements de nuance libérale, lesquels se sont ligüés et sont entrés en lutte contre l'administration centrale. Dès 1887, le gouvernement de Québec convoquait ceux de toutes les autres provinces à une conférence qui devait définir avec



mais il est avéré que les provinces maritimes, qui ont toujours été libre-échangistes et qui étaient ouvertement favorables au traité de commerce avec les États-Unis, ont été achetées en bloc et payées en belles espèces sonnantes et trébuchantes fournies — au chiffre d'environ 10 millions de francs — par les charbonnages de l'est, les raffineries du centre et les distilleries de l'ouest, ainsi que par la puissante coalition des fabricants de cotonnades qui étend son exploitation sur toute la surface du pays. Il ne faut pas, non plus, oublier les promesses de chemins de fer et autres travaux publics faites à ces provinces qui ne comptent que sur le trésor fédéral pour vivre. Les provinces de Québec et d'Ontario qui fournissent les quatre cinquièmes des contributions, sont passées du parti conservateur au parti libéral. Le mouvement de l'opinion dans ces deux populeuses provinces était trop formidable pour pouvoir être enrayé comme celui des provinces plus faibles. Ce sont ces deux grandes provinces qui vont être appelées à solder le prix d'achat de celles du golfe.

Mais il est reconnu que le ministère n'a guère de chance de se maintenir avec une majorité si minime dans une Chambre de 215 membres dont la masse vient des régions libre-échangistes du Haut et du Bas-Canada. C'est sur leurs épaules que reposent les charges publiques. Dans le conflit d'intérêts que ne manquera pas d'amener la voracité traditionnelle des petites provinces qui tiennent la balance du pouvoir, les députés conservateurs ontariens et québecquois devront nécessairement, pour sauvegarder la bourse de leurs commettants, prendre fait et cause contre ces amies compromettantes du Cabinet. Et ce n'est là qu'une des moindres difficultés que le gouvernement va avoir à surmonter. En exécution même du programme interlope avec lequel il s'est présenté, il va se voir obligé de faire des démarches auprès des autorités de Washington pour en obtenir des conditions de commerce plus faciles ; mais les États-Unis l'ont proclamé par la bouche de leurs hommes d'État les plus en vue, ils ne veulent pas entendre parler d'autre chose que du libre-échange absolu entre les deux pays. Puis, quelle grâce aura notre gouvernement à tenter des négociations avec la République au sortir d'une élection où la presse ministérielle canadienne et les ministres eux-mêmes se sont oubliés au point de vilipender le caractère de la nation américaine et d'attaquer même l'honneur de ses femmes ?

Pour ce qui est d'une proposition de réciprocité illimitée, le gouvernement n'y saurait songer ; les monopoleurs le tiennent à la gorge et ne le lâcheront pas.

Le plus clair résultat de la lutte, c'est que le principe de la liberté commerciale triomphe dans notre pays. Le gouvernement s'appuie sur une majorité trop faible et trop fragile pour le soutenir. Le parti qui le



sur le marché des pays libres, à Londres et à Anvers, se vend 25 ou 26 francs sur le marché français, en sorte que ce renchérissement permet au producteur protégé de tirer cinq francs de la bourse du public consommateur chaque fois qu'il vend un sac de blé, pour grossir d'autant, non le Trésor public, mais son *Trésor particulier*.

Les primes que la commission du budget vient d'adopter, primes de trois millions, au profit des sériciculteurs, achèvent de mettre ce point en lumière. Par crainte de nuire à notre grande industrie d'exportation des soieries, la Commission des douanes n'a pas osé mettre de droits protecteurs sur les cocons et les soies grèges, de là, plainte des sériciculteurs, qui réclament leur part du gâteau de la protection, et pour leur donner, selon le style consacré, une compensation, on va leur voter trois millions, à titre de primes.

Cette fois, il n'y a pas moyen de s'y tromper ; il est clair comme le jour que la taxe protectrice va être payée par les contribuables français ; c'est un impôt nouveau, impôt direct, remplaçant l'impôt protecteur indirect qu'on n'a pas osé accorder aux sériciculteurs.

Mais grâce aux explications ci-dessus fournies par M. Méline lui-même, nous savons aussi, à n'en pas douter, que ce sont les contribuables français qui paient les droits protecteurs de toute sorte ; la seule différence est que les droits protecteurs sont des taxes indirectes, des impôts de consommation, que le public paie confondus avec le prix des produits protégés.

Finalement, sous forme de primes ou de droits de douane protecteurs, d'impôt direct ou indirect, c'est toujours Jacques Bonhomme qui paie les frais de la protection.

Heureux Jacques Bonhomme ! quel plaisir il aura à payer toutes ces taxes ; il y a DOUZE CENTS ARTICLES, pas davantage, inscrits dans le projet de la Commission des douanes.

Douze cents articles, ça lui fera dans les quinze cents millions à deux milliards à payer chaque année.

Mais comme cela a été baptisé *Droits de protection*, ce ne seront pas des impôts nouveaux ; en effet, l'impôt proprement dit profite au Trésor public ; ici, au contraire, le trésor public n'en tirera qu'un très mince avantage, le droit protecteur ayant été institué pour le trésor particulier des protégés, des favoris de cet ANCIEN RÉGIME MODERNE comme dit M. Léon Say.

Mais alors, que devient la fameuse théorie des droits compensateurs ? M. Méline et ses amis ont ce qu'on appelle un système d'explications à tiroirs : Un jour, ils disent que c'est l'étranger qui paiera les droits protecteurs ; une autre fois, quand ils sont pressés par un adversaire qui les accule dans leurs derniers retranchements comme l'a fait M. Camille



Pelletan vis-à-vis de M. Méline dans la séance du 9 juin dernier, ils reconnaissent bon gré, mal gré, que c'est le public consommateur qui supporte tous les frais de la protection.

Si M. Méline était un imposteur et un charlatan, on pourrait lui appliquer le mot du fabuliste :

« Toujours par quelque endroit fourbe se laisse prendre. »

Mais la bonne foi de l'honorable rapporteur général étant mise hors de cause, il reste qu'il s'est trompé en prétendant d'abord que la taxe était payée par les étrangers ; finalement, il nous apprend que c'est le bon public consommateur qui paie et que la politique d'affaires protectionniste est basée sur ce principe fameux :

« Les affaires, c'est l'argent des autres. »

E. MARTINEAU.

## CORRESPONDANCE

### LE DROIT INDIVIDUEL ET L'ÉTAT.

Paris, 24 avril 1891.

Monsieur le rédacteur en chef,

Voulez-vous me permettre quelques mots à propos du compte rendu que M. Courcelle-Seneuil a bien voulu faire de mon livre, *le Droit individuel et l'État*, dans le dernier numéro du *Journal des Économistes* ?

Non que je songe le moins du monde à contester le jugement qu'il en porte. Apprécier selon son tempérament et son humeur les idées de quiconque s'ingère d'écrire est un droit individuel élémentaire ; j'en use à l'occasion, et je le reconnais aux autres aussi large que complet. Toutefois un des reproches que m'adresse M. Courcelle-Seneuil me touche davantage : celui de lui avoir fait dire, pour les besoins de la cause, ce qu'il n'aurait pas dit, procédé, ajoute-t-il, qui n'est ni juste ni convenable. Cela n'est plus une appréciation ; c'est l'imputation d'un fait précis, soulevant presque une question de loyauté scientifique ; et alors je réclame à mon tour.

M. Courcelle-Seneuil demande : « Où M. Beudant a-t-il vu dans mes écrits la négation du droit individuel, comme il me l'impute ? » Mais je l'ai vue dans maints endroits qu'il est facile de vérifier. Si j'ai relevé cette négation, c'est qu'elle est particulièrement caractéristique de la part de l'éminent économiste ; elle est, en effet, contraire à toutes les tendances de son esprit, tendances éminemment libérales, et elle ne s'explique

dès lors que comme corollaire des idées philosophiques dont il procède : ce ne sont pas ses aspirations qui y concluent, c'est sa logique qui y souscrit.

Ne résulte-t-elle pas de l'insistance connue avec laquelle il poursuit de ses sarcasmes et de ses attaques la notion de droit naturel ? Comme si le droit n'avait pas ses lois naturelles, de même que l'économie politique a les siennes. Le problème de ce qu'on appelle à tort ou à raison le droit naturel se réduit en définitive à savoir si l'homme a des droits découlant pour lui de sa nature ou si ses prétendus droits ne sont que des concessions de la loi, si l'État est un mécanisme à combiner aussi rationnellement que possible en vue d'un idéal de justice ou s'il est un organisme dans lequel l'individu, absorbé par la fonction qu'il remplit dans l'ensemble, ne compte que comme un organe ; tout le reste ou à peu près relève de l'art de la législation. Or, nier le droit naturel, admettre que l'État est un organisme, comme l'enseigne la sociologie, n'est-ce pas nier les droits de l'individu ? Et puis, la même négation n'est-elle pas impliquée par l'insistance non moins connue avec laquelle M. Courcelle-Seneuil s'élève contre la déclaration de 1791, qui ne fut autre chose que la consécration des droits de l'individu comme fin de l'État et fondement de la législation ? Au surplus, pas n'est besoin de procéder par induction pour obtenir la pensée de l'auteur ; il l'a exprimée en termes explicites, qui lèvent toute équivoque. Qu'il veuille bien se reporter aux pages 212, 213 et 214, qu'il a oubliées sans doute, de sa *Préparation à l'étude du droit* ; il y lira : « En doctrine comme en fait, la conception des droits de l'homme n'a rien de juridique : c'est une création d'imagination..... Ce n'est pas sans raison que Bentham appelait cette doctrine un sophisme anarchique. » Si ce n'est pas là une négation des droits de l'individu, du droit individuel, c'est que le français a cessé d'être clair ; et tout le monde sait que celui que parle M. Courcelle-Seneuil est excellent.

Je ne voudrais pas donner plus d'importance qu'il ne convient à un autre détail à propos duquel M. Courcelle-Seneuil me reproche encore de lui « attribuer gratuitement une sottise ». C'est à propos de la Cour suprême dont il souhaite l'établissement, qui aurait pour mission de faire respecter « même contre le législateur, les principes généraux du droit » (*Préparation*, p. 246). J'ai insinué, ce qui est d'ailleurs d'évidence, que M. Courcelle-Seneuil en déclinerait bien vite la compétence si elle n'était pas composée d'hommes professant les mêmes « principes » que lui. Là serait la « sottise » ; M. Courcelle me la renvoie, *suum cuique*, dit-il ; et il ajoute pour restituer à sa pensée sa portée véritable : « j'ai exprimé le vœu de voir chez nous une institution américaine que je crois excellente en elle-même, la Cour suprême des États-Unis ». Ah, pardon ;



---

# BULLETIN

---

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Avril 1891).

2 Avril. — **Circulaire** adressée par le garde des sceaux aux procureurs généraux, relative aux vins plâtrés (p. 1493).

?. — **Loi** portant approbation de la déclaration signée à Berne, le 12 mars 1891, entre la France et la Suisse, en vue de modifier les articles 2, 3 et 8 de la convention du 28 décembre 1880, relative à la réglementation de la pêche dans les eaux frontières (p. 1505).

— **Décret** réglementant les diverses installations d'outillage public et le service du remorquage que la chambre de commerce de Calais est autorisée à administrer au port de cette ville (p. 1505).

4. — **Loi** ouvrant au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit de 600.000 fr. pour combattre l'invasion des sauterelles en Algérie (p. 1521).

8. — **Loi** instituant des tribunaux français à Madagascar (p. 1569).

9. — **Décret** déclarant établissement d'utilité publique l'association des industriels de France contre les accidents du travail (p. 1582).

13. — **Décret** portant approbation de la convention signée à Londres, le 30 août 1890, entre la France et la Grande-Bretagne et relative au régime des paquebots-poste (p. 1645).

— **Rapport** présenté au Comité consultatif d'hygiène sur l'alimentation publique en eau potable (p. 1617).

15. — **Décret** autorisant l'administration des manufactures de l'Etat à fabriquer une nouvelle espèce d'allumettes et à cesser la fabrication d'autres espèces (page 1682).

— **Tableau** des mines concédées auxquelles il a été totalement renoncé depuis 1810 et qui n'ont pas été l'objet d'une nouvelle concession (p. 1684).

16. — **Arrêté** autorisant la libre circulation dans toute l'étendue du territoire des plantes forcées cultivées en pots et portant des fruits, à l'exception de la vigne (p. 1705).

18. — **Décret** portant modifications à plusieurs décrets sur le dénombrement de la population de l'Algérie en 1886 (p. 1720.)

— **Arrêté** relatif aux animaux de l'espèce ovine provenant de la Russie (p. 1735).



**La question douanière.** — Les protestations que soulève le rétablissement du régime de la protection à outrance vont se multipliant chaque jour. Les industries menacées d'une expropriation sans indemnité se sont enfin sérieusement quoique bien tardivement émues, et elles s'efforcent de prémunir les pouvoirs publics contre les conséquences désastreuses du retour à un régime suranné. Nous ne pouvons reproduire les pétitions et les résolutions qui nous arrivent de tous les points du pays. Nous nous bornerons à enregistrer les plus caractéristiques de ce réveil de l'opinion libérale, sans nous bercer de l'espoir qu'elles soient écoutées par la majorité protectionniste de la législature.

Voici d'abord la pétition que les sénateurs et les députés des Bouches-du-Rhône ont remise aux présidents du Conseil et aux ministres de l'agriculture et du commerce, au nom des corps constitués de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône, pour protester contre l'œuvre rétrograde de la commission des douanes.

*A Monsieur le président du conseil des ministres,*

L'émotion de notre population tout entière, sans distinction de professions ni de classes, revêt, à l'approche des débats parlementaires sur les tarifs de douane, un tel degré d'intensité, que nous avons dû, nous ses représentants investis du mandat de veiller à ses intérêts et de les défendre, nous faire auprès des chefs du gouvernement les interprètes de ses sentiments.

Les préoccupations dont nous sommes aujourd'hui l'écho, que nous ressentons nous-mêmes aussi vivement que nos mandants, ne sont que trop motivées.

Toute illusion est désormais impossible.

C'en est fait de l'activité de notre port, de la prospérité de notre industrie, du travail et du bien-être de nos ouvriers, si le régime économique proposé par la Commission des douanes doit être adopté par les pouvoirs publics ! C'est la ruine à bref délai de toutes les créations élevées dans notre ville par les efforts constants de plusieurs générations.

Le système que l'on entend substituer à l'état de choses actuel ne se borne pas, en effet, à détruire l'œuvre des trente dernières années, il inaugure un régime sans précédent ; l'isolement de la France, la rupture de ses relations internationales, la cessation même de ses rapports séculaires avec le Levant, où notre prestige autrefois sans égal va disparaître au profit des nations placées jadis sous la protection de nos consuls, dont le pouvoir égalait celui des souverains. Les conséquences de la loi des céréales qui va paralyser l'initiative de notre commerce au moment où elle serait indispensable peut-être pour assurer les approvi-



demande d'aide et de concours dans les graves circonstances que nous allons traverser, l'hommage de notre profond respect.

Suivent les signatures :

Challemel-Lacour, Barne, Velten, sénateurs; Peytral, Ch. Roux, Pelletan, Bouge, Leydet, Antide Boyer, députés; Guibert, président du conseil général; Gal, président du conseil d'arrondissement: Baret, maire de Marseille; Féraud, président de la chambre de commerce, etc.

---

**Protestation de la Société des artistes, peintres, sculpteurs, etc. —**

M. Rouguereau, président de la Société des artistes peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs, a adressé la protestation suivante à MM. les ministres.

Monsieur le ministre,

Vous avez reçu récemment une lettre collective qui vous a été adressée par la Commission des auteurs dramatiques et par d'autres Sociétés littéraires.

Les délégués de ces Sociétés se sont émus des représailles que la Belgique et divers pays étrangers semblent vouloir exercer contre les œuvres des littérateurs et des artistes français pour répondre aux nouveaux tarifs élaborés par la Commission des douanes.

Ils ont poussé un cri d'alarme et vous ont prié de signaler à nos députés le danger que les mesures annoncées feraient courir à la production littéraire de la France et par suite aux intérêts les plus élevés de notre patrie.

Qu'il nous soit permis de nous associer de toutes nos forces à la protestation des écrivains.

Nous n'avons cessé depuis cinquante années de combattre pour que la propriété artistique soit universellement reconnue à l'égal de la propriété ordinaire.

Notre fondateur, le baron Taylor, a proclamé cette vérité dans toute l'Europe.

Et c'est au moment où nous avons enfin la satisfaction de voir nos idées couronnées de succès, où nos droits ont été consacrés par des conventions internationales, que tout semble remis en question !

Nous prions nos législateurs de bien peser les conséquences qu'entraîneraient les représailles dont on nous menace.

Si la propriété artistique n'est plus protégée au-delà de nos frontières, il en résultera pour nous un préjudice matériel évident.

Mais ce n'est pas tout : on pourra faire de nos tableaux ou de nos



statues des reproductions défectueuses, grossières, que l'artiste n'aurait jamais autorisées et ces reproductions jetteront le discrédit sur l'art français. L'artiste devra assister, sans pouvoir protester, à ces altérations de son œuvre et la gloire nationale recevra du même coup une rude atteinte.

Nous espérons, Monsieur le ministre, que vous voudrez bien prêter à ces considérations l'appui de votre haut et puissant patronage, et nous vous prions d'agréer notre respectueuse considération.

BOUGUEREAU.

---

Le Comité de défense de l'exportation française réuni à l'hôtel des Chambres syndicales, rue de Lancry, sous la présidence de M. Ed. Lokroy, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Considérant que les tarifications proposées soit par le gouvernement, soit par la Commission des douanes de la Chambre des députés, si elles étaient adoptées, entraîneraient la déchéance de la France, amèneraient l'isolement de notre pays au milieu de toutes les nations civilisées, ruineraient son industrie, priveraient de travail des milliers d'ouvriers, rendraient impossible l'alimentation des ouvriers, des employés, et de tous ceux qui demandent au travail les ressources journalières de la vie matérielle, l'assemblée les repousse à l'unanimité, confirme le vœu exprimé le 18 février dernier, demande le retour au régime économique qui a permis à la France de supporter victorieusement les fortunes adverses qui l'ont assaillie depuis vingt ans et auxquelles nulle autre nation n'aurait pu résister. »

Le comité charge son bureau de transmettre ces vœux aux pouvoirs publics.

---

A la suite d'une éloquente conférence de M. Alph. Vivier, membre de la Société d'économie politique, délégué de la Ligue bordelaise, l'assemblée du commerce et des habitants de la ville de Cognac a voté à l'unanimité des 1.500 personnes présentes, cette résolution fortement motivée :

« Considérant que les exportations d'eau-de-vie de Cognac représentent annuellement un chiffre moyen de près de cent millions ;

« Considérant que la prospérité de la région des Charentes, comme celle de la France elle-même, se trouve grandement intéressée au maintien d'une branche aussi importante de notre commerce national d'exportation ;

« Considérant que le régime des traités de commerce, inauguré en 1860, a puissamment contribué à l'introduction de nos produits sur le marché extérieur ; que, pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler que dans

les dix-neuf années qui ont précédé le premier traité avec l'Angleterre, les expéditions des eaux-de-vie de Cognac, par Tonnay-Charente, leur principal port d'exportation, pour les pays d'outre-mer, ont été en moyenne de 131.666 hectolitres par an et que, dans les dix-neuf années qui ont suivi, le chiffre moyen annuel s'est élevé à 269.306 hectolitres, c'est-à-dire à plus du double ;

« Considérant que ce régime a étendu ses bienfaits non seulement sur le commerce de la région, mais aussi sur la masse des consommateurs, auxquels il a procuré, par l'échange réciproque entre les peuples, des marchandises et objets de toute nature produits par eux aux meilleurs conditions possibles : « la vie à bon marché » ;

« Considérant qu'il est encore aujourd'hui le seul susceptible de nous assurer le maintien de nos débouchés sur le marché extérieur, de nous mettre à l'abri des représailles de l'Étranger et de procurer à notre commerce la sécurité nécessaire pour la conclusion des transactions à longue échéance ;

« Considérant que si, par suite de la rupture avec les autres nations de toutes ses conventions commerciales, la France venait à s'isoler, outre les dangers qui pourraient en résulter pour la continuation de la paix, nous verrions bien vite diminuer dans des proportions effrayantes, sinon anéantir tout à fait, notre mouvement d'exportation à l'Étranger, où nos eaux-de-vie seraient supplantées, à notre plus grand détriment, par les produits similaires indigènes qui prendraient, dans la consommation usuelle, la place que des relations séculaires, de longs efforts, ou de récentes initiatives avaient acquises aux eaux-de-vie de Cognac.

« Considérant, enfin, que l'intérêt et l'avenir de notre viticulture, la reconstitution complète du vignoble charentais se trouvent intimement liés au maintien de l'exportation des eaux-de-vie de Cognac, qui seule permet aux négociants d'acheter aux propriétaires, leurs vins de distillation aux prix rémunérateurs qu'ils ont atteints dans ces dernières années ;

« Emet le vœu :

« 1° Que le régime des Traités de commerce, qui a donné à la France *trente ans* de prospérité et de grandeur soit maintenu ;

« 2° Que les projets néfastes de la Commission des Douanes soient repoussés, et qu'il ne soit voté par le Parlement que des droits de douane *modérés* ayant un *caractère exclusivement fiscal*, nous mettant à l'abri des représailles de l'Étranger, et nous assurant, par la conclusion de conventions internationales nouvelles, basées sur la justice, le maintien d'un commerce d'exportation qui a été la source principale de la fortune de notre région. »

Cet ordre du jour adopté à mains levées par l'assemblée tout entière a



chaufes. L'égalité démocratique se trouve dans les droits fixés sur les *parapluies* : les parapluies de *coton* payeront 6 fr. 25 de plus; ceux en *soie* paieront 0 fr. 50 en plus : 1 fr. 75 au lieu de 1 fr. 25. La Commission, se rappelant sans doute la fameuse querelle des fripiers et des tailleurs sur la distinction d'un habit neuf avec un vieil habit, querelle commencée en 1550 et terminée en 1776 par la suppression des maîtrises, ou bien encore la dispute des *oyers* rôtisseurs, des *poulaillers* et des *cuisiniers* sur le droit exclusif de cuire la volaille et le gibier, établit une distinction et des droits différents entre les *épingles en laiton* et celles en *acier* ; entre les *clous* à ferrer les chevaux et les autres *clous forgés*. Elle a établi des droits différents sur les *aiguilles à coudre* de moins de 5 centimètres et pour celles de 5 centimètres et plus ; elle a calculé ce que pouvait bien représenter 1 *kilogramme d'aiguilles*, et elle a trouvé ce que kilog. en contenait 15.000 ! Les *crayons fins en bois* payeront 160 fr. et 140 fr., tandis que ceux en *couleur* seront taxés à 200 et 180 fr. ; les *crayons fins pour carnets avec ou sans tête*, payeront 340 et 300 fr. Impôt sur le riche, dira-t-on ! Soit : mais s'il est une classe de produits qui devrait être sacrée aux yeux du fisc, ce sont les substances médicales. Eh bien, toutes ces substances sont rudement imposées : l'*aloès*, le *ricin*, payeront 8 et 6 fr. au lieu de 6 et 1 fr., les *racines indigènes*, les *herbes*, *feuilles*, *fleurs*, les *écorces de citron* seront taxées à 30 f., 25 f., 50 fr., 40 f., 10 f., 7 f. Pourquoi ces chiffres plutôt que d'autres ? Quelle est la pensée qui a dicté toutes ces taxations que nous ne voulons pas qualifier ? Sont-elles dignes d'une grande nation et du temps où nous vivons ? La Commission dira, sans doute, comme autrefois Vespasien, à propos d'un certain impôt, que l'argent qui en vient ne sent pas mauvais. La réponse est facile et le temps la confirmera. *Il n'en vient pas d'argent*. Ce qu'il en viendra, ce sont des ennuis, des vexations pour tout le monde, une extension coûteuse de la fiscalité, et c'est l'État qui sera rendu responsable de toutes les inconséquences et exagérations de la Commission. (*Le Rentier.*)

---

**Ligue douanière de l'Europe centrale.** — Nous trouvons, dans une brochure publiée à Fribourg en Brisgau par M. von Samson-Himmelstjerna, les résolutions adoptées par le Congrès international agricole et forestier de Vienne, en faveur de la constitution d'une « Ligne douanière de l'Europe ». En voici le texte, avec les noms des membres de la commission d'organisation de la Ligue :

Le Congrès déclare :

1° Que dans l'intérêt de l'agriculture, de la sylviculture et des indus-

tries agricoles et forestières des États du continent de l'Europe centrale et occidentale, il serait opportun qu'ils formassent une ligue douanière tout en admettant des tarifs douaniers différentiels, tant dans l'intérêt de certaines branches de la production que par égard pour les impôts indirects spéciaux des divers pays ;

2° Qu'il serait équitable que les États formant cette ligue douanière arrêtaient, par rapport aux divers systèmes de tarifs de transport, des stipulations propres à empêcher qu'aucun de ces États ne fût lésé dans ses intérêts économiques par les tarifs des chemins de fer ou de la navigation d'un autre État de la ligue ;

3° Qu'il est désirable que les systèmes de leurs valeurs monétaires soient réglés par les États de la ligue douanière sur une base uniforme ;

4° Qu'il est désirable qu'entre les États de l'Europe centrale et occidentale le trafic des produits agricoles et forestiers soit facilité aussitôt que possible par des traités de commerce.

Une Commission élue par le Congrès et munie du droit de cooptation est chargée de rédiger un appel au public pour l'engager à la fondation d'une association internationale destinée à faciliter et à amener la constitution d'une ligue douanière ; cet appel sera adressé aux personnes, corporations et sociétés y intéressées en les engageant à énoncer leurs adhésions.

Afin de garantir un caractère international à cette Commission et pour lui rendre possible d'entrer immédiatement en action, les personnes suivantes, présentes au Congrès, sont nommées membres de la commission :

Le professeur Maar, Danemarck ; le baron Celto, Munich ; de Langsdorff, conseiller, Dresde ; G. de Mayr, sous-secrétaire d'État, Munich ; le Dr Traugott-Müller, secrétaire général, Berlin ; le baron d'Ow, conseiller ministériel, Stuttgart ; de Samson-Himmelstjerna, Fribourg en B.

Henry Sagnier, France.

P. Bauduin, Hollande.

Le Dr Carlo Ohlsen, Italie.

Nicolai Danilescu, Roumanie.

C. Bendix, Suède.

Meister, maître des forêts, Suisse.

Le Dr A. de Dorn, rédacteur, Vienne ; Max Honig, secrétaire de la Chambre de commerce, Olmütz ; le Dr de Kozlowski, député, Cracovie ; le Dr Gust. Marchet, professeur, Vienne ; L. de Ordody, directeur de la Société d'agriculture, Buda-Pest ; le Dr L. Pribyl, rédacteur, Vienne ; le Dr E. de Rodiczky, directeur de l'école d'agriculture de Cassovie, Hon-

grie ; le comte Curt Zedtwitz, propriétaire, Morawan, Hongrie ; le comte Ch. M. Zedtwitz, propriétaire, Prague.

C'est encore pendant la durée du Congrès que la Commission s'est constituée provisoirement et qu'elle a nommé son bureau (s'adresser à M. le professeur Dr Gustave Marchet, Vienne I, Niebelungengasse, 8). Elle se constituera d'une manière définitive pour entrer en activité aussitôt après s'être complétée et renforcée convenablement par la voie de cooptation.

---

Une autre brochure relative à la même question, publiée sous le titre : *l'Avenir des peuples de l'Europe centrale*, vient d'être traduite de l'allemand par M. Auguste Lalancé, ancien député au Reichstag. L'auteur anonyme de cette brochure se déclare protectionniste et il fait honneur au protectionnisme de l'idée de la constitution d'une Union douanière de l'Europe centrale « Les défenseurs de la doctrine des économistes, dit-il, ne voudront jamais reconnaître les avantages du système que nous exposons. Le libre-échangiste de cette école ne voudra jamais d'une association de plusieurs États avec frontière douanière commune mais fermée, et avec libre-échange au dedans ; il combattra avec ardeur tout projet de ce genre ». Est-il nécessaire de rappeler à nos lecteurs que le promoteur de l'union douanière des États de l'Europe centrale (y compris la France) n'est autre que le rédacteur en chef du *Journal des Économistes* ? (Voir les n<sup>os</sup> de février 1879 et décembre 1888.) A la vérité il s'agissait dans sa pensée d'une union avec frontière ouverte et non pas fermée, c'est-à-dire d'un instrument de liberté et de paix et non d'un engin de monopole et de guerre.

---

**La hausse du blé.** — Longtemps prévue et inévitable, une forte hausse sur les blés semble commencer enfin. Lundi 20 avril, à Mark Lane, le plus haut prix a été de 47 s. le quarter<sup>1</sup>, ce qui fait une avance de 2 s. sur les cours de la semaine et de 9 s. depuis la première semaine de mars. Une légère réaction, due à une lourde spéculation à la baisse aux États-Unis, commencée mercredi, a été depuis récupérée ; on doit s'attendre à ces fluctuations. Le maximum du 20 avril n'avait pas été atteint depuis 1883 et ne met pas le prix du blé blanc anglais à moins de 12 s. le quarter plus haut que la cote la plus élevée du jour correspondant de l'année précédente. Le prix moyen,

---

<sup>1</sup> 1 quarter = 2,90 hectolitres.



partie réparé par l'ensemencement du blé de mars dont le rendement est presque invariablement moindre en Europe que celui de la variété d'hiver et on prévoit qu'il y aura une diminution d'au moins 7.000.000 de quaters à la prochaine moisson. Comme la récolte de l'année dernière a été, en France, de 38.000.000 de quaters, cette estimation du déficit est très modérée. Les nouvelles de dommages sérieux pour les blés d'hiver ont été reçues de semaine en semaine de la Russie méridionale, d'Allemagne, de Hollande et de Belgique, et aussi, dans ces derniers temps, de certaines parties de l'Autriche-Hongrie. La Roumanie est la seule en Europe parmi les contrées exportatrices un peu considérables où les prévisions pour la récolte du blé semblent décidément favorables. Dans notre pays, le blé est très en retard, mais généralement sain; en Italie il paraît en condition satisfaisante et les craintes qu'on avait eues, à un moment en Espagne, sur ce point, sont maintenant bien moindres. Prenant l'Europe dans son ensemble, il y a toutes raisons de s'attendre à une des plus faibles récoltes qu'on ait eues dans ces dernières années, et de toutes parts on apprend que le seigle a, plus encore que le blé, souffert de ce rude hiver. De plus, à moins qu'une température très chaude ne succède au froid printemps que nous avons eu jusqu'à présent, la moisson sera tardive, et la consommation des anciennes réserves pendant un mois de plus aura une grande influence sur les marchés. Certainement, il est possible qu'un temps exceptionnellement favorable survenant pour le reste du printemps et pour l'été puisse sensiblement améliorer les sombres prévisions sur les récoltes européennes; mais la condition actuelle des semailles de blé et de seigle, sur le continent pris dans son ensemble, est assez mauvaise pour justifier la hausse qui se fait sentir. Il est vrai qu'aux États-Unis la condition des blés d'hiver est aussi bonne qu'elle est mauvaise en Europe, ceci est une raison pour agir avec prudence dans la spéculation en vue d'une plus grande élévation des prix. Cependant tant que les semailles de printemps n'ont pas été bien faites, les prévisions sur les blés américains seront incertaines, plus d'un tiers de la totalité de blé produit par les États-Unis étant du blé de mars; et d'après les dernières informations, l'ensemencement est très en retard à cause du caractère défavorable de la température. Les rapports sur l'Inde sont incomplets. Jusqu'ici ils font espérer une récolte de blé plus abondante que celle de l'année passée qui fut au-dessous de la moyenne. Un surplus modéré est en perspective pour l'Australie quoique la Nouvelle-Zélande ait eu une assez maigre moisson et que les avis officiels de Victoria et de l'Australie méridionale montrent que le produit de ces colonies est beaucoup moindre qu'on ne l'espérait il y a quelques semaines. Même désappointement dans la République Argentine. On con-





il y eut un grand accroissement de la surface cultivée en blé puisqu'en 1885-1886 la superficie était de près de 28.000.000 acres et la moyenne pour les cinq dernières années finissant en 1889 de 26.506.100 acres, tandis qu'il n'y en avait que 24.938.100 en 1889-1890. Ainsi pendant les cinq dernières années il y a eu une diminution de la superficie cultivée alors que la population a augmenté de plus de 15 millions. Quant à l'Australasie, nous voyons qu'en 1880 la culture du blé s'étendait sur 3.379.239 acres et qu'en 1889-1890 elle ne s'est élevée qu'à 3 877.748 acres, accroissement qui n'est certes pas en proportion avec celui de la population.

La légère augmentation de la surface cultivée en froment en Europe pendant les dix dernières années a été balancée par l'amoindrissement de celle du seigle et, en tout cas, elle est loin d'être en proportion de l'énorme accroissement de la population. On dit que dans ces derniers temps la Russie a beaucoup étendu ses cultures, mais les statistiques complètes et dignes de foi manquent sur ce point. D'après les chiffres donnés dans les rapports sur l'Agriculture, la Russie d'Europe, en omettant la Pologne, a pour 1870-1879 une moyenne de 28.604.000 acres et pour 1883-1887 de 28.882.440 acres. Jusqu'ici l'accroissement n'est pas très évident et quoiqu'il y ait des estimations officielles pour le blé produit, nous ne croyons pas qu'il y en ait de récentes pour l'étendue de la surface cultivée. En Autriche-Hongrie, il semble que le terrain cultivé en blé se soit accru de deux millions d'acres, dans ces dix dernières années; en Roumanie, il y a eu aussi une augmentation notable. La France avait près de 18.000.000 acres en 1882 et n'en présente pas davantage en 1890. Il est bien connu que la diminution, dans notre pays, a été de un demi-million d'acres pendant la dernière décade, alors que dans les autres contrées européennes, non mentionnées ci-dessus, et prises ensemble, il semble y avoir aussi décroissance. L'augmentation nette en Europe pour la dernière décade, est estimée, par une autorité compétente, à 2.300.000 acres et n'excède probablement pas 3.000.000 d'acres ce qui, sans parler de la diminution dans la production du seigle, est fort au-dessous des besoins d'une population largement accrue. Il est clair alors, qu'avec un déficit constant en Europe et une diminution de la culture dans les pays exportateurs en dehors de l'Europe, un déficit net, pour le monde entier, était seulement une affaire de temps; ainsi que nous l'avons remarqué, ce déficit aurait été ressenti plus tôt s'il n'y avait eu, en Russie, deux récoltes extraordinaires tandis que la Roumanie avait encore une plus longue succession de bonnes moissons et que l'Autriche-Hongrie n'en avait pas moins. La superficie consacrée à la culture du blé dans le monde entier qui s'était étendue d'une façon démesurée pendant l'avant-dernière décade, n'est plus ac-



que nous pouvons lui assurer, c'est que ces chiffres sont *absolument inexact*s.

Nous avons là, sous les yeux, un document irréfutable. C'est le *Tableau du commerce de la France* publié par la direction générale des douanes. Et voici ce que nous y lisons pour 1887, 1888 et 1889 :

			En millions
			—
Importations de Belgique en France :	1887		414
	Id.	1888	419
	Id.	1889	474
Exportations de France en Belgique :	1887		480
	Id.	1888	472
	Id.	1889	570

Les statistiques de 1885 et de 1886 nous manquent. Mais il est superflu de les rechercher. Comment pourraient-elles faire apparaître le « bénéfice » de 250 millions dont parle *le Petit Journal*?

Ne perdons d'ailleurs pas notre temps à vérifier les chiffres de Thomas Grimm. Nous voulons faire, en effet, la part belle à notre honorable contradicteur. Nous voulons accepter ses statistiques les yeux fermés. Nous voulons bien croire que des documents officiels font ressortir, au détriment de la France dans son commerce avec les six puissances citées plus haut, un déficit annuel de 500 millions.

Ceci posé, revenons à la balance du commerce. Et, d'abord, comment sont établies les statistiques douanières? Quelle exactitude nous présentent-elles? Quel contrôle l'administration peut-elle exercer sur la valeur des exportations et des importations? Je ne veux citer qu'un exemple. Les vins que nous recevons de l'étranger, les vins qui viennent se faire « travailler » en France sont portés sur les tableaux de douane à 35 francs l'hectolitre, alors que leur valeur est tout au plus de 25 fr., soit *pour un seul article* une déduction de 100 millions sur la valeur des produits que nous recevons de l'étranger!

Mais la balance du commerce elle-même, quelle confiance peut-elle nous inspirer?

Je suppose un cas très simple : Un armateur français, faisant la navette entre la France et les États-Unis, part du Havre avec une cargaison de 80.000 francs d'articles de Paris. Il arrive à New-York. Sa cargaison est grevée de frais de transport, d'assurance, de douane, etc., etc. Elle vaut alors 100.000 francs. Notre armateur la vend 110.000 francs. Il achète 110.000 francs de coton et retourne au Havre, où il vend sa nouvelle cargaison 130.000 francs... Comment cette double opération — si avantageuse pour un négociant français, pour un équipage français,

pour une Compagnie d'assurances française, pour nos fabricants d'articles de Paris et enfin pour les industriels français, qui mettront en œuvre le coton américain — comment, dis-je, cette double opération se traduira-t-elle dans nos statistiques douanières ? Les Tableaux de l'Administration nous diront : « Nous avons vendu 80.000 francs aux Américains et les Américains nous ont vendu 110.000 francs ». Et *le Petit Journal* ajoutera : « Nous avons donc perdu 30.000 francs... C'est la lutte pour l'or, qu'on y songe ! »

La lutte pour l'or ! Mais quelle idée se fait-on au *Petit Journal* du rôle et de la circulation de la monnaie ? Thomas Grimm s'imagine-t-il réellement — reprenons ses propres chiffres — que « l'étranger » nous rafle chaque année 509 millions en pièces de 20 francs, et cela depuis très longtemps ? Mais, à ce compte, nous n'aurions plus en France une parcelle de métal précieux... Comment diable pouvons-nous faire pour en prêter, sans nous gêner, à la Banque d'Angleterre dès que l'occasion s'en présente ? Comment pouvons-nous souscrire chaque année à tant d'emprunts étrangers ? Comment l'épargne française peut-elle encore apporter aux guichets de l'État — après avoir payé un formidable impôt — tant de centaines de millions ? D'où vient-il donc, cet or ? Le trouve-t-on dans les sables de l'Ariège ? Non. On l'obtient en échange de produits. C'est le produit, c'est le travail — et non pas l'or — qui est la richesse. Et c'est avec des produits qu'on échange des produits.

— Mais la différence, à notre détriment, entre les importations et nos exportations ! s'écrie Thomas Grimm. Ne faut-il pas la payer en or ?

Mais non ! cher confrère. Car si nous sommes débiteurs de « l'étranger », nous sommes, en même temps, ses créanciers. Savez-vous combien nous rapportent par an nos placements à l'étranger ? — 800 millions... Et savez-vous à combien on évalue les sommes dépensées en France par « les étrangers » ? A 500 millions.

Encore faudrait-il ajouter aux deux chiffres qui précèdent, notre bénéfice évalué dans un document tout récent à 400 millions.

Aussi quand, sous la plume d'un certain nombre de publicistes, je retrouve constamment ce mot : « l'étranger », avec sa signification latine, avec sa signification hostile, je me demande vers quels horizons, vers quel avenir on mène ces vieilles nations européennes que l'intérêt économique pourrait seul réconcilier en face de l'Amérique grandissante et de l'Asie désormais réveillée... Hélas ! toutes ces excitations portent leurs fruits, dans cette Europe étroite, où nous vivons les uns et les autres, comme si le contrecoup d'une crise éclatant en Italie, par exemple, ne devait pas être ressenti en France, au bout d'un certain temps ! De tous nos placements d'argent en Italie, je n'ai qu'un seul chiffre présent à la mémoire, mais ce chiffre est exact. Il s'agit seulement de l'intérêt du

5 0/0 italien qui nous est annuellement servi. Et cet intérêt s'élève à 55 millions environ !

En vérité, on semble rééditer des phrases de M. de la Palisse quand on vient rappeler, comme nous le faisons, que les nations sont plus ou moins clientes et créancières les unes des autres. Mais, par le temps qui court, il faut en revenir à l'A B C des notions économiques et rassurer, si possible, quelques-uns des lecteurs du *Petit Journal* sur cette perte annuelle d'un demi-milliard. (*La Justice*).

PAUL DEGOUY.

---

**Les Tourtes.** — Un habitant du faubourg de la ville où j'habite fait des tourtes excellentes et à bon marché ; depuis longtemps je m'approvisionne chez lui. Un de mes voisins me dit : « Je vais faire aussi des tourtes ». Je lui réponds : « Vous avez raison, mon voisin, car sans doute, elles seront encore meilleures que celles du faubourg et je vous donnerai la préférence. » — « Non, me dit-il, je ne puis les faire meilleures, je crois même que, pour l'instant, elles ne seront pas aussi bonnes ». — « Elles seront moins chères ? » — « Bien au contraire, elles seront plus chères ». — « Alors, mon voisin, ne comptez pas sur ma pratique, et dites-moi, je vous prie, quelle malheureuse idée vous a pris de faire des tourtes, puisqu'elles ne seront ni aussi bonnes ni aussi bon marché que celles du faubourg ? » — « Mais, mon voisin, c'est pour que l'on fasse des tourtes dans notre quartier ; n'est-ce pas une honte que nous n'en fassions pas ? » — « Cela est bel et bon, mon voisin, comme je n'y vois pas de honte moi, je vous le répète, ne comptez pas sur ma pratique, et je continuerai d'aller chercher mes tourtes au faubourg. » — « Non, mon voisin, cela ne sera pas ainsi. » — « Et qui m'empêchera, s'il vous plaît ? » — « Qui ? moi, parbleu ! » — « Comment vous ? » — « Sans doute ; sachant fort bien que personne n'achèterait mes tourtes parce qu'elles sont chères et mauvaises, j'ai obtenu de M. le commissaire du quartier un ordre qui défend aux tourtes du faubourg d'entrer dans la ville, et aux habitants de la ville d'en manger sous peine d'amende et de prison ; il faudra donc bien que vous achetiez mes tourtes et que vous les mangiez au nom de la loi et de la justice. » — « Voilà, mon voisin, de la justice turque ». — « C'est possible, mon voisin, mais cela m'est égal. Pour vous consoler, je vous dirai qu'au moyen d'une prime d'encouragement que vous me donnerez encore en sus du prix, j'ai l'espoir qu'avec le temps j'apprendrai à bien faire les tourtes, et qu'ainsi vos enfants où vos petits pourront, au prix où je vous les ferai manger aujourd'hui, les manger meilleures que vous ». — « Bien obligé, voisin ; ce que je vois ici de plus clair, c'est que, après

avoir payé les frais de votre apprentissage, je suis condamné pour le reste de ma vie à manger de mauvaises tourtes, parce qu'il vous a pris la fantaisie d'en faire lorsque personne ne vous en priait ; quant à l'avantage de l'honneur qui en résultera pour notre quartier, vous me ferez bien plaisir en me le faisant connaître ? » « L'honneur, mon voisin, est que notre quartier a une industrie de plus. L'avantage est que votre argent n'ira plus au faubourg ». — « Et que m'importe à moi, qu'il aille au faubourg ou dans votre poche ? Il n'en restera pas un sou de plus dans la mienne ; et si l'argent du quartier va dans le faubourg, les tourtes du faubourg viennent dans le quartier. Ainsi, mon voisin, vous auriez beaucoup mieux fait de ne pas vous mêler de faire des tourtes ».

*(Libre-échange et protection.)*

BOUCHER DE PERTHES.

---

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 MAI 1891.

---

COMMUNICATION. — La politique économique des États-Unis et la réaction libre-échangiste de ce pays.

DISCUSSION. — De la légitimité et des abus des conversions de rentes.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut, premier président.

A la réunion assiste, invité par le Bureau, M. Frederiksen, ancien professeur d'économie politique à l'Université de Copenhague, ancien député au Parlement danois.

M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, présente à la Société les ouvrages et brochures qu'elle a reçus depuis la précédente séance, et dont on trouvera la liste ci-après.

Avant d'entamer l'ordre du jour de la réunion, M. le Président prie M. Frederiksen, qui arrive des États-Unis où il a longtemps résidé, de vouloir bien donner à l'Assemblée quelques renseignements sur les tendances économiques du Nord-Amérique, et spécialement sur la réaction libre-échangiste qui s'y est, dit-on, manifestée dans ces derniers temps.

M. Frederiksen, se rappelant qu'il a eu deux fois déjà l'occasion d'assister aux séances de la Société d'économie politique, en 1863, sous les auspices de M. Léonce de Lavergne, et en 1877, est heureux de retrouver notre Association toujours aussi fidèle aux anciennes croyances des économistes.

Il donne quelques courtes indications sur le caractère des Américains et sur le mouvement libre-échangiste actuel aux États-Unis. Ce mouvement, dit-il, est très sérieux. Et encore les journaux qui en parlent ne disent-ils pas toute la vérité à cet égard.

C'est surtout dans l'Ouest qu'il est déjà fort accentué, car les intérêts y sont différents des intérêts des États de la côte de l'Atlantique, où les industriels ont pris la direction de la politique protectionniste. L'Ouest se plaint de cette politique, et non seulement les campagnes, mais les ouvriers des villes ont voté pour Cleveland, —



sauf exceptions. En réalité, ce sont les fermiers qui supportent le poids des conséquences de la protection.

M. Frederiksen, sans essayer d'exposer complètement la situation de l'agriculture dans ces régions de l'Ouest, ce qui serait, dit-il, fort difficile, fournit quelques renseignements tels que ceux-ci :

Le fermier américain travaille ordinairement lui-même à sa terre. Avare et dur, il est, par instants, d'une singulière prodigalité. Par plusieurs traits de son caractère, il se rapproche des anciens Normands. Moins laborieux que l'Allemand, il est plus habile, spécialement dans l'emploi des machines.

Du reste, il passe volontiers d'un État dans un autre, portant partout des qualités, les unes communes à tout Américain, les autres variables suivant la diversité même de ses origines.

L'agriculture américaine peut produire à l'infini. L'ère des défrichements coûteux et pénibles semble passée ou à peu près : c'est la prairie même que l'on ensemeince maintenant. et là, le champ est sans limites. L'irrigation est largement mise à profit.

On a parlé en Europe des hypothèques énormes sous lesquelles succomberait la propriété aux États-Unis. Il y a là beaucoup d'exagération : Il n'y a pas longtemps encore, on payait jusqu'à 18 0/0 dans les régions même où aujourd'hui l'argent est à 8 0/0 sauf en certaines années exceptionnelles.

Mais de même que la production agricole peut atteindre là des proportions inouïes, de même aussi ces vastes espaces offrent à l'Europe un marché immense. Les intéressés commencent à protester énergiquement contre le bill Mac-Kinley, et, dans deux ans peut-être, dit M. Frederiksen en terminant, cet *act* déplorable aura été rapporté.

La réunion adopte ensuite comme sujet de discussion la question suivante, proposée par M. A. Neymarck :

#### DE LA LÉGITIMITÉ ET DES ABUS DES CONVERSIONS DE RENTES.

M. Alfred Neymarck a la parole pour exposer la question, qui est, dit-il, plus actuelle que jamais. A aucune époque, on n'a vu pareille abondance d'opérations financières que l'on décore du nom de conversions. Dans toute l'Europe, et particulièrement sur notre marché, ce sont les principales affaires qui s'effectuent. Et, à la façon dont elles sont réalisées, on pourrait les définir d'un mot : c'est la guerre au revenu des rentiers ; on pourchasse les valeurs, fonds d'État ou obligations industrielles, dans lesquelles l'épargne est intéressée et dont on veut déloger, pour ainsi dire, ceux qui les possèdent.

Depuis dix ans, les différents États — sauf l'Italie — ont successivement réduit leurs rentes 6, 5 0/0, 4 0/0, en 5 0/0, 5 0/0, 4 0/0, 3 0/0.

Cette épidémie conversionniste s'est étendue aux départements, aux villes, aux communes, aux Compagnies particulières. Des Sociétés ayant émis des obligations 5 0/0 les ont appelées au remboursement et ont offert en échange des obligations 4 0/0 ou 3 0/0, sans se soucier du tableau d'amortissement inscrit au dos des titres, sans tenir compte du contrat intervenu entre elles et leurs prêteurs au moment de l'émission de ces obligations qu'elles ont « converties » avec tant de sans-gêne.

Dans la plupart des conversions qui ont eu lieu, il est difficile de retrouver aucun des caractères qui, d'après la science économique, légitiment ces opérations.

Pour être légitime, une conversion doit avoir pour résultat un dégrèvement d'impôts ou un amortissement de la dette publique ; comme le disait ici-même M. Léon Say en 1883, « une conversion, au point de vue national, doit rendre aux contribuables d'une main ce qu'on a pris aux rentiers de l'autre ».

Une conversion doit offrir à ceux qui ne l'acceptent pas le remboursement de leurs titres, et à ceux qui l'acceptent une réduction d'intérêt. Elle ne doit pas s'appliquer obligatoirement à des titres dont la période d'amortissement et de remboursement a été fixée, au moment du contrat primitif, entre l'emprunteur et le prêteur. Enfin, une conversion ne doit pas substituer obligatoirement à une dette remboursable à court terme, une autre dette remboursable à long terme et encore moins perpétuelle. Car, dans ce cas, la conversion ne serait pas autre chose qu'une prolongation d'échéance et un ajournement de paiement.

Si ce sont là les traits distinctifs d'une conversion légitime contre laquelle on ne saurait protester, car c'est le droit de tout débiteur de rembourser la dette qu'il a contractée ou de la renouveler à des conditions moins lourdes, il n'est pas difficile de définir en quoi certaines conversions par trop « fin de siècle » sont abusives et ne sont pas autre chose que des réductions d'intérêt, des impôts sur les revenus, des expédients financiers.

Les conversions sont abusives quand les économies qui en résultent sont employées à des dépenses nouvelles ;

Elles sont abusives quand les économies en provenant servent à gager de nouveaux emprunts ;

Elles sont abusives quand on modifie l'échéance du remboursement de l'ancien titre et qu'on proroge la durée du nouveau.



détourner les rentiers, laborieux et tranquilles, des placements qu'ils croyaient stables, à l'abri de tout mécompte. Le public est fatigué des conversions, et c'est un danger de les multiplier. Obligés de quitter une valeur pour se porter sur une autre, qu'il faudra ensuite abandonner pour en rechercher une nouvelle, les petits capitalistes, les petites gens d'épargne ont appris le chemin de la Bourse pour y défendre leurs intérêts, essayer de regagner, d'un côté, ce qu'ils perdaient de l'autre, par les réductions de revenus qu'on leur a imposées : ils se sont lancés dans toutes sortes d'opérations recherchant les valeurs de spéculation, celles qui « peuvent monter », et c'est ainsi que l'appât de gros bénéfices et de gros revenus, offert par des spéculateurs véreux, a fait tant de victimes dans la petite épargne.

M. Alfred Neymarck rappelle la discussion qui eut lieu à la Chambre au moment où, sur la proposition de quelques membres, on vota le remboursement des Bons de liquidation, leur conversion en 3 0/0 perpétuel, heureusement modifiée, grâce à l'intervention du Ministre des finances, en 3 0/0 amortissable. M. Léon Say présenta les objections les plus sérieuses ; il contesta le droit d'effectuer cette opération, et déclara que l'État ne pouvait rompre le contrat intervenu au moment de la création de ces titres. Ses avis ne furent pas écoutés. Cependant il était dans le vrai, car la jurisprudence s'était déjà prononcée sur cette matière délicate.

Un arrêt de la Cour de Nancy du 10 juillet 1882 avait déclaré, que quand il s'agit d'obligations remboursables par la voie de tirage au sort, le terme est présumé stipulé en faveur de l'obligataire aussi bien qu'en faveur du créancier ; de sorte que cet obligataire peut refuser un remboursement anticipé.

Un petit pays, la Suisse, s'inspirant de cette doctrine, a donné en mars 1890 un exemple utile à rappeler.

Et n'est-il pas utile de rappeler ces principes et d'appeler sur eux l'attention de la Société au moment où il est question de nouvelles et importantes opérations de conversion ?

On a parlé en effet de la conversion du 3 0/0 amortissable. Or, le 3 0/0 amortissable est inconvertible. Les termes de son amortissement ont été fixés par la loi d'emprunt ; dans les discussions qui ont précédé l'adoption du projet de loi, il a été déclaré expressément que cette rente ne pourrait être convertie.

La Ville de Paris pourrait-elle s'affranchir de procéder aux tirages de ses obligations à lots pour convertir *obligatoirement* ses emprunts en une dette lui coûtant moins cher ? Pourrait-elle obliger les détenteurs de titres à accepter telle ou telle modification qu'elle

jugerait utile à ses intérêts, sans compensation pour les obligataires actuels? L'orateur estime que cette mesure serait contraire à toutes les règles du droit. La Ville de Paris peut, sans doute, proposer une opération du genre de celle qu'ont effectuées avec succès les villes de Bruxelles, Liège, Anvers : procéder, par exemple, à tous les tirages de ses emprunts ; payer les lots par anticipation et sous escompte ; puis rembourser le capital des obligations à ceux des obligataires qui ne voudraient pas accepter un intérêt inférieur à celui qui a été primitivement offert. Agir autrement serait une souveraine injustice.

D'autre part, la conversion du 4 1/2 0/0 avance à grands pas. Cette opération fait partie de ce qu'on appelle « les ressources latentes » du budget, alors qu'il serait plus exact de dire que ces « ressources latentes » appartiennent aux contribuables.

Dans quelles conditions cette opération peut-elle se faire et réussir? Ce n'est pas le moment d'examiner cette question. M. Alfred Neymarck rappelle le discours de M. Burdeau, rapporteur général du budget de 1890. Après avoir montré que l'augmentation de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui a été malheureusement votée, ne représentait qu'une charge insignifiante de « 3 sous » par obligation, — tandis que ces « 3 sous » ont produit une baisse de 5 à 6 fr. par titre, soit, pour 30 millions d'obligations de chemins de fer en circulation, une dépréciation immédiate de 100 à 180 millions, — il évaluait le bénéfice « qu'un sou » de hausse sur la rente procurerait au Trésor, par suite de conversion éventuelle du 4 1/2 0/0. Elle donnerait, disait-il, 120.000 fr., et il ajoutait qu'il ne pouvait s'empêcher de réfléchir à « l'amputation » sans précédents que subiront les rentiers.

Pour que cette « amputation » soit acceptée sans trop de récrimination de la part des rentiers, il faut, dit en terminant M. Alfred Neymarck, rester résolument sur le terrain des principes économiques tels que les a définis M. Léon Say, à savoir que « la conversion au point de vue national, n'est admissible que si l'on rend, pour ainsi dire, d'une main aux contribuables, ce qu'on a pris aux rentiers de l'autre » et pour cela il existe un moyen fort simple : appliquer le bénéfice de cette opération, qu'on évalue d'ores et déjà, et peut-être bien prématurément, à 70 et 80 millions, à l'abolition de l'impôt de 4 0/0 sur les valeurs mobilières, qui produit à peu près la même somme.

M. Ducrocq formule deux réserves. En premier lieu il ne peut admettre qu'une conversion soit considérée comme illégitime parce

que les ressources en provenant ne recevraient pas un emploi judicieux. Il y a là deux questions distinctes qui doivent être examinées séparément et sont soumises à des règles différentes. La conversion est légitime du moment qu'elle est accomplie dans des conditions qui ne violent aucun des engagements intervenus entre l'emprunteur et le prêteur, alors même que les pouvoirs publics feraient un mauvais emploi des ressources rendues disponibles par la conversion. Cette seconde question est tellement distincte de la première qu'elle devra recevoir une solution variable suivant les circonstances et même les nécessités de la défense nationale dans un pays menacé par un voisin puissamment armé. Ce sont là questions à discuter dans chaque espèce, tandis que la légitimité des conversions est soumise à des principes de droit fixes et invariables.

La seconde réserve à faire consiste à refuser aussi de considérer comme illégitimes des conversions dans lesquelles l'État emprunteur ne fait que renoncer, avec l'assentiment de ses créanciers, à des avantages résultant à son profit du contrat primitif. Une pareille opération peut sans doute, ainsi que l'a fait M. Neymarck, être critiquée comme constituant une mauvaise mesure financière, contraire aux intérêts du pays qui la pratique ; mais du moment que les conventions et l'assentiment des créanciers sont respectés, il n'est pas possible de considérer une telle conversion comme illégitime.

Sur tous les autres points, M. Ducrocq est d'accord avec M. Neymarck. Une conversion est illégitime toutes les fois que l'État créancier opère une réduction d'intérêts de sa dette sans offrir le remboursement du capital, et toutes les fois qu'il viole l'une des clauses du contrat, soit parce qu'il a été stipulé pour le remboursement des délais qui constituent le droit des créanciers comme celui du débiteur, soit parce que des promesses de lots à des époques de tirages déterminées ne seraient pas respectées.

Ce seraient autant de violations du principe juridique et économique d'après lequel les conventions librement et légalement formées sont la loi des parties. Il s'applique aussi bien à l'État, aux départements, aux communes, à toutes les collectivités, qu'aux simples particuliers.

C'est par application de ce principe qu'il faut dire que la partie de notre dette publique dite rente 3 0/0 amortissable est inconvertible, puisque des époques de remboursement ont été stipulées, à moins d'assentiment des porteurs de titres.

De même pour les obligations de la Ville de Paris. Mais, *a priori*, sans connaître un projet de conversion, on ne peut le déclarer d'avance illégitime ; il peut tenir compte de ces conditions du con-



On s'étonne du nombre des conversions aujourd'hui, on pouvait de même se plaindre de leur rareté autrefois.

Nous ne comptons en France que trois conversions de notre 5 0/0 : celles de 1825, de 1852 et de 1883.

En 1825, la première conversion facultative se fait sur le cours de 105 fr. 85. On pouvait à son choix prendre du 4 1/2 ou du 3 0/0, première création à 75 fr.

De 1825 à 1852 quoique le 5 0/0 ait plusieurs fois dépassé le pair : 110 fr. 15 en 1829, 110 fr. 30 en 1836, 119 fr. en 1840, 126 fr. 30 en 1844, la révolution de 1830, la crise de 1836, la coalition de 1840 empêchèrent de faire aucune tentative.

En 1844, sur le cours de 126 fr. on aurait dû essayer, mais on n'osa pas, et la disette de 1847 suivie de la révolution de 1848 n'était rien moins que propice à une pareille opération.

Ce fut après le coup d'État de 1851, en 1852, alors qu'on était plein d'espoir dans le nouveau régime, qu'on n'hésita pas, sur un cours bien inférieur à tous ceux qui avaient été cotés (106 fr. 50) à tenter la conversion en 4 1/2 qui fut un succès pour le nouveau régime.

La troisième eut lieu en 1883 pour convertir les rentes émises en 1871 et en 1872, alors qu'il fallait payer l'indemnité des cinq milliards.

Le 3 0/0 émis à cette époque à 87 fr. s'éleva peu à peu jusqu'à 121 fr. 52 en mars 1881 : sans qu'on osât parler de conversion. Ce fut en 1883, après la crise de 1882, le 5 0/0 précipité à 112 fr. au moment le plus critique, en janvier, s'étant relevé à 118 fr. 65 en avril et n'ayant pas fléchi au-dessous de 113 fr. 45 en novembre, qu'on songea à une conversion.

Présentée tout à coup, ne laissant que quelques jours pour l'option, comme les précédentes, elle réussit ; mais comme toutes les précédentes, la somme soustraite aux porteurs des titres et diminuant le service de la dette, bien loin d'être sensible sur le chiffre des impôts, fut engloutie pour servir à de nouvelles dépenses. Ainsi aucun allègement des impôts, aucun amortissement de la dette publique, ces deux articles du budget croissant toujours.

On ne rend donc pas aux contribuables ce qu'on a pris aux porteurs de titres de la dette publique. On parle toujours des rentiers, mais parmi ces porteurs il n'y a pas que des *rentiers*.

On n'avait le droit de prendre à ces porteurs une portion de l'intérêt qui leur avait été promis que pour l'appliquer à l'amortissement de la dette publique, ou à la diminution des impôts les plus lourds, les plus nuisibles à la production et à la circulation de la



richesse. En appliquant le bénéfice de la conversion à de *nouvelles dépenses*, on les fait supporter par une classe de citoyens à perpétuité, on leur impose une nouvelle charge qui n'est pas partagée par le reste de la communauté, c'est profit pour les uns, perte pour les autres, tandis qu'une réduction d'impôts ou un amortissement, profite à tout le monde. Voilà les vrais principes qui doivent régler les conversions.

A côté de ces principes souvent méconnus, il y a des pratiques plus modernes qui jettent un grand trouble dans ces opérations. Avec l'aide des syndicats, des institutions de crédit qui, ne pouvant faire des émissions chômeient en ce moment, on prépare, on rend possible, on accélère et on impose au public des conversions qui ne sont pas mûres. Il y a longtemps que l'on a dit que les cours des fonds publics sont ce que les banquiers veulent bien les faire.

Aussi quand il se prépare une grande opération financière, voyons-nous la valeur choisie très tenue, très surveillée, soutenue, enlevée enfin pour impressionner le public. On fait coter le cours que l'on peut, sinon celui que l'on désire. Puis, quand l'opération a réussi, il faut se dégager, ce qui n'est pas toujours facile, quand on n'est pas servi par les circonstances, il y a alors des *reculs* qui montrent combien les *cours* ont été *faussés*.

Telle est la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Le Trésor public a employé tous les fonds dont il dispose (fonds des caisses d'épargne) en achats de rentes 3 0/0. Pendant six mois il y a eu un mouvement de hausse continu qui de 86 fr. a porté le 3 0/0 à 96 fr. 70 ; depuis ce moment un mouvement en sens contraire s'est produit, on a abandonné les hauteurs auxquelles on s'était élevé ; tout en faisant les plus grands efforts pour s'y maintenir. Tous les prix ont suivi cette direction tout artificielle et toute spéculative jusqu'au point d'arrêter les transactions, ce dont on se plaint partout aujourd'hui ; la poussée de reprise en hausse a été si rapide qu'on ne trouve plus de contre-partie, de là la langueur des marchés de Londres, de Paris et de Berlin incapables de reprendre quelque activité si une réaction nécessaire ne vient pas rétablir l'équilibre des prix.

M. Gay ne voit, en résumé, qu'une critique à faire de l'exposé remarquable de M. Neymarck, c'est qu'il s'est trop écarté du libellé de la question qu'il avait lui-même si heureusement formulée, en confondant les conversions *abusives*, mal faites, avec les conversions *illégitimes*. M. Gay diffère cependant d'opinion avec M. Neymarck sur quelques points. Beaucoup moins que M. N., il redoute les opé-

rations de ce genre même lorsque, comme pour les emprunts russes de conversion, elles ont pour effet de substituer un créancier nouveau au créancier primitif, parce que ces emprunts eux-mêmes suffiraient, au besoin, à prouver à quel point les divers marchés sont aujourd'hui solidaires et avec quelle facilité ils suppléent les uns aux autres. M. Gay ne redoute pas que le public soit poussé par des conversions abusives à engager ses capitaux dans des affaires de spéculation ; on peut affirmer, en tous cas, que cet inconvénient ne s'est pas produit pendant la période que nous venons de traverser et pendant laquelle la « fièvre » des conversions, comme dit M. Neymarck, a été créée et entretenue par la « fièvre » qui a entraîné les capitaux irrésistiblement à une baisse ininterrompue du taux de rendement. Ce que craindrait davantage M. Gay, c'est que le public, atteint trop durement dans ses intérêts, ne fût payer plus tard *très cher* aux gouvernements, qui, tous, auront tôt ou tard à lui redemander de l'argent nouveau, les conditions trop rigoureuses de conversions inopportunes ou insuffisamment justifiées. Pour tout le reste, il a confiance dans l'esprit public, qu'il faut s'efforcer d'éclairer, qui s'éclaire davantage tous les jours et qui donne toujours le dernier mot à l'honnêteté, au bon sens et à la vérité.

M. Claudio Jannet fait remarquer que les emprunts de l'État, des communes, des départements, des sociétés, sont conclus sous la forme de deux contrats distincts et fort différents dans leurs effets juridiques.

Par le contrat de rente perpétuelle, l'État, qui a reçu le capital de l'emprunt, est débiteur à perpétuité d'une rente ; il n'est jamais obligé de rembourser le capital, mais il peut toujours obliger ses créanciers à accepter ce remboursement. La question a été tranchée au xvi<sup>e</sup> siècle d'abord et en 1826 lors de la conversion de M. de Villèle. Pour que ce droit de remboursement soit suspendu, il faut une clause spéciale, comme on en a inséré en convertissant le 5 0/0 en 1883.

L'État débiteur a renoncé, pour une période de dix ans, à son droit de remboursement. En dehors de là, quand l'État veut convertir, il peut placer ses créanciers dans l'alternative de subir une réduction de rente ou d'accepter le remboursement. Au contraire, lorsque l'emprunt a été conclu sous la forme d'un contrat de prêt à intérêt, comme c'est le cas du 3 0/0 amortissable de tous les emprunts des villes, des départements, des sociétés, l'État, la Ville, la Société est obligé de rembourser le capital aux époques indiquées par l'acte constitutif de l'emprunt, généralement en France par des tirages au



Bruxelles, la Ville de Paris pourrait procéder à une conversion *facultative* et non *obligatoire* de sa dette ; il dit qu'en parlant des conversions multipliées, il a insisté sur les dangers qu'elles présentaient pour les petites épargnes qui se laissaient entraîner dans des opérations de spéculation ; il n'a nullement blâmé la tendance des capitaux à se porter sur les valeurs et entreprises industrielles, quand ces valeurs sont bien choisies et les entreprises honnêtement dirigées.

M. Fréd. Passy, président, sans prétendre, vu l'heure avancée, à résumer la discussion, indique en deux mots ce qui paraît s'en dégager le plus clairement. Il y a, suivant les termes de la question posée par M. Neymarck, des conversions légitimes et des conversions illégitimes ; c'est une question de droit qui doit être tranchée uniquement et exclusivement d'après les conditions du contrat. Et il y a, également suivant les termes de la question, des conversions abusives, nuisibles ou ruineuses et des conversions avantageuses et utiles. C'est une question de fait étrangère de la question de droit et qui dépend soit des circonstances dans lesquelles se fait la conversion, soit de l'emploi qui est fait de son produit.

M. Passy croit devoir ajouter une réflexion plus générale. C'est que, même lorsqu'elles sont légitimes et paraissent en elles-mêmes et à l'heure présente être avantageuses, les conversions ne laissent pas que d'être dangereuses par les facilités, soit réelles, soit apparentes, qu'elles présentent à l'entraînement des dépenses. Pouvoir trouver de l'argent et se persuader ou persuader au public qu'on en trouve sans accroître ses charges, c'est presque fatalement être conduit à les augmenter de plus en plus. C'est, au fond, toujours la grande illusion de l'amortissement qui, suivant la remarque d'Adam Smith lui-même, de Mac Culloch et de bien d'autres, a été l'une des principales sources des aggravations d'impôts sous lesquelles ont fléchi tour à tour l'Angleterre et les autres nations.

La séance est levée à 11 h. 20.

*Le Rédacteur du compte rendu* : CHARLES LETORT.

---

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS.

*Les États-Unis en 1850. Notes et souvenirs*, par B. DUREAU. — Paris, 1891, in-8.

G. DE MOLINARI. *Conversaciones sobre el comercio de granos y la proteccion a la agricultura*. Version castellana de la segunda parte de aquella obra, por POLICARPO PASTOR. — Madrid, 1891, in-18.

*De l'état de notre monnaie d'or et de la nécessité de compléter notre législation monétaire*, par E. SÉLIGMANN. — Paris, 1888, in-8.

*Note sur la valeur de la production agricole*, par E. LEVASSEUR. — Paris, 1891, in-8.

*Comité de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance pour les communes d'Anderlecht, Laeken, Molembeck et Saint-Gilles. Rapport annuel. Bruxelles, 1891, in-8.*

*La chute de la Société de dépôts et comptes courants*, par ARTHUR RAFFALOVICH. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-8.

*Étude sur la loi allemande relative à l'industrie et sur les projets de modification dont elle a été l'objet*, par MAURICE BELLON. — Paris, 1891, in 8.

*La réforme monétaire universelle*, par L. BAILLY. — Paris, 1890, in-8

*Canal interocéanique de Panama. Mission de 1890-1891 en Colombie. Rapport général*, par LUCIEN N.-B. WYSE. — Paris, 1891, in-4.

*Étude sur les placements faits à l'étranger par les différents peuples*, par GEORGES MARTIN. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-4.

*Défense de la propriété immobilière. Discours prononcé à l'hôtel de l'Union des Syndicats, le 24 avril 1888*, par ERNEST BRELAY. — Paris, Guillaumin et Cie, 1888, in-8.

*Notice de la Chambre syndicale des propriétés immobilières de Paris, suivie du 2<sup>e</sup> discours de ERNEST BRELAY. Défense de la propriété immobilière. Réformes fiscales projetées*. — Paris, Guillaumin et Cie, 1889, in-8.

*Le protectionnisme et la ville de Paris*, par ERNEST BRELAY. — Le Mans, 1891, in-folio.

*Le devoir des classes aisées dans la démocratie*, par CLAUDIO JANNET. — Amiens, 1891, in-8.

*La Statistique au Conseil d'État et le dernier compte général des travaux du Conseil, publié en 1890 pour la période 1883-1887*, par TH. DECROQC. Nancy, 1889, in-4.

*Assurance ouvrière. La critique des fonds spéciaux de retraite*, par le Dr H. SCHOENFELD. — Bruxelles, 1891, in-8.

*Les diverses législations de l'Europe concernant les sociétés coopératives*, par P. HUBERT VALLEROUX. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-8.

#### PÉRIODIQUES.

*Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Statistique générale de la France (1888-1889), Annales du commerce extérieur, Bulletin du ministère de l'agriculture, Journal de la So-*

*ciété nationale d'horticulture de France, Bulletin de la Société de géographie commerciale du Havre, Séances de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, La Réforme sociale, Bulletin de la Société de législation comparée, Bulletin des séances de la Société nationale d'agriculture de France, Journal des assurances, le Droit financier, Le mutuelliste, Revue de d'Orient et de Hongrie, The Chamber of commerce Journal Statistica del commercio speciale di importazione e di esportazione, Bollettino di legislazione e statistica doganale e commerciale, Boletin mensual de estadística municipal de la Ciudad de Buenos-Aires, Bollettino ufficiale della Camera di commercio italiana in Parigi.*

---

## COMPTES RENDUS

---

SEUL DE SON SIÈCLE. — EN L'AN 2.000. Traduction et discussion du roman communiste « Looking Backward », de M. ED. BELLAMY par le vicomte COMBES DE LESTRADE. 1 vol. grand in-8. Paris, Guillaumin et Cie.

Il n'y a pas de pays au monde où le fonctionnement de l'appareil législatif et de la machine gouvernementale soit plus défectueux qu'aux États-Unis : il est de notoriété publique que le vote des bills relatifs aux concessions de chemins de fer, à la protection du travail national, etc., etc. fait l'objet de négociations et de « jobs » aussi peu édifiants que possible dans les couloirs du capitol de Washington ; il n'est pas moins avéré que l'administration, même aux échelons les plus élevés de la hiérarchie, n'est pas inaccessible à la corruption, les scandales de la présidence du général Grant en font foi, que la justice et la police laissent à désirer au point de nécessiter en maintes occasions, l'intervention brutale, aveugle, mais efficace du juge Lynch ; que l'administration des villes est plus défectueuse encore que celle des États et de l'Union elle-même ; qu'à New-York, la construction du City hall a coûté une quinzaine de millions de dollars de trop, que les rues les plus fréquentées sont à l'état de cloaques quoique la dépense du pavage et du nettoyage aille grossissant à vue d'œil dans les budgets municipaux. Ces déficiences et ces abus que la presse dénonce tous les jours, les Américains ne s'en dissimulent pas la gravité et ils en cherchent assidûment le remède. Depuis une vingtaine d'années, les républicains aussi bien que les démocrates ont inscrit dans leurs « plateformes » électorales, la réforme du service civil, mais, sans avoir réussi à arrêter la marée montante de la corruption. Enfin, les socialistes d'État et autres s'en



leurs additions. Toute cette organisation fonctionne avec une régularité merveilleuse ; ce qui s'explique d'autant mieux que la concurrence étant absolument supprimée, personne n'est intéressé à y jeter le trouble, en s'efforçant de devancer son voisin.

L'auteur décrit avec une rare fécondité d'imagination, et non sans un certain charme, ce mécanisme perfectionné de la production et de la distribution de la richesse, et il attire particulièrement l'attention du lecteur sur l'amélioration radicale qui s'en est suivie : la misère a été supprimée, il n'y a plus de mendiants et de criminels, à peine quelques assassins passionnels que l'on confine dans des maisons de santé jusqu'à ce qu'ils soient guéris. Les villes ont complètement changé de physionomie, tous les vieux quartiers ont été haussmanisés. Le jeune Bostonien du XIX<sup>e</sup> siècle qu'un miracle de conservation, renouvelé de *L'homme à l'oreille cassée* d'Edmond About, a transporté à la fin du XX<sup>e</sup> ne reconnaît plus Boston. Cependant, il nous semble que l'imagination de l'auteur s'est trouvée ici un peu courte. Il ne nous dit pas grand chose des inventions nouvelles qui n'ont pas manqué de se multiplier depuis la suppression des brevets et leur remplacement par des carnets. Il nous fait remarquer, à la vérité, qu'on distribue la musique à domicile comme le gaz et l'eau ; mais ce progrès téléphonique était déjà connu au XIX<sup>e</sup> siècle, et l'auteur du *Voyage en Icarie*, M. Cabet, avait eu, avant M. Bellamy, l'idée de faire dîner ses Icarins en musique. La seule invention notable que signale M. Bellamy est celle d'une marque ou d'un velum municipal qui permet aux Bostoniens de l'avenir, de faire l'économie d'un parapluie. La suppression des parapluies, c'est un progrès qui mérite sans doute d'être compté au XX<sup>e</sup> siècle, mais il faut avouer que le XIX<sup>e</sup>, malgré son infériorité manifeste, en a bien d'autres à son actif.

Si l'on peut reprocher à l'auteur de *Looking Backward* quelque stérilité en matière d'invention et de perfectionnement du matériel de la civilisation, s'il demeure inférieur sous ce rapport à l'auteur du *Voyage dans la Lune* et même à l'auteur du *Voyage en Icarie*, il leur est bien supérieur comme romancier. Son héros, le jeune gentleman « seul de son siècle » est tout à fait sympathique. En s'endormant en 1887, il sortait de flirter avec une charmante miss fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; en se réveillant au bout de cent treize ans, frais et dispos, il recommence sans désespérer à flirter avec une autre miss, non moins charmante, fin du XX<sup>e</sup>, et il réussit à lui inspirer les sentiments les plus tendres. C'est la partie la plus vraisemblable de l'ouvrage et de beaucoup la plus agréable. Un bon nombre de lecteurs, sans oublier les lectrices, seront probablement tentés de sauter par-dessus la description du mécanisme économique de la Société future pour savoir plus vite ce qu'il advient de cet aimable





économique. Rien ne ressemble moins, d'ailleurs, à un dogme de fantaisie qu'une opinion fondée sur l'examen des faits et critiquée par une longue discussion.

Notre auteur estime que les anciennes théories de la protection n'étaient pas bien fortes et il nous en promet une meilleure. « La protection, dit-il, n'est plus un expédient transitoire pour atteindre un but donné, c'est un effort réfléchi pour conserver à la société son caractère *dynamique* et progressif : elle cesse d'être l'exception comme elle l'était dans la politique passive que l'on aime à défendre, pour faire partie d'une politique nationale fixe, voulant augmenter la valeur du travail en augmentant le pouvoir productif, en répandant la science et l'habileté, en appropriant le travail de la nation à sa situation ». Voilà des promesses hardies ! Mais nous en avons entendu d'autres. Poursuivons.

« Savoir si nous aurons une société statique ou dynamique, voilà le centre de la discussion relative au tarif. Tout le reste est secondaire et ne peut être décidé qu'après cette principale question ». Fort bien ! Mais qu'est-ce qu'une société statique et une société dynamique ? Voilà des termes empruntés à la mécanique rationnelle, où ils sont très clairs. Ils ne peuvent s'appliquer ni l'un, ni l'autre, à une société. M. Patten veut-il dire qu'il y a des sociétés progressives et des sociétés stationnaires ? On peut le conjecturer, mais on n'en est pas sûr et on hésite à lui attribuer une idée fausse sur une expression obscure.

« On verra par ce qui a été dit plus haut que je ne crois pas à la théorie d'après laquelle il n'y a qu'un système d'économie politique dont les doctrines sont vraies dans toute civilisation... La base d'une économie politique américaine doit résulter de l'examen de la situation économique du peuple américain ». Ici nous rencontrons une vieille connaissance « l'économie politique nationale ». L'auteur nous énumère ensuite les avantages de situation très positifs dont jouissent les habitants des États-Unis. Vous en concluriez comme moi que plus ces avantages sont grands, moins ces habitants ont besoin de protection. M. Patten nous dit simplement qu'ils doivent aspirer à une civilisation dont les progrès soient plus rapides que les progrès des autres peuples. Est-ce que la liberté des échanges y ferait obstacle ? La seconde considération nous apprend que les habitants des États-Unis n'ont pas adapté leur travail à leur situation parce qu'ils ont conservé trop d'idées européennes. Ils ne savent ni se loger, ni s'habiller d'après leur climat, différent de celui d'Europe. La troisième considération est tirée de « la forte tendance qui existe en Amérique à augmenter la part qui revient, dans la distribution des richesses, à la rente et autres monopoles naturels. L'économie politique n'a pas prêté assez d'attention à cette tendance, qui augmente la part de ceux qui sont protégés contre la concurrence aux dé-



credit le résultat non la cause de la prospérité publique. Or la protection tendant à développer la richesse publique, tend à développer le commerce international. Après cette splendide pétition de principes, on est tenté encore de fermer le livre pour aller au personnage de Henri Monnier « qui n'aime pas les épinards et en est bien aise ; car s'il les aimait, il en mangerait et il ne peut pas les souffrir ». Mais il faut encore un peu de patience.

La seconde fausseté consiste à soutenir qu'il faut pousser la division du travail et la fixité des occupations aussi loin que possible. Or on voit par le développement de l'agriculture que c'est une erreur. M. Patten ignore que la proposition attribuée aux économistes et qu'il exagère est depuis longtemps rectifiée, notamment par M. Wackefield, qui s'est bien gardé d'en tirer des conclusions contraires au libre-échange.

En poursuivant l'examen des diverses faussetés qui nous sont imputées, nous trouvons les vieilles observations de Carey sur la succession des cultures et une réponse à l'affirmation que la protection rendait les industriels protégés négligents et routiniers. M. Patten répond : « Les industriels protégés ne sont devenus ni négligents ni routiniers aux États-Unis ». Enfin il discute les effets d'une protection qui protégerait tout le monde et tout le monde également ! Ici il faut s'arrêter parce qu'on ne peut, quelque patience que l'on ait, perdre son temps à discuter une conception chimérique, comme celle de la protection égale pour tous. Quand on veut faire la théorie de la protection, encore faut-il savoir ce que c'est. Or, protection consiste en un avantage pécuniaire et exceptionnel, dont il faut de toute nécessité que quelqu'un fasse les frais.

Pour dire toute notre pensée, le livre de M. Patten nous semble l'œuvre d'un homme qui a lu un peu vite les anciens économistes de langue anglaise, mais qui n'est pas au courant de l'économie politique dans son état actuel, déjà un peu ancien. Il ne soupçonne pas qu'il puisse y avoir une économie politique pure et une économie politique appliquée. Il croit, comme on croyait il y a plus d'un siècle, que l'économie politique est l'art de diriger le mieux possible l'industrie d'un peuple, erreur commune de l'école historique. Il ne voit pas que le « marché universel » est un fait naturel et que la monnaie est la marchandise universelle depuis un temps bien antérieur à tous les économistes. Il ne se doute pas que la question discutée sous les noms de libre-échange et protection, de liberté et socialisme est la question de savoir si l'homme (qu'il soit Européen ou Américain) est plus riche et plus heureux, lorsqu'il travaille librement dans une condition aussi rapprochée que possible de celle du genre humain sur la terre — ou s'il vaut mieux pour lui que quelqu'un le dirige et le régent dans sa recherche du bonheur et

de la richesse. Cette question a cependant été posée et discutée, dans la supposition, il est vrai, que tous les hommes, quelque différents qu'ils fussent à certains égards les uns des autres, étaient des animaux de la même espèce, supposition que M. Patten n'admet pas peut-être, mais qui nous semble vraie jusqu'à preuve contraire.

Nous savons que les Nord-Américains sont laborieux, industriels, inventifs et riches : nous croyons même qu'ils n'ont pas attendu les conseils de M. Patten pour adapter leurs vêtements au climat de leur pays. Ils sont assez riches pour se payer, sans en souffrir autant que d'autres, les folies de la protection ; mais nous sommes convaincus, comme les Américains éclairés, qu'elle n'améliorera ni leur état social, ni leur considération dans le monde et ne les élèvera pas à cet idéal de civilisation supérieur que M. Patten rêve pour eux, mais dont il ne nous a pas encore donné la définition, si ce n'est en termes vagues et, pour nous, intelligibles.

Remarquons en passant que M. Patten, après avoir accusé les anciens économistes d'avoir négligé les considérations économiques pour des considérations préconisées de droit, de morale, ou de politique, est allé bien plus loin qu'eux dans cette voie. Il fonde toute son exposition sur des considérations de ce genre, très vagues, il est vrai, mais qui n'ont aucun caractère économique. Les anciens, après avoir montré que la liberté donnait l'arrangement social le plus fécond, ajoutaient : « C'est aussi le plus juste ». M. Patten nous dit : la protection donnera l'arrangement le plus fécond, et c'est tout ce qui importe à l'économiste historique, mais, il ne prouve, ni n'essaie de prouver que cet arrangement est le plus fécond et il faut le croire sur parole. Entre les démonstrations contrôlées, répétées, discutées pendant cent ans par une suite d'hommes distingués, dont quelques hommes de génie et l'affirmation très solennelle, mais très gratuite de M. Patten, nous n'hésitons pas.

COURCELLE-SENEUIL.

**MÉMOIRE SUR LE BIMÉTALLISME INTERNATIONAL ET LE MOYEN JUSTE DE LE RÉALISER**, par M. ROCHUSSEN, ancien ministre des Affaires étrangères de S. M. le roi des Pays-Bas, membre de son Conseil d'État (à Paris, chez Marchal et Billard ; à Bruxelles, chez Lebègue).

**LE PROBLÈME MONÉTAIRE ET SA SOLUTION**, par M. G. M. BOISSEVAIN, *fellow of the London Institute of bankers, etc.* (à Paris, chez Guillaumin ; à Amsterdam, chez de Bussy).

Deux concours en faveur du bimétallisme avaient été ouverts, on se le rappelle sans doute, à la suite de la conférence monétaire qui s'est tenue à Paris, durant l'exposition de 1889. L'un l'avait été grâce à la

générosité de M. Cernuschi, et l'autre grâce à celle de sir **Mersey-Thompson Bard**. Les deux mémoires couronnés forment aujourd'hui les deux ouvrages dont je viens de donner le titre. Je ne rentrerai pas, pour la dixième fois peut-être, dans la discussion du monométallisme et du bimétallisme ; ce serait fort inutile. Je croyais même cette discussion terminée, pour quelque temps au moins, par les lettres de M. Frère-Orban et de M. de Laveleye, dont je rendais compte ici dernièrement. Aussi bien les lecteurs du *Journal des Economistes* n'aiment-ils pas plus que les Dieux probablement les répétitions trop multipliées. Je m'en tiendrai à signaler les principaux caractères et les principaux aperçus de MM. Rochussen et Boissevain, très bien préparés d'ailleurs tous les deux à entrer dans les concours où ils ont triomphé.

M. Rochussen est plus méthodique, plus didactique, plus classique, si je le puis dire, que M. Boissevain, qui n'a pas, comme lui, un passé de ministre à porter, avec la gravité qu'il impose. Son allure est moins vive, moins faite pour la lutte que celle de ce dernier, et s'ils ne poursuivaient pas ensemble une victoire impossible, il entraînerait, je crois, moins de convictions. L'un et l'autre, du reste, méritent un plein éloge pour leur manière toute nouvelle, parmi les bimétallistes, de comprendre la monnaie et d'en traiter. Ils condamnent, absolument, en effet, eux aussi, la monnaie-signe. Seulement, je ne vois pas comment cette erreur rejetée, ils peuvent rester fidèles à leur théorie favorite, dont elle forme forcément la base. Car dès que la monnaie est considérée comme une marchandise, que devient et que peut devenir le rapport établi par la loi entre l'or et l'argent ? M. Rochussen me semble se tirer trop aisément de cette difficulté en disant que « l'argent est le régulateur de tous les intérêts ». Mais je m'en voudrais d'insister ; je préfère citer les paroles de son *Mémoire*, sans me charger de les mettre d'accord avec son système ; et je pourrais faire à peu près la même remarque à propos de M. Boissevain. « La législation monétaire et fiduciaire, écrit M. Rochussen, n'a d'autre objet que de rendre la valeur monétaire aussi stable que sa nature le comporte. Les oscillations que, mal conçue ou infidèlement appliquée, elle doit causer, sont les seules dont on ait à se plaindre : ce sont toujours des perturbations. Réclamer que l'argent soit stable par rapport aux biens, c'est en méconnaître absolument la nature, ce serait aux biens qu'il faudrait demander une stabilité que la toute-puissance seule est capable de leur donner..... Le chiffre, inscrit sur les pièces de monnaie, doit en outre nécessairement un jour cesser d'être vrai, par l'effet d'un usage qui les réduit imperceptiblement, mais continuellement, et chaque jour il peut cesser d'être vrai, par l'effet de la cupidité qui, tentée par cette richesse ambiante, la réduit par de criminels artifices ».



blir..... un seul régime monétaire — le régime de l'unité monétaire internationale basée sur le double étalon — ne constitue ainsi nullement l'hérésie d'avoir recours à la prétendue toute-puissance de l'État pour modifier arbitrairement la face des choses. Il est reconnu pourtant qu'il appartient à l'État de prescrire les règles d'après lesquelles se fera l'organisation monétaire du pays ». La « face des choses » ne s'inquiétera jamais de « l'organisation monétaire bimétallique », fût-elle universelle. L'on peut prescrire ce que l'on voudra, les rapports de l'or à l'argent n'en changeront pas moins. Comme dans le passé, le métal déprécié chassera forcément l'autre, ou comme à présent, sera, pour un temps au moins, repoussé de la circulation. M. Boissevain assure que MM. Wolowski, Cernuschi, Gubbs et autres auraient pu démontrer à Robert Peel, convaincu du contraire, que le double étalon garantissait infiniment mieux que le simple étalon la stabilité de la valeur de la monnaie et que les avantages du bimétallisme sont très supérieurs à l'avantage de simplicité de l'étalon unique : le malheur, c'est qu'ils ne l'ont pas fait.

MM. Boissevain et Roschussen se trompent assurément de même lorsqu'ils accusent les gouvernements, surtout ceux des peuples de l'Union latine, d'avoir sans motif, par pure fantaisie, démonétisé l'argent ou d'en avoir restreint, puis interdit la frappe. Ce sont les peuples qui les y ont forcés, en refusant d'employer l'argent, dont la baisse incessante leur faisait courir les risques les plus graves. Seul, lord Liverpool a cédé à sa conviction économique lorsqu'il a doté l'Angleterre de l'unique étalon d'or, en 1816. Aujourd'hui encore, nos gouvernants, comme nos lois, sont bimétallistes ; mais les faits sont plus forts qu'eux et ils y cèdent. Plus d'un redirait volontiers, après M. Boissevain, que si le monde n'avait qu'un étalon monétaire « l'on verrait se produire une perturbation de tous les prix existants, en comparaison de laquelle ce qu'on a éprouvé ces quinze dernières années ne serait que pur enfantillage ». Mais ils voient l'unique étalon d'or se répandre, s'imposer par la volonté générale du monde industriel, et se sentent impuissants à combattre cette volonté. Les Indes et l'Orient ont toujours l'étalon d'argent et les voilà eux-mêmes qui y associent l'or, et cherchent par les moyens de crédit à alléger leur fâcheuse circulation.

M. Boissevain, malgré sa frayeur des dommages qu'un tel état de choses lui inspire, remarque pourtant et je l'en félicite, que jamais le marché monétaire — il aurait dû dire le marché général — « ne s'est signalé par une abondance de capital disponible aussi grande et aussi constante que celle des dernières années. Les taux de l'escompte, continue-t-il, ont rarement été plus bas et surtout ne se sont jamais maintenus aussi longtemps à un niveau aussi peu élevé ».



Or, M. Boissevain sait que l'abondance des capitaux, c'est la richesse et que l'un des plus grands bienfaits que puissent espérer les États est la baisse de l'intérêt, dont la constance est la marque certaine de l'absence de perturbation.

M. Rochussen parle plus longuement, quoique plus incidemment, du crédit que M. Boissevain, et est, à mon avis, loin d'en parler de façon heureuse. Il fait quelques observations fort justes sur le billet de banque mais pourquoi y ajoute-t-il : « L'émission du billet à vue et au porteur ne saurait être libre puisqu'elle exerce sur la circulation et les réserves métalliques, sur le cours des prix et le taux de l'intérêt la plus grande influence, alors même que la conversion en est la mieux assurée ?... Partout où le monopole (des banques) n'existe pas, il tend à s'établir. » La liberté du travail et des transactions contredit, Dieu merci, de telles affirmations, et la France seule encore, parmi toutes les grandes nations industrielles, n'a qu'une banque d'émission.

Je sais gré aussi à M. Boissevain de n'avoir pas attribué au monométallisme tous les maux de notre dernière crise, si dommageable et si prolongée. Bien que cette crise ait pris fin, M. Rochussen reporte encore cependant à la répulsion de l'argent la baisse des prix qu'il dit subsister. Il va, ce qu'on avait oublié de faire jusqu'ici, jusqu'à mettre au compte de cette répulsion « la recrudescence de l'erreur protectionniste ». Revenant à notre dernière crise, qu'il considère, je le répète, comme toujours subsistante, « la première et la plus profondément atteinte, l'agriculture, dit-il, a été délaissée, les campagnes appauvries et dépeuplées. Monnaie de luxe et de marchés bien pourvus, l'or pousse les populations vers ces centres que, de notre temps, tout contribue à agrandir démesurément. C'est le véritable système monétaire pour produire une question agraire comme en Irlande, et, dans les vastes agglomérations des métropoles, le plus dangereux des prolétariats ». Qui s'en serait douté ? « Il n'y a pas jusqu'à la honteuse agitation anti-sémitique qui ne trouve quelque explication, grâce à lui « dans la danse des savants et des législateurs autour du veau d'or ».

Ce qui m'étonne le plus peut-être, c'est que ni M. Rochussen ni M. Boissevain ne se soient expliqués sur la nouvelle législation monétaire des États-Unis. Elle n'est certainement pas défavorable à leur doctrine, et ils n'en disent rien, n'en exposent aucune des conséquences ou produites ou à attendre. On l'avouera, c'est surprenant. Eh bien, ce que cette législation a produit jusqu'à ce moment, c'est, à leur grand préjudice, le rejet du métal blanc dans les caisses gouvernementales ou dans les caisses des banques. Malgré sa baisse et contrairement à tous les faits antérieurs, ce métal ne peut plus se montrer dans la circulation américaine, tant le public le repousse et, à raison surtout de ses habi-

tudes de crédit, parvient à s'en passer. Mais quel péril surgirait si cette répulsion n'était plus assez forte pour lutter contre la baisse de l'argent devenue plus marquée encore ! Ce ne serait pas seulement une crise effroyable pour les États-Unis ; le monde entier s'en ressentirait. On saurait alors ce que vaut de contredire la nature des choses et ce que peut amener le triomphe du bimétallisme.

Toutefois dit en terminant M. Boissevain « on ne voit pas que la cause du bimétallisme soit près de triompher ; ce qui n'est guère consolant ». En vérité, c'est très heureux.

GUSTAVE DU PUYNODE.

ESSAI D'UNE THÉORIE RATIONNELLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, par M. PROSPER DE LAFITTE (Paris, Gauthier-Villars, in-8.)

Les Sociétés de secours mutuels ont leurs détracteurs, elles ont aussi leurs partisans. Ces Sociétés font certainement quelque bien, agissant surtout dans un milieu où les secours, sous quelque forme qu'ils se présentent, sont toujours accueillis avec empressement ; mais est-ce là le dernier mot de l'association mutuelle et de la participation collective ? En d'autres termes, l'action de ces institutions est-elle réellement efficace et les bienfaits en résultant favorisent-ils, dans une large mesure, les coparticipants ? Il y aurait beaucoup à dire à ce point de vue.

Selon nous, les Sociétés de secours mutuels, fondées sous la monarchie de Juillet, n'ont pas répondu aux espérances qu'on avait fondées sur elles. Leur action est forcément restreinte ; et comment ne le serait-elle pas ? Les cotisations sont trop modiques, les adhérents trop peu nombreux dans chacune de ces sociétés. Or, pour jouir des bienfaits de la mutualité, il faut avant tout tabler sur une large coopération, c'est-à-dire sur un chiffre considérable de participants, seule manière d'avoir à sa disposition des ressources nombreuses.

Quels sont les avantages, en effet, offerts par les Sociétés de secours mutuels ? C'est d'assurer à leurs membres une somme quelconque qui varie, en général, de 2 francs à 2 fr. 50 par jour de maladie, de leur garantir le paiement des frais de médecin et de médicaments, de leur constituer une maigre retraite sur leurs vieux jours, de leur concéder enfin quelquefois une sépulture décente.

En ce qui concerne l'indemnité journalière, qui ne sait que cette somme allouée représente à peine la moitié du salaire et souvent le quart ? Ce salaire doit faire face à des besoins nombreux, nourrir la femme, les enfants de l'ouvrier, l'existence de ceux-là étant presque toujours liée



Quant aux pensions de retraite, est-il besoin d'insister sur leur extrême modicité? Nous ne rappellerons pas le discours que prononça naguère, à la Chambre, le ministre de l'intérieur, à propos de la loi sur les Sociétés de secours mutuels. Le ministre constatait que le nombre des pensions servies avait été de 12.075, alors qu'il y avait 2.871 Sociétés, ce qui revenait à dire qu'en moyenne, chaque Société n'avait distribué que 6 pensions par an! Et savez-vous quel était le chiffre moyen des pensions qui avaient pu être distribuées aux membres des Sociétés? Il était de 69 fr. 70.

C'est absolument dérisoire.

Il est vrai que, depuis, on a essayé de pratiquer ce que l'on appelle des unions de Sociétés, de façon à avoir un champ plus vaste d'évolution. Ces sortes d'unions auront-elles entraîné aussi une modification dans la manière d'opérer? Nous ne savons. Toujours est-il que nous n'avons pas encore entendu dire que les errements suivis aient été modifiés jusque-là.

On s'est cantonné en de petites chapelles, en des coteries plus ou moins fermées, en groupements éparpillés, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi. On a craint de fédéraliser, de réunir en un seul faisceau les Sociétés d'un ou de plusieurs départements, et l'on s'est ainsi privé des avantages collectifs, les seuls à notre avis, que la mutualité procure et qui sont sa principale force.

Depuis longtemps on sollicitait ces unions. Il est à espérer que la nouvelle loi sur les Sociétés de secours mutuels, jointe aux efforts de la chambre consultative de ces mêmes sociétés, leur donnera l'essor attendu. La préoccupation des intérêts particuliers, des intérêts de groupe avait tout absorbé.

Quelques personnalités militantes, parmi nos mutualistes, se sont bien occupées, elles aussi, de la question en passant, mais toutes, ou presque toutes, ne sont pas sorties des plans théoriques, du domaine spéculatif. Il eût fallu aller plus loin, essayer de vaincre les résistances isolées et de grouper, comme nous venons de le dire, en un seul faisceau, les principales de nos associations mutuelles; alors on ne se serait pas plaint du maigre résultat obtenu par le chiffre des retraites, et on n'eût pas fait entendre les amères doléances que le congrès des Sociétés de secours mutuels de Marseille exposait, jadis, au ministre de l'intérieur — innocent de tous ces maux — en le priant d'autoriser enfin cette fédération désirée; car on découvrirait tout à coup que c'était là le seul, l'unique remède à l'état d'impuissance et de désorganisation où se trouvaient ces diverses branches d'assistance.

Il est souhaitable, nous le répétons, que la nouvelle application des principes préconisés en matière mutuelle reçoive enfin sa sanction, et



*en est quitte pour réduire autant qu'il faut les secours; les membres inscrits supportent la réduction, aussi bien que ceux qui seront admis dans la suite, et l'équilibre est rétabli. »*

L'équilibre est rétabli, oui, mais aux dépens des participants eux-mêmes, et c'est là le côté fâcheux de l'opération. C'est ce procédé défectueux qu'ont précisément cherché à corriger, en matière d'assurance surtout, la plupart de nos mutualistes. Pourquoi réduire les secours, si utiles, et ne pas augmenter, en revanche, légèrement les cotisations exigées ? C'est la pratique inverse qui devrait être suivie.

Cette raison même a déterminé quelques-unes de nos compagnies d'assurances mutuelles, en concurrence avec les compagnies à primes, qui, elles, payent toujours intégralement les sinistres, à admettre la variabilité de la cotisation, sauf à régler entièrement le chiffre des dommages. Aujourd'hui, la plupart ont constitué des réserves qui leur permettent et de ne pas faire varier les primes et de régler strictement les sinistres.

En matière de secours mutuels, on devrait adopter les mêmes principes.

La peinture que nous fait M. Prosper de Lafitte des intérieurs ruraux, des foyers villageois où se recrutent le plus grand nombre d'adhérents aux Sociétés de secours mutuels est intéressante. Il nous signale les ruses des faux malades, ruses déjouées par les médecins ou les membres visiteurs, qui viennent plutôt en camarades qu'en contrôleurs sévères de leurs besoins privés, cherchant à améliorer la situation des membres, si elle est digne d'attention, mais résolus avant tout à défendre les intérêts de la collectivité. Si l'adhérent secouru se laisse aller à de mauvaises habitudes, ils sauront bien l'y faire renoncer au moyen d'arguments décisifs, car les affaires de la Société sont les leurs, celle-ci se devant à chacun, pourvu que tous la traitent en associés dévoués, sans arrière-pensée de la tromper.

M. Prosper de Lafitte fait remarquer, avec raison, que si l'État a créé la caisse des retraites pour la vieillesse, que si de nombreuses compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents se sont constituées avec une action déterminée, « la Société de secours mutuels, seule, semble assurer ses membres contre le risque de maladie avec quelque efficacité, parce que, seule, elle peut exercer la surveillance indispensable en lui conservant son caractère amical et familial ».

Dans un chapitre traitant des revenus d'origine extra-sociale, lesquels comprennent les subventions de l'État, les dons et legs des particuliers, les cotisations des membres honoraires, etc., l'auteur se livre à des considérations d'un très grand intérêt au point de vue de l'esprit dans lequel ces libéralités ont pu être faites. Il entre dans mille détails



Au milieu des anecdotes sur la vie artistique de ceux dont le rôle principal était de pourvoir aux exigences financières de la royauté, les économistes trouveront à glaner de piquants renseignements sur le prix des œuvres d'art aux trois derniers siècles, sur les attributs des divers trésoriers, fermiers et receveurs, sur la manière fastueuse dont le surplus des fortunes était dépensé ; ils y verront la façon dont un Herwart ou un Samuel Bernard avançaient des ressources aux armées ou garantissaient au Trésor des anticipations. Ces gros munitionnaires, ces banquiers de la Cour ne faisaient-ils point, comme M. Jourdain pour la prose, de l'économie politique sans le savoir ?

D'autre part, l'œuvre de Colbert, qui appartient aux études des économistes sous le rapport de l'organisation financière, peut leur échapper s'il s'agit de juger le surintendant des bâtiments. M. Neymarck protesterait autant que Pierre Clément contre ce dédoublement. M. de Swarte d'nant, il y a deux ans, à la Villa Médicis avec un savant étranger venu en Europe pour étudier la législation pédagogique, eut l'occasion de lui expliquer le rôle de Colbert comme fondateur de l'Académie de France. « Ce Colbert-là, lui dit son interlocuteur, était aussi grand que son homonyme qui a rétabli l'ordre dans les finances : ces deux carrières furent bien remplies ». Notre auteur augmenta alors la surprise de l'étranger quand il lui dit que tous deux avaient nom Jean-Baptiste et que Louis XIV appelait indifféremment l'un ou l'autre pour bâtir le palais de Versailles, pour se faire rendre compte des produits de la ferme générale, pour édifier la colonnade du Louvre, ou encore pour présider le conseil des finances, ou réglementer les Gobelins, Sèvres ou l'Académie des Beaux-Arts. Il finit par lui avouer avec un léger orgueil que nos hommes illustres étaient plus grands encore qu'il ne le supposait, puisque les deux Jean-Baptiste n'en faisaient qu'un.

Aussi les économistes se font-ils un honneur et une joie véritable de compter dans leurs rangs Colbert tout entier et d'accepter tels qu'ils furent les financiers de l'ancien régime en faisant la part de leurs défauts et de leurs qualités : Emery, d'Effiat, de Mesmes, Grolier, de Thou et bien d'autres.

M. de Swarte a divisé son étude en plusieurs périodes : de Grolier à Colbert, période commençant à ce délicat bibliophile, qui faisait imprimer sur la reliure de ses livres la fameuse devise : GROLIERII ET AMICORUM ; — Colbert, soit comme ministre, soit comme homme privé, suffit à lui seul pour occuper toute une époque, de 1664 à 1682 ; de Colbert à Lavoisier, qui ferme si tristement la liste, l'auteur nous présente successivement Claude de Guénégaud, Jean Perrault, Le Menestrel, Antoine et Pierre Crozat, Samuel-Jacques Bernard, Bertin, Bouret, Beau-



jon, Fontaine de Cramayel, le célèbre La Popelinière, Seroux d'Agincourt, Nicolai, etc., etc., décrivant leurs demeures, les objets d'art, tableaux, statues, dont ils les avaient embellies, et qu'ils commandaient le plus souvent eux-mêmes aux artistes avec le goût le plus sûr et le plus fin.

Œuvre excellente d'érudition et de spirituelle critique artistique, le travail de M. de Swarte est aussi bien du domaine de l'économie politique que du domaine de l'art et de l'histoire.

C. L.

---

CODE PÉNAL D'ITALIE, traduit, annoté et précédé d'une introduction par  
JULES LACOMTA, Paris, imprimerie nationale. Gr. in-8°.

Le nouveau code pénal italien est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1890.

Sa publication s'est accomplie aux termes du décret du 30 juin 1889 par l'envoi d'un exemplaire imprimé à chacune des communes du royaume pour être déposé dans la salle du conseil communal et tenu en ce lieu durant un mois, six heures par jour, afin que toute personne puisse en prendre connaissance.

Tous les citoyens italiens ayant pu prendre connaissance de la sorte des 438 articles du code, les juges ont pu appliquer sans scrupules l'article 44 : Nul ne peut invoquer pour sa propre excuse l'ignorance de la loi.

Le code italien qui vient d'être promulgué ne parle pas de la peine mort. L'ergostolo est la pénalité la plus forte. Il y a vingt-cinq ans, l'abolition de la peine capitale eût suscité de vifs enthousiasmes. La philanthropie du moment est moins tendre pour les criminels, elle se préoccupe d'une classe plus nombreuse et plus intéressante celle des honnêtes gens malheureux. En France, la peine capitale a été presque abolie de fait pendant quelques années, par l'exercice du droit de grâce. L'expérience n'a pas été jugée favorable. Pourtant elle s'est faite dans de trop mauvaises conditions pour être tout à fait concluante. Les travaux forcés à perpétuité, qui remplaçaient la peine de mort, constituaient un châtement presque benin, par suite d'une organisation pénitentiaire défectueuse et non du fait de la loi. Le châtement infligé aux grands criminels sera en Italie plus dur que les sévérités de la Nouvelle Calédonie. La peine de l'ergostolo est perpétuelle. Elle est subie dans un établissement spécial, où le condamné reste, durant les six premières années, en isolement cellulaire continu, avec soumission au travail. Pendant les années ultérieures, il est admis au travail en commun avec d'autres condamnés, sous l'obligation du silence.

Ce qu'il y a de plus intéressant à étudier dans un code tout neuf c'est l'ensemble, et l'effort pour graduer les peines en les proportionnant aux infractions y a produit d'heureux effets. On n'y trouve plus les monstrueuses anomalies des vieilles législations pénales faites de pièces et de morceaux où l'on voit à côté de dispositions impitoyables qui sentent l'ancienne barbarie, des articles presque bénins applicables à de gros délits et qui semblent l'œuvre d'un législateur qui n'a pas vu clair dans son devoir.

Le code italien porte trace du trouble qu'ont jeté parmi les criminalistes les études de physiologie cérébrale. L'école d'anthropologie criminelle et à sa tête le Dr Lombroso a livré de furieux assauts à propos des questions de responsabilité.

L'article 47, sans donner satisfaction à la nouvelle école, porte cependant l'empreinte de ces préoccupations, il dit : « N'est pas punissable celui qui au moment où il a commis le fait, se trouvait dans un état d'infirmité mentale, de nature à lui enlever la conscience ou la liberté de ses propres actes ».

Cette infirmité mentale c'est quelque chose d'un peu moins que la folie caractérisée, ce peut-être la nervosité surexcitée. Le texte est vague et dangereux.

La certitude d'un châtiment inexorable peut être un frein aux natures les plus violentes. Mais qu'arrivera-t-il si l'homme apprend qu'en laissant ses surexcitations aller au paroxysme il atteindra un état où il sera excusable ? Il arrivera que ce monde sera le paradis des alcooliques qui n'auront qu'à assassiner de braves gens pour passer leurs vieux jours dans une agréable maison de santé.

Les lois pénales ont été faites, et doivent être faites non pour présenter une belle harmonie aux métaphysiciens ou aux anthropologistes mais dans un but d'utilité. Ce n'est pas par agrément et comme œuvre d'art que l'humanité les a instituées, mais par nécessité et pour pouvoir vivre. Les lois pénales doivent donc inspirer un juste effroi et à notre avis ce n'est pas tant la dureté du châtiment que sa certitude qui est le principe d'efficacité en la matière. Or, c'est cette certitude du châtiment, ce frein plus nécessaire aux détraqués et aux déséquilibrés qu'aux autres, que battent en brèche quelques théoriciens modernes et avant eux pas mal de gens sentimentaux et aveuglément miséricordieux.

Une loi est un outil fabriqué en vue d'un certain but, il semblerait donc qu'on devrait étudier sa fabrication en se plaçant toujours au point de vue du service à rendre. Mais il s'en faut qu'il en soit ainsi ; le plus souvent on cherche à la rendre conforme aux conclusions plus ou moins à la mode de suggestions psychologiques, d'aperçus anthropologiques, d'imaginations métaphysiques.



du code faite tant par l'étude du texte que par la comparaison avec divers monuments législatifs des autres pays.

LÉON ROCHET.

**L'INTERPRÉTATION ÉCONOMIQUE DE L'HISTOIRE.** — *The Economic Interpretation of History* (Lectures delivered in Worcester College Hall. Oxford, 1887) (8) by James E. Thorold Rogers, Professor of Political Economy in the University of Oxford, etc. London T. Fisher Unwin, 1 vol. in-8°.

Cet ouvrage est le dernier que M. Thorold Rogers, mort il y a quelques mois, ait publié. Le savant historien de l'agriculture anglaise au moyen âge préparait encore pour la publication un cours professé à Oxford sur l'*Histoire Commerciale et Industrielle* de l'Angleterre : son fils s'est chargé de l'éditer et le fera bientôt paraître.

Le livre sur l'*Interprétation économique de l'Histoire* se compose d'une série de vingt-trois leçons également professées à Oxford pendant l'hiver 1887-88 ; elles semblent être la reproduction textuelle de la parole du professeur avec les digressions et les agressions un peu vives qu'excusent la générosité de ses convictions et l'ardeur de son tempérament, mais que ne comportent guère le calme et la réflexion qui devraient guider la parole scientifique, écrite et surtout imprimée. M. Rogers s'y met aussi par trop en avant, il a oublié que le *moi* trop prodigué peut nous éloigner au lieu de nous attirer, même quand ce *moi* est celui d'un ancien membre du Parlement, doublé d'un économiste et d'un historien laborieux et savant. Avant lui et en même temps que lui, plus d'un économiste anglais a réagi contre la théorie de la rente de Ricardo, mais était-il nécessaire de lancer constamment des attaques contre ce qu'il appelle « les économistes de l'école stupide, qui parlent et écrivent un verbiage intolérable et vide » ? Des invectives ne sont pas des raisons, ni même de la raillerie.

Malgré tout, et quoiqu'on puisse y désirer également plus d'ordre et de cohésion, on lira ce livre avec intérêt. Certes, il n'est pas à la hauteur de l'*Histoire de six Siècles de Travail et de Salaires*, qui reste l'œuvre maîtresse de M. Rogers et qui, comme les vrais monuments, résistera à l'effort du temps, mais avec des défauts, il a une certaine saveur et le lecteur ne s'en détache pas facilement.

Comme Cobden et comme Cliffe Leslie, M. Rogers était de ceux qui regardent avec défaveur et même avec colère l'organisation de la grande propriété anglaise, telles que les événements et un système de lois artificielles sont arrivés à la constituer. Son histoire du Travail était déjà un réquisitoire continu contre la classe des *landlords* depuis le règne de



Il est mieux inspiré quand il combat ceux qui demandent que l'État rachète tout le territoire national et devienne le propriétaire unique et universel. Si cette opération gigantesque, à supposer qu'elle fût possible, avait été accomplie il y a une vingtaine d'années, alors qu'elle était recommandée par un homme de la valeur de Stuart Mill, la nation anrait fait un marché de dupe, qui l'aurait peut-être ruinée. Et ce propriétaire anonyme, agissant par voie administrative, ne serait-il pas mille fois plus impitoyable, plus tracassier et plus oppressif que ne le sont les propriétaires individuels, hommes de chair et d'os, accessibles aux sentiments humains et sachant ce que leurs terres peuvent raisonnablement rapporter ? M. Rogers, qui ne les aime guère, est le premier à le proclamer. Il se méfie à peu près autant des aptitudes de l'État à devenir producteur et fabricant, malgré les critiques qu'il a recueillies sur la manière dont sont exécutés les marchés où celui-ci intervient comme acheteur. S'il faut y ajouter foi, le gouvernement britannique a lieu de n'éprouver qu'une confiance mitigée à l'endroit de l'honnêteté de certains de ses fonctionnaires.

C'est par ce trait du Parthe que se clôt ce livre aux allures batailleuses, où les contours de la pensée de l'auteur ne se déterminent pas toujours en lignes nettes et précises. Mais ce manque de précision ne doit pas être imputé à une connaissance imparfaite de son sujet, car l'ouvrage est bourré de faits et de renseignements. On y trouvera des considérations historiques et économiques sur les relations entre la métropole et les colonies, sur l'effet social des mouvements religieux, sur la distribution de la richesse en Angleterre à différentes époques, sur son histoire monétaire, sur les corporations ouvrières au moyen âge et bien d'autres sujets que je suis forcé de passer sous silence. Je me suis de préférence attaché à la manière dont M. Rogers envisage la question de la constitution de la propriété foncière en Angleterre, parce qu'il y revient sans cesse, qu'il a consacré sa vie à en étudier les origines et parce qu'il semble qu'avec un suffrage à base de plus en plus démocratique, cette question pourrait bien être appelée à devenir, dans un avenir prochain, l'objet dominant des préoccupations et des revendications populaires.

E. CASTELOT.

---

DE L'ÉTAT DE NOTRE MONNAIE D'OR ET DE LA NÉCESSITÉ DE COMPLÉTER NOTRE LEGISLATION MONÉTAIRE, par SELIGMANN, ancien sous-directeur de l'administration des monnaies. — (Br. in-8°, Paris, impr. Chaix.)

Que les échanges incessants dont elle est l'objet finissent par user d'une façon appréciable notre monnaie d'or, il n'y a certes pas lieu de



le frai de l'or en Angleterre, le frai de l'or en France. l'historique de la question du frai en France et la législation du frai à l'étranger.

Au moment de son apparition, la publication dont nous nous occupons a d'ailleurs vivement frappé l'attention, et on peut dire qu'elle a provoqué les premiers débats parlementaires qui aient eu lieu chez nous au sujet de l'état de notre monnaie d'or. MM. Fernand Faure, Rouvier, Tirard, Léon Say et Denormandie ont pris part à ces débats en 1888 et 1889, et pour la première fois un crédit a été voté par les Chambres pour la refonte des pièces légères. En ce moment même la Commission nommée pour examiner les questions qui se rattachent au renouvellement du privilège de la banque de France songe à recommander la refonte des pièces dont le poids sera reconnu insuffisant. Mais ce n'est là qu'une des résolutions à adopter ; il faut en outre compléter notre législation monétaire, afin d'assurer à notre pays, à notre commerce international tout le profit de la refonte. M. Séligmann a compris combien est nécessaire à ce point de vue l'intervention du législateur. Il demande que des dispositions nouvelles sauvegardent la monnaie d'or, une fois qu'elle sera refondue. Avant de rien statuer en si délicate matière, il est à désirer que beaucoup de sénateurs et de députés se reportent à l'étude dont nous avons tenu à signaler l'intérêt.

CH. GUYEL.

LES MANIFÈRES DE LA FRANCE, *étude générale de toutes nos espèces considérées au point de vue utilitaire*, par A. BOUVIER, in-12°. Paris, Georges Carré, 1891.

C'est de la terre que nous tirons tout ce qui sert à l'entretien de notre vie matérielle. C'est par la connaissance de ses produits, de leurs diverses transformations et de leurs applications utiles que nous pouvons faciliter notre existence, augmenter notre bien-être et accroître la richesse générale. Cette connaissance est donc d'une grande importance. Malheureusement, nos programmes d'enseignement ne sont guère appropriés à cette fin. En sciences naturelles, c'est l'anatomie et la physiologie qui y règnent presque exclusivement, aux dépens de l'étude directe des animaux, végétaux et minéraux en général, et de ceux de notre sol en particulier. C'est, en d'autres termes, la *théorie* de l'histoire naturelle presque seule, que l'on apporte à l'enseignement élémentaire même, qui, plus que tout autre, a besoin d'être *pratique*, puisqu'il s'adresse à la masse, qui doit vivre de son savoir et de son travail.

La théorie n'étant que l'explication des faits, quand elles les explique, M. Bouvier se propose de placer la charrue derrière les bœufs, de faire





reptiles, lesquels nous débarrassent d'autres animaux plus ou moins nuisibles, et ainsi de suite; de sorte que tout le monde animé parvient ainsi à gagner sa pauvre subsistance; il y a de la place au banquet pour tout ce qui vit.

Le but que poursuit M. Bouvier est donc louable : « faire connaître les mœurs des divers animaux et les avantages qu'ils nous procurent; les services qu'ils nous rendent en agriculture, dans nos jardins et jusque dans nos demeures; les dégâts qu'ils peuvent causer, et conséquemment, les moyens d'y obvier; les produits qu'ils fournissent au commerce; les ressources qu'ils offrent à l'alimentation et à la médecine; l'emploi des diverses parties de leurs dépouilles dans les arts et l'industrie ».

Pour mieux mettre son livre à la portée des instituteurs ruraux et même des petits campagnards, M. Bouvier a recueilli et groupé pour chaque espèce des animaux de la France les noms patois sous lesquels on les désigne. Il y a là une curieuse étude à faire pour les amateurs de philologie. Les figures dans le texte, au nombre de 266, sont dessinées avec beaucoup de soin. Nous ne saurions donc trop engager M. Bouvier à continuer sa publication, car ce n'est ici que le premier volume d'une collection qui doit s'étendre aux trois règnes de la nature. Après les mammifères viendront les oiseaux, les reptiles, les batraciens et les poissons, étudiés dans le même esprit utilitaire.

ROUXEL.

LA CITÉ FRANÇAISE, PAR LE LETTRÉ FAN-TA-GEN, *Mémoire adressé au ministère des rites de l'empire chinois*, publié par L. EUGÈNE SIMON, in-12. Paris, Librairie de la « Nouvelle Revue », 1890.

Après avoir exposé l'organisation de la *citée chincise*, M. Eug. Simon nous donne la contre-partie : la *citée française*. Le lettré Fan-Ta-Gen, chargé par son gouvernement de parcourir le monde, particulièrement l'Europe, afin de voir ce qu'il y aurait de bon chez les peuples étrangers pour l'introduire en Chine, rend compte de sa mission et exprime ses appréciations sur la civilisation occidentale, surtout sur l'organisation sociale de la France. La religion, la famille, la propriété, l'impôt, la science, l'art, sont passés en revue et jugés avec une sévérité souvent très fondée, il faut bien en convenir, mais quelquefois exagérée.

Pourquoi cette multitude d'énormes vaisseaux qui sillonnent les mers en tous sens? « Pour échanger des produits. Produits de luxe ou de première utilité? Si ce sont des produits de luxe, d'où vient que les peuples qui les ont fournis aient le moyen de pourvoir non seulement à leur propre luxe, mais au luxe des autres? Si ce sont des produits de première nécessité, pourquoi les échangent-ils? Quelle idée se font-ils



rédimier, se corriger; mais au moins il peut espérer à quelque petite parcelle de la grâce du rédempteur. Le matérialiste, lui, est ce qu'il est fatalement, du fait de l'hérédité ou de l'atavisme; du singe il dérive, singe il reste. Quel moyen a-t-il pour sortir de là? Quel recours a-t-il contre ses ancêtres? S'il est pervers, vicieux, menteur, voleur, assassin, ce n'est pas sa faute, c'est sa nature qui est comme cela, c'est l'hérédité qui en est cause.

Le lettré Fan aurait dû, semble-t-il, mettre en évidence ce vice fondamental de la science officielle occidentale encore plus que celui de la religion; car il est peu probable que les Chinois embrassent désormais le christianisme, tandis qu'ils pourraient bien s'enticher de notre savantisme.

Les opinions émises par Fan sur la propriété, la formation du capital, l'impôt, seraient fort sujettes à controverse, mais il faut être indulgent pour un Chinois; d'ailleurs, l'ensemble du *Memoire* respire un si haut sentiment de l'individu, qu'il est peu probable que l'auteur soit disposé à réaliser les tendances légèrement socialistes qu'il semble annoncer.

Les conclusions de la *Cité française* sont que « la civilisation chrétienne, malgré l'excès de sa richesse, malgré sa science fabuleuse, malgré toutes ses beautés, toutes ses splendeurs, ne l'emporte pas sur la civilisation chinoise; et si l'on me plaçait entre cette alternative d'accepter la première de toutes pièces ou de nous laisser ce que nous sommes, je n'hésiterais pas et me déciderais pour ce dernier parti. »

Et comme on n'est pas placé dans l'alternative d'accepter de toutes pièces l'une ou l'autre, il s'ensuit que chacune de ces civilisations doit emprunter à l'autre ce qu'elle a de bon et rejeter ce qu'elle a de mauvais. M. Eugène Simon ne fait pas cette sélection, mais il nous promet un autre ouvrage qui aura pour titre : *Sur la terre*, et qui sera sans doute la synthèse de ces deux analyses : la *Cité chinoise* et la *Cité française*. Espérons que cette synthèse ne sera pas trop chinoise, car, comme l'a dit Plutarque, en politique, si les inventeurs sont dommageables, les imitateurs sont vicieux. Nous avons imité Athènes et Rome avec le succès que l'on sait, ne passons pas, de singerie en singerie, à une imitation analogue de la Chine. La Chine est un pays charmant. Imitons-le, mais sagement.

ROUXEL.

---

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**DU POUVOIR LEGISLATIF EN CAS DE GUERRE. *De l'organisation intérieure en cas de guerre*, par Eugène PIERRE (Paris, May et Motteroz, 1890).**

L'auteur de ces deux brochures n'a pas l'air de compter beaucoup sur l'avènement de la paix perpétuelle, et il propose une série d'articles tendant à régler le fonctionnement du pouvoir législatif, des Conseils généraux et municipaux en cas de guerre. Les députés passibles du service militaire sont dispensés de rejoindre leur corps; les Conseils généraux nomment une commission départementale prise parmi les membres non astreints au service militaire, ceux que leur âge appelle sous les drapeaux partent en guerre combattre l'ennemi.

---

**REVUE DE LÉGISLATION DES MINES ET STATISTIQUE DES HOUILLÈRES EN FRANCE ET EN BELGIQUE, par Em. DELECROIX, 7<sup>e</sup> année, janvier 1890 (in-8°. Paris, Chevalier-Maresq, 1890).**

L'auteur de ce livre groupe autour de chaque société houillère les faits, les chiffres, les documents qui la concernent; il insiste particulièrement sur les diverses formes que revêtent ces associations et sur la valeur économique de chacune de ces formes. Quoique ces statistiques se rapportent principalement à la France et à la Belgique, M. Delecroix n'a cependant pas négligé de recueillir tout ce qu'il a pu se procurer de renseignements sur les autres pays : Italie, Angleterre, Allemagne, Russie, etc.

---

**BIBLIOTHÈQUE DES MERVEILLES. *L'hypnotisme*, par le Dr FOVEAU DE COURMELLES. In-16., Paris, Hachette et Cie 1890**

Maintenant que les hôpitaux sont transformés en laboratoires où l'on s'amuse à faire des expériences d'hypnotisme, et que les tribunaux semblent vouloir définitivement prendre au sérieux les prétendues découvertes qu'on y fait, il faut bien que le public soit un peu initié à cette renouvelée science. C'est sans doute cette considération qui a déterminé la *Bibliothèque des merveilles* à publier le présent volume, orné de 42 vignettes qui le rendent encore plus merveilleux.

M. Foveau de Courmelles nie formellement que l'on puisse suggérer un crime à celui qui ne veut pas le commettre, et se range à l'opinion

de l'Ecole, — ci-devant l'hôpital — de la Salpêtrière ; laquelle école est revenue de son ancienne erreur ; car, il y a quelques années, les plus distingués de ses membres affirmaient ce qu'ils nient aujourd'hui. C'est un des motifs sur lesquels ils se fondaient pour réclamer à leur profit le monopole du magnétisme. Ils sont obligés aujourd'hui de revenir à l'opinion que depuis 1784, la plupart des magnétiseurs ont soutenue. Quel progrès la science a fait dans les hôpitaux-écoles !

*L'hypnotisme* est un livre de vulgarisation et qui convient au public pour qui il est écrit, et auquel il faut de la science à dose homœopathique.

---

DU RÉGIME DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES EN FRANCE, par FÉLIX MARTIN, (br. in-8°, Paris, Baudry et Cie, 1890).

Les réseaux des lignes d'intérêt général sont bientôt achevés, il ne reste plus guère à exécuter que les lignes d'intérêt secondaire, pour lesquelles la voie étroite est indiquée. M. Martin expose les raisons qui doivent déterminer à adopter la voie étroite, et il estime que sur 12.000 kilomètres de lignes secondaires qui restent à construire en France, les économies à réaliser, sur les frais de constitution du capital, sur ceux de premier établissement et sur les dépenses d'exploitation s'élèvent à plus de 300 millions.

---

LA REVISION DE L'IMPÔT DES PATENTES, par VICTOR DALLE (br. in-12°, Paris, E. Perreau, 1890).

Cette brochure fait partie de la *Bibliothèque de la Bourse du Travail*. Si la Bourse du travail ne s'inquiète guère de renseigner les ouvriers sur la demande et l'offre du travail, elle leur fournira du moins de la lecture, le pain de l'esprit.

M. Dalle demande que l'impôt soit *direct, personnel, progressif et régressif* ; tandis qu'aujourd'hui la contribution des patentes revêt sept caractères : elle est à la fois un impôt personnel, réel, proportionnel, régressif, progressif, direct et indirect. Pour mettre fin à cette septuple iniquité, l'auteur émet le vœu que la Chambre applique, sur la base du *revenu professionnel*, les véritables principes de l'impôt. « Cette réforme partielle, dit M. Dalle, sera la préface, le point de départ d'une révolution de l'impôt vers l'équité, vers la justice, vers le progrès social ».

---



## CHRONIQUE

**SOMMAIRE :** La discussion générale de la question douanière à la Chambre des députés. — L'arithmétique des protectionnistes. — L'union douanière de l'Europe centrale. — Le traité de commerce des États-Unis avec le Brésil. — Une manœuvre protectionniste. L'abaissement temporaire des droits sur les blés. — Une lacune du tarif des douanes. — La protection des salaires. — La manifestation du 1<sup>er</sup> mai. — La grève générale en Belgique. — Comment on enseigne le français et l'histoire de France aux Arabes. — Un vœu du Conseil général de l'Ain. — Le budget de M. Goschen. L'enseignement primaire gratuit. — L'imprévoyance de la classe ouvrière en Angleterre. — La consommation de l'alcool en Hollande. — L'institution d'une Banque d'État en Suisse. — Anti-sémitisme et monopole. — Prix de revient de la houille en France et en Belgique. — Une brèche faite au monopole postal en Angleterre.

La discussion générale du tarif des douanes a commencé à la Chambre des députés. Elle n'est pas close au moment où nous écrivons ; mais il est manifeste que les partisans de la liberté commerciale ont complètement battu leurs adversaires dans cette joute oratoire. MM. Ed. Lockroy, Aynard, Ch. Roux et en dernier lieu, M. Léon Say qui a instruit, charmé et amusé la Chambre, pendant une longue séance qui paraissait trop courte, ont réduit en miettes la vieille machine de la balance du commerce, les droits compensateurs et les autres engins surannés du protectionnisme. Si les discours décidaient des votes, nous pourrions compter sur une majorité formidable. Malheureusement, la question douanière est, avant tout, une question électorale, et c'est pourquoi nous ne nous faisons point illusion sur l'issue des débats. Battus à la tribune, les protectionnistes prendront, selon toute apparence, leur revanche au scrutin. Peut-être réussira-t-on à sauver quelques matières premières, et encore ! Seulement les effets désastreux du retour à la protection ne tarderont à se faire sentir. Alors, mieux que la plus belle éloquence du monde, l'expérience convertira au libre-échange les électeurs protectionnistes, — et, Dieu merci ! nous débarrassera de leurs élus.

\*  
\* \*

Si les membres de la majorité protectionniste n'étaient pas hypnotisés par leurs intérêts électoraux, s'ils portaient leurs regards au-delà des frontières, ils seraient peut-être effrayés des conséquences









nistes faisaient bonne garde ! Comprenant parfaitement qu'ils ne pourraient conserver la totalité du droit qui renchérit le pain de 25 0/0, ils en ont sacrifié une partie pour sauver le reste. La Commission des douanes, d'accord avec le gouvernement, a adopté une proposition ayant pour objet d'abaisser pendant un an à 3 fr. le droit sur les blés, à 6 fr. le droit sur les farines. Le renchérissement artificiel du pain ne sera plus que de 15 0/0 environ. Et dire qu'il se trouvera encore des économistes assez pervers pour ne savoir aucun gré aux protectionnistes de leur modération et pour prétendre que le renchérissement naturel aurait bien suffi !

\*  
\* \*

Dans la pétition que les délégués du parti ouvrier ont remise au 1<sup>er</sup> mai au président de la Chambre des députés, ils réclament la limitation légale de la journée à huit heures et la fixation non moins légale d'un minimum de salaire, en invoquant la protection douanière accordée aux classes aisées :

Quand les intérêts particuliers des classes aisées sont protégés de toute manière soit par des tarifs douaniers, soit sous forme de primes, — comme pour la marine marchande, — il n'est que juste que le travail qui est la seule propriété de l'ouvrier, bénéficie aussi de la protection sociale.

Nous avons fait remarquer maintes fois déjà que la protection des profits des industriels et des rentes des propriétaires devait logiquement et nécessairement conduire à celle des salaires des ouvriers. Celle-ci peut être établie soit au moyen de la garantie d'un minimum de salaire, soit et mieux encore d'une taxe sur les ouvriers étrangers qui équivaldrait aux droits prélevés sur l'ensemble des produits de l'agriculture ou de l'industrie étrangère, c'est-à-dire de 30 à 40 0/0 environ. De cette façon, les ouvriers nationaux, exposés aujourd'hui sans protection aucune à la concurrence des Belges, des Italiens et même des Allemands qui envahissent, à flots de plus en plus pressés, le marché français, en l'inondant de leur travail au rabais, les ouvriers nationaux, disons-nous, seraient protégés à l'égal ou à peu près, des entrepreneurs d'industrie et des propriétaires nationaux. Ne serait-ce pas strictement équitable et ne doit-on pas souhaiter, dans l'intérêt de l'égalité dans la protection, que cette grosse et inexplicable lacune de notre tarif des douanes soit comblée sans retard ?



Dans la pensée des meneurs du socialisme, la manifestation annuelle du 1<sup>er</sup> mai en faveur de l'établissement légal de la journée de huit heures n'est, en réalité, autre chose qu'une grande revue des forces ouvrières au service de la révolution sociale. Le jour où la multitude des travailleurs des deux mondes sera unanime pour abandonner les ateliers et descendre dans la rue, où c'est par dizaine de millions que se compteront les manifestants, les socialistes sont d'avis qu'il suffira d'une simple poussée pour faire la révolution. Peut-être ont-ils raison. Mais après?... En supposant que les classes ouvrières s'emparent du gouvernement des États civilisés et qu'elles fassent, suivant l'expression de Proudhon, un mardi gras révolutionnaire, quel sera le résultat de cette dépossession des classes gouvernantes actuelles, si peu éclairées qu'elles soient, par une multitude incontestablement moins éclairée? Ne sera-ce pas un recul de la civilisation au lieu d'un progrès, et les classes ouvrières ne souffriront-elles pas plus encore que les autres de cette révolution destructive des capitaux qui alimentent le travail? Elles auront leur mardi-gras, soit! Mais il pourrait bien être suivi d'un long et terrible carême.

En attendant, l'armée des manifestants ne paraît pas avoir été sensiblement plus nombreuse qu'elle ne l'était l'année dernière. Elle s'est montrée généralement paisible. Toutefois, des échauffourées ont eu lieu en France et en Italie : le sang a coulé à Fourmies et à Rome.



Au sujet des tristes incidents de la répression de l'émeute de Fourmies et des victimes innocentes qu'elle a faites, un journal très conservateur pourtant, *le Nord*, émet une idée qui déplaira peut-être aux partisans de la répression à outrance, mais qui n'en est pas moins très juste et très humaine :

Ceux qui, dans ces échauffourées, ont été frappés aux premiers rangs de la rebellion, n'ont droit d'ailleurs qu'à la pitié qu'on peut accorder à des égarés et à des dupes, mais ils n'ont eu en somme que ce qu'ils ont cherché. Les véritables victimes dont on doit pleurer la destinée, sont celles que les projectiles, comme à Fourmies, ont atteint dans les maisons, loin du théâtre de l'action. Ceci revient à dire que, dans les cas d'émeute les perfectionnements apportés aux armes à feu posent la question de répression sous un aspect nouveau qui appelle la sollicitude gouvernementale. Ne pourrait-on, envisageant dès l'abord l'éventualité extrême d'un emploi inévitable de la force, donner, le cas échéant, aux soldats chargés d'intervenir des cartouches qui ne soient



J'ai visité, entre autres écoles publiques, celle d'un instituteur, d'ailleurs excellent, auquel je demandais quelles étaient les connaissances historiques de ses élèves.

— « Oh ! m'a-t-il répondu, ils n'en sont encore qu'à l'histoire de Charles VI ! »

« Avant d'en arriver là, on avait évidemment appris aux jeunes Arabes toute l'histoire des Mérovingiens, y compris les mésaventures de Chilpéric et de Frédégonde. Voilà qui devait singulièrement les intéresser !

« Une autre anomalie consiste également à mettre de jeunes Arabes n'ayant reçu aucune instruction entre les mains de maîtres ne sachant pas un mot de la langue. J'ai rencontré, notamment à El-Kantara, un instituteur des plus zélés et des plus méritants, dont la classe comptait plus de quarante élèves fort bien doués. Malheureusement l'instituteur ne savait pas un mot d'arabe, et ses élèves pas un mot de français !

\*  
\* \*

Le Conseil général de l'Ain a découvert un moyen infailible de garantir l'enseignement de l'État contre toute concurrence : c'est de fermer l'accès des fonctions publiques à tous les Français qui n'auraient pas fait leurs classes dans les établissements universitaires. Les feuilles radicales et socialistes applaudissent à cette découverte ingénieuse. Nous ne le leur reprocherons point. Chacun entend le progrès à sa manière.

Mais n'est-il pas remarquable qu'un enseignement dont les frais sont couverts par les contribuables parmi lesquels figurent ses concurrents eux-mêmes, ait besoin d'être protégé contre la concurrence ?

\*  
\* \*

M. Goschen, chancelier de l'Échiquier, a fait, dans la séance du 25 avril, son exposé budgétaire à la Chambre des communes. D'après ses prévisions, grâce au progrès constant des revenus et à la diminution de la Dette, l'année financière 1891-1892, laissera un excédent disponible de deux millions sterl. environ. Cet excédent, M. Goschen propose de l'appliquer à l'établissement de la gratuité de l'enseignement primaire.

La gratuité de l'enseignement primaire c'est l'extinction, sinon immédiate, du moins successive et certaine de l'enseignement libre, c'est le monopole de l'enseignement populaire attribué à l'État. M. Goschen passait autrefois pour un économiste. Mais il n'était pas alors chancelier de l'Échiquier.



Un document parlementaire, récemment publié en Angleterre, atteste combien peu la généralité de la classe ouvrière, même dans les pays les plus avancés en civilisation, est encore dépourvue de prévoyance et incapable de partager utilement ses revenus entre la satisfaction de ses besoins actuels et celle de ses besoins futurs. Sous l'influence de la politique du *free trade* et des autres causes qui ont contribué à augmenter le bien-être du grand nombre, le chiffre des pauvres à la charge de la charité publique, en Angleterre et dans le Pays de Galles était tombé de 47,4 à 24,3 pour 1000 de 1881 à 1891, et à Londres de 50,4 à 22,7. Mais la proportion de la classe paupérisée, de tout âge qui, d'après ce relevé, n'est plus tout à fait de 2 1/2 0/0 s'élève à plus de 14 0/0 soit à 1/7 au-dessus de 60 ans, et elle progresse rapidement au-dessus de cet âge, comme l'indique le tableau suivant :

ÂGES	Pauvres dans les Workhouses	Pauvres se- cours à domicile	TOTAL	Nombre d'indi- vidus des âges correspondants en Angl-terret et dans le pays de Galles.
Au-dessus de 60 ans et au-dessous de 65....	13.372	27.803	41.170	727.622
de 65 à 70 ans.....	13.807	46.433	62 240	502.460
de 70 à 75 ans.....	16.809	60.899	77.708	342.955
de 75 à 80 ans.....	12.384	48.425	60.879	202.322
de 80 et au-dessus.....	9 752	35.108	44.860	133.898
TOTAUX.....	63.124	218.743	286.867	1.916.257

Comme le remarque l'*Economist*, la proportion des pauvres s'accroît d'une manière continue dans chacune de ces périodes. Entre soixante et soixante-cinq ans, période dans laquelle un grand nombre d'individus sont encore capables de gagner des salaires suffisants, la proportion n'est que de 1 sur 18; elle monte brusquement de 1 à 8 entre soixante-cinq et soixante-dix; de soixante-dix à soixante-quinze elle est d'environ 1 à 5, de soixante-quinze à quatre-vingts de 1 à 3 1/2, enfin au-dessus de quatre vingts. de 1 à 3.





En Hollande, dit un correspondant du *Journal des Débats*, un journal conservateur a publié, à l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, les chiffres de la consommation de l'alcool. En 1883, les droits, qui étaient, comme aujourd'hui, de 60 florins par hectolitre, ont rapporté au Trésor 22.500.189 florins ; en 1890, ils ont produit 24.112.961 florins ; il est vrai que la population a sensiblement augmenté dans cette période et la consommation par tête s'est abaissée de 9 litres 1/2 à 8 litres 1/5. Si l'on fait abstraction des femmes et des enfants, on voit que chaque Hollandais consomme encore 33 litres de genièvre ou d'eau-de-vie par an. Le résultat net, c'est que la Hollande dépense encore annuellement 80 millions pour les boissons fortes, tandis qu'elle ne donne que 75 millions pour le pain.



Les victoires et conquêtes continentales du monopole ne se comptent plus. Le voici maintenant qui envahit la Suisse où il se propose d'établir prochainement une « banque d'État », naturellement à l'exclusion de toute concurrence.

Les Chambres, lisons-nous dans le *Journal des Débats*, ont discuté la grosse question du monopole fédéral de l'émission des billets de banque, c'est-à-dire de la revision de l'article 39 de la Constitution. Le monopole, au dire de ses partisans, permettrait de « prendre des mesures uniformes dans la fixation du taux de l'escompte en vue de la régularisation du marché de l'argent ».

Il est vrai qu'il y a souvent un écart dans l'escompte entre Bâle, Zurich ou Genève ; mais le niveau se rétablit bien vite par l'afflux du papier vers la place dont l'escompte est à meilleur marché. A cet égard, on n'aperçoit pas bien quels seraient les merveilleux avantages du monopole.

On se flatte, en outre, que les billets d'une banque unique seraient plus facilement acceptés au-delà de la frontière suisse que ceux de nos 35 banques d'émission. C'est là une illusion pure. La manie de tout concentrer entre les mains du pouvoir fédéral, voilà la vraie raison que les sectateurs du monopole devraient invoquer : elle les dispenserait d'en imaginer d'autres, qui n'en sont pas.

Le nouvel article ne dit pas comment sera appliqué le monopole : sera-t-il délégué à une banque privée par actions, ou exercé par une Banque d'État, comme le rêvent nos radicaux avancés ? Cette question, plus grave encore que celle du monopole, a été amplement discutée au Conseil national. Les adversaires de la Banque d'État ont montré avec

force les dangers d'un établissement de crédit dont la Confédération serait le bailleur de fonds et le gérant. Aucun État européen ne s'est encore avisé de se faire banquier, marchand d'argent, et d'engager le crédit public dans des opérations d'escompte. Et c'est nous, les plus petits de tous, qui voudrions tenter cette grave expérience, risquer ce saut dans l'inconnu !

L'incertitude que le Conseil fédéral a laissée planer sur le mode d'exercice du monopole paraît avoir profité à celui-ci : le principe a été adopté, au Conseil national, par 98 voix contre 33. La question viendra, en juin, au Conseil des Etats qui se montrera sans doute moins accommodant.

\*  
\* \*

ANTI-SÉMITISME ET MONOPOLE. *L'Indépendance belge* nous apprend que les typographes orthodoxes de Saint-Petersbourg exploitent la question anti-sémitique à un point de vue particulièrement pratique, pour ne pas dire sémite. S'inspirant d'une loi tombée en désuétude, ils demandent que défense soit faite aux juifs d'imprimer des livres en des caractères non hébraïques.

\*  
\* \*

D'après les renseignements officiels, recueillis il y a deux ans et concernant une longue période antérieure, le prix moyen de revient de la tonne de houille extraite était de 6 fr. 73 en Belgique et de 6 fr. 03 en France. Dans la même période, le prix de vente moyen était de 8 fr. 17 en Belgique et de 9 fr. 30 en France.

On voit par là combien il est nécessaire de protéger la houille française contre la houille belge.

\*  
\* \*

Nous avons reproduit le récit pittoresque que faisait *l'Indépendance belge* de la campagne mémorable entreprise par M. Raikes, post master général, contre les deux compagnies de *messenger boys* établies à Londres. M. Raikes les avait supprimées en vertu du monopole postal, et remplacées par un service de lettres et colis express :

Mais, nous apprend le même correspondant, ce service a médiocrement réussi à remplacer les Compagnies de *messenger boys* et, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement vient de restituer à celles-ci le « droit à la vie », moyennant une indemnité annuelle qu'elles payeront à l'État, en échange de l'abandon de son monopole, et qui leur laissera encore une marge de bénéfices.



Alcan, son important ouvrage : *L'Indo-Chine française, étude économique, politique, administrative sur la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin* (1 vol. in-8°, Félix Alcan, éditeur).

\*  
\* \*

*Les théories politiques et Le droit international en France jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par ERNEST NYS, membre de l'Institut de droit international, professeur à l'Université, juge au tribunal de première instance de Bruxelles (1 vol. in-8° de 208 pages, Félix Alcan).

\*  
\* \*

*Conversation sur le commerce des grains et la Protection de l'agriculture*, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut. — 1 vol. in-18: Paris, Guillaumin et Cie. Au moment où la question douanière est à l'ordre du jour de la Chambre et l'objet des vives préoccupations de l'opinion, on lira avec intérêt ce petit volume. Il vient d'être traduit en espagnol par M. P. PASTOR et figure au nombre des publications de l'association pour la réforme douanière de Madrid.

\*  
\* \*

*Au Tonkin : Un an chez les Muongs*, par Frédéric Garcin. — Il nous manquait un ouvrage de dimensions moyennes, clair, précis, pittoresque, vécu, à la fois bien documenté et d'une forme agréable, sur la nouvelle conquête dont on a tant parlé, sur ce Tonkin qui fait le sujet de tant de débats. Ce livre, un ancien lieutenant de marine nous l'apporte, avec ce modeste sous-titre : *Souvenirs d'un officier*. C'est un volume qui est en même temps riche en renseignements précieux et amusant comme un vrai roman. De nombreuses gravures et des cartes y ajoutent un nouvel attrait. — Un vol. in-18. E. Plon, Nourrit et Co, édit., 8 et 10, rue Garancière, Paris.

---

## CHRONIQUE FINANCIÈRE

---

Nous ne voudrions pas jouer les augures, et nous n'avons pas la moindre prétention à l'infailibilité, mais nous ne pouvons nous empêcher de constater le bien fondé de nos prévisions. Nous n'avons cessé, en effet, de répéter l'an dernier combien il était dangereux de continuer le jeu de hausse folle qui enlevait le marché ; nous disions aussi que même en admettant que les catastrophes possibles fussent évitées, c'était marcher pour un délai peu éloigné vers le moment où par suite de l'exagération des prix les affaires deviendraient impossibles et le marché se trouverait à la merci de la moindre mauvaise nouvelle.

Certes il ne fallait pas être grand prophète pour parler ainsi, mais les chroniqueurs financiers de certaines feuilles quotidiennes, moins désintéressés peut-être que nous dans leurs appréciations, n'ont pas manqué de s'exclamer avec une facile ironie contre ces trouble-fête d'économistes qui ne voulaient pas admettre que tout fût pour le mieux dans le meilleur des mondes et avaient la ridicule prétention de vouloir, prophètes de malheur, rappeler que la roche Tarpéienne est près du Capitole. Les faits sont venus nous donner raison, et après avoir passé par une longue période de nullité absolue, le marché a montré une très grande faiblesse devant les incidents du 1<sup>er</sup> mai.

Nous n'avons évidemment pas à nous occuper ici de la portée politique de ces incidents, mais en tant que chroniqueur financier nous devons cependant résumer le sentiment du monde des affaires, et ce sentiment il faut bien le dire, n'est pas précisément la confiance. A part l'échauffourée de Fourmies, tout s'est en somme passé fort tranquillement, mais nous voyons dans cette tranquillité même le calme d'une force qui se sent désormais sûre d'elle. Nous craignons que l'avenir ne soit pas éloigné où nous aurons à compter sérieusement avec le parti des revendications sociales qui vient de se compter et de donner sa mesure en groupant dans le monde entier, autour d'une question d'heures de travail qui n'était évidemment qu'un prétexte, une innombrable quantité d'hommes unis dans la même idée, parfaitement disciplinés, prêts à agir quelque temps encore, comme nous le voyons actuellement en Belgique avec l'arme légale mais si terrible de la grève, en attendant que l'heure soit venue de se ruer à l'assaut du capital. Que l'on veuille bien étudier d'un peu près l'organisation de la grève en Belgique et

l'on pourra se rendre compte du progrès immense accompli par le parti ouvrier et de l'importance du danger.

Notre 3 0/0, qui dans les premiers jours de mars dernier touchait presque à 96 n'est plus aujourd'hui qu'à 92, 92 1/2. Le 3 0/0 nouveau est à 91,25, l'Amortissable ne dépasse guère 93, et le 4 1/2 est au-dessous de 104.

Les Fonds Etrangers ne sont pas mieux tenus et on a dû remettre à des temps meilleurs l'emprunt Russe qui allait se faire.

Les valeurs de crédit sont des plus faibles et les Chemins de fer sont assez touchés par les propositions de loi relatives à la nomination de leurs administrateurs par le gouvernement.

En marché en banque, calme plat.

En somme peu d'affaires, marché inquiet, nerveux et faible, et cela aussi bien à Paris qu'à Berlin et à Londres où le taux de l'escompte vient d'être élevé à 4 0/0.

Paris, 13 mai 1891,

R. d'A.

---

*Le Gérant : P. GUILLAUMIN.*

# JOURNAL DES ÉCONOMISTES

---

## UN PARADOXE HISTORIQUE

DE KARL MARX <sup>1</sup>

---

### IX

Prenons pour argent comptant les fantaisies historiques de Marx ; accordons-lui, si l'on veut, que les procédés du commerce ne sont pas toujours corrects. Qu'en prétend-t-il conclure ? — Que ces bénéfices frauduleux constituent la substance même du capital. — C'est ici que je l'arrête : la conclusion est absolument fausse. Bien ou mal gagnés, ces bénéfices sont simplement de la *richesse*, ils viennent s'ajouter à la masse (infiniment supérieure) des profits, revenus, salaires de tout genre, correctement et légitimement acquis par les producteurs, échangistes ou travailleurs honnêtes, — pour constituer le stock général de la richesse acquise et l'avoir de la communauté tout entière <sup>2</sup>. Que fera-t-on de cette richesse commune ? Elle va se partager entre deux destinations complètement différentes. La plus grande partie — on peut dire une énorme portion — sera absorbée par la *consommation immédiate*, c'est-à-dire dépensée jour par jour, pour l'entretien du personnel producteur et de son outillage ordinaire, — sans parler de toutes les dépenses inutiles ou funestes. L'autre portion, relativement minime (un vingtième tout au plus) sera recueillie par l'*épargne*. — C'est, comme on sait, le nom bien modeste d'une grande institution

---

<sup>1</sup> Voir le *Journal des Économistes* du 15 mars 1891.

<sup>2</sup> Remarquons, en passant, que les bénéfices frauduleux n'ajoutent rien en réalité, à la masse de l'avoir général. S'ils font passer aux mains des fraudeurs une portion des profits légitimes, c'est au détriment et en diminution de la masse honnêtement acquise. Le chiffre de l'avoir général n'a donc pas varié.

de prévoyance et de solidarité humaine, qui transmet à la génération qui va naître la pleine jouissance d'une partie des richesses créées par la génération précédente. Or, c'est de l'épargne que sortira le capital. Il ne peut naître et s'alimenter que là, puisque nous venons de voir que toute autre fraction de la richesse commune lui échappe. C'est donc en pure perte que le socialisme cherche de tous les côtés à découvrir au capital quelque origine honteuse. L'épargne est le véritable point de départ du capital, son élément matriciel, sa forme embryonnaire.

L'épargne est souverainement respectable à tous les points de vue — soit que l'on considère la haute destination sociale des richesses dont elle est dépositaire, — soit qu'on tienne compte de leur provenance qui est irréprochablement correcte. Si l'on examine, en effet, de près quelle est la clientèle qui alimente le trésor de l'épargne, on reconnaîtra qu'elle se compose essentiellement de la masse des producteurs ou échangistes foncièrement honnêtes : cette élite de toutes les classes, qui sait gouverner sagement la fortune — petite ou grande — qu'elle a honorablement gagnée, possède seule les qualités (disons mieux, les vertus viriles) qu'exige l'économie, — l'ordre et la régularité sévère de la vie, la constante préoccupation de l'avenir, la force sur soi-même enfin.

Pour ce qui est des richesses mal acquises, l'épargne n'a pas besoin de lui fermer sa porte ; elles n'en prennent pas le chemin et iront d'elles-mêmes fatalement à la *consommation immédiate*. Tous ceux qui exploitent le public, les spéculateurs sans scrupule, les manieurs d'affaire suspects, etc., sont, comme on dit, des bourreaux d'argent. Il faut, en effet, qu'il le dépensent aussitôt qu'il leur arrive. — D'abord, pour en jouir (ne faut-il pas qu'ils satisfassent cet impérieux besoin de jouissances matérielles qui a été la cause et le but de leurs malhonnêtetés ?) — puis pour éblouir leurs dupes et s'imposer au vulgaire par leur faste ; — parce que, d'ailleurs, leur sécurité les oblige de se dessaisir promptement de biens dont la possession irrégulière est constamment menacée, et de faire disparaître en même temps les traces trop visibles de leur origine.

Dans ces conditions, il ne peut venir à l'idée de personne de confier à l'épargne la garde de valeurs aussi compromettantes que compromises : ce serait aller de gaité de cœur au devant d'une restitution forcée. En immobilisant à long terme des fonds frauduleusement acquis, les détenteurs renonceraient, d'abord, à faire usage de ces fonds et laisseraient, par surcroît, leur possession même sous le coup de toutes les représailles dont l'avenir les menace : c'est-à-dire qu'ils courraient tous les risques de leur improbité, sans en avoir



les bénéfices. « Les voleurs, à ce compte, feraient réellement un métier de dupes. Ces messieurs, soyez-en sûrs, entendent bien mieux leur affaire. L'argent ou les titres, dont ils se sont emparés, ne sont pour eux qu'une sorte de *chèque* payable en jouissances de tous genres ; ces jouissances, ils ont commencé par se les adjudger — et personne ne les leur reprendra. Quant au chèque, il est rejeté dans le grand courant de la circulation, disséminé entre les mains d'un *millier* de fournisseurs ou commerçants, accepteurs de bonne foi — contre lesquels aucune réclamation ne peut s'élever <sup>1</sup> ».

En somme, K. Marx n'a pas même essayé d'aborder la question du capital. Sous prétexte de chercher l'origine, la *larve* — comme il le dit — du capital, il n'en a fait que la préface : préface à la fois fausse et incomplète, qui se compose de fausses données historiques, de fausses notions économiques et d'accusations fausses contre le commerce (et remarquez qu'il aurait pu accuser non seulement le commerce mais aussi bien l'industrie agricole, manufacturière etc., car toutes ces industries vendent et achètent et avec ce parti pris de dénigrement, il aurait pu, à chaque transaction, signaler des fraudes). Passons sur ces erreurs volontaires ou involontaires ; admettons-en la conclusion immédiate, qui est — que l'ensemble de tous les bénéfices qui constitue l'*avoir* de la *richesse sociale* contient une masse considérable de richesses frauduleusement gagnées... (car il ne s'agit encore ici que des *profits* industriels et des *richesses générales*).

« Le capital, ajoute Marx, est formé de ces richesses » Non : et c'est ici que la préface s'arrête trop tôt... Il fallait voir, d'abord, le grand partage qui se fait dans toutes ces richesses, pour deux modes d'emploi nettement séparés. — Il fallait faire attention qu'une portion énorme est absorbée par la consommation courante (consommation nécessaire, utile ou dilapidatrice, peu importe) : — qu'une autre partie, relativement très petite, va, au contraire, sous le nom d'épargne, être réservée pour l'avenir. Et il est de toute évidence que le capital n'a rien à faire avec la richesse qui a été consommée — et qu'il ne peut sortir que de ce qui a été épargné.

Voilà pourtant ce que le grand chef du socialisme allemand n'a pas vu ou n'a pas voulu voir. Et tous les sophismes qu'il a accumulés pour salir les origines du capital, tous ceux que ses disciples pour-

---

<sup>1</sup> Bien des petites fraudes passent inaperçues ; et il est bien possible que quelques parcelles de provenance suspecte viennent se glisser dans l'épargne. Dans ce cas, l'épargne, qui les recueillerait comme une sorte de restitution, n'en serait pas plus entachée, ce me semble, que ne l'est une grande œuvre de bienfaisance qui accepte l'offrande d'une courtisane.

ront jamais y ajouter, viennent se briser devant ces deux faits irrécusables : 1° le capital a matériellement son origine dans l'épargne et ne peut l'avoir que là ; 2° l'épargne est, par sa provenance comme par sa destination, absolument irréprochable.

## X

Quand il s'agit de juger un grand fait historique ou économique, il ne faut pas s'arrêter à ses origines et ses débuts, il faut pousser jusqu'à ses conséquences dernières qui seules décideront en définitive de sa valeur. Les débuts sont généralement obscurs, misérables, entachés de fautes ou d'erreurs ; les résultats peuvent être grandioses et splendides. Pour traiter sérieusement la question du capital, le socialisme devrait nous le montrer à l'œuvre, nous expliquer nettement son but, ses moyens d'action, son mécanisme, son fonctionnement, enfin et surtout les résultats sociaux qu'on en a obtenus. Voit-on la marche rationnelle que Marx devait suivre ? Au lieu de cela, qu'a-t-il fait ? En prétendant écrire la *genèse* du capital (une genèse qui commence au xvi<sup>e</sup> siècle !) il s'est jeté — et nous a entraînés — dans un fouillis de fantaisies historiques, d'erreurs économiques, de fausses définitions, de discussions oiseuses et étrangères au sujet, etc ; — tout cela pour conclure que le capital n'est qu'un gros amas de richesses, provenant des fraudes du grand commerce : assertion fausse d'abord de tous points et qui, d'ailleurs, même en la tenant pour vraie, ne constitue encore qu'un premier aperçu sans portée ultérieure et qui ne peut rien nous apprendre.

Admettons, en effet, que le capital d'installation d'une entreprise se présente, aux débuts de son évolution, comme une somme d'argent prise en partie — ou même en totalité — sur le public, qu'est-ce que cela peut nous faire, je le demande, si, dans le cours de l'évolution et surtout à son terme final, nous constatons que cette somme d'argent a été remboursée 10 fois, 100 fois et plus encore ? Dans ce cas, il ne s'agirait plus, j'espère, d'un vol, mais simplement d'un sacrifice, d'une avance temporaire que le capital a demandée au public avec toute probabilité de la rembourser au centuple. Or, c'est un fait notoire et incontestable que cette surabondante restitution à la fortune publique de l'avance première que lui a demandée le capital. Et, pour le mettre en pleine lumière, il nous suffira de faire sommairement l'historique financier d'une entreprise industrielle, bien conçue et bien conduite, depuis ses débuts jusqu'à sa fin.

Supposons donc qu'un chef d'industrie — ou un groupe d'indus-



— *chiffre à multiplier par une série indéfinie d'années*, il est mathématiquement certain que la somme sériale et indéfinie l'emportera de beaucoup sur la somme définie et invariable. Supposons, par exemple, qu'il s'agisse d'un procédé qui abaisse d'un dixième le *prix de revient* du fer et de l'acier, quand sera venu le moment où (et ce moment arrivera nécessairement, nous l'avons dit) la concurrence des imitations aura fait baisser d'un dixième le *prix vénal* lui-même, le prix courant du fer et de l'acier, c'est par millions qu'il faudra compter la somme totale des économies annuelles réalisées par tous ceux qui font usage du fer et de l'acier dans tout l'univers, et cela se répétera chaque année, aussi longtemps qu'il y aura des mines de fer et des gisements de houille.

Ce qu'il y a de remarquable ici, ce n'est pas seulement la grandeur du résultat final — ce flot de richesses qui va se répandre, à divers degrés, dans toutes les couches du corps social, mais aussi la simplicité des moyens par lesquels s'opère cette évolution. Tout le monde y reconnaîtra le procédé que suit invariablement le progrès économique, — l'initiative individuelle prise comme point de départ. Il suffit qu'un industriel ait uniquement en vue de son profit personnel, inventé ou appliqué, dans sa modeste usine, un moyen de produire à moindre *prix de revient*, pour que tout le reste s'ensuive nécessairement : l'imitation du procédé qui va le faire tomber dans le domaine public, — la concurrence des producteurs similaires qui abaissera graduellement le *prix vénal* du produit au niveau du *prix de production*, — et enfin tout le profit initial de l'inventeur passant, en économie d'achats, aux consommateurs du produit, c'est-à-dire à la société tout entière qui en jouira. elle, indéfiniment.

## XI

Ce sont là des faits notoires, incontestables, des faits d'une haute importance, caractéristiques de la marche du capital. Vous croyez que Marx en va tenir compte ? Ce serait bien mal connaître le socialisme. Marx n'en souffle pas mot ; le socialisme les ignore. Pour le socialisme, le capital n'est qu'un gros amas de richesses, destiné à agir n'importe où, par son poids et sa masse inerte. Quant à examiner dans quels cas et sous quelles formes seront appliquées ces richesses, — quels résultats elles produisent, — par quelle loi d'évolution ces résultats iront se répartir dans des proportions variables entre les producteurs et les consommateurs, le socialisme ne va pas se casser la tête à entrer dans ces détails. Il est partisan résolu des idées simples qui suppriment les explications.

C'est ainsi qu'il déclare que, dans l'industrie, la richesse prime l'intelligence et le travail; et que partout le succès et le profit vont inmanquablement aux gros capitaux. Je ne m'arrêterai pas à réfuter ce préjugé populaire de la toute-puissance des écus; je ferai seulement remarquer qu'il est, tout particulièrement, en contradiction avec ces effondrements terribles de vastes entreprises, qui sont aujourd'hui devenus si fréquents qu'ils semblent un des caractères spéciaux de notre époque. Le socialisme est, de même, bien convaincu qu'un industriel qui a trouvé moyen de produire à meilleur marché que son concurrent, va jouir éternellement du bénéfice de son invention; il ne paraît pas soupçonner que ces bénéfices sont essentiellement temporaires et qu'ils vont inévitablement et souvent à très bref délai être enlevés au producteur pour passer au consommateur, c'est-à-dire à la communauté tout entière.

Je passe sur bien d'autres oublis — volontaires ou involontaires — de faits tout aussi importants, pour signaler, cette fois, une omission d'une extrême gravité — et qui suffit à expliquer toutes les autres. On se rappelle que Marx, après avoir exposé à sa façon les origines du capital, s'est arrêté brusquement juste au moment où il semblait enfin arrivé au seuil de la question. Tout ce que Marx a dit jusque-là peut se résumer dans cette formule : le capital est une masse considérable de richesses gagnées par les commerçants et transmises aux capitalistes. Soit : mais là-dessus tout le monde demandera nécessairement quelle espèce d'opération va transformer cette masse de numéraire ou de titres en instrument de production ? Il y avait donc là un chapitre indispensable à faire : Comment on prépare et on crée l'instrument de la production. Eh ! bien, le chapitre manque, Marx est resté muet, et comme pris d'une défaillance bien étrange, devant une question parfaitement prévue — puisqu'elle est posée d'avance par le titre même du livre. Que peut-on penser de ce silence ? Faut-il croire que le titre du livre n'est qu'un trompe-l'œil ? Que Marx a entendu, par le mot de capital, autre chose que l'instrument de la production ? Qu'il n'a peut-être pas su lui-même de quoi il parlait et qu'il se dérobe aux explications qui le forceraient à sortir de l'équivoque ?...

Quoi qu'il en soit, la lacune est par trop forte. Mais la question ne sera pas si promptement enterrée et nous allons suppléer au silence de Marx.

## XII

L'homme ne travaille qu'au moyen d'un outil. Pour fouiller la terre, il lui faut le coutre ou la pioche — pour abattre l'arbre, la

hache de pierre. Le premier effort humain c'est d'inventer et de façonner l'instrument de travail. Dans ce qu'on appelle la production industrielle, l'instrument, l'outillage, la *machinery*, devient très complexe — et n'en est que plus indispensable.

La création de l'instrument de la production (comme, au reste, toute œuvre humaine d'art, d'industrie, de science même) exige le concours de deux facteurs, bien différents de nature. — L'un (que le socialisme paraît ignorer, et qui est cependant le premier comme date et comme importance), c'est l'élément immatériel, l'*idée*, l'invention du procédé. L'idée, on l'emprunte au trésor de la science expérimentale, trésor inépuisable qui s'accroît sans cesse et s'enrichit même des emprunts qu'on lui fait. L'autre, l'élément matériel, ce sont les moyens d'exécution. Ceux-là, on les demande au stock de l'épargne — stock malheureusement trop épuisable, mais qui réparera ses brèches. En réunissant ces deux éléments, nous pouvons définir ce que j'appelle le *capital réel*, c'est-à-dire l'instrument complet de la production en activité et dans le plein exercice de ses fonctions productrices, — tel qu'il nous apparaît dans l'usine, la fabrique, la machine à imprimer ou à coudre, etc. C'est une idée, un concept de l'intelligence pure; c'est la forme abstraite et vue dans l'espace (comme disent les géomètres) de l'instrument de la production, qui sera copiée et traduite en réalités pratiques par un ensemble de moyens matériels d'exécution, prévus et préparés comme tout le reste. On pourrait dire que c'est une idée *servie* par des organes qui lui donnent prise sur les choses extérieures, car l'idée commande et détermine le mouvement de l'organisme, qui obéit à son impulsion, comme le corps obéit à l'âme. En somme, c'est l'idée qui crée l'instrument de la production. La forme réelle du procédé pratique n'est en effet que la reproduction matérielle du type primordial, c'est-à-dire de la forme abstraite du procédé *pensé*.

Le simple bon sens, au reste, indique si clairement l'importance de l'*idée*, que partout l'idée est le point de départ de la pratique industrielle, le premier objet sur lequel l'entrepreneur concentrera ses préoccupations et ses efforts. Sa grande affaire est de savoir bien d'abord comment il procédera. Le procédé est pour lui la question de vie ou de mort; on peut être certain qu'il ne négligera rien pour s'assurer de la valeur de son idée: ni les enseignements de la science, ni les conseils des spécialistes et des hommes de pratique, ni les essais faits sur une petite échelle. En un mot, il aura son plan arrêté, calculé, chiffré dans tous ses détails (sans oublier son brevet d'invention, s'il y a lieu) — longtemps avant de songer à engager son fonds, s'il a de la fortune, ou à les demander à l'épargne — qui



capital matériel, le capital-épargne qui a donné une forme concrète et un corps réel à l'idée. L'épargne, qui s'est vaillamment sacrifiée, a droit à une rémunération pour sa confiance et son courage. Comme d'ailleurs, en cas d'insuccès, c'est sur elle seule que retomberont les pertes, il est de toute justice qu'un intérêt — ou au moins un *amortissement* de sa mise en soit garanti, comme compensation de son risque.

Voilà donc l'instrument de production installé. Comment va-t-il fonctionner maintenant, et qui va le mettre en mouvement ? Le mécanisme tout entier est immobile ; les forces qu'il renferme sont à l'état latent et virtuel, inertes par elles-mêmes, et comme frappées de paralysie ; elles attendent pour agir l'ordre et le signal du moteur. Ce moteur, c'est l'effort de l'homme — la force vivante et autonome, consciente de son but et de ses moyens ; c'est le travail humain, qui est à la fois intelligence, volonté, commandement et exécution. L'homme en touchant de la main la *machinery*, va mettre en marche toutes les énergies qu'elle retenait captives, et animer d'une étincelle de sa vie cette espèce de gigantesque ouvrier mécanique, dénué d'initiative propre qui, en revanche, va, par son concours, décupler et centupler la puissance effective de l'effort humain.

Le travail est, comme on sait, de deux natures : Le travail intellectuel et le travail matériel. (Distinction un peu trop tranchée : car toute espèce de travail entraîne en proportions variables, une dépenses de forces physiques et de forces mentales). Une division peut-être plus rationnelle serait de distinguer le *travail synthétique*, qui a pour objet l'ensemble des groupes dont se compose l'atelier, et pour résultat l'unification de leurs efforts divers, et le *travail particularisé*, dont l'effet ne va pas au-delà du détail dont il est chargé. Quoi qu'il en soit, le travail intellectuel (qui est en même temps le travail de synthèse) est évidemment le premier par ordre d'importance. Il comprend les fonctions supérieures du chef d'entreprise chargé de l'administration générale, de la surveillance, de l'ordre, de la discipline, etc. — de l'ingénieur chargé de la direction technique — des comptables, du personnel commercial, etc. Toute cette catégorie de travailleurs, à raison de la haute capacité qu'exigent leurs fonctions et du caractère synthétique de leur gestion, doivent recevoir naturellement des traitements plus ou moins élevés. Mais il s'ajoute logiquement à ce traitement un élément variable. Tous ces travailleurs *synthétiques*, remarquez-le, sont à des degrés différents — *responsables* des dommages que leurs fautes peuvent occasionner à l'ensemble de l'œuvre.



Or, nous l'avons déjà dit, la compensation mathématique des risques de perte, c'est un droit (à calculer) aux profits. Quelle que soit donc la forme de la rémunération fixe ou variable, — il est naturel qu'elle soit complétée, comme elle l'est presque toujours, par quelques *actions* ou parts d'actions, qui intéresse, comme on dit, le haut employé aux bénéfices et aux pertes de l'entreprise. Voyons maintenant le travail de second ordre, le travail de la main-d'œuvre, qui est aussi le travail particularisé. Ici, il n'y a plus de responsabilité ; car les effets de l'effort particulier de chaque travailleur ne vont pas au-delà du détail qu'il est chargé d'exécuter et sont à peu près nuls sur l'ensemble de la production. Ce serait donc seulement à titre de gratification — et de générosité habile, qu'on attribuerait à la main-d'œuvre une participation aux bénéfices de l'entreprise ; mais il y aurait injustice et cruauté à l'associer aux pertes. La rémunération naturelle et logique de l'ouvrier, c'est le salaire fixe, indépendant des profits ou des pertes de l'exploitation. Le salaire s'élève graduellement du simple manœuvre aux contremaîtres. Et ce qu'il faut remarquer ici, c'est que cet accroissement du salaire n'est pas du tout basé sur la dépense de force musculaire imposée à l'ouvrier, mais bien sur le degré d'habileté de main, de savoir pratique, de connaissance du métier, de capacité qu'il possède, toutes qualités d'*ordre intellectuel*.

Ainsi, à tous les degrés de l'atelier de la production — depuis les hautes fonctions de direction générale réservées aux capacités supérieures, responsables (et par conséquent rémunérables) en raison des importantes conséquences, heureuses ou funestes, que doit avoir pour l'entreprise tout entière leur puissante initiative, — jusqu'aux simples ouvriers chargés du travail de détail, payés par un salaire fixe dont la cote s'élève suivant le degré de savoir pratique, de connaissance du métier, de capacité technique qu'ils possèdent ; — partout enfin, l'effort intellectuel est la norme commune, l'échelle de proportion, qui règle et détermine le rang d'ordre des divers groupes de travailleurs, l'importance des services qu'ils rendent, la nature et la quotité de leur rémunération. La pratique usuelle vient donc ici constater le rôle prédominant que la logique assigne, dans toute question économique, à l'élément intellectuel. L'intelligence, en effet, n'est pas seulement la caractéristique propre de la *force humaine* ; elle est, de plus, le principe de toute initiative ; c'est d'elle — et d'elle seule — que part l'*effort*, qui met en mouvement les forces immanentes (vivantes ou mortes) qui concourent à l'œuvre de l'homme.



qu'une discussion importante soit soulevée incidemment à l'improviste, à propos d'un mot, d'une assertion qu'on n'a pas voulu laisser passer sans réplique. Et alors, dans ce débat mal préparé, — si l'on veut traiter la question à fond, on se jetera dans des dissertations interminables — où, si l'on veut abréger, on ne dira les choses qu'à moitié.

Dans le passage qu'on vient de lire, c'est ma propre faute que je constate. La voie mauvaise dont je viens de parler est précisément celle où je me suis engagé. J'ai eu tort de me laisser entraîner par des incidents de polémique à de longues digressions qui m'ont fait perdre de vue le point de départ de cette étude. On se souvient que je me proposais uniquement de disséquer un passage fort court de Marx qui présentait comme un spécimen de trois ou quatre grosses erreurs de son système. Si je le rappelle ici, c'est pour faire remarquer qu'en dépit de nos fréquents écarts, j'ai pourtant rempli fidèlement les conditions du programme. J'ai suivi pas à pas les raisonnements de Marx, en faisant justice de chaque erreur à mesure qu'elle se présentait. La besogne, du reste n'était pas difficile. Ces erreurs n'étaient, pour la plupart, que la répétition de vieilles erreurs déjà réfutées ; et les aperçus superficiels et incomplets que Marx y avait ajoutés, ses équivoques, ses subtilités nuageuses ne soutenaient pas davantage l'examen. Il ne m'était pas d'ailleurs interdit de noter plus particulièrement certains traits qui caractérisent ou font au moins pressentir tout ce qu'il y a d'incohérent, de louche et de futile dans le système collectiviste.

---

Au lieu de cela, je me suis fourvoyé dans des dissertations fatigantes ; je n'ai pas su me renfermer dans les limites habituelles de temps et d'espace qui m'étaient assignées. J'ai enfin si mal pris mes mesures que je me vois en ce moment obligé, pour ne pas allonger cet article, de remettre à un prochain numéro la note finale sur la valeur que j'avais annoncée au paragraphe VII.

R. DE FONTENAY.

---

## DU DEGRÉ DE PRÉPARATION FINANCIÈRE DE BONAPARTE AU 18 BRUMAIRE

---

La situation des finances, à la fin du Directoire, présentait un caractère particulièrement grave. Non seulement alors les ressources étaient épuisées et les caisses vides, ce qui se voit à toutes les époques de crises, mais, en plus, le mécanisme administratif se trouvait faussé dans toutes ses parties. Les agents fiscaux, abreuvés de persécutions, de passe-droits, de dénonciations, depuis plus de huit années, dispersés pendant la Terreur, supplantés par des ambitieux, jouets des partis victorieux, payés en assignats, c'est-à-dire presque privés de traitements, ne formaient plus, en l'an VIII, qu'une armée désorganisée. L'agiotage, de plus, dans les derniers temps, avait envahi ses rangs. Les receveurs, mis en contact direct avec les fournisseurs titulaires de délégations, trahaient, avec un art usuraire, les papiers de toute nature versés par les contribuables, trafiquaient des fonds de leur caisse en retenant, à leur profit, la majeure partie du numéraire<sup>1</sup> et même acceptaient des parts d'intérêt dans les marchés de fournitures qu'ils devaient passer, recevoir ou payer. Paris, plus encore que la province, étalait le luxe éhonté des fortunes acquises aux dépens du Trésor public. Jamais on ne vit, en France, l'administration tomber si bas.

En 1815, 1830, 1848, 1871, le corps des agents financiers au moins surnageait intact et put prêter son concours indispensable à l'œuvre de la restauration. Dans les derniers temps du Directoire, au contraire, tout sombrait à la fois. Les ouvriers manquaient pour relever l'édifice en ruine. Les meilleurs plans demeuraient irréalisables faute de personnel d'exécution.

Cependant, le gouvernement consulaire va triompher rapidement

---

<sup>1</sup> « Les receveurs dissimulent à la trésorerie les versements qui leur sont faits pour les vendre aux délégataires et ils les dissimulent aux délégataires pour leur faire payer plus chèrement de prétendues anticipations de paiement. » (Rapport fait par Lebrun, au sujet d'un emprunt de 50 millions sur les premières rentrées pour assurer le service en l'an VIII. (Anciens, 19 brumaire an VIII.)

de ces difficultés, en apparence insurmontables et, sous l'inspiration d'idées nouvelles, nous le verrons rompre, du jour au lendemain, avec les errements révolutionnaires obstinément suivis, depuis l'Assemblée constituante, par l'Assemblée législative, la Convention et les deux Conseils du Directoire. A partir du 19 brumaire an VIII, un revirement décisif se manifeste dans les actes des pouvoirs publics. Le navire change subitement d'orientation, un coup de gouvernail le dégage, comme par enchantement, des passes dangereuses où il allait sombrer et, malgré ses avaries, le remet à flot. Trois mois à peine ont suffi pour triompher d'abus invétérés, pour substituer l'ordre à l'indiscipline universelle, pour ranimer la confiance disparue et poser les bases des grandes institutions de l'avenir. Tandis qu'aux derniers jours du Directoire les plus optimistes entrevoyaient une catastrophe imminente, voilà que, dans un avenir prochain, apparaît le mirage d'une prospérité relative.

De tels changements à vue sont rares, invraisemblables même, en matière de finances, et si l'analyse des faits ne devait pas en démontrer la réalité, on pourrait douter du phénomène.

Aussi, sans entrer quant à présent dans les détails de l'histoire des procédés adoptés par le nouveau régime pour obtenir aussi rapidement de tels résultats, recherchons d'abord la justification de leur succès par l'étude même du milieu au sein duquel ce succès s'est produit et par la connaissance de l'homme auquel l'opinion publique en attribue le principal honneur.

## I

La plus grande partie des membres des assemblées du début du Consulat, provenait des anciennes Chambres de la Révolution. C'étaient Cabanis, Creuzé-Latouche, Lecouteux-Canteleu, Vernier, etc., au Sénat ; Dédelay-Dagier, Frochot, Grégoire, Girod, Trumeau, etc., au Corps législatif ; Lacuée, Defermon, Duchâtel, Dufresne, Boulay de la Meurthe, Rœderer, Cretet, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, etc., au Conseil d'État ; Bailleul, Béranger, Chassiron, Chazal, Crassous, Daunou, Fabre (de l'Aude), Jard-Panvilliers, Malès, Portiez, Thibault, etc., au Tribunat ; Barbé-Marbois, promu au ministère du Trésor ; Le Brun, devenu troisième consul. Tous ces noms nous sont déjà connus, comme ayant figuré en tête de nombreux documents législatifs financiers cités dans notre précédent ouvrage <sup>1</sup>. En dehors d'eux, peu de personnages nou-

---

<sup>1</sup> *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, 2 vol. in-8, 1885.





## II

D'un autre côté, la journée du 18 brumaire venait d'élever au pouvoir un homme nouveau dans toute la force du terme. Doit-on, pour ce motif, attribuer d'emblée à Bonaparte le mérite exclusif des changements survenus après son avènement ? Ce serait évidemment conclure trop vite.

Au contraire, nous voudrions à loisir discuter ses antécédents, sonder son esprit, analyser son passé, suivre ses progrès, afin d'y découvrir les traces d'une préparation au rôle prééminent qui lui incombait subitement.

Quel était, en un mot, le degré de préparation de Bonaparte en matière de finances lorsqu'il prit la direction des affaires ?

Quelles étaient, par exemple, ses connaissances théoriques en science fiscale, économique et administrative ? A ce point de vue, le bagage du Premier consul va nous paraître bien léger.

Où et quand, en effet, aurait-il pu antérieurement s'en composer un ? Les incidents de sa carrière précédente lui avaient-ils laissé le temps et les moyens d'approfondir les questions de crédit public, d'impositions, de budgets, d'administration, de monnaies ? Est-ce à Brienne, à l'École militaire de Paris, dans ses garnisons successives, dans ses campagnes d'Italie et d'Égypte, qu'il put poursuivre des travaux aussi abstraits ?

Entré à Brienne dès l'âge de 9 ans, Napoléon n'y parlait encore qu'un patois italien-français dont ses camarades se moquaient<sup>1</sup>. Son père avait dû, avant de le déposer dans cette école du gouvernement, lui faire subir un stage de quelques mois au collège d'Autun. La grammaire, d'ailleurs, ne lui sourit jamais ; il eut avec elle, jusqu'à la fin de sa vie, d'étranges démêlés, que sa mauvaise écriture masquait plus ou moins intentionnellement. Dans les plus beaux temps de sa puissance, il s'obstina, sans aucun respect humain, à écorcher les mots les plus usuels<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Biographie des premières années de Napoléon Bonaparte*, par le baron de Coston. Paris et Valence, 2 vol. 8, 1840.

<sup>2</sup> « Non seulement il n'a pas appris et n'apprendra jamais l'orthographe, mais il ignore la langue... il marche violemment à travers un pêle-mêle de disparates, d'incohérences, d'italianismes, de barbarismes... » (*Les origines de la France contemporaine. Le régime moderne*, par M. H. Taine.) Napoléon s'obstinait à dire *section* pour *session*, *enfanterie* pour *infanterie*, *armistice* pour *amnistie*, *rentes voyagères* pour *rentes viagères*, *point culminant* pour *point culminant*, etc.



Les mathématiques seules l'intéressaient. Il aimait cependant aussi l'histoire et la géographie, mais nullement la littérature, et ne trouvait rien de mieux que d'échanger avec son voisin Bourrienne, contre des problèmes, les thèmes et les versions, « dont il ne voulait pas absolument entendre parler <sup>1</sup>.

« Il s'est toujours distingué par son application aux mathématiques. Il sait passablement l'histoire et la géographie. Il est « faible dans les exercices d'agrément... », dit l'inspecteur général à sa sortie de Brienne, en le désignant pour l'École militaire de Paris <sup>2</sup>.

Sans attacher plus d'importance qu'il ne convient aux tendances d'esprit d'un jeune Corse de neuf à quinze ans, dépaycé, taciturne, incertain sur sa véritable patrie, original et misanthrope, il n'en reste pas moins acquis que son éducation première, sauf en mathématiques, demeura singulièrement négligée.

A quinze ans, à l'École militaire de Paris, on voit Bonaparte rédiger un mémoire contre le luxe des installations de cet établissement. Il y critique le nombre des domestiques entretenus autour des élèves, les repas à plusieurs services, le prix des chevaux dont de brillants écuyers font parade au manège, etc. De grandes économies lui semblent possibles et nécessaires. Telle est la conclusion du factum qu'il remet à son sous-principal <sup>3</sup>.

Evidemment peu de jeunes élèves envisagent l'organisation de l'École militaire sous un tel aspect. Habituellement, au contraire, le décor semble à ces nouveaux parvenus à peine digne de leur mérite et, loin de trouver excessif ce qu'on fait pour eux, ils récriminent à la moindre lacune. Bonaparte s'éleva spontanément, dans la circonstance, au-dessus des idées naturelles à son âge ; il fut supérieur à ses collègues de tous les temps. Mis en présence d'un abus notoire, son esprit pratique, à peine ouvert, reconnut immédiatement et comme par instinct, le point à réformer dans le sens de l'intérêt général.

En dehors de ces symptômes prématurés, la vie du jeune militaire de 15 ans, absorbée par les exercices en commun, ne présente aucun relief particulier. En tous cas, la trace d'études théoriques ne saurait encore y être constatée.

Mais, dans les garnisons, l'âge vient et le mode d'existence

<sup>1</sup> *Mémoires* de Bourrienne, ministre d'Etat, sur Napoléon.

<sup>2</sup> Inspection des Ecoles militaires, 1784. Compte rendu au roi par M. Kéralio, cité par Bourrienne.

<sup>3</sup> *Mémoires* de Bourrienne et *Biographie* de Coston.









de l'ordre reconstitué, et, sans tâtonnements, avec la moindre somme d'efforts, réaliser ce plan. Plus tard, chacun s'étonnera combien l'opération fut facile ; mais c'est précisément l'œuvre du génie de l'avoir rendue telle.

A Toulon, Bonaparte, dès sa première visite, découvre la position de l'Eguillette, et s'écrie : « C'est là qu'est Toulon ».

Une fois chargé de la direction des opérations du siège, il s'empare du fort qui couronne l'Eguillette et la ville se rend.

A la tête de l'armée d'Italie, il reconnaît, tout d'abord, que ses pires ennemis sont l'indiscipline et les habitudes de pillage de ses propres troupes. Les chefs gardent pour eux l'argent des réquisitions et les soldats vivent de rapines. Voilà le mal qu'il faut commencer par combattre. A force d'énergie, de patience, de sévérités exemplaires, il parvient à extirper cette gangrène. « Aucun fripon, écrit-il, ne doit pouvoir échapper <sup>1</sup> ». Sa correspondance des premiers mois de 1796 atteste, de la manière la plus instructive, comment ses efforts concentrés sur ce seul point réussirent à rétablir l'autorité du général en chef et préparèrent les victoires de Montenotte, Millesimo et Dego.

En Egypte, il organise immédiatement ses services à l'égyptienne, se gardant bien d'introduire, dans un milieu oriental, des éléments européens. Il prend ce qu'il a sous la main et l'adapte tel quel aux nécessités de son occupation. Pour la levée des subsides, par exemple <sup>2</sup>, son directeur des finances, Poussielgue, reçoit l'ordre de suivre la voie *qui approche le moins de la nouveauté*. Cette voie consiste, en général, à s'emparer des trésors des riches mameluks et, au besoin, à faire couper la tête des récalcitrants <sup>3</sup>. Bonaparte n'hésite pas à user et à abuser de ces procédés ottomans <sup>4</sup>. « Vous « voudrez bien, citoyen administrateur, faire signifier à la femme

<sup>1</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, publiée par ordre de Napoléon III. Paris, 1858.

<sup>2</sup> « Bonaparte afferma tous les droits qui étaient établis sur l'industrie et les consommations et que l'on découvrit, *sans rien changer au mode de perception.* » (*Histoire générale de Napoléon Bonaparte*, par Thibaudeau.)

<sup>3</sup> Selon les Egyptiens, disent les relations de l'expédition, la victoire donnait le droit de disposer de la vie des peuples conquis et, à plus forte raison, de leurs biens.

<sup>4</sup> « Ayant des preuves de la trahison de Sidy-Mohamed-el-Coraïm, qu'il avait comblé de bienfaits, le général en chef ordonne : Sidy-Mohamed-el-Coraïm paiera une contribution de 300.000 francs; à défaut par lui d'acquit-







« sections idéales ; on ne calcule aucune des difficultés qui naissent des hommes, des lieux et du temps<sup>1</sup> ».

Il combat incessamment, dans son entourage, l'esprit de système, les conceptions abstraites, les déductions *a priori*. « Un principe général, dit M. Taine, lui déplaisait comme une niaiserie, ou comme un ennemi... Il avait le tact des circonstances, comme un chasseur celui de sa proie<sup>2</sup> ».

### III

Pour un tel homme, arrivant au pouvoir sans préparation scientifique, ou, plus exactement, avec une préparation insuffisante à ce point qu'elle aboutissait à lui inspirer l'aversion de la science même, le concours de collaborateurs instruits devenait, plus que pour tout autre, une nécessité. Il le savait, du reste, et excellait à se choisir des auxiliaires de cette espèce.

Nous avons désigné ceux qui, précisément, se trouvèrent alors sous sa main, la plupart anciens membres des assemblées de la Révolution, anciens fonctionnaires de la Monarchie, remarquables par leur capacité autant que par leurs tendances réformatrices, prêts à servir efficacement leur pays aussitôt que la politique cesserait de les tenir à l'écart. Bonaparte ne pouvait se passer d'eux et, eux-mêmes, ne pouvaient rien sans lui. Leurs vertus réciproques allaient s'associer et se compléter.

D'une part, l'intelligence lumineuse du Premier consul, saisissant, d'un coup d'œil, le plan de l'ordre à venir ; de l'autre, la science pratique, l'expérience des affaires, donnant un corps aux idées instinctives du maître, les rectifiant au besoin, pour assurer leur exécution avec maturité. Telles étaient les forces, exceptionnellement combinées au début du siècle, qui s'apprêtaient à accomplir l'œuvre de la restauration administrative et financière du pays. Jamais, sans doute, avons-nous dit, le mal n'avait été si profond ; mais jamais, non plus, une aussi puissante association n'entreprit d'en triompher. Les résultats obtenus cesseront maintenant de paraître invraisemblables.

Ajoutons que les institutions de la France, anéanties en apparence, conservaient intact, derrière leurs ruines, le souvenir encore récent d'une organisation séculaire, dont les débris devaient servir de matériaux à la reconstitution du nouvel édifice.

RENÉ STOURM.

---

<sup>1</sup> *Mémoires d'un ministre du Trésor public.*

<sup>2</sup> *Les origines de la France contemporaine. Le régime moderne.*

## UN APOTRE DE L'ENSEIGNEMENT AGRONOMIQUE

---

RICHARD [DU CANTAL].

L'homme excellent et vénérable qui vient de s'éteindre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, appartenait par son passé, et plus encore par son caractère, à cette génération de 1848 dont il était demeuré, parmi nous, l'un des derniers représentants. Tout, en lui, rappelait le souvenir de cette époque lointaine. Il en avait eu toutes les illusions; il en gardait dans son vieux cœur toutes les chères croyances. Car il était d'abord un croyant, et, comme il arrive trop souvent aux âmes généreuses, une indestructible candeur s'unissait à sa foi vivace. Jusqu'à la fin, il a eu la confiance, — une confiance jeune, — en ses idées ou, pour mieux dire, en son idée; et cette pensée unique, dominante, absorbante, a été la joie, le tourment, le labeur, le grand honneur aussi et comme la raison d'être de toute sa longue et noble vie.

M. Richard était né le 4 février 1802, à Pierrefont, près de Saint-Flour, dans ce département du Cantal dont plus tard il prit le nom pour le joindre au sien. Il s'enrôla très jeune dans la cavalerie; mais sa vocation le poussait ailleurs. Envoyé, comme élève militaire, à l'école d'Alfort, il en sortit avec le grade de médecin vétérinaire de l'armée. Il n'était pas de ceux qui s'arrêtent à mi chemin. Tandis qu'il exerçait ses fonctions dans un régiment d'artillerie, à Strasbourg, M. Richard suivait les cours de la Faculté de médecine et se faisait recevoir docteur. Ce n'était, du reste, qu'un diplôme qu'il avait voulu conquérir. Déjà il était possédé par un de ces impérieux instincts qui décident de nos destinées. L'étude des animaux, la zootechnie, dans ses applications à l'armée et à l'agriculture, s'était emparée de son intelligence, et, quand il fut chargé de professer à l'école de Grignon un cours d'économie du bétail, il commença d'entrer dans sa vraie vie.

« Pâturage et labourage » sont deux termes inséparables; M. Richard le comprenait ainsi. Il aimait la campagne et la science agricole en ses branches diverses; mais, dans ce vaste domaine, l'élevage avait ses prédilections. Il répétait le mot de Columelle: « Je pense qu'il ne faut pas moins connaître l'entretien des bestiaux



son rapport, qui fait honneur à ses lumières, et qui mérite d'être lu <sup>1</sup>.

M. Richard du Cantal fut réélu à l'Assemblée législative ; mais il n'y eut qu'un rôle effacé. C'est en 1848, à vrai dire, que son heure avait sonné et passé. Heureux du moins l'homme pour qui vient cette heure, dût-elle s'enfuir à tire d'aile et le laisser pareil à l'arbre dont le vent d'orage a secoué les fruits ! Comme ses amis, les généreux républicains du gouvernement provisoire, M. Richard n'était pas de ceux qui trouvent dans la politique le chemin de la fortune. Il ne la trouva pas davantage dans ses entreprises agricoles. Car il avait voulu prêcher l'exemple ; dans son pays natal il avait transformé son domaine de Souliard en une ferme école qu'il exploita lui-même. La tentative fut malheureuse. Il lui advint, à Souliard, ce qui était advenu dans la ferme de Roville, au pauvre Mathieu de Dombasle. Depuis Arthur Young, le nombre est grand, hélas ! des savants agronomes qui se sont ruinés en appliquant les bonnes règles, alors que leurs voisins ignorants s'enrichissaient avec la routine. M. Richard revint à Paris, qu'il aurait dû ne point quitter. Il y passa le reste de sa longue vie, écrivant, exhortant, se racontant lui-même, distribuant avec une générosité infatigable ses brochures ; charmé quand il pouvait croire qu'il parlait à des convertis. La transformation de l'agriculture par la science était la thèse favorite qu'il ne se lassait pas de soutenir. Il s'évertuait à faire connaître les remarquables effets de cette heureuse alliance dans les pays voisins. Et il avait cent fois raison ! Mais il avait le chagrin de constater que la cause de l'enseignement agricole ne comptait guère que des amis platoniques.

M. Richard du Cantal eut du moins la satisfaction — et, pour un homme tel que lui, cette satisfaction dut être profonde — de revoir à vingt ans d'intervalle la République, qui avait été l'un des rêves de sa vie. Mais il était bien vieux pour reparaitre sur la scène, et il avait l'air d'un revenant, aux yeux des générations nouvelles, qu'un esprit tout autre animait. Un ministre bienveillant confia quelques missions d'étude à ce vétéran de la science agronomique, et ce fut tout. Il ne vivait plus désormais que dans son propre passé, ou dans ses ouvrages, dont le plus important, par l'étendue du sujet qu'il embrasse, et celui sans doute où l'auteur a mis le plus de lui-même est son *Dictionnaire raisonné d'agriculture et d'économie du bétail*<sup>2</sup>. Il l'a dédié aux instituteurs primaires, et a placé en tête une introduction écrite avec un

---

<sup>1</sup> In-12. Paris, Hachette.

<sup>2</sup> Deux volumes in-8, Paris, Hachette.

grand charme d'honnêteté naïve et de bonté croyante. Il y parle « de la nature et du Créateur », comme au temps de Rousseau. « L'étude de l'agriculture, nous dit-il, se rattache d'abord à la *moralisation des populations en attirant leur attention sur les admirables phénomènes de l'univers dont l'observation élève l'âme...* » Il me semble que dans ce passage nous le retrouvons tout entier. Oh ! le brave homme, qui, au soir de sa longue vie, croyait encore avec cette ferveur à la « moralisation » des foules et au progrès de la vieille humanité ! Et comme on conçoit bien qu'il ait passé dans le nombre de ces dédaignés, dont le monde, qui va aux habiles et aux charlatans, se détourne !

VARAGNAC.

## APHORISMES ÉCONOMIQUES ET MORAUX <sup>1</sup>

*Les deux degrés de la morale.*

1<sup>er</sup> degré : morale supérieure à toute sanction.

2<sup>e</sup> degré : morale soutenue par une sanction.

Le 1<sup>er</sup> degré est la morale des esprits élevés, des âmes aux nobles sentiments, des caractères d'élite : ils font le bien pour le bien et parce que c'est le bien, sans la moindre arrière-pensée d'intérêt. Pour eux, la morale n'est pure, n'est la morale, que si elle est dénuée de toute sanction, c'est-à-dire s'il n'y a ni récompense, ni punition.

Le 2<sup>e</sup> degré est la vraie morale vulgaire qui a besoin d'une sanction, c'est celle de la masse des esprits ordinaires et inférieurs. Le bien pur ne leur présente pas assez d'attraits pour l'emporter sur la résistance qu'opposent les intérêts et les passions au sacrifice pur ; pour vaincre cette résistance, une sanction doit venir en aide aux bons sentiments dont aucun homme n'est complètement dénué.

La sanction peut consister :

1<sup>o</sup> Dans la croyance à une vie future avec ses peines et ses récompenses : *Religion*.

2<sup>o</sup> Dans l'action de la justice humaine, civile et criminelle : *État*.

3<sup>o</sup> Dans le respect humain, le qu'en dira-t-on, car on ne veut pas être au ban de la société : *Société*.

<sup>1</sup> Voir le *Journal des Economistes* du 15 décembre 1890.

4° Dans le remords, c'est la sanction intérieure. Effet de l'éducation ou de l'habitude : *Éducation*.

C'est probablement le respect humain qui est le plus fort de tous; aussi n'en faut-il pas faire fi.

\*  
\* \*

Le bonheur dépend surtout du *moi*, bien peu du *non-moi*.

\*  
\* \*

Les choses nécessaires nous sont imposées par la nature;

Les choses utiles nous sont conseillées par la raison;

Les choses agréables ou superflues répondent à nos sentiments, à nos passions.

Les passions l'emportant le plus souvent sur la raison, il en résulte, qu'en fait, l'agréable prime l'utile.

Le moraliste recommande surtout l'utile, mais il est assez peu écouté, il en résulte que l'utilité seule ne saurait suffire pour former la base d'une morale sociale. L'agréable, le plaisir, n'est vaincu que par un sentiment plus fort que toute jouissance matérielle : par le dévouement à son semblable, le sacrifice pour une idée, la soumission à un devoir.

\*  
\* \*

On a trouvé de bonnes raisons pour démontrer que la morale utilitaire est insuffisante, incomplète, mais il me semble qu'on a oublié — ou pas assez fait valoir — cet argument, que l'immense majorité des hommes met l'agréable au-dessus de l'utile. Une fois le nécessaire satisfait, c'est à l'agréable qu'on pense, c'est pour l'agréable qu'on se passionne, jamais pour l'utile. Tel qui dépense 10.000 fr. pour l'utile et le nécessaire, consacre 50.000 à l'agréable. C'est rarement pour l'utile, généralement pour l'agréable que l'on se ruine. Or, l'agréable est très loin d'être toujours moral, il est quelquefois malsain, parfois nuisible et, *last not least*, il ne comporte pas le sacrifice.

Pour qu'un acte soit moral, il n'est pas absolument nécessaire qu'il renferme un élément de privation, de souffrance, de victoire sur soi-même; mais il faut que la perspective d'un sacrifice proportionnel ne l'empêche pas de se produire.

\*  
\* \*

La morale est la réaction des sentiments humains, sociables ou bienveillants contre l'égoïsme brutal.

L'égoïsme suffit peut-être à la conservation de l'individu et même de l'espèce, mais non à celle de la société.

Le progrès ne semble pas pouvoir se passer de dévouement.

★ ★

Telle école a nié l'égoïsme. La preuve absolue de son existence est ce fait, qu'on se croit permis des actes qui sont défendus aux autres.

L'antiquité avait déjà constaté que les hommes ont, en morale, deux poids et deux mesures, de là le proverbe de la poutre et de la paille. Un moraliste ancien a dit : c'est en injuriant les autres qu'on leur révèle ses propres défauts. Un menteur vous crierà : tu mens ! Un voleur vous accusera de vous emparer du bien d'autrui. Le paresseux parlera avec mépris de ce « tas de fainéants ! ».

★ ★

La conscience est un dédoublement de l'homme, qui lui permet de se voir intérieurement, de lire, pour ainsi dire, sa propre pensée. — Or, la faculté de se dédoubler est d'autant plus grande que l'homme est plus instruit, que son esprit est plus cultivé, que ses passions sont plus calmes.

★ ★

Le libre arbitre dépend dans une forte mesure de la culture intellectuelle de l'individu, puis de ses habitudes et de ses passions. Avant de choisir, il faut distinguer, et pour agir il faut avoir la force de vaincre certaines résistances.

★ ★

Les lois, dit-on, ne peuvent rien contre les idées... Est-ce une raison pour faciliter l'expansion des mauvaises ?

★ ★

Il paraît que la vérité, comme le progrès, ne s'enfante que dans la douleur.

Elle n'apparaît dans sa clarté qu'après la crise.

★ ★

Vulgairement on définit la parole comme « le moyen de faire connaître sa pensée ». Un célèbre diplomate a trouvé que c'était plutôt le moyen de la cacher.

Ces deux définitions se complètent, mais restent à la surface. Elles représentent d'ailleurs le point de vue de l'individu.

L'humanité doit à la parole toute sa supériorité intellectuelle et morale, car la parole rend seule possible l'accumulation des expériences morales, et la condensation en vérités abstraites d'une foule

de notions qui se perdraient d'une génération à l'autre. La parole conserve les idées comme l'or la valeur.

Tel mot incarne toute une série d'idées et au lieu d'avoir à manœuvrer dans vos raisonnements avec toute cette série, chose souvent difficile, vous employez le mot compréhensif qui fait naître ces idées dans l'esprit de vos auditeurs. Pour apprécier la portée du service que rend un pareil mot devenu familier, on n'a qu'à chercher à suivre un raisonnement bourré de termes techniques nouveaux et compliqués.

\* \*

Les phrases sont un moyen : d'amuser, d'endormir, d'exciter, d'illusionner (ou de tromper) les gens ; contribuent-elles à les instruire ?

C'est douteux, car souvent la phrase consiste en une belle pensée contredite par les faits ou la nature des choses ; parfois en mots sonores presque vides de pensées.

\* \*

La phrase s'adresse à l'oreille, à l'imagination, aux sentiments ou aux passions, plutôt qu'à la raison. Quand elle parle à la raison, c'est moins pour la convaincre que pour la séduire.

\* \*

Il y a ce que l'homme pense et ce qu'il dit, ces deux versions sont loin de toujours concorder.

\* \*

Pourquoi emploie-t-on le mot *incommensurablement* si souvent d'une manière incorrecte ?

Parce qu'il est très long, il permet d'insister, d'appuyer ; c'est comme un marteau qui fait entrer la notion dans les têtes récalcitrantes.

Il y a bien des cas où les mortels aiment mieux appuyer que glisser, frapper *fort* que *juste*.

\* \*

Quel est l'*esprit* le plus puissant ?

C'est l'esprit d'imitation.

De là l'effet du milieu, de l'exemple. Les enfants apprennent en imitant. On est religieux, patriotique, on a l'esprit de corps, par imitation. Noblesse oblige.

C'est l'esprit d'imitation qui attire des femmes européennes dans le pays des Mormons ; c'est l'esprit d'imitation qui fait enrôler des théologiens, des propriétaires, des capitalistes dans les rangs des socialistes athées et communistes ; c'est l'esprit d'imitation qui fait employer le vitriol ou le revolver comme agent de vengeance. Et



qu'est donc la mode ? Et pourquoi fume-t-on, prend-on le petit verre ?

On imite la multitude parce que c'est la multitude, et on imite l'original parce qu'il y a des moments où l'on aime se singulariser. On fait bien des choses par pure bravade.

Aussi n'est-il pas nécessaire que le terrain soit préparé pour qu'une propagande réussisse. Le talent, l'habileté, les conjectures feront beaucoup, la nature humaine le reste.

\*  
\* \*

Il est des vérités qu'on est disposé à repousser, seulement parce qu'on en voit tirer des conséquences exagérées.

\*  
\* \*

La vérité, comme le diamant, est souvent une pierre brute dont on ne reconnaît la valeur que lorsqu'elle a été en mise en lumière par un travail assez long. Le talent peut cependant donner l'apparence d'une chose précieuse à une matière commune. Il emploie un sophisme, une hyperbole, une flatterie ou un moyen analogue.

\*  
\* \*

Il y a des mensonges conscients et des mensonges inconscients.

\*  
\* \*

Attaquer la vérité est mauvais, la mal défendre, pire.

C'est le cas de dire : Que Dieu me protège contre mes amis (contre de maladroits amis), je saurais bien me défendre tout seul contre mes ennemis.

\*  
\* \*

*Le bon vieux temps*, c'est le temps où l'on était satisfait, où l'on n'avait pas d'ambition.

Hélas, c'était généralement le temps où l'on était jeune.

Cela prouve que le bonheur ne consiste pas dans les jouissances matérielles, qu'il ne vient pas du dehors, mais qu'il naît en nous et se contente de peu.

(*A suivre.*)

MAURICE BLOCK.

---

## LA GRÈVE DES OMNIBUS PARISIENS

---

UNE LETTRE INÉDITE DE MICHEL CHEVALIER.

---

M. Lamé-Fleury nous communique une lettre à lui adressée par Michel Chevalier, à propos d'un article que notre collaborateur avait publié, en septembre 1874, sur *Les omnibus de Paris au conseil municipal*. La grève de quarante-huit heures, qui a surpris les Parisiens à la fin du mois dernier, donne à cette lettre de l'éminent économiste un intérêt d'actualité et nous engage à la reproduire.

*Lodève, 3 octobre 1874.*

Mon cher camarade, je viens de lire, dans le *Journal des Économistes* de septembre, votre article sur les omnibus. Je vous en fais bien mon compliment.

Vous avez mis cette question sur ses pieds, elle était la tête en bas et les pieds en haut. Il sera bon d'en faire le sujet d'une des discussions de la Société d'économie politique et d'avoir soin d'y être avec M. Hérold.

Ce malheureux pays ne peut, avec tout son esprit, arriver à comprendre les libertés les plus élémentaires. Qu'y a-t-il de plus nécessaire que la liberté d'*aller et de venir* à pied, à cheval et en voiture ?

Le régime actuel des omnibus a les plus grands inconvénients. On n'a jamais la certitude d'y trouver une place. On fait perdre ainsi au public des millions d'heures, qui montent à une valeur énorme.

Je vous réitère, mon cher camarade, l'assurance de mes sentiments dévoués.

MICHEL CHEVALIER.

Ajoutons, au sujet de la forme de cette lettre intéressante, que Michel Chevalier était, comme M. Lamé-Fleury, membre du corps des ingénieurs des mines ; mais surtout n'oublions pas de dire pourquoi Michel Chevalier prononce le nom de Hérold. Celui-ci, alors conseiller municipal, avait nettement arboré le drapeau de la liberté de l'industrie, pour les transports en commun des Parisiens, et courageusement remonté, avec l'adhésion d'une certaine minorité, le courant qui entraînait la majorité vers l'uniformité, si conforme à l'esthétique nationale, mais dans l'espèce absolument anti-économique. Hérold, tout à la fois juriste et économiste, n'omettait pas





tion du prix des places d'impériale « est sortie de la force des choses et doit tourner, en définitive, au profit du public. — Quel est, en cette matière, l'intérêt public? C'est premièrement d'avoir des moyens de transport abondants, de bons cochers, de bons conducteurs; et, en second lieu, d'avoir des transports aussi économiques que possible. — A nos yeux, l'intérêt est commun. L'administration et le public ne peuvent rester indifférents au développement de l'entreprise ».

Dans le compte rendu du 30 mars 1869, on lit encore ceci : « Quand nous proposons les moyens d'augmenter les salaires de notre nombreux personnel, nous servons un intérêt populaire. — Les autres industries ont procédé à cette augmentation, sauf à élever le prix de vente de leurs produits. La Compagnie, avec son tarif fixe, n'a pas la même latitude. Or, pour augmenter la solde d'un personnel aussi nombreux que le nôtre, il faudrait une somme qui absorberait, dans certaines années, l'intérêt du capital et même au-delà. Par conséquent, il n'y a que la revision des tarifs qui puisse fournir à l'entreprise les ressources nécessaires pour accomplir cet acte de justice et de bonne administration ».

Quand Herold parlait de la part d'impôt que recèle le prix d'une place d'omnibus, vingt années s'étaient écoulées depuis la constitution du monopole des transports en commun des Parisiens; durant la première dizaine d'années du fonctionnement, l'actionnaire était mieux partagé que le fisc; mais, durant la seconde, la répartition contraire se manifestait. Partant de ce fait qu'en 1874, le fardeau fiscal s'était encore accru de 10 francs par action, la commission spéciale nommée pour la vérification des comptes de l'exercice faisait observer « qu'une légère modification, dans un tarif si faible en raison du service rendu, aurait pu adoucir quelque peu les ruineuses exigences de l'Etat; mais l'autorité municipale a rejeté notre demande. Cependant nous gardons encore l'espérance d'un succès possible en d'autres temps. Heureusement vos mandataires ne se découragent pas et leur énergie s'accroît en proportion des obstacles qu'on leur oppose ». De son côté, le conseil d'administration, en annonçant, à la même époque, son intention de saisir la première occasion qui lui paraîtra favorable pour introduire de nouveau sa demande d'augmentation du tarif des places d'impériale, disait : « Malgré les promesses qui nous avaient été faites, le Conseil municipal a repoussé toute modification des tarifs... Cependant nous ne devons pas perdre tout espoir ».

Lorsque la Compagnie des omnibus a imploré l'intervention du bureau du Conseil municipal, les uns ont raillé cette humilité inat-

tendue, d'autres se sont demandé s'il n'y avait pas dans cette démarche une suprême habileté de solidarisation. Si l'on songe que la Compagnie, qui a encore une vingtaine d'années à vivre, ne se trouve pas dans la situation de ce vieillard du fabuliste à qui trois jeunes hommes conseillaient si imprudemment de « quitter le long espoir et les vastes pensées », il est difficile de croire que la vérité se rencontre du côté des railleurs; de supposer que les énergiques et persistants mandataires de la Compagnie des omnibus ne vont pas revivifier une prétention qu'elle n'a certainement point abandonnée et juger l'occasion favorable pour la mettre en avant une troisième fois. Les précédents qui viennent d'être sommairement rappelés ne montrent-ils pas que le langage à tenir est tout indiqué, notamment dans le compte rendu du 30 mars 1869. En tout cas, *caveant consules ne quid detrimenti res publica capiat!*

JOSEPH CLÉMENT.













Les populations de ce département ont des traits communs avec celles des régions voisines ; néanmoins il existe des traits caractéristiques. C'est ainsi que les mœurs sont dans l'Hérault moins âpres que celles des habitants des Pyrénées-Orientales, mais aussi moins douces que celles des Toulousains ; les cultivateurs de cette contrée, envisagés d'une manière générale, sont laborieux, probes, énergiques. Cependant depuis quelque temps certaines fraudes sont pratiquées, notamment celle qui s'exerce sur les alcools produits sous le bénéfice des bouilleurs de cru qui approvisionnent les débits des campagnes. Pourtant le paysan est resté fidèle à ses habitudes de sobriété, sauf les jours de fête et de marché. On signale aussi quelque augmentation dans la consommation des boissons alcooliques depuis que le vin est devenu plus rare, c'est fâcheux. A mesure que la boisson salubre deviendra moins abondante on consommera plus de boissons excitantes et la moralité s'en ressentira. La famille rurale offre presque toujours des mœurs régulières, bien que la femme s'y trouve dans un état d'infériorité relative vis-à-vis de son mari.

La culture de la vigne rend le cultivateur attentif et vigilant, par les soins incessants qu'elle réclame et par l'importance des conséquences qui résultent d'une exploitation négligée. Son existence se trouve donc très remplie par les occupations multipliées, variées et intéressantes. Le danger est dans l'excès qu'entraîne la prospérité ; c'est ce que l'on a pu constater malheureusement il y a un certain nombre d'années : Narbonne et Béziers offrirent alors le spectacle de petites Babylones. La moralité s'est trouvée, depuis, notablement diminuée.

Dans le département de l'Hérault, ce qui domine c'est le faire valoir direct. Ce mode d'exploitation a permis de lutter énergiquement contre le phylloxéra. On a pu constater à ce moment tout ce dont est capable la propriété unie à l'intelligence et au capital, dans les circonstances les plus critiques. Le propriétaire a résolu à son honneur et, il faut le dire, à son avantage aussi, des problèmes compliqués, en appliquant avec discernement une grande diversité de moyens. 5.051 hectares ont été soumis à la submersion ; 6.982 ont été traités au sulfure de carbone ; 132 par les sulfocarbonates ; 76.971 ont été replantés avec des cépages américains. Grands et petits propriétaires se prêtèrent à ce moment un appui mutuel ; les premiers fournirent les capitaux ; les derniers, la main-d'œuvre. C'est par ces efforts que le département de l'Hérault a pu reconstituer la moitié de ses vignobles et même a pu conquérir plusieurs milliers d'hectares improductifs ou peu productifs. Le vin artificiel



chiffre le montre bien : de 100 fr. le prix de l'hectare a atteint jusqu'à 3.000 fr.

Il règne une très grande diversité d'étendue dans les propriétés ; il en est de même des cultures. Comme les propriétaires de vignes sont obligés de submerger leurs vignes il intervient des échanges afin de permettre la réunion sur un seul point. Les premiers propriétaires, rencontrant chez leurs voisins une certaine hostilité à cause des inconvénients qu'entraîne la submersion, leur offrirent de l'eau. Depuis cette date la vente de l'eau se fait : il n'y a ni contrat, ni engagement et pourtant tout se fait régulièrement ; c'est là un exemple d'associations reposant uniquement sur la bonne foi des associés.

A la suite de la crise phylloxérique on a reconnu la nécessité d'améliorations à apporter aux coutumes agricoles. Partout les méthodes scientifiques sont appliquées, l'association s'est substituée à l'isolement, les syndicats agricoles se sont multipliés. Tous les agriculteurs, petits et grands, se procurent à des conditions satisfaisantes des engrais non fraudés. Les conditions de la vie sont devenues meilleures. Mais il faut le constater, des exigences ont suivi l'apparition de ce bien-être, le superflu a été recherché après le nécessaire : aujourd'hui après le vin et le café l'alcool est entré dans les habitudes courantes.

#### IV

M. A. Courtois a lu un travail sur *les Sociétés coopératives de crédit en Allemagne*.

La coopération a été présentée tantôt comme un remède aux maux dont souffre la classe ouvrière, tantôt comme une forme de l'association peu digne d'une attention particulière. Il y a là de part et d'autre une exagération manifeste ; ce qui est vrai c'est que les Sociétés coopératives rendent des services réels ou causent des déceptions suivant que leur gestion est bonne ou mauvaise.

En Allemagne chaque membre d'une Société coopérative est à la fois client et commanditaire. Le crédit a pour objet de faire circuler utilement le capital dans les mains les plus expérimentées ; par le crédit le capital produit davantage, il ne chôme point. La bienfaisance n'a rien à voir ici : il s'agit d'une affaire intéressée et il ne faut pas dénaturer le caractère de cette société. Elle ne peut vivre si elle n'est administrée selon les principes sur lesquels elle est fondée. Elle remplit l'office du banquier, intermédiaire entre le capital et celui qui emploie les fonds ; mais le banquier n'est pas seu-



relative aux caisses d'épargne, à la suite de désordres et de la perte des fonds. Le législateur voulait donner la plus grande sécurité possible et pour y parvenir, prescrivait le placement des fonds en valeurs parlementaires sous la gestion du Gouvernement et la garantie du Parlement. En 1861, le Parlement anglais créa la caisse d'épargne postale qui constitue la forme la mieux appropriée à la sûreté des fonds et à la facilité des opérations; elle fonctionne aujourd'hui dans vingt-deux contrées. La caisse d'épargne scolaire, institution récente et française, a complété en quelque sorte l'institution première en développant, dès l'école, et sous l'autorité paternelle, le goût de l'épargne. D'autres institutions privées, analogues, ont été constituées dans des établissements industriels.

Ce que Delestre avait émis, ce n'était pas une simple idée, mais bien, en termes précis et avec tous les détails nécessaires, l'ensemble des mesures à prendre pour réaliser la sûreté et le secret des dépôts. Dans l'ouvrage de Delestre, il est question des caisses de retraites et d'autres institutions analogues; tout est traité avec une admirable entente des conditions qui assurent le bon fonctionnement des institutions de prévoyance; l'auteur a soin de modifier les institutions selon qu'il s'agit de secourir les pauvres ou de mettre les travailleurs à même, par leurs propres efforts, d'améliorer leur situation et de parer aux éventualités de l'avenir. La mort de Henri IV ne permit pas aux collaborateurs de ce souverain d'accomplir leur œuvre; les idées de Delestre restèrent dans l'oubli. Mirabeau eut le mérite d'exposer de nouveau les moyens d'améliorer la situation des classes laborieuses par l'épargne, et le grand orateur sollicita la création des caisses d'épargne. Sa mort fit abandonner l'idée et il faut arriver jusqu'à 1818 pour remarquer l'établissement en France de la première caisse d'épargne; l'étranger avait devancé notre pays.

M. Bertrand a fait une communication sur *le texte primitif du Contrat social* de J.-J. Rousseau, existant à la Bibliothèque de Genève. Ce manuscrit antérieur de huit ans au texte définitif montre le changement qui s'est produit dans les idées politiques de Rousseau. Ainsi, loin de considérer l'état de nature comme un âge d'or, Rousseau était disposé à y voir une sorte d'enfer; ailleurs, il fait un éloge sans réserves des institutions sociales auxquelles il attribue, dans d'autres ouvrages, tous les maux de l'homme moderne; le Contrat social lui-même n'est plus qu'une sorte d'idéal auquel tendent les constitutions; de même le chapitre sur la religion civile a été profondément modifié; primitivement, c'était un éloquent plaidoyer en faveur de la tolérance. On peut se demander si ce manuscrit ne serait pas un fragment de ces *Institutions politiques*.



qui coûtèrent à Rousseau paraît-il, vingt années de méditations, six de travail effectif et qui devaient, dans sa pensée, mettre le sceau à sa réputation. Bien certainement, c'est la souche primitive dont furent détachés en 1756 le *Discours sur l'économie politique* dont plusieurs pages en sont extraites textuellement, et, en 1762, le *Contrat social* que Rousseau donne comme extrait en entier de ses *Institutions politiques*.

MM. Bénard et Huit ont lu des mémoires consacrés aux *rapports de l'esthétique et de la morale dans la philosophie contemporaine et à un platonicien de l'ancienne Académie*.

## V

L'Académie a fait plusieurs pertes importantes : M. de Pressensé, élu le 16 janvier 1890 dans la section de morale, à la place de M. Beaussire; M. Chéruel, élu le 1<sup>er</sup> mars 1884 dans la section d'histoire, à la place de M. Henri Martin; M. Kervyn de Lettenhove, nommé, le 20 février 1865, correspondant pour la section d'histoire en remplacement de M. Martinez de la Rosa.

Elle a eu à procéder le 25 avril 1891 au remplacement de M. Calmon, décédé, comme membre libre. La Commission présentait une liste comprenant seulement deux candidats : M. Cambon (Paul), ambassadeur de France à Madrid, et M. Passy (Louis), député, secrétaire perpétuel de la Société centrale d'agriculture; M. Cambon a été élu par 23 voix contre 20 données à M. Passy.

J. LEFORT.

---

## LES GARANTIES D'INTÉRÊT

### DES

## CHEMINS DE FER ALGÉRIENS <sup>1</sup>

---

On sait qu'une des innovations du projet de budget pour 1892 consiste dans l'incorporation au budget ordinaire de la garantie d'intérêt des chemins de fer algériens.

Les sommes que l'État avance de ce chef aux Compagnies et qui étaient jusqu'ici couvertes au moyen d'emprunts, seraient désormais, en ce qui concerne l'Algérie seulement, rangées dans les dépenses alimentées par les recettes ordinaires du budget. Les charges qui résultent des garanties d'intérêt sortent, il est vrai, des dépenses ordinaires en ce sens qu'elles ne sont que des avances, remboursables avec intérêts à 4 0/0 et gagées par le matériel des Compagnies. Mais si l'on peut espérer que sur le réseau de la métropole le trafic sera à bref délai suffisant pour ne plus nécessiter ces avances, il n'en est pas de même pour celui de l'Algérie, qui suffit à peine actuellement à ses frais d'exploitation.

Les garanties d'intérêt des chemins de fer de notre colonie constituent donc une charge qui revêt pour ainsi dire un caractère de permanence et c'est pour cela que l'on propose de les faire rentrer dans le budget ordinaire.

Bien que cette question ne semble pas intéresser aussi directement le public que la seconde innovation du projet, celle du dégrèvement de la grande vitesse, l'opinion n'y est pas restée indifférente et s'en est préoccupée à juste titre.

Elle constitue tout d'abord un nouveau progrès dans la voie de l'unification du budget, inaugurée les années précédentes par l'incorporation des dépenses extraordinaires des travaux publics et de la guerre.

---

<sup>1</sup> Il vient de paraître chez Michelet, sous ce titre : *Les chemins de fer de l'Algérie et de la Tunisie, leur état actuel, leur histoire et leur avenir*, un ouvrage important où l'on trouvera les renseignements les plus complets sur toutes les questions qui concernent le réseau de notre colonie. L'auteur a bien voulu en extraire pour nous le chapitre relatif aux garanties d'intérêt, en le complétant par quelques développements nécessaires à l'intelligence du sujet.



Parmi les diverses formes que peut présenter le concours de l'État, la subvention en argent n'a été appliquée en Algérie qu'à la compagnie P. L. M., à laquelle ont été ainsi accordés 80 millions payables en 92 annuités. L'État lui garantit en outre un intérêt de 5 0/0 sur un nouveau capital de 80 millions.

Pour toutes les autres Compagnies, on a également adopté le principe de la garantie d'un revenu net kilométrique, ou, ce qui revient au même, de l'intérêt à un taux déterminé du capital de premier établissement. La durée de cette garantie est en général la même que celle de la concession, et son taux varie entre 4,85 et 6 0/0.

Indépendamment de la dépense fixe de premier établissement, on a déterminé pour la plupart des lignes un maximum de dépenses complémentaires auxquelles s'appliquera la garantie d'intérêt, au fur et à mesure qu'elles seront employées après autorisation de l'administration.

Il en résulte qu'en outre du capital de premier établissement qui sera entièrement dépensé en 1891, et qui s'élève à 518.222.746 fr., la garantie de l'État pourra s'étendre à une partie des dépenses complémentaires dont le maximum total est de 13.267.000 fr.

Les dépenses faites à ces divers titres sur les lignes garanties, en y appliquant les taux fixés pour chacune, donnent le chiffre de 25.235.447 fr. 58 pour le montant total du revenu net garanti pendant l'exercice 1889. En tenant compte des résultats de l'exploitation, le compte des charges de l'État, pendant cette année, s'établit ainsi :

Revenu net garanti.....	25.235.447 f. 58.
Dépenses proprement dites et annexes de l'exploitation.....	20.459.333 84
Total .....	45.694.781 42
A déduire. Recettes brutes de l'exploitation.....	20.467.828 68
Différence. Somme à verser par l'État.....	25.226.952 74

Cette somme se répartit de la façon suivante entre les Compagnies algériennes :

Est-Algérien.....	10.373.382 f. 63 c.
Bône-Guelma.....	9.354.759 77
Franco-Algérienne.....	2.475.736 86
Ouest-Algérien.....	2.195.860 68
P. L. M.....	827.712 80
Total.....	25.226.952 74

L'évaluation de 23.000.000 du projet de budget de 1892 est donc inférieure au chiffre de 1889. Il est vrai que les recettes brutes kilométriques de cet exercice ont été, pour l'ensemble de l'Algérie, plus faibles que toutes celles constatées jusqu'ici et qu'elles se balancent à peu près avec





siblement les mêmes, pour s'abaisser, dans le cas contraire, en rapport inverse de l'importance des prolongements. Ce résultat, que les écarts de la production agricole, cependant si importants en Algérie, ont pu modifier dans ses détails, mais non dans la moyenne, s'explique aisément dans un pays où la colonisation suit le chemin de fer plutôt qu'elle ne le précède, et ne lui fournit au début qu'un appoint relativement faible.

Les lignes qui peuvent rester à construire en Algérie, surtout celles de Laghouât, de Tougourt et les ramifications qu'elles supposent, se trouveront dans des conditions analogues.

Si donc le réseau algérien est considéré comme achevé ou à peu près, les recettes sont destinées à prendre une marche ascendante et la période des remboursements pourra être assez prochaine pour qu'il soit inutile aujourd'hui de faire rentrer les garanties dans le budget ordinaire.

Si l'on doit au contraire poursuivre la construction des lignes du sud et multiplier celles du Tell et des Hauts-Plateaux, on peut être certain que cette période sera encore reculée bien au-delà de leur achèvement.

La question de la place à donner aux garanties dans le budget, telle qu'on l'a posée, est là tout entière. Dans tous les cas, un jour viendra où l'Algérie sera dotée d'un réseau assez complet de voies ferrées et les recettes reprendront alors leur mouvement progressif. Les garanties d'intérêt constituent d'ailleurs pour l'Etat un placement suffisamment gagé pour qu'on n'hésite pas à continuer le développement de ses chemins de fer si utiles à notre colonie, et il nous semble qu'il faudrait envisager avant tout quel est le système, emprunts spéciaux ou ressources ordinaires du budget, qui permettra le mieux de poursuivre cette œuvre.

J. COURAU,  
Ancien élève de l'École Polytechnique.







d'admettre sans réflexion cette solidarité, en se laissant abuser par la similitude du nom qui dissimule la variété si curieuse des professions.

Tant que la libre concurrence règle les rémunérations et les profits de tous les producteurs agricoles, il n'existe entre eux qu'une étroite et féconde solidarité d'intérêts. Mais si la protection douanière, en élevant la valeur d'échange de certaines denrées, crée entre ces mêmes producteurs des antagonismes regrettables à tous les points de vue, elle détruit du même coup l'équilibre qui s'était établi, elle sacrifie sans raison comme sans justice, les intérêts des uns aux intérêts des autres, et, chose qui nous semble bien grave, ce sont les plus humbles travailleurs, qu'elle frappe le plus durement.

Alors même que l'on pourrait arriver à provoquer un renchérissement égal de tous les produits du sol, ce qui est du reste bien peu probable, le régime protecteur ne saurait élever dans la même mesure le taux des salaires, qui est soumis à des lois spéciales. et à la place de l'égalité promise, les ouvriers ruraux ne trouveraient encore qu'une diminution de leurs salaires réels, une injuste réduction du prix ordinaire de leur travail quotidien.

Quels sont, en définitive, parmi les agriculteurs, ceux qui sont intéressés à la protection des principaux produits du sol tels que les céréales et le bétail ? Quel en est le nombre ? C'est ce que nous allons indiquer rapidement.

A nos yeux, ni les ouvriers journaliers ou manœuvres, ni les employés d'une façon générale, ni les bûcherons, jardiniers, pépiniéristes, horticulteurs, etc., ne sont intéressés à la hausse des denrées agricoles.

Les propriétaires, cultivateurs eux-mêmes qui consomment presque tout ce qu'ils produisent, ou se livrent exclusivement à la culture de la vigne, sont dans la même situation ; mais pour éviter toute chance d'erreur nous les supposons plus ou moins intéressés à l'établissement du régime protecteur, quitte à établir plus tard quelques distinctions nécessaires.

Or, le groupe professionnel agricole se trouvait ainsi constitué en 1886, d'après les indications qui nous sont fournies par le dénombrement officiel :

1° Patrons ou chefs d'exploitations.....	4.045.000
2° Domestiques <i>attachés à la personne</i> ..	871.000
3° Employés .....	97.000
4° Ouvriers journaliers, etc.....	2.771.000
5° Famille des patrons, employés, ouvriers, etc., etc.....	9.910.000
Total général.....	17.694.000

Parmi ceux auxquels le protectionnisme agricole ne peut être profitable, nous compterons :

1° Les patrons bûcherons et leurs domestiques...	101.000
2° Les employés en général.....	97.000
3° Les ouvriers ruraux.....	2.771.000
4° Les patrons maraîchers, pépiniéristes, horticulteurs et leurs domestiques.....	356 000

Total général, *sans compter la famille*... 3.325.000

Comme le groupe agricole tout entier, moins la famille des cultivateurs renferme 7.784.000 personnes, on voit que pour retomber sur le chiffre total de 17.694.000, il faut en général multiplier le premier chiffre par 2,27. En se servant de ce facteur pour calculer le nombre des agriculteurs, y compris la famille, qui seront victimes du régime protecteur, bien loin d'en bénéficier, on trouve le chiffre de 7.300.000 personnes.

Enfin, si l'on retranche de 17.600.000 représentant la population agricole tout entière, le chiffre précédent, soit 7.300.000, il reste seulement 10.300.000 personnes qu'on peut considérer à la rigueur comme intéressées directement ou indirectement à la hausse des produits agricoles.

Il existe donc en France, tout au plus 10.300.000 agriculteurs sur 17.600.000, dont le protectionnisme peut servir les intérêts.

Quand les partisans de cette école économique prétendent parler au nom des « agriculteurs », ils commettent une erreur, et le public qui les écoute est victime d'une illusion.

Nous avons admis en outre qu'il pouvait y avoir à la rigueur en France 10 millions de personnes plus ou moins intéressées à la hausse des produits du sol en général.

La protection accordée à la culture des céréales et à l'élevage du bétail, n'a qu'une portée encore plus restreinte.

Tous les viticulteurs, en particulier, qui produisent fort peu de céréales, ou même qui n'en produisent pas du tout, comme dans la région du Midi, sont plutôt intéressés à la baisse de ces produits qu'ils *achètent*.

Ce que nous disons des céréales est plus exact encore pour le bétail. Or, il existait en France, d'après une enquête officielle qui date de la Restauration (1829) 2.169.000 propriétaires de vignobles.

En admettant que ce chiffre soit trop fort de moitié, pour tenir compte de la diminution récente des surfaces plantées en vignes et des exagérations possibles, il resterait encore 1 million de propriétaires viticulteurs en France, représentant avec leurs familles et leurs auxi-

liaires, domestiques, régisseurs, employés, environ 3 millions de personnes.

Sans tenir compte du nombre assurément considérable des propriétaires, qui ne produisent guère plus de céréales et de denrées d'origine animale qu'ils n'en consomment, on voit que nous ne saurions admettre l'existence de plus de 7 millions d'agriculteurs réellement et sérieusement intéressés à la protection des céréales et du bétail. *Ce chiffre ne représente pas la moitié de l'effectif de la population agricole (17.600.000), et moins du cinquième de la population totale de la France*

Le protectionnisme agricole qui invoque le nom de l'égalité, et a la prétention de servir les intérêts de « l'AGRICULTURE », sacrifie donc au contraire les intérêts de la majorité des cultivateurs à ceux d'une minorité ; il se prépare à faire peser sur la consommation des  $\frac{4}{5}$  de nos concitoyens un impôt énorme au profit de certains producteurs privilégiés.

Nous n'avons pas l'intention de chercher à calculer aujourd'hui le montant général de cet impôt, qui représente la différence entre la valeur des denrées consommées sous le régime de la protection, et cette même valeur sous le régime de la liberté commerciale.

Bornons nous à déterminer le sacrifice annuel qu'impose à cette fraction de la population agricole dont nous venons de parler, la hausse actuelle du froment et de la viande.

Il est tout d'abord un fait que nous considérons comme certain : l'établissement du droit de 5 francs par quintal de froment importé, a provoqué une hausse des cours égale et souvent supérieure au montant du droit de douane. Pour s'en convaincre il suffit de comparer les mercuriales des marchés français à celles des marchés anglais, belges ou hollandais. On pourrait objecter que cet écart existerait en l'absence de tout droit, et qu'il a pu être observé aux époques où les blés étrangers entraient en France sans acquitter aucune taxe.

Il suffit de comparer encore les cours du froment en Allemagne, en Angleterre, en Belgique et en Hollande, pour constater que la différence signalée pour la France est plus élevée encore pour l'Allemagne où le droit de douane dépasse 5 francs par quintal. Cette double vérification, nous paraît suffisante, et nous admettrons que la protection accordée à la culture du froment en France a fait hausser les prix de 5 fr. par 100 kilos ou de 3 fr. 75 par hectolitre <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> On pourrait ajouter à ces exemples celui de l'Italie.

La consommation moyenne du froment est, d'autre part, évaluée à 2 hectolitres 1/2 par tête d'habitant. Cette moyenne est probablement trop élevée pour la population agricole qui utilise des céréales inférieures comme le sarrasin, le méteil et le seigle. Nous adopterons simplement le chiffre de 2 hectolitres.

Les 10 millions d'« agriculteurs » qui ne sont pas intéressés à la hausse du prix du froment consomment donc environ 20 millions d'hectolitres de cette céréale et l'élévation factice des cours qui est de 3 fr. 75 par hectolitre, représente pour eux un sacrifice de 75.000.000 de francs en chiffres ronds.

Il est possible que certains ouvriers ruraux, compris dans le total de 10 millions d'agriculteurs, soient nourris à la ferme. Cette particularité ne change rien au résultat définitif. Forcés de conserver une partie de leur récolte pour la donner à leurs ouvriers, les fermiers métayers ou propriétaires, ne peuvent plus vendre cette fraction des quantités produites et ils supportent alors de ce chef une perte correspondant, soit à une augmentation des salaires, soit au sacrifice qui eût été imposé à l'ouvrier non nourri. De toutes façons il reste établi que la hausse des cours du froment pèse sur la consommation d'une fraction de la *population agricole*, et qu'elle représente un sacrifice de 75 millions de francs imposé aux agriculteurs eux-mêmes.

Pour la viande, il en est de même. — Les surtaxes de 1887 ont eu sur le prix des viandes abattues une influence qui ne nous paraît pas douteuse.

Le bulletin de statistique du Ministère de l'agriculture nous fournit à ce sujet des renseignements absolument certains.

Si nous les complétons pour 1890 par des moyennes établies en faisant figurer dans nos calculs *les cours à la Villette des deux premiers marchés de chaque mois*<sup>1</sup> nous obtenons les résultats suivants :

---

<sup>1</sup> Le procédé qui consiste à prendre la moyenne des prix de la viande en général, durant les trois années qui ont précédé ou suivi le vote des surtaxes de 1887, doit être condamné pour deux raisons : 1° Il est indispensable de tenir compte des qualités différentes ; 2° Si l'on ne se sert pas pour établir ces moyennes des cours d'un très grand nombre de marchés, au moins deux par mois pendant chaque année, la moyenne calculée se trouve faussée par des événements extraordinaires. Notamment, la baisse subite et énorme survenue précisément pendant la première quinzaine de janvier 1888, par suite de la rareté des fourrages, modifie la moyenne des prix du kil. de viande pour la période 1890-1891 et conduit à des conclusions aussi fausses que les chiffres sur lesquels on prétend l'appuyer.

**VIANDE DE BŒUF.**  
(Prix du kilogramme à la Villette).

	1 <sup>re</sup> qualité.	2 <sup>e</sup> qualité.	3 <sup>e</sup> qualité.
1887.....	1.39	1.23	0.98
1888.....	1.44	1.23	0.99
1889.....	1.45	1.27	1.13
1890.....	1.61	1.46	1.29
Hausse moyenne (1887-91)..	0.22	0.23	0.31

**VIANDE DE MOUTON.**  
(Prix du kilogramme à la Villette).

	1 <sup>re</sup> qualité.	2 <sup>e</sup> qualité.	3 <sup>e</sup> qualité.
1887.....	1.70	1.50	1.28
1888.....	1.82	1.61	1.41
1889.....	1.92	1.72	1.50
1890.....	2.12	1.86	1.72
Hausse moyenne (1887-91)..	0.42	0.36	0.44

**VIANDE DE PORC.**  
Prix du kilogramme à la Villette).

	1 <sup>re</sup> qualité.	2 <sup>e</sup> qualité.	3 <sup>e</sup> qualité.
1887.....	1.32	1.27	1.21
1888.....	1.27	1.22	1.17
1889.....	1.38	1.33	1.27
1890.....	1.44	1.40	1.36
Hausse moyenne (1887-91)..	0.12	0.13	0.14

L'augmentation du prix des viandes de bœuf, de mouton et de porc est donc indiscutable. Pour la première la hausse est de 0 fr. 20, tandis qu'elle atteint 0 fr. 42 pour la seconde, et 0 fr. 12 pour la troisième, en ce qui concerne la 1<sup>re</sup> qualité.

On peut admettre que la viande a subi une élévation moyenne de 0 fr. 20 par kil. depuis 1887 jusqu'à 1891.

La consommation de la population rurale étant évaluée à 21 kil. par tête (Enquête agricole de 1882, introduction, page 268), — 10 millions d'agriculteurs achètent environ 210 millions de kil. — et la hausse de 0 fr. 20 représente pour eux une perte de 42 millions de francs. — En ajoutant cette somme aux 75 millions déjà calculés, on voit que la protection impose à la population agricole elle-même, ou plus exactement à

une fraction de cette population, un sacrifice de 117 millions de francs.

Et nous ne parlons ici que du froment et de la viande !

L'augmentation de la valeur du maïs provoquée par les surtaxes récentes, la hausse de l'avoine, du seigle et, par conséquent, du méteil, ont encore pour effet d'accroître le montant de la contribution imposée à des agriculteurs au nom de leurs intérêts.

Cette conséquence bizarre du protectionnisme agricole méritait d'être signalée.

Elle n'est pas malheureusement la seule que nous ayons à redouter, et il convient d'insister maintenant sur quelques particularités de notre production agricole qui mettront mieux en lumière, si cela est possible, les résultats regrettables des tarifs protecteurs appliqués aux céréales et au bétail.

Un des caractères les plus saillants de la production agricole en France, c'est la diversité. — On a pu dire avec raison que notre pays était, grâce à la variété de son climat et de la nature de son sol, l'abrégé de l'Europe et peut-être du monde. Les régions du Nord, de l'Ouest, du Nord-Est, du Centre et de l'Est, produisent beaucoup de céréales et nourrissent une grande quantité de bétail. Il en est tout autrement dans le Midi, et plus particulièrement dans le Sud et le Sud-Est.

Nous empruntons à l'Enquête agricole de 1832 les chiffres suivants qui se passent de commentaires.

*Production du froment, et poids vif des animaux vivants (toutes espèces réunies; et de l'espèce bovine par 100 habitants de la population totale.*

RÉGIONS		FROMENT.	ANIMAUX DE TOUTE ESPÈCE.	ESPÈCE BOVINE.
		hectolitres.	quintaux.	quintaux.
du SUD-EST  et DU SUD.	Haute-Loire .....	78	193	132
	Ardèche .....	157	122	53
	Drôme .....	609	157	46
	Gard .....	242	83	7
	Vaucluse .....	528	93	4
	Basses-Alpes .....	646	181	18
	Hautes-Alpes .....	346	168	57
	Alpes-Maritimes .....	113	65	17
	Bouches-du-Rhône .....	151	56	3
	Var .....	350	61	3
	Hérault .....	202	75	8
	Aude .....	207	142	31
	Pyrénées-Orientales .....	63	106	29
	Moyenne .....	284	115	31
	Moyenne pour la France..	343	165	96

L'insuffisance de la production du froment et la pauvreté de ces deux régions en bétail est donc indiscutable; d'un autre côté, la culture de la vigne qui couvre 473.000 hectares, soit près du *tiers* de la surface consacrée en France aux vignobles, suppose l'existence d'une population très nombreuse de viticulteurs qui *achètent* leur blé ou leur viande. Les maraîchers, jardiniers, horticulteurs et bûcherons sont également très nombreux dans cette partie de la France. On compte, en effet, pour les 13 départements que nous avons cités plus haut :

Bûcherons.....	57.600
Pépinieristes, maraîchers, horticulteurs....	110.700
	<hr/>
Total :	168.300

En supposant qu'il existe 200.000 viticulteurs pour une surface en vignes de 473.000 hectares, nous sommes sans doute au-dessous de la vérité : et en multipliant ce chiffre par 3 seulement pour tenir compte de la famille et des auxiliaires des viticulteurs, notre estimation n'est pas exagérée.

Il faut ajouter à ces chiffres 150 000 ouvriers et employés, déduction faite de ceux qui sont utilisés par les bûcherons, maraîchers, horticulteurs et *viticulteurs* déjà mentionnés. Ces 150.000 ouvriers et employés ruraux représentent, avec leurs familles, 450.000 personnes seulement. parce que nous admettrons qu'une partie des membres de la famille figure déjà dans le nombre des travailleurs salariés.

En récapitulant les différents groupes que nous venons de distinguer on trouve :

Bûcherons, maraîchers, horticulteurs.....	
leur famille et leurs auxiliaires.....	168.000
Viticulteurs, leur famille, et leurs auxiliaires	600.000
Ouvriers ruraux et leur famille.....	450.000
	<hr/>
Total :	1.218.000

La population agricole des 13 départements méridionaux indiqués plus haut étant de 2.025.000 personnes, on voit que la hausse du froment et de la viande n'intéresse pas plus de 807.000 agriculteurs, soit moins de 40 0/0 de la population agricole.

La consommation du froment s'élevant à 2 hectolitres par tête pour les cultivateurs, les 1.218.000 personnes dont nous venons de parler achètent environ 2.436.000 hectolitres de blé, et la hausse de 3 fr. 75 par



unité représente pour elles une perte de *neuf* millions de francs en chiffres ronds.

Si l'on veut bien se rappeler, en outre, que la consommation en viande de la population rurale atteint 21 kil. par tête, et que les surtaxes douanières ont élevé le prix de 0 fr. 20 par kil., on trouve encore de ce chef une augmentation de dépense qui atteint 5.115.000. francs.

En résumé, le régime protecteur fait d'ores et déjà peser sur une partie de la population agricole du midi de la France, au nom de l'Égalité, une augmentation de charges qui atteint en bloc la somme considérable de 14 millions de francs tous les ans !

Il était, croyons-nous, utile de signaler ces conséquences déjà sensibles d'un régime économique nouveau, et de montrer combien est trompeuse cette protection douanière, dont le nom est si cher aujourd'hui à ceux qui en ignorent les véritables résultats.

D. ZOLLA.

---

## LETTRE D'ITALIE

---

Le 1<sup>er</sup> mai s'est passé assez tranquillement en Italie, sauf à Florence et à Rome, où il y a eu quelques désordres, qui, grossis et exagérés, ont largement défrayé la chronique des journaux, et fourni au Parlement l'occasion d'une de ces discussions oisives dont il amuse ses loisirs.

La partie anecdotique de ces événements n'est pourtant pas la plus digne d'attention, ce qui doit bien plus frapper tout esprit non habitué à s'arrêter à la surface des choses, c'est de voir chaque année grossir l'armée socialiste et augmenter d'importance la revue qu'à jour fixe elle passe de ses forces. Celles-ci sont considérables, et l'on se tromperait fort si l'on croyait pouvoir les mesurer dans les différentes villes d'Italie par l'étendue des désordres qui s'y sont produits, car, pour ne citer qu'un exemple, Milan, où les socialistes sont nombreux et parfaitement organisés, est demeuré calme, tandis que les seuls faits un peu sérieux de résistance à l'autorité se sont produits à Rome où les socialistes sont en petit nombre, et n'ont qu'une organisation rudimentaire. Le socialisme gagne chaque jour du terrain et cela non seulement en Italie, où il est en grande partie d'importation étrangère, mais surtout dans la plupart des autres grands États du continent européen, où l'état des esprits est tel qu'on peut affirmer sans crainte d'erreur que tout ouvrier qui pense est socialiste ou est en train de le devenir. Il est vrai que le plus grand nombre d'entre eux ne pensent encore à rien, mais ils ne résistent guère que par force d'inertie à la propagande socialiste, ils sont comme un banc de sable au milieu du courant d'un torrent, qui en entraîne continuellement quelque parcelle, et qui finira par le faire disparaître entièrement.

Ce qui retarde le triomphe du parti socialiste, c'est surtout le grand nombre de sectes dans lesquelles il s'émiette, et qui se combattent l'une l'autre avec acharnement. Le dessein de les réunir pour un but commun : celui d'obtenir la journée de travail de huit heures, et pour une démonstration générale : celle du 1<sup>er</sup> mai, était donc fort bien imaginé ; mais on peut dire qu'il a déjà échoué ; car d'un côté les anarchistes déclarent, comme l'a fait Cipriani à Rome, que la journée de huit heures est un but dont il ne vaut même pas la peine de s'occuper, et d'autre part on a pu voir que l'accord était bien loin d'être unanime sur la date de la démonstration et sur le caractère qu'elle devait avoir.



















---

## CORRESPONDANCE

---

### LE ROLE DE LA FRANCE EN INDO-CHINE

27 mai 1891.

M. le contre-amiral Reveillère veut bien nous communiquer la lettre suivante adressée à M. de LANESSAN, Gouverneur général de l'Indo-Chine :

Monsieur le Gouverneur général,

Vous partez pour l'Indo-Chine avec des pouvoirs illimités, jamais pouvoirs n'ont été réunis entre des mains plus dignes.

Mes vœux vous accompagnent, non seulement par sympathie personnelle, mais parce que vous tenez entre vos mains une partie de l'honneur de la France. Puissiez-vous réussir dans cette œuvre que vous entreprenez sans autre intérêt personnel que l'ambition légitime de rendre au pays de grands services. Vous l'entreprendrez avec toute l'énergie, toute la droiture que commande la situation. Vous y apportez une noble confiance, et vous en avez grand besoin, car la tâche est rude assurément.

En fait, vous allez disposer souverainement de 20 millions d'âmes. Jamais peut-être conquérant n'a tenu entre ses mains un pouvoir discrétionnaire comme vous. Vingt millions d'âmes, une grosse part de l'honneur de la France, voilà le fardeau dont la responsabilité vous incombe.

Dans un journal, on vous prête cette réponse à un interviewer :

« La plaie de l'Indo-Chine est la mésintelligence entre les autorités civiles et les autorités militaires ; tous les maux de l'Indo-Chine viennent de là. »

Cette réponse est-elle exacte ?... vraie ou fausse, elle est l'expression d'une opinion fort répandue ; je la prends, à ce titre, de prétexte à ma lettre.

A coup sûr, la rivalité des pouvoirs civils et militaires est une calamité pour l'Indo-Chine. Je ne parle pas des troubles et des lenteurs qu'elle apporte dans l'administration des services publics ; malgré toute son importance, c'est un des petits côtés de la question. Voici le côté grave : les malheureux indigènes payent tous les frais de ces disputes entre les conquérants et, de ce fait, la masse des haines accumulées contre nous grossit encore.

Cette plaie des querelles — le plus souvent fort mesquines — entre civils et militaires, vous la guérirez par votre impartialité largement armée.

Mais il est d'autres maux bien autrement profonds

Mettons en première ligne ce vieux préjugé, soigneusement entretenu par une coterie de politiciens et de monopoleurs que les colonies de domination sont une source de profits pour la métropole — tandis que, si les événements conduisent parfois à fonder une colonie de domination par *devoir*, elle est toujours une charge.

Or, l'administration sera tout autre, suivant que vous verrez, dans une colonie, un enfant dont l'éducation est coûteuse ou des vaincus à exploiter.

Une foule d'abus de pouvoir ont leur origine dans ce dogme nouveau que nous devons à l'anthropologie, science qui a toutes les incertitudes d'une science en formation : le dogme de la supériorité de notre race. Je n'insisterai pas sur ce fait que ces races inférieures calculaient l'inclinaison de l'écliptique pendant que nous faisons des sacrifices humains.

Je n'insisterai pas davantage sur ce point : la Révolution française a proclamé la fraternité de tous les hommes ; la doctrine de la supériorité des races est une importation d'outre-Rhin. C'est en vertu de la supériorité de la race teutone, — cette supériorité était un dogme aussi de l'autre côté de notre ancienne frontière — que l'Alsace-Lorraine gémit sous le joug de l'étranger.

Je l'ai vue — de mes yeux vue — à l'œuvre cette doctrine, et, sans me préoccuper si elle est vraie au point de vue scientifique, ethnographique, anthropologique... j'ai constaté son immoralité et je l'ai condamnée au nom de cette parole de l'Évangile : « Vous les connaîtrez à leurs fruits ».

Le peuple annamite (je ne parle pas de la lie de Saïgon où, sous notre domination fermentent tous les vices) a imposé le respect à tous les gens qui l'ont approché.

Bien peu d'administrateurs de la Cochinchine ne professent point une haute estime pour la civilisation annamite et n'en considèrent point les habitants comme nos égaux par le caractère et l'intelligence. Après un long apostolat, une des sommités ecclésiastiques de l'Indo-Chine me disait en me parlant, non de ses ouailles, mais des païens : « Ce serait une grossière erreur de considérer les paysans annamites comme inférieurs aux paysans de France ». Quant aux lettrés, je ne crois pas être un mauvais patriote en souhaitant à la société française d'avoir à sa tête des hommes de la grandeur morale des Thuyet, des Thon-Tat-Dam, des Phan-Tan-Gian.

Les difficultés en présence desquelles vous allez vous trouver abon-

dent, vous les surmonterez, je l'espère ; mais vos meilleures intentions n'échoueront-elles point devant la difficulté primordiale : l'hostilité sourde des conquis envers leurs conquérants ?

Ce sont des conquis, ces vingt millions d'âmes que l'on vous confie ; et si vous croyez à l'affection de ces conquis, vous vous trompez étrangement.

Jetez les yeux trop près de nous, hélas !... voilà les Alsaciens blancs comme les Allemands, parlant allemand, Allemands par les goûts et les mœurs... Ils ne professent point pour leurs conquérants une bien grande sympathie. Eh ! bien, croyez-le, il n'en est pas différemment pour les jaunes, pour ces jaunes qui écrivent verticalement et portent le deuil en blanc, comme pour nous montrer par un signe visible leur tendance à voir les choses sous un jour différent du nôtre. Ils n'ont ni notre langage, ni notre écriture, ni notre religion, ni nos goûts, ni nos mœurs. Nous sommes des conquérants, eux des conquis — ne reculons pas devant la vérité — il y a face à face des exploiters et des exploités.

La vérité est que, depuis plus de trente ans, nous torturons ces peuples, non par méchanceté sans doute, mais par ignorance, par infatuation, par avidité.

Vous imposerez la paix aux autorités civiles et militaires pour le plus grand soulagement de vos administrés ; vous appellerez les fonctionnaires à l'équité, vous leur interdirez de traiter les indigènes en parias, sous prétexte de supériorité de race. Au lieu de l'orgueil méprisant, vous mettrez la bienveillance à l'ordre du jour... mais j'ai bien peur que vous ne trouviez d'intraitables ennemis dans les colons, si vous ne leur livrez pas l'indigène.

Le colon, s'il est une nécessité dans les colonies de domination, en est aussi la difficulté suprême.

Il est urgent d'insister ici sur l'abîme qui sépare ces deux genres de colonie trop souvent confondus : la colonie de *peuplement* et la colonie de *domination*. Dans la première le colon s'efforce de s'enrichir par le travail ; il demande à la mère-patrie la liberté au-dedans, la protection au dehors, rien de plus. Dans la seconde, au lieu de chercher la fortune dans l'exploitation des richesses naturelles, trop souvent il la demande à l'exploitation de l'indigène.

Un gouverneur de Cochinchine, intelligent et habile — quant à ses intérêts du moins —, doit agir d'après ce principe : les indigènes n'ont pas de presse à leur service, l'écho de leurs plaintes ne saurait parvenir en France — les criailleries des colons retentissent au contraire, dans l'opposition, avec un éclat formidable.

Tout gouverneur préoccupé de conserver sa place a sa ligne de conduite toute tracée : d'abord livrer l'indigène au colon. Il devra aussi



de l'Indo-Chine avec une parfaite connaissance et une complète liberté d'esprit.

Dans un langage très mesuré, mais très clair, M. Aymonier expose les dangers de la situation. Il est *visiblement inquiet* sur l'issue de notre aventure coloniale.

On lit entre les lignes la crainte de nous voir échouer piteusement dans notre œuvre, la crainte de nous voir contraints d'abandonner notre conquête, sans y laisser d'autre trace que la haine du nom français et l'horreur de notre civilisation.

Nous avons à redouter une rébellion générale.

Ce n'est point le seul danger, il faut dire toute la vérité au pays :

« Si nous ne pouvons compter sur le dévouement des indigènes pour la défense de nos possessions, nous ne pourrons nous y maintenir qu'avec la permission de la Chine. »

On tomberait dans une erreur funeste, si l'on s'imaginait pouvoir recommencer les exploits de l'amiral Courbet. La Chine marche vite. Il y a déjà autant de différence entre la Chine d'aujourd'hui et celle de l'amiral Courbet, qu'entre la Chine de l'amiral Courbet et celle de l'amiral Rigault de Genouilly.

L'amiral Courbet, malgré toute son audace, aurait haussé les épaules si quelque fou lui avait proposé de s'emparer de Canton avec trois mille hommes comme son illustre prédécesseur.

En parcourant un journal, nous avons jeté, il y a quelques mois, un regard distrait sur un entrefilet de deux lignes où l'on annonçait l'arrivée d'une escadre chinoise à Saïgon. Dans notre colonie, l'émotion fut profonde ; on ne s'y trompa point, c'est l'inauguration d'une ère nouvelle.

A son arrivée de Chine, un capitaine de vaisseau me disait naguère :

*Le XX<sup>e</sup> siècle ne commencera point sans que l'on voie le pavillon chinois flotter dans les eaux de l'Europe.*

Il nous faut, le cas échéant, nous trouver en mesure de lutter contre la Chine avec les ressources de l'Indo-Chine. Or, pour s'illusionner sur les sentiments que nous inspirons (et que nous devons inspirer), il faut n'avoir point siégé au Conseil privé du gouvernement de la Cochinchine.

Quand le fruit est mûr, il se détache de l'arbre — quand une colonie s'est suffisamment développée pour vivre par elle-même et compter sur ses propres forces, elle se détache de la mère-patrie. Ainsi pense M. Aymonier.

M. Aymonier insiste sur ce point : l'émancipation de l'Indo-Chine est dans l'ordre naturel des choses, elle est fatale.

Ce qui dépend de nous, c'est le mode suivant lequel s'opérera une séparation à laquelle il faut nous préparer :

Ou nous persévérons dans une politique d'iniquité, dans ce seul but : « l'exploitation du faible ». Or si « la force prime le droit », un ordre supérieur veut que tôt ou tard « le droit devienne la force » — et honteusement chassés de l'Indo-Chine, nous n'y laisserons pour prix de nos labeurs, de nos capitaux, de notre sang, qu'une mémoire exécrée;

Ou, par l'exercice de la plus impartiale justice, de la bienveillance, de la sympathie pour une race noble, momentanément assujettie, par la démonstration indiscutée de notre rôle civilisateur et non spoliateur nous aurons fait sa conquête morale. — Alors, quand le moment inéluctable de la séparation sera venu, nous pourrons traiter avec honneur et profit. Par la diffusion de notre langue, de nos connaissances, de notre industrie, nous jouirons, avec l'avantage de relations commerciales étendues avec un peuple prospère, du spectacle glorieux du génie de la France éclairant l'Extrême-Orient.

Donc, *diffusion de notre langue*, efforcez-vous d'en faire la langue du pays, mais avant tout, par dessus tout, Monsieur le Gouverneur général, justice pour l'indigène.

*Gouvernez pour l'indigène*, c'est la seule excuse de la conquête .. si la conquête peut s'excuser. — Et c'est notre véritable intérêt.

Et songez à ce proverbe cambodgien qui est la plus haute vérité morale :

*L'Expiation goucerne le monde.*

Veillez agréer, Monsieur le Gouverneur général, les assurances de mon profond respect,

C.-A<sup>1</sup> RÉVEILLÈRE.

## LE PROTECTIONNISME ET SES FONCTIONS AUX ÉTATS-UNIS

*Paris, 8 mai 1891.*

Cher Monsieur Passy,

N'ayant pas voulu empiéter sur les travaux de votre Société, j'ai préféré vous exposer par écrit ce que je désirais vous dire au sujet de l'influence qu'a exercée le régime protectionniste sur la situation des fermiers américains. Voici donc ce qui résulte de mes observations personnelles pendant un long séjour aux États-Unis.

Tout ce que le fermier américain est obligé d'acheter est d'un prix beaucoup plus élevé qu'en Europe ; depuis ses vêtements, qui coûtent très souvent le double de leur prix naturel, jusqu'au sel que consomme son personnel et son bétail, jusqu'au fer de sa charrue, tout est d'un prix extraordinairement surfait. Un calcul exact du dommage qu'il





sont plus au même degré qu'ils l'étaient il y a quelques années, et le tarif est une des principales causes de cette diminution de leur force productive : il leur a suscité des concurrents formidables contre lesquels il leur sera impossible de lutter s'ils ne renoncent à leur politique douanière.

La production agricole se trouvant ainsi entravée par le régime douanier, l'exploitation des chemins de fer en subit le contre-coup. C'est, en effet, l'agriculture qui leur fournit le plus de produits à transporter. Il en est de même des grandes minoteries, des immenses abattoirs, des fabriques de conserves, des manufactures de machines agricoles, en un mot, de toutes les industries indigènes dont la prospérité dépend de la production agricole.

S'il y a des industries qui prospèrent c'est seulement parce qu'elles prélèvent un impôt sur les autres sous forme de droits de douane. C'est ainsi qu'il y a de grandes forges en Pensylvanie qui donnent maintenant un revenu magnifique à leurs actionnaires grâce au tarif presque prohibitif qui leur permet de surfaire les prix de leurs produits. Il en est de même de certains filateurs, de propriétaires de mines, etc. Mais toutes ces industries ne vivent qu'en parasites, aux dépens des agriculteurs et des autres consommateurs de leurs produits.

Ce sont ces industries subventionnées qui ont versé des millions dans les caisses du parti républicain pour l'élection de Harrison, parce qu'ils craignaient que le triomphe de Cleveland ne fût aussi le triomphe du libre-échange. Ils ont fourni au parti alors victorieux les moyens de dépenser, par exemple, dans le seul État de New-York, plus de 45 millions de francs pour acheter ouvertement des voix.

Ces efforts exagérés ont certainement beaucoup contribué à déterminer la réaction populaire si remarquable qui se manifeste actuellement en faveur du libre-échange.

Les profits extraordinaires de certaines industries ont encore été augmentés par diverses méthodes de créer des monopoles « trusts » et « rings », rendus possibles par la protection qui exclut la concurrence étrangère, lesquels monopoles échappent à toute répression légale. Quelques-uns de ces grands « trusts » ont été avantageux au public en diminuant les frais de production ; mais ces cas se présentent surtout dans les industries, comme celle du pétrole, où il n'y a pas de tarif pour mettre le peuple à la merci des producteurs indigènes.

La protection augmente la tendance déjà très marquée des Américains et de certaines classes d'immigrants, surtout des Irlandais, à se concentrer dans les villes au lieu d'aller cultiver les terres. Très souvent on a appelé des ouvriers européens pour établir et mettre en train des industries nouvelles développées par la protection. Cette concentration





Tout de même j'aurais pu espérer, me semble-t-il, que M. du Puynode faisant mention de mon travail dans le *Journal des Économistes*, livraison de ce mois, et disant à ce propos quelques mots de la question, eût tenu compte de mes raisonnements et des arguments que j'ai avancés ; mais je n'ai pas trouvé trace dans ses observations qu'il en fût ainsi.

Le but principal de cette lettre est notamment de vous faire observer combien ce que M. du Puynode dit quant au contenu de mon mémoire est souvent peu exact. Je crois avoir, en effet, le droit de me plaindre à cet égard. Vous trouverez ci-joint une note où j'ai mis en regard les observations et citations de M. du Puynode, et le texte même de mon mémoire. Vous n'aurez qu'à jeter un coup d'œil sur cette note pour vous convaincre que M. du Puynode a été — bien involontairement sans doute — vraiment par trop inexact dans ce qu'il a dit aux passages indiqués. Et il me semble que je suis en droit de le prier de rectifier ces inexactitudes dans la plus prochaine livraison du *Journal des Économistes*. J'aime à croire que c'est une réparation que vous voudrez bien m'accorder. Je préfère m'en remettre à vous-mêmes pour décider de la manière dont cela devra se faire que de vous demander d'insérer à cet effet une note de ma main, mais je ne doute pas que dans ces conditions-là surtout vous ne trouviez juste ce que je vous demande.

Agréez, etc.

G. M. BOISSEVAIN.

*Journal des Économistes*, mai 1891.

M. G. DU PUYNODE. Compte rendu des Mémoires de MM. ROCHUSSEN et BOISSEVAIN sur la question monétaire.

*J. des Éc.*, p. 306.

M. Boissevain assure pas fait. Mais pour la raison très simple que MM. Wolowski, etc., que *sir Robert Peel est mort en 1850* et auraient pu démontrer à que les écrits de Wolowski, auxquels il est R. Peel que le double éta- fait allusion, datent de 1869, etc., et que lon garantit, infiniment ceux de MM. Cernuschi, Gibbs et autres sont mieux que le simple éta- bien plus récents encore. lon, la stabilité de la va- Mais grâce aux études et aux raisonne- leur de la monnaie, etc. : ments de MM. Wolowski, etc., les arguments le malheur, c'est qu'ils ne de sir R. Peel sont réfutés victorieusement. l'ont pas fait.

P. 306.

Mémoire de M. Boissevain, p. 28.

MM. Boissevain et Rochussen se trompent assu-

« Or il est incontestable que, par cette réforme monétaire (la réforme monétaire de

rément de même lorsqu'ils accusent les gouvernements, surtout ceux des peuples de l'Union latine, d'avoir sans motif, par pure fantaisie, démonétisé l'argent ou d'en avoir restreint, puis interdit la frappe. Ce sont les peuples qui les y ont forcés, etc.

P. 306.

M. Boissevain, malgré sa frayeur, — remarque pourtant — que jamais le marché général ne s'est signalé par une abondance de capital disponible aussi grande et aussi constante que celle des dernières années... » Or, M. Boissevain sait que l'abondance des capitaux, c'est la richesse et que l'un des plus grands bienfaits que puissent espérer les États est la baisse de l'intérêt, dont la constance est la marque certaine de l'absence de perturbation.

l'Allemagne), l'état de choses subit un bouleversement général. L'équilibre monétaire qui avait existé jusqu'alors était menacé et bientôt il était perdu entièrement. Eût-il pu être maintenu encore par l'action de la France et des autres membres de l'Union latine ? Ce n'est guère probable, ou plutôt on peut dire sûrement que c'était impossible... *On ne peut donc qu'approuver la résolution du Gouvernement français et des autres participants de l'Union latine de suspendre la frappe de l'argent.* »

Mémoire de M. Boissevain, p. 69-74.

« Jamais ce marché ne s'est signalé par une abondance de capital disponible.... Voilà ce qui s'est dit et ce qu'on a répété cent fois. Et, certes, c'est un fait qui ne se conteste pas, *mais il s'agit de l'apprécier à sa juste valeur.*

« Or, c'est la longue dépression commerciale et industrielle qui partout a fait affluer les capitaux au marché monétaire pour y chercher un emploi temporaire.... Cette abondance de capital disponible est donc la conséquence directe du renchérissement de l'or ; le capital s'est détourné du commerce et de l'industrie et s'est réfugié à la Bourse.

« Nous disons donc que l'abondance du numéraire aux banques.... n'était que relative, on s'en est bien aperçu toutes les fois que le véritable état de choses se faisait jour, en produisant des demandes du métal or pour l'exportation....

« Les affaires alors se ranimèrent, et elles semblèrent prendre enfin un nouvel élan. Or, tout ce beau mouvement ne dura que bien peu de temps. Bientôt la raréfaction de l'or vint de nouveau le contrarier....

« La grande leçon qu'il y a à tirer des événements financiers des derniers mois est celle-ci : que le présent état monétaire de l'Europe ne comporte ni extension des

affaires en Europe même, ni aucune opération à l'étranger qui puisse occasionner une exportation du métal monétaire. Et certes on ne pourra prétendre que ce soit là une situation désirable et avantageuse..... »

P. 307.

Ce qui m'étonne le plus peut-être, c'est que ni M. Rochussen, ni M. Boissevain ne se soient expliqués sur la nouvelle législation monétaire des États-Unis.

Mémoire de M. Boissevain, p. 107 (en date d'avril 1890).

« La question des chances de la réhabilitation partielle du métal blanc *sous l'influence des mesures projetées actuellement aux États-Unis*, a toutefois une autre face encore.

« Il y a lieu de se demander si cette réhabilitation serait réellement une chose avantageuse.....

Etc., jusqu'au milieu de la page 108.

Et appendice en date de novembre 1890, p. 112.

« Depuis que, il y a environ sept mois, j'ai terminé le mémoire qu'on vient de lire, il s'est passé plusieurs événements de la plus grande importance par rapport à la question monétaire.

« Il me semble que maintenant que je vais publier mon travail, il serait utile de ne pas passer ces événements sous silence.....

« D'abord, nous ne connaissions encore au mois d'avril 1890 que les premières propositions au sujet de la revision de la législation des États-Unis concernant le monnayage du métal blanc. Depuis ces propositions ont abouti.....

Et alors jusqu'à la page 129, donc de la page 113-129, *c'est-à-dire pendant seize pages, il n'est question dans l'appendice que de la nouvelle législation monétaire des États-Unis, de sa signification, de ses suites probables, etc.*

Et cependant M. Du Puynode écrit : ce qui m'étonne le plus peut-être, c'est que M. Boissevain ne se soit expliqué sur la nouvelle législation monétaire des États-Unis !

Amsterdam, le 24 mai 1891.

Monsieur le Rédacteur en chef du *Journal des Économistes*.

Dans le *Journal des Économistes* du 15 mai, M. Gustave du Puynode a rendu compte du mémoire de mon compatriote, M. Boissevain, primé dans le concours de bimétallique de sir Mersey Thompson Bartlett, ainsi que du mien, qui remporta le prix du concours Cernuschi.

M. du Puynode, dans son article, me fait porter contre les gouvernements de l'Union latine une accusation que non seulement je n'ai point dirigée contre eux, dont tout au contraire j'ai démontré ailleurs l'injustice, quand elle leur fut adressée par certains adhérents de l'étalon unique d'or.

« M. M. Boissevain et Rochussen se trompent assurément », dit M. du Puynode, « lorsqu'ils accusent les gouvernements, surtout ceux de l'Union latine, d'avoir sans motif, par pure fantaisie, démonétisé l'argent ou d'en avoir restreint, puis interdit la frappe. »

Ce serait donc entre autres le gouvernement français, et lui surtout, auquel je me serais injustement attaqué. Je remplis un devoir en protestant contre pareille allégation.

Ouvrez, Monsieur, mon mémoire, vous y trouverez, pages 107 et 137-146 la démonstration comme quoi et pour quel motif l'Union latine, mon pays, tant d'autres encore se sont trouvés dans la nécessité absolue de fermer l'atelier monétaire au métal blanc. J'ai développé la même thèse dans les *Observations*<sup>1</sup> que j'ai présentées à M. Frère-Orban à la suite de son échange de vues avec M. E. de Laveleye. Rien à mon avis ne saurait être plus clair, plus évident : nul pays en Europe et en Amérique ne devrait plus battre monnaie pour compte de l'État, ne pouvait plus permettre aux particuliers de continuer à battre monnaie d'une matière que l'Allemagne, à l'instar de l'Angleterre, avait déclaré ne plus jamais vouloir accepter en paiement des produits de son sol et de son industrie.

C'est donc la démonétisation de l'argent en Allemagne qui a forcé les autres gouvernements à prendre la même mesure. Mais alors quel a été le motif du gouvernement allemand ? Je citerai les réponses que font à cette question trois auteurs allemands de grande notoriété : M. Knies, l'auteur d'un ouvrage étendu sur l'argent et le crédit, nous apprend que l'Allemagne, en entreprenant sa nouvelle législation monétaire, se trouvait mûre (« *war herangereift* ») pour le monométallisme-or ; le célèbre économiste Ad. Wagner pose en fait que l'Allemagne pensait par là précéder les autres peuples du continent dans la

---

<sup>1</sup> Opuscule publié à La Haye, Paris et Bruxelles en 1890.





puyant sur les meilleures autorités théoriques et pratiques, j'ai démontré que les fluctuations du cours de change entre les deux métaux sont de leur nature absolument pareilles à celles du cours de change entre deux places commerciales ayant le même étalon, si ce n'est un même système monétaire ? Les faits et les chiffres en question n'empêchent aucunement qu'il n'y eût un *pair bimétallique*. Après l'écrit consacré par M. Cernuschi à cette partie de la controverse, on était en droit de la considérer comme vidée, tant du moins que la démonstration n'était pas réfutée ; et voilà ce que M. du Puynode n'a pas seulement entrepris.

Mon honorable critique prend d'autant plus à tâche de montrer que je me « contredis ouvertement ». Je me sais coupable de certaines répétitions, mais en conscience je ne saurais encore trouver dans mon mémoire un seul point sur lequel j'aurais été en désaccord avec moi-même. Parlant des oscillations de la valeur économique de l'argent (ce n'est plus du tout des oscillations d'un cours de change que maintenant il s'agit), j'ai distingué entre celles qui sont inévitables et résultent de la nature même des choses, et les perturbations que cause une législation monétaire mal conçue ; puis, j'ai démontré que cette épithète convient à toute législation qui ne reconnaît pas comme faisant ensemble l'*argent* du monde l'argent et l'or ; enfin je suis arrivé à la conclusion qu'avec l'or seul on court, précisément par rapport à la stabilité de la valeur d'échange du numéraire, les risques les plus graves. Où est la contradiction ?

J'ai signalé une autre catégorie de perturbations : celles que causent des espèces avec pleine force libératoire qui continuent de circuler, après que le frai et la rognure les ont fait tomber au-dessous du poids droit et du titre légal. Ne point maintenir la circulation métallique au niveau de la valeur nominale, c'est, ai-je dit, infidèlement appliquer la loi<sup>1</sup>. Mais la loi qui ne reconnaît qu'aux seules espèces d'or la pleine force libératoire, est sur ce point bien plus difficile à appliquer fidèlement que celle qui se sert de l'argent, selon sa destination naturelle, pour étayer le métal plus précieux. Je ne crois pas que beaucoup d'experts dans la technique monétaire me contrediront sur ce point. Il est impossible de concevoir comment M. du Puynode puisse en arriver à voir une contradiction dans un argument si naturel en faveur du bimétallisme.

Il nous loue, M. Boissevain et moi, de « condamner absolument la monnaie de signe ». C'est un éloge que je ne saurais accepter, ni M. Boissevain non plus, car nous savons que, dans certaines limites, la monnaie de signe est chose absolument indispensable : voilà un point

---

<sup>1</sup> V. Sur cette importante question l'ouvrage de M. Seligmann, *De l'état de notre monnaie d'or*, dont il est rendu compte dans le même numéro du *Journal des Économistes*.



persiste dans mon admiration pour la loi française de 1803, la mieux conçue que jamais peuple ait eue; et non seulement je ne retranche rien de ce que j'ai dit sur ce point, j'y ajoute encore comme nouveaux bienfaits que la France continue de recueillir de son système, encore qu'il soit suspendu dans une de ses dispositions essentielles : un taux de l'escompte simultanément à Paris de 3 0/0, à Londres de 6 0/0, et l'Angleterre monométalliste empruntant de l'or à la France. Voilà de solides avantages dont la France est redevable à son génie pratique qui toujours a considéré comme *l'argent* du monde ce qui est et de toute nécessité *doit continuer d'être l'argent* du monde.

Je l'ai dit et c'est votre compatriote, M. J. Magnin, qui me l'a appris : l'argent est le régulateur de tous les intérêts. S'il en est ainsi, n'est-il pas évident que nulle question d'ordre matériel ne saurait égaler en importance la question monétaire ?

J'emprunterai deux exemples au compte rendu même de M. du Puynode. Selon lui « notre dernière crise si dommageable et si prolongée a pris fin »; selon moi, elle subsiste toujours. Je pense, en effet, qu'on peut assez le voir dans l'Amérique du Sud comme en Portugal, à Londres comme aux États-Unis. (A propos des États-Unis j'ouvre une parenthèse pour dire que si M. du Puynode trouve surprenant que ni M. Boissevain ni moi nous n'ayons parlé du Silver-bill du 13 juin 1890, il faut qu'il ait eu entre les mains un exemplaire dépareillé du mémoire de M. Boissevain sans l'appendice ; quant au mien, écrit dans l'hiver de 1889, j'ai tenu à le publier tel qu'il avait été soumis aux juges des concours.) Dans ces derniers temps, partout, que de faits qui sont autant de symptômes d'un dérèglement de l'appareil régulateur ! Mais n'y en eût-il point pour le moment, la crise serait toujours là, à l'état de menace latente, mais très grave, tant que subsistera dans le monde presque entier le régime de l'étalon boiteux. Faut-il continuer d'aller clopin-cloplant jusqu'au jour de l'inévitable chute ? Les esprits les plus circonspects ont prédit pour ce jour des pertes incalculables, la ruine pour les intérêts les plus légitimes, de véritables catastrophes. Ont-ils raison et y a-t-il lieu d'aviser aux moyens de parer à ces maux ? — La question vaut certes la peine d'être examinée.

Deuxième exemple. M. du Puynode m'a grandement surpris, en disant que je vais, « ce qu'on avait oublié de faire jusqu'ici, jusqu'à mettre au compte de la répulsion de l'argent la recrudescence de l'erreur protectionniste ». Je pourrais lui parler d'un auteur anglais, R. Hogarth Patterson qui, dans son livre *The new golden age*, démontre comment cette même répulsion par l'Angleterre détermina après 1820 une crise, moins étendue dans ses effets mais absolument pareille de sa nature à celle qui se produisit après la législation allemande de 1871-1873, et

devint comme celle-ci le point de départ d'une majoration à peu près générale des tarifs, ce que du reste un penseur éminent, Ernest Seyd, avait prédit dès 1871. Je pourrais lui citer ce mot de Sismondi, datant de 1826 : « Si l'or est l'étalon commun, toutes les marchandises paraîtront être meilleur marché », mot d'une admirable profondeur et qui explique parfaitement cet enchaînement de cause et d'effet. Enfin je pourrais demander si M. du Puynode ignore réellement que, depuis une douzaine d'années au moins, MM. Alph. Allard et E. de Laveleye ont plaidé avec une rare vigueur et une admirable clarté : la démonétisation de l'argent est le danger le plus grand pour le libre-échange. N'importe cependant à qui revient la primeur de cette vérité, et eussé-je été seul à la proclamer, il n'en faudrait pas moins la reconnaître ou bien la faire connaître comme erreur. Pour moi, en laissant de côté toute la partie du débat qui se rapporte à la prime d'exportation conférée par les pays à étalon d'or à ceux où règne l'argent ou le cours forcé, pour moi la chose est absolument claire et l'effet mathématiquement certain. Sur le marché international l'équivalent autrefois était l'argent et l'or ; en vertu de la loi c'est maintenant l'or seul. Pour obtenir une somme en numéraire égale : il faut donner plus de produits, l'unité de poids et de mesure des produits se vend pour une somme moindre d'argent. Les produits ont coûté autant que par le passé ; ils paraissent être meilleur marché. Frappé par la loi douanière l'intérêt producteur demande protection à la loi douanière.

Est-ce juste ou non ? Faut-il dire, avec le comte de Mirbach <sup>1</sup>, le député au Reichstag allemand, que l'agriculture a raison de vouloir renoncer aux droits protecteurs, si l'on rend au métal blanc le droit de libre frappe ; ou bien, faut-il apprendre à ces intérêts, comme le veut M. du Puynode, qu'ils se trompent ? — Mais il paraît inutile d'insister sur la gravité de la question. A coup sûr, quand il s'agit d'intérêts d'une telle importance il ne faut pas craindre de troubler par des répétitions, fussent-elles mille fois répétées, le repos des Dieux ou du public, tant que celui-ci ne voudra pas reconnaître la véritable cause des maux qui nous affligent et nous menacent. On ne saurait avoir une opinion bien fondée sur des questions d'échange à moins de bien comprendre la véritable nature de l'instrument universel de l'échange. Hélas ! il n'est que trop vrai ce que j'écrivis récemment à un journal de Paris <sup>2</sup> : l'argent est le Dieu du public, mais apparemment c'est ce Dieu inconnu des Athéniens, auquel on dresse des autels, tout en redoutant d'en scruter les

---

<sup>1</sup> Dans son récent opuscule : *Considérations de politique monétaire (währungs-politische Betrachtungen)*.

<sup>2</sup> *Messenger de Paris* du 8/9 mai.

mystères. C'est une tâche à laquelle la science ne saurait se soustraire.

Il y a de cela presque 30 ans que le *Journal des Economistes* me fit l'honneur d'accorder sa publicité à un travail de ma main sur *l'abolition de quelques entraves à l'échange international*.

Aujourd'hui, je viens, M. le Rédacteur en chef, vous demander un accueil hospitalier pour les lignes qui précèdent. Je ne le fais point, soyez-en assuré, pour récriminer contre des critiques dont mon mémoire a été l'objet. Je le fais uniquement dans l'intérêt de la science et pour le bien public gravement compromis par le conflit actuel des systèmes monétaires. Ce n'est point l'intérêt particulier de tel ou tel pays, c'est l'intérêt identique de tous les peuples qui réclame une règle salubre pour ce qui lui-même est le régulateur de tous les intérêts.

L'argent et l'or sont l'*argent* du monde, il importe au monde que leur emploi simultané soit bien ordonné. L'*argent* est le moyen qui permet à la société économique de surmonter les obstacles que le temps et l'espace opposent à l'échange. Rendre stable le rapport entre les deux métaux monétaires, c'est rendre stable dans le temps et l'espace la valeur économique de l'équivalent universel, c'est permettre au monde économique de réaliser son unité.

Voilà ce que j'ai entrepris de prouver dans mon mémoire et ce que je voudrais pouvoir dire aux lecteurs du *Journal des Économistes*.

ROCHUSSEN.

La Haye, 29 mai 1891.

Voici la réponse de notre collaborateur, M. Gustave du Puynode :

Mon cher rédacteur en chef,

Afin d'éviter une nouvelle et inutile discussion sur la question monétaire, je me contenterai de répondre par de très courtes observations aux divers reproches qui me sont adressés par MM. Rochussen et Boissevain, à l'occasion du compte rendu que j'ai fait de leurs deux mémoires.

MM. Rochussen et Boissevain m'accusent de leur avoir prêté la pensée que les gouvernements des États de l'Union latine ont, de leur propre mouvement, restreint, puis supprimé la frappe de l'argent. Ils veulent que ce soit l'Allemagne qui les y ait forcés. Le bimétallisme est, à leurs yeux, la condition de la prospérité publique et cinq États ont dû décréter leur misère, et la décréter contre la loi naturelle des choses, parce que l'Allemagne a contredit à cette loi ! Ils le veulent ; soit ! Mais M. Rochussen écrit pourtant dans l'une des pages auxquelles il renvoie :



MM. Rochussen et Boissevain m'incriminent ensemble enfin d'avoir écrit qu'ils auraient dû s'expliquer sur les conséquences de la législation monétaire des Etats Unis, sur les grands dangers surtout qu'aurait à courir ce peuple et le monde entier au cas où la répulsion des Américains pour l'argent ne serait plus assez forte pour lutter contre la baisse de ce métal. Se sont-ils expliqués sur ces conséquences? Où donc ont-ils parlé de ces dangers? Le dernier *silver bill* américain est postérieur à leurs écrits. Mais ces dangers, pour être moindres, n'existaient-ils pas avant ce dernier bill. Ne les signalait-on pas déjà? M. Boissevain dit qu'il a consacré 16 pages de son mémoire à la crise américaine; il ne veut certainement pas faire entendre que les écrits s'évaluent à leur volume.

M. Rochussen croit que la crise industrielle et agricole terminée, selon moi, en 1889 ou 1890, existe toujours; c'est une opinion différente de la mienne, voilà tout; il ne m'accuse du moins en cela d'aucune inexactitude, mais s'il veut dire que cette crise continue parce qu'il ne se frappe plus d'argent dans l'union latine, je lui demanderai d'expliquer de nouveau pourquoi cette union a bien fait d'arrêter la frappe de l'argent et comment il se fait que les États en crise en ce moment ne comptent plus parmi eux ceux de l'union latine. Je lui dirai aussi que si Sismondi et R. Hogarth Paterson ont pensé que la restriction de l'argent a parfois ou toujours entraîné l'élévation des prix, ils n'en ont jamais fait provenir, à son exemple, une recrudescence de protectionnisme.

Quant aux reproches spéciaux de M. Boissevain, le premier qu'il me fait c'est d'avoir écrit, en réponse à l'une de ses phrases, que Wolowski et MM. Cernuschi et Gubbs n'ont pas converti Robert Peel à leur opinion monétaire; « Les écrits de Wolowski auxquels il est fait allusion, dit M. Boissevain, datent de 1869, ceux de MM. Gubbs et Cernuschi sont plus récents encore et Peel est mort en 1850. » En vérité, je le savais, mais je sais aussi que tous les trois avaient âge de raison et de discussion avant 1850. J'ai bien souvent, en ce qui me concerne, contredit Wolowski sur la monnaie avant cette époque.

M. Boissevain ne voudrait pas enfin que je lui attribuaisse la pensée que nous jouissons d'une très grande abondance de capitaux disponibles en ce moment. Malheureusement il l'a écrit en toutes lettres. Seulement il dit que c'est grâce « à la longue dépression commerciale et industrielle qui a fait affluer les capitaux au marché monétaire pour y chercher un emploi temporaire, etc. ». En le félicitant de sa croyance à notre richesse, j'ai si peu parlé de la cause qu'il indique à l'abondance des capitaux sur le marché monétaire, cause très fautive, d'ailleurs, à mon avis, depuis deux ans environ, que je disais dans mon compte rendu que M. Boissevain aurait dû se servir non des mots *marché monétaire* mais de ceux *marché général*.



Que MM. Rochussen et Boissevain en soient convaincus, j'ai lu leurs écrits fort attentivement, et si j'ai eu grand plaisir à les louer par moment, je m'en voudrais beaucoup aussi d'avoir sur un point quelconque déserté la vérité scientifique et la vérité des faits.

GUSTAVE DE PUYNODE.

---

## BULLETIN

---

### PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Mai 1891).

2 Mai. — **Situation** des chemins de fer de l'Europe au 31 décembre 1890 (p. 1965).

3. — **Rapports** adressés au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivis de décrets :

— portant que la colonie formée par la réunion du Gabon et du Congo français portera le nom de Gabon français (p. 1981).

— portant application aux colonies de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines (p. 1982).

— concernant l'organisation judiciaire de la Guyane (p. 1982).

4. — **Décret** accordant l'admission en franchise de 3 millions de litres d'huiles d'olives d'origine et de provenance tunisiennes (p. 1993).

6. — **Décret** approuvant les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Roubaix (p. 2014).

10. — **Décret** modifiant les articles 27 et 64 du décret du 20 déc. 1890 portant règlement sur la comptabilité des chancelleries diplomatiques et consulaires et sur le paiement des dépenses faites à l'étranger (p. 2059).

12. — **Décret** modifiant l'article 1<sup>er</sup> du règlement de l'administration centrale du ministère des finances et le tableau y annexé (p. 2085).

13. — **Décret** portant réorganisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères (p. 2106).

— fixant la répartition du personnel diplomatique entre les ambassades et les légations de la République française (p. 2107).

16. — **Décret** relatif à la dénaturation des cidres et poirés (p. 2154).

17. — **Loi** ouvrant au ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit extraordinaire de 50.000 fr. pour secours aux familles des victimes de la collision de Fourmies (p. 2165).

18-20. — **Rapport** adressé au Président de la République par le

ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret portant modification de l'article 6 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies (p. 2185).

21. — **Rapport** adressé au ministre de la marine sur la création de prix annuels pour les sauveteurs et propositions concernant les prix à distribuer le 27 mai 1891, par M. Fabre, administrateur de l'établissement des Invalides (p. 2207).

22. — **Programme** d'admission dans les écoles nationales d'agriculture (p. 2229).

23. — **Congrès** des sociétés savantes de Paris et des départements à la Sorbonne (p. 2253).

— **Réunion** des sociétés des beaux-arts des départements à l'école nationale des beaux-arts (p. 2255).

26. — **Convention** entre la France et la Belgique relative au rétablissement dans leur état normal des cours d'eau mitoyens (p. 2301).

27. — **Décret** portant création d'une bourse de commerce à Besançon (p. 2331).

— constituant en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Toulouse (p. 2331).

29. — **Loi** ayant pour objet l'ouverture au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (1<sup>re</sup> section) d'un crédit extraordinaire de 40.000 fr., sur l'exercice 1890, pour bonification de pensions de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse (p. 2373).

31. — **Loi** portant ouverture au ministre de l'agriculture d'un crédit supplémentaire de 300.000 fr. sur l'exercice 1890 (indemnités pour abattage d'animaux) (p. 2409).

— **Rapport** sur les travaux du bureau central météorologique, par M. Daubrée, membre de l'Institut (p. 2411).

**La récolte du blé en France.** — Nous avons reçu pendant cette dernière semaine, les réponses à une circulaire que nous avons expédiée dans les différentes contrées de notre pays cultivant le blé, priant nos correspondants de bien vouloir répondre aux questions que nous leur adressions, questions choisies avec soin et embrassant à la fois les ensemencements, la végétation et le rendement.

Voici ce questionnaire :

1<sup>o</sup> Reste-t-il du blé en quantité suffisante pour attendre la prochaine récolte ? Sinon, pour combien de semaines en manquera-t-il ?

2<sup>o</sup> Qu'elle est la proportion des terres ensemencées en blés d'hiver et en blé de mars ? Quel est le fromentage des terres emblavées en blés de saison et de printemps par rapport à un assolement ordinaire ?



d'abord le peu de confiance que l'on a généralement en France dans la culture de ces sortes de blés qui ne viennent pas dans tous les sols et pour lesquels il faut une température éminemment favorable, et ensuite, autre raison qui n'est pas négligeable, le prix élevé du grain, qui a été payé en mars dernier, sur certaines halles, jusqu'à 50 fr. le quintal. Dans ces conditions, on conçoit aisément que la superficie emblavée indique une notable diminution sur une année moyenne. Dans les régions à grande culture, les ensemencements ont été d'environ 90 0/0 d'une moyenne, mais dans les contrées pauvres, cette moyenne descend jusqu'à 30 0/0. Nous trouvons pour la France entière une moyenne de 69.5 0/0.

Si on applique cette proportion à la moyenne décennale de 1881 à 1890, qui est de 6.976.732 hectares, nous trouvons que la superficie emblavée est dans les environs de 5 millions d'hectares.

Les conditions atmosphériques ont constamment été défavorables au blé d'hiver, et l'avis général est que le retard de la végétation est en moyenne de trois semaines comparativement à une année ordinaire.

L'apparence des blés composant la superficie ensemencée est médiocre dans l'ensemble, mais il faut faire trois catégories bien distinctes : 1° Les blés semés avant les grands froids et qui ont subi les rigueurs de l'hiver, ceux-là sont franchement mauvais ; 2° ceux semés en blés de saison jusque fin février, qui ont une apparence médiocre ; 3° les blés du printemps, qui sont dans beaucoup d'endroits dans une bonne condition, mais, comme nous le disons plus haut, n'ont qu'une importance relative, puisque la proportion ensemencée est très réduite.

Les champs sont, pour la plus grande partie, envahis par les mauvaises herbes, dont la végétation fait beaucoup de progrès et qui menacent d'étouffer le plant. Les herbes se font particulièrement remarquer par leur abondance dans les départements du Nord, du Centre et de l'Est, elles existent dans quelques départements de l'Ouest ; mais diminuent à mesure que l'on approche des régions méridionales.

La question délicate de cette enquête étant le rendement probable de la récolte, nous avons eu soin dans notre questionnaire de demander comment on estimait ce rendement, mais en supposant *la continuation d'un temps favorable*. Nous sommes amenés à déclarer que le rendement sera dans son ensemble très médiocre et que nous ne pouvons pas compter sur plus et même à peine 2/3 d'une récolte ordinaire en tenant compte du nombre d'hectares ensemencés, ce qui revient à dire qu'on ne peut guère espérer, à moins de circonstances exceptionnelles, qu'une demi-récolte. En rappelant que la moyenne décennale de nos récoltes est de 109.619.735 hectolitres, nous arrivons à cette conclusion que la récolte de 1891 atteindra de 55 au maximum 60 millions d'hectolitres en



sommes énormes pour le soulagement de la misère. A côté de l'Assistance publique et des innombrables OEuvres ou Sociétés particulières qui sont connues, et dont le budget de dépenses peut être évalué, la bienfaisance individuelle s'impose des sacrifices dont l'étendue n'est pas généralement soupçonnée.

L'avis des gens compétents en pareille matière est que, si tout cet argent ne s'égarait pas, il n'y aurait pour ainsi dire point une seule misère réelle en France qui ne fût en état d'être soulagée.

Comment faire pour discipliner la charité et la rendre efficace ? Le meilleur moyen n'est-il pas de lui montrer l'exploitation dont elle est victime, de lui prouver qu'il faut à tout prix séparer le bon grain de l'ivraie, les vrais pauvres des faux nécessiteux ? Alors seulement on pourra s'occuper avec fruit d'une répartition équitable.

Il y a à Paris un homme qui s'est attelé à cette tâche, qui en a fait l'objet de ses préoccupations quotidiennes, et qui est parvenu à réunir des documents singulièrement intéressants sur la matière.

C'est M. Louis Paulian, secrétaire-rédacteur de la Chambre des députés, membre du Conseil supérieur des prisons de France et délégué au Congrès d'Anvers où il a réussi à faire adopter ses vues sur les mesures préventives à prendre contre la mendicité et le vagabondage.

M. Paulian n'a pas acquis sa compétence dans les bureaux. Il a eu le courage physique et moral, pour étudier les milieux dont il se proposait de parler, de se transformer lui-même en mendiant, et, muni d'un livret de la préfecture de police, de s'affilier aux diverses corporations de la basse pègre qui pullulent dans les bas fond de Paris. Successivement, il a été aveugle, sourd-muet, bancal, musicien ambulant, diseur de bonne aventure. Des paralytiques l'ont appelé : « Mon cher confrère » et des culs-de-jatte : « Mon vieux fanandel ! »

De ce voyage à la Cour des miracles où nul n'a deviné son identité réelle, il a rapporté la connaissance de tous les trucs employés de nos jours pour apitoyer la commisération, et la certitude que le métier de mendiants rapporte à tout individu « actif et intelligent » l'honorable somme de 20 fr. à 25 fr. par jour.

Qu'on ne se récrie pas sur l'énormité du chiffre. Il est contrôlé, et, pour en faire la preuve de la manière la plus irrécusable, M. Paulain a offert dernièrement, à quelques-uns de ses collègues du Congrès d'Anvers, de mendier sous leurs yeux et de leur apporter la recette au fur et à mesure. Nous n'avons pas à entrer dans le détail de ce singulier pari.

Malheureusement, quelques-uns de nos confrères ont été trop bavards ou plutôt trop précis. C'est tout juste s'ils n'ont pas désigné le porche de l'église sous lequel M. Paulian devait opérer, et le jour de l'épreuve.



plus qu'une actrice vieux jeu. Les mendiants ou mendiante plus modernes préfèrent agir sur plusieurs porte-monnaie à la fois.

C'est surtout dans les omnibus que les « collectivistes » opèrent ; ils connaissent les bonnes lignes et les heures favorables. L'omnibus de Panthéon-Courcelles, mais surtout celui qui va de l'Hôtel-de-Ville à la Porte-Maillet ont leur préférence. La ligne de Batignolles-Clichy ne serait pas mauvaise non plus, malheureusement il y a trop de mutations, et les bureaux sont trop rapprochés. Au contraire, la Porte-Maillet conserve ses voyageurs depuis le Palais-Royal au point terminus ; on a tout le temps voulu pour la mise en scène.

Une pauvre femme à la mise modeste, une misère décente, étouffe des sanglots et regarde dans le vide d'un air désespéré.

Les voisins la considèrent avec malaise. Enfin quelqu'un se décide : « Qu'avez-vous, ma bonne dame ? — Rien — Mais encore ? — Oh ! je suis bien malheureuse ! je viens de l'Hôtel-de-Ville où on m'avait promis du travail pour nourrir mes trois pauvres petits enfants... Hélas ! on ne m'a rien donné et je viens de dépenser mes derniers six sous pour payer ma place, mes jambes se refusant à me porter. Pauvres chérubins ! ... Ah ! quel malheur !... »

Une collecte s'organise. Le public des Champs-Élysées est riche. Les pièces blanches, quelquefois une pièce jaune tombent, dans les mains de la pauvre femme qui esquisse un pâle sourire, balbutie un remerciement, descend avec une correspondance pour rentrer chez elle par le tramway de la Villette. Le tour est joué.

Toujours sur la même ligne, une spécialiste était bien connue des conducteurs. Celle-là avait un ventre énorme, le visage exsangue, et poussait à partir du rond-point des cris d'angoisse annonçant une délivrance prochaine. Grande émotion parmi les voyageurs. « Mais Madame, vous devez souffrir le martyre, prenez une voiture, rentrez chez vous ! — Hélas ! je n'ai pas d'argent. Je dois entrer demain à l'hôpital. — Oh ! la pauvre femme ! Tenez, voici un louis, faites-vous conduire bien vite à l'hospice, vous me donnerez votre adresse quand vous serez rétablie, j'irai vous voir et ferai quelque chose pour vous. »

La femme enceinte « travaillait » tranquillement depuis plusieurs mois sur le parcours des Champs-Élysées quand, un beau soir, M. Paulian qui se trouvait dans la même voiture, dut, sur l'instance même des voyageurs, accompagner la malheureuse à l'hôpital. A peine l'avait-il installée à ses côtés, sur les coussins du fiacre en se déclarant médecin pour la circonstance, qu'ouvrant la portière opposée elle sauta sur la chaussée, prit sa course et disparut avec une légèreté de gazelle dans les ombres de la nuit. Depuis elle a changé de ligne.

A ces détails sur l'industrie de la mendicité, M. Paulian en a ajouté





J'étais bijoutier : 6 à 7 fr. par jour, douze heures de travail, et des patrons insupportables. Moi, qu'est-ce que vous voulez ? J'aime la liberté ! A présent je vends des crayons. Je ne gagne que 150 francs par mois, c'est vrai, mais je ne travaille que cinq heures par jour et je ne sors que quand il fait beau temps. »

En effet, 150 fr. pour un « professionnel », c'est un budget ridicule et si l'ex-bijoutier, au lieu de se borner à s'asseoir quelques heures par jour le long d'un mur avec une demi-douzaine de crayons entre les doigts, exploitait une infirmité quelconque, ses revenus seraient bien supérieurs. Mais, ainsi qu'on l'a vu, c'est un indépendant qui trouve que « contentement passe richesses »..

Ce qu'il y a de pire dans l'exploitation de la pitié publique, c'est que les mendiants ne reculent pas devant la cruauté, qu'ils martyrisent des enfants en bas âge pour accentuer la commisération des passants.

Je passe depuis vingt et un ans, a continué M. Paulian, sur le pont de la Concorde pour me rendre à la Chambre, et par la porte Maillot pour rentrer chez moi. Depuis vingt et un ans, je vois à ces deux points deux mendiante, toujours les mêmes, qui font semblant d'allaiter un bébé. Le bébé change presque toutes les semaines, mais il ne grandit pas ; il a toujours de six mois à un an. En face le lycée Condorcet, une jeune aveugle, à la figure très sympathique, quête pendant douze heures par jour. Sa beauté et son infirmité réelle lui attirent de nombreuses aumônes, mais pour apitoyer davantage elle a perpétuellement avec elle un petit être en bas âge, de deux ans environ. Cet enfant voudrait se mouvoir, marcher, se réchauffer ; seulement, comme l'aveugle ne pourrait courir à la suite, elle le maintient par la main comme avec une chaîne, lui imposant ce supplice de douze heures d'immobilité par jour. Si cet enfant était un chien, la Société protectrice des animaux serait intervenue en sa faveur. Ce n'est qu'un enfant, on passe. on donne un sou sans réfléchir qu'il existe des crèches gratuites où les vraies mères peuvent abriter leur progéniture des intempéries de la rue ».

Selon M. Paulian, la pierre de touche qui permettra toujours de distinguer l'indigence réelle de la mendicité de profession, c'est le travail accepté ou refusé.

« Quand un pauvre sonne à ma porte, dit-il, je le fais entrer dans ma cour et lui montre la pompe de mon puits, autour duquel sont rangés une dizaine d'arrosoirs de zinc et une baignoire d'enfant. Je le prie de remplir d'eau tous ces récipients, moyennant quoi je lui promets une assiette de soupe, un morceau de viande et une pièce de monnaie. Neuf fois sur dix, l'individu s'en va en m'adressant des injures.

« Pourtant, tout récemment, l'un deux, un robuste gaillard, accepta, et se mit consciencieusement à la besogne, qui exige environ une heure

d'efforts. De la fenêtre de mon cabinet de travail, je suivais avec intérêt le labeur du jardinier improvisé. Les arrosoirs étaient remplis jusqu'au bord, il ne manquait pas une goutte. Quand l'opération fut terminée, le mendiant entra dans ma cuisine au rez-de-chaussée où ma bonne faisait mijoter le pot-au feu de mon repas du soir. Il but, mangea, puis, s'adressant à la servante : « Votre singe, dit-il (le singe, c'était moi), croit être bien généreux en payant vingt sous pour me faire tirer vingt sceaux d'eau, c'est un malin. Eh bien, moi, je suis moins chien que lui, je vais lui en tirer un de plus pour rien. » Et, saisissant le plus grand des arrosoirs, il en renversa d'un tour de main, aux yeux de la bonne ahurie, le contenu dans mon malheureux pot-au-feu. Puis il s'enfuit à toutes jambes.

« Cet assisté était tellement vexé d'avoir été pris au traquenard du travail, qu'il se vengeait... et cruellement, pour mon estomac. »

En terminant sa conférence, émaillée d'anecdotes de ce genre. M. Paulian n'a pas eu de peine à convaincre son auditoire de l'utilité des Œuvres du travail qui doivent, dans l'intérêt de la vraie misère, bénéficier des aumônes inutilement données aux mendiants des rues. (*Journal des Débats.*)

**Les 167 prix de l'Institut.**— En dehors des 7 ou 800.000 fr. qui lui sont attribués sur le budget (dans deux chapitres du ministère de l'Instr. publique) et du legs princier du duc d'Aumale, qui a peut-être doublé sa liste civile, l'Institut a reçu, depuis près de cent ans, nombre de legs ou fondations qui lui permettent aujourd'hui de décerner, dans une période de trois ans, 160 et quelques prix, dépassant 900.000 francs : avec les grands prix de Rome, le million est dépassé.

Tous ces prix et fondations, prix littéraires, archéologiques, scientifiques, artistiques, économiques, sont dus environ à 150 personnes, philanthropes, membres de l'Institut, amateurs, et vont de la modeste somme de 250 fr. à celle de 100.000 ; un prix tout spécial, mais fort goûté du premier sortant de l'École Polytechnique, consiste dans les « Œuvres » de Laplace.

Pour la gestion, l'Institut a une commission administrative centrale chargée d'administrer les propriétés et les fouds communs aux cinq académies ; chaque académie a, de plus, sa commission spéciale pour ses fonds particuliers. Dans sa séance annuelle [25 octobre], il décerne le prix biennal de 20.000 fr. et le prix de linguistique, dit prix Volney (de 1.500 fr.).



Pour les trois années courantes, les 167 prix et les 910.593 fr. qu'ils représentent se répartissent ainsi entre les cinq académies :

Académie française.....	35 prix =	151.110 fr.
— des Inscriptions.....	16 —	49.728
— — Sciences.....	55 —	539.105
— — Beaux-Arts.....	37 —	53.650
— — Sciences morales.....	24 —	97.000

Difficile d'indiquer ici, même sommairement, la liste de tous ces prix et de leurs fondateurs; je me bornerai à donner, vu le cadre du « Journal », celle des prix de l'Académie des Sciences morales et politiques, renvoyant, pour les sujets mis au concours, aux dernières « Revues » trimestrielles de cette Académie <sup>1</sup>.

*Prix à décerner en 1891 :*

Prix du budget (Législation).....	2.000 fr.
— — (Econ. politique) .....	2.000
— Odilon Barrot (Législation).....	2.000
— Léon Foucher (Econ. politique) .....	3.000
— Rossi (id.).....	5.000
— Boroin (Morale).....	2.500
— Crouzet (Philosophie).....	4.000
— Walowski (Econ. polit. et Législation)...	3.000
— Halphen <sup>2</sup> .....	1.500
— Audiffred .....	5.000
— Gegner (Philosophie).....	4.000
— Le Dissez de Senanrun .....	2.000
— Thorel .....	1.000
— Blaise [des Vosges].....	1.000

*Prix à décerner en 1892 :*

Prix du budget (Philosophie).....	2.000 fr.
— — (Histoire) .....	2.000
— Victor Cousin (Philosophie).....	3.000
— Rossi (Écon. politique).....	4.000

<sup>1</sup> De J. Lefort. (*Journal des Economistes*, tous les 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> mois de chaque année.

<sup>2</sup> Les prix sans indication spéciale de section sont dits « prix mixtes » et indifféremment ou tour à tour affectés à chacune d'elle.

<b>Prix Rossi (Finances)</b> .....	<b>10.000</b>
— Bordin (Législation).....	2 500
— Aucoc et Picot .....	2.000
— Doniol.....	2.000
— Audiffred .....	5.000
— Le Dissez de Penanrum .....	2.000
— Thorel... ..	1.000
— Gegner .. ..	4.000

*Prix à décerner en 1893 :*

<b>Prix du budget (Morale)</b> .....	<b>2.000</b>
— — (Législation).....	2.000
— Victor Cousin (Philosophie).....	4.000
— Odilon Barrot (Législation).....	5.000
— Stassart (Morale) .....	3.000
— Rossi (Écon. politique).....	5.000
— Félix de Beaujour.....	6.000
— Bigot de Morogues .....	4.000
— Bordin .. ...	2.500
— Aucoc et Picot .....	6.000
— Audéoud.....	12.000
— Jean Reynaud.....	10.000

*Prix à décerner en 1894 :*

<b>Prix du budget (Écon. politique)</b> .....	<b>2.000</b>
— — (Histoire).....	2.000
— Léon Faucher.....	4.000
— Bordin .....	2.500
— Koenigswarter .....	1.500

★  
★ ★

Ce qui donne, pour les 5 sections :

Philosophie.....	5	Econ. politique.....	8
Morale.....	3	Histoire philosoph....	2
Législation .....	5	Mixtes.....	20

Un joli denier de 150.000 fr., que peuvent se disputer et se partager  
43 lauréats.

EDMOND RENAUDIN.

---

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 JUIN 1891.

---

Assemblée générale annuelle. — Élections d'un second président, de deux vice-présidents, d'un questeur-trésorier.

DISCUSSION. — Doit-on préférer la forme de l'entreprise collective à celle de l'entreprise individuelle?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut.

Avant la réunion ordinaire a eu lieu l'Assemblée générale annuelle de la Société, dont l'ordre du jour comprenait le compte rendu de la situation, pour l'année 1890, fait au nom du Bureau par M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, suivi du Rapport des censeurs, MM. E. Brelay et Varagnac. Ces documents seront publiés *in extenso* dans le *Bulletin de la Société d'économie politique*, imprimé par les soins du Secrétaire perpétuel. On y trouvera, entre autres renseignements intéressants, des détails sur les concours organisés par MM. A. de Marcoartù et feu Joseph Lair, — ce dernier concours ne devant être jugé qu'après le 31 décembre 1891.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale comportait aussi trois scrutins, pour le renouvellement de plusieurs membres du Bureau, conformément aux statuts.

Le nombre des votants étant de 82, M. Léon Say a été élu second président par 76 voix, — 1 voix ayant été donnée à M. Baudrillart, 1 voix à M. Levasseur; il y a eu 4 bulletins nuls.

MM. Juglar et E. de Parieu ont été réélus vice-présidents, avec 79 et 74 voix; MM. Brelay, Baudrillart, Burdeau et Cheysson ont eu chacun respectivement, 3 voix, 2 voix et 1 voix.

Le scrutin pour la nomination d'un questeur-trésorier a abouti à la réélection de M. Charles Letort, questeur sortant, à l'unanimité de 82 voix.

Après l'Assemblée générale et le dîner mensuel habituel, s'est ouverte la séance ordinaire, au début de laquelle M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, a donné connaissance des ouvrages et brochures parvenus à la Société depuis la précédente séance. (Voir ci-après la liste de ces publications.)



M. Renaud a dit que l'entreprise individuelle doit être préférée toutes les fois que l'action de l'individu est suffisante ; or, cela est de moins en moins fréquent.

De plus en plus il faut des groupements de capitaux, des commandites, etc.

En outre, quand une entreprise, même individuelle, grandit, il arrive un moment où, fatalement, elle se divise en sections, en services importants, ayant chacun son chef, et le directeur de l'ensemble est obligé, pour décider, de consulter ces chefs, qui lui imposent nécessairement, ou à peu près, leurs décisions.

La question revient alors à savoir quelle est la forme d'association qui laisse le plus d'initiative à son directeur.

Dans une Société, les actionnaires, capitalistes, membres du Conseil d'administration, appartenant toujours à des professions fort variées, dépourvus de compétence réelle, nomment le directeur sans être capables d'apprécier eux-mêmes sa valeur technique et positive.

Pour l'orateur, il faudrait un système donnant, en pareils cas, à d'autres que les associés une forte part d'influence pour la nomination des chefs des entreprises.

Alors, il cite la maison Leclaire, société qui comporte un *noyau*, formé de capitalistes, anciens ouvriers eux-mêmes, investis du pouvoir de nommer le directeur.

Il cite encore le Familistère de Guise, constitué d'après l'exemple de la maison Leclaire, où existe également une sorte de « *noyau* » analogue choisissant le directeur, lequel à son tour choisit les chefs de services.

Encore une fois, le grand vice, dans nos associations, c'est que les électeurs chargés d'investir les directeurs n'ont pas la compétence nécessaire pour apprécier les capacités de ceux qu'ils nomment, et précisément il faudrait que les directeurs des collectivités eussent, le plus possible, les facultés indispensables pour leurs fonctions.

M. Ernest Brelay croit pouvoir adhérer complètement aux idées que vient de développer M. Limousin ; il leur trouve une frappante analogie avec le fonctionnement correct d'une bonne monarchie constitutionnelle. Son éducation, ses tendances le portaient plutôt vers un autre régime ; mais, où voit-on, en somme, des administrateurs, des gouvernants convaincus agir avec courage, suivre fermement la voie qu'ils se sont tracée et faire leur devoir, sans regarder à droite et à gauche, au risque d'être renversés ?

Comme M. Limousin, et après lui, il a étudié de près la coopération en France et à l'étranger ; il a constaté de grands succès dans



les sociétés de consommation, mais presque autant de revers que d'entreprises en ce qui concerne les associations de producteurs, parce que là, tout le monde veut commander, escompter les bénéfices et refuse de se soumettre au directeur élu. A peine celui-ci est-il en fonctions qu'on le considère comme un patron, un maître, dont l'autorité est détestée et dont la présence blesse le principe d'égalité.

S'il manque à l'établi, c'est un fainéant et l'on ne tient compte ni de la nécessité de visiter la clientèle, ni des inévitables frais généraux que la fonction directrice entraîne.

L'orateur cite, à ce propos, un fait intéressant dont il a été témoin pendant sa vie commerciale.

L'entreprise individuelle n'a cessé de faire ses preuves et sans que la collective doive être condamnée sans appel, elle a contre elle la suspicion légitime qu'inspirent ses antécédents, au moins dans les régions populaires. Pour le moment, à Paris, du moins, et sauf de très rares exceptions, ces sociétés vivent surtout de commandes et de libéralités de la Ville et de l'État ; ce qui ne leur constitue certes pas une existence normale.

Quant aux deux grandes maisons citées par M. Limousin, celles de Leclaire et de Godin, elles doivent être examinées à part et les prendre pour des types, pour des exemples à suivre, serait chimérique, en raison de certaines conditions spéciales à leurs fondateurs, et qui autorisent l'observateur attentif à les qualifier d'inimitables.

M. Brelay fait alors appel à l'expérience spéciale de M. Plassard, directeur du *Bon Marché*, qui pourrait donner sur ce grand établissement d'intéressants renseignements, car les forces individuelles et collectives y concourent brillamment au succès commun.

M. J. Plassard, directeur du *Bon Marché*, donne quelques détails sommaires sur l'organisation de cette importante maison.

C'est là, dit-il, au premier chef, une grande association de production.

Elle se compose essentiellement de 450 membres, ouvriers de l'œuvre, à laquelle ils ont pris tous une part effective, et qui, représentés par une assemblée générale des plus forts propriétaires, choisissent parmi eux ou en dehors d'eux-mêmes le directeur ; ils sont éminemment compétents, car ils ont travaillé tous dans les services de la maison, et ils ont qualité pour apprécier les capacités réelles de celui qu'ils chargent de ces difficiles fonctions.

Suivant M. Plassard, au début, une entreprise doit être individuelle, car alors le chef en doit être énergique, dirigé par une pensée unique et ayant le sentiment de sa responsabilité personnelle.





Quant aux sociétés coopératives, elles sont certainement intéressantes, même les sociétés de production dont on a parlé, et dont l'immense majorité a échoué. C'est qu'il a manqué le plus souvent à leurs membres la connaissance des affaires, du commerce, etc., l'esprit de subordination, la compétence nécessaire pour choisir un bon gérant.

Quand l'éducation des ouvriers sera mieux faite à ce point de vue, et elle commence à se faire, certaines sociétés de production pourront réussir, sans aucun doute.

La séance est levée à dix heures trente-cinq minutes.

*Le rédacteur du compte rendu :* CHARLES LETORT.

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS.

*Chambre des députés. Discours prononcé par M. LÉON SAY. Séances des 9 et 11 mai 1891. Discussion générale du tarif des douanes. — Paris, 1891, in-8.*

*Conseil municipal de Paris, 1890. Rapport présenté par M. GEORGES VILLAIN, au nom de la 2<sup>e</sup> Commission, sur les inhumations à Paris et les réformes demandées dans le service des ordonnateurs des Pompes funèbres. — Paris, 1890, in-4.*

*Essai sur le service des billets de banque, à propos du projet de prorogation du privilège de la Banque de France, par ADOLPHE HOUDARD. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-4.*

*Ligue bordelaise. Réunion de protestation contre les projets de la Commission des douanes, tenue à l'Alhambra, le 20 avril 1891. Discours de MM. ARMAND LALANDE et FERNAND FAURE, suivis de l'ordre du jour voté par l'Assemblée. — Bordeaux, 1891, in-4.*

*Le protectionnisme en Italie. Ses résultats, par VILFREDO PARETO. — Paris, 1891, in-8.*

*Ministère du commerce. Commission permanente des valeurs de douane. Les industries textiles en France et les matières premières qu'elles transforment (1889). Rapport présenté au nom de la 4<sup>e</sup> section, par GASTON GRANDGEORGE. — Paris, 1890, in-8.*

*Le prix du blé et l'influence des droits de douane, par A. DE FOVILLE, — Paris, 1891, in-8.*

*L'intervention du Trésor et des Syndicats dans les émissions d'emprunts, par CLÉMENT JUGLAR. — Paris, 1891, in-8.*

*Un essai loyal de protectionnisme, par ERNEST BRELAY. — Le Mans, 1891, folio.*

*Les chevaliers du travail (Knights of labor)*, par ERNEST BRELAY. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-8.

*Les pensions de retraite ouvrières et les fonds spéciaux de retraite institués en France par décret du 26 avril 1856*, par LÉON MAHILLON. — Bruxelles, 1891, in-8.

*Les conditions du travail aux États-Unis. Rapports transmis au Ministre des Affaires étrangères, par le Ministre de la République française à Washington.* — Paris, 1891, in-8.

*Société de paix et d'arbitrage du Familistère de Guise. Conférence de M. DEHORTER.* Décembre 1890. — Guise, 1890, in-8.

*L'enseignement supérieur et l'enseignement technique en France*, par PAUL MELON. — Paris, 1891, in-8.

*Société de paix et d'arbitrage du Familistère de Guise. La question de la paix. Conférence de M. FRÉDÉRIC PASSY*, 8 avril 1891. — Guise, 1891, in 8.

*L'office central des institutions charitables*, par LÉON LALLEMAND. — Paris, 1891, in-8.

*Notions fondamentales d'économie politique et programme économique*, par M. G. DE MOLINARI. — Paris, Guillaumin et Cie, 1891, in-8.

*Des faits ! — I. Agriculture. — II. Matières premières.* — Paris, 1891, in-8.

« *La Gironde* » *Ligue des consommateurs.* — Bordeaux, 11 mai 1891.

#### PÉRIODIQUES

*Annuaire de la Ligue Syndicale rouennaise, Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, La Liberté économique. Revue des Sociétés, Bulletin du Conseil supérieur de statistique, Le Droit financier, Bulletin de la participation aux bénéfices, Revue économique de Bordeaux, Société de géographie de Tours, Journal des assurances, La Réforme sociale, Journal de la Société nationale d'horticulture de France, Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris, Annali di statistica, Bollettino mensile delle situazione dei conti degli istituti d'emissione, Statistica del commercio speciale di importazione et di esportazione del 1<sup>o</sup> gennaio al 30 aprile 1891, Bollettino ufficiale della Camera di commercio italiana in Parigi, London Chamber of commerce Journal, Bulletin consulaire français.*

---

## COMPTES RENDUS

---

**THE SCOPE AND METHOD OF POLITICAL ECONOMY. (*But et méthode de l'économie politique*), par JOHN NEVILLE KEYNES. — Un vol. in-12. Londres et New-York, Macmillan et Cie.**

L'auteur de ce volume a été examinateur d'économie politique à l'université de Londres et il enseigne la morale à l'université de Cambridge. C'est un homme cultivé, qui a lu les économistes anglais et surtout les contemporains. Il déclare devoir beaucoup à M. Marshall, dont nous avons récemment annoncé le premier volume et à M. Sidgwick. Il a lu aussi, mais avec sobriété, les travaux allemands. Son livre est une causerie spirituelle et agréable, sinon instructive, sur l'économie politique et les écrits dont elle a été l'objet.

Le sujet du livre est intéressant et le livre détaille minutieusement les questions que son titre suggère, sans aboutir à des conclusions bien fermes. L'auteur s'est donné une tâche bien ardue, celle de caractériser et de définir la méthode avant d'en avoir fait usage dans des travaux personnels originaux. On écoute volontiers un inventeur autorisé comme Claude Bernard, lorsqu'il écrit sur la méthode propre à la science qu'il cultive. On a moins de déférence pour le simple amateur, mais on suit avec intérêt les questions qu'il pose et discute, même lorsque, le plus souvent, il ne conclut pas, ou conclut dans les termes suivants : — « Quant à la doctrine qui sera exposée dans les pages suivantes, il suffit ici de dire qu'en accordant une grande importance à la place de la méthode inductive dans les recherches économiques et en protestant contre l'esprit anti-historique des adhérents du nouveau mouvement qui proclament la nécessité d'une réorganisation complète de la science, on n'essaiera pas de justifier les doctrines de l'ancienne école dans la forme précise où elles ont été exposées par Mill et Cairnes. La méthode de l'économie politique ne peut pas être bien exprimée en une phrase ; en conséquence, aucune méthode ne sera défendue à l'exclusion des autres méthodes. Au contraire, on montrera que, suivant la partie spéciale ou le point de vue spécial de la science que l'on considère, la méthode applicable peut être abstraite ou « réaliste », déductive ou inductive, mathématique ou statistique, hypothétique ou historique ». On ne saurait, on le voit, être plus accommodant pour tous les goûts, excepté pour celui des hommes grincheux et exclusifs, comme on les



actuelle. Il contient de simples causeries sur la méthode. Or, il est bien douteux qu'on ait jamais appris à se servir de la méthode en en causant, même ingénieusement : on l'apprend, par l'exercice, en s'efforçant de voir bien distinctement le sujet que l'on veut traiter et en tâchant d'y découvrir la vérité par tous les moyens que la culture de l'intelligence met à notre disposition.

Depuis quelque temps les travaux de nos voisins d'outre-Manche semblent avoir pris une direction que nous avons de la peine à comprendre. Ils vont à des raffinements de théorie qui nous échappent et auxquels nous ne voyons aucune conclusion pratique saisissable. Le livre dont nous venons d'entretenir nos lecteurs mérite cet éloge... ou ce reproche, selon le côté par lequel on voudra le considérer.

COURCELLE-SENEUIL.

LA QUESTION SOCIALE ; LE CHÈQUE BARRÉ, par Ernest GRILLON. Paris, Guillaumin et Cie.

Le livre de M. Ernest Grillon aura, j'espère, un très heureux résultat, en convainquant du grand avantage des chèques et des *clearing-houses*. Il y a là toute une organisation ou toute une extension du crédit, à laquelle nous sommes malheureusement restés presque étrangers. M. Grillon mériterait notre entière reconnaissance s'il contribuait à nous familiariser avec ces sortes de billets et d'institutions, dont les peuples anglo-saxons ont tiré un si merveilleux parti. Ils leur doivent en effet d'extrêmes facilités pour toutes leurs transactions et une très grande économie de numéraire métallique. Quant au chèque barré, « tout acheteur, dit M. Grillon, pour l'expliquer, remet à son vendeur un chèque, sur lequel il trace au centre deux lignes parallèles et verticales, le vendeur inscrit entre ces deux traits les noms de son banquier et le lui remet. Chaque jour, tout vendeur remet à son banquier les chèques qu'il a reçus dans la journée pour ses ventes. Il sait que ces chèques ne seront pas payés par ses acheteurs, pas plus qu'il ne payera ceux qu'il a à servir à ses vendeurs pour ses propres achats et ne s'en occupe plus. » Voilà ce que c'est que le chèque barré et ce chèque s'échange de banquier à banquier aux *clearing-houses*.

C'est là, on le voit, un très remarquable et très satisfaisant perfectionnement apporté à la circulation fiduciaire; mais rien d'essentiel n'est, quoi qu'en puisse penser M. Grillon, changé à cette circulation. Que les chèques soient remplacés par des lettres de change ou des billets de banque, l'échange s'en pourrait opérer de même.

Par malheur, M. Grillon voit dans l'emploi des chèques barrés et dans



leur échange aux *clearing-houses* toute une transformation, toute une réforme sociale. Il veut que le crédit, organisé sur ces bases, possède trois avantages, qu'il a bien raison d'admirer, et qu'il ne serait pas seul à admirer :

- « 1° Être mis au service de tout le monde ;
- « 2° Être dispensé en quantité indéfinie ;
- « 3° Ne rien coûter. »

Hélas ! l'on a déjà bien souvent demandé ces trois services, inappréciables, au crédit, et il les a toujours refusés et les refusera toujours. L'on ne saurait oublier que le crédit ne peut servir qu'à la circulation des richesses existantes, sans jamais en créer, et que tout service se paye, ne s'offre même que parce qu'il est payé. M. Grillon entre ici en pleine utopie, et, selon les traditions établies, commence par traiter les entrepreneurs ou les capitalistes de malfaiteurs, rappelant par trop, quand ils ne les dépassent pas, les seigneurs féodaux. — Une féodalité créée par le travail ! Ce serait, on l'avouera, bien nouveau, puisque c'est l'industrie qui toujours et partout a détruit le régime féodal. « Le chef d'industrie, n'en dit cependant pas moins M. Grillon, est plus maître chez lui que l'ancien seigneur. Chez celui-ci il existait certains liens, certaines obligations, quelque chose d'humain dans ses rapports avec les gens de son entourage ; entre le chef d'industrie et la main-d'œuvre ces liens n'existent plus ». Mais, par bonheur, cet épouvantable ordre de choses, qui devrait s'empirer chaque jour, ce semble, puisque l'industrie constituée comme elle l'est, ne cesse de s'étendre, commence à s'atténuer. « Les nouveaux seigneurs, financiers et chefs d'industrie, voient leur autorité atteinte : monarchie absolue d'abord, leur puissance n'est plus que parlementaire, constitutionnelle... La démocratie ouvrière entame de plus en plus la féodalité financière ; la distance qui sépare les patrons de l'ouvrier s'efface de plus en plus ». Seulement « l'amélioration obtenue n'a de valeur que par rapport au passé ; la victoire n'a porté que sur un point : les rapports du capital et de la main-d'œuvre ; mais elle a prouvé une chose, la nécessité d'une transformation profonde et rationnelle de la société ».

Pour arriver à cette transformation, qui doit consister « dans la fusion des classes ou l'association des travailleurs », la première chose qui s'impose, le reste arrivant presque par surcroît, c'est la disparition de l'argent, « la finance, le capitaliste » y trouvant « toujours une arme d'oppression ». Et « comment l'argent peut-il disparaître ? Par deux causes simultanées : le travail et le crédit gratuit ». Assurément, M. Grillon a raison de remarquer que l'intérêt des capitaux a beaucoup baissé depuis le commencement de ce siècle. La baisse de l'intérêt à laquelle nous assistons depuis quelques années est même l'un des faits



En vérité, l'on ne s'en était pas encore douté. Mais, afin de ne pas trop prolonger ce compte rendu, je laisse à ses lecteurs de juger le système de M. Ernest Grillon. Il me suffit de l'avoir reproduit, en en contredisant les premiers principes, appuyé sur les enseignements de l'économie politique touchant la monnaie, l'intérêt et le crédit. Je ne m'arrêterai pas non plus aux observations de M. Grillon sur les banques, je répéterai seulement qu'il nous importerait beaucoup de suivre ses conseils, en propageant les *clearing-houses* et en nous habituant aux chèques, dussions-nous ne pas en attendre tous les avantages qu'il y découvre, ni croire non plus que les États pourront par de simples chèques éteindre leurs dettes.

GUSTAVE DU PUYNODE.

---

L'EXAGÉRATION DES CHARGES MILITAIRES ET LES PRIX DE REVIENT, par Emile DELIVET, Guillaumin et C<sup>e</sup>, à Paris, et Godfroy, au Havre.

Ce livre est le résultat d'un concours ouvert devant la Société d'économie politique de Paris, par M. Arturo de Marcoartù, sénateur du royaume d'Espagne. « Les concurrents, disait M. de Marcoartù, auront à étudier l'influence militaire sur la production européenne par rapport à la production similaire de l'Amérique et des autres parties du monde.

« Ils rechercheront ce qu'enlève directement à l'activité agricole, industrielle et commerciale, le temps passé sous les drapeaux et ce que leur cause indirectement de tort le retard ou le trouble apporté au début ou à l'exercice des diverses carrières par les exigences du service. Ils se préoccuperont des obstacles qu'oppose au développement de l'esprit d'entreprise, aux voyages d'études ou d'affaires et à la création d'établissements lointains, les obligations qui retiennent ou rappellent périodiquement à leur centre d'attache les citoyens soumis à la loi militaire.

« Ils relèveront, dans les pays d'Europe et dans les pays d'outre-mer, les chiffres afférents aux dépenses militaires. Ils en établiront la proportion par rapport au chiffre de la population et à celui de la richesse générale, et ils mettront ces données en regard du prix de revient et du prix de consommation, de manière à faire ressortir ce que prélève, sur la production et sur la consommation, la part de l'impôt afférente à ce genre de dépenses ».

Quel programme ! Et combien étaient nombreuses les difficultés qu'avaient à surmonter les concurrents qui se sont présentés devant la Société d'économie politique de Paris ! Son rapporteur, M. Frédéric Passy, les signalait avec grande raison, en montrant les fâcheuses con-

fusions qu'elles devaient souvent entraîner. M. Delivet, auquel a été remis le prix de ce concours, reconnaît lui-même, avec une extrême modestie et une bonne grâce bien rare, qu'il n'est pas à l'abri de reproches. Pour moi, je l'excuse bien volontiers de ceux qu'il peut encourir ; car je ne pense pas qu'il fût possible de rassembler, de façon suffisamment précise et persuasive, en un simple mémoire, toutes les recherches et toutes les appréciations que les exigences de ce concours imposaient. Je ne sache rien, dans toute l'économie politique, qui demande autant d'étude, de savoir, de réflexion que la fixation du prix de revient, par exemple, et que l'incidence des impôts, et ces deux si grandes et si difficiles questions n'étaient, en ce concours, que de purs accessoires d'une question principale, qui les devait en tout dominer.

Aussi, ai-je le très vif regret que M. Delivet n'ait pas cru devoir refaire son travail, en en élaguant beaucoup de recherches et de considérations qui n'y seraient pas indispensables. « Je crois, dit-il, devoir le publier tel que je l'ai soumis au concours, ayant, pour m'y résoudre, la claire conscience que je ne saurais le retoucher sans, par cela même, être conduit à le refaire. » C'aurait été « un autre ouvrage auquel aurait manqué la haute appréciation que je m'honore de placer en tête de celui-ci ». Pourquoi tant de modestie lorsqu'on est si bien préparé à mieux faire et si capable de réussir dans une œuvre plus utile ?

La première partie du livre de M. Delivet est presque toute consacrée à l'examen des prix de revient et des charges fiscales ou autres des divers États européens, dans leurs rapports, autant que cela est possible, avec les organisations militaires de ces États, tout en les comparant souvent aux autres pays, notamment à ceux d'Amérique. Je ne saurais évidemment analyser les recherches et les appréciations si multipliées qu'entraîne cet examen. Je me contenterai de dire que M. Delivet y a mis tout le soin, toute l'étude, toute la conscience qu'on lui pouvait demander. Mais, si j'avais à justifier mes précédentes remarques, je dirais que les prix de revient et les charges publiques ne se peuvent bien évaluer non plus qu'en obligeant à bien d'autres recherches, ainsi à l'appréciation des différences monétaires et des différences de crédit, soit aux diverses époques envisagées, soit entre les divers peuples comparés. Et comment encore se jeter en de telles discussions, à propos des armées et de leurs propres dépenses ? M. Delivet les a évitées, et il a eu toute raison de le faire.

L'un des facteurs aussi des prix de revient, si ce n'en est le principal, c'est l'ouvrier lui-même, patron, surveillant ou manœuvre, et M. Delivet s'en tient encore là fort justement à remarquer que la main-d'œuvre est devenue de plus en plus exigeante, en en donnant des preuves convaincantes. Il puise surtout, à cette occasion, des faits très

probants et très curieux dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, auquel je ne puis que renvoyer. Il appuie, d'ailleurs, ces faits de nombreuses et de savantes recherches sur les frais actuels de nourriture, de logement, de vêtement, de propreté, d'impôt, qu'ont à supporter les classes ouvrières, en distinguant autant que possible les professions entre lesquelles elles se divisent. Je louerai de même et j'engage beaucoup à les lire, ses chapitres sur « l'improportionnalité et l'intensité de l'impôt », quoique je sois loin d'y tout approuver, et sur « l'instabilité économique et l'instabilité sociale ». Que M. Delivet me permette seulement de dire que je regrette qu'il parle comme il le fait, dans ces derniers chapitres, du prix *usuraire* des annuités hypothécaires, en tant qu'élément de l'élévation du *prix des choses*. Il y a plus d'un siècle, que Turgot a publié son *Mémoire sur les prêts d'argent* et plus d'un demi-siècle que Bentham a publié sa *Défense de l'usure*; comment n'en pas tenir compte? Il aurait été très préférable à M. Delivet d'indiquer que la surélévation des prix résulte, en cela, de notre mauvaise législation sur le prêt et les hypothèques. Cette législation est en grande partie aussi fâcheuse, aussi arriérée, parce que nous en sommes restés aux erreurs, abandonnées aujourd'hui par la plupart des peuples industriels, sur l'intérêt ou l'usure.

La seconde partie du livre de M. Delivet, débarrassée des questions accessoires de son sujet, qui lui étaient imposées par le programme du concours auquel il a pris part, est très supérieure par là même à la première. Elle est excellente je pourrais la résumer par cette citation de M. Delivet lui-même : « Nous sommes de ceux qui regardent la guerre dans l'âge présent de l'humanité comme un anachronisme, et qui s'étonnent autant que de grandes nations croient n'avoir que ce moyen extrême de régler leurs différends qu'ils s'étonneraient de voir les Normands se mettre en campagne contre les Picards.

« Nous sommes de ceux à qui le clinquant et les paillettes de la gloire militaire n'en imposent pas, et à qui le fracas et l'honneur des victoires n'en dérobent pas la vanité et l'horreur ».

Il énumère les charges seulement imposées aux populations européennes. Il montre ce que sont pour elles leurs innombrables armées permanentes, et fait bien voir l'effet de pareils recrutements sur le contingent agricole et industriel de ces populations. Il fait appel à leurs besoins et les oppose aux nécessités qu'elles ont à subir, grâce aux plus coupables ambitions et aux plus imprévoyantes vues de conquêtes ou d'oppression. Qu'on lise tous les documents et tous les chiffres qu'il invoque, et l'on sera certainement de son opinion. Je recommande surtout la lecture du chapitre qu'il intitule : *Comparaison des charges militaires et du revenu des nations*; on n'aura pas à la regretter, je l'as-



pratique l'a fait ajourner ou repousser. Ce n'est qu'en Allemagne que la création d'une caisse de retraite pour la vieillesse et l'invalidité a fait l'objet d'une loi spéciale, ou plutôt de plusieurs lois, et que l'obligation de s'assurer a été imposée aux travailleurs et au petit patronat.

M. Bramsen, qui a été directeur de nombreuses sociétés d'assurances en Danemark et qui nous a paru avoir une certaine compétence en la matière, a cherché à son tour à résoudre le problème, et dans un petit opuscle qui n'est que le résumé d'une conférence faite à l'Association des ouvriers de Copenhague, il nous expose ses idées.

Il y a cinq ou six ans, un projet de caisse de retraite pour la vieillesse fut mis en discussion au Folkething, qui le repoussa après une première lecture. Depuis, on n'en entendit plus parler. Le gouvernement danois préféra s'occuper d'autres lois sociales qui lui parurent avoir un caractère beaucoup plus marqué d'urgence : telle une loi sur les caisses mutuelles de secours en cas de maladie et d'accidents dans les usines.

De récentes élections ayant eu lieu, la question fut de nouveau agitée au sein des comités électoraux, et force fut bien aux candidats de la faire figurer dans leurs programmes. C'est ainsi qu'elle revint en discussion au Folkething. M. Bramsen estime que toute législation de prévoyance pour la vieillesse, basée sur le principe d'une assurance *obligatoire* comme en Allemagne, ou de celle qu'on a proposée en Suède, doit être regardée comme inopportune ou dangereuse, et il justifie son opinion par d'excellentes raisons.

Selon lui, cette législation consacre une injustice en accordant un secours public à une classe spéciale de citoyens, c'est-à-dire aux ouvriers employés par les patrons. Du reste, pour la plupart, ces travailleurs ne demandent pas une telle loi, et ce secours est précisément refusé à un grand nombre d'autres personnes qui en auraient le plus grand besoin.

Le projet d'organiser un système général de pensions pour tous les indigents ne pourra d'ailleurs jamais se réaliser au moyen de contributions *volontaires*, même si elles étaient jointes à des concessions étendues et à une forte subvention de l'État. Il n'y a que le principe de l'assurance qui permette aux intéressés d'atteindre le but poursuivi et qui leur impose les sacrifices les moins lourds.

D'autre part, il est bon de faire remarquer que si l'État doit veiller à ce que l'individu n'emploie pas ses facultés et son pouvoir au préjudice des autres citoyens, il serait exorbitant qu'il se réservât le droit de prescrire à certains des membres de la collectivité le mode d'emploi des biens qu'ils ont acquis, alors même que cet emploi serait plus avantageux qu'un placement en rente viagère.

Il est clair que l'État userait dans ce cas d'un droit non seulement inquisitorial, mais encore abusif.

En admettant même qu'il usât de cette prérogative, il ne devrait pas imposer la prévoyance à une classe seule de citoyens, mais à toutes, à la population entière du pays, puisque tous ces citoyens exercent des droits égaux et ont les mêmes devoirs à remplir. Et du reste, tel qui aujourd'hui jouit d'une certaine aisance peut tomber du jour au lendemain dans la plus grande gêne, rien ne lui garantissant la possession de ce qu'il a, et tel autre qui manque du plus strict nécessaire peut voir sa situation s'améliorer en raison d'incidents heureux, comme la mise en possession d'un héritage, par exemple. Il pourrait même arriver que deux personnes jouissant d'un égal revenu fussent classées l'une dans la catégorie des gens aisés, l'autre dans la catégorie des indigents, étant donné leur genre de vie spécial. Or, avec une assurance obligatoire limitée aux indigents, il faudrait incessamment contrôler la situation financière de chaque citoyen. Et de quel droit condamner celui-ci ou celui-là à la prévoyance à long terme, s'il lui plaît de ne prévoir que le lendemain? Ne peut-il pas avoir à compter, à un moment donné, sur des ressources éventuelles dont il ne peut préciser la date d'échéance?

Que si l'on se décidait même, comme on l'a proposé en Suède, à comprendre dans l'assurance la population entière, le mode de subvention et la nature de l'appui que l'État devrait accorder soulèveraient bien des difficultés. La question devient complexe et véritablement insoluble. Ne serait-ce pas absurde par exemple, que dans un but de prévoyance, une subvention publique fût acquise à des gens aisés qui peuvent se suffire à eux-mêmes?

C'est pour ce motif qu'on a résolu, en Suède, de ne pas accorder l'appui public aux contributions individuelles des assurés, mais de faire payer les communes pour ceux qui seraient hors d'état de le faire. Les autres devraient solder leurs primes. D'où une sorte de division de la population : nécessité de prendre pour base, non pas la situation financière des individus, mais leur métier, établissement d'une législation de classes.

Remarquez que, dans ce cas, l'ouvrier qui travaille chez lui, le petit industriel, l'artisan, le modeste cultivateur, l'employé de bureau, le pêcheur, etc., seront non seulement exemptés de l'assurance obligatoire, mais encore exclus de la subvention jointe à cette assurance.

En second lieu, si l'on rattache l'assurance obligatoire à la condition de travailler pour un patron, n'est-on pas mis à même de faire garantir à ce patron le paiement des primes, et celui-ci, en raison de cette garantie, ne cherchera-t-il pas à diminuer, dans une certaine mesure, le salaire de ses ouvriers? C'est ce qui se passe actuellement en Allemagne, où les patrons ont à leur charge la moitié des contributions payées pour la retraite et l'invalidité et l'assurance des maladies.



On ne saurait nier, cependant, que ces contributions obligatoires des patrons, en faveur de leurs ouvriers, peuvent courir le risque d'être considérées comme constituant une partie du salaire et qu'ainsi, au lieu de tomber à la charge des consommateurs, elles ne produisent pas une baisse correspondante de ces mêmes salaires ni n'en empêchent la hausse. M. Bramsen le fait remarquer : « Une législation qui impose aux assurés l'obligation de payer des primes présente ce grand inconvénient qu'on ne peut établir une loi complémentaire assurant aux intéressés le salaire nécessaire pour pouvoir verser ces primes ».

Ainsi l'ouvrier, obligé par la loi de s'assurer, sera donc souvent hors d'état de s'acquitter, et le but que l'assurance a eu en vue ne sera nullement atteint.

Il faut remarquer encore qu'en Allemagne, le gouvernement a étendu l'obligation de s'assurer à un nombre d'années plus grand que le nombre normal minimum : trente ans pour la rente de vieillesse et cinq ans pour la rente d'invalidité. La charge est devenue ainsi très lourde, sans compter que les périodes de chômage peuvent mettre l'ouvrier dans l'impossibilité de payer, d'où un état réel de déchéance. Il doit verser une contribution hebdomadaire depuis sa 16<sup>e</sup> année révolue jusqu'à sa 71<sup>e</sup> année ; par conséquent pendant cinquante ans environ, en tenant compte de son temps de service, et cela à raison de 47 contributions hebdomadaires par an.

Ainsi triomphe là-bas le fameux principe en matière d'assurance : Beaucoup de primes versées, très peu de pensions servies. Sans cela, à quoi serviraient les tables de mortalité ?

Mais les règles qui assurent la prospérité d'une industrie et garantissent les bienfaits de son action aux participants, peuvent-elles être employées par un gouvernement qui représente la masse des citoyens ? M. Bramsen ne le pense pas : « Si l'assurance est rendue obligatoire, dit-il, si les masses sont forcées de s'imposer des sacrifices pour une minorité, et que ces masses comprennent les classes qui, moins que les autres, ont les moyens de payer, on ne peut se défendre contre la pensée que le paiement de ces primes d'assurance devra souvent être une source de regrets et de privations ». Les sommes ainsi économisées, en effet, auraient bien mieux fructifié dans une caisse d'épargne. Et il est telle circonstance, dans la vie des travailleurs, qui souvent exige l'emploi des fonds mis en réserve, cela à des fins très profitables et très utiles.

Qu'on n'oublie pas, du reste, que la loi allemande a été calculée pour embrasser environ 12 millions de personnes, hommes et femmes, et pour ne servir une rente effective qu'à 1.250.000 de ces personnes ; cette rente doit être de 250 fr. par an, ce qui correspond à une somme de

312.500.000 fr., y compris la subvention annuelle de l'État, laquelle, sans compter les fractions de rentes à servir, s'élèvera à plus de 78 millions.

Quelle calamité pour le peuple allemand si la prédiction de certains prophètes de malheur se réalisait, c'est-à-dire si dans quatre-vingts ans la loi sur l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité avait cessé d'exister, et si elle n'avait servi qu'à montrer à quoi on aboutit quand l'État sort de son domaine et s'avise de tenter la solution d'insolubles problèmes d'économie sociale !

Sait-on qu'après une période de 10 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1891, les primes devront être augmentées, en Allemagne, de 70 à 80 pour cent, vu la modicité des contributions fixées à l'origine, lesquelles ne permettraient pas, sans cela, le service régulier des pensions ?

Une telle alternative est bien faite pour nous fortifier dans cette opinion qu'avant tout, il faut laisser chacun maître de sa bourse et de ses actes, en matière de prévoyance ; que le meilleur conseil à donner aux ouvriers, c'est de déposer le plus d'argent possible à la caisse d'épargne, et surtout de recourir à l'assurance qui, elle du moins, assure la fixité du paiement à l'échéance et l'invariabilité de la prime.

M. Bramsen calcule que, si en Danemarck, dont la population est environ 25 fois moins nombreuse que celle de la confédération germanique, on établissait pour le quart des habitants, soit pour 500.000 personnes (chiffre correspondant aux 12 millions d'assurés en Allemagne) une loi d'assurance sur le modèle de la loi votée au Reichtag, avec les mêmes primes provisoires, les mêmes rentes, etc., elle aurait pour résultat, suivant ses calculs, de faire accumuler un capital d'environ 160 millions de francs.

Le placement de cette somme constituerait une sorte de saignée continue faite au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, puisque — devant nécessairement, selon sa destination, être employée d'après les mêmes règles que les biens des mineurs — elle serait complètement soustraite à la circulation.

« En outre, ajoute l'ancien délégué à Berlin, une réduction en soi assez probable du taux de la rente, serait fortement accélérée, et pour chaque pour cent de baisse au-dessous de 4 0/0, l'État aurait un déficit annuel de 1 3/5 million, qui l'obligerait à augmenter les primes de 20 0/0, pour les porter de 8 millions environ à 9.600.000 francs. L'État aurait en effet à payer par an 4 2/3 millions de fr. aux 70.000 personnes appelées à être pensionnées, et par cette raison, ne serait guère disposé à prendre encore à sa charge la perte résultant de la baisse du taux de la rente. D'un autre côté, une réduction proportionnelle de la rente viagère fixée par la loi serait une si grande calamité, qu'une augmen-



tement exclu. La division nécessaire entre « indigents » et « gens aisés », qu'aucune loi ne peut établir, ni aucune autorité entreprendre, chacun la ferait ainsi pour son propre compte en entrant dans l'institution ou en en sortant, de sorte que la caisse d'épargne deviendrait, sous ce rapport, une espèce de *clearing house*.

L'intérêt servi par la caisse d'épargne ne serait du reste que de 3 0/0 par an, et pour compléter les 50 Ore, on aurait le droit d'employer des timbres-poste ordinaires de 5 Ore, comme en Belgique.

Tel est, brièvement résumé, le projet que M. Bramsen voudrait voir adopter par le gouvernement danois ; il en explique les différents rouages et en fixe les règles avec beaucoup de clarté et de précision. On s'aperçoit que la pratique des assurances en général, a développé chez lui l'esprit de synthèse. Son opuscule mérite d'attirer l'attention de ceux que les questions d'assistance intéressent et qui y voient le seul remède à des maux dignes d'être soulagés.

EUGÈNE ROCHETIN.

CODE ANNOTÉ DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, par GEORGES PAULET, chef de bureau au ministère du Commerce. Paris, Berger-Levrault et C<sup>ie</sup>, 1891, un fort vol. in-8°.

Tout le monde est censé connaître la loi, c'est là une fiction nécessaire; aussi, le sage et prudent citoyen cherche-t-il à la transformer en une réalité, pour éviter les inconvénients de l'ignorance. Mais il n'est pas facile de connaître la loi, ou plutôt les lois, car elles sont nombreuses, et, de plus, elles entraînent à leur suite des décrets, des circulaires, des arrêts et des arrêtés qui les développent et commentent, qui en règlent ou facilitent l'application. Or, ces actes ou documents sont épars, on ne sait souvent où les chercher, on n'est même pas toujours renseigné sur leur existence, un recueil qui les réunit et les classe d'une manière commode rend donc d'inappréciables services.

Nous parlions des lois en général, mais, dans une société aussi vieille et aussi compliquée que la nôtre, de même que l'homme est obligé de se spécialiser pour pouvoir accomplir sa tâche d'une manière satisfaisante, de même aussi les recueils, pour pouvoir offrir un ensemble suffisamment complet, doivent n'embrasser qu'un domaine relativement restreint, mais surtout bien délimité. C'est ce que M. Georges Paulet a senti et ce qui l'a déterminé à borner ses efforts aux lois commerciales et industrielles et leurs multiples applications. Ce domaine est assez bien délimité, mais il est très étendu et susceptible d'empiéter sur d'autres terrains ; il en a la tendance et pourrait bien chercher à se justifier par le mot de Jacotot : « Tout est dans tout ».

La tâche de M. Georges Paulet n'était donc pas facile. Il devait se mettre, par la pensée, dans la situation d'un commerçant ou d'un industriel et se dire : Je suis censé connaître la loi, eh ! bien, je vais réunir toutes les notions que j'ai besoin de savoir ou qu'il peut m'être utile d'avoir présentes à l'esprit, elles seront imprimées là dans un ordre rationnel, avec une table alphabétique et, chaque fois que j'aurai besoin de m'informer sur un point de droit ou une prescription administrative, en un clin d'œil je pourrai mettre le doigt sur la réponse.

C'est plus facile à dire qu'à faire, car il ne suffit pas de fouiller les sources, il faut encore savoir vérifier les étiquettes des découvertes qu'on y fait. Les lois et les règlements se suivent et ne se ressemblent pas toujours, et quelquefois c'est simplement la faute des rédacteurs. Qu'est-ce qui est maintenu en vigueur ? C'est là un point qui est encore trop souvent douteux. Puis, il est des cas où, par exception, il faut reproduire même des dispositions qui ont cessé d'être appliquées, M. Paulet l'a bien compris et il a tenu compte de cette nécessité avec beaucoup de tact et de savoir, mais satisfera-t-il tout le monde sous ce rapport ? Ce serait un miracle.

Quoi qu'il en soit, on trouvera dans ce volume de 948 pages très compactes, à deux colonnes, d'abord le Code de commerce en entier, puis, les lois, ordonnances royales, décrets, arrêtés ministériels par ordre chronologique, le premier acte reproduit portant la date du 18 juin 1681, et le dernier celle du 27 février 1891. La table alphabétique de ces actes s'étend sur plus de quarante pages (cette table est déjà instructive, rien que par sa forme), on voit que le nombre des pièces recueillies est très grand. Elles traitent des accidents, agents de change, appareils à vapeur, armes, bourses de commerce, Banque de France, brevets d'invention, caisses d'assurance et de retraites, chambres de commerce, chemins de fer, de tous les commissions, comités, conseils possibles, des courtiers, écoles, élections (spéciales), établissements insalubres, inspections, machines, marchandises, marchés, marine, mines, monnaies, pêche, poids et mesures, police sanitaire, postes, télégraphes, travail et mille autres, autant qu'on en peut énumérer sur une quarantaine de pages.

L'auteur donne le texte des lois, décrets, arrêtés, et, quoique le commentaire prenne beaucoup de place, on peut dire que M. G. Paulet en est très sobre ; il s'efface presque toujours, se bornant à citer un arrêt, le passage topique d'une circulaire, le lecteur est renseigné, et cela, non par l'opinion d'un « auteur » (je ne fais nullement fi des auteurs, et pour cause), mais par la décision d'une autorité qui emporte sanction : c'est la vraie décision décisive.

MAURICE BLOCK.

**LE SERVICE DANS LES ÉTATS-MAJORS.** par le colonel Fix. (In-8. Paris Berger-Levrault et Cie, 1891.)

D'après son titre, on croirait que ce livre n'a que des rapports très éloignés avec l'économie politique ; mais il en est tout autrement. L'auteur s'est attaché à faire ressortir la corrélation de tous les problèmes de l'organisation militaire avec ceux du fonctionnement économique et social, point trop souvent négligé et pourtant capital, car l'organisme militaire dépend complètement de l'organisme économique ; le meilleur soldat du monde n'irait pas loin sans vivres, sans munitions, et le reste, qui lui sont fournis par le civil. Laissons aux spécialistes le premier point de vue auquel s'est placé M. Fix, le côté militaire, pour analyser la partie économique.

Tout en reconnaissant que la guerre sera encore longtemps une nécessité inévitable, le colonel Fix convient que l'art militaire va à l'encontre de la destinée de l'homme ; il nuit à la fonction économique, tout en étant soumis aux conséquences du développement de cette fonction. Ne pouvant donc réaliser le bien parfait, il faut du moins chercher le moins mauvais ; il faut tâcher d'établir une pondération entre l'organisme économique et l'organisme militaire, et limiter celui-ci de manière à ce qu'il n'absorbe pas celui-là à son propre détriment.

M. Fix est d'avis qu'il n'y a lieu de substituer le travail militaire au travail civil que si l'on ne peut pas faire autrement. C'est ainsi que la fabrication et le commerce des armes doivent être abandonnés à l'industrie privée, comme en Angleterre ; il en est de même des abris où l'ingénieur civil est appelé, dans beaucoup de cas à remplacer avantageusement l'ingénieur militaire. Il en est encore de même de l'alimentation des troupes.

Si une nation, dit l'auteur, doit forcément chercher en elle-même toutes les ressources pour son personnel militaire, il en est autrement pour le matériel et il est presque impossible qu'elle se suffise. Le matériel militaire demande une préparation si longue, il est si immense, qu'il n'est pas de nation qui puisse se suffire à elle-même, pas plus en matières premières qu'en matières ouvrées.

Loin donc que la sécurité nationale soit un motif qui justifie le protectionnisme, comme le soutiennent tant d'orfèvres, elle proclame le libre-échange. Une nation ne sera jamais en guerre avec toutes les autres réunies ; or, elle a tout avantage, à l'état de guerre encore plus qu'à l'état de paix, d'avoir tout à bas prix, et, pour cela, de recevoir directement ou indirectement les produits de l'étranger dont elle a besoin.

Aussi M. Fix reconnaît-il que l'Etat ne pourrait, sans le concours de

l'industrie privée et des chambres de commerce pourvoir même aux besoins les plus urgents. C'est, dit-il, ce que démontre avec clarté une Enquête officielle qui a lieu en ce moment.

Ces principes de décentralisation de l'industrie militaire et de liberté commerciale pour l'approvisionnement des armées, étant certains pour les deux outils les plus indispensables au soldat, le pain et le fer, à plus forte raison le sont-ils quand il s'agit de l'habitation, du vêtement, du matériel de santé etc.

Chacun sait, rien que par les inscriptions portées sur les wagons, le rôle immense que joueront les chemins de fer pendant et après la mobilisation. Ce qu'on sait moins, c'est le prodigieux appel qu'il faudra faire au roulage, à la batellerie, à la navigation, dans une proportion analogue à celle où se trouvent ces moyens de transport par rapport au chemins de fer. Le colonel Fix entre dans d'utiles développements sur ce sujet.

Il s'élève aussi avec force contre la multiplicité des écritures militaires, et il recommande les procédés rapides et perfectionnés qui ont été introduits dans la comptabilité industrielle et commerciale et de l'existence desquels on ne paraît pas se douter dans l'armée, qui aurait tant besoin d'exactitude et de promptitude.

En examinant quelle pourra être la durée probable d'une guerre et, par conséquent, de l'état de crise, l'auteur recherche combien de temps il est rationnel de retenir les masses sous les drapeaux, c'est-à-dire de les enlever au travail économique. Il est alors conduit au service à durée restreinte, et il affirme que tous les peuples seront entraînés, bon gré malgré, à ce qu'on est convenu d'appeler le service d'un an. De là il n'y a qu'un pas à faire pour arriver à la suppression des armées permanentes, c'est-à-dire des armées nombreuses composées de soldats de métier. M. Fix pense que, après cette évolution, les chances de guerre seront grandement diminuées.

Cette réduction du service à un an, à plus forte raison la suppression des armées permanentes, nécessite une réforme de l'instruction militaire. Cette instruction devra être mise en rapport avec le niveau des études parallèlement avec lesquelles on la conduira. Elle sera distribuée à chacun selon ses besoins, c'est-à-dire selon les autres études qu'il fera pour occuper son rang dans la société. A cet effet il y aura lieu de réformer, non pas les programmes, mais les méthodes actuelles d'enseignement, qui sont, pour la plupart, illogiques et surannées.

Pour ce qui regarde les colonies, le colonel Fix est partisan du protectorat supérieur, après la conquête, à l'administration directe, et de la substitution aussi prompte que possible du pouvoir civil au pouvoir militaire.

Enfin, en s'occupant du droit des gens à propos des rapports avec l'ennemi, M. Fix recommande le culte de la justice et de l'humanité.

L'armée, conclut notre auteur, ne vaudra que ce que vaudra la nation: en rendant celle-ci prospère, on peut rendre l'armée forte, — et réciproquement —, mais la nation a tout à gagner à passer par l'école de l'armée.

Outre que le livre du colonel Fix présente un tableau assez complet de l'organisme militaire et de son fonctionnement, on voit que la partie économique, que l'auteur ne perd jamais de vue, est établie sur les principes les plus rationnels et les plus judicieux, et l'on devinerait, si on ne le savait d'avance, que le colonel Fix est le fils de Théodore Fix, l'économiste bien connu, qui a toujours été le défenseur ardent et convaincu des idées libérales. La loi d'hérédité, si chère aux transformistes, a donc produit son effet, ce qui ne lui arrive pas toujours.

ROUXEL.

LE SOCIALISME INTÉGRAL, par B. MALON. In-8, Paris, Félix Alcan et Librairie de la *Revue socialiste*, 1890.

Qu'est-ce que cela peut bien être : le *socialisme intégral*? M. Malon, s'inspirant de Voltaire, qui a dit : Définissez d'abord les termes, nous en donne la définition suivante : « Nous entendons par *socialisme intégral*, le socialisme envisagé sous tous ses aspects, dans tous ses éléments de formation, avec toutes ses manifestations possibles ». Il ne nous reste plus, pour comprendre cette définition, qu'à savoir ce que c'est que le *socialisme* tout court ; or, M. Malon ne nous le dit pas. « Ainsi compris, ajoute-t-il, le socialisme est l'aboutissant synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité présente ». *Ainsi compris*, soit ; mais précisément nous n'avons pas compris, et vous ne nous expliquez rien.

A défaut de cette explication, tâchons donc d'extraire de ce livre la... *sextessence*, — la quintessence est déjà extraite — du socialisme.

Le socialisme de la première heure, le socialisme français de Saint-Simon, de Fourier et des autres, embrassait toutes les manifestations de l'humanité : religion, philosophie, famille, propriété, nations, planète, univers, omnivers ; mais il avait un défaut : il n'était pas assez scientifique, l'imagination avait plus de part que la raison, quelquefois même que le bon sens, dans l'élaboration de ces systèmes sociaux.

Le socialisme allemand s'est jeté dans l'excès opposé ; il n'est peut-être pas plus raisonnable, mais il est, à coup sûr, plus raisonneur.

« Par réaction contre un idéalisme spiritualiste confinant au mysticisme religieux, on amputa le socialisme de toutes les impulsions senti-



mentales, de toutes les aspirations philosophiques et fraternelles qui étaient la moitié de sa force; on lui coupa les ailes, pour qu'il ne pût plus, en s'élevant, risquer de se perdre dans le ciel nuageux de l'utopie. En un mot, il fut, par la savante et puissante école socialiste de Marx, qui, depuis dix ans, inspire presque toutes les organisations prolétaires et révolutionnaires des deux mondes, ramené d'une question économique à une guerre de classes dirigée contre la bourgeoisie capitaliste par le prolétariat industriel, marchant à la conquête du pouvoir politique, de l'égalité sociale et de la justice économique ».

M. Malon trouve que ces données générales de matérialisme économique de Marx constituent une puissante mais incomplète structure historique. Les intégralistes acceptent les données générales du socialisme réaliste. « Le fait de la lutte des classes dominant l'histoire leur paraît incontestable; ils se gardent aussi de nier l'influence de la technique sur l'organisation du travail... Mais ils se refusent à renfermer toute la vie sociale dans la coquille du processus économique, et, pour eux, il n'est pas exact que la société politique ne soit que le reflet de la société économique; les phénomènes religieux, politiques, économiques agissent les uns sur les autres et s'entrecroisent, pour déterminer le mouvement des nations, la prédominance restant acquise aux phénomènes économiques qui furent, au début des civilisations, les uniques propulseurs, mais dont l'importance est décroissante ».

Le socialisme intégral se propose donc pour but de compléter le socialisme matérialiste de Marx en y versant une dose suffisante de l'idéalisme français.

Nous ne voyons pas très clairement la nécessité ni la raison d'être de ce mélange. S'il est vrai, comme le disent les Marxistes et comme en convient M. Malon, que les patrons exploitent arbitrairement les prolétaires, pas d'idéalisme, pas de sentimentalisme possible : ventre affamé ne peut avoir qu'un idéal sous peine de mort. Si cela n'est pas vrai, le marxisme est une doctrine foncièrement erronée.

M. Malon ne se pose pas ce dilemme et, par conséquent, ne le résout pas. Voici l'argument justificatif du socialisme intégral qui nous paraît ressortir de l'ensemble de son livre :

« Il n'est pas vrai que l'intérêt individuel ou même l'intérêt de classe soit un motif suffisant pour pousser les masses à l'assaut des vieilles oppressions, des vieilles iniquités... Jamais, a dit Renan, on n'entraînera les foules aux luttes héroïques pour un but social, en ne leur parlant que d'intérêt matériel. Pas d'entreprises viriles sans idéalisme... Il est dans la nature de l'homme<sup>1</sup> de ne pas se laisser sevrer d'idéal et de

---

<sup>1</sup> Patrons et capitalistes exceptés, bien entendu.

pouvoir accomplir de grandes actions que sans (sous ?) l'impulsion toute-puissante des sentiments altruistes, la poétisation de la lutte, la conviction que l'on se voue à quelque chose de supérieur (patrie, liberté, justice sociale), a toujours été la source de l'héroïsme et le chemin de la victoire... Le combattant socialiste a besoin de savoir qu'il travaille, souffre et lutte pour un complet renouveau du genre humain... Ainsi armé dans son âme, le militant socialiste ira d'un cœur ardent au-devant de tous les sacrifices, au-devant de la mort même ».

J'ai tenu à citer textuellement quelques phrases qui établissent la majeure. Quant à la mineure, je ne la trouve exprimée nulle part dans *le Socialisme intégral*; je vais donc en inventer une, la seule que je trouve qui puisse servir de lien entre la majeure et la conclusion. Je dis la seule que je trouve, je ne l'attribue à aucun intégraliste et si l'un d'eux peut en présenter une autre, je suis prêt à me rétracter. La voici :

Or, il faut que les masses se soulèvent.

Donc, il faut les prendre par le sentiment, par l'idéal, et ne pas se borner, comme Marx, à ne leur parler que des intérêts économiques.

C'est ainsi que Pierre l'Ermite, saint Bernard et d'autres ont entraîné les foules aux croisades. Les noms changent, mais les choses restent.

Je répète que je n'attribue à personne, à M. Malon moins qu'à tout autre, l'intention contenue dans ce raisonnement. Je suis de ceux qui croient aux bonnes intentions, aux bonnes volontés; mais de là à croire que la bienveillance engendre toujours la bienfaisance, il y a loin.

M. Malon dit avec Kant : « De toutes les choses qu'il est possible de concevoir dans ce monde, il n'y a qu'une seule chose qu'on puisse tenir pour bonne, sans restriction : c'est la bonne volonté ».

Entendons-nous. En soi, dans son principe, la bonne volonté est bonne, mais dans ses résultats c'est autre chose; à ce point de vue elle ne sera bonne sans restriction que lorsque l'homme sera infallible. En attendant cette infailibilité, rappelons-nous l'adage : l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Ces explications données à propos de l'essence du socialisme intégral, il nous resterait à parler de la substance des matériaux assemblés dans les huit longs chapitres qui composent ce volume, mais cela nous mènerait loin. Nous aurions beaucoup de faits à opposer à ceux que M. Malon invoque à l'appui de sa thèse, nous aurions aussi longuement à discuter sur les conséquences qu'il tire des faits même qu'il rapporte. Nous ne pouvons du moins pas contester à M. Malon d'être un socialiste laborieux, convaincu et consciencieux; il faut être juste même et surtout envers ses adversaires.

De tout ce livre, l'étude qui nous paraît la mieux réussie, — question d'évolution à part, — c'est le chapitre VII, *l'évolution familiale et le*

*socialisme*. Toutefois nous ne saurions admettre avec l'auteur que ce n'est pas la faute de la femme si la législation matrimoniale est mauvaise. C'est sa faute autant sinon plus que celle de l'homme. Pour s'en assurer, M. Malon n'a qu'à proposer ses réformes aux intéressées ; il ne trouvera certainement pas deux adhérentes sur un million dans toute la France.

ROUXEL.

---

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

---

LA RÉORGANISATION DU CADASTRE ET LA CONSERVATION DU CADASTRE EN FRANCE,  
par Jules BRETON. In-8, Paris, Guillaumin et Cie, 1889.

Question qui traîne bien en longueur que cette réorganisation du cadastre, mais qui n'en est pas moins importante. S'inspirant des deux principes suivants : 1° il ne doit être établi que des impôts productifs et justes autant dans leurs principes que dans leurs conditions d'application ; 2° l'impôt doit être également réparti sur tout le monde ; M. Jules Breton expose un projet de réorganisation et de conservation du cadastre qui, à son dire, serait conforme à ces deux principes et présenterait plusieurs autres avantages. « Tout compte fait, l'État réaliserait progressivement des excédents de recette, que l'achèvement complet de la réorganisation cadastrale porterait à un total d'environ cent millions de francs ». Dans l'état actuel des finances cela n'est pas à dédaigner. « De plus, l'adjonction *obligatoire* de nos plans particuliers aux états descriptifs des propriétés assure définitivement aux propriétaires la tranquille possession de leurs biens-fonds, et, en outre, rend la propriété foncière en quelque sorte mobilisable à leur gré ». M. Breton soutient aussi que son système de réorganisation et de conservation n'entraînerait pas autant de frais qu'on le dit. Quoi qu'il en soit, ce projet mérite d'être examiné par des hommes compétents.

---

LE BUDGET COMMUNAL. ÉTUDE PRATIQUE AVEC MODÈLES DE BUDGETS PRIMITIF, ADDITIONNEL ET DE COMPTE ADMINISTRATIF, par Edgar TRIGANT-GENESTE. In-12, Paris, J. Hetzel et Cie, 1890.

M. Trigant-Geneste suppose une commune où les élections municipales ont renversé le maire et le conseil municipal en fonctions pour les remplacer par des hommes qui ne s'étaient jamais occupés des affaires communales. Il s'agit d'initier ces nouvelles couches sociales à l'administration de leur commune dans tous ses détails, et c'est ce que

fait l'auteur sous forme d'entretiens familiers qui rendent la lecture plus attrayante et en même temps plus compréhensible pour les personnes auxquelles s'adresse ce livre.

---

L'IMPÔT SUR LES RAFFINEURS, par Marcel POUILLIN. Br. in-8, Paris, Guillaumin et Cie, 1890.

M. Marcel Poullin soutient que la surtaxe sur les sucres sera supportée par l'agriculture seule, qui est déjà si lourdement grevée, et non par la fabrication, comme on le croit communément dans les milieux extra-sucriers. Et il conseille au Trésor de demander les millions dont il a besoin « à ceux qui, seuls, parmi tous les intermédiaires du sucre, ne paient rien. absolument rien, AUX RAFFINEURS ».

---

UNE INIQUITÉ SOCIALE : LES FRAIS DE VENTES JUDICIAIRES D'IMMEUBLES, par Georges MICHEL. Br. in-8, Paris, Guillaumin et Cie, 1890.

Avant la loi de 1884, si l'on mettait en vente une parcelle de terre d'une valeur de 100 francs appartenant à des mineurs, les vendeurs, après l'opération, non seulement ne recevaient rien, mais ils se trouvaient débiteurs envers le Trésor et envers les agents de la loi d'une somme de 251 francs. Depuis la loi de 1884 c'est encore la même chose, sinon pire. M. Georges Michel désire qu'on protège les mineurs avec moins de sollicitude; « de toutes les économies, la plus facile et la seule efficace, est une économie de protection ». Et pour réaliser cette économie, l'auteur propose de confier les petites ventes d'immeubles aux notaires et aux juges de paix, au lieu et place des tribunaux d'arrondissement.

---

BANQUE GÉNÉRALE DES COLONIES. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR SON ORGANISATION, par J. PÉLISSIER. Br. in-4. Paris, au *Moniteur des colonies*, 1890.

Les capitaux sont rares aux colonies; l'intérêt de l'argent est à 12 0/0, M. Péliissier fait appel aux capitalistes et à l'épargne pour fonder une banque coloniale. Cette brochure contient la partie pratique du projet. L'auteur y passe en revue les affaires immédiatement réalisables, qui fourniront à la Banque, dès le début, un aliment assuré, indépendamment des opérations financières proprement dites. Puis viennent les bases d'organisation et de fonctionnement de ladite Banque.

---

**L'IMPÔT**, par Albert DELATOUR. Br. in-16, Paris, Berger-Levrault et Cie, 1890.

Cette brochure étant extraite du *Dictionnaire des finances*, on comprend que la partie historique ne soit pas traitée avec tout le développement qu'elle mérite et qu'elle pourrait prendre dans un livre. Bodin n'est même pas cité. A part cette lacune, la question de l'impôt y est traitée avec beaucoup de clarté et de concision, et les *imposeurs*, comme disait Bodin, ne pourront se dispenser de lire ce petit traité.

---

**LA LUTTE POUR LE DROIT**, par Rud. VON JHERING, traduit de l'allemand par O. de MEULENAERE. In-16, Paris, Chevalier-Marescq, 1890.

*La lutte pour le droit* s'adresse au grand public. L'auteur soutient que le droit ne nous tombe pas des nues, pas plus que les alouettes rôties, et qu'il faut faire des efforts pour le conquérir, « tous les droits du monde ont été acquis en luttant; toutes les règles importantes du droit ont dû commencer par être arrachées à ceux qui s'y opposaient, et tout droit, droit d'un peuple ou droit d'un particulier, suppose que l'on soit constamment prêt à le soutenir ». Il resterait encore bien à discuter sur ces assertions et sur beaucoup d'autres que l'on trouve dans ce petit livre, mais il n'en est pas moins instructif et d'une lecture facile, surtout étant donnée la nature du sujet.

---

**ANNALI DI STATISTICA**. Memorie di statistica, del professore F. FERRARA. In-8, Roma, typogr. Botta, 1890.

Ceci est une réédition de mémoires de M. Ferrara sur divers sujets tels que : la théorie de la statistique, selon Romagnosi; des enfants abandonnés; sur le cabotage des Deux-Siciles; les périodes de l'économie politique; Malthus, ses adversaires, ses partisans, les conséquences de sa doctrine; étude sur la population de la Sicile. Ces écrits, publiés de 1836 à 1848, sont devenus très rares et conservent encore aujourd'hui, dit l'éditeur, M. Bodio, toute l'importance et l'opportunité qu'ils avaient à cette époque. Ce qui prouve que les idées, toutes spirituelles qu'elles sont, ne vont pas si vite que le temps.

---

**LE SOCIETA COOPERATIVE DI CONSUMO**, saggio di Economica sociale del Dott. Luigi PIZZAMIGLIO. In-8, Milano, U. Hoepli, 1891.

D'accord avec le professeur E. Vidari, l'auteur trouve que qui désespère de la coopération fait preuve de peu de foi dans le progrès et dans

cette interne et fatale loi de la transformation, à laquelle cherchent à se soustraire les volontés rétives. — Il faudrait d'abord prouver que la coopération est un progrès, ou seulement une nouveauté. Progrès ou non, du moment que l'auteur n'en appelle qu'à l'initiative privée pour l'application, nous sommes avec lui ; aucune expérience sociologique ne nous répugne, pourvu que ce soient ceux qui la font qui en subissent les conséquences.

---

**NAPOLI ALL' ESPOSIZIONE UNIVERSALE DI PARIGI NEL 1889.** Rapport du professeur Roberto MOSCHITTI. In-16, Napoli, tip. commerciale, 1890.

M. Moschitti trouve que les Napolitains n'ont pas pris une part suffisante à l'Exposition universelle de 1889. Les exposants n'ont été qu'au nombre de 52, tandis qu'à l'Exposition de Londres, en 1888, ils ont été 83 ; à celle de Turin, 273, en 1884, et 158 à celle de Milan, en 1881. L'auteur passe en revue les diverses sections de l'Exposition et indique à ses compatriotes celles où ils auraient pu figurer, et les industries auxquelles ils pourraient avantageusement donner plus d'extension.

---

**INIZIATIVA PRIVATA E LEGISLAZIONE SOCIALE,** di Alberti JACONA. In-16, Palermo, Carlo Clausen, 1890.

L'auteur de ce livre cherche à se placer dans un juste milieu entre l'individualisme et le socialisme d'État ; il admet l'intervention de l'État dans une certaine mesure, mais il soutient qu'elle tend à se restreindre avec les progrès de la civilisation, et non à s'étendre, comme le prétendent les socialistes de la chaire. En tout cas, quelle que soit l'ingérence de l'État, dit M. Alberti Jacona, elle doit être établie de manière à promouvoir et jamais à affaiblir l'initiative privée. Le difficile pour l'État, c'est de promouvoir l'initiative privée ; on voit très bien que son ingérence l'affaiblit, la paralyse ; quant à la développer, c'est ce qu'on ne voit pas souvent.

ROUXEL.

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Le déficit des récoltes. — Une manœuvre protectionniste. La réduction temporaire du droit sur les blés. — La discussion du tarif à la Chambre des députés. Les points noirs à l'horizon de la protection. — Le projet sur les caisses de retraites et le protectionnisme ouvrier. — Le maintien des droits sur les blés en Allemagne et en Italie. — La grève des omnibus à Paris et à Londres. — La lettre encyclique du pape sur la condition des ouvriers. — La grève belge. Comment la France aurait pu faire l'économie d'une révolution. — On demande des professeurs d'économie politique protectionnistes. — Nécrologie. M. A. de Vessélovsky.

Nous appelons l'attention particulière de nos lecteurs sur les résultats d'une enquête relative à la récolte du blé, faite par le *Journal des Débats* (voir au Bulletin). Cette enquête confirme les informations que nous possédions déjà sur la situation de nos approvisionnements et la perspective menaçante d'une disette. D'après les renseignements recueillis par le *Journal des Débats*, la récolte de 1891 ne dépassera pas 55 millions d'hectolitres, 60 millions au maximum, c'est-à-dire qu'elle sera inférieure de 50 millions d'hectolitres, au moins, à la moyenne décennale (109.019.735 hectolitres). Ce déficit est, de beaucoup, le plus considérable que nous ayons subi depuis 1846 où la récolte était tombée à 60.696.000 hectolitres en faisant monter à 30 fr. 77 le prix de l'hectolitre. Il nous obligera, selon toute apparence, à demander à l'étranger au moins 50 millions d'hectolitres de blé.

Si nous consultons les relevés des importations de l'année 1879, dans laquelle le montant de la récolte a été de 79.355 hectolitres et les importations (exportations déduites) de 40.949.000 hectolitres, nous trouverons même que ces prévisions demeureront probablement fort au-dessous de la triste réalité, et que les importations de céréales étrangères devront s'élever à plus de 60 millions d'hectolitres pour combler notre déficit. Si nous ajoutons qu'en 1879, l'importation des blés n'était grevée que d'un simple droit de balance de 60 centimes par quintal, tandis que le droit actuel est de 5 fr. et qu'il sera réduit à 3 fr. seulement à partir du 1<sup>er</sup> août prochain pour être rétabli le 1<sup>er</sup> juin 1892; si nous ajoutons encore que la Chambre a jugé le moment opportun pour élever à un taux presque prohibitif les droits sur les viandes et la plupart des autres denrées alimentaires; enfin, que l'Angleterre, l'Allemagne, la

Belgique, la Suisse, auront comme nous des besoins extraordinaires, et qu'au témoignage de l'*Economist* de Londres « la superficie consacrée à la culture du blé dans le monde entier n'est plus actuellement suffisante pour fournir à tous les consommateurs de pain la subsistance nécessaire » (voir dans le dernier numéro, p. 272, l'article sur la hausse du blé), on comprendra que nous n'envisagions pas l'avenir sans les plus vives inquiétudes.

\* \*

Ces inquiétudes, les protectionnistes les qualifient volontiers de chimériques. Cependant, ils ont bien prévu que le moment ne tarderait pas à venir où le renchérissement progressif des subsistances contraindrait le gouvernement à user de la faculté qu'il possède de suspendre les droits sur les céréales. C'est pourquoi, tout en affirmant que les droits n'ont pas pour effet d'augmenter les prix du blé, ils ont proposé de les abaisser de 2 fr., afin d'en prévenir la suppression complète. Le gouvernement a cru devoir se prêter à cette manœuvre, mais à mesure que les effets du déficit iront s'aggravant, il se convaincra de l'impossibilité d'ajouter une hausse artificielle, ne fût-elle que de 3 fr. par quintal à la hausse naturelle et il sera obligé, qu'il le veuille ou non, de suspendre les droits. Seulement, le retard apporté à cette mesure indispensable n'en aura pas moins un effet désastreux.

Le commerce d'importation approvisionnera d'abord les pays où il ne rencontre pas l'obstacle du tarif et les formalités de la douane, et le déficit de la France protectionniste ne sera comblé qu'après celui de l'Angleterre libre-échangiste.

\* \*

C'est en présence de ce déficit qui menace de renchérir « naturellement » toutes les nécessités de la vie que la Chambre a commencé la discussion du tarif de renchérissement artificiel, élaboré par la Commission des douanes. Elle a déjà adopté les articles relatifs à l'exhaussement des droits sur le bétail, les viandes abattues, le gibier, etc., et elle s'est notamment ingéniée à rendre à peu près impraticable l'importation des moutons abattus. Elle s'est montrée plus clément pour quelques articles spécialement qualifiés de matières premières, les peaux, les laines, les soies, elle a confirmé l'exemption dont ces articles jouissent actuellement, malgré les réclamations des représentants des éleveurs et des sériciculteurs. Cette concession que les protectionnistes ont consenti à faire à nos grandes industries d'exportation nous laisse, nous devons le dire, assez froid.



Elle retardera peut-être le déclin des industries auxquelles elle est accordée, mais elle ne pourra que le retarder. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un simple coup d'œil sur la situation du « marché général ». Ce marché qui n'absorbait guère, il y a un demi-siècle, plus de 1.200 à 1.500 millions de produits manufacturés, en demande aujourd'hui environ 12 milliards. L'Angleterre lui en fournit pour 5 milliards, l'Allemagne pour 2 milliards 500 millions, la France pour près de 2 milliards (1.915 millions en 1890), la Belgique, la Suisse, l'Autriche, l'Italie, les États-Unis se partagent le reste. Si l'Angleterre a pu y conserver la part du lion, malgré la concurrence croissante des nations continentales, c'est parce qu'elle a eu la prévoyante sagesse d'adopter une politique de libre-échange, qui lui a permis d'abaisser au minimum les prix de revient de ses articles d'exportation et, en même temps, d'importer, sans obstacles, les articles qui servent à les payer. C'est en suivant ce bon exemple, en 1860, que la France a réussi de son côté à réduire ses prix de revient dans une proportion analogue et à soutenir ainsi une concurrence devenue plus redoutable. Mais en revenant à un système de renchérissement de l'exportation et d'obstacles à l'importation, à une époque où l'Angleterre, sans parler de la Belgique, a adopté une politique de libre-échange et où les autres nations industrielles, l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, tendent à y revenir, la France ne va-t-elle pas placer son industrie dans une situation de flagrante infériorité sur les marchés de concurrence ?

Si les grands industriels qui ont provoqué, en s'alliant avec les grands propriétaires fonciers, la réaction protectionniste, avaient eu une vue plus claire et plus large de leurs intérêts, ils auraient travaillé, au contraire, à étendre la réforme libérale de 1860. Ils auraient demandé la suppression de tous les droits qui exhaussent artificiellement les prix de revient des articles manufacturés, droits sur la houille, les fers, les aciers, les fils, les tissus, les denrées alimentaires, de manière à se placer dans la même situation que leurs concurrents anglais. Le compte de cette politique libérale est facile à dresser. L'année dernière, la France a importé pour 615 millions de produits manufacturés et elle en a exporté pour 1.915 millions, c'est-à-dire trois fois davantage. La suppression des droits, en abaissant les prix de revient, aurait permis à l'industrie française de mieux défendre le marché national et d'agrandir sa place sur le marché général : elle aurait pu y reprendre le second rang qu'elle s'est laissé enlever par l'Allemagne et porter rapidement son exportation de 2 milliards à 3 milliards. En retournant au contraire à la politique de la protection, c'est tout au plus si elle pourra gagner

100 ou 200 millions sur le marché intérieur, en admettant même que le renchérissement de ses produits n'en diminue pas la consommation, et elle s'expose à une perte triple sur le marché général.

En s'alliant aux agriculteurs, ou soi-disant tels, pour rétablir le régime suranné de la protection, les industriels ont donc visiblement méconnu leurs vrais intérêts. Les agriculteurs ont-ils fait un meilleur calcul en s'alliant aux industriels? Ne sont-ils pas consommateurs aussi bien que producteurs et, d'ailleurs, la prospérité de l'agriculture n'est-elle pas liée à celle de l'industrie? Si la politique protectionniste a pour résultat, — et ce résultat est mathématique, — de faire perdre à l'industrie sur les 1.900 millions de l'exportation trois fois plus qu'elle ne peut lui faire gagner sur les 600 millions de de l'importation, l'appauvrissement de leur clientèle industrielle ne diminuera-t-il pas le débouché et les bénéfices des agriculteurs? Enfin, la protection accordée à l'agriculture n'est-elle pas essentiellement précaire? Sera-t-il possible de la maintenir, en présence de la menace d'une disette?

Nous n'avons rien dit des effets du retour à la protection industrielle et agricole sur les classes ouvrières. Quoique les protectionnistes affichent en toute occasion un ardent amour pour les ouvriers, ils ont négligé jusqu'à présent de les convier au festin de la protection. Le tarif des douanes protège les profits des entrepreneurs d'industrie et les rentes des propriétaires fonciers, il ne protège pas les salaires des ouvriers. Les produits étrangers sont taxés à l'entrée, le travail ne l'est pas. Le jour où la classe ouvrière, atteinte à la fois par le renchérissement des nécessités de la vie et le rétrécissement de son débouché, demandera à être protégée à son tour contre l'invasion des travailleurs belges, allemands, suisses, italiens, ne faudra-t-il pas combler cette lacune inexplicable et injustifiable du tarif? Alors, les industriels et les agriculteurs consommateurs de travail, à la merci des syndicats des ouvriers protégés, s'apercevront peut-être, eux aussi, que « l'intérêt des consommateurs », défendu par ces affreux libre-échangistes, ces théoriciens, ces utopistes! aurait mérité d'être pris en considération.

Les points noirs ne manquent pas, comme on voit, à l'horizon de la protection. Souhaitons que l'inclémence de la nature se joignant à la folie des hommes, n'en fasse pas sortir quelque formidable orage!

\*  
\* \*

Dans un projet sur les caisses des retraites des ouvriers, inspiré par la loi allemande, projet que nous nous réservons d'examiner à loisir, quoiqu'il ne nous paraisse pas né viable, M. le ministre de

l'intérieur s'est préoccupé de réparer l'inégalité signalée plus haut en étendant aux ouvriers nationaux les bienfaits de la protection.

En effet, ce projet « assure à l'ouvrier une pension de secours dont le service serait couvert par le produit des pensions en desherence, des dons et legs et, enfin, d'une contribution imposée aux patrons à raison de 0 fr. 10 par jour et par ouvrier de nationalité étrangère employé ». Dix centimes par jour sur 300 journées de travail, c'est une somme de 30 francs, soit sur un salaire moyen de fr. 1.000 par année, un impôt de 3 0/0. Or, les droits protecteurs des profits et des rentes ne s'élèveront pas à moins de 30 0/0, en moyenne, si le projet de la Commission des douanes est, comme il y a apparence, adopté par le législateur. Il faudrait donc, pour placer la protection des salaires des ouvriers sur un pied d'égalité avec celle des profits des entrepreneurs et des rentes des propriétaires, élever à 1 fr. par jour la contribution imposée au patron sur les ouvriers de nationalité étrangère. La liberté et la fraternité en gémiraient, sans doute, mais l'égalité serait satisfaite. Ajoutons que les protectionnistes ne pourraient, sans forfaire à leurs principes, s'abstenir de voter cette extension aux travailleurs du système protecteur du travail national.

\*  
\* \*

En Allemagne et en Italie, le gouvernement s'est refusé, jusqu'à présent, à suspendre les droits sur les blés. En Italie même, le ministre des finances a déclaré que cette mesure « serait plutôt nuisible ». En attendant, le prix du pain et des autres subsistances continue à monter, les consommateurs s'agitent et s'inquiètent, sans comprendre, évidemment, que les droits sur les blés leur sont plutôt « utiles ».

\*  
\* \*

A propos de la grève des employés des omnibus, qui a obligé, pendant deux jours, les Parisiens à pratiquer l'exercice hygiénique du lendit pédestre, et qui s'est propagée à Londres, un de nos collaborateurs nous communique une lettre inédite de Michel Chevalier (voir plus haut la *Question des Omnibus*). L'illustre économiste met en lumière le point faible du régime trop vanté de nos transports urbains : l'énorme perte de temps qu'il inflige aux Parisiens. Mais les Parisiens sont façonnés au monopole et parfaitement convaincus que, le jour où tout le monde sera libre d'établir des omnibus, il n'y aura plus d'omnibus.



Nous empruntons à une correspondance du *Journal des Débats* quelques renseignements sur la grève des omnibus de Londres, en nous bornant à faire remarquer que les « consommateurs » y sont transportés pour 0 fr. 10 sous un régime de liberté, tandis qu'ils paient 0 fr. 15 et 0 fr. 30 à Paris, sous un régime de monopole et, chose à considérer, qu'ils ne font pas « queue ».

Il y a à Londres deux grandes Compagnies : la Compagnie des omnibus et la Compagnie des cars. Cette dernière s'est établie, il y a une dizaine d'années, en concurrence à la Compagnie des omnibus, qui rançonnait le public, et les Londoniens lui doivent l'abaissement du tarif. Loin de se ruiner, les deux Compagnies, en transportant des voyageurs à raison de 10 centimes pour des parcours variant entre 1 et 3 ou 4 kilomètres, ont fait de bonnes affaires. Ce qui est surprenant, c'est qu'elles aient été si longtemps à s'apercevoir des avantages qui devaient résulter pour elles d'un abaissement du tarif.

Il y a quelques années, les employés de la Compagnie des cars ont voulu se mettre en grève parce qu'ils demandaient une réduction des heures de travail et un salaire plus élevé ; mais ils ne purent obtenir que les employés de la Compagnie générale fissent cause commune avec eux. Or, ces derniers faisaient une journée de seize heures environ en moyenne. Pourquoi n'ont-ils pas aidé leurs camarades ? L'explication est facile à donner. La Compagnie générale des omnibus, depuis son origine, n'a jamais exercé le moindre contrôle sur les recettes de ses conducteurs qui (c'était tacitement reconnu par la Compagnie) prélevaient sur les recettes, pour eux et pour le cocher, une commission évaluée par la Compagnie, dit-on, à 12 fr. 50 par omnibus et par jour. La Compagnie avait calculé d'une façon très relative ce que chaque omnibus devait rapporter, suivant les lignes et les heures, et tant qu'un conducteur faisait « payer » son omnibus, on ne lui en demandait pas davantage. Mais, si ce même conducteur laissait tomber sa moyenne au-dessous d'un certain chiffre, on le mettait à pied et on le remplaçait.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi les conducteurs et cochers de la Compagnie générale des omnibus n'ont pas mis le moindre empressement à venir prêter leur appui à leurs confrères de la Compagnie des cars. Ils étaient tout à fait disposés à travailler quatorze, seize, et même dix-sept heures par jour, à la condition de participer, comme ils l'avaient toujours fait, aux bénéfices de la Compagnie. Les agents de la Compagnie des cars, au contraire, contrôlés sérieusement et obligés de remettre aux voyageurs des tickets représentant la somme

perçue, n'avaient pas les mêmes raisons d'être satisfaits, bien que recevant un salaire supérieur.

Tout dernièrement, la direction de la Compagnie générale des omnibus a changé de mains, et le nouveau directeur a inauguré, le 31 mai, le système des tickets. Aussitôt, mécontentement général des conducteurs et cochers qui, malgré une augmentation de salaire, ont organisé une grève, non pas, naturellement, parce qu'on leur a supprimé leurs bénéfices illicites, mais en prétextant la durée trop longue des heures de travail. En cela ils ont été fort adroits, car le public leur a accordé toute sa sympathie, trouvant, non sans raison, que seize ou dix-sept heures de travail par jour constituent une journée excessive. Mais, on a oublié trop vite, peut-être, que, tant que les conducteurs et cochers de la Compagnie ont « participé aux bénéfices » de la façon indiquée plus haut, ils ont travaillé de bon cœur dix-sept heures par jour et refusé de secourir les conducteurs et cochers de l'autre Compagnie. Ceux-ci n'ont pas de rancune, évidemment, car ils se sont mis en grève pour venir en aide à leurs camarades de la Compagnie générale et, en présence de cette attitude résolue et de cette unanimité de leurs goûts, les deux Compagnies, cela paraît certain, seront obligées de capituler.

Telle est, en peu de mots, la situation et la véritable histoire de la grève actuelle.



La lettre encyclique du pape sur la condition des ouvriers, qu'ont publiée récemment les journaux religieux, contient, avec des conseils de charité, cette excellente justification de la propriété :

Les *socialistes* poussent à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent, et prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée, que les biens d'un chacun doivent être communs à tous et que leur administration doit revenir aux municipalités ou à l'État. Moyennant cette translation des propriétés et cette égale répartition entre les citoyens des richesses et de leurs commodités, ils se flattent de porter un remède efficace aux maux présents. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit, ferait tort à l'ouvrier si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste, en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'État et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social.

De fait, comme il est facile de le comprendre, la raison intrinsèque du travail entrepris par quiconque exerce un art lucratif, le but immédiat visé par le travailleur, c'est de conquérir un bien qu'il possédera en

propre et comme lui appartenant ; car, s'il met à la disposition d'autrui ses forces et son industrie, ce n'est pas évidemment pour un motif autre, sinon pour obtenir de quoi pourvoir à son entretien et aux besoins de la vie, et il attend de son travail non seulement le droit au salaire, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc, en réduisant ses dépenses, il est arrivé à faire quelques épargnes et si, pour s'en assurer la conservation, il les a, par exemple, réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé : le fonds ainsi acquis sera la propriété de l'artisan au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière ? Ainsi cette conversion de la propriété privée en propriété collective, tant préconisée par le socialisme, n'aurait d'autre effet que de rendre la situation des ouvriers plus précaire, en leur retirant la libre disposition de leur salaire et en leur enlevant par le fait même tout espoir et toute possibilité d'agrandir leur patrimoine et d'améliorer leur situation.

\*  
\* \*

On sait que les ouvriers belges s'étaient mis en grève pour obtenir l'extension du suffrage. Le gouvernement et le parlement n'ont pas cru devoir opposer à cette grève politique le pédantisme traditionnel de la résistance. Il ont cédé au vœu populaire. La grève a cessé et les esprits se sont apaisés. Si le gouvernement de juillet avait eu la même sagesse en 1848, la France aurait fait l'économie d'une révolution. Une économie notable !

\*  
\* \*

On lit dans *l'Indépendance belge* :

L'assemblée générale de l'Union agricole de l'arrondissement de Leipzig a adressé au ministre des cultes une requête, demandant que, dorénavant, les professeurs de l'université de Leipzig soient pris parmi les partisans déterminés du système protecteur. Cette singulière pétition a causé beaucoup d'émotion dans la ville universitaire.

Lorsque les socialistes seront en majorité, — ce qui ne tardera probablement plus guère —, ils ne manqueront pas d'exiger à leur tour que les professeurs d'économie politique soient pris parmi les adversaires déterminés de la propriété ; à la vérité, ceux qui enseigneront alors le protectionnisme n'auront pas grand' chose à craindre :

il leur sera facile de démontrer que leur enseignement est sur ce point-là parfaitement orthodoxe et irréprochable.

\*  
\* \*

Nous apprenons avec un vif regret la mort de notre excellent confrère, M. A. Vessélovsky, fondateur et rédacteur en chef de *l'Economiste russe*, décédé subitement le 18/30 mai à Saint-Pétersbourg. M. Vessélovsky avait rédigé *l'Annuaire des finances russes*, dirigé le *Messenger des finances, de l'industrie et du commerce*, collaboré au *Journal de Saint-Pétersbourg* et participé à un grand nombre d'autres publications. C'était un esprit distingué et consciencieux, qui avait rendu et aurait pu rendre encore (il était à peine âgé de 50 ans) de nombreux et bons services à la science.

G. DE M.

Paris, 14 juin 1891.

ERRATUM. — Dans l'article sur la *Réaction protectionniste en Espagne* de M. Gabriel Rodriguez, publié dans le dernier numéro, p. 113, au lieu de *la majorité a voté ce qu'a voulu M. Canovas*, lire la majorité votera ce que voudra M. Canovas, et, p. 184, au lieu de *fabrique de fer battu*, lire fabrique de fer blanc.

---

*Album des services maritimes postaux français et étrangers* avec notices commerciales sur les principaux ports français et étrangers, par MM. PAUL JACCOTTEY et M. MABYRE, sous la direction de M. E. Levasseur, membre de l'Institut (Librairie Ch. Delagrave, Paris).

La première carte de cet important album, qui vient de paraître, est relative aux services maritimes postaux français dans toutes les parties du globe, ne comprenant que les lignes subventionnées par l'État ou sur lesquelles il exerce une action directe ; les limites des États, leurs colonies et protectorats y sont figurés d'après les données les plus récentes.

---

M. PICAUVET, professeur au Collège Rollin, vient de présenter à la Sorbonne, pour obtenir le grade de docteur ès lettres, un important ouvrage intitulé : *LES IDEOLOGUES, essai sur l'histoire des idées et des théories scientifiques, philosophiques et religieuses depuis 1789*. Cet ouvrage est publié dans la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, de l'éditeur Félix Alcan (1 vol. in-8, 10 fr.).

---

E. DE ROBERTY, *La Philosophie du siècle*, 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, Paris, 1891, Félix Alcan, éditeur, prix : 5 fr.

Dans le nouveau volume qu'il publie aujourd'hui, l'auteur de *l'Ancienne et la Nouvelle Philosophie*, de *l'Inconnaissable*, etc., passe en revue les théories spéculatives qui dirigent l'évolution mentale de l'humanité contemporaine, M. de Roberty qui, comme on sait, collabora autrefois à la *Revue positive* de Littré et qui écrit dans la *Revue Philosophique* des articles fort remarquables, se place dans ce livre, complètement en dehors de toutes les églises et chapelles philosophiques.

---

## CHRONIQUE FINANCIÈRE

---

Le mois de juin s'annonce bien à son début. La situation générale est meilleure, l'argent abondant et peu cher, et les cours sous l'influence de l'abaissement du taux de l'escompte à Londres et des rachats forcés du découvert, se sont notablement relevés sur toutes les valeurs de la cote.

Les affaires sont cependant des plus calmes et le raffermissement des cours auquel nous venons d'assister ne nous paraît en aucune façon devoir être le commencement d'une campagne de hausse.

Le marché anglais, en effet, est loin d'être remis de la secousse du krach Baring, et il y a, à l'heure qu'il est, bien peu de maisons à Londres qui, pour la moindre chose, ne soient mises en suspicion ; un événement comme celui-là ne s'oublie pas si vite. Le jour du malaise qui pèse lourdement sur le marché de Londres, c'est la crise argentine et ce malaise persistera tant que cette crise ne sera pas conjurée. Cela peut malheureusement durer encore longtemps, et tant que cette question ne sera pas réglée, on ne se remettra pas sérieusement.

Ici, on est moins intéressé qu'à Londres dans les affaires Argentines et la Place est très saine, mais les marchés sont solidaires, et on sera toujours ici sur le qui-vive tant qu'on saura qu'il y a des cadavres à Londres.

En somme, la crise que nous venons de traverser, et dont l'acuité était due surtout aux affaires du Portugal qui ont influencé tout le reste de la cote déjà affaiblie par les événements des premiers jours de mai, peut être considérée comme terminée, mais, nous le répétons, la hausse nous paraît limitée au raffermissement actuel des cours, sauf,



bien entendu, sur certaines valeurs de spéculation dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

C'est sur nos rentes et en particulier sur le 3 0/0 que la rareté du titre a causé la reprise la plus accentuée. Le déport a étranglé les vendeurs qui ont dû racheter à tout prix, les capitalistes se refusant à se dessaisir de la rente qu'ils avaient en portefeuille. Pendant le mois de mai, il a été employé par la Caisse des dépôts et consignations en achats de rentes, une somme de fr. 42.199.965,40. Aussi le 3 0/0, après avoir été compensé à 95, est-il monté aujourd'hui jusqu'à 95,82 alors qu'il était à 93 environ le 20 mai dernier.

L'amortissable et le nouveau sont également en progrès, le premier à 96,15 après avoir compensé à 95,10, et le second à 93,90 après avoir compensé à 93. Le 4 1/2 gagne environ 0 fr. 60 à 105,10 sur son cours de compensation du 1<sup>er</sup> juin.

Les Fonds Étrangers sont également en reprise, sauf toutefois ceux de l'Amérique du Sud.

Nos chemins de fer ont fait preuve d'une certaine hésitation devant les menaces de grève des employés.

Les Chemins Étrangers sont en reprise marquée.

Les établissements de crédit ont presque tous retrouvé leurs cours d'avant la crise.

Marché en banque assez calme sauf sur les valeurs de cuivre, par suite de la hausse de ce métal à Londres.

Paris, 11 juin 1891.

R. d'A.

---

*Le Gerant* : P. GUILLAUMIN.

## TABLE

### DES MATIÈRES DU TOME SIXIÈME

N° 1. — Avril 1891.

LE PROJET DU BUDGET DE L'EXERCICE 1892 ET LES CONVENTIONS DE 1883, par M. PAUL DELOMBRE.....	4
DU PRIX DE REVIENT DES PRINCIPALES CÉRÉALES EN RUSSIE ET EN ALLEMAGNE, par M. IVAN MAKLACHEVSKY.....	29
PROTECTIONNISTE ET DÉPOPULATION, par M. DANIEL BELLET.....	53
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK, de l'Institut.....	61
LA CHUTE DE LA SOCIÉTÉ DES DÉPÔTS ET COMPTES COURANTS, par M. A. RAFFALOVICH, correspondant de l'Institut.....	90
LE STOCK OR DE L'ANGLETERRE, par M. G. FRANÇOIS.....	101
CORRESPONDANCE. — La métaphysique des protectionnistes, par M. E. MARTINEAU.....	104
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i> .....	106
II. Loi qui modifie les droits de l'époux sur la succession de son conjoint prédécédé.....	107
III. Loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines.....	109
IV. Le mouvement anti-protectionniste.....	110
V. Les finances de la Hongrie.....	118
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 6 avril 1891</i> ). NÉCROLOGIE : M. R. de Fontenay. — COMMUNICATION de M. V. Brants sur les Conseils de conciliation en Belgique entre patrons et ouvriers. — DISCUSSION : Le métayage est-il une simple mesure transitoire de l'amodiation des terres ? Quels sont les moyens actuels de l'améliorer ? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Comptes rendus, par M. CHARLES LETORT.....	120
COMPTES RENDUS. — <i>Le droit individuel et l'État</i> , par M. CH. BEUDANT. — Compte rendu, par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut.....	138

<i>Traité d'Économie politique</i> , par M. COURCELLE-SENNEUIL, membre de l'Institut. — Compte rendu de M. G. DU POYNODE.....	144
<i>Concours pour prix de la Paix</i> . — Compte rendu par M. F. PASSY, membre de l'Institut.....	147
<i>Les entreprises agricoles</i> , par M. F. CONVERT. — Compte rendu, par M. G. F.....	149
NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES, par M. ROUXEL.....	152
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Le Congrès international des mineurs. — Le Congrès ouvrier de Bruxelles. — Les protestations contre le retour au protectionnisme. — Le drawback des soies et l'Académie des sciences. — Les confiscations protectionnistes appréciées par la <i>Justice</i> . — La suppression des tarifs de pénétration. — Le téléphone de Paris à Londres. — La suppression des bureaux de placement réclamée au nom de la liberté du travail. — Les progrès de l'alcoolisme. — La question douanière à la Société belge d'économie politique. — Les œuvres notables du 51 <sup>e</sup> Congrès des États-Unis. — Le commonwealth d'Australie. — Le monopole postal et les <i>Messenger boys</i> . — Les alevins de saumons et les ingénieurs des ponts et chaussées. — Nécrologie : M. Roger de Fontenay, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	156

N<sup>o</sup> 2. — Mai 1891.

LA RÉACTION PROTECTIONNISTE EN ESPAGNE, par M. GABRIEL RODRIGUEZ.....	169
LE PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 1892 ET LES CONVENTIONS DE 1883 par M. PAUL DELOMRE ( <i>suite</i> ).....	183
REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL.....	222
LETTRE D'ANGLETERRE: Le budget de la Grande-Bretagne et de l'Irlande en 1891, par M. H. C.....	222
LETTRE DU CANADA : Les Elections générales. — Le gouvernement protectionniste est maintenu, mais le courant de l'opinion est favorable à la liberté commerciale, par M. ERNEST TREMBLAY.....	250
LA PROTECTION C'EST L'ARGENT DES AUTRES, par M. E. MARTINEAU....	257
CORRESPONDANCE : Le droit individuel et l'Etat, par M. CH. BEUDANT, professeur à la Faculté de Droit de Paris, doyen honoraire.....	259
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i> .....	262
II. La Question douanière.....	262
III. Protestation de la société des artistes peintres, sculpteurs, etc.....	266

IV. Le Comité de défense de l'exportation française et le tarif de la Commission des douanes.....	267
V. Les chinoiseries de la Commission des douanes..	269
VI. Ligue douanière de l'Europe centrale.....	270
VII. La hausse du blé.....	272
VIII. La Balance du Commerce, par M. PAUL DEGOUY.	277
IX. Les Tourtes, par M. BOUCHER DE PERTHES.....	280
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 5 mai 1891</i> ). COMMUNI- CATION : La politique économique des Etats-Unis et la réaction libre-échangiste de ce pays. — DISCUSSION : De la légitimité et des abus des conversions de rentes. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT. ....	
COMPTES RENDUS. — <i>Seul de son siècle. — En l'an 2000. — Traduc- tion et discussion du roman communiste « Looking Backward »</i> de M. E. Bellamy, par M. le vicomte COMBES DE L'ESTRADE. — Comptes rendus, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Ins- titut .....	282
<i>The economic basis of protection</i> , par M. SIMON N. PATIEN. — Compte rendu, par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut..	290
<i>Mémoire sur le bimétallisme international et le moyen juste de le réaliser</i> , par M. ROCHUSSEN. — <i>Le problème monétaire et sa solution</i> , par M. G. BOISSEVAIN. — Compte rendu par M. G. DE PUYNODE.....	299
<i>Essai d'une théorie rationnelle des sociétés de secours mutuels</i> , par M. PROSPER DE LAFITTE. — Compte rendu, par M. EUG. RO- CHETIN.....	303
<i>Les financiers amateurs d'art aux XVI, XVII ET XVIII<sup>e</sup> siècles</i> , par M. VICTOR DE SWARTE. — Comptes rendus par M. C. L.....	308
<i>Code pénal d'Italie</i> , traduit, annoté et précédé d'une introduction, par M. JULES LACOINTA. — Compte rendu, par M. LÉON ROQUET..	313
<i>L'interprétation économique de l'histoire d'Angleterre</i> , par M. JA- MES E. THOROLD ROGERS. — Comptes rendus par M. E. Castelot.	315
<i>De l'état de notre monnaie d'or et de la nécessité de compléter notre législation monétaire</i> , par M. SÉLIGMANN. — Compte rendu par M. CH. GOMEL.....	318
<i>Les mammifères de la France</i> , par M. A. BOUVIER. — <i>La Cité fran- çaise</i> , par le lettré FAN-TA-GEN, publié par M. EUG. SIMON. — Comptes rendus, par M. ROUXEL.....	320
NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES, par M. ROUXEL.....	324
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — La discussion générale de la question douanière à la Chambre des députés. — L'arithmétique des pro- tectionnistes. — L'union douanière de l'Europe centrale. — Le	327

traité de commerce des Etats-Unis avec le Brésil. — Une manœuvre protectionniste. — L'abaissement temporaire des droits sur les blés. — Une lacune du tarif des douanes. — La protection des salaires. — La manifestation du 1 <sup>er</sup> mai. — La grève générale en Belgique. — Comment on enseigne le français et l'histoire de France aux Arabes. — Un vœu du Conseil général de l'Air. — Le budget de Goschen. — L'enseignement primaire gratuit. — L'imprévoyance de la classe ouvrière en Angleterre. — La consommation de l'alcool en Hollande. — L'institution d'une Banque d'Etat en Suisse. — Anti-sémitisme et monopole. — Prix de revient de la houille en France et en Belgique. — Une brèche faite au monopole postal en Angleterre, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	330
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. B. D'A.....	343

## N° 3. — Juin 1891.

UN PARADOXE HISTORIQUE DE KARL MARX ( <i>suite et fin</i> ), par M. R. DE FONTENAY.....	345
DU DEGRÉ DE PRÉPARATION FINANCIÈRE DE BONAPARTE AU 18 BRUMAIRE, par M. RENÉ STOURM.....	358
UN APÔTRE DE L'ENSEIGNEMENT AGRONOMIQUE. — RICHARD DU CANTAL, par M. VARAGNAC.....	372
APHORISMES ÉCONOMIQUES ET MORAUX ( <i>suite</i> ), par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	375
LA GRÈVE DES OMNIBUS PARISIENS. — UNE LETTRE INÉDITE DE MICHEL CHEVALIER, par M. JOSEPH CLÉMENT.....	380
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (séances du 15 février au 16 mai 1891). Compte rendu, par M. JOSEPH LEFORT.....	385
LES GARANTIES D'INTÉRÊT DES CHEMINS DE FER ALGÉRIENS, par M. J. COURAU.....	396
PROTECTIONNISME ET ÉGALITÉ, par M. ZOLLA.....	402
LETTRE D'ITALIE, par M. VILFREDO PARETO.....	412
CORRESPONDANCE : LE RÔLE DE LA FRANCE EN INDO-CHINE, par M. le contre-amiral RÉVEILLÈRE.....	421
LE PROTECTIONNISME ET SES FONCTIONS AUX ÉTATS-UNIS, par M. N. C. FRÉDERICKSEN.....	426
MONO ET BIMÉTALLISME, par MM. BOISSEVAIN, G. DU PUYNODE et ROCHUSSEN.....	430
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal Officiel</i> .....	443
II. La récolte du blé en France,.....	444

III. Les mendiants de profession.....	447
IV. Les 167 prix de l'Institut.....	452
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 5 juin 1891</i> ). Assemblée générale annuelle. — Election d'un second président, de deux vices-présidents, d'un questeur trésorier. Discussion : Doit-on préférer l'entreprise collective à l'entreprise individuelle ? OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	456
COMPTES RENDUS.	
<i>The scope and method of political economy</i> (But et méthode de l'économie politique), par M. JOHN NIVILLE KEYNES. — Compte rendu, par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut.....	464
<i>La question sociale ; le chèque barré</i> , par M. ERNEST GRILLON. — <i>L'exagération des charges militaires et les prix de revient</i> , par M. EM. DELIVET. — Comptes rendus, par M. GUSTAVE DU PUYNODE.....	466
<i>Sur quelles bases pourrait-on créer une caisse nationale de retraite pour la vieillesse et l'invalidité</i> , par M. LUDWIG BRAMSEN. Compte rendu, par M. EUG. ROCHETIN.....	472
<i>Code annoté du commerce et de l'industrie</i> , par M. GEORGES PAULET. — Compte rendu, par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	478
<i>Le service dans les Etats majors</i> , par le colonel FIX. — <i>Le socialisme intégral</i> , par M. B. MALON. — Comptes rendus par M. ROUXEL.....	480
NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES.....	485
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Le déficit des récoltes. — Une manœuvre protectionniste. — La réduction temporaire du droit sur les blés. — La discussion du tarif à la Chambre des députés. — Les points noirs à l'horizon de la protection. — Le projet sur les caisses de retraites et le protectionnisme ouvrier. — Le maintien des droits sur les blés en Allemagne et en Italie. — La grève des omnibus à Paris et à Londres. — La lettre encyclique du pape sur la condition des ouvriers. — La grève belge. — Comment la France aurait pu faire l'économie d'une révolution. — On demande des professeurs d'économie politique protectionnistes. — Nécrologie. M. A. DE VESSÉLOVSKY, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	489
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE, par M. R. D'A.....	499
TABLE DU VOLUME.....	500









